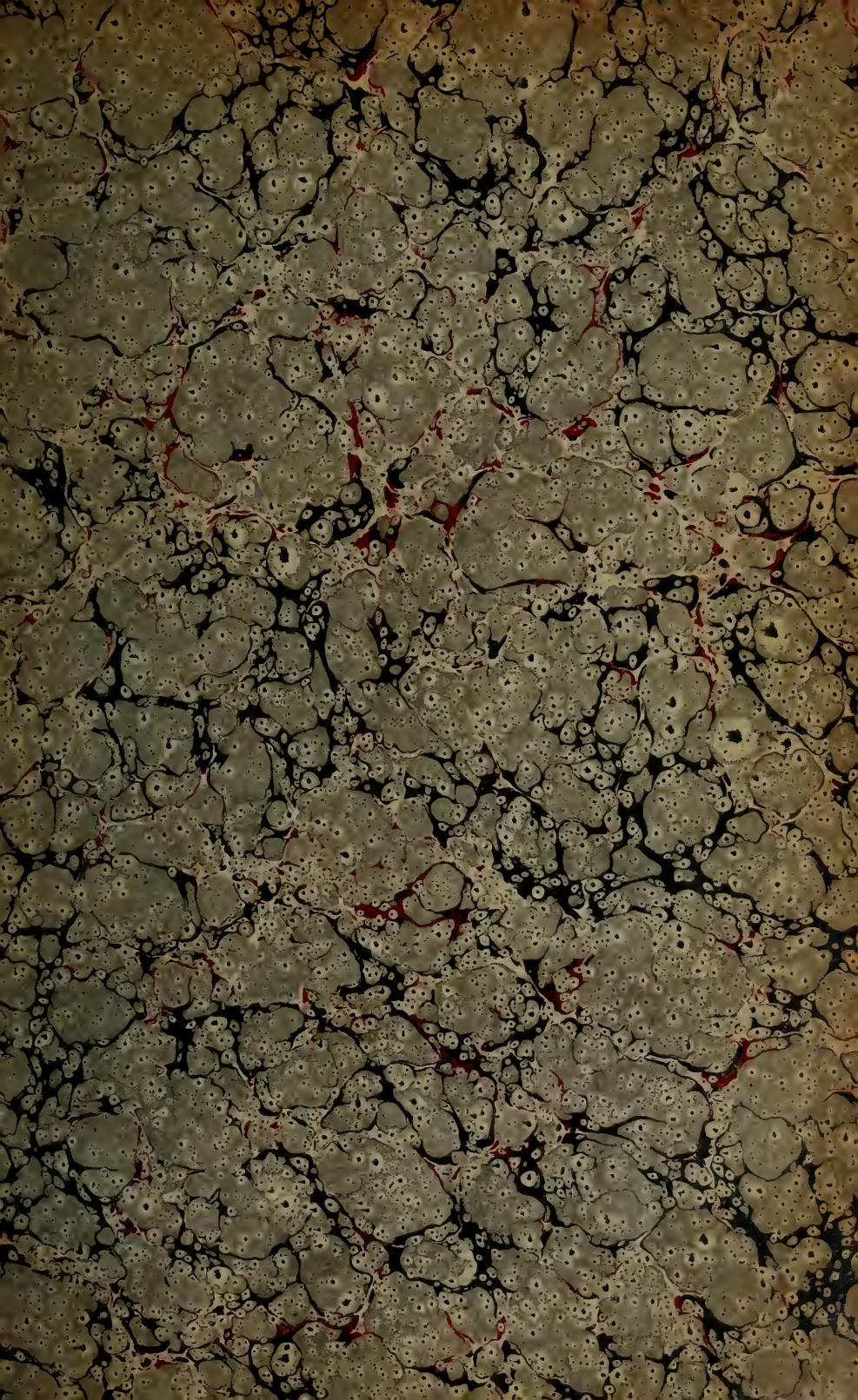






Nº 9813



A. J. Bell

Victoria College

Théâtre II

257

t. 3

SMRS

BIOGRAPHIES
VENDÉENNES

NANTES, VINCENT FOREST ET ÉMILE GRIMAUD, IMPRIMEURS BREVETÉS





Revelière Lepageux.

Revelière Lepageux

BIOGRAPHIES

VENDEÉNNES

PAR

C. MERLAND

Tome III



NANTES

VINCENT FOREST ET EMILE GRIMAUD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, 4, PLACE DU COMMERCE

NIORT

E. FORGET

47, RUE DES HALLES

PARIS

Jules GERVAIS

29, RUE DE TOURNON

1883



LE VICE-AMIRAL DE GRIMOUARD

A toutes les époques et sous tous les gouvernements, non seulement la grandeur des récompenses ne s'est pas mesurée à l'étendue des services, mais la persécution et la haine des classes populaires en ont souvent pris la place. Pour en trouver de mémorables exemples, il n'est pas nécessaire de remonter aux républiques grecque et romaine, de rappeler la sentence d'ostracisme rendue contre Aristide et l'exil de Camille ; nous n'avons qu'à ouvrir un livre sanglant qu'on appelle l'histoire de la Terreur : nous trouverons, à chaque page, les meilleurs citoyens, ceux dont le nom a été gravé depuis au temple de la gloire, traînés à l'échafaud, aux applaudissements d'une population imbécile et furieuse. L'amiral de Grimouard eut cet honneur, et nous regardons comme un devoir de faire connaître combien il l'avait mérité.

Nicolas-Henri-René de Grimouard, dit le chevalier de Grimouard, est né à Fontenay-le-Comte, le 25 janvier 1743, dans la maison qui sert aujourd'hui d'hôtel de ville

et sur la porte de laquelle on a conservé son nom. La filiation suivie de la famille de Grimouard, qui compte aujourd'hui les hommes les plus honorables parmi ses descendants, remonte au XIV^e siècle, par une substitution, opérée régulièrement au XVI^e, des chevaliers de Villefort aux Grimouard du Péré. La prétention qu'avaient ceux-ci d'être alliés à l'illustre maison Grimouard du Gévaudan, qui a donné à l'Église le pape Urbain V, était-elle fondée? C'est ce que nous ne saurions dire. Le colonel Henry-Barthélemy de Grimoard (il avait adopté cette orthographe comme plus en rapport avec la prétention dont nous venons de parler), dont le fils, le général Philippe-Henry, comte de Grimouard, a laissé des ouvrages importants de stratégie, était son parent à un degré assez éloigné, et non pas son frère, comme l'ont prétendu certains biographes. Son père, Pierre-Marthe de Grimouard, seigneur de Guinefolle, avait servi dans les mousquetaires. Il mourut avant la naissance de son dernier fils, et sa mère, Marie-Marguerite de Villedou de Gournay, épousa, en secondes noces, M. du Petit-Val.

Le chevalier de Grimouard et son frère aîné passèrent leur première enfance avec leur mère et leur beau-père, au château du Vigneau, commune de Nieul-sur-l'Autise. Plus tard, leur oncle, M. Grimouard de Saint-Laurent, arrière-grand-père de M. Grimouard de Saint-Laurent de la Loge, s'occupa de leurs intérêts.

Quand l'âge de l'éducation fut arrivé, ils allèrent faire leurs études au collège des Frères de l'Oratoire, à Niort. Destiné à la marine, Nicolas-Henri-René dut en sortir de bonne heure, car alors, plus encore que de nos jours, l'éducation du marin se faisait dès la première

jeunesse. Le 17 décembre 1758, nous le trouvons dans la compagnie des Gardes de la Marine, à Rochefort, et le 9 avril 1759, sur le vaisseau l'*Inflexible*, de 64 canons, que commandait le capitaine de Caumont.

Les premières armes de de Grimouard ne devaient pas être heureuses. L'*Inflexible* faisait partie de la division navale aux ordres du maréchal de Conflans, dont le nom a acquis une triste célébrité dans les annales de la marine française.

L'idée de porter la guerre en Angleterre, idée reprise depuis et jamais mise à exécution, agitait en ce moment les esprits à la cour de Versailles. Des troupes se réunissaient en Bretagne et à Dunkerque, en même temps que le ministre de la marine faisait construire dans tous les ports de France des bateaux plats pour les recevoir. Douze vaisseaux de ligne et trois frégates devaient leur servir d'escorte. C'était en Ecosse que l'expédition principale se proposait d'opérer une descente, pendant qu'un armateur français, avec quelques frégates, en préparait une en Irlande.

Bien que l'escadre dont nous venons de parler eût beaucoup souffert dans un glorieux combat, que, très inférieure, par le nombre de ses vaisseaux, elle avait soutenu contre une flotte anglaise, le dévouement héroïque de Sabran, un de ses capitaines, en avait sauvé la plus grande partie. Réunie aux forces navales qui se trouvaient dans le port de Brest, elle formait encore un effectif considérable.

Conflans mit à la voile avec vingt et un vaisseaux et cinq frégates, pour aller dégager la division sur laquelle devaient s'embarquer les troupes bretonnes, division

que bloquaient les Anglais. Rencontré, le 20 novembre, par l'amiral Hawke, qu'il croyait pouvoir éviter en passant entre des rochers et des écueils, il se trouva dans une position telle, qu'il lui fut impossible de former sa ligne de bataille. Si le courage avait pu suppléer à l'habileté, cette journée n'aurait pas été, pour la France, aussi désastreuse qu'elle le devint. Quoique, au milieu de l'action, Conflans eût pris la fuite, la flotte, privée de son commandant, ne continua pas moins à se battre avec le courage du désespoir. Les dispositions avaient été si mal prises, qu'un vaisseau, le *Formidable*, que commandait Saint-André du Verger, se trouvant à lutter seul contre douze ou quinze vaisseaux anglais, fut contraint d'amener son pavillon, au moment où, foudroyé par une puissante artillerie, ayant perdu son capitaine et faisant eau de toute part, il allait s'enfoncer dans l'abîme. Un instant après, le *Thésée* disparaissait dans les flots, entraînant avec lui son brave commandant et deux de ses enfants. Montalais éprouvait le même sort sur le *Superbe*; d'autres s'échouaient à la côte. Villars de la Brosse, avec sept vaisseaux, sortit enfin de l'impasse où l'incapacité de Conflans avait engagé la flotte, et arriva, toujours poursuivi par l'ennemi, à l'embouchure de la Vilaine. Le *Inflexible* était un de ces sept vaisseaux. Quelques jours auparavant, il avait soutenu une canonnade à l'entrée du Goulet, contre deux vaisseaux anglais. Echappé à leur feu, il fut moins heureux contre les accidents de la navigation : deux mois après, il se perdait dans la Vilaine.

De Grimouard avait dix-sept ans ; son apprentissage de marin, comme on le voit, était assez rude.

La journée du 20 novembre 1759 avait été fatale à notre marine. Loin de chercher à la relever, le roi et son ministre proclamèrent que la France, se bornant désormais à être une puissance continentale, devait renoncer à disputer à l'Angleterre l'empire des mers. En conséquence de cette résolution, ce qui restait de vaisseaux de guerre fut vendu à des armateurs ; l'État donna au plus offrant les agrès et les matériaux, vida les arsenaux, du plus honteux des désastres fit une spéculation financière.

Louis XV, à force d'humiliations, espérait obtenir la paix de l'Angleterre ; mais celle-ci, voyant la puissance maritime de la France anéantie, ne voulut pas l'accorder avant d'être en possession de nos colonies, que nous ne pouvions plus défendre.

L'avènement de Choiseul au ministère, la signature du Pacte de famille avec l'Espagne, et le courage des corsaires français dont le nombre se multipliait tous les jours, permettaient pourtant d'espérer que tout n'était pas encore perdu de ce côté.

A défaut du souverain, qui s'occupait beaucoup plus de ses maîtresses que de l'honneur du pays, les Français firent un dernier effort pour se soustraire à la honte que Louis XV acceptait, sans que la rougeur lui montât au front. Pour que notre pavillon pût encore flotter sur les mers, des provinces, des villes, des compagnies, des particuliers, s'imposèrent de grands sacrifices. Le Languedoc offrit au roi un vaisseau de 84 canons, et la ville de Paris en fit construire un qui porta son nom. Au commencement de l'année 1762, la France avait quatorze vaisseaux et une frégate.

Mais, pendant qu'elle se préparait ainsi à une nouvelle lutte, nos colonies sans défense tombaient, les unes après les autres, au pouvoir de l'Angleterre, l'alliance avec l'Espagne n'ayant fait que compromettre cette dernière puissance, sans qu'elle eût pu nous être d'un secours bien efficace. Le 10 février 1763, Louis XV signait un traité de paix qui rappelait les plus mauvais jours de la monarchie.

De Grimouard, après la perte du vaisseau l'*Inflexible*, était passé à bord du *Solitaire*, de 64 canons, capitaine de l'Accary. Le *Solitaire* désarma dans le port de Rochefort, en 1761, et reprit la mer la même année, pour désarmer dans le port de Brest, en 1763. Pendant ce temps, les quelques vaisseaux qui nous restaient ne s'aventuraient guère au large, dans la crainte d'y rencontrer l'ennemi. Par intervalle, de Grimouard avait pourtant servi en qualité de second à bord d'une chaloupe canonnière qui s'était quelquefois hasardée à canonner les vaisseaux anglais, mouillés dans la rade des Basques.

La France mit à profit, pour l'instruction de sa marine, la paix humiliante que son souverain avait signée. Ce qui fut perdu pour la guerre fut donné à l'étude. Des savants, Jean Bouguer, d'Après de Manneville, Bigot de Morgues, Bordé de Villehuet, Charles Borda, Pierre Leroi, inventèrent de nouveaux instruments de marine, perfectionnèrent l'hydrographie et publièrent sur la tactique navale les ouvrages les plus estimés. Lalande, le marquis de Chabert, Gabriel de Bory, le chevalier de Fleurieu, de l'Isle, d'Anville, Cassini, par des travaux astronomiques et géographiques, assurèrent la longitude

à quelques lieues près, corrigèrent les cartes marines, jusque-là fort défectueuses, en y déterminant des points de repère indispensables au navigateur ; Grenier fit, dans la mer des Indes, des découvertes qui nous en rendirent la navigation plus courte et plus sûre, et le ministre Choiseul-Praslin prit soin qu'on exerçât les équipages, et que l'instruction des officiers de marine, jusque-là fort négligée, devînt sérieuse.

L'émulation, sous ces influences diverses, s'empara des esprits, et si elle ne devint pas la plus puissante de l'Europe, au bout de quelques années, la marine française en fut la plus savante. En même temps, des ingénieurs spéciaux apportaient d'heureuses modifications dans la construction des vaisseaux, et, dans nos ports de guerre, la plus grande activité régnait sur les chantiers. Conduit par Bougainville, de Surville, de Kerguelen, Marion du Fresne, le drapeau de la France fut arboré sur des terres où il n'avait jamais paru ; Pondichéry sortit de ses ruines ; nous eûmes un pied à Madagascar ; la France enfin releva la tête, et quand, après la prise de l'île de Corse, l'Angleterre voulut en témoigner son mécontentement, Choiseul répondit fièrement à l'ambassadeur de cette puissance qu'il ne lui reconnaissait pas le droit de s'immiscer dans les affaires de notre pays.

De Grimouard participa à ce mouvement intellectuel qui s'étendit à toute la marine. En 1764, il revint sous le commandement de de Caumont, son premier capitaine. La corvette l'*Ambition*, qu'il montait, désarma à Rochefort la même année. Il passa, en 1765, sur le *Hardi*, que commandait La Touche-Tréville. De Grimouard

se trouvait là à bonne école, La Touche-Tréville étant un officier d'un grand mérite, dont la carrière a marqué dans la marine.

La ville de Larache, appartenant aux États Barbaresques, avait fait une insulte à notre pavillon. Le roi y envoya La Touche-Tréville pour en obtenir satisfaction. Comme cette satisfaction lui était refusée, il bombarda la place et en détruisit presque toutes les maisons.

A la suite de cette expédition, le *Hardi* fit voile pour l'Amérique, d'où il revint désarmer dans le port de Toulon.

De la flûte la *Fortune*, qui n'eut d'autre destination que de croiser de Lorient à Toulon, de Grimouard passa sur la *Belle-Poule*, et fit, avec elle, une campagne dans le Nouveau-Monde.

L'avancement, souvent si rapide en temps de guerre, est toujours lent en temps de paix. De Grimouard n'avait pas moins de vingt-sept ans lorsqu'il fut nommé enseigne de vaisseau ; il obtint ce grade le 4 février 1770. Le 22 avril de l'année suivante, il fut nommé second lieutenant de la compagnie des canonniers-matelots de Rochefort. Le 2 mars 1772, il s'embarqua à Brest, sur le vaisseau l'*Hippopotame*, le quitta la même année pour la frégate la *Terpsichore*, avec laquelle il fit, sous le commandement de La Touche-Tréville, une campagne d'évolutions.

Les campagnes d'évolutions sont l'image de la guerre ; souvent aussi elles en sont l'avant-coureur. Dès l'année 1772, toutes les poitrines battaient sur nos vaisseaux et aspiraient à remplacer le simulacre du combat par le combat lui-même. Le honteux traité du 16 février 1763, nos marins auraient voulu l'effacer de leur sang,

et quand les caveaux de Saint-Denis s'ouvrirent pour recevoir la dépouille mortelle de celui qui l'avait signé, ils tournèrent les yeux vers son successeur, dans l'espérance qu'il rejetterait la coupe d'humiliations à laquelle son aïeul avait bu à longs traits.

Louis XVI, un des rois de la monarchie française qui ont le plus véritablement aimé le peuple, ne partageait pas les aspirations belliqueuses de ses sujets. Redoutant les malheurs de la guerre, il cherchait dans les douceurs de la paix le soulagement aux maux qui accablaient la France, mais les événements allaient devenir tels, qu'il devait être bientôt entraîné, malgré lui, dans la lutte. Aussi, quand, au milieu de l'année 1776, les États-Unis proclamèrent leur indépendance, la France les salua-t-elle avec des acclamations enthousiastes, dans lesquelles l'amour de la liberté, bien qu'il fût réel, le cédait au sentiment du patriotisme.

Résister à l'élan national eût été d'une mauvaise politique, car, pendant qu'une partie de ses forces était employée à combattre une insurrection formidable, l'Angleterre nous offrait une occasion unique de prendre notre revanche. Bien avant donc que nous eussions reconnu la république américaine, les vœux de la France entière étaient pour le triomphe de ses armes. Si Beaumarchais faisait passer des munitions de guerre aux insurgés, le gouvernement n'y mettait aucun obstacle, et quand Lafayette s'embarquait, pour servir, comme simple volontaire, une cause qui allait devenir celle de la France, il applaudissait tout bas à cet acte glorieux de sa jeunesse. La guerre était donc inévitable et l'Europe en suspens en attendait le signal.

Elle éclata avant que la déclaration en eût été faite et que les relations diplomatiques eussent été interrompues entre les deux puissances. L'*Aréthuse* ayant rencontré la *Belle-Poule*, n'hésita pas à l'attaquer. Le combat fut brillant et l'issue longtemps incertaine ; enfin, après cinq heures d'une lutte acharnée, l'*Aréthuse* se replia sur la flotte anglaise, abandonnant à la *Belle-Poule* l'honneur de la journée. Ce glorieux cartel fut salué en France avec de grands transports de joie ; à Brest, l'enthousiasme fut porté jusqu'au délire. Louis XVI n'hésita plus : après avoir récompensé, par le grade de capitaine de vaisseau, le commandant de la *Belle-Poule*, sur la demande de tous les officiers généraux, il donna ordre au comte d'Orvilliers d'entrer dans la Manche. D'Orvilliers *était bien décidé à ne pas fuir devant l'ennemi, quelles que fussent ses forces* ¹. Quelques jours après, les flottes ennemies se rencontrèrent non loin d'Ouessant, et l'action s'engagea immédiatement.

Bien que cette bataille, dans laquelle s'immortalisa un des compatriotes de de Grimouard, le lieutenant-général Duchaffault, eût laissé la victoire indécise, l'effet moral en fut tout entier pour la France. Il y avait si longtemps que l'Angleterre ne connaissait plus de rivale sur les mers que, pour n'avoir pas été victorieuse, elle fut considérée comme ayant été vaincue.

Tournons maintenant nos regards vers l'Amérique, devenue le théâtre d'une lutte décisive. C'est là que nous allons trouver de Grimouard, sorti des grades inférieurs de la marine, inaugurant son premier com-

¹ Lettre de d'Orvilliers. Archives du ministère de la marine.

mandement par des actions d'éclat, et rendant à son pays des services signalés.

Quelques mois plus tôt, avant même que d'Estaing, trompant les Anglais sur la véritable destination de ses forces, eût fait voile pour l'Amérique, des bâtiments de guerre, dans l'éventualité d'une lutte prochaine, étaient partis pour protéger nos colonies des Antilles. De ce nombre était la frégate la *Charmante*, capitaine Macnemara. Le 23 janvier 1779, de Grimouard s'y était embarqué en qualité de second. Peu auparavant, il avait été promu au grade de lieutenant de vaisseau. C'est pendant que la *Charmante* était dans les parages des Antilles, que les hostilités commencèrent entre la France et l'Angleterre. Cette frégate ne se borna pas à la défense de nos possessions d'Amérique, elle vint en aide à la *Dédaigneuse*, dans l'attaque de la frégate anglaise l'*Active*, et contribua à sa prise.

Débarqué au cap Français, de Grimouard prit, le 17 septembre 1778, le commandement de la frégate la *Minerve*¹.

Cette frégate avait appartenu aux Anglais ; elle leur avait été prise par le commandant de la *Concorde*, Le Gardeur de Tilly, et devait leur revenir un jour, mais après une série de combats qui allaient illustrer son nom et celui de son nouveau capitaine.

Le 4 janvier 1779, de Grimouard rencontra un bâtiment anglais dont la prise eût été d'une grande valeur, c'était le *Belkourt*², de Liverpool, armé de 20 canons,

¹ M. Levot dit qu'elle était armée de 32 canons, la *Gazette*, de 26.

² M. Levot, qui, ainsi que je l'ai fait moi-même, paraît avoir puisé

En outre de sa cargaison de poissons salés, ce navire portait, d'Halifax à la Jamaïque, six mille guinées. Cette riche proie ne tomba point aux mains des Français : criblé de boulets, le *Belkourt* faisait eau de toute part et allait sombrer infailliblement, quand le feu prit à son bord. Son arrière ayant sauté, le malheureux bâtiment fut bientôt dévoré par les flammes, et la mer engloutit les richesses qui étaient à son bord. Il ne s'en échappa que trente-trois personnes. La *Minerve* avait eu quatre hommes de tués et vingt-trois blessés.

A un mois de là, de Grimouard eut besoin de tout son courage et de toute son habileté pour échapper aux Anglais. Le 7 février, au point du jour, comme il sortait de la baie des Baradaïres, une escadre anglaise se trouva en vue. Elle était composée de quatre bâtiments de guerre, le *Ruby*, de 64 canons, le *Niger*, de 28 ¹, le *Bristol*, de 50, et de la frégate l'*Æolus*, de 30. Après avoir échangé une bordée avec le *Ruby*, de Grimouard, comprenant bien que, sans une insigne témérité, il ne pouvait pas se mesurer avec un vaisseau qui lui était si supérieur en forces, résolut de s'en éloigner. Il se porta sur le *Niger*, et son feu fut si sûr et si bien nourri, qu'au bout de trois quarts d'heure, cette frégate fut forcée d'abandonner la partie. La *Minerve* n'avait pas de temps à perdre : le *Bristol* et l'*Æolus* s'avan-

dans la *Gazette de France* le récit de cette affaire, appelle ce navire le *Bekoostt*. Lapérouse-Bonfils le nomme le *Belkourt*. J'ai adopté le nom que j'ai trouvé aux Archives du ministère de la marine.

¹ Est-ce le *Niger*, comme on lit dans plusieurs relations, ou le *Lowestoffe*, ainsi que l'écrit Lapérouse-Bonfils ?

çaient pour lui couper la retraite. Elle mit à profit l'avantage qu'elle venait d'avoir en se débarrassant du *Niger*, se couvrit de voiles et gagna sur les ennemis. Le calme qui survint arrêta un instant leur poursuite, mais elle recommença quand, à une heure de l'après-midi, le vent, s'élevant, vint à souffler du N.-N.-E. Toute l'escadre alors reprit à lui donner la chasse. Heureusement que la nuit était venue. A la faveur des ténèbres, la *Minerve* put faire fausse route et se dérober sans être aperçue. Craignant d'être rejoint s'il continuait sa marche sur Saint-Domingue, de Grimouard mit le cap sur l'île d'Icague. Chemin faisant, il rencontra un bâtiment de guerre de la Providence, la *Débora*, de 20 canons, qu'accompagnait un brick de 16, et s'en empara.

Nous lisons dans ses états de service ¹ que, dans cette campagne, il eut deux rencontres avec l'escadre anglaise, sans que nous ayons rien pu apprendre de la seconde. On y voit encore qu'il contribua beaucoup à la tranquillité et à la sûreté de l'île de Saint-Domingue, où il croisait, et qu'en raison des services qu'il avait rendus à la France, le ministre lui écrivit pour le complimenter.

Ayant reçu l'ordre de retourner en France, pour y faire radoubier sa frégate et annoncer le départ du convoi du comte d'Estaing, il vint désarmer à Rochefort, après avoir pris, dans la traversée, trois petits bâtiments ennemis.

De Grimouard fut nommé chef de brigade de la marine

¹ Archives du ministère de la marine.

le 1^{er} juillet 1779, et chevalier de Saint-Louis, le 10 octobre suivant.

Il y avait plus de cinq mois que la *Minerve* avait repris la mer, tantôt croisant, tantôt escortant les convois dans différents parages, quand, le 1^{er} janvier 1781, le lendemain de sa sortie du fort de Brest, comme elle se trouvait par 14° dans l'ouest d'Ouessant, elle aperçut deux voiles, que l'épaisseur du brouillard l'empêcha d'abord de reconnaître. C'étaient deux vaisseaux anglais de 74, le *Courageux* et le *Vaillant*, qui bientôt s'en trouvèrent à portée de pistolet. Abandonnée de trois petites frégates françaises qui, bien meilleures marcheuses qu'elle ne l'était, avaient pu s'éloigner, elle se trouva seule aux prises avec ses deux formidables ennemis. De Grimouard ne voulut pourtant pas amener son pavillon sans le défendre. Ce ne fut qu'après que la moitié de son équipage eût été mis hors de combat, qu'après que son neveu, le chevalier de Mussay, fût tombé mortellement frappé, qu'un de ses lieutenants eût été tué, trois autres blessés et que lui-même, grièvement atteint, eût été obligé de remettre le commandement à son second, M. de Villeneuve, que la *Minerve*, ayant ses canons démontés, la moitié de ses mâts à bas, les autres près de tomber, toutes ses manœuvres hachées et l'entrepont se remplissant d'eau, fut obligé d'amener la cale ¹.

Lord Murgrave, commandant le *Courageux*, fit le meilleur accueil aux prisonniers et complimenta de

¹ *Gazette de France.*

leur bravoure le chevalier de Grimouard, ses officiers et son équipage.

Rendu à la liberté par échange, il reçut, à son retour en France, la lettre la plus flatteuse du maréchal de Castries, alors ministre de la marine, et, en récompense de sa défense héroïque, le roi le nomma capitaine de vaisseau.

Peu de temps après, de Grimouard s'embarqua, en qualité de second, à bord du vaisseau l'*Actif*, sous les ordres du commandant Macarthy Mactaigne. L'*Actif* faisait partie de l'escorte d'un convoi qui portait des troupes et des munitions en Amérique. Le comte de Guichen en avait le commandement. Rencontré à cinquante-trois lieues au sud d'Ouessant, par une escadre ennemie aux ordres de l'amiral Kempenfeld, qu'un brouillard épais l'avait empêché d'apercevoir, il perdit dix-sept bâtiments marchands ; il en aurait perdu davantage, si l'*Actif* n'avait pas puissamment contribué à arrêter la ligne anglaise. Canonné par une partie des vaisseaux qui la composaient, il donna le temps au reste du convoi de s'échapper.

De l'*Actif*, de Grimouard passa, le 16 janvier 1782, toujours en qualité de second, sur le vaisseau le *Magnifique*, qui vint rejoindre la division du comte de Grasse.

Citoyen désintéressé et marin intrépide, le comte de Grasse était un chef de division aventureux et compromettant. Le 5 septembre 1781, après avoir combattu non sans succès l'amiral Graves, il l'avait empêché de venir au secours de lord Cornwallis, et, combinant ses opérations avec celles de Washington, de Rochambeau, de Lafayette et de Saint-Simon, il avait puissamment

contribué à le rejeter dans York-Town. Bloqué du côté de la terre par les Américains, et la mer lui étant fermée par la flotte française, Cornwallis, peu de temps après, avait été obligé de mettre bas les armes. Ce n'était pas seulement la garnison de la place, c'étaient aussi trente bâtiments de guerre qui tombaient entre les mains de Washington. De Grasse avait eu une trop grande part à cet événement décisif, pour que son nom et sa personne fussent oubliés. La France le salua comme un de ses enfants les plus illustres, et le Congrès lui offrit, *comme un témoignage des services inappréciables qu'il en avait reçus*, quatre pièces de canon que de Grasse plaça à la porte de son château.

La fortune a ses retours, et nul ne peut se flatter qu'elle lui sera toujours fidèle. En 1782, peu de temps après que le *Magnifique* eût rejoint sa division, de Grasse, hier encore couvert de tant d'applaudissements, allait voir la gloire de ses succès disparaître sous la honte de sa défaite.

Attaqué une première fois, le 9 avril, par l'amiral Rodney, il fut assez heureux, grâce au comte de Vaudreuil, pour voir l'avant-garde ennemie repoussée. Mais ce n'était là qu'un engagement de peu d'importance, avant-coureur d'un de nos plus grands désastres maritimes. Le 12 avril, comme la flotte française cherchait à se réunir à la flotte espagnole et pouvait y arriver facilement sans combattre, en raison de l'avance qu'elle avait sur l'ennemi, de Grasse, pour sauver un vaisseau que des avaries avaient mis en retard, fit faire un mouvement rétrograde à la flotte, mouvement qui permit à Rodney de l'atteindre entre la Dominique et les Saintes.

Ayant pour lui l'avantage du nombre et celui des vents, l'amiral anglais coupe notre ligne et vient fondre sur la *Ville-de-Paris*, qu'il entoure de tous côtés. En vain, pour débarrasser ce vaisseau de tant d'assaillants, les commandants français font le sacrifice de leur vie, rien ne fait lâcher prise aux nombreux ennemis acharnés à sa perte. Cinq capitaines, du Pavillon, de la Clocheterie, Bernard de Marigny, La Vicomté, Sainte-Cesaire, tombent frappés mortellement; le *César* saute en l'air, l'*Hector*, l'*Ardent*, le *Glorieux* amènent leur pavillon; la *Ville-de-Paris*, enfin, ce glorieux vaisseau que le patriotisme de la capitale avait donné à la France, la *Ville-de-Paris*, épuisée et coulant bas, se rend après dix heures de combat. L'amiral de Grasse est fait prisonnier, et bientôt on le verra à Londres rehaussant le triomphe de son vainqueur.

De Grimouard eut le bonheur d'échapper à cette grande défaite. Le *Magnifique*, dont les manœuvres reçurent l'éloge de M. de Vaudreuil, de l'escadre duquel il faisait partie, se réfugia au Cap avec les débris de la flotte.

Moins d'un mois après, le 6 mai 1782, le *Magnifique* se perdait sur un rocher, à l'entrée du port de Boston, et, le lendemain, de Grimouard prenait le commandement du vaisseau de 74, le *Scipion*.

Le *Scipion* croisait, depuis six mois, dans les parages de Saint-Domingue, et revenait, avec la frégate la *Sybille*, d'escorter un convoi parti de cette île pour l'Europe, lorsque, le 17 octobre 1782, il fit la rencontre d'une division anglaise.

Il était huit heures du matin, le vaisseau et sa conserve se trouvaient à l'entrée du canal de Porto-Rico,

courant des bordées par des vents d'est sud-est, quand la *Sybille*, qui était un peu en avant, aperçut d'abord deux bâtiments et bientôt après trois autres qu'elle s'empressa de signaler. Ayant mis toutes voiles dehors, ainsi que le *Scipion* qui la suivait, elle s'en approcha assez pour tâcher de les reconnaître. Le capitaine de la *Sybille*, Kergariou-Locmaria, s'étant bientôt aperçu que les vaisseaux portaient directement sur lui, fit au *Scipion* le signal de se préparer au combat. Cependant, voulant savoir à qui il avait à faire, il mit en panne, pendant quelques instants, et fit aux vaisseaux, qui continuaient à s'approcher, les signaux ordinaires de reconnaissance auxquels il ne fut pas répondu. La *Sybille*, ne pouvant plus douter que ce ne fussent des ennemis et s'apercevant qu'ils étaient en force bien supérieure, remit toutes voiles dehors, vira de bord et fit au *Scipion* le signal de prendre chasse. Ce signal fut bientôt suivi de celui de chasser dans le vent, de manœuvrer enfin de manière à éviter un combat que la disproportion des forces aurait nécessairement rendu fatal aux deux bâtiments français. La division anglaise se composait, en effet, du *London*, de 90, du *Torbay*, de 64, de deux frégates et d'une goélette. Toutes ces forces n'étaient pas sur la même ligne : le *London* se trouvait dans les eaux du *Scipion* et de la *Sybille*, le *Torbay*, plus au vent, les trois autres voiles en arrière.

De Grimouard continua à gouverner sur Saint-Domingue, faisant tous ses efforts pour se tenir hors de portée des deux vaisseaux qui le suivaient de plus près. Cependant le *London* gagnait sur lui, et comme dans l'après-midi il s'en était très rapproché, de Grimouard,

tout en poursuivant sa route, lui envoya quelques coups de canon de retraite. Le *London* répondit par deux bordées, qui furent plus avantageuses au *Scipion* qu'elles ne lui furent préjudiciables ; elles ne lui firent, en effet, aucun mal, et la manœuvre qu'elles exigèrent de la part du *London* retarda la poursuite. S'apercevant de la faute qu'il avait commise, le *London* cessa son feu et s'attacha uniquement à continuer la chasse qu'il avait commencée. Meilleur voilier que le *Scipion*, il le gagna tellement de vitesse, que, entre huit et neuf heures, il ne se trouvait plus qu'à une seule encâblure de son arrière.

Ne pouvant pas éviter le combat, de Grimouard s'y prépara bravement, et l'habileté des manœuvres vint compenser l'inégalité des forces. S'étant aperçu que son adversaire cherchait à prendre le *Scipion* par la hanche et à l'écraser, il manœuvra pour le prévenir. Loin donc de changer de route, il ne fit rien pour empêcher le *London* d'approcher. Quand il ne fut plus qu'à portée de pistolet, il laissa arriver sur lui, et passant à son avant, il lui envoya une bordée à double charge.

Cette manœuvre avait pour le *Scipion* le double avantage de faire au *London* un mal considérable et de l'éloigner du *Torbay* qui se trouvait au vent et avait déjà commencé à le canonner. Elle réussit au delà de toutes ses espérances. Dans la position qu'il avait prise, pas un boulet de sa bordée ne fut perdu. Quelques instants après, le *London* répondait par toute la sienne.

Ce n'était pas seulement contre un vaisseau beaucoup

plus fort que le sien que de Grimouard avait à combattre, il allait être en butte au feu du *Torbay*. La résistance contre cette double attaque ne pouvait pas être de longue durée ; d'ailleurs, avant même l'arrivée du *Torbay*, le *London*, revenu d'un moment de surprise, reprenait le vent, et, courant sur son aire, allait doubler de l'avant, quand de Grimouard, comprenant le danger, manœuvra pour lui présenter le travers. Se trouvant ainsi bord à bord, les deux vaisseaux ne firent qu'une seule masse, et le *Torbay*, dans la crainte que ses boulets n'atteignissent amis aussi bien qu'ennemis, discontinua son feu.

Le combat durait ainsi depuis deux heures, et de Grimouard allait donner le signal de l'abordage, quand le *London*, redoutant une pareille attaque, abandonna la partie, et, laissant porter en dépendant, s'éloigna. Ce fut au tour du *Torbay*. Ne craignant plus que ses boulets ne vinssent à s'égarer, il avait recommencé à canonner le *Scipion*, quand de Grimouard, qui avait à dessein laissé au *London* le temps de courir en avant, profita de son mouvement pour arriver sur lui, et, dans cette position avantageuse, le combattre en présentant son travers à sa poupe ; il s'écartait en même temps du *Torbay* dont il n'avait plus à redouter le feu.

Très maltraité, le *London* s'éloigna pendant quelques instants et permit au *Scipion* de reprendre sa route et de réparer son grément et sa voilure.

Les Anglais cependant ne pouvaient pas se résigner à voir échapper de leurs mains une proie qu'ils avaient cru leur appartenir. Après quelques instants donnés à réparer leurs avaries, ils reprirent la poursuite du *Sci-*

pion qui gouvernait sur le cap d'Inganno, dont il n'était plus éloigné que d'une douzaine de lieues.

Malgré toute l'ardeur qu'ils y mirent, les Anglais ne gagnèrent pas sur de Grimouard, et, au point du jour, le *Scipion* n'était plus qu'à quatre lieues de terre. Il s'agissait pour lui de trouver un bon mouillage qui le mît à l'abri de la poursuite des ennemis, sans s'exposer, en le cherchant, à se briser contre quelque roche ; il se rapprocha donc le plus qu'il le put de la partie de la côte comprise entre le cap d'Inganno et la pointe d'Icague, dans la baie de Samana, pensant arriver sans encombre jusqu'au Port aux Anglais qui devait lui servir de refuge. L'espoir qu'il en avait était d'autant plus fondé, que son pilote lui en donnait l'assurance, affirmant que personne mieux que lui ne connaissait ce mouillage, pour l'avoir sondé bien souvent.

Le *London* mit en panne, et de Grimouard s'aperçut, sans en deviner la cause, qu'il envoyait des canots à bord des autres bâtiments de son escadre. Quant au *Torbay*, il continuait sa chasse, gagnant beaucoup sur le *Scipion* dont le pilote, la sonde à la main, serrait de fort près la terre pour arriver à son mouillage. Le plan du *London* était de lui couper le chemin de Samana. Au moment où de Grimouard doublait la pointe d'Icague, le *Torbay* qui, par prudence, ne voulait pas s'aventurer davantage sur un fond qu'il ne connaissait pas, lui envoya, en signe d'adieu, sa bordée qui, en raison de la distance, ne pouvait pas lui faire grand mal, pour aller rejoindre le *London*.

De Grimouard se croyait sauvé ; ses voiles étaient

larguées et amenées, la sonde donnait sept brasses de profondeur, le vent ne soufflait presque plus et la mer était calme, quand le *Scipion* toucha sur un rocher qu'aucune carte ne signalait, et ne put pas se relever.

Quoique légèrement blessé pendant l'action, de Grimouard présida au sauvetage de son équipage et voulut sortir le dernier de son vaisseau. Pendant le combat, il avait eu treize hommes tués et quarante-trois blessés ; il n'en perdit pas un seul dans le naufrage.

Ce combat héroïque fut considéré, en France et aux Antilles, comme un véritable triomphe ; le nom de de Grimouard fut dans toutes les bouches, et l'on ne trouva pas assez de louanges pour célébrer sa valeur. Arrivé au Cap, le 8 du mois de décembre 1782, il y fut l'objet d'un enthousiasme général. Le gouverneur de Saint-Domingue écrivit au ministre de la marine :

« Au Cap, le 11 décembre 1782.

« Monseigneur, M. le chevalier de Grimouard, dont j'ai eu l'honneur de vous faire connaître le combat glorieux du 17 octobre dernier, sur le vaisseau le *Scipion*, contre les deux vaisseaux anglais le *London*, de 90, et le *Torbay*, de 64, est arrivé ici avec la majeure partie de son équipage, le 8 de ce mois. Il y a été accueilli avec les transports d'admiration qu'ont excités sa valeur et ses talents, et les sentiments du public ont paru adoucir un peu l'amertume du regret qu'il a d'être réduit à l'inaction. C'est à vous qu'il appartient, Monseigneur, de lui faire oublier les pertes que lui a causées son naufrage. Entièrement occupé de secourir les malades et les blessés qu'il avait à son bord, lorsqu'ils ont été sauvés, ainsi que tout l'équipage, il n'était déjà plus possible de rien retirer du vaisseau, et M. de Grimouard est resté avec l'habit et la chemise qu'il avait quand le bâtiment a échoué.

« Vous savez, Monseigneur, combien un pareil événement est ruineux pour un officier qui commande. Il a, Monseigneur, tant de titres pour mériter les bontés du roi et pour vous intéresser, qu'il me suffit de vous faire connaître sa situation pour être sûr que vous viendrez à son secours.

« Le reste des malades et des blessés de son brave équipage vient d'arriver sur un bateau américain qui les a pris à Samana, où il les avait laissés, pour attendre une occasion de se rendre par mer, la plupart étant hors d'état de marcher.

« Je n'ai rien à ajouter à l'éloge que vous a fait M. de Grimouard des officiers de son état-major. Permettez-moi de me joindre à lui pour les recommander à vos bontés. »

Eh bien, cette population blanche de Saint-Domingue, qui n'avait pas assez de louanges pour célébrer sa gloire, cette population, qui, dans son ivresse, se serait volontiers attelée à son char triomphal, devait, dix ans après, alors qu'humain autant que brave, de Grimouard, par des mesures de prudence et de conciliation, les seules qui pussent la sauver d'une affreuse catastrophe, venait d'acquérir de nouveaux titres à l'estime des honnêtes gens, cette population, oublieuse du passé, méconnaissant les nécessités présentes et détournant les yeux de l'orage affreux qu'elle accumulait sur sa tête, poussait l'ingratitude et l'aveuglement jusqu'à le couvrir de huées et à traîner son nom aux gémonies !

Non seulement le ministre de la marine vint au secours de Grimouard dans sa détresse, mais le roi, en récompense de sa belle conduite, lui accorda, avec le titre de comte, une pension de 800 livres sur l'Ordre de Saint-Louis.

Pour rentrer en France, de Grimouard s'embarqua sur un bâtiment portugais, qui ne mit pas moins de deux

mois à faire la traversée. Le temps n'y avait point refroidi l'enthousiasme; et, à son arrivée, le commandant du *Scipion* fut accueilli par d'unanimes applaudissements.

Le 20 mai 1783, la paix fut signée entre les parties belligérantes, paix profitable surtout à l'Amérique, mais honorable aussi pour la France, paix dans laquelle notre mariné joua un grand rôle et dont Grimouard put réclamer sa part.

Marié à Julie-Catherine de Turpin, fille du comte de Turpin, seigneur de la Roche-Courbeau, et de demoiselle Macnemara, il n'avait pas pu jouir souvent des joies d'époux et de père. La guerre d'Amérique l'avait tenu éloigné de ses foyers pendant près de cinq ans. Aussi profita-t-il des loisirs que lui faisait la paix pour venir dans sa terre de Saintonge se reposer, au sein de sa famille, de ses glorieuses fatigues. C'était toujours là qu'il passait les instants qu'il dérobaît au service de l'État. Ces instants étaient rares, car, pendant la guerre, la France n'en se serait pas passée d'un capitaine aussi brave, et, pendant la paix, ses connaissances nautiques étaient mises à contribution pour l'instruction des flottes. C'est ainsi qu'en 1785, il fut appelé au commandement de la corvette le *Rossignol*, faisant partie d'une escadre d'évolutions. Nommé successivement major de la deuxième division de la deuxième escadre, à Brest, commandant par intérim de la deuxième escadre, commandant du vaisseau le *Brave*, il fut appelé, le 1^{er} septembre 1788, aux fonctions de major général à Brest.

La France possédait deux cent cinquante lieues de côtes en Afrique. Mais, à part Gorée et l'île Saint-Louis,

au Sénégal, on ne pouvait pas dire qu'elle y eût de colonies. Quelques comptoirs pour le commerce et la traite des nègres, placés de loin en loin sur cette longue étendue, exigeaient seulement la protection d'une station française. De Grimouard quitta Brest pour en prendre le commandement. Dans ce poste de confiance, après avoir rendu de nouveaux services à son pays, il sortit de la *Félicité*, qu'il montait, pour arborer son pavillon sur le *Borée* et retourner à Saint-Domingue, où l'attendaient des événements si lamentables.

Sa mission sur les côtes d'Afrique lui valut les félicitations du ministre de la marine. Le 3 février 1791, il en recevait la lettre suivante :

« Mon opinion sur la manière dont vous avez constamment servi, monsieur, était depuis longtemps fixée, et ne pouvait qu'être confirmée par celle du Conseil de la Marine qui, dans la séance du 26 du mois dernier, a fait l'examen de votre conduite pendant la campagne de la frégate la *Félicité*, que vous avez commandée pendant six mois, ainsi que la station de la côte d'Afrique. Le procès-verbal de cette séance m'a fait connaître que vous n'avez rien négligé tant pour protéger le commerce français sur la Côte-d'Or, et lui rendre favorables les gens du pays, qu'en mettant les différents comptoirs que vous avez visités en état d'atteindre l'époque où il doit leur être porté de nouveaux secours. J'ai vu aussi que, sur tout autre point, vous vous êtes exactement conformé à ce qui vous était prescrit par vos instructions, et qu'enfin votre conduite a constamment mérité des éloges. C'est ainsi que le roi, à qui j'en ai rendu compte, en a jugé, et c'est avec plaisir que je vous transmets la satisfaction de Sa Majesté à cet égard. »

La philosophie du XVIII^e siècle, dont les principes

avaient pénétré le cœur de nos pères, ne s'était pas bornée à préparer la France aux grands événements qui allaient s'accomplir dans son sein; après avoir traversé les mers, elle avait été reçue dans nos possessions des Antilles avec la même faveur. Seulement, pendant qu'en France l'immense majorité de la nation, conformant sa conduite aux idées nouvelles, allait, à travers mille orages et au prix des plus grands sacrifices, en faire l'application à la société, la race blanche, dans nos colonies, ne lui avait fait un aussi bon accueil que parce qu'elle flattait ses passions et qu'elle n'en comprenait pas les conséquences. Dans cette foule de livres apportés de la métropole, où se trouvaient confondus le bien et le mal, elle n'avait été séduite que par le mauvais côté. L'esprit railleur, léger, irréligieux, avait fait ses plus nombreuses conquêtes; elle avait applaudi à toutes les attaques dirigées contre le vieil édifice social qui s'écroulait. Mais des lois de l'humanité, elle ne s'en était guère inquiétée, et plus d'un, après la lecture du *Contrat social*, s'était armé du fouet pour châtier l'esclave paresseux ou maladroit. Des réformes, chacun en demandait; mais tous les voulaient au profit de leurs passions ou de leurs intérêts.

Dans ce moment, la population blanche des Antilles se divisait en trois classes bien distinctes : les planteurs les intendants et les petits blancs. Les grands propriétaires habitaient Paris, où ils étalaient le luxe de la richesse et leur orgueilleuse indolence. Les plaisirs que procure l'opulence ne leur suffisant pas, et se trouvant humiliés d'obéir à des fonctionnaires que la fortune n'avait pas favorisés, ils prétendaient à gouverner eux-

mêmes. Les intendants entre les mains desquels ils avaient laissé leurs domaines à cultiver, espéraient pouvoir prendre un jour la place de leurs maîtres, et, en attendant qu'une révolution qu'ils appelaient de tous leurs vœux, vînt leur en fournir les moyens, ils doubleraient le travail de l'esclave, pour qu'il y eût la part du maître et celle de l'intendant. Les petits blancs étaient l'écume de la France. Perdus de dettes, déconsidérés dans leur pays, presque tous ayant eu des démêlés avec la justice, ces hommes sans aveu cherchaient à cacher leur honte sous de belles manières et, favorisés par la nouvelle forme de gouvernement qui allait mettre entre les mains du peuple le pouvoir dont avait joui la royauté, ils espéraient, par leurs intrigues, reconquérir aux colonies la fortune et la considération dont ils étaient d'autant plus avides que, depuis longtemps, ils en avaient été dépouillés. Aussi, quand en 89, le souffle révolutionnaire qui, après bien des orages, devait donner à la France l'égalité, se fit sentir aux Antilles, gonfla-t-il de joie toutes les poitrines, chacun pensant qu'il allait recueillir de la tempête les plus riches épaves, et ne pouvant pas s'imaginer que ces bêtes de somme qui formaient la race noire auraient jamais l'audace d'en réclamer leur part. Riches colons, intendants des plantations, Européens déconsidérés, en désaccord sur toutes les autres questions, étaient réunis par un seul lien, lien que l'humanité et leurs intérêts, bien entendu, auraient dû briser, par le préjugé du sang. Ainsi les hommes qui avaient accueilli la nouvelle de la prise de la Bastille avec une joie frénétique, ceux qui avaient égorgé les ennemis de la cocarde tri-

colore, pendirent, au Cap, un mulâtre, coupable d'avoir demandé que la déclaration des Droits de l'homme ne fût pas exclusive, et tranchèrent la tête à un vénérable vieillard, le sénéchal Ferrand de Baudiéris, parce qu'il avait osé prendre la plume pour la défense d'une race exécrée. Un citoyen intègre, qui devait plus tard occuper en France la première place dans la magistrature, l'intendant Barbé-Marbois, n'avait échappé, au poignard des assassins que parce que le comte de Peynier, commandant des forces navales, l'avait informé qu'il eût à mettre sa personne en sûreté, s'il voulait conserver sa tête.

Au lieu de la fièvre de liberté, au moins sincère, qui agitait la France, les colons étaient en proie au délire de la vanité la plus extravagante. La formation de la garde nationale ayant créé des places d'officiers, chacun voulut en avoir l'épaulette et prétendit à la croix de Saint-Louis. On se disputa les grades avec une sorte de fureur, et l'on vit des colons imbéciles, la tête ombragée de panaches, parcourir les rues, la flamberge au poing, en se proclamant les sauveurs de la colonie ; et, pour que l'horreur se mêlât au ridicule, leurs expéditions ne se bornèrent pas à des parades et à des revues : voulant être pris au sérieux, ils firent souvent de malheureux nègres, la plupart bien innocents, des chefs de conspiration, leur tranchèrent la tête, qu'ils promènèrent triomphalement au bout d'une pique, comme un trophée. La croix de Saint-Louis ne suffisant plus à l'ambition de ces braves, le commandant de la garde nationale créa des ordres de chevalerie, et les poitrines se chamarrèrent de rubans et de décorations.

Depuis le départ de Barbé-Marbois, Saint-Domingue était tombé dans une véritable anarchie.

L'Assemblée nationale, trompée sans doute par les rapports des députés coloniaux, ne trouva rien à redire à la conduite des colons, et, par sa déclaration, acheva de ruiner l'autorité métropolitaine. Elle décréta la création des Assemblées coloniales, chargées de lui présenter un projet de constitution approprié aux besoins et aux mœurs de chaque colonie. Dans ce décret, il n'était rien dit des hommes de couleur, mais les instructions portaient que si l'Assemblée nationale avait été muette sur cette question, c'était parce que leurs droits lui avaient paru tellement incontestables, qu'elle n'avait pas cru devoir en faire mention.

A cette nouvelle, l'assemblée de l'Ouest, à Saint-Domingue, poussa des cris de rage et déclara que, plutôt que de partager des droits avec une race bâtarde et dégénérée, elle aurait recours aux armes. Elle déchira le décret et les instructions qui l'accompagnaient, et, sans tenir compte des résolutions opposées de l'Assemblée du Nord, elle eut la prétention de concentrer tous les pouvoirs dans son sein. La guerre se trouva donc allumée entre le Cap, où siégeait l'assemblée du Nord et Saint-Marc, où était réunie l'Assemblée de l'Ouest. Le gouverneur résolut de mettre fin à cette insurrection et chargea le colonel Mauduit de l'exécution de ses ordres.

Ainsi menacée, l'assemblée de l'Ouest fit appel aux matelots de la flotte. Une révolte éclata à bord du *Léopard*, que son commandant, le marquis de la Galissonnière, fut impuissant à empêcher. Cependant, au moment d'en

venir aux mains avec le régiment parti du Cap pour la réprimer, l'équipage, saisi de crainte et de repentir, déclara à l'assemblée qu'il était prêt à lui donner un asile à bord du *Leopard* et à la conduire en France, où elle aurait toute liberté d'exposer ses griefs, mais qu'il ne voulait pas aller plus loin. Tous les membres de l'assemblée s'embarquèrent donc, emportant dans le cœur une haine mortelle contre le gouverneur et contre tous ceux qui lui avaient prêté assistance.

Arrivée à Brest, l'Assemblée de l'Ouest, par ses allures démagogiques, séduisit le club de cette ville qui lui fit un accueil triomphal. Il n'en fut pas ainsi à la Constituante : sommés de présenter leur justification, les membres de l'Assemblée de l'Ouest durent assister à la séance où leur conduite fut flétrie, et les plus grands éloges décernés aux autorités de l'île. Ils en sortirent plus irrités que jamais, jurant de se venger de ceux auxquels ils devaient cette humiliation. Pourquoi l'Assemblée Constituante ne persévéra-t-elle pas dans ces résolutions énergiques, les seules qui pussent conserver à la France la reine des Antilles ?

En quittant Saint-Domingue, l'assemblée de Saint-Marc avait laissé toutes ses fureurs à une populace qui ne connaissait ni frein ni loi. Elle fit alliance avec la province du Sud, jusque-là restée étrangère aux divisions qui régnaient entre le Nord et l'Ouest, et, toutes deux, réunies, résolurent, en y procédant par l'assassinat, de se débarrasser du reste d'autorité qui mettait encore obstacle à leurs desseins. Le major de Cadère, sur le simple soupçon d'être favorable aux gens de couleur, fut mis à mort par l'émeute, maîtresse au Cap, où il

avait le commandement militaire. La guerre civile était commencée entre les blancs : ils s'égorgeaient entre eux ; et, pendant ce temps, farouches et inexorables, les noirs se préparaient à une guerre d'extermination contre ceux dont ils avaient, pendant tant d'années, supporté la cruelle oppression.

Pour que les mulâtres se joignissent à eux, il fallut pourtant qu'ils fussent poussés à bout. La plupart, propriétaires et recommandables par le travail, l'intelligence et la conduite, jouissant dans l'île d'une importance considérable, ne voyaient pas sans effroi se préparer des événements dont l'accomplissement devait bouleverser la colonie et peut-être ruiner leur fortune ; ils se seraient donc très volontiers réunis aux blancs, si ceux-ci, qui les détestaient d'autant plus qu'ils étaient obligés de reconnaître leur valeur, ne les eussent pas repoussés avec dédain. Voyant qu'on leur refusait les droits qu'ils tenaient de l'Assemblée nationale, plusieurs d'entre eux se réunirent pour demander la promulgation du décret qui les leur accordait. Au lieu d'obtempérer à cette demande, l'autorité, étourdie par les cris des blancs, marcha contre eux avec des forces considérables. Écrasés par le nombre, ceux des mulâtres qui échappèrent furent chercher un refuge dans les montagnes. Leur chef, Vincent Ogé, que recommandaient de grandes qualités, fut condamné au supplice de la roue, et plusieurs de ses compagnons, faits prisonniers, eurent le même sort. La mesure était comble ; les mulâtres firent appel aux nègres pour une vengeance qui devait être terrible. Le comte Peynier et le colonel Mauduit comprirent la gravité de la situation, et plutôt

que de précipiter des événements dont ils comprenaient toutes les conséquences, ils aimèrent mieux tenter un arrangement et avoir recours aux négociations que de continuer la guerre. A cette nouvelle, la colère des blancs fit explosion contre le comte Peynier. Celui-ci, abreuvé de dégoûts et voyant qu'il ne pourrait rien devant de pareilles résistances, revint en France, laissant le gouvernement de l'île de Saint-Domingue entre les mains de Blanchelande.

Ce long exposé de l'état où se trouvaient les Antilles françaises pourrait passer pour un hors-d'œuvre, s'il ne servait pas à faire connaître avec quelles difficultés de Grimouard allait avoir à lutter.

On se rappelle que l'Assemblée nationale avait approuvé la dissolution de l'Assemblée de Saint-Marc, et s'était montrée résolue à étouffer la révolte si elle osait relever la tête.

Dans cette éventualité, elle avait envoyé, sous les ordres du commandeur de Village, une flotte avec des troupes destinées à maintenir la tranquillité dans l'île. Cette flotte se composait du *Fougueux*, commandant de Village, du *Borée*, commandant de Grimouard, des frégates l'*Uranie* et la *Prudente*, commandées, la première par M. de Truguet, la seconde par Villaret-Joyeuse, et d'un bâtiment de transport chargé de troupes. De Grimouard avait à son bord, en qualité de garde, M. de Cintré, depuis préfet de la Dordogne, qui a donné à la famille du vice-amiral des notes sur son ancien commandant ¹. Un autre personnage, dont le nom est

¹ M. Grimouard de Saint-Laurent a eu l'obligeance de me les com-

resté célèbre, M. de Villèle, faisait aussi partie de l'expédition en qualité d'élève. La flotte mit à la voile peu de temps après le décret du 18 octobre 1790.

En quittant la France pour aller rétablir l'ordre et la tranquillité à Saint-Domingue, le commandeur de Village avait embarqué la révolte avec lui.

La discipline, sans laquelle il n'y a ni marine, ni armée, ne régnait plus depuis près de deux ans dans nos ports et sur nos vaisseaux ; l'esprit d'insubordination l'avait remplacée. Sous prétexte que la discussion était permise et que du choc des opinions devait naître la lumière, on déraisonnait à tort et à travers sur toute chose, et malheur à celui que le peuple poursuivait de ses calomnies ! Dès le mois de mars 1789, des troubles avaient éclaté parmi les ouvriers de Toulon. Peu de temps après, le Havre, Saint-Malo, Bordeaux, s'étaient insurgés contre l'autorité du gouvernement. A Rochefort, le major-général de la marine, Macarty-Mactaigne, avait échappé à grand'peine aux poignards des assassins. Moins heureux, le major de Beausset fut massacré à Marseille, pour avoir fait son devoir en résistant à l'émeute. Le décret de l'Assemblée nationale qui prescrivait aux officiers d'être justes et convenables envers les matelots, recevait de ceux-ci une singulière interprétation. Un ordre, une remontrance, étaient à leurs yeux un manque d'égards et de convenances ; et, oubliant que le même décret qu'ils invoquaient leur enjoignait une obéissance respectueuse à leurs chefs, ils faisaient entendre contre

muniquer, ainsi que plusieurs autres documents, qui m'ont été très utiles pour faire cette notice.

eux de continuelles récriminations. Les équipages s'érigeaient en tribunaux. Un matelot ayant osé porter la main sur un officier, fut jugé par ses pairs, et la condamnation, comme on le pense bien, fut tempérée par l'admission de circonstances atténuantes.

L'arrivée du *Léopard* dans le port de Brest mit le comble à l'anarchie, et les officiers, suspects de tiédeur pour la révolution, furent mis à terre. Un condamné étant parvenu à briser ses fers, poursuivit, le sabre à la main, le lieutenant qui les lui avait fait mettre, sans qu'il se trouvât personne pour protéger ce dernier ; enfin le commandant en chef fut dénoncé à l'Assemblée constituante, dans une pétition injurieuse, dont les signataires eurent l'audace de venir lui donner lecture. L'impunité enhardissait la licence. Trois braves marins, Albert de Lyons, de Souliac et de Bougainville, appelés successivement au commandement du port de Brest, avaient abandonné la partie, dans l'impossibilité où ils s'étaient trouvés de ramener l'obéissance des matelots à leurs chefs.

C'est avec de pareils hommes, et les bataillons d'Artois et de Normandie, dont l'esprit n'était pas meilleur, qu'on allait se trouver en présence d'une situation telle, que, pour en triompher, il eût fallu l'habileté du chef et le dévouement des soldats.

La division navale ne fut pas plutôt en vue de Saint-Domingue, qu'elle devint l'objet des séductions de ceux dont elle devait réprimer l'audace et les excès. Informé du mauvais esprit qui régnait à Port-au-Prince, et redoutant les conséquences des rapports qui pouvaient s'établir entre la population et les équipages,

Blanchelande avait avisé le commandeur de Village qu'il eût à se détourner de sa route et à venir mouiller au môle Saint-Nicolas ; mais la corvette qui lui portait cette invitation ne l'ayant pas rencontré, il se rendit à sa première destination. Aussitôt qu'il y fut arrivé, les troupes qu'il avait à bord et ses équipages devinrent l'objet de continuelles obsessions.

Les véritables insurgés, dans ce moment, n'étaient pas autres que les colons et leurs adhérents. Voilant leurs mauvaises passions sous l'apparence de l'enthousiasme pour la Révolution, dont ils étaient les plus grands ennemis, ils se glissèrent à bord des vaisseaux, circonvinrent les soldats et les matelots, et, malgré tous les efforts de M. Blanchelande, les entraînèrent à terre. Là, après les avoir gorgés de vins et de liqueurs, ils n'eurent pas de peine à les gagner à leur cause. Il fallut au commandant de Grimouard toute son énergie pour contenir un équipage frémissant, auquel la gloire du nom de son chef ne suffisait pas toujours pour en imposer.

Surexcités par de copieuses libations, les soldats des régiments d'Artois et de Normandie se mirent un jour en pleine insurrection ; entassés dans une des chaloupes du *Borée*, dont ils venaient de s'emparer, ils excitaient à la révolte l'équipage de ce vaisseau, quand de Grimouard s'y élança, l'épée à la main, et, par sa fière attitude, les fit rentrer dans le devoir ¹.

Une autre fois, pendant qu'il commandait la station navale à Port-au-Prince, les révolutionnaires de la

¹ Récit de M. de Cintré.

ville, dont il avait plus d'une fois déjoué les menées, sachant bien qu'il ne pactiserait jamais avec eux, résolurent de s'en défaire. Une bande de misérables, à la tête de laquelle était Brudieu, que nous allons trouver tout à l'heure parmi ses dénonciateurs et ses juges, tenta de s'emparer de sa personne et de son vaisseau. Entouré de tout son état-major, qui, comme lui, avait mis l'épée à la main, il défia ses agresseurs et les mit en fuite ¹.

Le régiment de Port-au-Prince, resté fidèle jusque-là, ne tarda pas à se laisser ébranler à son tour et finit par fraterniser avec les insurgés. Tous alors, soldats égarés et à moitié ivres, gardes nationaux en délire, vile populace que l'on trouve à la tête de toutes les émeutes, s'agitent, s'excitent à la vengeance et font entendre des cris de mort contre le général Blanchelande et le colonel de Mauduit. Les portes des prisons sont brisées, ils y trouvent de dignes auxiliaires. Le mulâtre Rigaud, que les colons auraient égorgé la veille, est mis en liberté, et la horde sanguinaire, hurlant et vociférant, s'élance vers la caserne pour y mettre à exécution son exécration projet. Comptant sur la fidélité de ses soldats, qui, la veille, l'avaient assuré de leur dévouement, le colonel de Mauduit était tranquille. Surpris par l'émeute, il n'en fut point épouvanté, et comme tous l'abandonnaient, il présenta sa poitrine aux assassins. Ces bêtes féroces, après l'avoir poignardé, s'acharnèrent sur son cadavre, comme si la mort ne suffisait pas à assouvir leur rage.

¹ Mémoire des membres de la Société populaire de Rochefort, 14 ventôse, an III.

De Grimouard, resté à bord du *Borée*, eut grand' peine à y maintenir une sorte de discipline, devant s'estimer heureux, dans l'impuissance où il était de s'opposer au crime, d'empêcher son équipage d'y participer.

Victorieuse à Port-au-Prince, l'insurrection tenta d'organiser un gouvernement. Le comte Caradeux fut nommé gouverneur de l'île, et le déserteur Praloto, commandant des forces militaires. Un des premiers actes du pouvoir nouveau fut de désarmer ce même régiment de Port-au Prince qui avait eu la faiblesse inqualifiable de contempler, sans s'y opposer, les scènes de meurtre et de brigandage dont il avait été témoin. Caradeux ne pouvait pas lui pardonner d'avoir, lorsqu'il obéissait encore aux ordres du colonel de Mauduit, forcé la garde nationale à mettre bas les armes.

Blanchelande s'était retiré au Cap, où il avait été bien reçu. Une division de la station des Antilles était venue se mettre à sa disposition. Avec les secours et les renforts qui lui arrivèrent de la Martinique, les généraux Dugommier et de Damas commencèrent contre les insurgés la guerre dite du *Gros-Morne*, dans laquelle ils obtinrent de grands avantages. Le commandement de la station était à ce moment entre les mains de de Grimouard, le commandeur de Village, atteint d'une maladie à laquelle il devait succomber, ne l'ayant pas conservé longtemps.

Après les débats les plus orageux, l'Assemblée nationale avait rendu un décret qui, cette fois, ouvrait les portes des Assemblées coloniales aux hommes de couleur, nés de père et de mère libres.

Lorsque la nouvelle en arriva à Saint-Domingue, les

sureurs des créoles contre ces mêmes hommes qu'ils avaient délivrés de leurs fers pour en faire les complices du crime, se déchaînèrent de nouveau. Suivant l'exemple donné par le Port-au-Prince, presque toutes les paroisses s'insurgèrent contre un décret qu'elles déclaraient être un acte criminel de l'Assemblée nationale. On poussa la démence jusqu'à vouloir rompre avec la France, jusqu'à déclarer qu'on repousserait la force par la force et *qu'on maudissait des lois dont une mère-patrie, aussi insensée que barbare, provoquait elle-même la dissolution par la perfidie et le parjure.*

Le gouverneur Blanchelande eut la faiblesse de donner une sorte d'acquiescement à de pareilles résolutions, en promettant à l'insurrection de soumettre au ministre de la marine des observations contre le décret de l'Assemblée nationale, s'engageant en outre à ne pas le mettre à exécution avant d'avoir reçu une réponse.

Les élections se firent dans ce moment. Il ne fallait pas attendre des blancs un acte raisonnable ; les membres de l'ancienne assemblée générale ne manquèrent pas de faire partie de la nouvelle, à l'exclusion des hommes de couleur.

Ceux-ci étaient plongés dans la plus profonde douleur. Malgré la rigueur inexorable avec laquelle un de leurs rassemblements, qui n'avait rien que de très légal, avait été dissipé, malgré le meurtre judiciaire d'Ogé, malgré un commencement de négociations entamées avec les esclaves, ils hésitaient à rompre avec les blancs et à provoquer des désordres qui pouvaient exposer leur vie et ruiner leur fortune laborieusement acquise. Ce n'est qu'après avoir vu leurs nouvelles ouvertures re-

poussées que, honnis, méprisés, mis en quelque sorte hors la loi, ils se tournèrent vers les esclaves et que quelques-uns d'entre eux se mirent à leur tête. Dans la répression de cette révolte, les blancs furent impitoyables. Alors le désespoir fait de cette race, naguère si soumise, une légion de forcenés ; ce ne sont plus des hommes, ce sont des bêtes féroces qui ont rompu leurs chaînes. Ils parcourent la campagne, la torche et le fer à la main, savourant avec délices les larmes et le sang de leurs anciens maîtres, qu'ils égorgent sans pitié. Tout ce que l'imagination peut concevoir de plus atroce fut accompli par ces démons avec des raffinements inouïs de cruauté. La plume se refuse à décrire les obscénités commises jusque sur des cadavres. La fureur des nègres devint telle, que les mulâtres du Cap, dont l'incendie, devenu général, ravageait les propriétés, demandèrent, encore aux blancs à faire alliance avec eux. Mais ceux-ci, plus irrités que jamais, les auraient égorgés, sans la protection des corps militaires. Ce ne fut que plus tard, lorsqu'à la lueur des flammes qui s'étendaient sur l'île entière, les colons, de la ville du Cap où ils étaient réfugiés, virent des bataillons hideux, portant au bout de piques, comme des drapeaux sanglants, les corps des enfants des blancs, pour procéder ensuite à un massacre général, qu'ils se décidèrent à accepter le secours que leur offraient les hommes de couleur. Mais, avant d'en venir là, ils s'adressèrent ailleurs, et, comme le patriotisme, ainsi que tout autre sentiment généreux, était éteint dans leur âme, ce ne fut point la protection de la France qu'ils implorèrent, mais celle de l'Angleterre, lui offrant en échange la souveraineté de l'île. Le

gouverneur de la Jamaïque, lord Effingham, auquel ils avaient fait des ouvertures, on doit le dire à son éternel honneur, y répondit par un refus. Mais, comme son cœur n'était point inaccessible à la pitié, il crut que l'humanité lui faisait un devoir d'envoyer des vivres à des malheureux qui mouraient de faim, et des navires pour servir de refuge à ceux qui n'avaient plus d'asile. L'insistance des blancs le trouva inébranlable, et ce ne fut que parce qu'ils désespérèrent de l'amener à leurs vues, que leur orgueil se plia jusqu'à vouloir bien admettre enfin dans leurs rangs ceux qu'ils en avaient si longtemps repoussés.

La garnison du Port-au-Prince fut composée mi-partie de blancs, mi-partie de mulâtres. Caradeux et Beauvais se donnèrent la main et firent serment de se prêter un mutuel appui. Mais l'Assemblée générale réunie au Cap, indignée de ce qu'elle appelait une alliance honteuse, à laquelle la mort était bien préférable, mit tout en œuvre pour la rompre. Elle ne réussit que trop bien comme nous allons le voir tout à l'heure.

Repoussée par les Anglais, elle se tourna enfin vers la France. Avec son assentiment, Blanchelande se décida à demander des secours à la Martinique. Deux jours plus tôt, il aurait pu en recevoir de considérables. M. de Behague, venant de renvoyer en France deux mille hommes de troupes, ne put disposer, pour le moment, que de quelques vaisseaux de guerre. Leur arrivée causa une nouvelle collision à la ville du Cap. A cette époque, presque tous les officiers de la marine française appartenaient à la noblesse, et beaucoup d'entre eux ne se donnaient pas la peine de cacher les projets contre-

révolutionnaires. Les folies démagogiques dont ils furent témoins à Saint-Domingue n'étaient pas propres à les rallier aux idées nouvelles. Ils se répandirent dans les cafés et dans les autres lieux publics, raillant bien haut l'Assemblée nationale et l'Assemblée coloniale. Ce langage irrita les esprits ; le peuple s'ameuta et arrêta les officiers, qui furent ramenés à bord et sévèrement consignés. Ainsi, ce secours, loin de servir aux blancs, devint pour eux un nouvel élément de discorde.

Pendant que ces choses se passaient au Cap, la meilleure harmonie entre les blancs et les hommes de couleur ne régnait pas à Port-au-Prince. Les menées des ennemis de l'alliance entre les deux races produisaient leur effet, et, dans la disposition où se trouvaient les esprits, une étincelle pouvait causer un embrasement général. Il ne se fit pas longtemps attendre. Une querelle particulière entre un blanc et un noir libre fut le signal d'une guerre à outrance. Les rues de Port-au-Prince devinrent le théâtre d'une lutte sanglante, dans laquelle l'artillerie du déserteur Praloto foudroya les bataillons de Beauvais. Ne pouvant pas résister, les mulâtres évacuèrent la ville et se retirèrent en bon ordre dans leurs anciennes positions de la Croix-des-Bouquets. Il n'y avait que quelques heures qu'ils avaient quitté la ville, quand un violent incendie y éclata. Qui l'avait allumé ? Probablement ceux qui le mirent à profit. Les soldats de Praloto et les aventuriers qui abondaient à Port-au-Prince, profitèrent du désordre inséparable d'un tel événement, pour se ruer sur les maisons les plus riches, les mettre au pillage et traiter la ville comme si elle eût été prise d'assaut.

Les richesses échappées à l'incendie devinrent leur proie, et, en un seul jour, la ruine de Port-au-Prince fut complète.

Quand la ville était ainsi mise à sac, de Grimouard recevait à son bord les femmes, les enfants, les vieillards, tous ceux qui, dans leur dénûment, imploraient son assistance.

Craignant que l'incendie ne se communiquât aux bâtiments de commerce qui se trouvaient dans le port, il les en avait fait sortir. Mais cette mesure de prudence déplaisant aux autorités constituées qui cherchaient à le contrarier en toute chose, il en reçut l'ordre de les faire rentrer. Il communiqua cette injonction aux capitaines marchands, les laissant libres d'agir ainsi qu'ils l'entendraient. Plusieurs jours se passèrent ainsi au bout desquels les bâtiments de commerce menacés du feu du *Borée*, dont l'équipage, gagné par la sédition, n'écoutait plus la voix de son chef, furent contraints de rentrer dans le port.

Quelques jours après, ces mêmes autorités ordonnaient à de Grimouard de faire lever le camp de *Bisotou*, qu'occupaient les hommes de couleur. A l'invitation qu'il leur en fit, ils déclarèrent qu'au premier coup de feu, répondrait l'incendie général de l'île. Informées de ces intentions, les autorités y mirent encore une plus grande insistance. Obéir, c'était perdre la colonie; refuser l'obéissance, c'était renverser toutes les lois de la discipline. Dans une pareille alternative, de Grimouard voulut concilier les sentiments de l'humanité et les devoirs que lui dictait la raison. « Mes amis, dit-il à son équipage qu'il avait rassemblé, le sort de la colonie

est entre vos mains : si vous tirez un seul coup de canon, vous la faites incendier ; si, au contraire, vous vous conduisez avec prudence, les propriétés seront respectées, et vous aurez des droits à la reconnaissance de tous les Français dont vous sauverez la fortune¹. » L'équipage répondit en mettant le feu aux canons ; les repréailles ne se firent pas attendre ; de tout côté s'élevèrent de longues colonnes de flammes.

En présence d'un tel désastre, de Grimouard comprit qu'il n'y avait qu'une voie de salut, et que la seule bonne politique consistait à rapprocher les blancs des hommes de couleur, la scission qui venait d'éclater entre eux pouvant entraîner les plus grands malheurs et la perte de la colonie ; il résolut donc de faire tous ses efforts pour arriver à ce résultat. Ne consultant que son patriotisme, et prenant sur lui l'initiative d'une médiation qu'on ne lui demandait pas, il se rendit au camp de la Croix-des-Bouquets, pour tenter un arrangement qui, s'il ne réussissait pas avec son intervention, devait échouer entre les mains de tout autre. Il ne se doutait pas qu'une telle démarche lui serait un jour imputée à crime et qu'elle contribuerait à le conduire à l'échafaud.

La Croix-des-Bouquets était devenue le siège d'une confédération, où les hommes raisonnables, appartenant à la race blanche, avaient été rejoindre les hommes de couleur. Un ordre parfait y régnait, et un riche colon, Hamus de Jamécourt, en partageait le commandement avec le mulâtre Beauvais.

¹ Mémoires de la Société populaire de Rochefort.

De Grimouard s'efforça de leur faire comprendre que tout était perdu si la lutte, qui ne reconnaissait pour cause qu'un crime particulier, se prolongeait. Il leur dit que, dans une question d'un si grand intérêt, c'était un devoir de se faire des concessions mutuelles et de ne pas se laisser entraîner à des mouvements regrettables, si légitimes qu'en parussent les motifs. Il les supplia, au nom de ce qu'ils avaient de plus cher, au nom de leurs femmes et de leurs enfants dont la vie était menacée, de remettre à des temps plus calmes le soin de terminer une querelle qui avait eu déjà des conséquences si fatales.

Les hommes de couleur répondirent qu'ils ne demandaient que la justice, c'est-à-dire l'exécution loyale du traité, la punition de Praloto qui les avait inhumainement mitraillés, et l'éloignement de ces canonniers avec lesquels il leur serait impossible de vivre en paix.

Les négociations ayant duré plusieurs jours, les habitants de Port-au-Prince, qui ne demandaient qu'à gagner du temps, en avaient profité pour ajouter aux fortifications de la ville. Se croyant en sûreté derrière leurs murailles, ils laissèrent éclater, de nouveau, toutes leurs passions haineuses. Quand donc de Grimouard se présenta porteur de propositions qui n'avaient rien d'exorbitant, ils ne se bornèrent pas à lui faire un mauvais accueil, ils l'accusèrent de s'être fait payer, par les hommes de couleur, le dévoûment qu'il portait à leur cause ; ils prétendirent qu'il s'était rendu coupable d'une odieuse trahison en fournissant des munitions à leurs ennemis ; et lorsqu'il déclara qu'en continuant

la guerre, on s'exposait à d'affreux malheurs, ses bons conseils ne rallièrent pas une seule voix.

Ce n'était pas de Grimouard qui méritait les accusations qui étaient dirigées contre lui, mais bien ceux qui les faisaient entendre. Aussi avides, aussi âpres au gain qu'ils étaient lâches et méchants, ces grands patriotes, qui repoussaient bien haut, comme un acte déshonorant, toute alliance avec les hommes de couleur, ne se gênaient pas pour approvisionner leur camp, quand ils y trouvaient quelque profit à faire. De Grimouard savait à quoi s'en tenir sur leur sincérité; aussi, pour mettre fin aux calomnies de ses ennemis, fit-il arrêter une embarcation appartenant à l'un d'eux, dont la cargaison était à la destination de la Croix-des-Bouquets. Rapport en fut fait à la municipalité, et l'autorité se trouva saisie de l'affaire. Ce qui aurait été un crime, s'il se fût agi de de Grimouard, devint une peccadille, un acte de commerce peu reprehensible pour son dénonciateur. La municipalité fit traîner l'affaire en longueur, faisant tout ce qu'elle pouvait pour épargner une condamnation à un des siens, pendant qu'elle redoublait d'injures, d'invectives et de calomnies contre un des plus braves et des plus honnêtes officiers dont s'honorait la marine.

De Grimouard, malgré l'injustice et l'aveuglement des gens qu'il voulait sauver, ne s'écarta jamais de la ligne de modération et de conciliation que la prudence lui ordonnait de suivre. Depuis longtemps commandant en chef, par suite de la retraite du commandeur de Village, il protégeait Port-au-Prince et la province de l'Ouest, avec le *Borée*, le *Fougueux*, l'*Uranie* et la

Prudente, pendant que le commandant Girardin, avec l'*Éole*, la frégate la *Didon* et le brick le *Cerf*, que Behague lui avait envoyés pour renforcer sa station de Saint-Domingue, défendait le Cap et la province du Nord. Mais Girardin, compromis par les paroles imprudentes de ses officiers, ne tarda pas à s'éloigner, et de Grimouard resta seul avec ses forces, inspirant aux équipages assez de confiance pour y ramener quelque discipline.

Le départ du commandant de Girardin avait laissé la ville du Cap sans défense. Dans l'extrémité où elle se trouvait, l'Assemblée générale consentait enfin au sacrifice de ses préjugés de race et à se rapprocher des hommes de couleur, quand un événement inattendu vint changer les dispositions bienveillantes qu'elle manifestait en dispositions hostiles.

Circonvenue et trompée par les réclamations incessantes que faisaient entendre les émissaires des colons, les planteurs présents à Paris, les armateurs et les négociants ; effrayée, en outre, de la résolution qu'avait prise l'Assemblée générale de se séparer de la métropole, la Constituante eut son jour de faiblesse, et, revenant sur le décret du 15 mai, laissa à la sagesse des assemblées coloniales le soin de décider si elles ouvriraient ou si elles fermeraient leurs portes aux hommes de couleur. C'était rompre l'alliance à laquelle le commandant de Grimouard avait travaillé avec tant de persévérance, c'était porter le dernier coup à la plus belle de nos colonies. Encouragée par le nouveau décret, la majorité de l'Assemblée générale du Cap ne voulut plus entendre parler d'arrangement ; et lorsque deux

braves militaires, le général de Bouvray et le colonel de Tauzard, essayèrent de se faire entendre, leurs paroles conciliantes furent étouffées sous le bruit des murmures.

Vainement, l'année suivante, l'Assemblée législative, informée des conséquences funestes qu'avait eues la latitude laissée à l'Assemblée générale du Cap, décréta que les hommes de couleur jouiraient à l'avenir des mêmes droits et des mêmes privilèges que les blancs ; vainement l'épuisement dans lequel se trouvaient ceux-ci les décida-t-il à se soumettre à des nécessités impérieuses : il était trop tard. L'espoir de voir la révolte des nègres se calmer ne devait pas tarder à se dissiper. Plein d'illusions, le gouverneur, assisté de Roume, le seul des trois commissaires envoyés par l'Assemblée constituante qui fût encore dans l'île, se présenta au conseil de Paix et d'Union de Saint-Marc, la branche d'olivier à la main, ne doutant pas du succès de sa démarche. En partant, il avait fait savoir à de Grimouard qu'il eût à venir le rejoindre. La chose était moins facile qu'il ne le pensait. On avait tant parlé de la souveraineté du peuple, que les équipages avaient la prétention d'être consultés sur toute chose et qu'ils n'obéissaient à leur commandant que par une sorte de condescendance. « Depuis quinze mois, de Grimouard n'avait pas pris une seule nuit de sommeil ; toujours actif, toujours sur le pont, raisonnant celui-ci, gourmandant celui-là, en appelant à l'honneur de l'un, aux sentiments généreux de l'autre, au patriotisme de tous, il avait maintenu sur ses bords une quasi-discipline vraiment phénoménale pour le temps. Moitié par

adresse, moitié par autorité, il vint à bout de faire lever l'ancre à son vaisseau, le *Borée*, et à le diriger sur Saint-Marc ¹. »

Blanchelande avait donné l'ordre à de Grimouard d'appareiller, parce que son concours lui était nécessaire. Un certain marquis de Borel, qui avait joué un grand rôle dans tous les événements dont nous venons de parler, s'était mis à la traverse en prenant le commandement d'une flottille destinée par la municipalité de Port-au-Prince à surveiller les actes du gouvernement et à s'opposer à ceux qui n'auraient pas son approbation. Le marquis de Borel était un grand seigneur féodal, type de ces aristocrates démagogues, si communs alors, et dont l'espèce n'est pas entièrement perdue. Nommé capitaine général de la garde nationale, en remplacement de Caradeux, il avait dû sa popularité, non pas à la considération attachée à sa personne, mais à l'opposition qu'il avait faite au gouvernement. Très peu scrupuleux sur la nature et le but de ses expéditions, on assurait que, plus d'une fois, elles avaient été faites à la seule fin de s'enrichir par le pillage, et que ses bandes songeaient beaucoup plus à détrousser les passants qu'à protéger les voyageurs. Pour le moment, en attendant que l'occasion de remplir la mission qu'il avait reçue se présentât, il s'était fait écumeur de mer. De Grimouard le rencontra à la tête de ses forbans et le fit prisonnier. Mais l'Assemblée générale, ne voulant pas autoriser des poursuites contre un de ses membres, le réclama comme lui appartenant. Blanchelande n'osant

¹ Léon Guérin, *Histoire de la Marine*.

pas résister, le mit en liberté. Il ne devait pas tarder à s'en repentir.

Quelques jours après, trois nouveaux commissaires arrivaient à Saint-Domingue, précédant un secours de six mille hommes. L'escadre qui le transportait avait aussi à son bord un nouveau gouverneur et trois généraux chargés de commander l'expédition militaire.

Aussitôt leur arrivée, de Grimouard fit voile vers la France avec les vaisseaux le *Borée*, le *Fougueux*, le *Duguay-Trouin* et les frégates l'*Uranie* et la *Prudente*. De Girardin, qui, par son grade de vice-amiral, était devenu son supérieur, prit le commandement de la station. Quant à Blanchelande, arrêté par ordre des commissaires, nous trouverons son nom à côté de celui de de Grimouard sur le nécrologe des victimes du tribunal révolutionnaire.

Si les grands services rendus à la France par de Grimouard avaient été méconnus à Saint-Domingue, ils avaient été appréciés par le gouvernement français. Le 18 juillet 1792, il fut élevé au grade de contre-amiral, et le ministre de la marine l'en informa dans ces termes : « Je vous annonce avec plaisir, Monsieur, que le roi, ayant jugé à propos de faire un remplacement parmi les officiers de la marine, Sa Majesté vous a accordé une des places de contre-amiral à son choix. Je ne doute pas que ce grade, dont vous jouirez à partir du 1^{er} de ce mois, ne soit un nouveau motif pour vous à donner, dans toutes les occasions, de nouvelles preuves des talents et du dévoûment au service de l'État qui ont déterminé le choix du roi en votre faveur. »

Le lecteur n'aura pas manqué de remarquer, dans

cette lettre, le mot *en remplacement* : c'est que déjà le ministre de la marine avait fait quelques épurations dans le corps des officiers, et que l'émigration y creusait tous les jours des vides qu'il fallait combler.

La monarchie s'était écroulée le 10 août 1792. Monge remplaça au ministère de la Marine le vicomte Dubouchage, qui n'y était resté que quelques jours.

Le passage de Monge au ministère de la Marine n'est pas son premier titre de gloire. Il apporta aux affaires une grande inexpérience, se laissa circonvenir, et, plus que tout autre, contribua à la désorganisation du département qui lui était confié. Mais Monge était un honnête homme, et, si son patriotisme pouvait être surpris par son entourage, il n'épousait jamais les haines et les injustices, qu'elles lui vinssent d'outre-mer ou d'ailleurs. Quand il aurait dû y perdre son portefeuille et sa popularité, jamais il n'aurait consenti à sacrifier un brave officier à la rancune des partis. Loin donc de s'arrêter devant les clameurs qui lui dénonçaient la conduite de Grimouard comme celle d'un traître, il l'appela, le 1^{er} janvier 1793, au commandement des forces de Brest, avec le titre de vice-amiral.

Accepta-t-il les fonctions auxquelles il venait d'être élevé ? Divers biographes affirment que non, se fondant, originairement sur une notice manuscrite, écrite à titre de renseignements par M. Louis-Henri-Julien de Grimouard, son fils, et sur des souvenirs recueillis de la bouche de plusieurs membres de sa famille. Nous ne pouvons nous empêcher d'adopter une opinion opposée. Notre conviction s'appuie sur un examen attentif de certaines circonstances qui précédèrent, accompagnèrent

et suivirent l'élévation de de Grimouard au grade de vice-amiral. Monge et de Grimouard avaient des relations d'amitié, et ce dernier, appelé à Paris à la fin du mois de décembre 1792, avait certainement reçu du ministre la confiance de son prochain avancement. S'il eût été décidé à ne pas l'accepter, il n'est pas vraisemblable que Monge lui eût fait violence. Mieux valait, pour sa sûreté personnelle, ne pas le nommer que le compromettre, en s'attirant un refus, qui ne pouvait être interprété que comme un acte de non-adhésion à la République.

D'ailleurs, nous avons entre les mains des témoignages qui ont plus d'autorité que de simples inductions. Non seulement de Grimouard n'avait pas répondu à sa nomination de vice-amiral par un refus, mais, à la fin du mois de janvier, le ministre le croyait si peu disposé à donner sa démission, que les ordonnateur et commandant du port de Rochefort écrivaient, à la date du 2 février 1793, au ministre de la marine, qui les avait informés du prochain passage du vice-amiral dans leur port : « Nous avons vu, citoyen, par votre dépêche du vingt-six du mois passé, que le vice-amiral Grimouard, que vous avez nommé au commandement général des forces de Brest, doit passer incessamment à Rochefort, pour y prendre connaissance des ressources actuelles de ce port, des progrès de nos armements, et enfin de tout ce que nous pouvons faire pour augmenter les grands moyens qu'il est à désirer de procurer à ce général. Vous ne devez pas douter, citoyen, de l'empressement que nous mettrons à donner au citoyen Grimouard les renseignements et tous les détails qu'il pourra désirer, pour remplir l'objet de cette inspection et pour la

suite des importantes fonctions que la République vient de lui confier ¹. »

Deux jours après, Monge écrivait au vice-amiral de Grimouard, en lui annonçant que son commandement ne sebornait pas aux forces actuellement dans le port de Brest, mais à toutes celles qui allaient s'y réunir : « Je m'empresse, citoyen, de vous transmettre un extrait de la délibération du Conseil exécutif, par lequel vous verrez que, rendant justice à vos talents autant qu'à votre dévouement à la République, il vous a déferé le commandement en chef des forces navales qui doivent se rassembler dans le port de Brest. C'est avec beaucoup de plaisir que je vous annonce cette marque de confiance du Conseil exécutif, et que je ne tarderai pas à vous faire passer le diplôme en forme de votre commandement.

« Sur les observations générales que *vous m'avez présentées verbalement*, le corps principal de l'armée qui vous est confié se nommera *escadre blanche* ou *escadre amirale*, la seconde escadre se nommera *escadre rouge* ou *vice-amirale*, et la troisième *bleue* ou *contre-amirale*. Je vous laisse absolument le maître de ces dénominations ². »

Comme on le voit, entre le ministre et le vice-amiral de Grimouard, il y avait en entente et accord verbal jusque dans les plus petits détails. Le 4 février, Monge, en lui donnant ses ordres, le lui rappelait encore. Comment, après cela supposer un refus, si fort en opposi-

¹ Archives du ministère de la Marine.

² Idem.

tion avec des documents puisés à une source officielle ? Qu'il y ait eu dans l'âme du vice-amiral de grandes perplexités, qu'il ait été même un instant dans l'intention de remercier le ministre, la chose n'est pas impossible ; il est bien permis à ceux qui soutiennent de pareilles luttes de ne pas prendre une décision sous daine, et si la voix du devoir ne dicte pas à tous la même conduite, de quel côté le blâme, de quel côté l'apothéose ? Dans la supposition que nous venons de faire, Monge aura triomphé d'hésitations honorables, comme nous venons d'en fournir la preuve.

Le port de Rochefort étant le plus important par le nombre des vaisseaux qu'il devait fournir à la flotte, de Grimouard reçut, le 8 février 1793, l'ordre de s'y rendre. Sur ses états de service dont nous avons pris le relevé au Ministère de la Marine, nous avons trouvé, en marge de cet ordre, ces mots : *N'a pas rejoint*. Cette note est bien loin d'impliquer la non-acceptation dont nous avons parlé tout à l'heure. Mais, entre ces deux dates du 1^{er} janvier et du 8 février 1793, il y en avait une troisième écrite en lettres de sang. C'est alors seulement que de Grimouard aura pu refuser de remplir la mission qui lui était confiée, sans pourtant abandonner le corps de la marine, car nous allons voir bientôt qu'il n'en sortit qu'un an après, pour cause de destitution.

Ce fut probablement au mois de février 1793, que le vice-amiral de Grimouard se retira dans sa terre de Saintonge, où il avait coutume de venir passer, au sein de sa famille, les loisirs que lui donnait son service. La destitution de Monge, arrivée peu de temps après, et

son remplacement par le citoyen Dalbarade n'étaient pas propres à l'en faire sortir.

Dalbarade devait son élévation au ministère de la Marine beaucoup plus au patriotisme dont il faisait parade qu'à ses connaissances nautiques. Ses antécédents n'étaient pas ceux du plus vertueux des républicains. Il avait sur la conscience plus d'un acte qui ressemblait fort à de la piraterie, et, en cherchant bien, on pouvait trouver dans son dossier une condamnation pour embauchage. Mais la Montagne n'y regardait pas de si près. Voulant un homme prêt à tout et sur le dévouement duquel elle pût compter, elle ne pouvait mieux rencontrer. Les ennemis de de Grimouard en tressaillirent de joie. A leur tête se trouvaient Brudieu et Linières, députés de Saint-Domingue et futurs membres du Tribunal révolutionnaire. Nous avons dit un mot du premier ; le second était son digne acolyte. Sous le masque de l'exaltation républicaine, tous deux avaient fomenté des troubles à Saint-Domingue, dans le seul but de s'enrichir en ruinant la colonie. Surveillés de près par de Grimouard dont ils n'avaient pu tromper la vigilance, ils lui avaient juré une haine mortelle. Ils partirent de Saint-Domingue, la vengeance au cœur, et se munirent, pour l'accomplissement de leurs desseins criminels, d'une dénonciation de la Société des Amis de la Constitution, dans laquelle de Grimouard était signalé comme un traître, dont aucune peine n'était trop forte pour punir les forfaits. Cette dénonciation était si monstrueuse, qu'elle avait été repoussée par la Société populaire de Rochefort. Leur haine contre de Grimouard s'était encore accrue par cet échec. Forcés

de la concentrer, ils se promirent bien de saisir la première occasion favorable pour l'assouvir. Elle ne devait pas tarder à se présenter. Deux des plus célèbres *missi dominici* de la Terreur, Laignelot et Lequinio, ayant été envoyés à Rochefort, ils cherchèrent, à l'aide d'un de leurs amis, le citoyen Fabri, dont les griefs contre de Grimouard étaient les mêmes que les leurs, de s'en faire bien venir. La confiance de Laignelot et de Lequinio se donnant aux plus énergumènes, les trois colons n'eurent pas de peine à la capter et à obtenir que leur ennemi fût dénoncé au Comité de salut public comme un traître. Partie de plus haut que la première, cette dénonciation, cette fois, eut un plein succès. L'adjoint au ministre de la Marine écrivit au citoyen Grimouard, à Rochefort, cette lettre laconique, en date du janvier 1794 : « Le Ministre me charge de t'annoncer que tu as été destitué de ton emploi, par mesure de sûreté générale, et qu'en exécution d'un arrêté du Comité de salut public, tes appointements ont cessé de courir, à partir du dix frimaire ¹. »

La prudence la plus vulgaire ordonnait à de Grimouard de songer à sa sûreté personnelle, car il ne devait pas ignorer que les hommes acharnés à sa perte ne se contenteraient pas de sa disgrâce. Ne voulant pourtant ni se cacher, ni fuir devant des misérables, il resta, la conscience pure et la tête haute, les accablant de son mépris et de son dédain. Ceux-ci eurent l'effronterie de l'accuser du crime dont ils avaient voulu se rendre coupables, en livrant Saint-Domingue à l'Angleterre. Il n'en

¹ Archives du ministère de la Marine.

fallait pas davantage. Le 9 février 1794, le brave marin, qui méritait une récompense nationale pour sa belle conduite, fut condamné à mort comme traître à sa patrie. L'exécution eut lieu le jour même, et comme ceux qui l'avaient conduit à l'échafaud ne voulaient l'abandonner qu'après la perpétration du crime, ce fut un de leurs amis, le colon Cruce, qui fut son exécuteur. Dans ces jours de terreur, toute marque d'intérêt donnée à une victime était punie de la peine de mort. Il y eut pourtant une voix qui ne connut pas le sentiment de la peur. Au moment de l'exécution, du milieu de la foule silencieuse et consternée, l'on entendit ces mots : « Voilà donc un héros de moins ! »

Aussitôt qu'elle ne fut plus contenue, l'indignation éclata dans la ville de Rochefort. Ses habitants obtinrent du gouvernement que les trois orphelins laissés par le vice-amiral ne fussent pas dépouillés des biens de leur père ; et, le quatre ventôse, dans un mémoire qu'elle adressa à la Convention, la Société populaire exprima hautement le sentiment d'horreur que la journée du 9 février 1796 lui avait fait éprouver.

Par son courage, son sang froid et les glorieuses actions auxquelles il lui fut donné de prendre part, le vice-amiral de Grimouard occupe une grande place dans les annales de la Marine française.

« M. de Grimouard, dit M. de Cintré, avait une tenue imposante avec ses officiers qui avaient confiance en lui. Il passait pour un des hommes les plus fermes et les plus intrépides de la Marine française. On prétendait qu'il aurait dit, et nous avons tous la conviction qu'il tiendrait sa parole, que ses officiers étaient bien sûres

de n'être jamais faits prisonniers, car il était déterminé à plutôt faire sauter son vaisseau que de se rendre. »

Un de ses anciens compagnons d'armes, M. de Boishéneuc, vieux loup de mer, chargé dans son commandement de diriger l'abordage, quand le *Scipion* resta pendant quelques instants accroché au *London*, M. de Boishéneuc, d'ordinaire très peu prodigue d'éloges, avait l'habitude de terminer ainsi le récit de ses campagnes . « Allez, allez, le chevalier de Grimouard était un fameux homme ¹. »

Les grandes actions du vice-amiral de Grimouard n'ont pas eu seulement la consécration de l'histoire, la peinture s'en est aussi emparée.

Deux tableaux, représentant les combats de la *Minerve* et du *Scipion*, furent exécutés, sur les ordres du roi, par M. de Rosfet ; ils sont aujourd'hui au ministère de la Marine ; on en voit aussi des copies dans les galeries historiques de Versailles.

Un double du tableau représentant le combat du *Scipion*, fut fait par M. de Rosfet et envoyé à M. de Grimouard, de la part du roi, avec ces mots qui en doubleraient la valeur :

« DONNÉ A M. DE GRIMOUARD.

« M. de Grimouard, capitaine de vaisseau du Roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandant le *Scipion* de soixante-quatorze, combat les vaisseaux anglais le *Corbay* de soixante-quatorze,

¹ Lettre de M. de Pioger, ancien député du Morbihan.

le *London* de quatre-vingt-dix, une corvette et une goélette, et reste maître du champ de bataille, après deux heures d'abordage, 12 octobre 1782. »

Ces tableaux et divers dessins représentant les combats livrés par le vice-amiral, faits de son vivant par le professeur de dessin des élèves de la marine de Rochefort, se trouvent aujourd'hui au Bois-Aurore (Charente), chez M^{me} Charles de Grimouard, veuve de l'un des petits-fils de l'amiral.

Le général de Grimouard avait aussi chez lui, à Blois, divers tableaux représentant les combats de son cousin. Ces tableaux sont aujourd'hui entre les mains de ses héritiers.

Enfin, on peut voir à la Loge, chez M. de Grimouard de Saint-Laurent, des copies des combats de la *Minerve* et du *Scipion* dues au pinceau de M. Pinel, ainsi qu'un tableau du même peintre, représentant la rade de Port-au-Prince et la révolte apaisée dans la chaloupe du *Borée*.

Mais ce n'est pas seulement comme marin intrépide que de Grimouard se recommande à la postérité. Il savait allier la prudence au courage, et, dans les négociations dont il fut chargé à Saint-Domingue, nul plus que lui n'apporta l'esprit de sagesse et de résolution.

A une époque de grandes choses et de grands crimes, il est un des meilleurs qui soient tombés sous la hache révolutionnaire. Pour la victime et les assassins, le jour de la justice s'est bientôt levé, et la postérité, à son tour, a rendu son jugement : elle a entouré le nom

de de Grimouard d'une glorieuse auréole, et a conservé celui de ses lâches ennemis pour le vouer à l'infamie ¹.

¹Le nom de Grimouard n'a plus de représentant dans la marine. Le seul des descendants du vice-amiral qui ait embrassé cette carrière est M. Régis de Brem (de Luçon), lieutenant de vaisseau, dont M. de Grimouard est le trisaïeul. Nos espérances et nos sympathies suivront M. de Brem dans la carrière si vaillamment parcourue par son ancêtre.



RENÉ GUINÉ

Parmi les marins illustres que le Bas-Poitou a donnés à la France, je rencontrerai, sous ma plume, beaucoup de noms plus retentissants que celui du modeste capitaine de frégate dont j'entreprends d'écrire l'histoire, je n'en trouverai pas de plus populaire. Par l'importance des commandements qui leur ont été confiés, nulle comparaison ne peut s'établir entre des hommes que l'on a vus, à la tête de forces navales considérables, disputer le Nouveau-Monde aux Espagnols et l'empire des mers aux Anglais, et le commandant du *Rapace*, coquille de noix armée de quelques pièces de canon, reléguée, après la chute de l'Empire, dans le port de Rochefort, et perdue au milieu des grands navires qui l'entouraient. Que les Laudonnière, les Laroche-Saint-André, les Duchaffault, les Vaugiraud, les de Grimouard, les d'Hector, les Gaultier, gardent donc, dans la marine française, les grandes places qu'ils occupent : Guiné n'entend pas les leur disputer ; il s'adresse seulement

aux souvenirs des armateurs de Bordeaux, de la Rochelle, des Sables-d'Olonne et de Nantes, dont il protégea le commerce et sauva la fortune.

René Guiné est né aux Sables-d'Olonne le 7 janvier 1768. Fils et petit-fils de capitaines au long cours, il ne pouvait pas manquer d'embrasser la carrière qu'avaient suivie ses pères. A l'exemple de presque toute la jeunesse sablaise de l'époque, il s'adonna donc, dès le bas âge, au rude apprentissage d'une profession qui faisait de ses compatriotes des marins consommés. Il servit dans la marine marchande jusqu'à dix-huit ans, et la quitta alors pour entrer dans la marine militaire. Encore quelques années, et notre marine, dépourvue de ses officiers, la plupart sortis des rangs de la noblesse, demandera au peuple ses enfants pour les remplacer dans le Bas-Poitou. Charette, Royrand, Marigny, de Vaugiraud, Duchaffault, Destouches, de Grimouard, d'Hector, les deux Lézardière et bien d'autres, privés de leur commandement ou l'abandonnant d'eux-mêmes, auront presque tous de terribles destinées. Leur place sera prise par une jeunesse héroïque, mais inexpérimentée, car le marin ne se fait pas en France, comme le soldat ; son éducation demande beaucoup plus de temps, et le courage ne suffit pas pour la donner. Nous ne tarderons pas à en faire la triste expérience ; la bravoure indomptable de matelots et d'officiers improvisés pourra illustrer nos défaites, mais ne sauvera pas nos vaisseaux des plus grands désastres. La marine militaire se recrutera alors dans la marine marchande, pépinière féconde de valeureux capitaines dont quelques-uns arriveront aux premiers grades de leur arme. Les Sables

fourniront un nombreux contingent à cette phalange. Guiné, Moreau, Gautier, Monnereau, Gizolme, les Colli-net, mettront autant de dévouement à servir l'Etat qu'ils en mettaient à servir les intérêts de leurs armateurs.

Guiné n'attendit pas l'appel de la patrie. Dès l'année 1786, il abandonnait les navires du commerce pour entrer dans la marine militaire. Embarqué dans les derniers rangs de l'armée navale, il ne tarda pas à se faire remarquer de ses chefs par sa bonne conduite, son intelligence et la connaissance du métier. Après huit ans de service, il fut appelé, avec le grade d'enseigne de vaisseau, au commandement de la goélette le *Crocodile*, avec mission de croiser sur les côtes du Brésil, de Cayenne et des Antilles.

Dans ce moment, la France, triomphante de la coalition des rois, venait de perdre une partie de ses colonies. La Corse, nos établissements de l'Inde, la Guadeloupe, nous avaient été enlevés par les Anglais. Malgré la belle défense de Rochambeau, la Martinique avait eu le même sort. La révolte des nègres avait fait de Saint-Domingue une épouvantable boucherie, et profitant du désordre qui régnait dans l'île, les Anglais nous avaient enlevé le môle Saint-Nicolas et Port-au-Prince; enfin notre marine allait éprouver un des plus grands revers qu'elle eût enregistrés dans les journées néfastes de la patrie. Parti des Etats-Unis avec une escorte de trois frégates seulement, un immense convoi de grains approchait de nos côtes, et la France, en proie à une grande disette, l'attendait avec impatience. L'amiral Howe, avec trente-huit vaisseaux, la guettait au passage. Les représentants Prieur de la Marne et Jeanbon Saint-

André, comprenant que la perte d'approvisionnements considérables pouvait être fatale à un pays affamé, déployèrent une grande activité pour les sauver des mains des Anglais. Vingt-six vaisseaux de guerre sortirent du port de Brest, sous le commandement de Villaret-Joyeuse. Les équipages étaient composés de recrues, dont plusieurs voyaient la mer pour la première fois. On apprenait la manœuvre en marchant à l'ennemi et en chantant la *Marseillaise*. Où étaient les anciens officiers de la marine royale qui, sous d'Orvilliers et Suffren, avaient porté si haut l'honneur du pavillon français ? Presque tous dans l'émigration allaient, hélas ! diriger une triste expédition contre leur patrie, et de ceux que nous avons nommés, un était tombé frappé par les siens, un autre était mort dans les prisons de la Terreur, trois sur l'échafaud. Le plus intrépide, le plus opiniâtre de tous, ne devait pas tarder à être fusillé sur une des places de Nantes. Les deux flottes se rencontrèrent le 1^{er} juin 1794, et le combat, qu'il eût été prudent aux Français d'éviter, s'engagea aussitôt. C'est dans cette fatale journée que l'on vit quelle supériorité donnent la tactique et la science sur la valeur aveugle et ignorante.

Par d'habiles manœuvres, les Anglais coupèrent en deux notre flotte, en criblèrent la gauche de leurs boulets, et réduisirent la droite à rester spectatrice impuissante de la bataille. L'héroïsme du *Vengeur* vint apprendre à la France que le courage ne suffit pas pour donner la victoire. Parmi les survivants de ce glorieux équipage, Guiné comptait onze compatriotes, onze enfants des Sables, neuf matelots et deux officiers.

Ce n'était pas contre les Anglais que Guiné devait se mesurer d'abord. Toute la péninsule faisait cause commune avec notre vieille ennemie, et ce sont des navires portugais qu'il eut à combattre. Il s'empara de plusieurs, et entre autres d'une gabare de neuf cents tonneaux, montée en guerre, qu'il captura à l'entrée de la rivière des Amazones.

Comme nos autres possessions d'Amérique, Cayenne, où se trouvaient alors confondus les exilés de tous les partis et de toutes les réactions, et qui devait être, de nos jours, le Botany-Bay de la France, Cayenne était menacée de tomber entre les mains de l'ennemi ; la croisière de Guiné la préserva peut-être de ce malheur. Il y envoya les prises qu'il avait faites, et ne la perdit guère de vue, toujours prêt à la secourir en cas d'attaque.

Les services rendus à la France par Guiné, dans cette expédition, avaient donné au ministère de la marine la plus haute idée de son activité, de son courage et de son intelligence. En 1796, il reçut, avec une mission secrète, le commandement de la corvette la *Garlé*, armée de vingt canons. Ses instructions lui recommandaient d'éviter tout engagement avec l'ennemi.

En France on reçoit de pareils ordres, on ne les exécute pas toujours. Rencontré par la frégate anglaise l'*Aréthuse*, que montaient quatre cents hommes d'équipage, le commandant Guiné oublia ses instructions, et, plutôt que de prendre chasse devant l'ennemi, se prépara à le combattre. La supériorité des forces de son redoutable adversaire ne l'intimida point ; il comptait sur son habileté et le courage de son équipage pour

suppléer au nombre qui lui manquait. Guiné essaya d'abord, par la justesse de son tir, de cribler la mâture et le grèement de l'*Aréthuse*. N'ayant pas pu y parvenir et comprenant qu'il allait épuiser ses forces dans une lutte inégale, il n'hésita pas à commander l'abordage. L'abordage, pour le marin français, c'est la charge à la baïonnette pour le soldat ; il est difficile de résister à ce choc. Le commandant de la frégate anglaise manœuvra pour l'éviter. Trois fois Guiné tenta ce moyen d'attaque, et trois fois son ennemi fut assez heureux pour s'y soustraire. Un accident, ordinairement désastreux, faillit lui être favorable. On se battait presque bord à bord, avec un acharnement extrême. Un boulet brise un des mâts de la *Gaîté*, qui tombe sur la galerie de tribord de l'*Aréthuse* et y reste fixé par son extrémité. Vingt matelots français s'élancent sur ce pont étroit et chancelant ; ils vont toucher le but, quand l'*Aréthuse* parvient à se dégager, et les intrépides marins disparaissent dans l'abîme.

Il fallut se rendre. La malheureuse corvette, trouée de boulets, faisant eau de toutes parts, amena son pavillon après trois heures de combat. L'*Aréthuse* conduisit sa prise en Angleterre ; elle lui coûtait cher, elle-même ayant tellement souffert, qu'elle avait peine à tenir la mer.

Malgré son dénouement, ce combat fut considéré par tous les gens du métier comme un des plus glorieux qu'eût livrés notre marine. C'est avec raison qu'un écrivain a fait ressortir éloquemment toute la différence que présentent les batailles livrées sur la terre et celles dont la mer est le théâtre. Quelles que soient les

premières, elles ne peuvent pas être comparées aux secondes, car sur la terre les combattants n'ont pas à lutter contre les éléments, le sol ne manque pas sous leurs pas, et s'ils ont à craindre le fer et le feu, au moins un gouffre ne s'entr'ouvre-t-il pas pour les engloutir.

Une affaire si honorable pour le commandant Guiné fut la cause de sa disgrâce. Rentré en France, il fut, pour désobéissance aux ordres qu'il avait reçus, traduit devant un conseil de guerre tenu à Rochefort.

Le jury, rempli d'admiration pour tant de bravoure, ne put pas s'empêcher de déclarer qu'en acceptant le combat, le commandant Guiné avait contrevenu aux ordres qui lui avaient été donnés ; mais il tempéra ce que ce verdict pouvait avoir de rigoureux, en admettant cette circonstance atténuante qui renfermait le plus bel éloge : *Que la conduite héroïque qu'avait tenue le commandant de la Gaîté dans cette malheureuse affaire le rendait bien excusable.*

Le conseil, cependant, se montra d'une sévérité excessive. Sans égard pour la dernière partie de la déclaration du jury, il condamna Guiné à cinq ans de sous-ordre.

L'excès de la bravoure, la témérité même n'est jamais un crime aux yeux des Français, toujours prêts à admirer plutôt qu'à blâmer ceux qui se laissent emporter au delà des règles de la prudence. Il ne faut donc pas s'étonner si le jugement du conseil de guerre de Rochefort produisit dans le port une sensation pénible. Un brave marin qui, parti comme Guiné des derniers rangs de la marine, s'était élevé aux grades les plus

élevés, le vice-amiral Martin, ne put contenir l'indignation qu'il en ressentait. S'approchant du capitaine de vaisseau qui avait présidé le conseil de guerre : *Monsieur*, lui dit-il à voix basse, *si j'étais à votre place, j'irais me pendre*; et comme l'officier se récriait : *Je vous dis*, répliqua bien haut l'amiral, *que si j'avais prononcé le jugement que vous venez de rendre, j'irais me pendre*.

Le commandant Guiné trouva dans la manifestation dont il devint l'objet et dans l'estime toute particulière dont le vice-amiral Martin l'entoura depuis, un adoucissement au coup qui venait de le frapper, faible compensation pourtant à la perte de son commandement. Le ministre de la marine n'attendit pas l'expiration des cinq années pendant lesquelles, aux termes du jugement, il devait en être privé, pour le lui rendre. Embarqué en sous-ordre, successivement sur le *Rhinocéros*, la canonnière l'*Ile-Dieu*, la corvette le *Citoyen*, la frégate la *Thémis*, le vaisseau le *Duguay-Trouin*, la gabare la *Lionne*, ses chefs rendirent de lui un si bon témoignage, qu'il fut appelé au commandement de la corvette la *Bergère*.

Cette fois, Guiné n'avait à remplir qu'une mission pacifique. Après une lutte dont l'histoire gardera un éternel souvenir, la France se trouvait en paix avec l'Europe entière; la paix de Lunéville, puis celle d'Amiens, avaient désarmé tous nos ennemis, même l'Angleterre, le plus opiniâtre de tous. Les rapports se rétablissaient donc entre notre pays et les autres puissances, et nos ambassadeurs se rendaient auprès des souverains pour renouer des relations interrompues

depuis longtemps. Guiné fut chargé de conduire l'ambassade française à Constantinople et de déposer des consuls dans toutes les échelles du Levant.

La paix que le monde entier avait saluée de ses acclamations et que l'on croyait éternelle, n'avait pas duré deux années. Jalouse de la prospérité et de la grandeur de la France, l'Angleterre, après avoir agité contre nous les brandons de la discorde dans un démêlé où les cantons de la Suisse, divisés entre eux, avaient sollicité notre intervention, refusait maintenant, sous de faux-fuyants, d'évacuer Malte et Alexandrie, ainsi qu'elle s'y était engagée; elle accordait une pension à Cadoudal, soudoyait les émigrés, favorisait les rapports journaliers des Chouans avec Jersey et Guernesey, nous créait partout des embarras et des ennuis. Pendant ce temps-là ses gazettes redoublaient de déchaînement contre la France; *chaque vent*, comme le disait le premier consul, *chaque vent qui se levait de l'Angleterre, ne lui apportait que haine et outrage*. Au mois de mai 1803, la guerre recommença avec un nouvel acharnement.

Guiné commandait alors le lougre l'*Angélique*, dont l'artillerie consistait en six canons de quatre. Attaqué devant la Teste par le cutter anglais la *Providence*, armé de seize canons de seize et de dix-huit, il le força, après un combat opiniâtre, à prendre le large.

La même année, il fut nommé directeur des convois du cinquième arrondissement maritime; il était alors lieutenant de vaisseau.

C'est à partir de cette époque que s'ouvrit pour lui une nouvelle carrière, carrière moins brillante peut-

être que celle que d'autres ont parcourue, mais où il rendit au commerce les services les plus signalés.

Pendant que la victoire d'Austerlitz faisait de Napoléon l'arbitre des destinées de l'Europe, la défaite de Trafalgar donnait aux Anglais l'empire de la mer. Napoléon n'avait pas pu mettre la victoire à l'ordre du jour sur nos flottes, et il lui fallait renoncer aux grandes expéditions navales, devenues pour le moment impossibles. Les vaisseaux anglais insultaient nos côtes, bloquaient nos ports, capturaient les navires qui se hasardaient à en sortir. Mais si nos couleurs ne flottaient plus sur nos escadres, de hardis corsaires les arboraient encore au haut de leurs mâts. Pendant qu'ils ruinaient le commerce de l'Angleterre, Guiné entreprenait de protéger et de défendre celui de la France. Pour y parvenir, il organisa dans le port des Sables une flottille composée de quinze péniches, ayant à leur tête un lougre qu'il montait aussi fièrement que s'il eût été le vaisseau amiral. Dire l'activité, la patience, le courage que, pendant dix ans, déploya le capitaine du *Rapace*, est chose impossible. Il accompagnait les convois de Bordeaux à la Rochelle, de la Rochelle à Nantes, ayant les Sables-d'Olonne pour port de refuge. Le plus souvent, avant de rencontrer l'ennemi, il avait à lutter contre la tempête, car ce n'était guère que lorsque la côte devenait dangereuse, que les Anglais, gagnant le large, laissaient libre, pour quelques heures seulement, la sortie des ports. Il fallait alors profiter de ces courts instants, côtoyer la terre, et, pour éviter d'être pris, s'exposer au naufrage. Souvent encore, revenant sur ses pas, l'ennemi donnait la chasse à nos pauvres

bâtiments marchands, qui n'avaient plus alors à compter que sur la protection du *Rapace*. Mais Guiné était toujours là, en imposant aux Anglais par sa fière attitude. D'autres fois, avant d'employer la force, il avait recours à la ruse. Ainsi, que de nuits passées derrière des rochers où leur faible tirant d'eau permettait à ses embarcations de se tenir cachées ! Quand le soleil se montrait à l'horizon, la longue-vue à la main, Guiné parcourait du regard l'Océan qui s'étendait devant lui. Un navire du commerce, assez heureux pour avoir trompé la croisière ennemie, venait-il à paraître, l'Anglais, toujours aux aguets, fondait sur lui comme sur une proie assurée ; mais alors Guiné sortait de son embuscade, et malheur au téméraire qui osait affronter son attaque ! Quelquefois pourtant, quand il était occupé ailleurs, un navire du commerce, serré de trop près, se jetait à la côte, le capitaine prenant ce parti extrême pour éviter la captivité des pontons, le *carcere-duro* de l'Angleterre. Les Anglais ne manquaient pas de mettre à l'eau leurs embarcations pour le brûler, dans le cas où ils ne pourraient pas le remorquer. Mais là encore ils rencontraient une résistance inattendue ; abrités derrière des rochers qui les dérobaient à leur vue, des douaniers, des gardes-côtes, des habitants du littoral, à la tête desquels étaient toujours le père et le frère aîné de celui qui écrit ces lignes, les recevaient à coups de fusil, et plus d'une fois les Anglais furent obligés de regagner leurs vaisseaux, sans avoir pu accomplir l'œuvre de destruction dont ils étaient chargés.

J'extrais du discours du secrétaire de la chambre de commerce de Nantes, le récit succinct des exploits de

Guiné pendant une période de six années, de 1805 à 1811 :

« Le 23 novembre 1805, Guiné, étant mouillé sur la rade des Sables, poursuivit avec le lougre le *Rapace* le corsaire anglais le *Marquis de Thownsend*, de 14 canons et 28 hommes d'équipage ; après une chasse qui dura jusqu'à sept heures du soir, il donna ses ordres pour l'abordage, et par cette manœuvre hardie, il fit amener le corsaire ennemi.

« Le 27 mars 1806, il reprit, à la vue de deux frégates anglaises retenues par le calme, un chasse-marée de Quiberon que remorquaient leurs péniches.

« Le 19 janvier 1807, il prit, en vue de l'île de Ré, le chasse-marée le *Commerce-de-Brest*, prise armée par les Anglais.

« Le 8 juillet suivant, il fit une manœuvre habile pour attirer à la côte les péniches de trois corvettes qui bloquaient son convoi dans la rivière de Moricq, et lorsqu'il leur eut coupé la retraite, il en amarina deux après un court engagement ; la troisième ne dut son salut qu'à la grande supériorité de sa marche.

« Le 15 novembre de la même année, il fait armer quatre péniches, vole au secours de dix chasse-marées qu'une corvette venait de faire échouer à la côte ; à l'instant du flot, il les fait appareiller pour les Sables, fait amarrer ses péniches en terre des chasse-marées et s'empare d'une de celles de l'ennemi, qui avait été trompée par cette ruse de guerre.

« Le 19 décembre, étant à la vigie de la Chaume, il délivre un navire à trois mâts de la poursuite de deux

péniches ennemies qui allaient s'en emparer, et le conduit dans le port des Sables.

« Le 15 mai 1808, le cutter anglais le *Lion*, armé de douze caronades de douze, vint attaquer une quinzaine de bâtiments mouillés dans les battures de Fromentine ; Guiné le poursuivit avec sept péniches, et le lendemain matin il rentra à Fromentine ce bâtiment, que son équipage avait abandonné à la faveur de la nuit.

« Le 30 mars 1809, autre prise de la péniche d'une frégate, en vue des Sables.

« Le 23 mai suivant, à la vigie de Saint-Gilles, il fait armer en chaloupes deux péniches avec des voiles rouges, et leur donne l'ordre de manœuvrer comme si elles voulaient échouer à la côte, pour éviter une péniche ennemie qui était en vue de la corvette. Cette feinte fit tomber la péniche dans le piège ; elle fut prise et amenée aux Sables.

« L'année 1811 ne fut pas moins remarquable par la vigilance et les succès de Guiné.

Le 21 mai, il masque ses péniches parmi les chaloupes de la pêche des Sables. Le lougre anglais l'*Aristide*, armé de deux caronades de dix-huit, d'un canon de trois et de vingt-trois hommes d'équipage, ne tarde pas à les poursuivre ; mais il se rend bientôt aux péniches qui se disposaient à l'aborder.

« Le 16 juin, il reprend la goélette la *Sophie* et le chasse-marée l'*Aimable-Rose*, chargés de sel pour Nantes.

« Le 14 juillet, il attire encore l'ennemi dans le piège par des manœuvres feintes, et s'empare de la goélette le *Snopper*, de six caronades de douze.

« Le 26 décembre 1810, Guiné avait aussi capturé le corsaire le *Héros*, armé de six caronades de neuf, et repris le sloop le *Patris* et le dogre le *Bien-Aimé*, amarinés le même jour par le *Héros*. »

Mais comme le faisait très bien observer M. Athénas, secrétaire de la chambre de commerce de Nantes, c'était encore moins par ses prises que par la terreur qu'il inspirait aux Anglais, que Guiné avait rendu d'immenses services à notre commerce. L'ennemi y regardait maintenant à deux fois avant de s'aventurer sur une côte où il pouvait rencontrer un adversaire redoutable, et la marine marchande profitait de son éloignement pour se livrer au négoce. M. Athénas ajoutait en parlant de Guiné : « Il ne lui a manqué qu'un théâtre plus vaste pour déployer un plus grand caractère et faire preuve de talents distingués sur les flottes de Sa Majesté. »

Ce théâtre, la rade des Sables l'avait pourtant offert un jour, et si Guiné n'y avait pas joué le premier rôle, sa conduite avait été assez honorable pour que le secrétaire de la chambre de commerce de Nantes eût dû ne pas l'oublier.

Après de grands efforts, Napoléon était parvenu à relever notre marine. Il réunissait à l'île d'Aix des forces imposantes pour une expédition dans les mers du Brésil et des Antilles. Le vice-amiral Jurien-Lagravière, à la tête de trois frégates, la *Calypso*, l'*Italienne* et la *Cybèle* ¹, était parvenu à sortir du port de

¹ Pourquoi M. Jurien-Lagravière, en écrivant le récit du combat des Sables, sur les notes de son père, a-t-il donné à ces frégates des noms de fantaisie ?

Lorient, un instant débloqué, et faisait voile pour l'île d'Aix. Le pavillon amiral flottait sur l'*Italienne*, la *Calypso* était commandée par le capitaine Jacob, la *Cybèle* par le capitaine Cocault.

Le 23 février 1809, au moment où les trois frégates donnaient dans le canal de Belle-Ile, deux bâtiments anglais sortaient de la baie de Quiberon, et l'un d'eux, le brick le *Botherel*, suivait la division française et ne la perdait pas de vue. Le commodore Beresfort, avec quatre vaisseaux et une frégate, croisait au large. La frégate était l'*Aréthuse*, que le commodore détacha pour renforcer le *Botherel* ; avec le reste des forces, il revint bloquer le port de Lorient.

L'obscurité de la nuit ne déroba point au *Botherel* et à l'*Amelia* les frégates françaises qui, s'attendant à être attaquées, se préparaient à combattre. Au jour, on signala quatre autres voiles anglaises : c'était l'escadre de l'amiral Stopfort, composée des vaisseaux le *César*, le *Donégai*, le *Défiance* et la frégate la *Nayade*. Les frégates françaises étaient déjà en vue de l'île d'Yeu, mais comme les vents soufflaient de l'île d'Aix et contrariaient leur marche, Jurien-Lagravière vira de bord, et, après être parvenu à dégager une de ses frégates dont la lenteur de la marche avait permis à l'*Amelia* de couper la route, vint s'embosser dans la rade des Sables-d'Olonne.

Le 24, à dix heures du matin, toute l'escadre anglaise s'avancait sur nous sans être arrêtée par la crainte des bas-fonds et d'un mouillage dangereux ; elle s'engageait même résolument entre la côte et les frégates. L'*Amelia* et la *Nayade* restèrent pourtant hors de la

portée du canon, tandis que le *Défiance*, plus audacieux, continuait sa marche, et, larguant ses huniers, venait mouiller à portée de pistolet d'une des frégates françaises. Le *Donégal* et le *César*, trouvant cette manœuvre dangereuse, étaient restés sous voile, s'arrêtant sous le travers des deux autres.

Le feu commença alors avec une vivacité extrême, les frégates françaises appuyées par les batteries de terre, dont la plus importante, celle de Saint-Nicolas, était sous les ordres du capitaine Guiné. On se battait de si près qu'un nuage de fumée dérobaient souvent la vue des combattants. Cette circonstance sauva peut-être la frégate à laquelle le *Défiance* s'était attaché ; son feu, mal dirigé, ne fit pendant longtemps qu'endommager sa mâture. Il rectifia pourtant son tir, et ses coups devinrent si sûrs et si pressés, que, dans l'espace de quelques mètres carrés de la carcasse, on ne comptait pas moins de dix-neuf trouées. Les combattants étaient tellement rapprochés, que les bourres de canon devenaient elles-mêmes très meurtrières. L'amiral en fut atteint, il chancela et tomba ; on le crut mort. Heureusement qu'il n'était qu'étourdi et qu'il put se relever. Le feu avait pris à la frégate, on parvint à l'éteindre.

Le combat durait depuis une heure et demie ; la mer, en baissant, vint à notre secours. L'amiral Stopfort, craignant que ses vaisseaux ne vinssent à toucher, donna l'ordre de prendre le large. La position du *Défiance* devenait critique. Pour appareiller, il lui fallait présenter sa poupe aux frégates, et, pendant quelque temps, éteindre son feu qui ne pouvait nous faire aucun mal. Nos canons y firent une brèche énorme ;

un boulet étant venu dans ce moment couper la drisse qui portait ses couleurs, on crut, en ne les voyant plus flotter, qu'il amenait son pavillon. Un long cri de victoire partit des frégates et des forts. Le commandant français donna même l'ordre à un de ses officiers de se rendre à bord du *Défiance*, pour en ramener le capitaine prisonnier. Il s'était trop pressé ; pendant que l'officier se hâtait de faire ses préparatifs, le *Défiance* hissa son petit hunier. Un boulet étant encore venu l'abattre, de nouvelles acclamations se firent entendre. Le *César* et le *Donégai* étaient trop loin pour venir au secours du *Défiance*, et la mer, qui baissait toujours, ne leur permettait pas d'approcher. Le vaisseau était à nous si la fortune ne lui fût pas venue en aide. Presque couché sur le flanc du côté de la mer, un coup de vent vint le relever. Si le vent eût soufflé de la terre, tout espoir était perdu pour lui, et il tombait inévitablement entre nos mains. Il put enfin s'éloigner, nous laissant pour trophée son ancre, dont il avait coupé le câble. Le *Défiance* ne put plus tenir la mer ; escorté par le *Triump*, il dut se hâter de gagner un des ports de l'Angleterre.

Des trois frégates, deux, dont les câbles avaient été coupés à la fin du combat, étaient échouées sur la plage. Le vice-amiral Jurien Lagravière, s'attendant à un retour de l'ennemi pour le lendemain, se hâta de les relever. Il n'en fut rien pourtant, mais la croisière ennemie ne s'éloignant guère, il devenait bien difficile aux frégates de se rendre à leur destination. Le commandant Jurien-Lagravière dut donc songer à les mettre à l'abri des attaques auxquelles elles étaient exposées, en les faisant

entrer dans le port des Sables. Ce n'était pas chose facile en raison de leur tirant d'eau et des bas-fonds de l'entrée du port. Pourtant, après avoir été allégées de tout leur matériel, deux des frégates purent y pénétrer ; elles ne devaient pas en sortir. Vendues à des particuliers, elles furent démolies sur place. La troisième talonna contre les rochers et se détacha de sa coque, mais, retenue par ses ancres, elle put flotter encore.

Les Anglais ne se résignaient pas facilement à abandonner leur proie. La frégate l'*Alcmène* croisait au large et avait toujours les yeux ouverts sur la malheureuse frégate dont elle ne connaissait pas le désastre. Par une nuit bien sombre, elle dépêcha un canot monté de quinze hommes pour se rendre compte d'une position qui devait lui paraître singulière. Aux Sables, on se tenait sur ses gardes ; quatre canots coupèrent la retraite aux Anglais et les firent prisonniers.

La coque de la frégate est restée longtemps à quelques centaines de mètres de l'entrée du port ; dans ma jeunesse, à mer basse, on l'apercevait encore. Il y a environ vingt-cinq ans, ses débris ont été sauvés par le plongeur Jamin, des Sables.

L'affaire du 24 février 1809 ne fut pas, comme on vient de le voir, sans gloire pour notre marine ; et si nos frégates ne s'en relevèrent pas, il faut plutôt s'en applaudir que s'en plaindre, car un sort plus triste encore les attendait sur la rade d'Aix. Moins de deux mois après, en effet, notre escadre y était brûlée et quelques-uns de nos vaisseaux seulement échappaient à l'incendie.

Guiné ne s'était pas croisé les bras pendant le combat. Du fort Saint-Nicolas, il avait dirigé un feu des mieux nourris contre les vaisseaux anglais, et si, dans cette circonstance, son nom s'efface devant celui des braves capitaines qui prirent une part plus active à la lutte, c'est qu'il ne lui fut pas donné de pouvoir faire davantage.

Dans la relation de cette brillante affaire, M. Jurien-Lagravière ne prononce même pas le nom du capitaine Guiné; il dit seulement qu'après le désastre de l'île d'Aix, Napoléon renonça à tenir la mer avec de grandes flottes et qu'il demanda au blocus continental la ruine de l'Angleterre. Il se contente d'ajouter, en parlant des Anglais, « que le port des Sables eut l'honneur de partager avec la rade de l'île d'Aix la surveillance de leurs croisières, » sans faire connaître que le premier de ces deux postes d'honneur fut confié à Guiné, qui s'y couvrit de gloire.

Le commandant de la station des Sables était bien connu en Angleterre. Tous les navires qui sortaient de ses ports pour croiser sur nos côtes, avaient pour mot d'ordre cette recommandation si honorable pour lui : *Défiez-vous du commodore Guiné, dans le golfe de Gascogne.*

Les services qu'il rendait chaque jour au commerce ne pouvaient pas non plus être oubliés dans sa patrie. Depuis longtemps chevalier de la Légion d'honneur, Guiné avait été nommé capitaine de frégate le 12 juillet 1808. Mais la plus douce des récompenses, celle qui vient de la reconnaissance, l'attendait dans la ville de Nantes. Le 24 mars 1812, une assemblée générale du

commerce avait lieu dans cette ville, sous la présidence de M. Dufou, président de la chambre ; les autorités du département et de la commune avaient voulu assister à cette réunion. On y remarquait le préfet, le maire, le général, le président du conseil général, le substitut du procureur général, le colonel directeur d'artillerie, les officiers de marine présents à Nantes, et une foule d'autres personnages de distinction, tous également empressés de prendre part à une solennité nationale.

Le président ouvrit la séance en rappelant « qu'un très grand nombre de négociants, d'armateurs et d'assureurs de la place de Nantes avaient invité la chambre de commerce à se charger des fonds faits par le commerce de la ville, pour être employés à l'achat d'une épée de marine destinée à M. Guiné, capitaine de frégate, commandant la station des Sables, comme un gage de la reconnaissance du commerce, pour les services qui lui avaient été rendus par cet officier, soit en préservant les convois des attaques de l'ennemi, soit en détruisant les bâtiments armés en guerre, » et qu'il allait remettre à celui qui l'avait si bien mérité, le témoignage le plus flatteur qu'une cité reconnaissante pût offrir à un brave capitaine ; puis, s'adressant directement à Guiné, il ajouta : « C'est avec les sentiments de franchise innés chez d'anciens Bretons, qu'ils (les commerçants de Nantes) vous témoignent aujourd'hui la satisfaction qu'ils éprouvent de vous voir commandant de la station des Sables-d'Olonne, et par conséquent le protecteur des nombreux convois qui passent continuellement dans votre division.

« Pourquoi votre modestie ne me permet-elle pas de

retracer ici tous vos habiles faits d'armes, ces manœuvres brillantes si multipliées, qui, en préservant le commerce de pertes considérables, ont, de plus, conservé à l'État, à leur famille, des marins qui vous bénissent chaque jour ! Que n'ai-je aussi assez d'éloquence pour exprimer, dans tous ses détails, l'enthousiasme avec lequel les commerçants dont j'ai l'honneur d'être l'organe, ont appris vos extraordinaires succès ! Il n'en est aucun qui, pénétré de la même admiration, ne dise avec moi, Monsieur le Commandant, que cette épée vous est offerte avec la reconnaissance la mieux sentie. Daignez l'accepter comme un gage de ce sentiment dû à votre bravoure et aux éminents services que vous avez rendus au commerce nantais ; vous devez figurer, au temps présent et dans la postérité, au rang des plus braves marins de la nation. »

Ce fut pour la ville de Nantes tout entière un jour de fête dont elle garda longtemps le souvenir. Les récits du temps sont pleins d'expressions d'enthousiasme et d'admiration pour celui qui en l'était l'objet. Une foule compacte s'attachait partout à ses pas. Le soir, un magnifique banquet couronna la journée. J'en ai sous les yeux une pompeuse description. Guiné s'y trouvait en bonne compagnie, car au milieu de la table se dressait un obélisque en porphyre supporté par une base quadrangulaire. Sur ses côtés on voyait les statues de Duquesne, Duguay-Trouin, Cassard et Jean-Bart. A un moment donné, l'obélisque fut enlevé, et, au milieu des statues des quatre célèbres marins, apparut un emblème mythologique : c'était Mercure, dieu du Commerce ; il tenait à

la main le portrait de son illustre défenseur Guiné, avec ces quatre vers à son adresse :

Rendant hommage à la vaillance,
Ton front, intrépide Guiné,
En ce beau jour est couronné
Des mains de la reconnaissance.

Guiné ne laissa point rouiller dans le fourreau l'épée qu'il venait de recevoir ; il redoubla d'ardeur, et quoi-que je ne trouve nulle part le récit de ses nouveaux combats, il n'en est pas moins vrai que les Anglais sentirent encore plus d'une fois la vigueur de son bras. J'étais bien jeune alors, mais ce souvenir d'enfance est resté si profondément gravé dans ma mémoire, qu'il me semble assister encore au spectacle émouvant dont j'ai été le témoin.

L'Empereur avait voulu que le blocus continental fût absolu, c'est-à-dire qu'il s'étendît jusqu'aux prises que nous faisons sur les Anglais, pour qu'aucune des marchandises sorties de leurs fabriques ne vînt faire concurrence aux produits de l'industrie française. Il avait, en conséquence, donné l'ordre de brûler out cet qu'on y pourrait trouver portant la marque de l'Angleterre. L'administration des Sables, conformément à cet ordre, entassa donc un jour, sur la place d'Armes, toute la cargaison d'une prise que venait de faire le capitaine Guiné. Elle consistait en châles, mouchoirs, étoffes de toute espèce. On en fit un grand feu qui dura une partie de la journée. Tout, jusqu'aux caisses où tant de belles choses avaient été renfermées, fut impitoyablement

brûlé, au grand regret des Sablaises, qui les contemplaient d'un œil d'envie. Quant à nous, héros de cinq ou six ans, nous aurions volontiers jeté dans le même bûcher Anglais et marchandises. Dans nos rangs, chacun aurait voulu les livrer aux flammes, en répétant les vers de Racine :

Brûlé de plus de feux que je n'en allumai.

Seulement l'ardeur qui nous dévorait était tout autre que le sentiment qu'éprouvait Pyrrhus, car nous jurions une haine éternelle à l'Angleterre, et, en retournant à l'école, nous répétions le serment d'Annibal. Aujourd'hui, la jeunesse chante des hymnes à la paix. C'est moins antique, mais je suis obligé de reconnaître que cela vaut un peu mieux.

La ville de la Rochelle n'avait pas voulu demeurer en reste avec celle des Sables. Elle avait comblé le capitaine Guiné des marques de son estime, et lui avait offert un instrument de marine comme témoignage de sa reconnaissance. Bordeaux allait en faire autant, quand, sous les coups de l'Europe entière coalisée contre lui, l'Empire tomba pour faire place à la Restauration.

Après l'estime de ses concitoyens, je ne sais rien de plus flatteur que de posséder celle de ses ennemis. Guiné avait l'une et l'autre. La paix signée, le commandant de la croisière anglaise dans le golfe de Gascogne voulut faire la connaissance du vaillant capitaine qui avait défendu la station des Sables. Il l'invita à sa table et lui exprima vivement les sentiments qu'il avait pour sa personne et son caractère.

Le gouvernement de Louis XVIII chercha à se rattacher l'officier qui avait si bien servi la France sous Napoléon ; il lui conserva son grade, le nomma officier de la Légion d'honneur le 18 août 1814, et chevalier de Saint-Louis le 23 du même mois.

A quelque point de vue que l'on se place, il est impossible de ne pas reconnaître que les Cent-Jours furent pour la France une immense calamité. Après un désastre militaire dont l'histoire offre peu d'exemples, nous vîmes nos impôts décuplés, notre frontière ouverte, notre territoire réduit, les officiers de Waterloo entraînés devant les conseils de guerre, ou rayés des cadres de l'armée, ou mis à demi-solde.

Les gouvernements sont bien mal inspirés, quand, au lieu d'accueillir tous les dévouements à la patrie, sous quelque drapeau qu'ils l'aient servie, ils obéissent au sentiment de la rancune ou de la colère, et font une politique d'exclusion. La seconde Restauration commit cette faute. Beaucoup d'officiers furent rayés des cadres de la marine royale, Guiné l'un des premiers. Ainsi que bien d'autres, nous avons cru longtemps qu'il avait été disgracié pour s'être rallié à l'Empereur, lors de son retour de l'île d'Elbe. Des recherches faites au ministère de la marine nous ont appris que nous nous étions trompé et qu'il fallait en chercher ailleurs la véritable cause. Nous étions bien loin de la soupçonner et si nous la faisons connaître, ce n'est nullement dans un sentiment de récrimination contre des hommes qu'on a trop accusés d'avoir fait alliance avec l'étranger, et qui, dans

¹ Cette notice a été écrite en 1866.

la circonstance, n'étaient mus que par un sentiment de patriotisme qui les empêcha de discerner la vérité, mais comme un enseignement qui devrait nous servir d'éternelle leçon. Nous l'avons dit souvent, nous ne saurions trop le répéter : dans la vie des peuples, il y a des jours d'agitation et de trouble où la calomnie, si absurde qu'elle soit, inspire plus de confiance que la vérité. L'histoire de la disgrâce de Guiné en est une preuve des plus remarquables. Des hommes haut placés dans l'estime de leurs concitoyens, probablement circonvenus par de stupides dénonciations, le signalèrent au ministre de la marine, non pas comme l'ennemi des Bourbons, ce qui, jusqu'à un certain point, aurait pu se concevoir, puisque, après avoir servi leur cause sous la première Restauration, il s'était, pendant les Cent-Jours, retourné du côté de Napoléon, mais, chose incroyable, pour avoir pactisé avec les Anglais qu'il avait toujours si vaillamment combattus. Il n'en fallut pas davantage ; sans enquête, sans examen, sans qu'il eût été informé de l'accusation portée contre lui, son commandement lui fut retiré. Vainement les démarches les plus pressantes furent faites dans l'intérêt du brave capitaine dont les Sables s'enorgueillissaient, la décision ministérielle fut maintenue, et, en retour des grands services qu'il avait rendus au commerce, Guiné n'obtint qu'une misérable pension de 750 fr. ; en même temps sa nomination d'officier de la Légion d'honneur était suspendue et ne devait être confirmée que le 11 mars 1817. L'effet de ces mesures rigoureuses ne se fit pas attendre. La Restauration avait été bien accueillie aux Sables par la majorité de ses habitants ; après la disgrâce de Guiné, ils s'en éloi-

gnèrent, plus fidèles à la cause du malheur qu'à celle du pouvoir.

Guiné n'avait que 47 ans quand il fut ainsi arrêté dans sa carrière; il ne put se résigner au repos qui, pour un homme aussi actif, était une mort anticipée.

Ce n'est point pour les marins que Lucrèce a écrit ces vers :

Suave mari magno, turbantibus æquora ventis,
Et terrâ magnum alternis spectare laborem.

La mer au contraire, avec ses tempêtes et ses écueils, conserve, pour tous ceux qui l'ont parcourue longtemps, des charmes irrésistibles. Guiné ne voulut pas la contempler tranquillement du rivage. D'ailleurs il ne s'était pas enrichi dans les différents commandements qui lui avaient été confiés, et les largesses de l'État étaient insuffisantes pour faire vivre sa famille. Le capitaine d'une frégate de l'Etat devint donc capitaine d'un navire de commerce. Il n'eut d'ailleurs que l'embarras du choix, tous les armateurs de Nantes s'étant empressés de lui offrir un commandement. Guiné, pendant six ans encore, battit les mers ; mais si les voyages lui devinrent plus profitables que ses expéditions, ils eurent pour lui un grand charme de moins, l'espérance de rencontrer l'ennemi. Il ne devait plus, en effet, songer à se mesurer avec les Anglais, le soin de ses intérêts matériels devant seul le préoccuper. Dans notre temps, où le culte de la fortune est presque le seul qui compte des adorateurs, la position de Guiné serait loin d'être dédaignée ; elle le laissait, au souvenir du passé, plein de regrets et de

tristesse. La conscience d'avoir toujours bien servi son pays et de pouvoir le servir encore, le sentiment de l'injustice dont il était victime, et aussi peut-être une noble ambition, troublaient continuellement sa pensée ; il n'en parlait guère, mais il en était sans cesse tourmenté ; il se soumettait, il ne se résignait pas. Le chagrin, les fatigues, les blessures, les infirmités, usèrent avant l'âge un corps d'ailleurs peu robuste, mais qu'animait toujours une âme ardente. Le capitaine Guiné mourut à Nantes le 4 décembre 1821, à l'âge de 53 ans.

Guiné aurait dû arriver aux premiers grades dans la marine ; tous les témoignages s'accordent sur ce point : les commandants sous lesquels il a servi, les officiers qu'il a eus sous ses ordres, ont été unanimes à reconnaître qu'il possédait toutes les qualités qui font l'homme de mer distingué : activité, courage, sang-froid, coup d'œil aussi sûr que rapide. Lui si brave devant l'ennemi, était, comme Cambronne, timide et embarrassé dans un salon ; il ignorait encore, ce qui ne nuit jamais à l'avancement, l'art de faire antichambre dans un ministère et de se recommander autrement que par ses services. Deux causes ont particulièrement contribué à l'empêcher d'arriver à la position à laquelle ses grandes qualités lui donnaient le droit de prétendre : la malheureuse et pourtant si glorieuse affaire de la *Gaîté*, qui retarda son avancement, et la chute de l'Empire qui l'arrêta complètement.

Mais son souvenir ne périra point : la ville de Napoléon a donné son nom à une de ses rues et celle des Sables à un de ses quais ; et, sur sa tombe, on peut lire encore la

recommandation que l'amirauté donnait aux navires anglais :

*Défez-vous du commodore Guiné dans le golfe
de Gascogne.*

LE COMTE D'HECTOR

LIEUTENANT GÉNÉRAL DE LA MARINE

Charles-Jean, comte d'Hector, est né à Fontenay-le-Comte, le 22 juillet 1722. Il était si faible en venant au monde, que l'on crut qu'il ne vivrait pas, lui qui devait parcourir une si longue carrière, et qu'il fut ondoyé dans la maison paternelle, dans la crainte de hâter sa fin en le transportant à l'église pour y recevoir le baptême. L'enfant malingre ne tarda pas à prendre une vigoureuse constitution, et c'est à son énergie, puisée dans un corps robuste, qu'il dut de devenir un des marins les plus distingués de son siècle. On peut dire, en effet, qu'il fut l'artisan de sa fortune, car, bien qu'il appartînt à la noblesse où se recrutaient exclusivement les officiers de nos armées navales, sa naissance fut pour bien peu de chose dans son avancement. Sa famille était pourtant une des plus anciennes de l'Anjou, elle avait donné plusieurs officiers à la marine de l'État, entre autres Georges d'Hector qui, en 1627, servait sous

les ordres du marquis de Toiras, lors de sa belle défense de l'île de Ré contre les Anglais. Un concours de circonstances malheureuses empêcha qu'il reçût l'instruction que l'on donne d'ordinaire aux jeunes gens qui se destinent à la marine. Son père, Charles-Louis d'Hector, seigneur de la Chiffretière, était marin lui-même, et les devoirs de sa profession le tenaient presque toujours éloigné de sa famille. Quant à sa mère, Marie-Madeleine de la Raguière, élevée à la Martinique, elle en avait pris les habitudes frivoles, et abandonnait à d'autres le soin d'élever ses enfants. Le chevalier d'Hector était sans fortune et sa femme n'avait qu'une faible dot. Après leur mariage, les époux étaient venus habiter Fontenay-le-Comte, et, comme l'économie n'est pas la vertu dominante des créoles, le jeune ménage fut bientôt aux expédients. Avec les appointements de son grade d'enseigne qui s'élevaient à six cents francs, et un revenu de deux cent cinquante francs, produit d'une métairie située dans la commune de Saint-Georges de Montaigu, il était bien difficile à Louis d'Hector de donner à son fils les bienfaits de l'instruction. Le jeune Charles, d'ailleurs, n'avait pas encore l'âge où les enfants s'éloignent du foyer domestique pour entrer dans des maisons d'enseignement, quand son père fut tué dans une campagne qu'il faisait au Canada, sous le commandement de M. de Sévigné. Orphelin à neuf ans, et presque complètement abandonné à ses jeux, sa première enfance fut très négligée. Sa mère s'étant retirée dans le petit bien qu'avait possédé son mari, Charles n'eut pas d'autre instituteur que le maître d'école de Saint-Georges de Montaigu.

Le veuvage de M^{me} d'Hector ne fut pas de longue durée; elle se remaria à Angers et emmena son fils au domicile conjugal. Là, on voulut lui donner un nouveau maître dont les leçons pussent développer une intelligence précoce qui s'échappait en vives saillies. Mais l'enfant, que sa bonne humeur, son esprit et sa gaieté rendaient aimable à tous, était le plus dissipé et le moins attentif des écoliers. Quoique esprit très cultivé, son beau-père, plus particulièrement occupé des trois enfants qu'il avait eus d'un premier mariage, laissait au jeune Charles toute sa liberté. Il riait de ses espiègleries et disait, comme tant de parents négligents et coupables : Avec le temps, la raison viendra, et alors tout sera bientôt réparé. En attendant, Charles d'Hector consumait ses jours en amusements futils. Il arriva ainsi à l'âge de treize ans sans avoir rien appris. Ses parents songèrent enfin qu'il fallait mettre un terme à cette vie d'oisiveté, et que le moment était venu de lui ouvrir la carrière qu'il devait parcourir un jour. Cette carrière semblait toute tracée. Son père étant mort au service de la marine, il y avait lieu de croire que, pour y entrer, il trouverait aide et protection ; telle ne fut pourtant pas la pensée de la famille, elle songea pour lui à un autre corps.

Il y avait alors à Rochefort une école où se recrutaient les officiers des colonies. La famille maternelle du jeune d'Hector habitait la Martinique, où elle jouissait de l'influence que donne la richesse, et, avec son appui, il pouvait faire fortune. Voilà ce que les parents ne cessaient de répéter à l'enfant, pour lui faire accepter une position qui était plus dans leurs vues que dans

ses goûts. On obtint sans peine pour lui une place à la compagnie dite des Cadets, et on le conduisit immédiatement à Rochefort pour y faire son noviciat. Mais le directeur de la compagnie déclara que, n'ayant ni l'âge, ni la taille réglementaire, il se voyait forcé d'ajourner son admission à l'année suivante. Ce contre-temps fut ce qui pouvait lui arriver de plus heureux, comme nous allons le voir.

Au lieu de le renvoyer à Angers pour y attendre l'époque de son entrée à la compagnie des Cadets, le chevalier de la Saussaye, d'accord avec les parents que Charles d'Hector avait à Rochefort, résolut de le tirer du milieu où il dissipait sa première jeunesse, et de l'embarquer sur la flotte dont il avait le commandement. Le chevalier de la Saussaye était marié à la cousine germaine de Charles, et, comme il se rendait à la Martinique, il ne douta pas que sa mère lui saurait gré de l'avoir emmené faire connaissance avec les membres de sa famille qui résidaient dans cette île. Il en fut, en effet, très bien accueilli ; mais ces riches parents se montrèrent plus prodigues de témoignages d'amitié que de largesses. Leurs libéralités se bornèrent à des cadeaux insignifiants. De retour à Rochefort, après une campagne de six mois, Charles d'Hector s'empressa d'aller rejoindre sa mère à Angers.

Cette campagne décida de sa destinée. Il n'avait point étudié pendant la traversée, mais il avait pris le goût de la mer, et, quand on lui parla de nouveau de la compagnie des Cadets, il déclara que sa vocation le portait vers la marine. Quelque insistance que l'on mît à l'en détourner, il persista dans la résolution qu'il avait prise ; de guerre lasse, il fallut céder.

Ses parents firent alors des démarches pour le faire entrer dans le corps qu'il venait de choisir ; mais ils avaient peu de crédit, et le ministre, qui d'abord s'était montré favorable à leur demande, ne se pressait pas de remplir sa promesse. Enfin, en 1740, sa nomination de garde de la marine au port de Rochefort lui fut expédiée.

L'enfant avait fait place au jeune homme, sans que l'espoir que l'on avait conçu de le voir un jour se livrer à l'étude se fût réalisé. Aux jeux du premier âge avait succédé la passion de la chasse ; fort et agile, il s'y livrait avec une ardeur extrême.

Si son instruction laissait tant à désirer, il n'en était pas ainsi de son éducation. Elevé dans une maison où l'on ne voyait que la bonne compagnie, il en avait pris le ton et les manières, masquant sous les agréments de la forme le vide de ses connaissances. Ses parents lui promirent une pension de quatre cents livres, et pauvre d'argent mais riche d'espérances, il se rendit à son poste. Comme il avait les habitudes polies d'un homme bien élevé, les salons de la ville lui furent ouverts, et il s'y trouva parfaitement à sa place. La fréquentation du monde élégant entraînant toujours à des dépenses qui se trouvaient au-dessus de ses faibles ressources, son amour-propre avait à souffrir de certains détails de toilette qu'il ne pouvait pas se procurer. Il jura alors qu'à force de persévérance, il occuperait dignement son rang dans une société où il avait été accueilli d'ailleurs avec une grande bienveillance. L'ambition, quand elle est contenue dans les limites du devoir, est une noble passion : elle élève l'âme, la rend capable d'accomplir

les plus grandes choses ; elle fait les natures énergiques, les raidit contre les coups du sort ; quelque capricieuse que soit la fortune, elle finit toujours par se l'attacher, en la poursuivant avec courage et sans relâche. D'Hector comprit qu'il fallait demander au travail, qu'il avait tant négligé jusque-là, la position à laquelle il aspirait. Il se mit donc à l'œuvre, et, bien longtemps avant de toucher au but, il y trouva une première récompense : celle que donnent le développement de l'intelligence et les connaissances acquises.

En même temps, il s'exerçait au rude métier de la mer. Le 28 avril 1741, il s'embarqua pour une campagne de rade sur l'*Apollon*, que commandait M. de Macnémara. L'*Apollon* faisait partie d'une escadre placée sous les ordres du comte de Roquefeuil. Il en fut détaché pour se rendre à Lisbonne, et revint désarmer le 20 septembre de la même année.

De retour à Rochefort, Charles d'Hector se montra aussi appliqué dans ses études qu'il l'avait été peu jusque-là. Ses professeurs, surpris de ce changement, rendirent le meilleur témoignage de ses progrès.

La guerre allait lui fournir une autre occasion de faire ses preuves. En 1743, Jacques II, roi d'Angleterre, fit alliance avec l'Autriche, et l'amiral Hawke, à la tête d'une puissante armée, se vanta de faire de Dunkerque une cabane de pêcheurs. La France se prépara à soutenir la lutte. Les Anglais tenaient bloquée dans le port de Toulon une escadre espagnole. Le roi envoya, sous les ordres du lieutenant général de Court, quinze vaisseaux et trois frégates pour protéger sa sortie. D'Hector fit partie de l'expédition. Dans les premiers jours du

mois de février 1744, il s'embarqua sur le *Diamant*, que commandait M. de Massiac. Le 22 du même mois, la flotte franco-espagnole et la flotte anglaise en vinrent aux mains, et deux jours après, les Anglais abandonnaient le blocus de Toulon pour gagner l'île Minorque. La flotte française escorta triomphalement l'escadre espagnole jusque dans le port de Carthagène. C'est à cette affaire que d'Hector reçut le baptême du feu.

Si la Méditerranée était libre des vaisseaux anglais, les corsaires barbaresques inquiétaient toujours notre commerce. Pour le protéger, le comte de Vaudreuil fut chargé de faire, avec le vaisseau l'*Heureux*, une croisière jusqu'à Malte. D'Hector passa sous ses ordres. Le comte de Vaudreuil ne se doutait guère en ce moment que le jeune garde aurait un jour dans la marine une position supérieure à la sienne, et qu'il deviendrait jaloux de sa fortune.

L'*Heureux* désarma à Toulon le 30 novembre. D'Hector le quitta pour servir successivement sur le *Terrible* et le *César-Auguste*.

Tous ses supérieurs remarquaient son zèle et cherchaient à améliorer sa position. Elle était très précaire en effet. Les quatre cents francs de pension promis par sa famille ne lui étaient pas payés, et ses modestes appointements de garde ne s'élevaient qu'à quinze francs par mois. Pour le récompenser, ses chefs, quoiqu'il n'en eût pas encore le grade, le mirent à bord d'une frégate où il remplissait les fonctions d'officier. C'était pour lui un double avantage : ses appointements étaient doublés, et l'attention était appelée sur sa personne. Cette circonstance ne contribua pas peu à le faire nommer enseigne.

Ce grade lui fut conféré le 1^{er} février 1744. Son traitement s'éleva alors à 850 francs. Pour un homme habitué aux plus dures privations, c'était une fortune. De ce moment, il put figurer dans le monde, et s'y faire remarquer par les qualités aimables que nous lui connaissons.

Le 1^{er} mai, il s'embarqua sur la frégate la *Mégère*, que commandait M. de la Jonquerie. La *Mégère* faisait partie de l'escadre aux ordres du duc de Danville qui, quelques jours après, mit à la voile pour Chibouctou. Cette malheureuse campagne lui fut particulièrement pénible. Comme frégate de découverte, la *Mégère* eut beaucoup à souffrir, et Charles d'Hector, accablé de fatigue, tomba malade sans pourtant cesser de faire son service. Aussitôt qu'il fut de retour en France, il se rendit à Angers pour rétablir sa santé profondément altérée. C'est pendant son séjour dans cette ville qu'il fit la connaissance de M^{me} Seven Monbault. Cette dame était veuve, et, quoiqu'elle fût beaucoup plus âgée que lui, comme on la disait fort riche, il lui fit la cour et l'épousa. Une telle alliance, dans laquelle le calcul entraît beaucoup plus que le sentiment, ne fut pas heureuse. Le comte d'Hector vit du monde, eut un nombreux domestique, un grand train, des chevaux et des équipages de chasse. Cette vie si nouvelle et toute de plaisir lui fit oublier un instant ses rêves ambitieux, et, s'il résista aux instances qui lui furent faites d'abandonner la marine, sa passion pour la chasse devint si vive qu'elle l'emporta sur celle qu'il avait pour la mer. Dans l'espace de trois ans, il ne fit que deux courtes campagnes, toutes deux dans la Méditerranée; l'une sur le vaisseau

la *Couronne*, commandé par M. de Macnémara ; l'autre, sur l'*Heureux*, commandé par M. de Porter.

Bien que sa femme lui cachât avec le plus grand soin l'état de ses affaires, le comte d'Hector ne tarda pas à s'apercevoir que cette grande fortune par laquelle il avait été séduit était obérée. Une mauvaise gestion, des procès ruineux, une dépense excessive, l'avaient absorbée presque en entier. Cette découverte lui fut cruelle, mais ne l'abattit pas. Voyant que la comtesse entendait ne rien réformer de sa maison, qu'elle ne tenait aucun compte de ses conseils, que le chapitre des dettes allait toujours croissant, il ne voulut pas qu'on pût croire que, par son luxe, il était cause d'une ruine qui existait avant son mariage. Il rendit donc toute sa liberté à M^{me} d'Hector, et, sans bruit, sans éclat, sans rompre même complètement avec elle, puisque entre eux s'établit un commerce de lettres, il la laissa tout entière à l'embarras de ses affaires et de ses procès, pour revenir à la mer, ses premières amours. Il se rendit à Rochefort où il fut employé en qualité d'aide-major de la marine et des troupes. Là il reprit sans peine ses habitudes modestes, et comme il exerçait ses nouvelles fonctions avec un grand zèle et une grande intelligence, ses chefs, pour l'en récompenser, lui firent obtenir des gratifications qui, ajoutées à ses appointements, lui donnèrent, au lieu d'une opulence factice, toutes les douceurs de l'aisance. En même temps, il se reprenait à son métier avec le sentiment d'un homme qui retrouve, après une longue absence, l'objet qui lui était cher. Fort occupé dans le port de Rochefort, par mille détails, il ne voulait pourtant pas faire une trop longue infidélité à la mer ;

aussi, en 1754, s'embarqua-t-il, sous le commandement du vicomte de Noé, pour une campagne à l'île Royale.

Le 11 février 1756, il fut nommé lieutenant de vaisseau.

La paix d'Aix-la-Chapelle avait laissé entre la France et l'Angleterre bien des germes de discorde. Elle fut rompue par les Anglais au sujet du règlement des limites du Canada.

Alors s'ouvrit un nouveau champ à l'ambition du comte d'Hector. La guerre lui offrant plus de chances d'avancement que la paix, il apprit avec joie que le premier coup de canon venait d'être tiré.

Pendant la dernière campagne, le vicomte de Noé avait pris d'Hector en grande estime et en grande affection. La guerre déclarée, il voulut l'avoir pour second à bord de la frégate, la *Pomone*, dont le commandement lui avait été confié. Blessé, peu de temps après, par le refus que le ministre avait fait à une demande qu'il croyait juste, le vicomte de Noé avait, sans congé, quitté le commandement de sa frégate pour se rendre à Versailles. Le ministre lui ayant témoigné en termes très vifs son mécontentement au sujet de cette démarche, si contraire aux règlements de la marine, il donna sa démission. Le vicomte de Noé s'était d'autant plus facilement déterminé à ce parti, que le duc d'Orléans venait de lui offrir un régiment. Informé confidentiellement par son capitaine de ce qui se passait, et pressé par lui de faire des démarches pour le remplacer dans le commandement qu'il laissait vacant, le comte d'Hector n'eut pas besoin d'en faire la demande. La *Pomone* était destinée à une mission secrète, on l'en chargea,

bien qu'il ne fût encore que second, Cette mission était délicate et demandait à être accomplie avec une grande célérité. D'Hector s'en acquitta en homme intelligent et habile. Il s'attendait, en rentrant à Brest, à trouver un nouveau capitaine à la *Pomone*. Quelle ne fut pas sa surprise et sa joie en apprenant que le commandement lui en était laissé, cette fois, avec le titre qui le lui donnait !

La fortune, si longtemps contraire au garde de la marine, commençait à sourire au capitaine de frégate et un bel avenir s'ouvrait devant lui.

A cette époque, le commandant d'une frégate était tenu à une table de douze couverts, pour laquelle, bien entendu, l'État lui allouait une subvention. Les économies du comte d'Hector s'élevaient à dix-huit francs, et son linge de table se composait de six serviettes. Ses ressources financières étaient, comme on le voit, bien insuffisantes pour se procurer des meubles, des ustensiles de cuisine, de la vaisselle, tout ce qui constitue un service de table. Heureusement qu'il venait de recevoir une avance de trois mois sur son traitement. Ayant ajouté quelque argent à cette somme au moyen d'un emprunt qu'il contracta et qu'il éteignit bientôt, il acheta à bas prix une partie du mobilier que le vicomte de Noé avait mis en vente, et s'improvisa un salon à manger très confortable. Plutôt homme de bon goût que grand seigneur, il s'appliqua moins à avoir une grande représentation qu'à offrir à ses officiers une table délicatement servie. Comme il avait pour principe qu'un fonctionnaire public ne doit point économiser sur les frais de représentation qui lui sont alloués, il recevait

souvent à son bord, défendait les jeux de hasard que l'on aimait alors plus encore qu'on ne les aime aujourd'hui, donnait à tous l'exemple d'une vie honnête et décente. Naturellement obligeant, si son premier mouvement était un peu vif, il le corrigeait toujours par les bonnes grâces de ses manières. Sachant parler et se taire à propos, la justesse de son esprit et un grand sens masquaient ce qui lui manquait du côté de l'instruction première. Lorsqu'il fut arrivé aux postes les plus élevés, il aimait à se rappeler les années si dures de sa jeunesse, et disait aux officiers qui se plaignaient de la rigueur de la fortune : « Messieurs, on naît avec une fortune de malheur et de bonheur. Pendant vingt-deux ans de ma vie, en passant par une porte cochère, j'étais toujours prêt à me casser la jambe, et après, tout semblait seconder mes vœux. Si je ne m'étais pas roidi contre ce premier temps, je n'aurais pas l'honneur d'être aujourd'hui à votre tête et de vous commander. Faites comme moi. »

En 1757, le comte d'Hector reprit le commandement de la *Pomone*. Le 1^{er} mai, il appareilla sous les ordres du vicomte de Rochechouart, commandant lui-même la *Thétis*, pour aller croiser sur les côtes de France. Dans ce moment, les corsaires désolaient notre commerce ; la *Pomone* en captura quatre, et telle fut la terreur que la croisière des deux frégates inspira à l'ennemi que, pendant tout le temps qu'elle dura, aucun de ses bâtiments n'osa s'aventurer dans nos eaux. Les navires de cabotage purent donc naviguer en toute sécurité. La croisière terminée, la *Pomone* escorta plusieurs convois des ports du sud à Brest.

L'année suivante, le comte d'Hector fut l'objet d'une préférence bien flatteuse. Une escadre, composée de sept vaisseaux et de trois frégates, allait quitter le port de Brest pour une campagne aux Antilles. M. de Bompar, qui la commandait, le demanda au ministre pour en être le major. Il n'y avait dans ce choix rien qui sentît la faveur, car M. de Bompar ne le connaissait que sur sa réputation d'excellent officier. D'Hector s'attacha à justifier la confiance de son chef. Il y réussit si bien qu'après la campagne, M. de Bompar en fit le plus grand éloge au ministre.

Il lui rendit un service bien plus grand encore.

La France préparait une descente en Angleterre, et le commandement des forces navales qui devait l'effectuer avait été confié au présomptueux et incapable maréchal Conflans. D'Hector, ayant demandé à faire partie de l'expédition, devait s'embarquer sur le vaisseau le *Thésée* que commandait M. de Kersaint. M. de Bompar, qui connaissait la valeur du personnage entre les mains duquel les destinées de la marine française avaient été remises, était trop attaché à son major pour ne pas s'opposer de toutes ses forces à ce qu'il fût partie d'une expédition qui devait aboutir au plus grand de tous les désastres. Comme d'Hector, ignorant les motifs de son opposition, lui en témoignait sa surprise et presque son mécontentement : « Non, je ne le veux pas, lui répondit-il ; est-ce que vous ne voyez pas comme cette charrette est attelée ? D'ailleurs mon escadre n'est pas encore désarmée et vous n'êtes pas libre. » On sait combien étaient fondés ces tristes pressentiments, et quelle fut l'issue de la fatale journée connue dans

l'histoire sous le nom de combat des Cardinaux. Sans l'énergique refus de Bompar, c'en était fait du comte d'Hector. Le *Thésée* coula, et, de tout son équipage, il ne se sauva qu'un seul homme. Des vaisseaux qui échappèrent, une partie se réfugia dans la rade de l'île d'Aix, une autre dans la Vilaine.

Lors du désarmement de la *Pomone*, d'Hector fut nommé aide-major du port de Brest. Il n'avait point demandé cette place. Attaché jusque-là au département de Rochefort, il y avait toutes ses habitudes. Rien donc d'étonnant si, au premier moment, il regretta de s'en éloigner. Mais Brest était le premier port militaire de France; il ne lui fallut pas longtemps pour comprendre que, se trouvant là sur un plus grand théâtre, il y aurait plus de chances d'avancement.

Nous venons de dire que la Vilaine avait servi de refuge à une partie des débris de la flotte française; six vaisseaux y étaient encore. La marine n'était point d'avis de compromettre le peu de forces navales qui restaient à la France, en cherchant à favoriser leur sortie. Devant l'insistance du duc d'Aiguillon, alors gouverneur de la Bretagne, le gouvernement se décida pourtant à en tenter l'entreprise. A la faveur d'une grande marée, les vaisseaux français avaient pu remonter la Vilaine jusqu'au lieu dit la *Vieille-Roche*. Cette circonstance, qui les avait sauvés, rendait leur sortie très difficile. Le ministre de la marine en avait écrit aux capitaines, qui lui avaient répondu que la chose leur paraissait pleine de périls. Dans cette pensée, les vaisseaux avaient été désarmés et on n'y avait laissé qu'un

équipage peu nombreux chargé de veiller à leur conservation.

La marine française n'avait jamais été dans un pareil état d'abaissement. C'était au point, nous dit le comte d'Hector, que les officiers qui voyageaient à l'étranger osaient à peine avouer qu'ils en faisaient partie. Les quelques vaisseaux qui nous restaient encore étaient, pour la plupart, cachés dans des retraites inaccessibles, et les Anglais, tranquilles dans la baie de Quiberon et à l'embouchure de la Vilaine, se relevaient à tour de rôle, comme si la France n'avait plus aucune force à leur opposer.

Dans cet état de choses, des officiers de la compagnie des Indes proposèrent au duc de Choiseul, alors ministre tout-puissant, de conduire à Brest les vaisseaux qui se trouvaient dans la Vilaine. Le duc d'Aiguillon était l'ami du chevalier de Ternay. Il lui fit facilement comprendre que si, après avoir mis ses vaisseaux à l'abri dans la Vilaine et avoir déclaré qu'il était impossible de les en faire sortir, des officiers d'un autre corps venaient à les en tirer, ce serait une grande défaveur pour la marine royale. Quelle gloire, au contraire, pour celui qui mènerait à bonne fin une entreprise, périlleuse, il est vrai, mais qui, précisément en raison des difficultés dont elle était entourée, était faite pour tenter un officier aussi brave que le chevalier de Ternay ! Le duc d'Aiguillon fut si pressant, il répéta tant de fois que tel était le désir du duc de Choiseul, que ce ministre lui donnerait carte blanche s'il voulait se charger de l'entreprise, qu'il finit par convaincre son interlocuteur, et l'amena à partager ses idées. Le chevalier de Ternay déclara

au duc d'Aiguillon que, pour le seconder dans cette difficile expédition, il faisait choix du comte d'Hector. Quelques jours après, celui-ci, à sa grande surprise, recevait des mains du comte de Blénac, commandant de la marine à Brest, l'ordre de se rendre sur le champ à Vannes pour se mettre à la disposition du gouverneur de la province. Ce ne fut qu'à son arrivée qu'il connut le secret qu'on lui avait caché jusque-là. Le duc lui remit des lettres du chevalier de Ternay qui s'excusait du mystère qu'il avait été obligé de garder, lui faisait connaître la cause pour laquelle il n'avait pas pu refuser une mission toute de confiance, lui donnait enfin, des instructions sur certaines dispositions préparatoires.

Le chevalier de Ternay et le comte d'Hector avaient l'un pour l'autre une grande estime, mais leur liaison n'autorisait pas le premier à disposer du second. Le duc d'Aiguillon, remarquant l'étonnement du comte d'Hector, lui remit une lettre du roi par laquelle il lui était prescrit d'aller prendre dans la Vilaine le commandement du vaisseau le *Brillant*, et de se conformer pour le reste aux ordres du chevalier de Ternay. Les termes de cette lettre ne laissaient aucune place aux objections.

Si d'une part d'Hector était fier du choix qui avait été fait de sa personne, il se disait d'un autre côté que le chevalier de Ternay et lui ne manqueraient pas d'exciter la jalousie des officiers qui étaient leurs aînés dans le service. Le duc d'Aiguillon combattit ses scrupules, et finit l'entretien par ces mots, qui n'admettaient pas de réplique : — Au demeurant, Monsieur, je vous ai remis l'ordre du roi.

Parmi les différents ordres que lui avait donnés le duc

d'Aiguillon, était celui d'attendre à Vannes l'arrivée de quatre cents hommes de troupe de marine, désarmés à Rochefort après l'affaire des Cardinaux. Comme ils ne pouvaient pas être arrivés avant quatre jours, le comte d'Hector mit ce temps à profit pour informer le comte de Blénac de la position délicate dans laquelle il se trouvait. Désobéir était une énormité coupable, et accepter c'était blesser des officiers qui ne lui pardonneraient pas ; il terminait sa lettre par ces paroles : « Je sens que, si on me proposait d'aller au bal, je pourrais répondre que je n'aime pas la danse ; mais quand un ordre du roi dit d'aller recevoir des coups de fusil, il n'est guère possible de s'y refuser. » La réponse de M. de Blénac fut ce qu'elle devait être, à savoir que personne ne pourrait trouver mauvais un acte d'obéissance aux ordres de Sa Majesté.

Ainsi encouragé, le comte d'Hector n'eut plus qu'une pensée : préparer tous les éléments d'une expédition dont allait dépendre sa fortune militaire. Les quatre cents hommes attendus de Rochefort étant arrivés, il les installa à Vieille-Roche, les ayant ainsi sous la main, pour s'en servir au besoin.

Le chevalier de Ternay arriva avec des ordres en blanc pour la composition des états-majors ; il prit le commandement du *Dragon* dont la force était égale à celle du *Brillant*, et les deux vaisseaux furent armés avec la plus grande diligence. Ces préparatifs achevés, les véritables difficultés se présentèrent. La Vilaine n'offrait assez d'eau pour la navigation des vaisseaux que pendant trois jours, à la pleine et à la nouvelle lune. Il s'y rencontrait en outre des barres et des bancs qui

constituaient de grands obstacles; enfin les Anglais, avec plusieurs vaisseaux, en bloquaient l'embouchure; et, pour en sortir, il fallait nécessairement passer sous leur feu.

Le comte d'Hector et le chevalier de Ternay se décidèrent à étudier eux-mêmes la rivière. Ce travail exigeait beaucoup de temps et de soins, aucune carte n'ayant encore signalé les écueils dont nous venons de parler. L'ennemi, ayant eu connaissance des études que faisaient les Français, détruisit ou changea de place les jalons qui les signalaient. Il fallut, pour protéger nos travaux, établir en avant des bâtimens légers qui firent bonne garde nuit et jour. Des vents contraires, des nuits trop claires, vinrent apporter de nouvelles entraves; enfin dix mois se passèrent sans qu'il fût possible de faire la moindre tentative.

Pendant ce temps, le chevalier de Ternay et le comte d'Hector étaient en butte aux propos méchants et perfides de la jalousie. Tous les jours il leur arrivait des lettres injurieuses, et il leur fallait, chose bien pénible pour des officiers français, dévorer en silence les outrages dont ils étaient abreuvés.

De nouvelles offres faites par les officiers de la Compagnie des Indes ayant été acceptées, deux d'entre eux affirmèrent qu'ils y mettraient moins de tâtonnemens, et obtinrent le commandement du *Robuste* et du *Glorieux*. Mais quand le moment d'agir fut venu, ils changèrent de langage. Le *Dragon* et le *Brillant* étant prêts, le chevalier de Ternay en donna connaissance aux capitaines de la Compagnie des Indes, en leur demandant s'il leur convenait de se joindre à lui. Ceux-ci, si

résolus la veille, trouvèrent alors des difficultés sans nombre. D'Hector s'engagea vainement à frayer la route ; ils dirent qu'ils n'étaient pas prêts et finirent par donner, par écrit, le refus que le chevalier de Ternay leur demandait. Ce refus fut envoyé au ministre de la marine qui donna l'ordre de désarmer le *Robuste* et le *Glorieux*. La nuit suivante, le *Dragon* et le *Brillant* mirent à la voile, le chevalier de Ternay marchant le premier, comme commandant de l'expédition. L'obscurité de la nuit les favorisait, et ils arrivèrent, sans être aperçus, tout près des Anglais, dont ils entendaient le roulement des tambours battant la retraite. Il y eut pourtant un moment de grande angoisse à bord du *Dragon*. Ce vaisseau toucha non loin de l'embouchure de la Vilaine. Dans cette prévision, il avait été convenu entre les deux capitaines que le vaisseau resté libre continuerait sa route. D'Hector avait donc le regret de laisser derrière lui le chevalier de Ternay, quand heureusement le *Dragon* se releva et vint rejoindre le *Brillant*.

Le lendemain, tous deux faisaient leur entrée à Brest. Au lieu d'y recevoir un accueil triomphal, comme ils le méritaient si bien, ils n'y trouvèrent que des visages froids et peu sympathiques. Le sentiment de l'envie fut poussé si loin que les maris défendirent à leurs femmes de parler à de braves officiers qui venaient de sauver deux vaisseaux de l'État. Pour justifier une pareille conduite, on eut recours à la plus abominable calomnie. Dans ses mémoires, la baronne d'Obeskich assure que des lettres circulèrent où d'Hector était accusé de n'avoir pas voulu, dans un combat, se vêtir de son uniforme, craignant de s'exposer aux balles de l'ennemi, en attirant l'attention sur sa personne.

D'Hector et Ternay furent bien vengés de ces odieuses attaques. A leur arrivée à Versailles, le roi et la cour leur firent la réception qu'ils méritaient. Le chevalier de Ternay fut nommé capitaine de vaisseau, et le comte d'Hector reçut une pension de cinq cents livres sur Saint-Louis. Toutes les grâces qu'ils demandèrent pour leurs officiers furent également accordées.

Ce premier succès était un encouragement à recommencer. Le roi ordonna au chevalier de Ternay et au comte d'Hector de faire, pour le *Robuste* et l'*Éveillé*, ce qui leur avait si bien réussi pour le *Dragon* et le *Brillant*, c'est-à-dire de les conduire à Brest. Cette seconde expédition présentait les mêmes difficultés de navigation ; de plus, les Anglais, surpris une première fois, se tenaient maintenant sur leurs gardes, et l'on ne pouvait guère passer sans en être aperçu. Le *Robuste* et l'*Éveillé* allaient pourtant en tenter l'entreprise, quand la foudre tomba sur le dernier et fit voler en éclats son mât de misaine. La Vilaine n'avait point de chantiers, et quelque activité qu'y mît le comte d'Hector, il fallut attendre longtemps que les avaries fussent réparées. Lorsque l'*Eveillé* fut en état de reprendre la mer, les deux capitaines résolurent de donner le change aux Anglais, et au lieu de se rendre directement à Brest, de faire voile pour la Corogne. Cette ruse leur réussit parfaitement, ils atteignirent ce port sans être inquiétés. Quinze jours après, ils partaient pour Brest avec des vents favorables. Il n'y avait pas deux heures qu'ils étaient en route qu'un orage épouvantable éclatait sur leur tête. La fatalité semblait poursuivre le malheureux vaisseau l'*Éveillé*. La foudre tomba de nouveau à son bord, cette fois pour y faire des ravages effroyables.

Ses deux mâts de hune furent brisés, ses voiles lacérées, cinq hommes tués et cent blessés. Renversé sur le pont, le comte d'Hector eut sa lunette d'approche emportée, et la commotion qu'il ressentit à l'avant-bras lui causa une violente douleur dont il souffrit pendant plusieurs années. Il fallait rentrer à la Corogne, mais la manœuvre était devenue presque impossible. La nuit était obscure, l'orage grondait toujours, et le vaisseau était menacé de se perdre sur des rochers où pas un homme n'aurait pu se sauver. Heureusement que, le vent s'étant calmé, on en profita pour réparer, comme on put, les principales avaries. Un nouveau danger vint menacer les deux vaisseaux. Le *Robuste* avait perdu son pilote, et celui de l'*Éveillé* n'en avait que le nom. Ce malheureux perdit la tête, et, quoi que fît le comte d'Hector pour le rassurer et l'encourager, il s'engagea dans un passage que l'on croyait impossible à traverser. Tout le monde s'était porté sur la côte, dans l'attente d'un naufrage qui paraissait inévitable. Par un hasard providentiel, les deux vaisseaux s'en tirèrent. Depuis, le comte d'Hector répéta souvent que, dans sa longue carrière de marin, il n'avait jamais couru un aussi grand danger.

Cependant il fallait songer à rentrer en France. Aussitôt que les avaries de l'*Éveillé* furent réparées, le chevalier de Ternay et le comte d'Hector reprirent la mer.

Ils approchaient de Brest, quand ils furent aperçus par l'escadre anglaise qui croisait devant le port. Aussitôt, plusieurs vaisseaux s'en détachèrent pour leur donner la chasse. Le chevalier de Ternay força de voiles. Le comte d'Hector voulait en faire autant, quand il s'aper-

cut qu'une dernière avarie restait encore à réparer. La foudre avait brûlé la mèche du mât de misaine, et comme on ne pouvait pas le charger de voiles sans s'exposer à des accidents, d'Hector ordonna de l'en soulager. Le chevalier de Ternay n'y comprenait rien, et par des signaux commandait qu'il fût fait autrement. Le comte se garda bien de lui obéir. Parvenu, malgré tout, à échapper aux Anglais, il mouilla dans la rade de Brest, deux heures après que le *Robuste* y fut arrivé. Là eurent lieu les explications. Le chevalier de Ternay, en ayant connu la cause, donna son entière approbation à la manœuvre qu'il avait blâmée d'abord. Tout n'était pas fini pour *'Éveillé*. Le vent soufflait avec force, et le vaisseau n'avait que deux ancres ; le comte d'Hector en demanda une troisième au commandant de la marine, qui la lui promit, mais ne la lui envoya point. L'*Eveillé*, ayant chassé toute la nuit, aborda le vaisseau l'*Hector*, que commandait M. de Sausay. Cet officier se crut perdu. L'*Eveillé* se hâta de couper son mât d'artimon et un de ses câbles, au risque d'être poussé à la côte. Cette opération dégagea les deux vaisseaux, sans dommage pour l'un et l'autre. Le lendemain, enfin, l'*Eveillé* fit son entrée dans le port de Brest.

Cette fois l'envie se tut devant la belle conduite du comte d'Hector. D'ailleurs, on avait appris quelle délicatesse il y avait mise ; on avait su que ce n'était qu'à son corps défendant qu'il avait accepté la mission dont il s'était acquitté avec tant d'habileté. A part donc les vieux capitaines, dont la jalousie ne s'éteignit jamais, tout le monde lui rendit justice. En récompense de son heureuse campagne, le roi le nomma capitaine de vais-

seau, et, quand il vint le remercier, il en reçut, ainsi que de toute la cour, l'accueil le plus gracieux.

Restaient encore dans la Vilaine deux derniers vaisseaux, le *Glorieux* et le *Sphinx*. M. le chevalier de Ternay ayant été envoyé à Terre-Neuve, le comte d'Hector se trouva seul chargé de les en faire sortir. Il prit le commandement du *Glorieux* et confia celui du *Sphinx* au chevalier de Preuilly, qu'il avait eu comme second dans les deux dernières campagnes. Trompés deux fois, les Anglais y mettaient maintenant une grande vigilance. Le comte d'Hector savait que M. de Choiseul aimait les hommes résolus, qu'il ne pardonnait pas aux esprits indécis et hésitants. Quoique les nuits fussent courtes et qu'elles ne laissassent guère le temps d'agir, plutôt que de différer, il se décida à jouer son va-tout, ne voulant même pas attendre que les instructions du ministre lui fussent arrivées. Il n'ignorait pas que le succès justifie toutes les témérités, et que l'événement allait décider de sa fortune. Il était loin cependant de n'avoir pas d'appréhension. Deux dangers s'offraient à lui, en sortant de la Vilaine : les Anglais d'abord, ensuite le Raz, que la marée ne permettait pas de franchir. Il fut assez heureux, ou plutôt assez habile pour s'en tirer ; il arriva à Brest avec une célérité qui confondit tout le monde d'étonnement.

Ainsi ces six vaisseaux, que les gazettes anglaises avaient condamnés à ne jamais sortir de la Vilaine, étaient dans le port de Brest, prêts à reprendre la mer au premier signal et à recommencer la lutte avec nos éternels ennemis.

Aussitôt après avoir rendu compte de ce qui s'était

passé au commandant de la marine, le comte d'Hector partit pour Versailles, marchant jour et nuit, tantôt en voiture, tantôt à cheval. Le duc de Choiseul était au conseil quand il se présenta à son hôtel. Informé de son arrivée, il se hâta d'en avertir le roi. Louis XV partait pour la chasse ; il voulut que le comte d'Hector fût de la partie. Exténué de fatigue, le comte, à son grand regret, s'excusa de ne pouvoir pas accepter une invitation dont il se trouvait fort honoré. A son retour, le souverain se le fit présenter par Choiseul, le loua fort de sa belle conduite, et les courtisans, renchérissant sur ces éloges, s'empressèrent autour de lui ¹.

¹ Le 11 mai 1762, le duc de Choiseul avait fait au roi le rapport suivant :

« Le sieur Hector, capitaine de vaisseau, auquel Sa Majesté avait confié le commandement des vaisseaux le *Glorieux* et le *Sphinx*, pour les sortir de la Vilaine et les ramener à Brest, a rempli cette mission avec toute la prudence et la célérité que l'on pouvait attendre de son zèle et de ses talents. Il a été très bien secondé par le chevalier de Rousset-Preuilly, lieutenant de vaisseau, qui commandait sous ses ordres le vaisseau le *Sphinx*.

« Il se loue beaucoup des officiers qui composaient les états-majors de ces deux vaisseaux et des gardes du pavillon et de la marine qui y étaient embarqués, et il supplie Sa Majesté de leur accorder des marques de sa bonté et de sa satisfaction. »

Le 28, il écrivit au roi :

« Sa Majesté est instruite du zèle avec lequel le sieur Hector, capitaine de vaisseau, qu'elle avait chargé de conduire de la Vilaine à Brest les vaisseaux le *Glorieux* et le *Sphinx*, s'est acquitté de cette mission. Il n'a épargné ni dépenses, ni soins, pour en assurer le succès. Sa Majesté ayant accordé des récompenses à tous les officiers qui ont été employés dans cette opération, le sieur Hector serait aussi dans le cas de recevoir quelques nouvelles marques de la satisfaction de Sa Majesté. Il commandait l'un des deux premiers vaisseaux qui sont

Quoiqu'il n'eût pas encore atteint le but auquel il prétendait, qu'il y avait loin du point de départ au point où il était arrivé ! Pauvre garde, dénué de toutes ressources, d'Hector, dix-huit ans auparavant, s'embarquait confiant dans l'avenir, mais commençant la vie par de rudes épreuves ; et aujourd'hui les salons de Versailles s'ouvraient devant le brillant capitaine de vaisseau ; son nom était dans toutes les bouches ; il assistait au lever et au coucher des princes ; il devenait un des familiers de la cour ! Mais s'il y faisait de fréquentes apparitions, il n'y restait jamais bien longtemps, la marine ayant pour lui plus de charmes que toutes les pompes royales. La chasse même, qu'il avait tant aimée aux jours de sa jeunesse, ne lui était plus qu'une rare distraction. La mer seule avait la puissance de l'attirer.

sortis de la Vilaine, et il a obtenu en cette considération une pension de 500 livres sur l'Ordre de Saint-Louis. Il a été fait capitaine à la rentrée à Brest du vaisseau l'*Ecaille*, dont il avait le commandement sous les ordres de M. de Ternay. Il a conduit seul la dernière expédition, pour laquelle on propose à Sa Majesté de lui accorder une pension de 1,500 livres sur le fonds des Invalides de la marine. »

Le même jour, Choiseul fit connaître au comte d'Hector le succès de sa démarche :

Versailles, 28 mai 1762.

« Le roi vous a déjà témoigné, Monsieur, son contentement de l'intelligence et de l'activité avec lesquelles vous avez rempli la dernière mission qui vous avait été confiée. Sa Majesté, pour vous donner de nouvelles marques de sa confiance et de sa satisfaction, vient de vous nommer au commandement du vaisseau le *Minotaure*, et de vous accorder une pension de 1,500 livres sur les Invalides de la marine. Je vous annonce avec plaisir ces grâces, et je suis bien persuadé que votre zèle et vos talents vous mettront à la portée d'en mériter d'autres, que je serai toujours empressé de vous procurer. — Le duc DE CHOISEUL. »

Une expédition se préparait contre Rio-Janeiro. Le comte d'Hector désirait en faire partie, mais le duc de Choiseul, qui avait sur lui d'autres vues, n'accéda pas immédiatement à la demande qu'il lui en fit.

On se rappelle qu'après le désastre de la journée des Cardinaux, la flotte du maréchal de Conflans s'était réfugiée, partie dans la Vilaine, partie dans la Charente. Le duc de Choiseul proposa au comte d'Hector de tenter, pour la seconde, ce qu'il avait si bien fait pour la première, et, avec cette séduction de langage qui lui était familière, il fit briller à ses yeux toute la gloire que pouvait donner à son nom le succès d'une pareille entreprise, tous les avantages matériels qu'il en pourrait tirer. « Si Louis XIV a donné terre et château au grand Duquesne, lui dit-il, je vous promets que Louis XV ne fera pas moins pour vous. »

Le comte d'Hector avait deux motifs pour résister à la tentation qui d'abord s'était emparée de son âme : l'expédition fort chanceuse pouvait tourner à mal ; dans le cas contraire, le succès porterait atteinte à l'honneur des capitaines de vaisseaux, qui tous l'avaient déclarée impossible. Il en exagéra donc à dessein les difficultés, et supplia le ministre de renoncer à un projet si compromettant pour notre marine. Ce ne fut pas sans regret, ni sans lui avoir témoigné une certaine froideur, que le duc de Choiseul se rendit à ses raisons. Il lui confia pourtant le commandement du vaisseau le *Mino-taure*. Ce vaisseau faisait partie de l'escadre de M. Beausnier à destination de Rio-Janeiro. Un sentiment tout personnel poussait d'Hector à cette campagne. Son père avait été blessé devant Rio-Janeiro, et l'un de ses oncles

y avait été lâchement assassiné. Bien que Duguay-Trouin en eût tiré une vengeance éclatante, il ne se tenait pas pour satisfait, et croyait qu'il était de son devoir d'y ajouter la sienne propre.

La paix vint mettre fin à ses idées belliqueuses. Un courrier extraordinaire en apporta la nouvelle à Brest au moment où l'escadre allait prendre la mer. Le *Minotaure* et un autre vaisseau étaient déjà sous voile; de l'île d'Ouessant on signalait les Anglais, quand les chants de guerre furent remplacés par les doux chants de l'hymne de la paix.

Le désarmement devint général: seuls le *Minotaure* et trois autres vaisseaux en furent exceptés. Ils eurent pour mission d'aller prendre possession de celles des colonies que le traité nous restituait.

Si les vieux capitaines ne pouvaient pas pardonner à d'Hector sa fortune militaire, il en était bien dédommagé par les faveurs de la cour et l'empressement que les jeunes officiers de marine mettaient à servir sous ses ordres. Au commencement de la campagne, tous se disputaient cet honneur.

Le *Minotaure* avait plus de mille hommes de troupes à son bord. L'encombrement y développa des maladies, un grand nombre de soldats moururent pendant la traversée. Au retour, une violente tempête le sépara du reste de l'escadre. Quoiqu'il en eût beaucoup souffert, quoiqu'il fût en eau par plus d'un point, il arriva pourtant à Brest sans autre accident.

La paix, qu'il était loin d'avoir désirée, rendit le comte d'Hector au monde où nul ne tenait mieux sa place. Pour y faire bonne figure, il s'associa au comte

de Soulanges, son beau-frère et son ami. Ils tinrent maison ensemble, eurent leurs jours de réception, virent la meilleure société remplir leurs salons. Bien que ce genre d'existence fût fort dans ses goûts, le comte d'Hector n'acceptait pas sans quelques regrets une vie de repos et d'oisiveté. Il soupirait après le jour où il pourrait reprendre la mer. Mais les occasions de faire campagne étaient devenues si rares qu'il lui fallut toutes les faveurs dont il jouissait à la cour pour obtenir du roi un commandement.

Le 8 septembre 1768, il reçut l'ordre de faire l'armement du *Sphinx*, qui devait conduire le chevalier de Rohan aux îles de France et de Bourbon, dont il avait été nommé gouverneur. Le comte d'Hector s'embarqua sous ses ordres. Aussitôt que le duc de Rohan fut rendu à son poste, d'Hector prit le commandement du *Sphinx*, et, après avoir rempli quelques instructions particulières, revint désarmer à Brest, où il arriva le 12 janvier 1770. Sa campagne avait duré une année. A son retour il apprit que, pendant son absence, il avait été nommé major de la marine au port de Brest. Cette nomination le flatta d'autant plus que la place de major de la marine était l'objet de bien des convoitises, et qu'il ne l'avait nullement sollicitée. La disgrâce du duc de Choiseul, qu'une intrigue de cour renversa peu de temps après, lui causa une affliction plus grande encore que son avancement ne lui avait causé de joie. A une époque d'affaissement politique, Choiseul avait toujours porté haut l'honneur national, et quand l'ambassadeur d'Angleterre avait voulu prendre un ton menaçant vis-à-vis de la France, il lui avait répondu fièrement : « Vos

menaces ne m'empêcheraient nullement de mettre à exécution les projets que je crois utiles à mon pays.» Le duc de Choiseul avait été pour beaucoup dans l'avancement du comte d'Hector, qui lui rendait en attachement toute la confiance qu'il avait en lui.

Les successeurs de Choiseul n'étaient pas faits pour le faire oublier. Ce qui mit le comble au chagrin du comte d'Hector, c'est qu'on lui fit l'injustice de prétendre qu'il avait provoqué une ordonnance déplorable rendue par l'un d'eux, ordonnance qu'il avait blâmée ouvertement, loin d'en avoir été l'instigateur. Il se crut obligé de repousser cette imputation par un écrit qu'il rendit public. Mais la calomnie n'est pas facile à désarmer, et, malgré sa protestation, il ne manqua pas de gens qui n'en continuèrent pas moins leurs attaques déloyales.

Le premier mariage du comte d'Hector n'avait pas été heureux. Devenu veuf, il épousa, en secondes noces, Mme de Keruzoret, veuve elle-même d'un chef d'escadre de ce nom et fille du comte de Kerouartz, président au Parlement de Bretagne. Mme de Keruzoret était une femme d'une grande distinction, d'une rare énergie et d'un noble caractère. Le comte d'Hector trouva dans cette seconde union tout ce qui lui avait manqué dans la première, une compagne digne de lui, fière de son mari, l'aimant pour lui-même et, quand le devoir venait séparer les époux, cachant ses larmes sous un sourire, parlant du bonheur qu'il y aurait à se revoir.

La paix avec l'Angleterre ne devait pas être éternelle. Dès l'année 1776, les esprits clairvoyants ne doutaient pas de sa rupture prochaine.

Le comte d'Hector, à peine convalescent d'une grave maladie du foie qui l'avait obligé à aller passer un mois aux eaux de Bourbonne, oublia ses souffrances et vint prendre le commandement de l'*Actif*, sur lequel le comte Duchaffault, commandant de l'escadre, avait arboré son pavillon. Il s'agissait d'une campagne d'évolutions, pendant laquelle les équipages eurent beaucoup à souffrir de la maladie. Tout entier à son devoir, d'Hector ne songeait guère à sa santé. Son commandant s'en occupait plus que lui. Le 25 septembre 1776, il écrivait à M. de Sartine : « Il ne faut pas me laisser longtemps dans la rade de Brest où je ne suis d'aucune utilité. Le zèle de M. d'Hector le porterait peut-être à continuer la campagne. Par l'intérêt que je sais que vous prenez et que j'y prends, je dois vous dire qu'il a besoin d'un peu de repos. C'est un officier plein de zèle et de bonne volonté que le roi aurait de la peine à remplacer ¹. »

Le comte d'Hector ne paraît pourtant pas avoir pris le repos que Duchaffault croyait nécessaire à sa santé, puisque à la même époque nous le trouvons mettant la plus grande activité dans son service. Nous avons eu sous les yeux neuf lettres écrites de sa main au commencement de l'année 1777 : toutes témoignent de son activité, aucune de sa maladie. On y trouve aussi à chaque ligne le désir, alors général à bord de nos vaisseaux, de se mesurer avec les Anglais.

Son équipage était composé de matelots qui n'avaient jamais servi dans la marine royale ; il les exerçait sans cesse et ce n'était pas sans besoin. Le 15 avril 1777,

¹ Archives du ministère de la marine.

l'*Actif* ayant éprouvé un coup de vent très violent, d'Hector écrivit au ministre : « *J'ai trouvé plus de bonne volonté que de ressource dans mon équipage.* La manœuvre des gros vaisseaux, surtout dans le mauvais temps, étonne des gens qui ne sont habitués qu'à celle des barques ou bateaux. Je leur fais pratiquer sans cesse ce qu'on leur enseignait en rade. C'est ici le vrai et le grand théâtre, la rade n'en est que l'image. Mais j'ai l'honneur de vous assurer, Monseigneur, que, d'après les progrès que j'aperçois depuis huit jours et le zèle avec lequel l'état-major me seconde, j'aurai un bon équipage à mon retour à Brest. Je joins, autant que possible, les instructions de guerre et celles de navigation. Je mets et exerce souvent chacun à son poste, et l'instruis de ce qu'il doit faire en cas d'action...

« Je n'ai point eu connaissance d'aucun vaisseau anglais. J'ai l'honneur de vous assurer, Monseigneur, que, si j'en trouve, je serai aussi honnête que vous le prescrivez, avec leurs commandants, mais on ne peut plus strict pour tout ce qui peut intéresser l'honneur du pavillon. »

Ce fut au retour de cette campagne d'évolutions, qu'à vingt-trois jours d'intervalle, Brest reçut la visite de deux personnages dont la présence attira un grand concours de curieux. Le comte d'Artois y fit son entrée le 14 mai 1777, et repartit le 20. Pendant son séjour, son temps se partagea entre l'inspection du port, des vaisseaux, des ateliers, des magasins et le plaisir de la danse et des spectacles.

Le voyage de Joseph II fut plus sérieux et fit presque événement. Les récits qu'on en a faits sont un peu con-

tradictaires. Avidé de tout voir et de tout apprendre, d'une grande simplicité dans les manières, le jeune empereur, ont dit quelques-uns, fort empressé auprès des maîtres et des simples ouvriers, se montrait un peu dédaigneux pour les chefs de la marine. D'autres, en bien plus grand nombre, ont protesté contre cette accusation de coureur de popularité. Suivant eux, il fut pour tous indistinctement plein de grâce et d'affabilité ; pas une voix discordante ne se fit entendre au milieu du concert d'éloges dont il était l'objet : « Il est charmant, écrivait Duchaffault, et a emporté les suffrages de tout le monde. »

Quelques années après, l'empereur et l'impératrice de Russie honoraient également de leur présence le port de Brest, et si Paul V ne se fit pas en France charpentier de navires, comme Pierre I^{er} l'avait fait en Hollande, il n'en étudia pas avec moins de soin notre marine. Le comte d'Hector l'initia à tous ses détails, et, aux jours de l'adversité, l'empereur lui donna des gages du souvenir qu'il en avait gardé.

La guerre, qui depuis longtemps était dans tous les cœurs, éclata enfin, et la bataille d'Ouessant vint apprendre à l'Angleterre qu'elle avait une rivale sur les mers.

Dans cette célèbre journée, le comte d'Hector commandait le vaisseau l'*Orient*, de 74 canons. Sa belle conduite lui attira l'estime du comte d'Orvilliers, *estime dont il s'est honoré toute sa vie*¹. Le sentiment de respect qu'il avait pour ce grand homme allait

¹ Mémoires manuscrits du comte d'Hector.

jusqu'à la vénération, et lorsque plus tard il remplit au port de Brest la place que d'Orvilliers avait occupée, il ne cessa jamais de le prendre pour modèle. Il est bien vrai que jamais homme ne montra plus de vertu et de courage, dans l'adversité comme dans la prospérité.

Quand, après une seconde campagne sur laquelle la France avait fondé ses plus grandes espérances et rêvé l'humiliation de l'Angleterre, campagne que la lenteur de l'armée espagnole et la maladie réduisirent à des proportions bien mesquines, l'opinion, si prompte à s'égarer, en eut fait retomber la responsabilité sur le comte d'Orvilliers, et que, frappé dans sa tendresse de père par la mort de son fils unique, frappé dans son honneur militaire par la perte de son commandement, cet homme aux vertus antiques eut accepté sans murmure les coups qui lui venaient de la main de Dieu et ceux qui lui venaient de la main des hommes, ce fut à la maison de campagne du comte d'Hector qu'il alla passer les derniers jours qu'il donnait au monde. Il n'en sortit que pour s'ensevelir dans une retraite profonde.

Plus heureux que le comte d'Orvilliers, d'Hector fut nommé chef d'escadre, le 4 mai 1779.

D'Orvilliers ayant été remplacé dans le commandement du port de Brest par le comte de Guichen, d'Hector en fut nommé directeur général. Quelques jours après, de Guichen était appelé à un autre commandement et d'Hector prenait sa place, d'abord par intérim, et bientôt définitivement. Ce n'était pas une sinécure offerte à ses loisirs. Le comte d'Estaing arrivait d'une longue campagne d'Amérique et sa flotte avait besoin de réparations. Comme il fallait qu'elle reprît promptement la mer, le

commandant du port reçut l'ordre d'y mettre la plus grande activité. On était aux jours les plus courts de l'année. Contrairement aux errements de la marine, il ordonna, la nuit venue, de travailler aux flambeaux jusqu'à minuit. Le premier vaisseau était entré dans le port de Brest le 13 janvier ; le 22 avril, le comte de Grasse se trouvait prêt à partir avec une flotte de vingt-six vaisseaux de ligne, de plusieurs frégates et corvettes, escortant un convoi de plus de soixante bâtiments marchands. Le maréchal de Castries, en ce moment ministre de la marine, voulant en juger par ses propres yeux, se rendit à Brest avec un nombreux cortège d'officiers supérieurs. Six jours après, cette belle flotte faisait voile pour l'Inde et défilait devant le ministre au cri prolongé de : Vive le roi ! Le maréchal déclara que cette journée avait été la plus émouvante de sa vie.

L'événement trompa toutes les espérances. Des vents contraires s'étant levés pendant la nuit qui suivit sa sortie, les Anglais en profitèrent pour l'attaquer avec des forces supérieures, et, quoi que pût faire M. de Soulanges qui en commandait une division, plusieurs de nos vaisseaux restèrent aux mains de l'ennemi.

Ce désastre causa une peine extrême au comte d'Hector ; il avait conseillé le départ de la flotte ; M. de Soulanges était son beau-frère ; c'était le premier revers qu'il éprouvait, et ses ennemis n'allaient pas manquer de l'en rendre responsable. Il supplia donc le ministre de le décharger de son commandement et de l'employer ailleurs. Non seulement le ministre n'en voulut rien faire, mais il mit tout en œuvre pour le consoler dans son affliction.

Pendant son séjour à Brest, le maréchal de Castries avait visité les chantiers, les magasins, les arsenaux, tout ce qui était du ressort de la marine, et avait vivement témoigné la satisfaction que la bonne tenue du port lui faisait éprouver. D'Hector, en reportant l'honneur à ses officiers, les recommanda au ministre, qui promit d'en tenir bonne note et d'appeler sur leurs services l'attention du roi. Quant au commandant du port, il voulut qu'à l'avenir rien ne lui fût caché des instructions transmises aux escadres, pour qu'en cas d'événements il pût agir sans attendre ses ordres.

Il lui donna des marques de confiance bien plus grandes encore. Après lui avoir dit que la fortune se jouait souvent des combinaisons les plus habiles, et qu'on ne pouvait répondre des coups du sort, il voulut que la nomination de tous les commandants de frégates et de bâtiments inférieurs lui appartînt. Cette prérogative tout à fait exceptionnelle, et qui jusque-là n'avait été accordée à personne, mettait d'Hector en position de récompenser de braves officiers qui, faute de protections, n'obtenaient pas les commandements dont ils étaient dignes. Mais, à côté de cette satisfaction, se trouvaient bien des ennuis. Il allait en effet être assiégré de demandes ; les grands seigneurs particulièrement n'y manqueraient pas pour leurs protégés. Dans le cas d'un refus, ils lui en garderaient certainement rancune et le desserviraient. Il remercia donc le maréchal de Castries, le suppliant de ne pas le charger d'une pareille responsabilité. Il avait un autre motif pour désirer reprendre la mer. Il savait qu'à Versailles une cabale puissante, à laquelle le nom de la reine se trouvait mêlé, travaillait contre lui. Très

dévoué au marquis de Vaudreuil, le parti auquel elle appartenait disait partout qu'il était bien plus glorieux d'exposer sa vie en tirant le canon que de préparer tranquillement et sans aucun danger des armements dans un port. Ses ennemis ajoutaient que le comte avait été, au préjudice d'officiers plus anciens que lui dans la marine, trop magnifiquement récompensé pour des expéditions dont on avait exagéré le mérite ; qu'aujourd'hui M. de Vaudreuil rendait en Amérique des services bien autrement signalés ; qu'il était temps enfin que chacun fût mis à sa place. Ces propos et bien d'autres revenaient au comte d'Hector, qui écrivait lettres sur lettres au ministre, lui demandant, comme une grâce insigne, de permettre qu'il prît une part active à la guerre, pour ôter à ses ennemis tout prétexte de le discréditer.

La campagne la plus brillante ne lui aurait pas procuré de plus grands avantages que ceux qui lui furent accordés à cette occasion. Le ministre lui répondit :

« J'ai mis sous les yeux du roi, Monsieur, votre lettre. Sa Majesté m'a chargé de vous mander qu'elle est très persuadée que vous la serviriez très glorieusement à la mer, mais en même temps, elle a cru que personne ne pourrait le faire aussi utilement que vous, dans la place que vous occupez, et où elle attend de votre zèle que vous resterez. Quant à l'inquiétude que vous avez témoignée sur les démarches qu'on pourrait faire ici pour reprendre un rang que vos services vous firent accorder, Sa Majesté vient de la faire cesser, en signant, en ma présence, votre brevet de lieutenant général. Elle

me charge de vous prescrire de n'en point parler, cette grâce ne devant être connue que lorsqu'il lui plaira de vous en faire d'autres. Elle veut encore que M. Devienne ne prenne rang qu'après vous, ce qui a lieu tant pour le service que pour le rang. »

A peu près à la même époque, un incendie, qui détruisit un des plus beaux vaisseaux de notre marine et faillit s'étendre dans des proportions considérables, éclata dans le port de Brest. Pendant que le comte d'Hector surveillait les réparations que l'on faisait au vaisseau l'*Actif*, le cri au feu vint jeter l'alarme autour de lui. Le vaisseau la *Couronne* était en effet la proie des flammes. Un clou enfoncé dans la soute aux poudres avait rencontré un gravier, et de leur choc s'était dégagée une étincelle. Le feu, mis à une traînée de poudre, s'était propagé avec la rapidité de l'éclair. Au bout de quelques secondes, les flammes sortaient par tous les sabords. Un compatriote du comte d'Hector, Buor de la Charoulière, et M. de Kereau, qui se trouvaient à son bord, se cramponnèrent pour en descendre à un câble amarré à la galerie du vaisseau ; les ouvriers se jetèrent à la mer.

Le comte d'Hector accourut. Les navires voisins étaient dans le plus grand danger, et déjà les plombs de la toiture de la corderie commençaient à fondre. Il donna l'ordre d'entraîner la *Couronne* avec des grappins et d'y pratiquer des voies d'eau. Le feu avait pris à trois heures et demie de l'après-midi ; il ne fut éteint qu'à onze heures et demie du soir. On ne sauva du vaisseau que la carène, le doublage et la figure de l'avant.

Cette perte causa une grande affliction dans le port de Brest, et tel était dans ce moment le patriotisme dont les cœurs étaient animés, que l'état-major, les officiers et sous-officiers se cotisèrent pour subvenir aux frais de sa reconstruction et y travaillèrent eux-mêmes.

Il n'y avait que vingt-huit mois que d'Hector était chef d'escadre, et, au moment où une trame s'ourdissait contre lui, il recevait le grade de lieutenant général qui lui avait déjà été annoncé. Un avancement aussi rapide le combla de joie ; il écrivit au roi pour lui en témoigner sa vive reconnaissance et l'assurer de son entier dévouement.

Le 20 mai 1783, vingt ans après avoir signé une paix honteuse, la France reprenait le rang qui lui appartenait en Europe. Un traité conclu avec la Grande-Bretagne mit fin à la guerre. Pendant cinq années, notre marine avait lutté contre celle de l'Angleterre, quelquefois avec des revers, plus souvent avec des avantages. Ainsi, au moment où on l'avait crue anéantie, elle s'était relevée, et par de brillants combats avait effacé la honte de ses anciennes défaites.

Cette guerre avait couronné la fortune du comte d'Hector. Capitaine de vaisseau quand elle avait commencé, il était aujourd'hui lieutenant général, portait le cordon rouge de Saint-Louis, et l'ensemble des traitements qui lui étaient alloués s'élevait à quarante-deux mille livres.

Il arriva alors ce que l'on voit en France, la paix fit négliger un peu l'entretien de nos vaisseaux. Après de longues campagnes, ils avaient pourtant besoin de gran-

des réparations, Le comte d'Hector appela l'attention du ministre sur le port de Brest dont le matériel était devenu insuffisant. Il lui fit comprendre de quelle importance il était de ne pas laisser le corps de la marine s'endormir dans le repos. Des escadres furent alors armées pour des campagnes d'évolutions, et l'on se tint prêt à tout événement.

En même temps, de grands travaux se faisaient à Cherbourg. Louis XVI ayant résolu de les visiter, ordre fut donné aux comtes Albert et d'Hector d'aller le recevoir.

Le maréchal de Castries avait devancé le roi de quelques jours. Le comte d'Hector fut chargé de se tenir près de Sa Majesté, pendant tout le temps de son séjour à Cherbourg, pour lui donner les éclaircissements qu'elle pourrait désirer et répondre à ses questions.

Louis XVI s'était beaucoup occupé de la marine ; il s'informa de tout, des travaux du port, de la construction des vaisseaux, de la navigation, du personnel des officiers, des titres qu'ils pouvaient avoir à l'avancement. Les détails dans lesquels il entra, la connaissance qu'il montrait des différentes parties du service, ses éloges et ses critiques également justes, surprirent d'Hector et lui prouvèrent que la marine allait être entretenue sur un pied respectable. Des exercices furent faits par les équipages, et six frégates donnèrent l'image d'un combat. Monté sur le *Patriote*, le roi visita la côte et le bassin, cherchant toujours à s'instruire auprès des officiers de marine, et très attentif aux réponses qu'il en recevait.

Pendant les quatre jours qu'il passa à Cherbourg, le

peuple lui fit l'accueil le plus enthousiaste. « Quand il s'embarquait dans son canot, nous dit le comte d'Hector dans ses mémoires ¹, les femmes accouraient au rivage, les hommes se mettaient à la mer pour le voir de plus près. » S'il revenait, ils poussaient au canot et le conduisaient à terre. Cherbourg était tout à la joie et à l'amour de son roi. Nul ne pouvait prévoir qu'un jour viendrait où ces sentiments dont toute la France paraissait animée se changeraient en des haines implacables et féroces.

En quittant Cherbourg, Louis XVI chargea d'Hector de l'inspection générale des ports de la France, dans le but de leur appliquer autant que possible des règles uniformes. C'était un travail tout nouveau qui demandait beaucoup de soins et études ; d'Hector se munit de toutes les pièces qui lui étaient nécessaires, et pria le ministre de lui adjoindre le chevalier de Marigny, major de la marine, dont les connaissances spéciales pouvaient lui être d'un grand secours.

Cette demande n'ayant soulevé aucune objection, il visita, avec le chevalier de Marigny, Lorient, Rochefort, Bordeaux, Marseille et Toulon, s'efforçant d'appliquer à ces ports le système d'unité qui entraînait dans les idées du roi. Son inspection dura trois mois, après lesquels il se rendit à Versailles. Le ministre réunit aussitôt le conseil de la marine, et, dans de nombreuses et longues séances, toutes les questions qui lui furent soumises par le comte d'Hector furent mûrement examinées. Ce n'était pas seulement d'affaires d'administration qu'il s'agissait ;

¹ Les mémoires du comte d'Hector sont restés inédits.

d'Hector avait remis des mémoires sur toutes les branches du service, sur les vaisseaux, l'état où ils se trouvaient, leur durée ordinaire, le besoin de les entretenir, la nécessité d'en construire de nouveaux, si l'on voulait que la marine restât florissante.

Avant son départ, le ministre témoigna au comte d'Hector combien il était satisfait de ses services, et lui annonça que le roi l'avait chargé de le conduire dans son cabinet. Lorsqu'il s'y présenta, Louis XVI était seul. Il dit au comte qu'en recevant un des meilleurs serviteurs de l'État, il avait le regret de ne pas pouvoir le récompenser suivant son mérite, en lui décernant la décoration de grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, mais que le nombre de ces décorations était limité, et qu'il n'y en avait pas de vacante en ce moment. En attendant qu'il reçût la première qui se trouverait disponible, il lui apprit qu'il venait de le faire inscrire pour une pension de six mille livres, reversible sur la tête de la comtesse.

De retour à Brest, d'Hector s'empressa de mettre à exécution les résolutions arrêtées dans le conseil de la marine. La puissance navale de la France, quoique grande en ce moment, n'était pourtant point arrivée au point où le gouvernement espérait la porter. D'Hector donna des ordres dans tous les ports pour que, conformément aux intentions du roi, de nouveaux vaisseaux fussent mis sur les chantiers. Des fonds furent affectés à cet objet, les magasins, les arsenaux s'approvisionnèrent de tout ce qui était utile, et le corps des officiers, exercé depuis la paix par de nombreuses campagnes d'évolutions, n'eut plus de rival en Europe.

Pour faire ombre à ce brillant tableau, l'horizon politique se rembrunissait, l'orage grondait en s'approchant et la tempête révolutionnaire allait renverser l'édifice auquel la France venait de consacrer une partie de ses trésors. Notre marine, dans ce moment si puissante, devait succomber, moins sous les coups de l'ennemi que sous ceux de la révolte. Nous avons vu d'Hector, à son entrée au service, pauvre, ignoré, mais ayant l'avenir devant lui ; nous le trouvons riche d'honneurs et d'argent ; son nom est connu du monde entier : et cependant combien son sort est plus à plaindre ! Les épreuves de sa jeunesse ne sont rien, en effet, à côté de celles qui l'attendent, épreuves à travers lesquelles il nous reste à le suivre.

Nous sommes en 89 et les idées d'émancipation ont pénétré toutes les classes de la société ; le grand mouvement, en s'étendant dans les armées de terre et de mer, a rompu tous les liens de la discipline et si l'amour de la patrie et de la liberté va nous créer bientôt une admirable armée, il n'en sera pas ainsi de la marine militaire qui, privée de ses officiers, ne pourra qu'illustrer ses défaites.

D'Hector se soumit aux nouvelles institutions que se donna la France, bien qu'il ne les adoptât pas. Si disposé qu'il fût, en effet, à tous les sacrifices personnels, un vieux marin comme lui, qui avait plus étudié son métier que les théories sociales du XVIII^e siècle, ne pouvait pas être bien enthousiaste d'une révolution qui détruisait la marine, en y introduisant la licence et l'insubordination, dont les excès enfin voilaient souvent la grandeur.

Pour se conformer aux ordres du ministre de la marine, d'Hector ne faisait rien sans consulter le conseil général.

Le 24 juillet, une députation de ce conseil vint le sommer de prendre la cocarde tricolore. D'Hector répondit qu'il ne pouvait pas la porter, sans que l'ordre lui en eût été donné, qu'il s'attendait à le recevoir bientôt, et qu'alors il ne ferait aucune difficulté de l'accepter. La députation insista en prenant un ton auquel le commandant du port de Brest n'était pas habitué, et en le prévenant qu'elle reviendrait à la charge. L'orateur de la bande était un fourrier cassé de son grade par M. de Marigny, et qui aujourd'hui, en sa nouvelle qualité d'huissier, adressait à ses anciens chefs une véritable sommation, *pour forcer ces valets royaux à se dépouiller de la livrée de l'esclavage*. Dans son mémoire justificatif du 4 vendémiaire an III, où il s'exprime ainsi, il ajoute : « Déjà et avant eux, les soldats de la garnison s'étaient décorés des couleurs libres, parce que déjà, avec quelques autres patriotes, j'avais couru les casernes, pour y dogmatiser révolutionnairement les défenseurs de la patrie qui, par nos leçons civiques, ne tardèrent pas à se ranger sous la bannière de la liberté, et à montrer à leurs chefs orgueilleux le signe tricolore dont ils venaient de s'orner, emblème de leur bonheur futur. ¹ » Par le style on peut juger de l'homme.

Pour prévenir les malheurs qui pouvaient être la conséquence d'un refus ou même simplement d'un

¹ *Histoire de Brest*, par M. Levot.

retard, d'Hector n'attendit pas l'ordre dont il avait parlé, et se présenta à la municipalité, accompagné de huit officiers et de M. de Murinais, commandant des quatre évêchés de la Basse-Bretagne. Tous ensemble ornèrent leur chapeau de la cocarde tricolore qui leur avait été offerte.

Quelque pénible qu'il fût pour lui de n'avoir plus qu'un semblant d'autorité, le commandant du port était bien décidé à rester à son poste, tant que la position serait tenable, tant qu'il pourrait être utile au roi et à la France. Malgré ses soixante-dix ans, il redoublait donc d'activité, ne se reposant ni le jour ni la nuit. Le 27 juillet, il écrivait au ministre : « J'ai souvent fait envisager à la municipalité et aux habitants honnêtes combien le trésor qui existait à Brest exigeait qu'ils ne prissent pas les impulsions des autres villes ; mais la jeunesse est vive, les gens qui n'ont rien à perdre ont un grand désir de gagner. Les têtes froides et sages ont beaucoup de peine, dans ces temps de trouble, à se faire entendre. Je dois des éloges à ces derniers, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont de l'autorité ; elles ont parfaitement exécuté ce que je leur ai observé pour la conservation du port, combiné avec moi tout ce qui pouvait l'assurer, et souvent protesté qu'elles me seconderaient dans ma défense. Malheureusement cette saine partie et la jeunesse honnête n'avaient pas la prépondérance dans les nombreuses et tumultueuses assemblées qui règnent depuis douze ou treize jours, et où il se faisait sans cesse les plus dangereuses et les plus incendiaires motions. Hier était un jour que je craignais infiniment, il était le jour des réjouissances

de la ville ¹ et de la réception du maire à la tête de la milice bourgeoise. M. le comte de Murinais et moi avons arrangé, avec la ville, tout ce qui pouvait lui être agréable et maintenir le bon ordre. Nous avons assisté à toutes les cérémonies auxquelles nous avons été invités, allumé même le feu de joie. Je finis par engager M. le maire et plusieurs officiers du corps de ville et électeurs, de venir à la comédie dans ma loge, avec M. de Murinais et différents chefs de corps. Cette réunion a été fort applaudie par le parterre et contribuera, je le pense, à réunir les esprits. J'ai pensé, Monseigneur, que ne recevant point d'ordres, ne pouvant, comme j'ai l'honneur de vous le marquer, compter que faiblement sur mes moyens, je devais céder aux circonstances, pour ne point perdre avec éclat. Aucune partie de mon autorité n'est entamée. Je commande aussi complètement que je l'ai fait jamais ; mais cette manière de conserver m'a été quelquefois bien pénible. J'ai évité qu'on s'en aperçût, et quand j'ai cédé, j'ai fait en sorte qu'on ne pût croire que c'était à la force. Voilà au vrai l'état des choses. Vous sentirez facilement, Monseigneur, combien je suis impatient de savoir si ma conduite obtient votre approbation ; pour la bien juger, il eût fallu être sur les lieux. *J'aimerais mieux faire dix campagnes de guerre que d'entretenir dix jours d'une pareille paix.* Pendant ces dix jours, la surveillance dans le port a été poussée à un point extrême et tous les postes étaient doublés. MM. de la Porte-Vezins, de Marigny et moi faisons des inspections continuelles.

¹ Ces réjouissances avaient pour cause la réunion des trois ordres.

Messieurs les commandants d'escadre et tous les officiers m'ont bien secondé, et je leur dois de grands éloges. Je vais diminuer cet excès de surveillance, mais toujours conserver celle que je crois nécessaire. Toutes les précautions que prend la ville, pour se débarrasser des étrangers inconnus qui s'étaient accumulés ici depuis quelque temps, diminuent mes craintes et me facilitent les moyens de prévenir et de parer les événements ¹. »

On peut juger par cette lettre de ce que devait souffrir le commandant d'un corps aussi fier que l'était celui de la marine. Oui, il eût mieux valu pour d'Hector faire dix campagnes et s'exposer à toutes les horreurs de la guerre, que de traverser de pareilles épreuves ! et encore, il n'est qu'au commencement. Bien qu'il cherche à se faire illusion et qu'il prétende n'avoir rien perdu de son autorité, elle lui échappera, au contraire, chaque jour davantage ; désormais il ne pourra plus la ressaisir.

Comme dans tous les temps de trouble, les bruits les plus absurdes et les plus malveillants étaient ceux que la multitude accueillait de préférence. Sans qu'on sache d'où elle part, la nouvelle se répand tout à coup que le château est miné. Le régiment de Beauce qui est caserné crie à la trahison et va se révolter, quand l'autorité municipale accourt, M. de Murinais en tête, et, en présence des soldats, pratique des fouilles générales, prouvant ainsi que les bruits répandus sont une abominable calomnie qui, demain, sera remplacée par une calomnie nouvelle.

Le 31 juillet, les troupes et la marine prêtèrent le

¹ *Histoire de la ville et du port de Brest.*

serment prescrit par l'Assemblée nationale. Quoiqu'il eût un certain cachet révolutionnaire, il ne contenait rien qui pût arrêter le royaliste le plus dévoué à la couronne ¹. M. de Murinais, commandant des troupes, y mit pourtant de la mauvaise grâce, ce qui produisit un effet fâcheux.

« Au quartier de la marine, dit M. Levot dans son *Histoire de Brest*, le conseil reçut un tout autre accueil. On ne crut pas à sa sincérité, mais on sut gré de leur dissimulation à ceux qui l'enveloppèrent de formes courtoises et de démonstrations patriotiques. M. d'Hector s'avança au devant du conseil et lui témoigna la plus grande cordialité. Les cinq divisions du corps royal des canonniers-matelots et la compagnie d'ouvriers artilleurs étaient rangés en bataillon carré. Au centre droit étaient M. le comte d'Hector, plusieurs officiers généraux et M. le vicomte de Marigny, major-général, qui, sur l'ordre du commandant, fit lever la main aux soldats et

¹ « Nous jurons d'être fidèles au roi et à la nation, nous jurons de respecter la religion, le culte et ses ministres ; nous jurons de ne jamais porter les armes contre les citoyens avec lesquels, au contraire, nous déclarons contracter une union défensive et offensive contre toute atteinte que quelque puissance que ce soit porterait ou voudrait porter aux droits sacrés de la liberté individuelle et de la propriété ; nous jurons que nous n'inquiéterons ni directement, ni indirectement aucun individu, soit civil, soit militaire, de quelque rang, grade et condition qu'il soit, pour raison de l'union formée avant le serment entre les citoyens ; nous jurons de nous soumettre aux lois tant civiles que militaires qui seront adoptées et sanctionnées par l'Assemblée nationale, selon leur forme et teneur ; nous jurons que nous défendrons, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, la puissance, la gloire et la prospérité du roi et de la nation. »

prononça le serment en leur nom, avec une énergie que sa stature martiale rendait plus saisissante. M. d'Hector ajouta à l'émotion générale en prononçant lui-même la formule. Après quoi, la musique exécuta le fameux quatuor de Lucile : *Où peut-on être mieux...* devenu air national, depuis qu'il avait retenti aux oreilles de Louis XVI, après la prise de la Bastille.

Le 6 septembre, M. le lieutenant général comte de Thiard, commandant de la province de Bretagne, était en inspection au port de Brest. Il se montra le très humble serviteur de la municipalité et s'effaça complètement devant elle. D'Hector en souffrit dans sa dignité de commandant du port, et le 16, il écrivit au ministre : « J'avais pensé que M. le comte de Thiard apportait des pouvoirs qui, en lui donnant la place que j'occupais, le mettraient à même d'avoir une tout autre influence que la mienne, mais j'ai vu qu'il était obligé de céder à tout ce que la municipalité désirait, ce qui ne peut amener un meilleur état de choses. »

D'Hector ajoutait :

« Je remets à M. le marquis de la Porte-Vezins le commandement du port. Il a souvent rempli, en chef, tous les détails du port, et il est tout aussi en état que moi de seconder M. le comte de Thiard. Vous sentirez aisément, Monsieur le ministre, qu'après avoir commandé depuis neuf ans, au port de Brest, dans des temps où il s'est rencontré des circonstances épineuses dans plus d'un genre, ma qualité de conciliateur aurait bien peu d'influence aux yeux des mêmes gens qui ont été té-

moins de l'autorité qui m'avait été confiée, dont ils voient bien que je ne conserve que l'ombre ¹. »

Ce sentiment de susceptibilité n'avait rien que de très honorable ; en y cédant, le comte d'Hector ne pouvait que gagner dans l'estime des honnêtes gens. L'inspection du comte de Thiard ou plutôt celle de la municipalité terminée, il reprit le commandement du port.

En même temps que les masses s'abandonnaient souvent aux excès d'une coupable et aveugle passion démagogique, la nation était animée du plus pur patriotisme et prête à tous les sacrifices. Les ressources de la France étant épuisées, l'Assemblée nationale ouvrit *une caisse des dons patriotiques*. Riches et pauvres y accoururent, les uns apportant tout leur superflu, les autres quelque chose de leur nécessaire. Le comte et la comtesse d'Hector se présentèrent les premiers, et furent suivis de toute la marine, depuis les officiers supérieurs jusqu'au plus simple ouvrier.

D'Hector faisait tout ce qu'il pouvait pour maintenir la discipline dans les équipages et la bonne harmonie entre toutes les classes de citoyens. Mais les troupes de la marine étaient animées d'un si mauvais esprit que, le plus souvent, elles restaient sourdes à ses conseils. Le 22 avril, les canonniers-matelots souscrivirent le pacte fédératif, *pour faire tomber toutes les trames ourdies par cette horde aristocrate qui, semblable à l'hydre, veut infecter, par ses odieux propos, la liberté naissante* ². Le pacte reçut l'approbation du conseil

¹ *Histoire de la ville et du port de Brest.*

² *Idem.*

général. Les régiments de Normandie et de Beauce, admirant cette belle rédaction, dont l'auteur était probablement l'huissier Roffin, tinrent à peu près le même langage. La garde nationale ne voulut pas rester en arrière; elle publia sa déclaration fédérative, dans laquelle ses officiers s'exprimaient ainsi : « Convaincus par une longue et fatale expérience qu'il existe en cette ville des tyrans subalternes, partisans et soutiens du régime despotique sous lequel nous avons tant gémi, nous avons cru que le dernier moyen que nous puissions mettre en usage, pour les faire revenir de leur égarement anticivique, et que nous serons toujours prêts à renverser les projets odieux qu'enfante encore le délire de l'aristocratie expirante, était de répéter que nous jurons de répandre, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour soutenir la nouvelle Constitution du royaume et faire disparaître jusqu'à la trace des oppressions de tout genre qui, trop longtemps, ont déshonoré l'empire français et l'humanité, de répéter que nous jurons à jamais une fidélité inviolable à la nation, à la loi et au roi, unis pour jamais aux braves officiers de mérite, bas officiers et soldats des régiments de Normandie et de Beauce; nous jurons de le défendre, soutenir de tout notre pouvoir envers et contre tous ces oppresseurs qui, abusant d'une autorité usurpée, voudraient encore en faire usage contre ces militaires citoyens, nos amis et nos frères, pour les punir d'avoir donné l'exemple du patriotisme et des vertus civiques. »

Il n'y avait pas à s'y tromper, la horde aristocrate et les tyrans subalternes étaient bien les officiers de marine,

tous sortis des rangs de la noblesse. Ainsi attaqués, ils écrivirent à la municipalité la lettre suivante :

« Messieurs, le corps des officiers de la marine du département de Brest, jaloux, dans tous les temps, de remplir ce qu'il doit comme militaire ou citoyen, ne peut voir qu'avec la plus vive peine, les sollicitudes générales que vous partagez sûrement, d'après ce que l'on voit imprimé dans le bulletin de cette ville n° 51. Les expressions qui manifestent la connaissance d'une coalition aristocratique pouvant le regarder particulièrement, il est de son devoir de vous renouveler ici, par une déclaration particulière, l'assurance qu'il ne s'écartera jamais de l'esprit du serment qu'il a prêté publiquement : *fidélité inviolable à la nation, à la loi, au roi, soumission aux décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi*. Toutes ses vues, ses sentiments, se porteront constamment pour le maintien de la tranquillité publique, comme étant le plus sûr moyen pour assurer la conservation du dépôt précieux dont la garde lui est confiée. Puisse cette nouvelle démarche être un motif de tranquillité suffisante pour tous les citoyens, dont les officiers de la marine se regardent comme faisant partie.

Signé : le chevalier de Kersaint, commandant de la deuxième escadre ; de la Motte-Grout, commandant de la quatrième escadre ; Lelarge, directeur du port ; Bernard de Marigny, commandant de la première escadre ; le chevalier de Girardin, commandant de la cinquième escadre ; le comte Renaud d'Alleu, commandant de la troisième escadre ; le marquis de la Porte-Vezins, di-

recteur général ; le comte d'Hector, commandant de la marine ¹. »

Les soupçons injurieux dont le corps de la marine était l'objet blessaient profondément le comte d'Hector, sans toutefois épuiser sa patience. Le 19 mai, il écrivit au conseil général : « Messieurs les officiers militaires de la garnison de Brest, sensiblement affectés de n'avoir pu parvenir jusqu'à ce moment à maintenir, entre les citoyens et eux, les sentiments d'union, de tranquillité et de confiance, quoiqu'ils aient employé, dans différentes circonstances, tout ce qu'ils ont cru propre à inspirer le véritable amour du bien, ont l'honneur de s'adresser au conseil général de la ville, pour le prier de leur indiquer quels seraient enfin les moyens à employer pour parvenir à cette confiance si nécessaire au bonheur de tous et à la conservation du dépôt le plus important du royaume ; ils demandent que le conseil veuille bien le leur faire connaître par écrit et donner connaissance au public de cette démarche ². »

A une lettre si humble, le conseil général fit une réponse presque arrogante : il insista sur l'égalité qui devait exister entre tous les citoyens ; demanda, en particulier, que les volontaires fussent admis sur la corvette des élèves, et termina ainsi : « Le conseil a arrêté d'inviter messieurs les commandants de terre et de mer à communiquer leurs ordres respectifs, soit à M. le Maire, soit à M. le Commandant de la garde nationale, et à donner à ce dernier séance dans les conseils ou comités

¹ *Histoire de la ville et du port de Brest.*

² *Idem.*

militaires qui auront pour objet le maintien de la sûreté de la ville et de l'arsenal ¹. »

Il ne se passait guère de jours sans que le comte d'Hector n'eût à donner des explications sur sa ligne de conduite. Le 21 mai, il se rendit à l'Hôtel de Ville pour faire connaître qu'il ne dépendait pas de lui de satisfaire à la demande qui lui avait été faite de l'embarquement des volontaires sur le même navire que les élèves. Il exposa les raisons que le ministre avait de n'y pas consentir, se montra, comme toujours, plein d'affabilité, et promit au conseil son concours en toute circonstance. On se sépara en bons termes ; mais ces dispositions bienveillantes durèrent peu. Quarante-huit heures après, le même conseil demandait à l'Assemblée nationale le renvoi de MM. d'Hector et de Marigny. Informés de la résolution qui venait d'être prise, ces deux officiers se rendirent à l'Hotel de Ville et exposèrent qu'avant toute chose, ils devaient songer à sauver le matériel de la marine que des hommes pervers menaçaient d'incendier. Ils prièrent les membres du conseil d'oublier pour un instant leurs griefs, et, dans l'intérêt de la Patrie, de vouloir bien se joindre à eux. Ils se plaignirent doucement du peu de confiance qu'ils inspiraient et de l'interprétation défavorable que l'on donnait à tous leurs actes. Puis, prenant la dernière lettre qu'il avait écrite au ministre, d'Hector en donna lecture, s'arrêtant à chaque ligne, et demandant qu'on voulût bien lui signaler les passages que l'on avait tant incriminés, avant de la connaître.

¹ *Histoire de la ville et du port de Brest.*

Comme le conseil gardait le silence et paraissait l'écouter sans trop de défaveur, il ajouta sur un ton d'enjouement : « Monsieur de Marigny et moi, jaloux de contribuer à tout ce qui peut vous être agréable, nous nous arrangerons ensemble, et la comédie ne sera plus pour nous qu'un sujet d'amusement et non de discord¹. » Ces dernières paroles furent très bien accueillies, et comme d'Hector remerciait le conseil d'avoir demandé son remplacement, puisque lui-même soupirait après le repos, le conseil revint sur sa délibération, en insistant pour qu'il n'abandonnât pas ses fonctions. Le corps de la marine et le roi ayant également prié MM. d'Hector et de Marigny de conserver leur commandement, ces deux officiers y consentirent.

Mais, avec les éléments dissolvants au milieu desquels ils vivaient, il était impossible que la concorde durât longtemps.

La société des amis de la Constitution célébra la fête de la fédération le 14 juillet 1790. D'Hector n'ayant pas reçu d'ordre à ce sujet, ne voulut pas accorder les salves d'artillerie qui lui furent demandées. Ce refus causa dans la ville un mécontentement général qui, pendant quarante jours, ne se traduisit pourtant qu'en paroles menaçantes. Mais, le 15 août, le district, la municipalité et la garde nationale en prirent prétexte pour refuser à leur tour d'assister au *Te Deum* qui se chantait à bord du vaisseau amiral. Le lendemain, il fut impossible de contenir les troupes ; elles participèrent à des attroupements où l'on voyait portées, au haut

¹ *Histoire de la ville et du port de Brest.*

de piques, des caricatures représentant la noblesse et le clergé, attroupements dans lesquels se faisaient entendre des cris et des propos furibonds. C'était plus que ne demandait la municipalité. Redoutant les fureurs démagogiques, elle fit des démarches auprès de MM. d'Hector et de Marigny, pour les prier de l'aider à rétablir l'ordre. Les soldats de l'escadre ayant pris part à ces scènes tumultueuses, M. d'Albert de Rions, qui en était le commandant, se joignit à MM. d'Hector et de Marigny, et tous les trois, avec les compagnies restées fidèles, parvinrent à ramener la tranquillité. Mais, avec la défiance que la municipalité avait pour le corps des officiers, cette tranquillité ne pouvait pas durer longtemps.

Le 1^{er} septembre, une députation, composée d'officiers municipaux et de membres de la société des amis de la Constitution, se rendit auprès du comte d'Hector. Elle apportait deux lettres, dont une était d'un ancien intendant de la marine. Il y était dit que l'Angleterre préparait une expédition contre le port et la ville de Brest. La députation demanda, en conséquence, que l'on armât immédiatement les batteries de la côte. Vainement d'Hector s'efforça de lui faire comprendre que rien de semblable n'était à redouter ; que cette crainte, toute chimérique, n'avait point de caractère sérieux ; il lui fut impossible de dissiper les alarmes. D'accord avec le commandant des troupes et les commandants de l'escadre, il fit alors armer les principales batteries, bien plus pour rassurer la population que pour opposer à l'ennemi des moyens de défense.

C'était avec la plus grande peine et en faisant des concessions continuelles que d'Hector arrivait à empê-

cher les ouvriers du port de se porter aux plus coupables excès. Payés peu régulièrement, ils s'en prenaient à l'intendant dont ce n'était pas la faute. Un jour, ils se portèrent chez lui et faillirent l'assassiner. D'Hector était absent. Informé de ce qui se passait, il accourut au milieu des ouvriers, les ramena par ses exhortations, et leur fit comprendre que l'intendant ne pouvait pas être responsable d'un retard dans les paiements qu'il était le premier à déplorer. Ils l'écoutèrent sans murmurer, exprimant leur regret de ce qui s'était passé, et reprirent leurs travaux. Mais, chaque jour, la malveillance déversait son poison sur le malheureux commandant ; chaque jour, il était obligé de se défendre et de se justifier. A peine un orage était-il calmé qu'il s'en formait un autre. Quelque temps après qu'il eut rappelé à la raison les ouvriers égarés, il fut inséré, dans une publication de Rennes, une prétendue lettre du comte d'Hector au ministre de la marine, dans laquelle ces ouvriers étaient peints sous les couleurs les plus noires. C'était un faux abominable ; d'Hector n'avait rien écrit de semblable. Il n'en fallut pas davantage cependant pour remuer tous les esprits. Le ministre donna le plus énergique démenti au journal de Rennes, sans pouvoir toutefois les calmer complètement.

Dans les réunions publiques, l'autorité du commandant de la marine était de plus en plus attaquée et méconnue ; il ne se passait pas de jours sans qu'on lui donnât avis qu'il devait être assassiné. Il n'en était pas autrement ému et restait ferme à son poste. Mais, quelque inquiétante que fût pour lui l'attitude des ouvriers, un danger plus grand encore menaçait l'arse-

nal. Des forçats s'y étaient introduits, avec des matières combustibles, dans l'intention de l'incendier. Le comte d'Hector en donna avis au comte de la Luzerne qui communiqua sa lettre à l'Assemblée nationale ¹. L'Assemblée envoya des commissaires pour rétablir l'ordre si profondément troublé. Quelque temps après, l'autorité échappait complètement de ses mains. D'Hector dépêcha au ministre un officier pour lui faire connaître l'état des choses. Il l'informait qu'il était impossible de maintenir la discipline avec des clubs dont la violence ne connaissait pas de bornes, et que, si leurs deux princi-

¹ Lettre écrite par M. d'Hector, commandant du fort de Brest, à M. Redon, communiquée à l'Assemblée nationale par M. de la Luzerne, séance du 7 septembre 1790.

« Je viens d'être informé, Monsieur, que deux couples de forçats ont été arrêtés dans le magasin à goudron, munis d'une fausse clef, d'une lime et de paquets d'allumettes. Je crois que vous sentirez comme moi tous les dangers que court le port de Brest. Vous sentirez sans doute de même que la punition la plus sévère doit en être le châtiment. Je vous prévien, Monsieur, que s'il ne résultait pas des exemples d'un tel délit, je me démet, de la responsabilité du port de Brest, contre les accidents du feu. J'écris au ministre et je lui envoie copie de la lettre que j'ai l'honneur de vous écrire, en le prévenant que les soins et la surveillance la plus continuelle ne peuvent plus rien pour le bien le plus important du royaume, si l'apparence la plus légère de mauvaise intention n'est pas punie, surtout dans les individus qui, par leurs emplois, ont tous les moyens d'agir. Je finis par lui rendre compte que la trop grande négligence dans les punitions fait qu'on ne peut plus tirer le même parti de la chiourme, que les commis m'ont déclaré qu'ils ne pouvaient se faire obéir. Dans cet état de choses, vous sentez qu'il n'est pas possible de répondre de rien, et c'est ce que je déclare au ministre. Le port de Brest, par son importance et son local, ne peut être assimilé à aucun autre endroit du royaume, il lui faut des lois et une police différentes ; je crains que l'on ne se convainque de cette vérité que quand il ne sera plus temps. »

paux chefs ne recevaient pas une punition exemplaire, c'en était fait de la marine dans le port de Brest.

M. de Fleurieu, qui venait de remplacer M. de la Luzerne au ministère de la marine, répondit qu'avant d'être ministre du roi il était citoyen et qu'il n'empêcherait personne d'aller au club. Les clubs, ayant dès lors toute liberté d'accomplir leur œuvre de destruction, en profitèrent, et quand le code pénal de la marine que l'Assemblée nationale venait d'adopter fut connu à Brest, des démonstrations hostiles eurent lieu au sein de ces réunions tumultueuses et bientôt à bord des vaisseaux.

Le *Léopard* arrivait en ce moment de Saint-Domingue, portant l'insurrection dans ses flancs. Son commandant, au lieu de commencer par aller rendre compte de sa mission au commandant de la marine, comme c'était son devoir, envoya à la municipalité annoncer qu'il allait s'y présenter. Les quatre-vingt-cinq députés des colonies, qui naguère auraient volontiers égorgé les noirs, au nom de la liberté et de la fraternité dont ils étaient les plus cruels ennemis, mais que leur opposition à l'autorité avait suffi pour rendre populaires, reçurent alors une véritable ovation. On les vit traverser la ville entre deux haies de gardes nationaux, au son des cloches et au bruit des tambours, et, quand ils approchèrent de l'Hôtel de ville, tous les membres de la municipalité s'avancèrent au-devant d'eux en les acclamant. Ces braves patriotes déclarèrent que les officiers des colonies étaient des traîtres, que l'un d'eux, M. de la Jaille, était en correspondance avec d'Hector dont il suivait les funestes conseils.

Aussitôt des scènes incroyables de désordre éclatent à bord du *Patriote*, du *Léopard*, du *Majestueux*. Des vaisseaux, l'émeute gagne la ville. L'huissier Roffin fait porter une potence à la porte de M. de Marigny, et des enfants pendent en effigie le comte d'Hector, sous la forme du valet de carreau ¹.

Le 18 septembre, M. de Rivière devait partir avec une division pour les colonies. La municipalité, supposant qu'il allait porter des secours à M. de Grimouard et au gouverneur de Saint-Domingue, se rendit auprès du comte d'Hector pour s'y opposer. D'Hector consentit à suspendre le départ jusqu'à l'arrivée des commissaires qu'il attendait avec impatience.

Trois jours après, il recevait l'ordre de faire partir la flotte, de désarmer le *Léopard* et d'envoyer à l'île de Ré les troupes coloniales qui le montaient. D'Hector s'empessa de communiquer cet ordre à la municipalité, au district, au Conseil général dont le siège était à Quimper. A cette nouvelle, une grande rumeur se fit entendre à bord des vaisseaux et dans le port. La municipalité invita d'Hector à se rendre à la chapelle de la Congrégation où elle tenait ses séances, et à y apporter les minutes de sa correspondance avec le ministre. Même invitation ou plutôt même injonction fut adressée à MM. Albert de Rions, d'Entrecasteaux, de Kermadec et de Marigny. Ils s'y rendirent. L'examen de ces lettres, loin de fournir des armes contre d'Hector, vint au contraire à sa décharge, en prouvant toute l'injustice des accusations portées contre lui. Le procureur syndic,

¹ On sait que le valet de carreau porte le nom d'Hector.

assez embarrassé, prétendit alors qu'il n'y avait point eu de révolte à bord du *Léopard*, mais seulement une manifestation patriotique. Après de longs débats, il fut permis aux officiers de se retirer, mais non sans que d'Hector se fût engagé à laisser copie des lettres qu'il avait produites, et qu'ils eussent attesté par écrit que la conduite de l'équipage du *Léopard* n'avait donné lieu à aucune insurrection dans la ville.

Le lendemain, arrivèrent les deux commissaires. D'Hector et Albert de Rions s'empressèrent de se rendre auprès d'eux, pour leur exposer toute la gravité de la situation. Il fallut transiger avec les exigences populaires. Ainsi les troupes coloniales qui devaient être internées à l'île de Ré, furent envoyées à Carhaix. Après de nombreux pourparlers, les commissaires obtinrent enfin de la municipalité qu'elle ne mît plus d'opposition au départ de M. de Rivière.

Pendant qu'ils travaillaient à apaiser les esprits, le procureur-syndic Cavellier publia une violente diatribe contre les chefs de la marine. Ceux-ci, qui jusque-là avaient montré une patience touchant à la faiblesse, protestèrent énergiquement contre les calomnies dont ils étaient l'objet. Albert de Rions, plus particulièrement attaqué, donna sa démission, et les autres officiers, dans une lettre adressée au roi et à l'Assemblée nationale, déclarèrent : *que si l'ordre ne se rétablissait pas promptement, si les outrages auxquels ils étaient journellement exposés n'avaient pas un terme prochain, ils seraient coupables envers l'État, envers leur honneur, de rester plus longtemps attachés à des fonctions, qu'ils ne pouvaient plus remplir digne-*

ment. (*Histoire de la ville et du port de Brest*, t. III, p. 243.)

Le désordre devint tel, que des membres de la Société des Amis de la constitution et de la Société des officiers intermédiaires de la marine, tous également partisans de la révolution, rédigèrent une adresse pour rappeler aux mutins la nécessité de la subordination ; ils la présentèrent à d'Hector, qui applaudit beaucoup à leur conduite et leur donna l'espérance qu'ils pouvaient compter sur lui ¹ ; il ne leur dissimula pas qu'il ne fallait pas s'en tenir à des phrases, mais recourir à des moyens plus énergiques, si, comme il le craignait, il y avait un jour nécessité d'agir. Les auteurs de l'adresse ne s'en tinrent pas là : ils visitèrent tous les vaisseaux, prêchant aux équipages la concorde et l'obéissance à leurs chefs ; il y eut une apparence de réconciliation et le cri de : Vive le roi ! mêlé à celui de : Vive la nation ! se fit encore entendre.

Les commissaires, devant l'émeute, avaient montré une déplorable faiblesse. Après avoir promis aux équipages la réformation des articles du code pénal qu'ils trouvaient trop sévères, ils retournèrent à l'assemblée, laissant à d'Hector une position encore plus embarrassée que celle qu'il avait avant leur passage.

Au moment où une escadre allait porter des troupes

¹ « Votre idée, dit-il, est pleine de patriotisme ; le succès nous mériterait la plus véritable reconnaissance de la nation. Politiquement, il pourrait en imposer à nos ennemis, et rien ne serait plus heureux si, sous quatre jours, les papiers publics pouvaient apprendre que l'armée navale était rentrée dans ses devoirs, et n'était plus occupée que des moyens de combattre victorieusement les ennemis. »

aux îles du Vent, six matelots se présentèrent au nom de leurs camarades, demandant qu'il leur fût avancé six mois de solde. L'orateur de la bande répondit à d'Hector, qui cherchait à lui faire entendre raison : « Si le troisième mois n'est pas payé et si l'ordre de partir est donné, aucun marin ne travaillera à lever les ancres ; qu'on se permette de toucher un seul homme, il s'en lèvera quinze mille, prêts à tomber sur vous. »

La mesure était comble ; d'Hector ne voulut pas s'exposer plus longtemps à un pareil langage. Si jusque-là, malgré les amertumes et les humiliations dont il avait été abreuvé, il était resté à son poste, c'est que le roi l'avait prié d'attendre, avant de se retirer, que l'expédition qu'il était venu à bout d'organiser, malgré des contrariétés sans nombre, eût pris la mer. Aujourd'hui qu'elle était partie, nulle considération ne pouvait le retenir.

Le comte d'Hector faisait partie de la marine depuis cinquante ans, et il ne se séparait pas des officiers qu'il avait en haute estime, sans un grand déchirement de cœur. Pour éviter l'émotion d'un adieu, il ne leur dit rien de son départ, il quitta Brest sans qu'ils en fussent informés ; tous ses regrets et tous ses sentiments pour eux s'épanchèrent dans une lettre qu'il adressa au major, en le priant d'en donner lecture au corps des officiers.

D'Hector partit pour Morlaix, où il possédait une terre. Sa femme, inquiète des dangers qui le menaçaient à Brest, l'y attendait avec une grande impatience. Le lendemain, le corps des officiers auquel le major avait lu sa lettre, lui envoyait une députation pour le supplier de ne pas quitter son commandement ; il lui exprimait

en même temps toute la douleur qu'il aurait à le perdre. Le comte fut touché jusqu'aux larmes de cette démarche et il s'en exprima avec une grande émotion, mais si ses regrets étaient sincères, sa résolution était inébranlable. Devant les assemblées populaires, son autorité était presque toujours méconnue, et, en eût-il été autrement, qu'en présence d'une ordonnance qui avait réduit ses fonctions à une sorte de commissariat, il croyait qu'il y allait de son honneur de se retirer.

La glorieuse carrière militaire du comte d'Hector, celle qu'il consacra à la défense de son pays, la seule où nous aurions été heureux de le suivre, se termina le 6 février 1791. Il espérait pouvoir passer les dernières années de sa vie dans une douce retraite, près de la compagne qu'il aimait tendrement, n'ayant plus rien à demander aux hommes, puisqu'une fortune honorablement acquise lui permettait de satisfaire à tous ses goûts. Mais le flux révolutionnaire montait toujours, et, nulle part, il ne pouvait se flatter d'être à l'abri de la tempête.

On sut bien vite, à Morlaix, que le comte d'Hector était resté fidèle à son serment et dévoué à son roi ; il n'en fallut pas davantage pour qu'il fût accusé de trahir la nation. En butte à toutes les attaques, il prit le parti de se retirer chez son beau-frère, le comte de Soulange, dans sa terre de la Preuille, en Poitou ¹, où l'esprit du

¹ Le château de la Preuille, que le comte d'Hector avait quitté pour rejoindre les princes à l'étranger, devait, quarante et un ans plus tard, recevoir dans ses murs la duchesse de Berry. Ce fut, en 1832, la première étape de la princesse, le lieu où elle changea son costume et son nom.

Ce château appartenait alors au colonel de Nacquard, qui avait

peuple était tout différent. Mais les comtes d'Hector et de Soulange étaient de trop grands personnages pour n'être pas remarqués, et l'empressement que leurs amis politiques mettaient à les visiter les rendit suspects au parti opposé. Ils auraient pu rester dans le Poitou et favoriser le mouvement vendéen ; ils préférèrent obéir à la voix des princes qui les appelaient à Coblenz. Ils se rendirent d'abord à Paris. Le comte d'Hector ne voulait voir ni le roi, ni le ministre de la marine, dans la crainte qu'ils ne vinssent à le détourner de son projet. Il s'occupait à le mettre à exécution, quand il reçut la visite de M. Bougainville, qui lui dit que le roi, instruit de ses intentions, l'avait envoyé vers lui pour l'engager à ne pas quitter la France. Le comte, pensant sans doute que Louis XVI n'était pas libre, et que ses paroles ne répondaient pas à sa pensée, n'en tint aucun compte et se rendit d'abord à Enghien, où le comte de Vaugiraud formait une compagnie de cavalerie, composée d'une centaine d'officiers de marine, et ensuite à Coblenz où il se trouva avec les princes. Il en reçut le commandement du corps en formation à Enghien, corps qui se recrutait tous les jours de nouveaux officiers venus de tous les points de la France. Quoique exclusivement composée de marins, d'Hector forma une petite division de cavalerie qui comprenait deux escadrons. Grand ama-

épousé, en Angleterre, pendant l'émigration, la fille de l'infortuné comte de Soulange. Grâce à la présence d'esprit du comte de Nacquard et au dévouement de sa belle-fille qui, adroitement, se substitua à la princesse, celle-ci put échapper aux poursuites de la police, immédiatement prévenue de son arrivée dans le pays. — La Preuille est dans la commune de Saint-Hilaire de Loulay.

teur de chasse et de chevaux, comme nous l'avons vu, le comte n'avait pas beaucoup à faire pour se mettre parfaitement au courant de son nouveau métier ; d'ailleurs, fantassins et cavaliers étaient également pleins de bonne volonté, et l'instruction d'hommes qui presque tous avaient servi dans la marine se faisait rapidement.

Le 1^{er} août 1792, le corps connu sous le nom de corps de la marine royale se rendit à Trèves, où s'organisaient tous les autres corps de l'émigration.

On s'apprêtait à rire à la vue des marins transformés en cavaliers ; il en fut tout autrement. Ils mirent une telle ardeur à s'instruire qu'on ne tarda pas à les citer comme des modèles pour la tenue et l'organisation militaires. A la revue passée par les maréchaux de Broglie et de Castries, le comte d'Hector en reçut les plus chaleureux compliments.

Ainsi commençait pour lui, à l'âge de soixante-dix ans, une nouvelle carrière, page douloureuse de son histoire, où d'Hector ne compta pour rien les fatigues et les privations, mais où il dut être en proie à de cruelles perplexités, quand, pour rester fidèle au malheur, il se joignit aux ennemis de la France. Si, dans son cœur, l'attachement au roi l'emporta sur tout autre sentiment, s'il obéit au devoir rigoureux qu'il pensait lui être imposé, à défaut du repentir, nous surprenons plus tard l'indignation du citoyen contre une coalition qui songe beaucoup moins à rétablir les Bourbons sur le trône qu'à se partager la France ¹.

¹ En général, le rétablissement du roi de France était moins le but des souverains que partager son royaume. (*Mémoires du comte d'Hector.*)

A la fin de la campagne, le corps de la marine fut licencié. Les princes ne pouvaient plus fournir à sa solde, et les officiers ayant épuisé leurs ressources personnelles, la position, naguère si brillante, de ces malheureux gentilshommes devenait lamentable. Les jeunes gens entrèrent comme soldats dans les corps étrangers, et ceux que l'âge rendait impropres à un service militaire régulier, se virent réduits à demander des moyens d'existence aux métiers les plus humbles. *On en vit qui conduisaient des voitures, d'autres qui faisaient des bottes et des souliers ; il y en eut qui passèrent en Angleterre et se firent pleureurs aux enterrements* ¹.

Le comte d'Hector se trouva dans le plus profond dénûment ; il erra, avec la comtesse, de Liège à Spa, sans savoir à quelle porte il pourrait frapper pour trouver un asile. Dans sa détresse, il se rappela qu'aux jours de sa prospérité, il avait reçu à Brest l'empereur et l'impératrice de Russie, qui lui avaient donné l'assurance qu'il s'estimeraient heureux de lui être agréables si jamais l'occasion venait à s'en présenter. Il s'adressa donc à ses illustres hôtes, leur exposa sa triste situation, les priant de lui avancer une somme de six mille francs qu'il espérait pouvoir leur remettre un jour, à l'aide des capitaux qu'il avait en France, dont, pour le moment, il ne pouvait pas toucher une obole. La réponse ne se fit pas attendre longtemps. L'empereur et l'impératrice y mirent une bonne grâce parfaite. Ils écrivirent au comte la lettre la plus obligeante, lui rappelè-

¹ *Mémoires* du comte d'Hector.

rent les moments si agréables qu'ils avaient passés à Brest dans sa compagnie, y joignirent une lettre de change de huit mille francs, et, pour que rien ne manquât à la délicatesse du procédé, ils exigèrent qu'il n'en fût rien dit à personne.

La Vendée semblait pacifiée, et la France, un instant envahie, après avoir refoulé l'étranger au delà de ses frontières, marchait de victoire en victoire. Le comte de Provence s'étant décidé à passer en Angleterre, se reposa sur le comte d'Hector du soin de chercher des emplois aux officiers de la marine. D'Hector arriva à Londres, le 14 août 1794, où il trouva l'évêque de Léon dont il était fort connu. Par son intermédiaire, des relations s'établirent promptement entre lui et les personnages les plus considérables de la cité. Avec l'agrément de Louis XVIII, des officiers généraux français levaient des régiments en Angleterre. D'Hector eût préféré que le régiment de la marine qu'il avait commandé revînt au service de la mer et fût employé sur les vaisseaux de Sa Majesté britannique ; il présenta au gouvernement plusieurs mémoires à l'appui de la demande qu'il en faisait. Mais la marine anglaise était trop ombrageuse pour y consentir. Sa requête ayant été rejetée, il proposa de former un corps homogène, composé en entier d'officiers de la marine, corps qui pourrait être très utile dans différentes opérations militaires.

Cette fois sa proposition fut acceptée. Nommé colonel du *corps de la marine royale*, il eut comme lieutenant-colonel son beau-frère, le comte de Soulangue. Le commandement des compagnies d'élèves et de matelots fut confié à des capitaines. Cette position n'était point à

dédaigner pour de simples officiers ; mais il se trouvait à Londres une douzaine d'officiers généraux presque tous âgés de plus de soixante-dix ans. Il y avait quelque chose de vraiment humiliant pour des hommes qui naguère étaient à la tête de corps d'armée, d'accepter le commandement de compagnies qui ne comptaient pas plus de trente ou quarante jeunes gens. Sur la demande que d'Hector en fit au gouvernement anglais, il fut alloué douze guinées par mois aux officiers généraux et dix aux chefs d'escadre, sans qu'on exigeât d'eux aucun service. Ce secours inespéré venait fort à propos, ceux qui le recevaient étant aux expédients et ne sachant où trouver des moyens d'existence.

A la tête de son régiment, le comte d'Hector se disposait à aller rejoindre Charette, qu'il se résignait à reconnaître comme général en chef, quand des intrigues de rivalité l'empêchèrent de mettre son projet à exécution. Il lui en avait fait part dans les termes où, sous les phrases les plus louangeuses, se cachait peut-être bien, chez le lieutenant général de la marine, un peu de dépit de se voir sous les ordres d'un simple lieutenant de vaisseau ¹.

¹ Londres, 7 juillet 1795.

Le comte d'Hector au général Charette.

« Je saisis avec empressement l'occasion qui se présente, pour vous transmettre l'admiration avec laquelle le corps de la marine vous voit parcourir la plus glorieuse carrière ; il s'honore de vous avoir pour un de ses membres et brûle du désir de se joindre à vous.

« Je me félicite de commander un régiment qui rassemble plus de deux cents officiers de la marine et qui désire augmenter, s'il est possible, la gloire de Charette. Rendus près de vous, nous disputerons

Le corps de la marine royale, formée particulièrement en vue d'opérer un débarquement en Bretagne, devait être presque complètement anéanti, dans la fatale expédition de Quiberon, sur laquelle les émigrés fondaient de si grandes espérances. La paix dans la Vendée n'était qu'à la surface et les princes savaient bien que Charette reprendrait les armes au premier signal. La Bretagne, presque aussi dévouée que la Vendée à la cause des Bourbons, leur offrait plus de ressources, sa population n'ayant pas été décimée par la guerre et ses campagnes ravagées. Puisaye et des agents royalistes, venus d'Angleterre, organisaient l'insurrection. Un jeune chef, Boishardi, avait même devancé l'appel et payé de sa tête sa téméraire impatience. On se flattait donc, dans les rangs de l'émigration, qu'avec de tels éléments de succès, avec les officiers instruits que l'on se réservait de mettre à la tête des insurgés, le mouvement, s'étendant rapidement dans les provinces de l'Ouest, deviendrait irrésistible ; mais les émigrés étaient loin de s'entendre entre eux, et les intrigants ne manquaient pas autour du comte d'Artois. A leur tête se trouvaient Puisaye et le comte d'Hervilly ; ils firent si bien que le comte de la Châtre, le marquis du Dresnay et le comte d'Hector, qui, plus que tous les

avec chaleur *les prérogatives et les rangs que nous avions jadis sur vous ; mais, sans crainte d'être contredit, je puis vous assurer que ce ne sera que pour vous suivre de plus près. Vos travaux, vos talents, la gloire que vous avez acquise, tout fixe votre place et les nôtres. Je vous demande seulement, Monsieur, de fixer la mienne si près de vous qu'il sera possible. Fort de votre exemple, j'oublierai mes années, et ce sera avec la plus grande satisfaction que je vous donnerai un titre dont vous m'avez honoré tant de fois. »*

autres, avaient préparé l'expédition, non seulement n'eurent pas de commandement, mais en furent complètement exclus. Le comte d'Hector se plaignit avec une extrême vivacité de l'oubli que l'on faisait de ses longs services. Il reçut, comme fiche de consolation, de belles paroles et l'espérance qu'il serait bientôt employé pour une expédition plus importante encore. Il n'accepta point cet attermoisement, et ses instances furent telles qu'il lui fut accordé d'aller rejoindre ses compagnons d'armes. Il faisait route pour s'y rendre, quand il apprit le désastre de Quiberon. Le coup lui fut terrible ; pris d'une fièvre violente et d'un ictère, on le conduisit à Plymouth, où, pendant vingt jours, il fut entre la vie et la mort. La comtesse était venue le rejoindre et lui prodiguait les soins les plus affectueux ; c'est à sa tendresse et à ses veilles attentives qu'il dut sa guérison.

Rentré à Londres, il n'y trouva que de faibles débris du corps qu'il avait formé ; soixante-quatre officiers de son régiment, au nombre desquels était son beau-frère, M. de Soulangue, avaient péri dans cette malheureuse campagne, et plusieurs autres en étaient revenus avec des blessures.

Inconsolable de la perte qu'il venait de faire, ne pouvant rien pour ceux de ses compagnons d'armes qui avaient survécu, d'Hector, accablé par l'âge et les chagrins, renonça à l'espoir qu'il avait eu de mourir sur le champ de bataille et ne songea plus qu'à se recueillir avant de paraître devant Dieu. La pension de retraite qu'il reçut du roi d'Angleterre et quelque argent qui lui vint de la France, lui permirent de vivre tranquil-

lement à la campagne, et, quand les portes de la patrie lui furent ouvertes, il préféra mourir dans l'exil, à côté de ses princes, que d'accepter les faveurs de celui qui occupait leur place. La lettre qu'il avait écrite à M. de la Chapelle, pour l'informer de sa résolution, fut mise sous les yeux de Louis XVIII, au moment où des officiers généraux et des grands de l'ancienne cour venaient prendre congé de lui, pour se montrer les sujets dévoués du nouveau maître. Le comte d'Hector fut récompensé de sa fidélité par les paroles que Louis XVIII adressa au comte de la Luzerne : « Mandez au comte que je reconnais bien là son attachement, que je lui en tiens grand compte et que je l'aime et l'estime de tout mon cœur. » En les lui transmettant, M. de la Luzerne ajoutait que Louis XVIII avait trouvé, dans le témoignage de fidélité qu'il lui avait donné, une consolation à l'abandon de tant d'autres.

A la même époque, l'empereur de Russie fit offrir au maréchal de Broglie et au comte d'Hector du service dans ses armées, avec le même grade qu'ils avaient occupé en France. Le comte d'Hector était bien décidé, comme nous venons de le dire, à vivre désormais dans la retraite, mais il lui en coûtait beaucoup de répondre par un refus, quand son cœur était plein de reconnaissance. Il répondit à l'empereur que l'âge, les fatigues et les malheurs avaient tellement altéré sa santé qu'il ne pouvait plus répondre à ses bontés que par le respect et l'attachement ; que, ne se sentant même pas capable de servir son roi légitime, il le priait de confier à un autre un poste qu'il ne pouvait pas occuper. Dans le cas où cet aveu de son impuissance n'arrêterait pas l'em-

pereur, il le suppliait de lui accorder un congé qui lui permît de remplir une dernière mission que le roi venait de lui confier. Cette lettre étant restée sans réponse, d'Hector s'imagina que l'empereur en avait été offensé. Un ami qu'il avait à la cour de Russie lui ayant conseillé d'en écrire directement à l'impératrice, cette princesse s'empressa de le rassurer en le félicitant de la fidélité qu'il conservait à son roi. Elle lui disait encore de ne pas craindre de s'adresser à elle, dans le cas où sa position de fortune ne serait pas heureuse, et, dans cette prévision, elle lui envoyait une nouvelle lettre de change de huit mille francs.

La vieillesse marche toujours entourée d'un triste cortège. Aux infirmités du corps, qui rendent la vie si pénible, il faut ajouter des chagrins plus grands encore, la perte des personnes que l'on aime. Le comte d'Hector en fit la douloureuse épreuve. Au moment où, au-dessus du besoin, il pouvait voir s'écouler paisiblement les dernières années qu'il eût à passer sur la terre, il fut cruellement frappé dans son bonheur domestique. La comtesse d'Hector mourut aux eaux de Bath où elle était allée chercher la santé. Presque en même temps d'Hector perdait un ami qui était son commensal.

Il lui restait encore un ancien aide de camp, le marquis de Roquelaure, sur lequel il reportait une partie de ses affections. Mais, si dévoué que lui fût ce jeune homme, une liaison intime ne pouvait guère s'établir entre eux. La grande différence d'âge, le sentiment de déférence que l'aide de camp avait pour son ancien général, les séparaient par une distance que, bien qu'il y eût été invité par le comte, le marquis ne voulait pas

franchir. D'ailleurs, la vieillesse est conteuse ; elle vit plus des souvenirs du passé que des espérances de l'avenir, et si le vieux marin trouvait un auditeur complaisant pour entendre le récit de ses campagnes, il ne lui restait personne pour lui donner la réplique. C'était encore par un sentiment d'abnégation que le marquis de Roquelaure restait auprès du comte. Fils unique d'une mère dont il était tendrement aimé, il habitait l'Angleterre, pendant qu'elle résidait en France. D'Hector ne voulut pas accepter ce sacrifice, et rendit le bonheur à la marquise en lui renvoyant son fils. Pour lui, il resta seul dans sa retraite, hors de la France, où sa pensée se reportait sans cesse et dont la voix du devoir le tenait éloigné. Il s'était établi près d'une forêt, non loin de Southampton, où il avait trouvé une habitation à sa convenance, quand l'ordre fut donné aux émigrés non seulement de quitter la ville, mais aussi ses alentours. Le duc de Glocester, frère du roi d'Angleterre, lui offrit alors une maison de chasse qu'il possédait au milieu de la forêt. Dans cette solitude, le comte se livra tout à sa douleur, il devint morose et ne trouva plus de consolation que dans l'espérance d'une vie meilleure.

Ne voulant pas abuser des bontés du duc de Glocester, en se logeant dans sa maison de chasse pour le reste de ses jours, d'Hector chercha une autre résidence. Il la trouva près de la ville de Reading, à treize lieues de Londres. Le lieu était suivant ses goûts. Un jardin, de la verdure, des domestiques honnêtes, la fréquentation des prêtres français le lui rendaient cher.

Le vicomte de Kerouartz et sa sœur, la comtesse de Soulangue, habitaient à quinze lieues de là. Quelques

heures avant d'être passé par les armes, le comte de Soulange avait pu écrire à son beau-frère pour lui recommander sa malheureuse famille. Cette recommandation, faite par un homme qui lui tenait plus encore par les liens de l'amitié que par ceux de la parenté, était toute-puissante sur l'âme du comte. Aussi, lorsque la comtesse de Soulange, après avoir marié ses deux filles, vint, avec son frère, lui proposer de se réunir et de faire même ménage, le trouva-t-elle très disposé à accepter cette proposition. Beaucoup d'objections cependant se présentèrent à son esprit, il voulut que sa belle-sœur n'en ignorât aucune. La comtesse avait continué à voir le monde et l'aimait encore ; lui, s'en tenait complètement éloigné. Il était bien vieux, bien chagrin, presque toujours silencieux ; sa compagnie n'avait donc rien de bien récréatif, et, s'il avait tout à gagner à l'arrangement que lui proposait M^{me} de Soulange, elle ne pouvait qu'y perdre beaucoup. La comtesse ne se rendit pas à ces raisons. Peu de temps après, elle vint, avec son frère, s'installer dans la maison du comte, et tous trois vécurent dans la meilleure intelligence.

La carrière militaire si occupée du comte d'Hector, et ensuite les malheurs de l'exil, ne l'avaient point empêché d'entretenir de fréquentes relations avec les parents qu'il avait en France. Il appela près de lui un petit-neveu qui portait son nom, et de l'éducation duquel il avait voulu se charger dans des temps meilleurs.

Entre un jeune homme de vingt ans et un vieillard de quatre-vingt-quatre, l'accord ne pouvait pas toujours être possible. Le premier avait adopté beaucoup des idées nouvelles, le second avait conservé toutes les anciennes.

Cette différence dans la manière de voir n'empêchait pas l'oncle de chérir son neveu. Il lui en donna la preuve en l'instituant son légataire universel. Une lettre qu'il lui écrivait dans les derniers jours de sa vieillesse, lettre que l'on trouve en tête de ses *Mémoires*, est pleine, pour son neveu, des sentiments de la plus vive amitié.

Les derniers jours d'une vie si agitée furent tranquilles ; ils auraient été heureux, si le souvenir du passé n'était pas venu les assombrir. Le comte habitait une grande maison à laquelle étaient attachées des eaux et des terres sur lesquelles il pouvait se livrer encore quelquefois à ses anciens goûts pour la chasse et la pêche. Entouré d'une grande considération, vivant avec sa belle-sœur et le vicomte de Kerouartz, visité de loin en loin par quelques membres de sa famille et par quelques vieux amis, son sort était bien moins à plaindre que celui de la plupart des émigrés. Il s'éteignit dans sa retraite, le 18 août 1808, à l'âge de 86 ans.

Il fut enterré dans le cimetière de Saint-Gilles, à Reading, où sa belle-sœur lui fit élever une tombe sur laquelle fut gravée l'épitaphe suivante :

Hic jacet

*Joannis Carolus comes d'Hector,
præfectus classium regis christianissimi,
regii et militaris Sancti Ludovici ordinis princeps.*

*Fortitudine, prudentia et summa activitate
enituit*

*Brestensis portus gubernator,
innumeras classes immensa celeritate paravit.
68 annos principi, glorie, viriliter consecravit.*

*Religionis amantissimus,
virtutibus pollens,
ad meliorem vitam transivit 18 aug. mens. A. D. 1808,
ætatis 86.*

Requiescat in pace.

*Hoc monumentum curavit
maestissima soror, comitissa de Soulange.*

Le comte d'Hector occupe une grande place dans la marine française ; il y serait peut-être arrivé au premier rang, sans les événements qui le forcèrent à en sortir. Il ne connut guère la révolution que par ses excès et ne put pas la servir quand elle le repoussait. Ne nous étonnons donc pas si, comblé des faveurs du souverain et né à une époque où le roi et la France se confondaient en un seul nom, il n'ait pas cru trahir la seconde en épousant la cause du premier. S'il était naturel qu'il s'écriât, avec un illustre Romain : *Ingrata patria !* s'il croyait qu'il était de son devoir de suivre ses princes, nous l'entendons pousser un cri de haine quand il croit s'apercevoir que ses alliés veulent se partager la France. Disons encore à sa louange que, lorsqu'il pouvait trouver à l'ombre d'un nouveau trône les honneurs et la richesse, obéissant au plus noble des sentiments, celui de la fidélité et de la reconnaissance, il préféra mourir sur la terre étrangère ¹.

¹ Les archives du ministère de la marine, l'*Histoire de la ville et du port de Brest*, par M. Levot, t. III et IV, et plus encore les mémoires inédits du comte d'Hector, dont nous avons dû la communication à l'obligeance de son petit-neveu, M. le comte d'Hector, sont les principales sources où nous avons largement puisé pour écrire cette notice.

M^{GR} HILLEREAU

ARCHEVÊQUE DE PETRA, VICAIRE APOSTOLIQUE
DE CONSTANTINOPLE

Mgr Coupperie était mort en 1831, et, parmi les dignitaires de l'Église d'Orient, la France n'était plus représentée. Le Souverain Pontife ne voulut pas qu'un pays dont le nom avait jeté tant d'éclat sur les missions du Levant, perdît de son prestige. Au prélat qui venait de tomber glorieusement au champ d'honneur, il fallait trouver, dans les rangs du clergé français, un digne émule. Ce fut à la congrégation de Saint-Laurent qu'il alla le demander encore. Dans une invocation qu'il adressait à Dieu, lorsqu'il avait voulu fonder une compagnie de missionnaires, le père Montfort s'était écrié : « Donnez-lui des prêtres libres de votre liberté, détachés de tout, sans père, sans mère, sans frères, sans sœurs, sans parents selon la chair ; sans biens, sans embarras, sans volonté propre. Donnez-lui des âmes élevées de terre et pleines de la rosée céleste, qui, sans empêcher-

ment, volent de tout côté, selon le souffle du Saint-Esprit. »

Ces hommes détachés de tous les intérêts humains, s'étaient levés à sa voix, et la compagnie des missionnaires de la Vierge Marie avait répondu aux espérances de son fondateur. Dispersée par la Révolution, elle n'avait point été écrasée sous les coups de ses oppresseurs ; la foi avait soutenu son courage, l'enclume encore une fois avait usé le marteau. A l'époque dont nous voulons parler, elle était redevenue florissante et comptait un personnel nombreux ; un de ses membres, le père Hilleureau, dont la modestie rehaussait le savoir et les vertus, s'y faisait particulièrement remarquer. Nul plus que lui n'était propre à répondre aux intentions du Saint-Père.

Julien-Marie-François-Xavier Hillereau était né dans les temps malheureux où la maison de Saint-Laurent, qui devait un jour être la sienne, avait vu ses religieux et religieuses abandonner ses murs pour chercher un refuge dans les cavernes et dans les forêts. Il avait vu le jour dans la commune de Saint-Philbert de Bouaine, le 21 janvier 1796. Bien que la guerre de la Vendée touchât à sa fin, sa mère, errant dans la campagne pendant tout le temps qu'elle l'avait porté dans son sein, n'était pas encore rentrée sous son toit. Dans les premiers mois de sa naissance, son berceau fut donc formé d'herbes et de feuilles, sans autre abri que la voûte du ciel : rien d'étonnant si, au cœur de l'hiver et dans de telles conditions, il fut atteint d'une cruelle maladie ; il s'en fallut de peu que son existence ne fût de bien courte durée. La paix ayant enfin permis de le transporter au foyer domestique, ses parents prodiguèrent leurs soins à la pau-

vre petite créature que la mort avait épargnée comme par miracle. Julien-Marie passa près d'eux sa première enfance, et, lorsque l'âge de s'instruire fut arrivé, son père, qui avait remarqué son intelligence précoce et ses heureuses dispositions natives, se décida à tous les sacrifices pour lui donner la culture de l'esprit, se réservant par un travail opiniâtre de subvenir à ses besoins. Le jeune Hillereau commença ses études à Machecoul, les continua à Chavagnes, et vint les terminer à Saint-Jean-d'Angély. Ses succès d'écolier donnèrent de lui de grandes espérances ; quand, ses études classiques terminées, il témoigna le désir de se vouer au sacerdoce, il ne trouva personne pour l'en détourner. L'enfant était devenu un jeune homme ; son intelligence, que rehaussaient les qualités du cœur, promettait à l'Eglise un de ses plus fermes soutiens. Ses maîtres et ses parents l'encourageant à persévérer dans sa vocation, il entra au séminaire de Luçon pour y faire sa théologie.

Lorsqu'il l'eut terminée, l'âge de recevoir les ordres n'étant pas encore arrivé, l'abbé Hillereau se livra à l'enseignement ; il professa les mathématiques, puis enseigna les humanités jusqu'au jour où Mgr Soyer l'ordonna prêtre. Sa carrière sacerdotale commença dans le clergé séculier, il fut nommé vicaire de la paroisse de la Châtaigneraie où il resta peu de temps, les fonctions de son ministère lui paraissant trop douces. Auprès des âmes naïves et croyantes qu'il avait à diriger, il ne trouvait pas en effet un aliment suffisant à l'ardeur de sa foi. Pour être méritoire auprès de Dieu, la vie d'amour et de charité ne lui suffisait pas, il lui fallait une vie de lutttes et de combats. C'est avec l'esprit de prosélytisme

religieux qu'il demanda à entrer dans la congrégation des missionnaires du père Montfort. Il y fut admis en 1822, à l'âge de vingt-six ans. De ce moment, l'existence qu'il avait rêvée devint une réalité. Ses travaux apostoliques furent tels qu'une constitution moins vigoureuse que la sienne y aurait succombé. Les prédications de la chaire et la direction des consciences absorbaient tous ses instants et ne lui laissaient aucun loisir. Aux exercices du ministère apostolique venaient se joindre les fatigues du corps. A cette époque, tous les voyages des missionnaires de Saint-Laurent se faisaient à pied, et les déplacements étaient continuels. Le père Hillereau ne s'en inquiétait guère, beaucoup plus préoccupé qu'il était de sa mission que des soins qu'exigeait sa santé. La révolution de 1830, en interdisant les missions, vint le condamner, pour quelque temps, au repos. Mais comme rien n'était plus antipathique à sa nature militante, comme ses supérieurs connaissaient le charme de son esprit et son activité, le père Deshayes le chargea de porter à Rome le dossier qu'avait demandé le Saint-Père, pour la béatification du père Montfort. Plusieurs autres affaires très délicates lui furent également confiées par divers évêques de France, ce qui donna à sa mission un caractère presque diplomatique. Dans les relations qu'il eut, à cette occasion, avec les congrégations romaines, particulièrement avec le Cardinal Préfet de la Propagande, le père Hillereau, par la sagesse de ses vues et sa sagacité, conquit tous les suffrages. Non seulement, en quittant Rome, il emporta l'estime générale, mais le Sacré Collège songea dès lors qu'il pourrait bien lui confier un jour, dans l'intérêt de l'Église, les missions

les plus importantes. En attendant, une haute position lui fut immédiatement donnée dans la congrégation des missionnaires de Saint-Laurent. Le père Ponsard, assistant du supérieur général, venait de mourir à Lorient ; le père Hillereau fut appelé à le remplacer, en même temps qu'il fut chargé de la direction des noviciats.

Les saintes filles que nous appelons si justement nos sœurs, et que ma plume ne peut pas rencontrer sans leur rendre l'hommage qu'elles méritent, connaissaient toutes les grandes qualités du père Hillereau ; aussi accueillirent-elles sa nomination avec une grande joie.

Il ne devait pas rester longtemps à diriger leurs pas dans la voie où elles étaient entrées, d'autres devoirs allaient l'appeler dans des régions lointaines.

Par un bref en date du 22 mai 1832, le pape Grégoire XVI, sur l'avis conforme des cardinaux auxquels l'œuvre de la Propagande était confiée, le nomma évêque de Calédonie et visiteur apostolique de Smyrne, en remplacement de Mgr Cardelli, lui donnant des pouvoirs très étendus sur l'Église qu'il allait administrer.

L'humble missionnaire, ne se croyant pas à la hauteur de la dignité à laquelle il venait d'être appelé, écrivit à Rome pour demander que cet honneur fût donné à un plus digne ; mais il fut fait violence à sa modestie, et, sur l'invitation impérative qu'il en reçut, il lui fallut dire adieu à la maison qui lui était chère, et où il laissait tant de regrets. Il quitta Saint-Laurent le 20 juin 1832, s'arrêta à Toulon, d'où, après avoir donné aux Filles de la Sagesse de cette ville sa dernière retraite, il se rendit auprès du Saint-Père, pour recevoir la consécration épiscopale. Il séjourna quelques mois à Rome, et ce ne

fut qu'au commencement de l'automne qu'il s'embarqua pour sa destination nouvelle. La frégate qui le transportait était commandée par le capitaine Bruat. Dans des voies bien différentes, tous deux devaient avoir de grandes destinées et se rencontrer encore : vingt-trois ans plus tard, l'amiral Bruat, à la tête de la flotte française, saluait à Constantinople le chef de l'Église d'Orient. Victimes de leur dévouement, tous deux, peu de temps après, succombaient aux atteintes du même fléau.

L'érection de Smyrne en archevêché, pour le culte catholique, remonte au XIV^e siècle. Après la consommation du schisme grec, en 1721, à la suite de difficultés survenues entre l'archevêque et le consul français, il fut supprimé. En 1818, le vicariat de Smyrne fut de nouveau érigé en archevêché par le pape Pie VII.

Un des plus grands Pères de l'Église, un glorieux apôtre de l'Évangile, saint Polycarpe, avait été évêque de Smyrne ; c'est lui qui envoya dans la Gaule deux de ses disciples, Pothin et Irénée, pour y porter la parole de Dieu. Cette parole avait été féconde, et aujourd'hui, de la terre où la semence divine avait produit des fruits miraculeux, partait, pour la rapporter à ceux qui n'en conservaient plus la mémoire, un autre évêque pénétré des mêmes vertus et du même zèle. Voulant suivre l'exemple et les leçons du grand saint qu'il avait pris pour modèle, il était bien décidé à ne jamais s'écarter de la recommandation que cet illustre apôtre faisait à son clergé : « Il faut que le prêtre soit porté à l'indulgence, compatissant envers tous, occupé à ramener les brebis égarées, à visiter tous les malades ; plein de zèle pour la veuve, pour l'orphelin, pour le pauvre ;

toujours attentif à faire le bien devant Dieu et devant les hommes, à éviter toute colère, toute préférence, tout jugement injuste ; entièrement affranchi de malice, de cette légèreté qui voit le mal trop facilement, et d'une certaine sévérité qui juge avec trop de rigueur, il faut qu'il sache que nous avons tous une dette à payer pour quelques péchés. »

Dans l'Asie-Mineure où se trouvaient autrefois tant d'églises florissantes, la mission de Smyrne avait seule conservé au culte catholique un évêque et des temples saints ; partout ailleurs, le schisme et l'hérésie levaient une tête audacieuse et régnaient en souverains. Son étendue était considérable, elle comprenait deux îles : Mételin, l'antique Lesbos, autrefois si célèbre, et Cos, patrie d'Hippocrate, dont le nom a été changé en celui de Stanohio. En dehors de ces deux îles, elle s'étendait sur le continent ; tout le littoral de la Méditerranée, depuis les Dardanelles jusqu'à la province d'Anatolie, dans une profondeur que l'on estimait à cinq jours de marche, lui appartenait. Là se trouvaient des villes célèbres, et, plus brillante que toutes les autres, Ephèse, dont le temple avait été une des sept merveilles du monde, Ephèse où le christianisme éleva une de ses premières églises. Monuments du paganisme et monuments de la vraie foi en ont également disparu. La ville où Diane avait ses autels, la cité sainte où se retira la mère du Christ, où saint Jean l'Évangéliste fit entendre sa voix, où s'assembla le troisième concile œcuménique, n'est plus qu'un monceau de ruines.

Arrivé à Smyrne dans les premiers jours du mois de décembre 1832, Mgr Hillereau prit soin de s'informer des

ressources que pouvait lui offrir cette ville, bien moins au point de vue de la vie matérielle que de la vie de l'esprit. Il la trouva peuplée de quatre-vingt mille Turcs, de quarante mille Grecs hérétiques, d'un grand nombre d'Arméniens hérétiques également, de protestants et de juifs. Chaque religion avait un quartier à part groupé autour de son église. Les Grecs et les Arméniens étaient dirigés par un archevêque qui habitait la ville. Ces derniers firent très bon accueil à Mgr Hillereau, sans paraître disposés toutefois à revenir à l'unité catholique : à côté des hérétiques de toutes les sectes, il ne se trouvait que sept mille catholiques dispersés dans la ville et dans deux villages peu éloignés. Tous n'appartenaient pas au même rit : les rites arménien, grec, maronite et syrien y comptaient des adhérents. Dans tout le reste de l'Anatolie, on ne trouvait pas plus de deux cents catholiques qu'un missionnaire visitait une fois l'an. Ce missionnaire était si peu rétribué que, sa tournée faite, il était obligé de rentrer dans sa famille pour y chercher des moyens d'existence.

Dans la ville de Smyrne, le culte catholique n'avait que deux églises, l'une appartenant aux pères Capucins, l'autre aux pères Récollets ; l'archevêque et le clergé séculier en étaient dépourvus. A la belle saison, quand les familles catholiques quittaient la ville pour la campagne, un prêtre de leur religion venait dire la messe dans la maison de l'une d'elles, et toutes les autres s'y réunissaient pour l'entendre.

Autrefois il y avait à Smyrne quatre maisons religieuses, une de Capucins, une de Récollets, une de Jésuites, une de Dominicains. Quand Mgr Hillereau prit

possession de son diocèse, il ne s'en trouvait plus que trois, la première appartenait aux Capucins, la seconde aux Récollets, la troisième aux Lazaristes. Dans cette dernière, Mgr Hillereau rencontra un compatriote. Le père Gloriot, supérieur de la maison, était né comme lui dans le diocèse de Luçon.

Des deux paroisses catholiques de Smyrne, l'une, sous la protection de la France, appartenant aux Capucins, suscita quelques ennemis à Mgr Hillereau, quand il fut devenu vicaire apostolique de Constantinople ; l'autre, placée sous la protection de l'Autriche, portait le nom de paroisse italienne. Au nombre des membres du clergé catholique, six prêtres avaient fait leurs études à Rome, au collège de la Propagande. Pour l'exercice complet de son ministère, il eût été nécessaire que le clergé catholique possédât la connaissance des différentes langues qui se parlaient à Smyrne, de la langue grecque en particulier, et il était loin d'en être ainsi. Les missionnaires avaient à lutter avec bien d'autres difficultés. S'ils voulaient conserver la liberté du culte, ils devaient s'interdire toute tentative de prosélytisme auprès des Turcs. D'un autre côté, les Juifs, très attachés à la Synagogue, les recevaient fort mal, et les Grecs, orgueilleux et ignorants, traitaient de *chiens* les chrétiens de l'Eglise latine. Si l'un d'entre eux, ce qui était presque sans exemple, se convertissait à la religion catholique, il était conspué par ses anciens coreligionnaires et en butte à toutes sortes de vexations. Parmi les Arméniens seulement, il était possible de faire des recrues ; plusieurs se montraient disposés à rentrer dans le giron de l'Eglise, mais la crainte de leur arche-

vêque les retenait dans l'hérésie, les primats de cette nation usant de rigueurs incroyables contre ceux qui ne faisaient pas acte de soumission absolue à leur évêque.

Mgr Hillereau se trouvait en outre en présence de missionnaires protestants dont la propagande se faisait plus encore par des distributions d'argent que par des distributions de bibles ; en présence encore des sceptiques, des indifférents, des esprits forts, très nombreux à Smyrne, prêchant la tolérance en matière religieuse, et n'en poursuivant pas moins les catholiques de leurs sarcasmes et de leurs invectives.

Au milieu de toutes ces difficultés, Mgr Hillereau avait la consolation de trouver des catholiques inébranlables dans leur foi, presque tous fréquentant les églises, même les jours de travail. Dans leurs deux paroisses il n'existait pas moins de sept confréries.

La multiplicité des langues et l'antagonisme, qui régnait de nation à nation, présentaient bien des obstacles à la propagation de la foi. Pour être compris de tous ceux qui fréquentaient les églises catholiques, il fallait prêcher en quatre ou cinq langues différentes. Dans la société européenne, c'était toujours la langue française que l'on parlait de préférence.

Mgr Hillereau ne commença sa visite apostolique que trois mois après son arrivée à Smyrne ; à son retour, il expédia à Rome un de ses prêtres pour faire connaître à la Congrégation de la Propagande les résultats de cette visite, pour entrer à ce sujet dans des explications étendues, et aussi pour accélérer des actes qui, quelquefois, se faisaient un peu attendre.

Dans une longue lettre qu'il écrivait à Mgr de Luçon,

il lui disait qu'à l'aide des ressources que l'Œuvre de la Propagande et d'autres bienfaiteurs de l'Église lui fourniraient, il espérait créer de nouvelles paroisses, améliorer la position des prêtres, entretenir deux missionnaires.

Dès les premiers jours de son arrivée, dans la pensée que sa mission à Smyrne serait de longue durée, Mgr Hillereau avait demandé à Rome l'admission du secrétaire de Mgr Cardelli au collège de la Propagande, espérant sans doute qu'avec l'instruction qu'il y puiserait, il pourrait un jour lui être d'une grande utilité.

Mais il lui fut répondu par un refus, les religieux reçus prêtres pouvant seuls entrer dans cette institution et le secrétaire de Mgr Cardelli ne l'étant pas encore. Le secrétaire de la Propagande l'informait en même temps que, pour donner des congés aux religieux attachés à la mission de Smyrne, il devait s'entendre au préalable avec le préfet de la mission de Constantinople.

Ce petit désagrément fut suivi, quelques mois après, d'une mesure sur le caractère de laquelle Mgr Hillereau se méprit, et qui lui fut très pénible. Enflammé d'une sainte ardeur, il avait fait traduire par un des Lazaristes de Smyrne, en grec vulgaire, l'*Imitation de Jésus-Christ* ainsi qu'un catéchisme. Puis, après s'être occupé du troupeau, songeant aux pasteurs qui en avaient la garde, il avait réuni dans une retraite tous les prêtres de Smyrne, lesquels s'y étaient trouvés au nombre de vingt-neuf. Il avait en outre ouvert des conférences qui se tenaient tous les quinze jours. Les devoirs et les vertus du clergé, des questions théologiques et l'explication de l'Écriture en étaient tour à tour le sujet. De

l'enseignement passant à la pratique, il avait créé une œuvre de la Propagation de la Foi en union avec celle de la France. Il se préparait enfin à d'autres travaux apostoliques, quand un nouveau bref le nomma coadjuteur de Mgr Corezzi, vicaire apostolique du patriarcat de Constantinople, avec le titre d'archevêque de Pétra.

Mgr Hillereau crut à une disgrâce. Dans une supplique qu'il adressa à la Sacrée Congrégation, il la pria de lui permettre de venir se justifier devant elle, et demandait, en même temps, qu'il lui fût donné un successeur à Smyrne.

Le cardinal-préfet lui répondit que, loin d'avoir à s'en plaindre, la Sacrée Congrégation n'avait qu'à se louer de ses œuvres, qu'elle avait voulu lui en donner la preuve en l'appelant à un poste aussi important que celui qu'il allait occuper, le grand âge de Mgr Corezzi exigeant qu'il eût un coadjuteur. Le cardinal ajoutait qu'il n'y avait pas lieu à pourvoir immédiatement à son remplacement à Smyrne ; que, jusqu'à nouvel ordre, il conserverait le titre de vicaire apostolique de cette mission, en même temps qu'il resterait chargé de son administration ; qu'en conséquence il ne devait plus être question d'un voyage à Rome, voyage rendu complètement inutile par l'explication qui venait de lui être donnée, et son absence ne pouvant avoir d'autre résultat que de laisser le diocèse de Constantinople dans un grand embarras.

Au moment où un coadjuteur lui fut donné, Mgr Corezzi était gravement malade. Sa santé s'étant rétablie plus tôt qu'on ne le pensait, Mgr Hillereau ne se rendit pas immédiatement auprès de lui. Nous le trouvons

encore à Smyrne dans les premiers jours de l'année 1834. A la date du 3 janvier, il écrivait de cette ville, pour accuser réception d'une somme de 4800 livres qui lui avait été allouée par l'œuvre de la Propagande. Il réclamait en même temps quelques ornements destinés aux églises de Smyrne qui en étaient complètement dépourvues, ornements indispensables *au milieu de ces peuples qui donnent tout à l'extérieur et ne jugent que par la vue.*

Peu de temps après, Mgr Bonami vint prendre possession du siège apostolique de Smyrne. Nommé d'abord évêque de Babylone, Mgr Bonami n'avait pu dépasser Alger où il avait séjourné toute une année. Le Souverain Pontife avait alors changé sa mission pour celle de Smyrne. Mgr Hillereau lui abandonna non seulement tout ce qu'il avait reçu de la Sacrée Congrégation, mais aussi d'autres objets qui lui appartenaient en propre.

Lorsqu'il arriva dans la capitale de l'empire ottoman, sur une population de six cent mille âmes, la ville des Constantins ne comptait plus que dix mille chrétiens appartenant à l'Eglise latine et soumis à la domination turque. Il s'y trouvait aussi des Arméniens, des Grecs, des Maronites, des Syriaques, non sujets du sultan et restés fidèles à la religion catholique. Le clergé latin se composait de douze prêtres levantins, de vingt religieux, européens pour la plupart, appartenant aux ordres de Saint-François et de Saint-Dominique. Huit missionnaires Lazaristes et trois frères possédaient deux collèges, l'un dans le faubourg de Péra, l'autre dans celui de Galata, quartiers de la ville affectés aux Francs

depuis des siècles. Il n'y avait point de couvent de femmes ; seulement une trentaine de personnes du sexe faisaient profession de la vie religieuse, et habitaient des maisons particulières.

L'Église latine y comptait six églises : deux églises paroissiales, Saint-Antoine, au faubourg de Péra, Saint-Pierre, au faubourg de Galata, sous la protection du gouvernement français ; une troisième église paroissiale, Sainte-Marie, située au faubourg de Péra, sous la protection autrichienne ; Saint-Benoît, desservi par les missionnaires Lazaristes, Sainte-Trinité, détruite par un terrible incendie et à moitié relevée de ses ruines ; enfin Saint-Georges, attenant à l'hôpital français.

Pendant que les minarets et les riches mosquées resplendissaient sous les rayons du soleil, les églises catholiques, la plupart basses et humides, bâties dans des culs-de-sac et dans des milieux insalubres, présentaient le spectacle le plus affligeant. L'intérieur du temple répondait à l'extérieur de l'édifice : tout était pauvre, mesquin et triste ; tout y révélait la négligence et la misère.

Loin de se laisser effrayer par les difficultés qui se présentaient devant lui, Mgr Hillereau trouva dans son âme la confiance et la force nécessaires pour en triompher ; les difficultés étaient grandes pourtant et tenaient à des causes diverses. La question matérielle, quelque considérable qu'elle fût, était peu de chose à côté des dispositions qu'il rencontrait dans les esprits. Relever les bâtiments n'était pas le plus pressé, il fallait d'abord relever les âmes, ramener à l'Église celles qui s'en étaient écartées, travailler enfin à la conversion des infidèles.

Pour les Turcs, il ne fallait pas y compter, la loi de Mahomet punissant alors de la peine capitale ceux qui abandonnaient le Coran pour l'Évangile ; chez les Grecs, chez les autres chrétiens hérétiques, ainsi que chez les Juifs, les dispositions étaient tout aussi hostiles. Les évêques grecs et arméniens, chefs de leur gouvernement, avaient le droit, sur un avis conforme du Conseil des Primats, d'appliquer à ceux de leurs coreligionnaires qui revenaient au catholicisme, les peines les plus sévères : l'emprisonnement, l'exil, la mort même. Seuls d'ailleurs, les Arméniens montraient un secret penchant pour la foi catholique, mais ce penchant et leur attachement à la France cédait à la pression que la Russie, par la voix du patriarche, dont la résidence se trouvait sur les terres de son empire, exerçait sur eux.

Quand une menace terrible n'aurait pas été suspendue sur leur tête, la haine du catholicisme, dont, entre toutes les sectes hérétiques, les Grecs se font plus particulièrement gloire, suffisait pour les éloigner de l'Église latine. Les vices qui, après avoir refroidi la charité, ont fini, au IX^e siècle, par l'éteindre entièrement, restaient toujours les mêmes : l'orgueil, les antipathies de nations, la cupidité, la crasse ignorance, mère du fanatisme, ont passé de générations en générations, sans que, pendant plus de mille années, le temps, sous les coups duquel tombent les monuments et les empires, ait pu les ébranler. Ce sont toujours ces mêmes hommes que des discussions théologiques empêchèrent, au temps des Croisades, de consolider l'empire de Byzance, et qui, au XV^e siècle, lorsque Mahomet II

allait faire de Sainte-Sophie une mosquée, préférèrent tomber sous le joug des Musulmans que d'accepter les secours offerts par les Latins. Le clergé grec, si fier, si dédaigneux, est pourtant loin d'avoir la supériorité à laquelle il paraît prétendre. On en jugera par l'étendue des connaissances exigées par le patriarche pour donner l'autorisation au clergé. Savoir lire les livres de liturgie sans toujours les comprendre, voilà tout ce qu'on leur demande. C'est surtout au défaut d'instruction et à d'odieuses traditions qu'il faut attribuer les mauvais sentiments dont ce peuple se montre animé, sentiments réprouvés par la religion qu'il pratique. Aveuglément obstiné dans son erreur et opiniâtre dans ses manies, s'il n'est pas dépourvu de toutes les qualités de l'esprit et du cœur, il n'en faut pas moins à ceux qui travaillent à le ramener à la foi, une patience angélique et un grand courage.

Comme coadjuteur de Mgr Corezzi, Mgr Hillereau n'avait pas des pouvoirs assez étendus pour satisfaire au zèle religieux qui le transportait. Le grand âge du vicaire apostolique de Constantinople et l'ébranlement de sa santé, en le rendant peu propre à l'accomplissement d'œuvres importantes, l'avaient forcé d'abandonner à son coadjuteur la plus lourde charge de sa mission ; mais le prélat français sentait toujours la main de son supérieur, et ne voulait pas commander quand son devoir était d'obéir.

Le 7 mars 1835, Mgr Corezzi ayant terminé, à l'âge de quatre-vingts ans, sa longue carrière, un bref de Pie VII appela Mgr Hillereau à lui succéder.

Placé à la tête de l'Église catholique de Constanti-

nople, ayant désormais toute la responsabilité de sa mission, le nouveau vicaire apostolique se trouvait à la hauteur de la position qui lui était faite. Une occasion d'affirmer sa foi et de déployer sa bannière allait s'offrir à son zèle, il la saisit avec empressement. Jusque-là, la procession de la Fête-Dieu s'était faite assez obscurément et seulement dans les quartiers francs de Péra et de Galata, autour des églises catholiques. Mgr Hillereau résolut de lui donner un éclat inaccoutumé et de la faire sortir des limites qu'elle n'avait pas encore osé franchir. Tous les élèves du collège français, habillés en enfants de chœur, et une confrérie de laïques, revêtus de costumes religieux, lui servirent de cortège. Les ornements de toutes les églises furent mis à contribution pour ajouter à l'éclat de la cérémonie. Une statue en argent, probablement la seule de ce métal précieux que possédassent les catholiques, représentait l'image du Christ au moment où, vainqueur de la mort, il sort de la tombe pour remonter à la droite de Dieu son Père. Des membres de la confrérie la portaient sous un dôme d'argent, et les rayons du soleil lui donnaient un éclat éblouissant. Entouré de tout son clergé et des prêtres de diverses communautés, l'archevêque de Pétra présentait le Saint Sacrement aux regards d'une foule émue et recueillie. Les kavas turcs, sorte de gardiens de la paix, dont il avait cru prudent de se faire accompagner, lui devinrent tout à fait inutiles. Toutes les religions, toutes les sectes, si nombreuses dans la capitale de l'empire ottoman, lui témoignèrent le plus profond respect. Chose singulière et qui paraîtra bien surprenante après ce que nous venons de dire des prélats grecs, un de leurs évêques, qui

gouvernait une église voisine, n'eut pas plutôt appris que la procession, sortie de son enclos, s'avançait de son côté, qu'il s'empressa, pour lui faire hommage, d'ouvrir les portes de son église et d'en faire sonner les cloches. Dans une visite que Mgr Hillereau lui fit, quelques jours après, le prélat dissident lui exprima le regret de n'avoir pas été prévenu à l'avance du passage de la procession, affirmant qu'il se serait trouvé en habits sacerdotaux avec son clergé, à la porte de son église, qu'il aurait encensé le Saint Sacrement, et que les Grecs des rues que la procession avait traversées, auraient jeté des fleurs et des eaux de senteur sur son passage, ou plutôt sur celui de Notre-Seigneur. — (*Annales de la Propagation de la Foi*, année 1839.)

Quatre ans après, la même fête fut célébrée au même lieu, avec une magnificence sans égale. Cinq évêques de quatre rits différents et un sixième, auquel il ne manquait que la cérémonie du sacre, s'y trouvèrent réunis. Tous voulurent représenter leur nationalité et montrer aux sectes hérétiques que les rits divers sanctionnés par le Souverain Pontife, n'ont pas détruit l'unité catholique. Ce fut encore Mgr Hillereau qui, dans cette cérémonie, porta le Saint Sacrement, ayant à ses côtés Mgr Borchì, évêque nommé de Bethsoïde *in partibus*, et l'évêque chaldéen Mospul. Deux évêques arméniens, l'un archevêque primat, l'autre archevêque démissionnaire, les attendaient à la porte de leur église et se réunirent à eux. Tout le clergé latin, tout le clergé arménien, entouraient les chefs de l'Église. C'était, suivant l'expression de Mgr Leleu, préfet apostolique des Lazaristes à Constantinople, auquel j'emprunte ce récit, *c'était l'Europe et*

l'Asie réunies dans un temple catholique, pour se donner le baiser de paix.

A ce nombreux clergé servaient d'escorte le collège français et soixante jeunes filles vêtues de blanc, divisées en trois groupes que distinguaient des ceintures de couleur différente. Ces groupes étaient dominés par la statue du Christ dont nous avons parlé, par une statue de l'Immaculée-Conception et une image de sainte Philomène. Des chœurs faisaient entendre de saints cantiques, et, par l'harmonie de leurs chants, semblaient inviter tous les dissidents de l'Église, si nombreux à Constantinople, au concert des âmes.

L'effet de cette cérémonie fut immense sur tous, et plus particulièrement sur les femmes turques, que la pompe des fêtes trouve toujours si impressionnables. Dans leur admiration, elles levaient les yeux au ciel, rendant grâce à Dieu et lui demandant de vivre assez pour revoir de telles splendeurs auxquelles elles donnèrent le nom de fêtes des roses. Dans cette solennité où dominait le caractère français, le sentiment patriotique s'était mêlé au sentiment religieux. Emblèmes de deux puissances toujours unies, la croix et le drapeau de la France apparaissaient à côté l'un de l'autre sur la tour de l'église paroissiale. « Je vous avoue que, ce jour-là, je ne me croyais pas chez les Turcs, » a dit un témoin de cette scène sublime. De la capitale de l'empire ottoman, sa pensée se reportait-elle sur Paris, alors la capitale du monde civilisé ? Hélas ! ce n'est plus sur les bords de la Seine qu'il tournerait aujourd'hui ses regards. Depuis, Paris a appartenu aux brigands et aux assassins. On a pillé ses églises, massacré ses archevêques, persé-

cuté les religieuses, proscrit le culte de Dieu. On a pu croire un instant que, pour trouver l'esprit de tolérance dont nous sommes de si singuliers apôtres, il faudrait se transporter chez les Turcs. Là, du moins, sous la protection du croissant, la croix est respectée; là, la procession de la Fête-Dieu se fait encore librement.

Le vicariat apostolique de Mgr Hillereau s'étendait sur de vastes provinces. En Europe, il comprenait la Thrace et la Macédoine; en Asie, toute l'Asie Mineure, Smyrne exceptée. Les îles de Candie, de Rhodes, de Mételo, de Ténédos et quelques autres encore en faisaient partie. Pour produire d'abondantes moissons, un champ aussi étendu demandait bien des bras, et le troupeau qu'il nourrissait, dispersé sur des régions lointaines, ne pouvait recevoir souvent la visite du pasteur. Là se trouvaient tous les catholiques, Syriens, Chaldéens, Grecs, Maronites, etc., sans distinction de rits. Seuls, les Arméniens, pour lesquels le Saint-Siège avait érigé un archevêché à Constantinople, ne dépendaient pas de la juridiction du vicariat apostolique français. Longtemps leur gouvernement avait relevé des deux patriarches hérétiques, grec et arménien, mais un firman venait de le confier à l'archevêque arménien catholique. Ce fut à la sollicitation de Mgr Georges Hysse, évêque du rit syriaque de Mossul, converti à la religion catholique par Mgr Coupperie, qu'eut lieu cette réunion de tous les catholiques rayas des provinces, au grand mécontentement des chefs hérétiques, qui travaillaient à détruire l'unité catholique avec la même ardeur que d'autres s'appliquaient à la rétablir. Chose bien digne de remarque et qui montre combien,

dans leur haine aveugle contre les catholiques, les sectaires mettent plus de passion que les infidèles, pendant que les premiers s'épuisaient en efforts impuissants pour convertir un des ministres du sultan et le rendre hostile aux catholiques, « celui-ci se faisait indiquer les passages de l'Évangile qui établissent la primauté de saint Pierre, pour les lire lui-même dans une traduction turque des livres saints qu'il avait dans sa bibliothèque ¹. »

Avant de commencer sa tournée pastorale, Mgr Hillereau dut s'occuper de faire à son église paroissiale des réparations dont le besoin était si urgent que le temple du Seigneur allait tomber en ruines, s'il n'y était pas pourvu immédiatement. Une partie des fonds envoyés au vicaire apostolique de Constantinople par l'Association de la Propagation de la Foi fut consacrée à cette œuvre. Mais, comme il arrive trop souvent en pareil cas, les dépenses ayant excédé de beaucoup ses prévisions, Mgr Hillereau se vit dans la nécessité de contracter des dettes. C'était la première fois que semblable chose lui arrivait, ce ne fut pas la dernière. Souvent son zèle lui fit outrepasser ses ressources. La confiance qu'il avait dans la Providence le rassurait ; il ne doutait pas qu'il trouverait un jour une main généreuse pour lui venir en aide. Il ne fut pas trompé dans son attente. L'incendie allumé dans le quartier de Péra, en 1834, n'avait épargné ni les églises, ni l'archevêché. A son arrivée à Constantinople, Mgr Hillereau n'eut pour se loger qu'un chétif appartement, qui rappelait le presbytère dans

¹ Lettre de Mgr Hillereau à M. Gouraud.

lequel le père Beaudouin s'était installé, lorsque, à son retour d'Espagne, la paroisse de la Jonchère avait été confiée à son ministère. Beaucoup plus soucieux de la maison du Seigneur que de la sienne propre, Mgr Hillereau s'était occupé tout d'abord de réparer et d'orner son église ; l'état de délabrement où il l'avait trouvée était tel, que, dans l'impossibilité d'y célébrer le sacrifice de la messe, la chapelle d'un couvent de réguliers située dans son voisinage avait été mise à sa disposition. Ce n'était qu'après l'avoir restaurée, qu'il avait songé à agrandir le palais épiscopal — palais est un mot bien ambitieux appliqué à une si chétive demeure — trop étroit pour recevoir un clergé dont la position était vraiment lamentable. Tout, en effet, manquait à son zèle, tout manquait à ses besoins. Sans églises, et dans le dénuement le plus absolu, ses prêtres se voyaient forcés, pour subvenir à leur misérable existence, d'accepter des prêtres réguliers — seuls possesseurs de toutes les paroisses et par conséquent des ressources de leurs églises — les places les plus humbles. Ce fut dans l'intention de pourvoir à leur logement que Mgr Hillereau releva la maison de Saint-Georges, autrefois habitée par les vicaires apostoliques, en construisit une à côté, en acheta enfin trois autres, qui n'offraient pas sans doute tout le confort désirable puisqu'elles étaient en bois, mais qui pouvaient pourtant servir d'abri et de refuge.

Pendant quelque temps, Mgr Hillereau n'avait eu auprès de sa personne que deux prêtres indigènes. Les autres prêtres séculiers, sortis des îles de l'archipel, ne trouvant pas, dans l'exercice de leur ministère, des ressources suffisantes, vivaient misérablement au sein de

leurs familles qui avaient quitté des rochers arides pour venir demeurer avec eux à Constantinople. Ce fut pour s'entourer d'ecclésiastiques instruits qu'il envoya quelques jeunes gens au collège de la Propagande à Rome. En écrivant ces lignes, nous avons sous les yeux une lettre du cardinal Transoni, par laquelle ce prélat l'autorise, suivant la demande qu'il en a faite, à envoyer un élève au collège Urbano, lui promettant que, plus tard, d'autres pourront être admis dans la même maison.

Le vicaire apostolique ne se bornait pas à veiller sur ceux qui l'entouraient, ses regards s'étendaient au loin. Par ses soins, des chapellenies s'élevèrent en dehors de Constantinople, des établissements religieux furent créés à Scutari, à Cadi-Kené, à Brousse, à Varna, à San-Stefano ailleurs encore. Pour toutes ces fondations, il fallait des sommes considérables et une conduite habile qu'imposaient les circonstances. La cupidité des fonctionnaires musulmans ne cédait jamais, en effet, qu'à des arguments pécuniaires. Pour bâtir une église, on devait tout d'abord être muni d'un firman. Le demander au grand Vizir, faire intervenir, à cet effet, l'ambassadeur de France, c'était s'exposer à un refus et créer des embarras à notre diplomatie. Mgr Hillereau s'y prenait autrement et trouvait beaucoup plus simple de s'en passer. Il commençait par élever des murailles qui n'avaient aucun caractère architectural et auquel il se gardait bien de donner le nom qu'elles devaient porter, prenant soin d'en cacher aux yeux, par de minces cloisons, les dispositions intérieures, et, quand tout était fini, les faisait disparaître; ornait les murs de saintes images et consacrait un nouveau temple au Seigneur. L'attention des Turcs

était-elle éveillée avant l'achèvement de l'édifice ? Recevait-il de l'autorité la défense de bâtir ? Il savait ce que cela voulait dire, et suspendait ses travaux avec la certitude de pouvoir les reprendre bientôt. Comme il n'y avait qu'à donner de l'argent pour lever l'interdit, Mgr Hillereau s'exécutait, et l'honnête agent, en empochant la somme, devenait aveugle et laissait faire. Il lui arrivait pourtant quelquefois de recouvrer la vue avant que la construction de l'église fût achevée ; l'emploi du même moyen avait le même succès. Après les agents des bâtiments, venaient les ouvriers, les fournisseurs de matériaux, bande de filous sur lesquels il fallait avoir toujours les yeux ouverts. Mgr Hillereau ne les perdait pas de vue, et, malgré les rebuts, les contrariétés, les épreuves de toute nature, triomphait des obstacles.

Les missions du Levant ne ressemblent point à celles de la Chine et de l'Amérique. Dans les dernières, le prêtre s'efforce de faire pénétrer dans l'âme des idolâtres les principes du christianisme ; dans les premières, il travaille à ramener dans le sein de l'Église ceux qui s'en sont éloignés. Pour être de nature différente, les difficultés sont égales, et le danger que court le missionnaire est peut-être plus grand à Constantinople qu'à Pékin. Nous avons dit avec quel entêtement les sectes religieuses de l'Orient s'enfoncent dans leur erreur, et quels efforts surhumains il faut faire pour les en tirer. Si les missionnaires chargés de ce soin n'ont pas à craindre le martyre, s'ils ont moins à redouter, dans l'empire ottoman que dans l'empire chinois, les violences corporelles, ils sont bien souvent exposés à un fléau qui fait plus de victimes encore. Dans ce malheureux pays,

où les soins hygiéniques les plus élémentaires sont négligés, la peste est presque endémique. Vue de loin, lorsqu'elle est éclairée par les feux éblouissants du soleil, la grande cité offre à l'œil ravi des splendeurs dont le spectacle n'a pas son pareil dans l'univers entier. Mais si l'étranger, émerveillé de tant de beautés, veut rester sous le charme de leur enchantement, qu'il se borne à les contempler du Bosphore et qu'il se garde bien de descendre à terre. S'il pénétrait en effet dans l'intérieur de la ville, quelle désillusion, quel mépris pour un peuple si favorisé de la nature et si croupissant dans la fange, n'éprouverait-il pas à l'aspect de tant d'insouciance ! Les regards se détournent involontairement des superbes monuments de la ville impériale, pour se porter sur des immondices dont l'odorat est frappé avant que la vue n'en soit blessée. Rien ne peut donner l'idée de la malpropreté et de la puanteur des rues dans lesquelles la police, quelle police que celle de Constantinople ! laisse, sans les faire enlever, toutes les ordures et jusqu'aux chiens crevés, dont les émanations miasmiques infectent l'air que l'on respire. Indépendamment de l'horreur bien naturelle qu'inspirent des chairs qui se corrompent et tombent en lambeaux, les Turcs devraient pourtant comprendre qu'aux environs de tels charniers, vont se développer des foyers infectieux dont ils pourront être les premières victimes. Mais le fatalisme est là, les détournant de prendre les précautions les plus simples et les plus urgentes. Quand le fléau viendra à éclater, les grands s'enfermeront dans leurs palais, loin de la demeure du pauvre, plus particulièrement exposée à la contagion. Le prêtre catholique

aura une conduite tout opposée ; toujours prêt à porter les consolations de la religion au plus pauvre comme au plus riche, il bravera la mort sans hésitation et sans crainte.

La maladie a-t-elle fini ses ravages, il lui reste une autre tâche à remplir. Les veuves et les orphelins lui tendent la main ; il faudra les vêtir, les loger, leur donner du pain.

Il n'y avait pas longtemps que Mgr Hillereau occupait le siège apostolique de Constantinople, quand la peste y fit son apparition : elle s'étendit rapidement dans tous les quartiers de la ville, gagnant de proche en proche les villages environnants. Bien qu'il y fût préparé, et que rien ne pût ébranler la fermeté de son âme, ce n'est pas sans une profonde émotion que le digne prélat fut témoin des scènes de désolation, de découragement et d'abandon auxquelles il lui fut donné d'assister. On mourait dans la rue, sans qu'il se trouvât une main pour enlever le cadavre devenu un objet d'horreur et d'effroi. Des villages restaient complètement déserts ; on voyait souvent une porte de la ville fermée longtemps avant la chute du jour ; ce qui voulait dire que, depuis le lever du soleil, mille morts avaient déjà passé par là, l'usage étant, en pareil cas, de la fermer en signe de deuil. Les prêtres catholiques exceptés, tout le monde fuyait les pauvres qui, plus que tous les autres, transmettaient la maladie, et les malheureux mouraient de faim. Infidèles cette fois à cette doctrine que rien ne peut arrêter la main de Dieu, les Musulmans se gardaient bien de secourir les malades, dans la crainte d'être atteints par la contagion. Mgr Hillereau ne recula pas devant le danger. Loin de fuir les lieux empestés, il donna à

son clergé l'exemple du dévouement et de la charité. Dans une lettre qu'il écrivait à M. Michaud, prêtre de Saint-Laurent, lettre que les *Annales de la Propagation de la Foi* ont publiée, on trouvera l'émouvant récit de cette grande calamité.

Mgr Hillereau ne pouvait pas se consoler de la pauvreté des églises latines de Constantinople. Les églises arméniennes leur étaient bien supérieures pour la construction des édifices, pour leur disposition intérieure pour la richesse des ornements, pour le personnel du clergé qui ne comptait pas moins de quatre-vingt-dix prêtres : encore ce nombre était-il insuffisant aux besoins du culte. Mais c'était surtout du côté de la mosquée, autrefois Sainte-Sophie, que se tournaient les regards affligés du vicaire apostolique. Sainte-Sophie, si riche en souvenirs, autrefois si pleine de splendeurs ; Sainte-Sophie, à laquelle quatre cents prêtres étaient attachés ; Sainte-Sophie, qui était à Constantinople ce qu'est à Rome l'église de Saint-Pierre ; Sainte-Sophie, livrée aujourd'hui à l'islamisme, ne connaît plus le culte du Seigneur ! Le croissant de Mahomet y a remplacé la croix du Sauveur des hommes. Mais, quoi qu'aient pu faire le temps et la main des barbares, tout y est encore plein des magnificences de l'Église. Si son dôme, autrefois tout revêtu de mosaïques, est aujourd'hui dégradé par les gardiens qui en vendent les débris aux étrangers, les marbres, les colonnes de porphyre, conservés dans toute leur beauté, sont encore pour le monde entier un objet d'admiration. Vainement les infidèles se sont-ils efforcés de faire disparaître les derniers vestiges des saintes images ; un œil attentif peut encore reconnaître deux

croix qui, gravées sur le marbre, ont résisté à bien des tentatives mises en œuvre pour les faire disparaître.

On comprend quelle dut être l'émotion de Mgr Hillereau devant toutes ces dégradations. De quelle amertume son âme ne fut-elle pas abreuvée, quand, pour la première fois, il entra dans la mosquée ! Les imans y célébraient une de leurs cérémonies. L'empereur Constantin s'était peut-être agenouillé à la place qu'ils occupaient ; c'était dans son sanctuaire qu'au cri : « Gloire au prophète ! » l'empereur Justinien avait répondu par cette orgueilleuse exclamation : « Gloire à Dieu, qui m'a jugé digne d'achever un si grand ouvrage ! Je t'ai surpassé, Salomon ! »

Hélas ! Sainte-Sophie a d'autres pages qu'il faudrait arracher de son histoire. N'est-ce pas dans sa chaire qu'eurent lieu ces misérables discussions théologiques qui étouffèrent, comme l'esprit de parti le fait de nos jours, les idées d'une saine politique et jusqu'au sentiment de conservation de la religion chrétienne ? N'est-ce pas sous ses voûtes que retentirent les anathèmes contre l'Église latine ? N'est-ce pas là qu'un peuple en démence en ferma les portes, refusant les secours qui lui venaient de Rome ? Mais est-ce bien à nous qu'il appartient de flétrir cet esprit de vertige et d'erreur, à nous qui, dans notre aveuglement, nous préparons peut-être à la même catastrophe par nos divisions insensées ?

Les soins que lui demandait une surveillance de tous les instants n'empêchèrent point le vicaire apostolique de Constantinople de visiter son vaste diocèse. Longtemps l'état sanitaire du pays l'en avait empêché. Dans le courant de l'année 1838, il pensait le parcourir dans toute

son étendue, mais il ne put y consacrer que le mois de juin. Un souffle empesté étant encore venu s'abattre sur Constantinople, d'impérieux devoirs l'y rappelèrent, un mois après qu'il en était parti.

Mgr Hillereau borna donc sa visite pastorale à la partie de la Géorgie soumise à sa juridiction spirituelle. Presque toute cette province appartient à l'empire russe, et le czar, voulant que tous ses sujets soient soumis à l'Église dont il est le chef, interdit aux missionnaires l'entrée de ses États. Force fut donc à Mgr Hillereau de s'arrêter à Trébizonde où il vit, avec une peine profonde, que les familles catholiques, presque complètement dépourvues de secours religieux, tombaient dans l'indifférence en matière de religion, quand elles ne se montraient pas disposées à se rapprocher des hérétiques. Ce n'était que de loin en loin en effet que des missionnaires, en se rendant à Tiflis, traversaient Trébizonde. Le troupeau ne s'égarant que parce qu'il n'avait pas de pasteur, Mgr Hillereau songea à y fonder une mission permanente. L'importance de Trébizonde, ses richesses, son commerce, le concours d'étrangers qu'on y rencontre, pouvaient la rendre utile et prospère. C'est au milieu des persécutions des Turcs, plus grandes là que partout ailleurs, qu'il appartenait au prélat catholique de planter glorieusement la croix, au lieu de la tenir d'une main timide et comme voilée. Quand les Mahométans, les Juifs, les Arméniens, lèvent fièrement la tête ; quand les Grecs n'y comptent pas moins de dix églises, beaucoup de chrétiens, catholiques dans le cœur, cachent leur croyance, et, par crainte ou par cupidité, professent tout haut l'islamisme pour lequel ils ont une aversion secrète. Ce n'est pas ainsi que se con-

duisaient les premiers chrétiens. Faisant peu de cas des biens de la terre, ils couraient gaiement au martyre, animés de cette passion toute céleste que l'on a appelée la folie de la croix.

Mgr Hillereau se joignit à l'archevêque catholique de Scopée pour demander, sans pouvoir l'obtenir, qu'une entière liberté de conscience et de pratiques religieuses fût accordée aux catholiques. Aujourd'hui, cette liberté n'est plus contestée.

Trébizonde était le centre principal de l'abominable commerce d'esclaves achetés ou volés en Circassie. Parmi les jeunes filles et les jeunes garçons amenés au marché, Mgr Hillereau remarqua deux enfants, encore au berceau. De nos jours, il n'en est plus ainsi. La vente publique des esclaves n'est plus tolérée, et cet odieux trafic ne se fait pas ostensiblement ; aussi le prix de la marchandise a-t-il augmenté en raison de la difficulté que l'on trouve à se la procurer. Il n'est pas rare aujourd'hui de voir une jeune esclave se payer jusqu'à huit mille francs.

Toutes les grandes fondations où d'illustres apôtres avaient fait entendre avec tant de succès la parole émanatrice de l'Évangile, ont disparu du pays. Les Récollets sont les derniers religieux qui, sur cette côte de la mer Noire, aient eu des établissements. Faute de ressources, ils ont été obligés de les abandonner.

L'année suivante, Mgr Hillereau reprit sa tournée pastorale. Cette fois ce fut vers la mission de Salonique qu'il commença à tourner ses pas. Il y avait cinquante-sept ans qu'elle n'avait pas été visitée par le vicaire apostolique de Constantinople. Le grand âge de ses deux prédécesseurs, lorsqu'ils furent appelés au siège de ce

diocèse, les avait empêchés de s'aventurer dans un pays où l'on ne trouve pas une hôtellerie, où, pendant cinquante jours que durent l'allée et le retour, il faut être toujours à cheval, armé jusques aux dents, et pourvu de tout ce qui est nécessaire aux besoins de la vie. Bien que Mgr Hillereau fût loin d'être un athlète, il effectua heureusement son voyage. Il en fut récompensé par les démonstrations de respect et de joie que lui témoignèrent les fidèles qui ne le connaissaient que de nom.

Dans Salonique, Mgr Hillereau se livra bien moins à la recherche des monuments historiques antérieurs à la naissance du Christ, qu'à celle des monuments chrétiens. Le souvenir des séances du sénat romain, au temps de Pompée, occupèrent peu sa pensée toute remplie de la mémoire des prédications de saint Paul. Des traces que l'illustre apôtre a laissées de son passage, il ne reste que quelques vestiges dont l'authenticité est fort contestable. Les Turcs n'en spéculent pas moins sur la curiosité et la crédulité des étrangers. Ils montrent à ceux qui veulent bien en payer la vue, les débris d'une chaire, du haut de laquelle ils affirment que le grand apôtre prêchait les Thessaloniens.

Dans une ancienne église convertie en mosquée, on voit encore le portrait en mosaïque du Christ et celui des apôtres ; dans une autre, le tombeau de saint Démétrie. Les Turcs ont conservé une tradition chrétienne fort en opposition avec leurs croyances. Comme le feu des Vestales, une lampe brûle toujours sur ce tombeau ; le soin de son entretien est confié à l'iman de la mosquée.

Salonique possède plusieurs églises grecques ; elle a un archevêque, qui ne compte que soixante prêtres sous

sa juridiction et huit évêques suffragants. L'archevêque se montra plein de prévenances pour le vicaire apostolique de Constantinople. Non content d'avoir envoyé deux de ses prêtres le saluer, au moment de son arrivée, il vint en personne, accompagné d'un nombreux cortège, lui présenter ses hommages. Pendant tout le temps que Mgr Hillereau séjourna à Salonique, les rapports entre les deux prélats furent tels que Mgr Hillereau put espérer que les deux Églises que sépare un schisme si regrettable pourraient un jour se réunir.

Après avoir accompli sa mission, Mgr Hillereau prit congé des catholiques de Salonique dont il confia la garde à un prêtre lazariste. Les prêtres français de cet ordre ont remplacé les jésuites qui furent longtemps en possession de cette mission. Leur église, en 1839, l'emportait de beaucoup, pour les ornements et les décors, sur celles de Constantinople. A la même date, ils avaient une école de jeunes garçons et venaient d'en fonder une de jeunes filles.

Lorsqu'il les visita au mois de juin, les catholiques d'Andrinople firent à Mgr Hillereau la même réception que lui avaient faite ceux de Salonique. Il ne s'y trouvait guère que deux cents âmes soumises entièrement à l'Église latine. Leur docilité était telle que les deux religieux franciscains, chargés de la direction des consciences, se bornaient, dans leurs exhortations, à les engager à la persévérance.

Gnos était loin d'offrir un spectacle aussi consolant. Sa population catholique, qui ne comprenait pas plus de quarante âmes, les enfants compris, végétait dans une ignorance lamentable. Le prêtre le plus voisin,

résidant à Andrinople, n'y pouvait faire que de rares apparitions. En butte aux obsessions et aux menaces, les parents faisaient presque toujours baptiser leurs enfants par les hérétiques, et, quand une jeune fille catholique épousait un Grec, elle devait, avant la célébration du mariage, abjurer sa religion.

Profondément touché d'un pareil abandon, Mgr Hillereau promit aux fidèles de Gnos de pourvoir à leurs besoins spirituels, en chargeant un prêtre de résider parmi eux, ou tout au moins de leur faire de fréquentes visites.

Avant de rentrer à Constantinople, le vicaire apostolique donna sa bénédiction aux familles catholiques des Dardanelles et de Galipoli, lesquelles, manquant de prêtres, ne recevaient que de loin en loin les secours de la religion.

Mgr Hillereau aurait bien voulu visiter les monastères du mont Athos, qui, presque tous, appartenaient à l'Église grecque ; mais, dans ce moment, les routes étant difficiles et peu sûres, il crut devoir y renoncer. Si ce voyage eût dû être profitable à son Église, il n'eût certes pas hésité à braver tous les dangers, mais comme il n'était que de pure curiosité, puisqu'il ne pouvait pas avoir l'espérance de ramener à la foi les plus entêtés et les plus superstitieux de tous les sectaires grecs, Mgr Hillereau les laissa à leurs erreurs.

De retour au siège de son diocèse, il s'occupa plus que jamais du soin d'embellir ses églises. Comme elles étaient toujours bien pauvres, il demanda au Saint-Père la permission d'aller en France pour se procurer tout ce qui leur manquait. A la pensée d'embellir le temple de

J.-C., ne fallait-il point ajouter le désir de revoir la patrie et surtout la Vendée, sa terre natale, qu'il avait quittée depuis quatorze ans, et dont les enfants ne perdent jamais la mémoire ? Ce sentiment était trop naturel pour qu'il ne prît point place dans son cœur. Quoi qu'il en soit, il dut renoncer à cet espoir. Le cardinal Transoni lui écrivit que le vicariat de Constantinople ne pouvait pas se passer de sa présence ; que d'ailleurs l'association de la Propagation de Lyon fournirait, sur sa demande, tout ce qui lui serait nécessaire, sans qu'il prît la peine de se déplacer.

Mgr Hillereau reprit ses tournées pastorales. Il visita Brousse, Nicée, Nicomédie, Chalcédoine et leurs environs. La main de l'homme et celle du temps ont passé sur ces villes célèbres, et n'y ont laissé que des ruines. C'est avec le souvenir de l'histoire qu'il en faut contempler les débris ; c'est avec la mémoire du passé qu'il faut en relever les décombres. Nicée est aujourd'hui une pauvre bourgade que les Turcs appellent Eznik. Entourée de marais, d'où s'échappent des gaz méphitiques, elle offre l'aspect le plus désolant. Deux constructions antiques, un palais aux voûtes immenses dont les murailles sont encore debout, et les remparts flanqués de tours, qui ne purent sauver la ville de l'attaque des Turcs, voilà tout ce qui reste de la ville qu'Antigone avait fondée, de la cité célèbre où, par deux fois, s'assemblèrent tous les dignitaires de l'Eglise. L'œil cherche en vain le monument qui, en 325, reçut le Concile œcuménique. Pour découvrir la trace du palais où les trois cents évêques qui le composaient condamnèrent l'hérésie d'Arius, il faut plonger le regard dans des fossés profonds où se

trouvent des pans de murailles et quelques marches d'un escalier en pierre. Le lieu où l'empereur Constantin siégeait dans toute sa gloire est maintenant un trou à sangsues !

A une autre grande époque, dans quelle église vit-on, avec les légats du pape Adrien, les trois cent soixante-dix-sept évêques d'Orient qui condamnèrent les iconoclastes ? Si la main écarte les ronces qui croissent au milieu de la ville, on aperçoit une mesure et quelques débris de charpente. Armez-vous alors d'un microscope, et vous pourrez reconnaître quelques restes de peintures grecques que le crépissage des Turcs n'a pas fait entièrement disparaître. A cette vue, qui croirait que ce fut là que se tint une des plus grandes assemblées de l'Église ?

A Nicomédie, la misère est tout aussi profonde. Les monuments antiques, qui en faisaient la beauté, ont entièrement disparu, et, s'ils sortaient de leur tombe, les anciens maîtres du monde auraient de la peine à reconnaître les palais où ils déployaient toutes leurs magnificences. Les Grecs n'ont que deux prêtres pour desservir la pauvre église qu'ils y possèdent. L'archevêque est membre du synode, et, comme tel, assiste le patriarche dans son gouvernement. Les Arméniens hérétiques ont un évêque et quelques prêtres, tous également ignorants, et cependant pleins de dédain pour l'Église latine.

Aux portes de Constantinople, au milieu d'une campagne délicieuse, s'élève un petit village très fréquenté par les familles grecques. Plusieurs d'entre elles y passent la belle saison. C'est l'ancienne Chalcédoine, siège du quatrième concile œcuménique, qui, en 451, con-

damna l'erreur d'Eutichès. Mgr Hillereau y chercha vainement quelques vestiges de l'église de Sainte-Euphémie, où, sous la présidence des légats du pape saint Léon, six cent trente évêques se réunirent. Des vignes et des légumes croissent sur l'emplacement où elle se trouvait, et, au lieu des saints cantiques, on n'y entend que la voix monotone des Musulmans.

Dans Brousse, Nicomédie et Chalcédoine, ces berceaux anciens de la foi, à peine rencontre-t-on quelques familles catholiques. A Nicée, il n'y en a pas une seule.

En 1841, Mgr Hillereau parcourut les anciennes provinces de Bithynie, de Phrygie, de Galata, de Cappadoce, de la basse Armédie. Ce voyage offrait les plus grands périls. Quinze jours auparavant, un prêtre arménien, retournant de ces contrées à Constantinople, avait été attaqué par des brigands, dépouillé et assassiné, ainsi que son guide. Mgr Hillereau n'était pas homme à reculer devant la menace de la mort, quand il s'agissait de fortifier les âmes et d'éclairer de ses conseils les chrétiens, même lorsqu'ils relevaient d'une autre juridiction que de la sienne. Il songeait bien moins à la conservation de sa vie qu'à s'inspirer des grands exemples donnés par les saints dont la voix avait fait entendre en ces lieux la parole divine, qu'à rechercher quelles traces de son passage saint Paul avait pu laisser à Ancyre et à Angora, qu'à faire un pèlerinage au tombeau de saint Jean Chrysostome. Arrivé à Samsoun, sur la mer Noire, il lui fallut enfourcher un cheval pour traverser des défilés, où, à chaque instant, il était exposé à tomber entre les mains des voleurs. Après avoir visité de nouveau Nicomédie et Nicée, il arriva, à travers des montagnes,

repaire ordinaire des bandits et des assassins, à la petite ville de Bélégik, où il trouva, perdues au milieu des Turcs et des Grecs, soixante-trois familles catholiques dont la foi avait résisté aux séductions et aux menaces. Cinquante ans auparavant, il n'en existait pas une seule. Un saint prêtre avait, à cette époque, jeté la première semence, qui avait porté ses fruits. Bélégik avait maintenant une église de construction toute récente, et deux prêtres chargés de faire entendre la parole divine aux fidèles et aux hérétiques.

Koutaieh, où se rendit ensuite Mgr Hillereau, a beaucoup plus d'importance que Bélégik. C'est dans cette ville que le pacha a fixé sa résidence. Le culte catholique y était suivi par deux cents familles arméniennes. Nulle part, il ne rencontra une opposition aussi vive et aussi tracassière. Ce sont les Arméniens hérétiques qui poursuivent avec le plus d'acharnement ceux de leurs frères qui embrassent le catholicisme. Pour les Turcs, ils jettent également l'insulte à tous les chrétiens, sans distinction de rit et de nation.

Malgré les vexations auxquelles ils ne cessaient d'être en butte, les catholiques étaient parvenus à bâtir une église et un presbytère. Trois prêtres, auxquels l'archevêque arménien catholique de Constantinople avait confié cette mission, soutenaient contre les persécuteurs le courage et la foi des fidèles.

Pour franchir la distance qui sépare Koutaieh d'Angora, il fallait galoper pendant six grandes journées par des plaines incultes et des montagnes blanches dont l'aspect rappelle les dunes de sable qui bordent les rivages de l'Océan. Peuplé de Turcs, de Grecs et d'Armé-

niens, Angora compte, parmi ces derniers, quinze cents familles catholiques ; trois cents seulement persistent dans l'hérésie. Tous les prêtres sont indigènes. Le gouvernement spirituel et temporel est confié, par l'archevêque arménien de Constantinople, à un vicaire général.

Nulle part, dans le Levant, ne se trouvent des chrétiens aussi fervents et aussi attachés à l'Église. L'esprit religieux se remarque particulièrement chez les femmes dont le goût pour la vie monastique est des plus prononcés. Plongées dans l'ascétisme, elles obéissent docilement à leur supérieure, qui ne les a pourtant pas sous sa main, puisqu'elles n'ont ni couvent ni monastère, et qu'elles vivent au milieu de leur famille.

Quand Mgr Hillereau arriva à Angora, les chrétiens venaient d'y bâtir une église dont la construction avait été plusieurs fois arrêtée par l'opposition du pacha. Leur persévérance avait fini par triompher de toutes les entraves. Cette église étant loin de suffire à tous les besoins du culte, ils se proposaient d'en élever une nouvelle.

C'est par le commerce que le catholicisme a pénétré dans cette ville. Des négociants européens étant venus s'y fixer, des missionnaires ne tardèrent pas à les suivre. Ceux-ci durent se montrer d'une extrême prudence pour ne pas soulever contre eux la colère du pacha. Leur mission eut un grand succès, et, parmi les hérétiques revenus à la foi catholique, plusieurs embrassèrent le sacerdoce. Mgr Hillereau trouva les prêtres en nombre très suffisant pour maintenir la foi parmi les catholiques et travailler à la conversion des infidèles.

Le tombeau de saint Clément, évêque et martyr, reçut sa visite empressée. Les reliques du saint n'en ont pas

été distraites, et aucune main sacrilège n'a fouillé son sépulcre. Tous les chrétiens, sectaires et catholiques, l'honorent de leur profond respect et y font de fréquents pèlerinages.

C'était surtout devant le tombeau de saint Jean Chrysostome que Mgr Hillereau voulait s'agenouiller ; c'était au souvenir de cette âme héroïque qu'il voulait fortifier son âme. Neuf journées séparent ce tombeau d'Angora. Il faut les franchir à cheval, être bien armé, et n'avoir pas peur de la lance des Kurdes. Voleurs de profession, ces bandits sont errants dans la campagne et apparaissent au moment où on y songe le moins. Les villages habités par les Turcomans ne sont pas beaucoup plus sûrs. L'étranger qui s'y hasarde doit bien se tenir sur ses gardes. Plus d'une fois les passants ont été égorgés par ceux qui leur offraient l'hospitalité. Dans les habitations où il fut obligé de s'arrêter, Mgr Hillereau fut reçu avec un empressement qui n'était pas de bon augure et dont il devait se défier. Cependant il ne fut en butte à aucune agression. Au milieu d'appréhensions trop bien justifiées, il arriva à Tokat où se trouvent plusieurs églises chrétiennes. De Tokat au lieu où fut la ville de Comane, il n'y a pas plus d'une journée. C'est là que le plus illustre des Pères de l'Église termina sa glorieuse carrière. Préférant l'exil à la perte de son indépendance et à l'oubli de ses devoirs, il ne put se contenir devant les désordres de l'impératrice Eudoxie, et refusa de ployer devant la volonté impériale. Banni de Constantinople, la mort le surprit pendant qu'il se rendait à la résidence qui lui avait été assignée. Avant d'y être arrivé, il succomba à la fatigue et aux mauvais

traitements de ses gardiens. C'est à Comane qu'il fut enterré. Son corps n'y séjourna pas longtemps. Le fils de celui qui l'avait envoyé mourir sur la terre étrangère, ayant succédé à son père, fit transporter ses reliques à Constantinople où elles devinrent l'objet de la vénération des fidèles. De plus grands honneurs leur étaient réservés : quelques années après, elles reposaient dans la Ville Eternelle. Son tombeau a fini par disparaître de Comane. Longtemps il y resta, mais la petite chapelle dans laquelle il avait été élevé ayant croulé au milieu des décombres de la ville, les Arméniens hérétiques s'en emparèrent sans rencontrer d'opposition, et le transportèrent dans un vieux monastère qui leur appartenait. C'est à deux lieues de Comane, dans la montagne, qu'il se trouve aujourd'hui. Le temps n'a fait qu'ajouter au respect dont il a toujours été entouré, et de nombreux pèlerins, appartenant à tous les rits de l'Église, viennent s'y prosterner.

Après avoir fait une station au lieu où fut d'abord le tombeau du grand orateur chrétien, Mgr Hillereau se rendit au monastère où il avait été transporté. Son cœur fut profondément attristé à la vue de cette maison de prières desservie par un seul prêtre, dont le ministère ne pouvait suffire aux besoins spirituels de l'affluence des pèlerins. Venu de bien loin et à travers mille périls, l'archevêque de Pétra contempla longtemps le monument qui lui rappelait tant de souvenirs. « Là, dit-il, appuyé sur le marbre, je recommandai vivement au saint archevêque de Constantinople toutes ces contrées si différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient au temps qu'il y distribuait le pain de la parole divine,

avec tant de zèle et d'éloquence. » Après cette invocation, Mgr Hillereau, l'âme encore tout émue, reprit le chemin qu'il avait parcouru et revint au siège de son diocèse.

L'ancien missionnaire de Saint-Laurent ne devait pas mourir sans revoir la France et la sainte maison qui l'avait longtemps abrité. En 1843, il obtint de Rome l'autorisation qui lui avait été refusée trois ans auparavant, et vint, pour la dernière fois, fouler le sol natal si cher à son cœur.

Ce fut probablement pendant ce voyage que M. l'abbé Hillereau, vicaire de Legé, prit la résolution de partager avec son oncle les travaux du vicariat apostolique de Constantinople. Entre l'oncle et le neveu, il en avait été question plus d'une fois. Il nous a été donné communication d'une lettre, à la date de l'année 1837¹, dans laquelle l'archevêque de Pétra disait au sous-diacre Célestin Hillereau, alors qu'il était encore au grand séminaire, qu'un des principaux motifs qui l'engageaient à faire un voyage en France, était d'y faire choix d'un ecclésiastique qui pût être attaché à sa personne ; en dehors de l'exercice de son ministère, ce prêtre devait se livrer à l'enseignement. — Si l'abbé Célestin *se sentait de force* à venir le joindre, il n'avait qu'à l'en informer.

Neuf ans se passèrent avant que le sous-diacre, ordonné prêtre et devenu vicaire de Legé, quittât la

¹ C'est à M. Hillereau, curé de Saint-Donatien, à Nantes, que nous devons la connaissance de cette lettre et de beaucoup d'autres documents, qui nous ont été d'un grand secours pour écrire cette notice.

Vendée pour aller rejoindre son oncle. Ce fut en 1845 que, suivant le désir qui lui en avait été manifesté par le vicaire apostolique de Constantinople, l'abbé Célestin Hillereau, muni d'une licence de Mgr de Hercé, évêque du diocèse de Nantes, s'embarqua pour Constantinople où il arriva le 21 octobre 1845.

A son voyage en France, Mgr Hillereau avait promis à l'abbé Bony, chapelain des dames carmélites de Marseille, de lui écrire sur tout ce qui touchait sa mission. Il tint parole, et, dans une lettre qu'on peut lire dans les *Annales de la Propagation de la foi*, il l'entretint des infidèles et des hérétiques, des divisions et subdivisions des différentes sectes.

Il se flattait toujours de l'espoir que les rits qui se partageaient le catholicisme en Orient finiraient par se confondre en un seul, le rit de l'Église romaine, l'ambassadeur de France et la Porte étant d'accord pour opérer le rapprochement. Mais les sujets étaient beaucoup plus intolérants que ne l'était le souverain. Si l'autorité avait accordé la liberté des cultes, cette liberté rencontrait de nombreuses entraves dans l'opposition que lui faisaient les infidèles. Leur fureur avait été extrême en apprenant que, sur l'insistance de la France et de l'Angleterre, le gouvernement ottoman avait bien voulu, sans que pour cela ils encourussent aucune pénalité, permettre aux chrétiens qui avaient embrassé l'islamisme, de revenir à la religion qu'ils avaient abandonnée.

Le véritable progrès s'était accompli dans l'éducation de la jeunesse.

Les Frères de la Doctrine chrétienne faisaient des

prodiges : plus de trois cents enfants suivaient leur école, trop petite pour recevoir tous ceux que les parents voulaient y faire admettre. Les sœurs de charité ne bornaient pas leurs soins aux malades ; elles avaient une maison pour les orphelins, un pensionnat de jeunes demoiselles, un autre établissement où se rendaient, chaque jour, plus de trois cents petits enfants appartenant à la classe pauvre ¹.

L'enseignement religieux s'étendait à la province presque tout entière. Les catholiques d'Andrinople et de Salonique s'étaient adressés à Mgr Hillereau pour qu'une maison d'enseignement fût fondée dans leurs murs, et une école venait d'être créée à Angora.

Pour l'objet principal de sa mission, le vicaire apostolique de Constantinople était loin de trouver les mêmes motifs de satisfaction. Sous l'influence de la Russie, les Arméniens, qui, un instant, s'étaient rapprochés des catholiques, s'en éloignaient maintenant, et, si à Constantinople on n'avait fait tomber la tête à personne pour cause de retour au catholicisme, il n'en avait pas été ainsi à Bélégik. A Mossul, les Dominicains,

¹ Aujourd'hui les sœurs de Saint-Vincent de Paul sont en possession, à Constantinople, de cinq hôpitaux, qui reçoivent, chaque année, deux cent quarante malades ; elles y entretiennent cent vingt vieillards ou infirmes et quarante aliénés ; elles ont cinq écoles de filles qui comptent onze cents élèves ; l'instruction s'y donne en français.

Les sœurs sont, en outre, à la tête de deux orphelinats contenant environ treize cents enfants ; de trois asiles, où sont quatre-vingt-dix garçons ; de quatre dispensaires qui donnent aux malheureux plus de quarante mille consultations et des remèdes aux malades sans distinction de religions ; d'une crèche où elles reçoivent, chaque année, de soixante à quatre-vingts enfants abandonnés.

victimes des plus mauvais traitements, s'étaient vus obligés de démolir leur couvent ; à Mardin, l'autorité s'était emparée, à main armée, d'un terrain appartenant aux catholiques ; et, jusque dans un faubourg de Constantinople, sous le vain prétexte qu'elle était située dans un quartier musulman, il avait été procédé à la démolition d'une église, laquelle, pendant de longues années, avait été respectée de tous.

Contrairement à ce que nous voyons en Europe, et particulièrement en France où l'esprit de réforme dépasse toute mesure, c'est le peuple qui, en Turquie, se croyant apparemment arrivé à l'apogée de la civilisation et du progrès, repousse toute idée de changement, comme une atteinte portée à sa nationalité ; les grands, au contraire, ceux surtout dont l'éducation a été faite en France, ne regardant pas le Coran comme la loi suprême, se montreraient favorables à l'introduction d'idées libérales dans le gouvernement, tandis que les masses n'en veulent pas entendre parler. Aussi Mahmoud se rendit-il plus impopulaire par ses réformes que par les guerres malheureuses qu'il eut à soutenir.

L'Orient, depuis Constantinople jusqu'aux Indes, est la terre privilégiée des jongleurs émérites qui, sous différents noms, glorifient Dieu par leurs hurlements et leurs contorsions. Pris de vertige, ils tournent sur eux-mêmes, jusqu'à ce que, épuisés de fatigue, ils tombent à terre, couverts de sueur. M. Hillereau nous a laissé le tableau de scènes burlesques et ridicules, qui ne sont pas seulement une offense à la religion, mais aussi à la raison humaine. Est-ce seulement vers l'Orient qu'il faut se tourner pour être témoin de ces tristes folies ?

Hélas, non ! Il n'est pas nécessaire non plus de remonter le cours des siècles pour trouver, dans notre propre histoire, des pages qui n'ont rien à envier à celles des derviches et des fakirs : les tables tournantes peuvent figurer dignement à côté de ce qu'elles nous offrent de mieux. De nos jours, le spiritisme n'a pas le droit de railler les adorateurs de Vishnou.

Les obstacles qu'il trouva sur sa route ne rebutèrent point Mgr Hillereau : par ses paroles et par ses actes, par sa prudence et par son zèle, il poursuivit, sans jamais se décourager, l'œuvre difficile qu'il avait commencée. Constantinople ne comptait que trois églises catholiques. « Par un décret du 6 juillet 1846, Mgr Hillereau créa une quatrième paroisse, celle du Saint-Esprit, laquelle s'étend de Roumélie-Hissar, inclusivement, à l'échelle de Foudougli, et comprend la rue conduisant de Foudougli au cimetière du Tageim ; celle contournant ce cimetière, la grande rue de Péra, jusqu'à la rue Meik-Adalar ; celle-ci, puis celle qui, tournant à l'hôpital Alépin, suit le fond du vallon, entre Sagiz-Agatch et le Madjar, jusqu'au pont du Déré de Ieni-Chehir. Du côté du nord, elle s'étend jusqu'aux limites de la paroisse de Bruien-Déré, Maslak et Belgrade exclusivement ; à l'Ouest, jusqu'à la rivière qui, venant de Belgrade, se jette dans le port d'Eioub, passe au-dessus d'Ali-Bei-Keni, et de là jusqu'au Déré de Saint-Pierre, comme, aussi le village de Tava, dépendant autrefois de Sainte-Marie.

Le même archevêque voulut, plus tard, ériger en paroisse une cinquième église, celle de Saint-Jean Chrysostome ; mais la réalisation de ce projet échoua

par suite des observations présentées à la propagande par la paroisse intéressée. » (Belin, consul de France à Constantinople. Extrait du *Contemporain*, 1^{er} avril 1872.)

La même année, Mgr Hillereau fit la consécration d'une église édifiée au faubourg de Péra. L'ambassadeur de France, M. le baron de Bourqueney, assistait à la cérémonie. Ce fut l'abbé Hillereau, neveu de l'archevêque, qui prononça le discours d'inauguration. Cette église, la plus grande de Péra, est devenue l'église métropolitaine.

En 1865, par suite de mouvements de terrain, il devint indispensable de la consolider et de lui faire des réparations considérables. L'abbé Giorgiovich, prêtre diocésain, se chargea de ce soin. Il fit placer sur le fronton l'inscription suivante, juste hommage rendu à la mémoire de celui qui l'avait construite :

D. O. M. TEMPLUM IN SUBURBANO CRESCENTE IN DIE
 OPPIDANORUM NUMERO DIFFICILLIMISTEMPORIBUSERECTUM
 IN FIDEI CATHOLICÆ TESTIMONIUM SPIRITUI SANCTO DICA-
 TUM A JUSTIANO MARIA HILLEREAU PETRENSI ARCHIE-
 PIS. CONST. SED. APOST. POTEST. PREFECTO VICE SACRO
 MDCCCXLVI, VALIDIS TERRÆ MOTIBUS SUAMOLE FATISCENS
 D. N. PAULUS A COMITIBUS BRUNONI TURONENSIS ARCHIEP.
 CP PRESUL JURE APOSTOLICO V L. AC NITENTE. MAXIME
 CLEROACRE A POPULARIBUS CONTATONOVO MOLIMINE ELE-
 GANTIOR FORMA. SARTUM, TECTUM RESTITUIT MDCCCXLV.

Au dessous, sur la frise, sont écrits ces mots :

JUSTITIA ET PAX ET GAUDIUM IN SPIRITU SANCTO.

Le zèle de Mgr Hillereau ne connaissait point de bornes. Comme il voulait que les fidèles de son diocèse pussent avoir continuellement sous les yeux les leçons que la parole seule était impuissante à graver pour toujours dans leur mémoire, il composa un catéchisme en trois langues différentes, en français, en grec, en italien. Ce livre se mettant de bonne heure entre les mains des enfants, beaucoup d'esprits superficiels s'imaginent qu'un enseignement aussi élémentaire est peu digne d'appeler l'attention des hommes d'un âge mûr, et en dédaignent la lecture. Ils n'auraient certainement pas cette pensée un peu méprisante, s'ils jetaient les yeux sur les pages éloquentes que Mgr Dupanloup lui a consacrées.

Entre les catholiques et les Grecs, les discussions religieuses renaissaient sans cesse. Mgr Hillereau y prit une grande part, et fit, à ce sujet, un ouvrage de controverse resté à l'état de manuscrit. Dans les dernières années de sa vie, il publia aussi un livre ayant pour titre : *Exposé de la Doctrine*, livre destiné à bien faire comprendre le désaccord qui régnait entre les catholiques et les schismatiques grecs et arméniens. Par des arguments victorieux, il s'efforçait de faire rentrer ces derniers dans le giron de l'Eglise.

Dans un diocèse aussi considérable que celui de Constantinople, le clergé était bien insuffisant. En 1850, afin d'augmenter le nombre de ses membres, le pape Pie IX, renouvelant les pouvoirs que lui avaient accordés ses prédécesseurs, donna à Mgr Hillereau l'autorisation de conférer les ordres extraordinairement aux clercs pour lesquels des irrégularités avaient été une cause

d'exclusion. Par le même bref, il lui accordait un droit de délégation à de simples prêtres, l'autorisait enfin à lire, avec l'intention de les réfuter, les livres dont la lecture était défendue par la Congrégation de l'index, en en exceptant toutefois quelques œuvres philosophiques, littéraires et religieuses, au nombre desquelles nous avons été surpris de trouver l'histoire ecclésiastique de Fleury, car, de cet auteur, nous ne savions à l'index que les ouvrages suivants : *Discours sur l'Eglise gallicane*, *Catéchisme historique*, *Institution du droit ecclésiastique*.

Le premier usage que fit Mgr Hillereau de son droit de délégation, fut d'en confier les pouvoirs à MM. Augustin Gad et Célestin Hillereau. Dans une lettre à la date du 30 octobre 1852, nous lisons que, dans une courte absence qu'il se propose de faire, il donne à ces deux ecclésiastiques, *en raison de leur expérience et de leur science*, tous les pouvoirs dont il est revêtu pour l'administration de l'Eglise de Constantinople, persuadé que les fidèles n'auront qu'à s'en louer, et exhortant ses diocésains à leur obéir comme à lui-même.

Dans les derniers jours de l'année 1854, une œuvre que Mgr Hillereau aurait été heureux de voir prospérer dans le Levant, fut brisée par l'intolérance de l'ambassadeur britannique. On sait combien le catholicisme, malgré toutes les entraves que lui apporte son gouvernement, remue profondément l'Angleterre. Pendant que les pasteurs protestants faisaient commerce de bibles et répandaient l'argent à pleines mains, de saintes filles catholiques de Surry quittaient la maison d'orphelins confiée à leurs soins, pour porter leurs pas sur les

rives du Bosphore. Songeant bien moins au prosélytisme religieux qu'à soulager les souffrances, elles arrivaient à Scutari, et, placées sous la juridiction spirituelle de Mgr Hillereau, soignaient les malades et pansaient les blessés. Il n'y avait rien là qui pût porter ombrage à à l'Église réformée. Cependant l'intolérance des protestants anglais s'en effraya, et les religieuses de Surry furent expulsées brutalement de Scutari, sans même qu'il leur fût permis de faire une visite d'adieu au vicaire apostolique de Constantinople dont elles relevaient spirituellement. Leur départ fut si précipité qu'elles n'eurent même pas le temps de lui écrire. Ce fut seulement quand elles furent arrivées en Angleterre, que la sœur Marie des Neiges lui adressa, au nom de toutes ses sœurs, la lettre suivante :

« Monseigneur, ayant été contraintes de partir de Scutari d'une manière si imprévue, nous n'avons pas pu, comme nous aurions tant désiré le faire, nous rendre auprès de Votre Grandeur pour implorer vos conseils et vous demander au moins une bénédiction et obédience en partant, car le jour même que M. Mullonney nous a rendu visite, Mis Musthingale nous a signifié, à une heure, notre départ pour le soir même, et à quatre heures nous partions. Nous nous empressons donc, Monseigneur, arrivées d'hier, de vous assurer de notre reconnaissance pour votre paternelle bonté, lors de notre si tristement court séjour à Scutari, de notre désir de vous avoir été entièrement soumises, et, s'il avait pu en être ainsi, n'avoir agi que d'après vos directions. Mais il ne nous a pas été possible de communiquer assez vite avec Votre Grandeur.

« Vous dire combien nous aurions été heureuses de mourir dans la mission où nous avons été appelées est inutile, mais si Dieu nous appelait encore à soigner ces pauvres blessés, à travers une mer deux fois orageuse et des désagréments mille fois plus grands, nous sommes et nous serons toujours prêtes à partir et à être encore, Monseigneur, de Votre Grandeur, les très humbles et très obéissantes filles en N.-S. »

De son côté, la supérieure de la communauté exprima à Mgr Hillereau tous ses remerciements et ses regrets.

« Monseigneur, lui disait-elle, j'étais heureuse de sentir mes religieuses sous votre autorité et votre juridiction. Je sentais qu'elles étaient à la source de pieux enseignements et sous une protection qui ne leur a jamais fait défaut. Mais le bon Dieu n'a pas permis qu'elles poursuivissent une mission embrassée avec foi, à la voix de l'obéissance, ni de pouvoir recueillir, dans les derniers jours, les avis de Votre Grandeur qui leur eussent été nécessaires. Leur profond regret ne peut s'exprimer, car nous ne savons agir avec certitude et consolation que munies d'une autorisation qui nous révèle la volonté de Dieu. Elles ont cherché à la suivre; que son saint nom soit béni, et que vos bénédictions descendent encore sur ces chères sœurs qui n'oublieront jamais ce qu'elles ont rencontré près de Votre Grandeur. Rendues à leur cloître, elles vont reprendre avec ferveur une tâche interrompue; leur pleine conformité à la croix de Notre-Seigneur est leur consolation qu'elles cherchent à goûter dans le silence et la paix, à l'ombre du Tabernacle. Si elles consacrent leur vie aux orphelins, peut-être auront-

elles sous leur conduite des enfants dont elles auront soigné les pères. Combien leur amour pour ces enfants sera proportionné à ce qu'elles ont vu de souffrances !

« Daignez agréer tous mes remerciements et bénir mes quatre-vingt-treize orphelins avec leur mère et celle qui, tout indigne, vous prie de croire, Monseigneur, de Votre Grandeur la très humble et très indigne servante,

« SŒUR SAINT-LOUIS DE GONZAGUE, supérieure. »

Les épreuves ne découragent que les âmes faibles ; les âmes vigoureusement trempées y puisent au contraire de nouvelles forces. Mgr Hillereau, ne pouvant suivre que de ses vœux les saintes filles qui venaient de lui être enlevées, s'occupa plus que jamais du troupeau qui l'entourait. Il avait bâti, comme nous l'avons dit, une vaste église dans une des extrémités du faubourg de Péra ; il y avait adjoint un presbytère, puis enfin une maison épiscopale dont il faisait sa demeure depuis neuf ans. Mais, comme cette maison n'était pas au centre du faubourg, et que le peuple paraissait désirer qu'il s'en rapprochât, il quitta l'habitation confortable qu'il s'était créée, pour venir s'y loger.

Dans ce moment, les événements militaires accomplis en Orient agrandissaient son rôle d'évêque et offraient un magnifique horizon au succès de sa mission. Comme Moïse, il pouvait croire à l'achèvement de son œuvre et entrevoir la terre promise, quand la mort vint lui ravir cette espérance.

Au fléau de la guerre, le choléra était venu joindre ses terribles ravages. Au moment où le saint évêque prodiguait ses soins et ses consolations aux malades, il

en fut atteint lui-même. Ne songeant jamais à sa personne, il en négligea les prodromes, et quand, à la première période de la maladie, la médecine pouvait peut-être en arrêter la marche, il ne voulut pas interrompre un instant les devoirs qu'il s'était imposés. Le lendemain, il était trop tard, tous les secours de l'art étaient devenus impuissants. Comprenant la gravité de sa position et conservant, comme il arrive presque toujours dans cette cruelle maladie, toute la lucidité de ses idées, au milieu des affreuses souffrances auxquelles il était en proie, il voulut, avant de quitter la terre, pourvoir à ce qui lui paraissait d'un grand intérêt. Il fit donc approcher de son lit de mort M. l'abbé Hillereau, son grand vicaire, lui donna les instructions les plus détaillées et laissa entre ses mains l'administration du diocèse. Après avoir béni les prêtres qui l'entouraient, il entra dans son éternité le 1^{er} mars 1855, à une heure du matin. Conformément au désir qu'il en avait manifesté, il fut enterré dans la crypte de l'église du Saint-Esprit qu'il avait fait bâtir dix ans auparavant.

Trois mois après, la même crypte recevait la dépouille mortelle du R. P. Gloriot, aumônier de l'armée d'Orient, mort *victime de son amour et de sa charité pour les soldats de la France*.

Tous deux sortis de la Congrégation de Saint-Laurent, l'évêque de Babylone et le vicaire apostolique de Constantinople tombèrent à leur poste, frappés de la même maladie.

La mort de Mgr Hillereau fut un grand deuil pour son diocèse et pour la société de la Propagande dont il était une des principales colonnes. La Congrégation de Saint-

Laurent ressentit avec non moins de douleur une telle perte, et, au nom de toute la communauté, la supérieure en exprimait ainsi ses regrets, dans une lettre qu'elle écrivait à M. l'abbé Célestin Hillereau :

« Saint-Laurent-sur-Sèvre, 10 avril 1835.

« Monsieur le vicaire général, j'étais absente de la communauté lorsque votre lettre nous est parvenue. De retour depuis deux jours, je m'empresse de vous exprimer toute la part que nous avons prise à votre douleur. Vous avez fait une bien grande perte dans la personne de Mgr Hillereau, et nous aussi avons perdu un véritable et bien sincère ami, que nous aimions toujours à regarder comme un membre de la grande famille des Pères de Montfort. Le digne prélat se faisait lui-même un plaisir de se compter au nombre des enfants du serviteur de Dieu, dont il est allé partager la gloire et la félicité. Car, nous n'en doutons pas, votre respectable parent, monsieur le vicaire général, a toujours mené une vie d'apôtre, une vie toute de charité, et maintenant le bon Dieu récompense ses vertus et ses travaux.

« A la réception de votre lettre, tous nos pères missionnaires étaient en station de carême ; ils rentrent ces jours-ci. Aussitôt qu'ils seront réunis, M. le supérieur se propose de faire un service solennel pour le repos de l'âme de celui que nous regrettons tous. Une circulaire va annoncer la mort de ce saint archevêque dans nos établissements, et toutes nos sœurs s'empresseront de hâter le moment de son bonheur éternel, par leurs prières et bonnes œuvres.

« Nous n'oublions pas non plus de prier pour vous. Votre position a bien, selon la nature, quelque chose de pénible, mais le Seigneur est là ; nous lui demandons de tout notre cœur qu'il vous soutienne et qu'il vous comble de ses grâces. Puis, vous avez un protecteur au ciel qui ne vous oubliera pas.

« Je vous souhaite une meilleure santé, le courage dont vous avez besoin. Daignez.....

« Sr Sainte-Vitaline. »

M. l'abbé Hillereau recevait en même temps de Rome des lettres de condoléance. Enfin, Mgr l'évêque d'Angoulême prononçait l'oraison funèbre du prélat qu'il avait connu lorsque lui-même faisait partie du diocèse de Luçon.

La veille de sa mort, Mgr Hillereau avait remis à son grand vicaire le testament que, dans l'éventualité d'une fin prochaine, il avait fait dès l'année 1847. On y trouve l'expression des deux sentiments qui l'animèrent toute sa vie, l'embellissement des temples du Seigneur, le soulagement de la misère.

Après plusieurs legs particuliers, souvenirs pour la plupart laissés à quelques amis, il fait deux parts de ce qui lui reste, *l'une devant être employée à acheter pour les églises les objets dont elles ont besoin, l'autre destinée aux pauvres, spécialement à ceux qui sont inscrits sur sa liste.*

A en juger par l'inventaire de son mobilier, inventaire que nous avons sous les yeux, ce qu'il donna aux pauvres et aux églises ne dut pas être bien considérable. On n'y trouve que les objets indispensables à un prélat qui, en raison de sa grande position, devait avoir ses salons ouverts à la haute société. Rien n'annonce le luxe oriental, et il n'y a guère de particulier jouissant d'une certaine aisance, dont l'appartement ne soit meublé avec plus de luxe.

Quant à ses richesses intellectuelles, à ses écrits, il chargea l'abbé Hillereau, son exécuteur testamentaire, d'en disposer ainsi qu'il l'entendrait, ajoutant ces paroles qui révèlent sa modestie : *Comme il n'y a rien d'achevé et de bien travaillé, le mieux serait de les livrer au feu.*

Nous ne voulons pas surfaire le mérite d'œuvres dont il faisait si bon marché. Si, dans ceux de ses sermons que nous avons parcourus, on trouve une connaissance approfondie des saintes écritures, un jugement sain et un esprit ne sortant jamais d'une juste mesure, il faut bien reconnaître qu'ils manquent de la chaleur et de l'inspiration oratoires. C'est plutôt la logique de l'enseignement que l'éloquence de la chaire.

Ce serait faire injure aux prêtres de l'Église catholique orientale que de les comparer aux prélats dissidents. Un simple rapprochement en fournira une preuve éclatante. Beaucoup plus favorables aux Turcs qu'à leurs propres nationaux, les dignitaires de l'Église grecque sont l'opprobre et la honte du christianisme : chez eux tout est vénalité, corruption et simonie. Le patriarche et le synode font trafic des évêchés et les vendent au plus offrant. A leurs yeux, la fortune est une vertu, la pauvreté est un vice. Avec de l'or, le prêtre le plus coupable, celui dont les désordres sont les plus scandaleux, est un modèle d'innocence et de pureté ; le prêtre le plus digne, le plus faussement accusé, s'il n'a pas de quoi payer sa défense, subit la peine de son dénuement. Il est sans exemple que le patriarche ait sévi contre un évêque autrement que par

un changement de diocèse ; encore, pour qu'il ait pris une pareille mesure, a-t-il fallu des circonstances d'une gravité tout exceptionnelle.

Pour rentrer dans leurs frais, les évêques ne reculent devant aucune exaction. Ces dignes prélats considèrent la règle comme une lettre morte, comme une loi tombée en désuétude, comme une coutume ancienne depuis longtemps abandonnée. Aujourd'hui tout cède aux convoitises et à la soif des richesses. S'il est formellement établi en principe que l'ordination ne doit donner lieu à aucune rétribution du prêtre à son évêque, en fait, il en est tout autrement. Le marché se débat entre les parties contendantes, et l'affaire en commandite se termine souvent par une transaction. L'évêque demandera cinq mille piastres, le clerc n'en offrira que deux mille. Après de nombreux pourparlers et des interventions officieuses, l'accord se fera sur le prix de trois mille cinq cents. A cette première contribution, succède une rétribution annuelle qui varie entre cinq cents et douze cents piastres, suivant l'importance de la paroisse. Les curés de campagnes, les papas, comme on les appelle, paient en outre une redevance qui n'a rien de fixe, mais dont l'élévation du chiffre est en raison directe des faveurs qu'elle leur donne auprès de l'évêque. Après le pasteur, vient le troupeau. Toute famille (la famille se compose de cinq personnes) doit, chaque année, à son évêque, une somme facultative de nom, mais au paiement de laquelle, en fait, nul ne peut se soustraire. Cette somme n'est pas la même dans tous les diocèses ; sa moyenne est de vingt piastres.

Le casuel a une importance financière bien autrement

considérable. Ici, l'avidité dépasse tout ce que l'imagination peut inventer. Certains sacrements, celui de mariage en particulier, donnent lieu à des profits énormes. On ne peut pas le contracter sans payer un droit qui, suivant le bon plaisir des évêques, s'élève de douze cents à cinq mille piastres, droit souvent encore sujet à se renouveler. Le clergé, chargé de la tenue et de la conservation des actes de l'état civil, ne manque pas en effet de découvrir entre les fiancés des cas prohibitifs, des liens de parenté, par exemple, qui, pour être levés, exigent le versement d'une forte somme d'argent. Dans cette affaire, la spéculation a beau jeu. Les conjoints sont-ils riches, sont-ils épris l'un de l'autre ? L'amour ne marchande pas, et le prix de la dispense pourra s'élever jusqu'à huit mille piastres ! Et puis, le mariage accompli, il se produira une circonstance imprévue, qui fera d'une union que les jeunes époux devaient croire légitime, un commerce incestueux. Vite, il faut mettre fin à un pareil scandale par un nouveau mariage, payé d'autant plus cher qu'ils ne pourraient pas s'y soustraire sans une tache éternelle. Au lieu d'être heureuse, l'alliance est-elle pleine de mécomptes et de déceptions ? Le peu de conformité d'humeur, des goûts différents, des torts réciproques, rendent-ils la vie commune insupportable ? Une séparation est possible, et l'évêque pourra prononcer le divorce ; l'argent avait formé le nœud, l'argent pourra le rompre.

Si les joies du mariage paient un lourd tribut, les tristesses de la mort n'en sont point exemptes. Les portes du Ciel ne peuvent s'ouvrir à l'âme du défunt que si la famille en paie l'entrée. La somme à verser entre les

main de l'évêque est de cent à mille piastres. Nul attermoiement à ce paiement n'est possible. Le cadavre mourrait plutôt au lieu où il est étendu que de voir le clergé procéder à la cérémonie funèbre, sans avoir reçu la somme qu'il réclame. Les parents sont-ils pauvres et sans ressource? Qu'ils vendent leurs instruments de travail et qu'ils en apportent le prix. Grâce aux prières qu'elle obtient, l'âme pourra alors reposer en paix pendant trois années, mais pendant trois années seulement. Ce temps écoulé, il faudra de nouvelles prières, une nouvelle cérémonie, une nouvelle rétribution. Jusque-là l'herbe seule a poussé sur le lieu où le corps est inhumé, sans qu'aucune marque ait pu en signaler la place. Si vous voulez y mettre une pierre, il faudra creuser la fosse, recueillir les ossements qui s'y trouvent déposés, les soumettre au lavage, couvrir le crâne de je ne sais quelle coiffure ridicule, réciter de nouvelles oraisons. Tout cela ne se fait pas sans qu'il soit perçu de cinq cents à trois mille piastres. Après, mais seulement après, le corps se consumera sans autre violation de la tombe, et l'âme jouira d'un bonheur éternel. La foi et la piété filiale sont si vives dans les campagnes, qu'après la mort de leurs parents, l'on a vu de pauvres filles se faire domestiques, et payer de deux années de gages le respect qu'elles portaient aux restes d'un père ou d'une mère.

Pour l'inauguration des églises, les difficultés, chez les Grecs, viennent plus encore de l'avidité des prélats que du fanatisme des musulmans. Telle église de campagne n'a pas été ouverte au culte pendant plusieurs années, parce que, pour poser la première pierre de la

sainte table, l'évêque a exigé cinq mille piastres que les pauvres gens du village n'ont pas pu se procurer.

Voilà à quel degré d'abjection sont tombés les princes de l'Église grecque. En vain vous chercheriez, dans leur âme, une passion noble et un sentiment généreux ; depuis longtemps elle est fermée à toute pensée d'élévation, de dévouement et de sacrifice. Que la peste ou les autres fléaux contagieux sèment la mort dans la demeure du pauvre, vous les verrez détourner leurs regards de tant de misères, s'enfermer dans leurs palais, quand ils ne prennent pas la fuite, et en interdire l'entrée au peuple.

La véritable religion chrétienne, la religion charitable et compatissante, la religion aux fortes convictions et aux mâles vertus n'a pourtant pas entièrement disparu de ces contrées malheureuses. Elle s'est réfugiée dans les basses classes et dans le bas clergé. C'est là que vous les trouverez avec la foi dans toute sa force ; c'est là que réside la nationalité grecque. Mais vous la rencontrerez bien plus ardente, bien plus féconde en martyrs, dans quelques populations chrétiennes qui, tout en conservant leur liturgie et leurs rites particuliers, ne se sont pas séparées de l'Église romaine, et obéissent au Souverain Pontife. Ce fut en 1861, après le massacre des Maronites par les Druses, qu'un des plus grands écrivains et un des plus grands cœurs dont la France s'honore, laissait tomber de sa plume ces lignes éloquentes : « Nous n'avons pas pour les miracles de la foi directement conservés en Orient, malgré les persécutions des Turcs, toute l'admiration qu'ils méritent. Ah ! l'Église d'Occident est grande est magnifique

avec son chef suprême, ses évêques partout rattachés à leur chef, ses congrégations qui sont à la fois des corps vivant par eux-mêmes et des membres soumis de l'Église à une organisation habile et forte ; elle a eu ses malheurs, mais elle n'a pas été opprimée et persécutée depuis quatre cents ans. La vie est une loi de la Providence, elle n'est pas un miracle de Dieu. Mais l'Église grecque, qui l'a soutenue ? qui l'a affermie ? Que de causes extérieures de mort et de ruine, la pauvreté, la misère, la persécution, la tentation. Elle a vécu cependant. La foi de chaque fidèle, la foi sous le joug de l'oppression, la foi dans les tourments, voilà ce qui a fait le lien de l'Église orientale ; voilà ce qui a suppléé à la force de l'organisation et de la hiérarchie. — Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Église. — Voilà la cause divine de la force et de la durée de l'Église catholique romaine. — Où il y a deux ou trois personnes assemblées en mon nom je suis au milieu d'elles. — Voilà la cause divine de la force et de la durée de l'Église orientale. Les chrétiens d'Orient sont restés assemblés au nom de Jésus-Christ, malgré la persécution musulmane, et Jésus-Christ a été au milieu d'eux ; c'est par Jésus-Christ qu'ils sont devenus un corps de nation. »

Disons à notre tour : — Nous n'avons pas pour les héros de l'Église catholique, pour les saints prêtres qui vont porter la parole de Dieu aux infidèles, pour les sœurs de charité que la foi entraîne au delà des mers, toute l'admiration qu'ils méritent. De quel esprit divin ne faut-il pas être pénétré pour ne reculer ni devant un exil volontaire, ni devant les persécutions, ni devant la menace de la mort ? Voilà de saintes filles, na-

guère encore jouissant de toutes les douceurs du foyer domestique. Hier enrôlées sous la bannière du Christ, elles partent aujourd'hui pour les Indes, pour le Mexique, pour la capitale de l'empire ottoman. Les unes, par l'enseignement, vont dissiper les ténèbres qui enveloppent des populations plongées dans l'ignorance ; les autres vont soulager les malheureux, tendre au pauvre une main secourable et amie, lui venir en aide dans toutes ses afflictions. Voilà des prêtres du Seigneur ; ils auraient pu passer, au milieu de leurs ouailles, des jours tranquilles ; ils courent après une autre destinée. En Chine, on égorge les apôtres ; dans les montagnes du Liban, on massacre par milliers les fidèles ; ailleurs, ils sont en butte à toutes sortes de persécutions. Mais là aussi des idolâtres ou des hérétiques n'attendent peut-être que la voix de la vérité pour embrasser la religion catholique. Allons, partez, Dieu vous appelle ! Adieu à la mission tranquille, adieu aux jours de paix, adieu aux bénédictions du troupeau, adieu à la famille, aux compagnons de l'enfance et de la jeunesse, adieu à la patrie ! Qu'importe vers quels rivages la voile les entraîne ! Qu'importe que les vents soient contraires ou propices ! Auprès des orages qui les attendent, que sont les tempêtes de l'Océan ? Leurs jours sont comptés. Peut-être la mort viendra avant l'âge ; qu'importe ! Elle ne peut ni les surprendre ni les effrayer. Elle sera pour eux, au contraire, la plus douce des récompenses, puisqu'elle sera suivie de la vie éternelle. C'est dans son cœur et dans sa foi que l'humble missionnaire trouvera le secret de la force et de la sérénité de son âme. Pour lui, l'accomplissement de la tâche sera facile. Mais au

prélat, chargé de la direction d'une vaste Église, à l'évêque dont l'autorité spirituelle s'étend sur de grandes provinces, quelle responsabilité devant Dieu et devant les hommes ! Forcé de se mêler aux affaires du monde, il devra joindre à la sainteté de son ministère la sagesse et la prudence du diplomate. Les intérêts de la religion qui lui sont confiés, les fondations qu'il médite, les conversions qu'il prépare, exigeront sans doute de grands ménagements, sans jamais pourtant l'amener à des compositions compromettantes pour le caractère dont il est revêtu. Tous les jours il se trouvera en contact avec les ennemis de son Église. Pour les combattre il n'aura d'autres armes que la douceur, la persuasion et la charité. Nul plus que lui ne pratiquera le pardon des injures nul ne sera plus accessible à tous. Des larges secours qu'il pourra recevoir de l'association de la Propagation de la foi, il n'en appliquera pas une obole à ses propres besoins, sa vie étant une vie de travail et d'abnégation.

Ceux qui passent leurs jours dans une molle oisiveté ne pourront pas comprendre tout ce que peut faire un évêque qui, été comme hiver, debout à quatre heures du matin, poursuit son but sans jamais s'en laisser détourner. Des mille préoccupations dont le monde est agité, il n'a nul souci. Ni les dangers, ni les fatigues, ni les rebuts ne pourront l'arrêter. Ne s'endormant jamais dans le repos, les instants qu'il pourra dérober à l'exercice de son ministère seront consacrés à l'étude des langues dont la connaissance lui est nécessaire pour se mettre en rapport avec les populations qui l'entourent. Prêt à toute heure, il ne fera attendre à personne les secours de la religion, et quand la mort viendra désoler

la cité qu'il habite, loin de la fuir, il marchera bravement au devant d'elle et tombera vaillamment à côté de ceux qu'il vient de secourir et de consoler.

Toutes les grandes vertus de l'apostolat se personnifient dans la figure de Mgr Hillereau. S'il n'a pas songé à la gloire humaine, il appartient à tous ceux qu'il a édifiés par tant d'œuvres saintes, particulièrement à ses compatriotes, de ne pas laisser son nom dans l'oubli.

CHARLES DE HILLERIN ¹

ET

BAUDRY DE SAINT-GILLES D'ASSON

RELIGIEUX DE PORT-ROYAL

Il est un livre dont la place est si bien marquée dans les annales de la littérature française, qu'on a donné son nom à l'époque qui l'a vu naître. M. Sainte-Beuve n'appelle pas autrement que l'année des *Provinciales*, l'année 1656 où elles furent publiées. Eh bien, ce livre que la police voulait étouffer à sa naissance, c'est à un Vendéen qu'on en doit l'impression ; ce fut à Baudry de Saint-Gilles d'Asson que fut confié le soin de le répandre. Entourée des circonstances qui l'accompagnèrent et de l'agitation qu'elle jeta dans la société, cette

¹ Dreux du Radier, dans la *Bibliothèque historique et critique du Poitou*, l'appelle Charles de Hillerin, et comme pièce à l'appui, M. Dugast-Matifeux nous a communiqué la note suivante : — En

publication fut un des événements du XVII^e siècle. Elle suffirait, à elle seule, pour que le nom que nous venons de prononcer ne restât pas dans l'oubli ; mais bien d'autres titres le recommandent à la mémoire des hommes et méritent qu'une notice de quelque étendue lui soit consacrée. Je lui associerai un autre religieux auquel il tient par trop de liens pour que je ne comprenne pas leurs figures dans le même cadre. Après avoir suivi des voies bien différentes, tous deux renoncèrent au monde qui leur offrait de brillants avantages, Charles de Hillerin, pour venir faire pénitence dans la retraite, Baudry de Saint-Gilles d'Asson, que son compatriote avait entraîné dans la célèbre abbaye de Port-Royal, pour en être l'homme d'affaires et le négociateur.

Si, au lieu d'un récit, j'avais à faire une étude, il me faudrait aborder de front le jansénisme dont Port-Royal

commençant les fouilles des fondations, pour construire la nouvelle église de Belleville, près de Paris, dont Lassus était l'architecte, on a trouvé la pierre de l'ancienne, sur laquelle était gravée cette inscription :

CETTE PREMIÈRE PIERRE
A ÉTÉ POSÉE PAR
CHARLES DE HILLERIN,
CURÉ ET CHANOINE DE
SAINT-MÉDÉRIC, A PARIS,
LE III^e JOUR DE JUILLET 1636.

Le docteur Hamon, qui avait dû le connaître, se serait donc trompé en lui donnant, dans son épitaphe, le nom de *Jacques*. Moreri affirme également que tel était son prénom et que l'auteur du nécrologe s'est trompé en l'appelant Charles.

En présence d'autorités si opposées, nous laissons au lecteur le soin de faire un choix. Tout en conservant quelques doutes sur son véritable nom, nous avons adopté celui de Charles.

devint le foyer principal. Au milieu de grandes vertus et de grands talents, j'y trouverais de grandes faiblesses et l'esprit de superstition coudoyant le génie. J'aurais à signaler, dans les questions religieuses, les croyances les plus sincères, sinon les plus orthodoxes ; dans la polémique, une bonne foi contestable ; dans la pratique, un esprit exclusif et intolérant ; dans les habitudes, le plus souvent une grande humilité, quelquefois l'orgueil perçant à travers les trous du manteau ; à Port-Royal des Champs, bien que cette solitude soit loin d'être une thébaïde, des hommes d'une vie austère et édifiante ; en un mot, tout ce qu'il faut pour fonder un cloître, rien de ce qui est propre à former une société. Je n'en parlerai qu'en ce qui a trait aux deux personnages dont j'entreprends d'écrire la vie.

Charles de Hillerin, prêtre, docteur en Sorbonne, curé de Saint-Méry, à Paris, est né vers le commencement du XVII^e siècle, dans les environs de Fontenay-le-Comte. Son père, Henry de Hillerin, était prévôt général de l'Anjou, et son oncle, Jacques de Hillerin, chanoine de Notre-Dame de Paris, prieur commendataire des prieurés de Saint-Pierre de Mortagne et de Saint-Julien-de-Concelles, aumônier ordinaire du roi et conseiller au Parlement de Paris. Ce fut probablement ce dernier qui l'attira auprès de lui. Il y vint fort jeune, et, après avoir fait de fortes études classiques et théologiques, il entra dans la vie sacerdotale et fut pourvu, pour moitié, de la cure de Saint-Méry. Cette paroisse avait alors deux curés. De Hillerin y obtint de grands succès, comme orateur de la chaire, et se fit aimer de tous par la douceur de son caractère et l'amabilité de

son esprit. Possesseur d'une belle fortune, il en consacrait une partie à de bonnes œuvres, mais il lui en restait assez pour faire figure dans le monde où il se plaisait fort. Il avait un nombreux domestique, équipage, table ouverte, un train de maison considérable. On assurait qu'il ne détestait pas la bonne chair, qu'il usait largement des biens de la terre, qu'en un mot il ressemblait plus à un prélat romain du siècle de Léon X qu'à un anachorète de Port-Royal.

Comment ce bon curé, qui comptait tant d'amis et dont la vie, pour être douce, n'avait au demeurant rien de condamnable, se prit-il tout d'un coup à l'amour de la retraite et au détachement des choses humaines ? Ce sont les grandes fautes qui d'ordinaire amènent les grands repentirs, et le curé de Saint-Méry n'avait tout au plus à se reprocher que des péchés véniels.

Au nombre de ses familiers se trouvait un homme d'une grande vertu et d'une grande piété. Quoiqu'il eût longtemps fréquenté la cour, qu'il entretint encore des relations avec elle, et que, dans l'intérêt de sa famille, il se soit laissé entraîner à des actes reprochables, Arnaud d'Andilly avait toutes les vertus du véritable chrétien. De Hillerin et l'ancien courtisan se rencontrèrent souvent, et ce fut le paroissien qui édifia son curé. Homme de la meilleure compagnie, réunissant à un haut degré les qualités du cœur et celles de l'esprit, d'Andilly ne ressemblait guère aux prêtres qui composaient le clergé de Saint-Méry, *quatre-vingt-six Normands et quatre Picards*, dit le docteur Besoigne dans son histoire de Port-Royal, *troupe de mercenaires qui faisaient du saint ministère un métier pour vivre*

et qui n'avaient rien d'ailleurs de la sainteté requise dans des ministres de Jésus-Christ. La vulgarité de ces hommes et leurs habitudes charnelles jetaient de Hillerin dans une profonde tristesse ; il voulait sortir de ce milieu si peu en harmonie avec ses goûts, et si, d'un autre côté, il trouvait des esprits cultivés, là encore il n'était pas en paix avec sa conscience. Ce monde aimable et léger qui formait sa société ; ce monde qui déployait tant de séductions pour enlacer dans ses filets un curé facile et indulgent ; ce monde, si brillant à l'extérieur, n'était au fond que corruption et vanité. Gens de robe, gens d'épée, gens d'affaires, gens titrés, grands commerçants et riches bourgeois, ne différaient qu'à la surface et portaient dans le cœur les mêmes souillures et les mêmes vices. De Hillerin, quand il les quittait, ne pouvait retenir cette exclamation : *Quid est aliud penè omnes cœtus, quam sentina vitiorum* ¹ !

Si à certaines natures l'exemple du vice est contagieux, aux âmes élevées, au contraire, il est le meilleur préservatif contre les mauvais penchants du cœur. C'est ce qui arriva à de Hillerin ; il s'exagéra ses fautes, il s'accusa presque d'être un sujet de scandale, se dit que c'était tout autre chose d'être un bon prêtre suivant le monde ou suivant les vues de Dieu. Tourmenté de cette pensée, il s'ouvrit à son ami de l'intention où il était de changer de vie. C'est à cette occasion que d'Andilly le mit en rapport avec Duvergier de Hauranne.

Ceux qui ne connaissent le célèbre abbé de Saint-

¹ *Histoire de Port-Royal*, par le docteur Besoigne.

Cyran que par ses doctrines, pourraient croire que personne plus que lui n'était animé de l'esprit du prosélytisme religieux. Il n'en était rien pourtant. Il exigeait toujours de ceux qu'il dirigeait le temps et la réflexion, avant qu'ils prissent une grande résolution. Au moment où de Hillerin lui fit connaître l'intention où il était de quitter la cure de Saint-Méry, pour aller vivre dans une solitude, il le trouva plutôt opposé que favorable à ce grand renoncement de soi-même. Ces deux hommes se comprenaient néanmoins, et l'estime réciproque qu'ils se portaient avait établi entre eux une inaltérable amitié. Quand Richelieu, après avoir dit de Saint-Cyran, c'est le plus grand esprit et le premier homme de France, conformant peu sa conduite à son langage, l'eût enfermé à Vincennes dont il ne sortit qu'à la mort du cardinal, de Hillerin ne s'inquiéta pas d'encourir la colère du tout-puissant ministre et alla souvent visiter l'illustre prisonnier. Celui-ci le recevait toujours les bras ouverts et courait au-devant de lui pour l'embrasser, en s'écriant : Voilà notre bon ami ¹ !

Ce fut donc par les exemples que lui donna de Saint-Cyran, bien plus que par ses exhortations, que de Hillerin se fortifia chaque jour davantage dans l'intention d'abandonner les biens périssables de la terre, pour n'aspirer qu'à ceux de la céleste patrie. Il fut pourtant traversé plus qu'il ne pensait dans la résolution qu'il avait prise, les objections et les oppositions surgissant de toute part. De Saint-Cyran, ce directeur qui avait une influence toute-puissante sur son esprit, était mort

¹ *Mémoires de Fontaine.*

sans lui avoir donné une approbation décisive, sans même lui avoir laissé le mot d'encouragement qu'il en attendait. Son successeur, Singliu, trouvait la question délicate et ne se prononçait pas. Deux considérations le retenaient, et, encore plus que de Saint-Cyran, il avait des raisons pour ne rien précipiter. D'abord, il voulait être bien sûr que la vocation de celui qu'il dirigeait fût réelle et profondément réfléchie. Dans son expérience des hommes, il avait tant vu de gens, qu'avaient entraînés des considérations mondaines ou quelque dépit secret, se repentir ensuite d'avoir cédé à un premier mouvement de l'âme, qu'il tenait presque toujours à s'assurer, par une longue étude, si son pénitent obéissait bien véritablement à la voix de Dieu. Bien donc que de Hillerin n'eût pas attendu davantage pour réformer sa vie, qu'il se fût réduit au simple nécessaire, qu'au faste eût succédé chez lui la plus grande humilité, aux conversations futiles les méditations sérieuses, aux distractions mondaines la prière au pied de l'autel, Singliu différait encore.

Nous avons dit que le directeur des consciences, à Port-Royal, était retenu par une autre considération. De Hillerin avait su capter tous les suffrages, et, parmi ses paroissiens, il ne comptait peut-être pas un seul ennemi. Dans un temps de troubles religieux, quand Paris se partageait entre les molinistes et les jansénistes, où trouver un curé qui pût, comme lui, être bien accueilli de tous ? Craignant que cette question ne devînt un sujet de discorde, son collègue de la cure de Saint-Méry, avec lequel il s'était trouvé auparavant plus d'une fois en désaccord, revenu maintenant à d'autres sentiments,

le suppliait avec larmes de ne pas abandonner ses chers paroissiens qui certainement n'accorderaient pas à un nouveau venu toute la confiance qu'il leur inspirait. Quelle nécessité, lui disait-il, de quitter ainsi votre troupeau ? N'est-ce pas plutôt un devoir pour vous de continuer à lui servir de guide, quand, sous la main d'un autre pasteur, il court le risque de se diviser ? Si vous croyez que jusqu'à ce jour vous avez trop suivi la voie du mondé, qui vous empêche de continuer à vous en tenir à l'écart, comme vous le faites en ce moment, sans pour cela abandonner ceux qui cherchent à vous retenir ? Les bons exemples que vous donnez ne pourront que leur être profitables, et vous aurez fait plus pour le salut des âmes en édifiant vos frères qu'en vous retirant dans une thébaïde où ils vous oublieront.

La famille de Hillerin n'était pas plus favorable à son retour dans le Poitou ; elle jetait les hauts cris et se montrait fort peu disposée à le bien accueillir.

Toutes ces raisons ne l'arrêtèrent point.

D'autres, d'un ordre bien différent, n'eurent pas plus de succès.

Quelques-uns de ses amis crurent pouvoir le retenir par des séductions purement humaines, par les tentations de la sensualité la plus grossière. — « Lorsque j'étais curé, disait-il par la suite, à Fontaine, je croyais que je n'avais qu'à recevoir les offrandes, et je ne trouvais pas de meilleur métier dans le monde ; je jouissais, avec plaisir, de toutes les douceurs de la vie, j'étais bien aimé de tous et bien venu chez tous ; mais quand il a plu à Dieu de m'ouvrir les yeux et de me faire voir les choses à fond, j'ai bien changé de sentiment, j'ai vu que

cette humeur facile et accommodante que j'avais envers tout le monde, pour me faire aimer de tous, que cette facilité à prêcher dans une chaire de prédicateur, que cette gravité naturelle que j'avais en officiant à l'autel, que toutes les autres choses qui pouvaient flatter ma vanité étaient pour moi de grands pièges. Plus je voulais quitter le monde, plus le monde s'efforçait de me retenir. Dès le premier bruit que j'allais quitter ma cure, il n'y eut personne qui ne voulût m'avoir chez lui, pour me régaler. Je combattais, mais quelquefois je résistais très mal. L'abbé de Bernai, si célèbre par sa bonne table, voulait, avec plus d'insistance, que j'allasse manger chez lui ; j'eus peine à me trouver chez un homme si décrié par la délicatesse de ses goûts. »

Un certain Gilles épuisa vainement, pour attirer son curé, tout ce que l'art culinaire a de plus fin et de plus délicat ; de Hillerin ne voulut point mordre à la pomme. Ce fut, au contraire, une raison de plus pour qu'il rompît avec les habitudes molles et sensuelles auxquelles il se reprochait de s'être laissé aller trop longtemps. Plus décidé que jamais à ne pas se laisser entraîner vers l'abîme qui s'ouvrait sous ses pas, il était allé trouver Singliu et lui avait fait connaître qu'il ne voulait pas différer plus longtemps de quitter Paris, pour aller s'enfermer dans son petit prieuré du Bas-Poitou.

Pressé de lui trouver un successeur, Singliu résistait toujours. Dans la pensée qu'un autre aurait sur l'esprit de de Hillerin plus d'autorité qu'il n'en avait lui-même, il l'adressa à un religieux de l'Oratoire, le père Gibiou. Mais ce père échoua aussi, et, de guerre lasse, Singliu, acceptant enfin la résignation de la cure de Saint-Méry

faite entre ses mains, demanda à son ancien titulaire de vouloir bien désigner son successeur.

Il y avait en ce moment, à Paris, un prêtre d'une éloquence rare, joignant à de vastes connaissances en théologie la pratique de toutes les vertus. Ce fut sur lui que s'arrêta le choix de de Hillerin. Mais toutes les supériorités ont des envieux et des ennemis. Le père Desmares, dont nous voulons parler, n'avait pas été épargné par la calomnie, et Singliu n'osa pas la braver.

Duhamel, curé de Saint-Maurice de Sens, fut appelé à recueillir la succession restée ouverte. Ce jeune prêtre n'avait encore été mêlé à aucune des discussions religieuses qui, plus tard, rendirent son nom célèbre. Si la sévérité de ses mœurs le rendait particulièrement recommandable, l'exagération de son zèle et l'excentricité de sa conduite ne lui avaient pas concilié tous les esprits dans sa paroisse. Il ne s'était pas borné à des prédications incessantes contre le relâchement des mœurs, à des éloges outrés de la vie ascétique, il avait voulu rétablir les confessions et les pénitences publiques, et joignant le geste à la voix, il avait plus d'une fois administré de vigoureux soufflets à ceux que ses arguments n'avaient pas pu convaincre. Qui le croirait ? De pareilles extravagances, bien propres à le rendre un objet de risée, lui avaient conquis l'estime de Port-Royal, et, dans la préface de son livre de *la fréquente Communion*, le grand Arnauld n'avait pas eu assez d'éloges pour une pénitence ridicule que Duhamel avait imposée à un curé, lequel, après avoir donné de mauvais exemple à ses paroissiens, les avait édifiés depuis par son repentir.

L'histoire que l'on trouve dans le libelle, ayant pour titre : *Le grand chemin du jansénisme au calvinisme*, est une de ces calomnies dont les partis ne sont jamais avares. Non seulement de Hillerin ne présenta pas Labadie pour son successeur, ainsi que cela est affirmé dans l'écrit dont nous parlons, mais, en ce moment, ils étaient séparés l'un de l'autre par cent cinquante lieues de distance, et de Hillerin a toujours affirmé qu'il ne l'avait jamais vu et qu'il n'en avait reçu qu'une lettre à laquelle il avait cru ne pas devoir répondre.

Libre enfin, l'ancien curé de Saint-Méry ne voulut pas prendre congé de ses paroissiens, sans leur adresser ses adieux. Pour la dernière fois, il monta dans la chaire qu'il avait occupée avec tant d'éclat et leur déclara qu'il ne partait que pour aller faire pénitence.

Il avait bien jugé des hommes. Ceux-là mêmes qui avaient fait tant d'efforts pour le conserver, n'attendirent pas son départ pour s'éloigner de sa personne. Aussitôt qu'il se fût aperçu qu'avant même de quitter sa paroisse, son curé commençait ses réformes, qu'il réduisait son domestique et mettait ordre à ce que les superfluités du luxe fussent bannies de sa maison ; ce monde, qui ne pouvait se passer de lui, qui l'avait tant adulé, qui le proclamait le modèle des curés de Paris, commença à oublier le numéro de sa demeure, et l'estime des grands s'évanouit le jour où il n'eut plus de carrosse. Les pauvres seuls ne purent se consoler de son départ. — « Il n'y avait pas un œil qui fût sec, et sa maison ne désemplissait pas. C'était un flux et un reflux continuel. Les uns sortaient, les autres entraient, tous le visage baigné de larmes et éclatant en sanglots. La

nuît avait peine à chasser le monde, et ils prévenaient le point du jour ¹. » Ce fut seulement entre les malheureux et leur bienfaiteur qu'éclatèrent les sanglots et les déchirements du cœur.

De Hillerin se mit en route le 16 février 1644. Il ne partait pas seul : Fontaine et un digne ecclésiastique du nom de Juliers allaient partager sa retraite.

Pauvre orphelin, qu'au temps de sa fortune il avait retiré dans sa maison, Fontaine, dont l'âme s'était fortifiée des préceptes de l'Évangile, rendait en dévouement, au curé de Saint-Méry, tous les soins qu'en avaient reçus son enfance et sa première jeunesse. Le sentiment de la reconnaissance ne s'éteignit jamais dans son cœur, et, bien longtemps après, quand, dans les dernières années de sa vie, il confiait au papier ses souvenirs, c'est à la mémoire de son bienfaiteur qu'il consacrait les pages les plus touchantes de ses mémoires.

Arrivés au lieu de leur retraite, les trois voyageurs trouvèrent le prieuré de Saint-André dans un état de délabrement complet : tout y manquait, même les meubles les plus indispensables. Les murs des appartements étaient lésardés et ornés de moisissures qu'entretenait l'humidité de l'atmosphère. C'est dans un grenier, dont le contraste avec son ancienne cure était fait pour effrayer une âme moins résolue à la pénitence, que s'installa gaiement Charles de Hillerin. Il y trouvait ce que son cœur demandait depuis longtemps, des mortifications pour sa personne, et, autour de lui, des misères à soulager. Mais, à ses yeux, pour racheter le

¹ *Mémoires de Fontaine.*

passé, ce n'était pas assez que de prier Dieu et faire des œuvres de charité, il fallait aussi mortifier la chair. Il se couvrit donc d'un cilice, et, par les plus grandes chaleurs de l'été, se livra au travail avec une telle ardeur que, les forces trahissant son courage, il arrosait la terre avec la sueur qui décollait de son front. C'est ainsi qu'il faisait, suivant l'expression de Fontaine, *pénitence à feu et à sang*. Ce cher orphelin et l'ecclésiastique dont nous avons parlé étaient les seuls témoins de sa pénitence. Sa santé ne tint pas contre tant de fatigues ; pour ne pas succomber à la peine, il lui fallut, à son grand regret, abandonner une vie si laborieuse. Alors il se plongea dans la méditation et la prière, faisant sa lecture favorite des saints et, en particulier, de saint Augustin. Il annotait les œuvres de ce grand docteur de l'Église ; mais c'était uniquement pour avoir toujours devant les yeux les vérités qu'il y rencontrait et nullement pour laisser un livre à la postérité. Son humilité ne lui permettait pas d'avoir une telle pensée. Il en était même venu, en jetant un coup-d'œil sur le passé, à se rappeler avec peine les applaudissements et les éloges que lui avaient valus ses sermons. Il n'avait pas oublié qu'à cette époque de sa vie, la louange

Chatouillait de son cœur l'orgueilleuse faiblesse.

Et, pour ne pas tomber dans le même péché, non seulement il s'était interdit la chaire, mais même l'enseignement du catéchisme aux petits enfants.

Attaché, par les liens de la reconnaissance, à celui qui lui avait donné le pain du corps et la vie de l'âme,

Fontaine ne comptait point quitter le prieuré de Saint-André. Quoiqu'il n'eût alors que dix-huit ans, sa seule ambition était d'y vivre et d'y mourir. Mais, de Hillerin, pensant que Dieu avait d'autres vues sur lui, refusa d'accepter ce sacrifice et le conduisit à Port-Royal, pour achever des études qui n'étaient encore qu'ébauchées.

De Hillerin, qui n'avait fait le voyage de Port-Royal qu'en vue de l'éducation de Fontaine, se réchauffa lui-même au foyer de tant de vertus et de tant de lumières. Déjà dégagé des liens du monde, il se retrempa encore au contact de ces hommes austères qu'il prit pour maîtres et pour modèles ¹.

De retour à son prieuré de Saint-André, il était bien décidé à n'en plus sortir ; une circonstance inattendue vint changer sa résolution. Son successeur dans la cure de Saint-Méry, Duhamel, après avoir montré, dans l'exercice de son ministère, un zèle inconsidéré et excessif, était allé porter ailleurs l'esprit de réforme et d'innovation dont il était animé. Tous les anciens paroissiens de de Hillerin, ceux mêmes qui avaient paru indifférents à son départ, se tournèrent alors vers lui, le suppliant de reprendre la place qu'il avait abandonnée, et, à force d'instances, finirent par l'ébranler. Au lieu des séductions grossières qu'ils avaient déployées pour

¹ Il semblait que M. de Hillerin ne faisait ce voyage que pour moi, c'était sa pensée à lui-même ; cependant Dieu avait ses fins. Il lui fit voir, dans ce lieu où il m'amenait, des exemples de pénitence dont la seule vue le couvrait de confusion ; ils lui servirent comme d'un heureux contre-poids, pour l'empêcher d'avoir d'autres sentiments de ce qu'il venait de faire que ceux qu'il devait avoir. (*Mémoires de Fontaine.*)

le retenir, ils eurent recours aux seuls moyens propres à lui donner la tentation de se rendre à leurs vœux. Ils lui dirent que, depuis son départ, tout était changé dans la paroisse de Saint-Méry, que la division y avait pénétré par mille voies, que le troupeau était tombé d'égarements en égarements, et que lui seul pourrait le rappeler dans le sentier de la droiture et de la piété. Ils ajoutèrent que s'il ne se rendait pas à leurs prières, s'il les abandonnait sans espoir de retour, l'esprit de vertige et d'erreur qui s'emparait de toutes les têtes pourrait les porter aux plus coupables excès.

Touché de ce triste tableau, songeant à ses frères égarés qui n'avaient jamais cessé de lui être chers, entraîné peut-être par le secret désir de vivre dans le voisinage de Port-Royal, il se demanda si ce n'était point un devoir pour lui de reprendre une place où sa présence et ses exhortations pourraient seules assurer le salut des âmes. Dans cette pensée, il s'adressa à son ancien directeur, le priant de le rétablir dans la cure d'où il était sorti, presque malgré ses conseils. Mais, cette fois, Singliu croyant voir, dans cette demande, le péché d'orgueil ou l'esprit de versatilité, lui répondit par un refus dont les termes étaient un peu durs. — « Quoi que vous en pensiez, lui disait-il, un pareil retour ne pourrait produire que le plus mauvais effet. On ne prend pas de résolutions aussi graves que celle que vous avez prise, pour ne pas y persévérer. Se comporter autrement, c'est se moquer de Dieu ; or, *Deus non irridetur*. »

Loin de témoigner le moindre mécontentement de cette réponse, de Hillerin ouvrit les yeux sur le danger qui le menaçait, et, bien décidé désormais à rester

ferme dans la voie où il était entré, il bénit la main qui l'avait empêché d'en sortir. D'ailleurs, l'éloignement n'interrompit jamais ses relations avec Port-Royal, elles devinrent au contraire plus fréquentes que jamais. Il fit de nombreux voyages, un, entre autres, pour renouveler ses vœux entre les mains de Sacy. C'était le jeune homme qui voyait s'agenouiller à ses pieds le vieillard, blanchi par les années et les austérités.

L'ancien curé de Saint-Méry ne tenait pas à Port-Royal, seulement par la communauté des idées, il y avait contracté de saintes amitiés. Si Fontaine était plus particulièrement l'objet de son affection, en dehors de cette jeune âme qui répondait si bien à la sienne, de Hillerin comptait beaucoup de religieux qui lui étaient chers. L'un d'eux, Dufossé, le même qui a laissé des mémoires sur Port-Royal, entreprit même un voyage pour le venir voir dans son ermitage. Mais, en ce moment, de Hillerin était à Angers, auprès de l'évêque Henry Arnauld, frère du célèbre docteur, qu'il visitait quelquefois, pour s'édifier par l'exemple de ses vertus. Les deux religieux s'y rencontrèrent, et, s'y fortifiant l'un l'autre contre les persécutions dont Port-Royal était l'objet, ils se promirent de marcher plus résolument que jamais dans la voie du Seigneur.

Le prieuré de Saint-André avait des voisins riches et puissants. La famille Baudry d'Asson dont je veux parler, se composait, au dire de Fontaine qui avait dû la connaître, de douze enfants mâles, de six, suivant dom Rivet, de cinq seulement, à en croire le docteur Besoigne, tous grands et forts, respectés et redoutés dans la contrée. Plusieurs avaient servi la cause royale dans

les guerres de religion dont le Bas-Poitou avait été longtemps le sanglant théâtre, et, depuis que les douceurs de la paix avaient succédé aux horreurs des discordes civiles, ces vaillants hommes, n'ayant plus d'autres ennemis à combattre, couraient le cerf et le sanglier, bien persuadés, comme tout le monde l'était alors, que la chasse n'était pas seulement un exercice salubre, mais qu'elle devait faire partie de l'éducation d'un gentilhomme.

L'un des frères, Antoine Baudry de Saint-Gilles d'Asson dont il va être question ici, ne s'était pas borné à l'art cynégétique ; il y avait ajouté trois années de théologie en Sorbonne, savait du grec, avait des lettres, et devait se trouver quelque peu dépaysé au milieu de gentilshommes qui connaissaient beaucoup mieux la langue du roi Phœbus et celle de Jacques du Fouilloux, que les poésies d'Homère et la philosophie d'Aristote.

Esprits cultivés, demeurant porte à porte, de Hillerin et Antoine Baudry d'Asson se recherchèrent et ne tardèrent pas à se comprendre. Les bonnes œuvres du prêtre, son esprit d'humilité, en même temps que sa foi vive et profonde, firent une grande impression sur l'âme du chasseur. Pour l'arracher au monde, de Hillerin ne se contenta pas des bons exemples qu'il lui donnait et de ses exhortations ; il appela à son aide le grand docteur en Sorbonne, dont le dernier écrit passionnait et passionna longtemps après la France tout entière. Arnauld venait de publier le livre de *la fréquente Communion*. On ne se douterait guère qu'un livre qui partagea le clergé du royaume, qui, pendant que l'ordre entier des jésuites se soulevait contre sa doctrine, recevait l'ap-

probation de seize évêques, de vingt docteurs et des curés de Paris ; un livre dont la lecture, dans une des assemblées des évêques de la province d'Auch, fut recommandée aux fidèles avec des éloges extraordinaires et dont Pascal ne pouvait parler sans admiration, dut, en partie, sa naissance à deux grandes dames, qui, l'une et l'autre, voulaient faire leur salut, mais dont la première prétendait qu'on pouvait arriver au ciel par un chemin semé de fleurs, tandis que la seconde disait qu'il fallait qu'il fût hérissé d'épines. C'étaient M^{mes} de Sablé et de Guéméné.

M^{me} de Sablé avait pour directeur un jésuite, suivant son goût pour le monde. — Peut-on recevoir la communion en allant au bal et au spectacle ? lui demandait-elle. — Certainement, répondait l'indulgent confesseur ; le sacrement de l'eucharistie possédant la vertu de ramener le pécheur, on doit approcher d'autant plus souvent de la sainte table, qu'on s'égare davantage. Un pareil casuiste convenait fort à M^{me} de Sablé. Danser la nuit et communier le lendemain, satisfaire à Dieu et au plaisir, pouvait-on demander rien de mieux ?

Le directeur de M^{me} de Guéméné ne l'entendait pas ainsi. L'eucharistie, disait-il, est un sacrement qui demande tant de sainteté, que ce serait le profaner que de le recevoir avec un cœur impur et une âme non repentante.

Cette controverse entre deux prêtres dont la doctrine était si opposée, arriva, par la bouche de leurs belles pénitentes, jusqu'à Port-Royal, où elle causa un grand scandale à l'endroit du directeur si accommodant et si facile. Arnauld prit la plume pour lui répondre. A vrai

dire, ce fut plutôt l'occasion que la cause de la composition de son livre. La question n'était pas nouvelle, et l'abbé de Saint-Cyran, dont les doctrines étaient restées en grande faveur à Port-Royal, l'avait résolue dans le sens le plus restreint. De Hillerin mit entre les mains de Baudry de Saint-Gilles d'Asson le livre de *la fréquente Communion*, en l'engageant à se bien pénétrer des vérités sévères qu'il renfermait.

La victoire d'Arnauld fut complète.

Bien qu'il aimât le monde et qu'il y fût fort goûté, surtout à cause de son talent de musicien ; bien qu'il fût bénéficiaire, possédant deux chapelles et un prieuré, les deux chapelles à la nomination de sa famille et le prieuré dépendant de l'abbaye de Geneston, propriété de Pontchâteau, avec lequel il avait déjà des relations d'amitié, Baudry d'Asson, après avoir fait ses adieux à sa famille, vint un jour prier de Hillerin de le conduire à Port-Royal. C'est ce qu'attendait l'ancien curé de Saint-Méry. Plein du souvenir du prêtre qui l'avait tant aidé lui-même de ses conseils, il remit son jeune ami entre les mains de Singliu ; le pénitent se trouva digne du confesseur ¹.

¹ Je me suis demandé bien souvent, si, dans le cas où Baudry d'Asson, avant de prendre la grande résolution que nous venons de faire connaître, aurait cru devoir demander un conseil à son évêque, comme la chose a pu avoir lieu, s'il eût rencontré du côté de ce prélat une grande opposition ; j'ai de fortes raisons de penser le contraire. Dans ce moment, l'ordre des jésuites n'était pas en odeur de sainteté auprès du Chapitre de Luçon, et toute recrue que faisait Port-Royal ne devait pas lui être désagréable. Je fournis, à l'appui de ce que j'avance, une lettre fort curieuse extraite du recueil de M^{lle} Périer, recueil que l'on trouvera à la bibliothèque Richelieu, département des Manuscrits :

Du jour où il s'était enfermé dans le prieuré de Saint-André, de Hillerin, non seulement avait renoncé à la prédication, comme nous l'avons déjà dit, mais aussi à toutes les autres fonctions sacerdotales, se croyant indigne de les remplir. Absorbé de plus en plus dans la prière et le recueillement, il ne se décida à faire enlever une tumeur qu'il avait au genou, que parce qu'elle l'empêchait de s'agenouiller devant l'image de Dieu. L'opération fut

Réponse du Chapitre de Luçon à une lettre de MM. les Chanoines de la cathédrale de Clermont, en Auvergne, 1656.

MESSIEURS, Nous voudrions être assez heureux pour pouvoir contribuer aux justes desseins que vous avez pour le maintien de votre illustre compagnie, par la vôtre du 5 mai, dont il vous a plu nous honorer. Nous nous ressentons si fort vos obligés de la croyance qu'avez en notre zèle, que nous voudrions être assez avantagés pour vous en donner des preuves irréprochables, et de l'inclination que nous avons pour contribuer à l'accomplissement de vos saintes intentions, pour secouer le joug que les laïques veulent vous imposer; et à l'éloignement des révérends Pères jésuites de votre ville, et d'autant plus que ce sont des personnes qui semblent n'avoir pour but que la destruction de la hiérarchie ecclésiastique, et de ternir la gloire des communautés célèbres, abusant de la crédulité des peuples et du prétexte de l'utilité publique, pour s'introduire dans les lieux qu'ils croient leur être avantageux. Nous avons jusqu'à présent, grâce à Dieu, eu un bonheur que ces révérends Pères, à qui rien n'est impossible, n'ont rien eu à démêler avec nous, ni nous avec eux, pour l'établissement en ce lieu; iceux n'ayant pas jugé que Luçon qui est un lieu de tout temps fort affligé de misères, et qui a été le théâtre de la guerre des Huguenots, fût capable de quoi satisfaire leur charité sans limite, qui est de s'approprier tout pour la plus grande gloire de Dieu; ils ont toutefois eu assez d'adresse, par des menées secrètes, pour nous obliger par cy-devant, à leur arrenter quelques domaines d'un bénéfice qui est la prévôté de Fontenay, un des premiers de notre église, et parce que les lieux qu'ils demandaient étaient fort éloignés de nous, et qu'ils devaient autant et plus que la chose ne valait; dans l'appréhension qu'en leur refusant, ils ne s'approchassent de nous, nous leur accordâmes volon-

si cruelle, qu'après l'avoir subie, il déclara qu'il n'aurait pas le courage de s'y soumettre une seconde fois, dans le cas où elle redeviendrait nécessaire. Heureusement qu'il ne fut pas mis à cette épreuve, et, qu'après de grandes souffrances, il guérit radicalement.

La retraite qu'il avait choisie, comme lieu de pénitence, ne lui suffisait plus ; ses visites à Port-Royal se multipliaient, et, chaque année, il s'y rendait comme à la source d'où s'échappait l'eau vivifiante dont son âme était altérée. Ce fut dans un de ces voyages qu'il fut frappé d'une maladie qui le conduisit rapidement au tombeau. Une de ses dernières pensées fut pour Fontaine, auquel il légua les œuvres de saint Augustin,

tiers ; et ayant vu cette première facilité, ils s'étaient persuadés que le dessein de s'établir parmi nous, leur succéderait aisément ; ils entreprirent, il y a deux ans ou environ, de faire changer le bien de ladite prévôté, qui est à leur approche et à leur commodité, pour quelque bien sis aux environs de Luçon, qui pouvait valoir les trois quarts moins que ce qu'ils demandaient, sans considérer les avantages qu'ils en retireraient et les torts que nous en recevions, le tout à l'intention de réunir ledit bien et ledit bénéfice à leur corps et société, ainsi qu'ils demandèrent peu après à Mgr notre évêque, par une requête qu'ils lui présentèrent à cet effet, dont ils terminaient : *Si mieux n'aime mondit seigneur, unir ladite prévôté au corps desdits Pères jésuites*. Lequel dessein ayant été découvert, et eux voyant qu'ils n'y pouvaient réussir, se désistèrent de leur poursuite téméraire, ce qui nous obligea à nous roidir contre une entreprise si inouïe, à laquelle nous n'avons pas osé parler depuis..... »

A la même demande le Chapitre de Nantes fit une réponse aussi hostile aux Jésuites. Rappelons encore que Pierre Nivelles, alors évêque de Luçon, fut un des rares prélats qui refusèrent leur signature à la lettre par laquelle cinq archevêques et évêques déséraient au Pape qui les condamna, les cinq fameuses propositions de Jansénius. On lit enfin, dans le journal de Baudry d'Asson, que Ruchaud, chanoine théologal de Luçon, refusa de signer la censure contre Arnould.

objet de ses longues méditations. Il mourut le 14 avril 1669, sur la paroisse de Saint-Jacques le Haut-Pas, où, suivant son désir, il fut enterré aux pieds de Saint-Cyran. Son cœur fut transporté dans une des chapelles de Port-Royal, et le docteur Hamon lui fit cette épitaphe :

Hic jacet cor Jacobi d'Hillerin, olim parochi Meridici, qui cum magno omnium plausu evangelium, memor domini Jesu, qui cœpit facere et docere, raro sed utili exemplo, ad originem fidei reversus, pœnitentiam agere maluit quàm prædicare. Cum Deum elegit ad quietem solitudinis vocantem a mundo abjectus est, et amissa plusquam sex decem millia librorum annui redditus, ut fructuosior esset amor pauperum damno conjunctus, si damnum est amittere peritura et perdentia, tanti beneficii recordatio, nunquam intermissa, et sæpe cum lacrymis fidei et charitatis memorabat quantum Deo deberet, qui tam vili et tam facili jactura contractus, regnum cœlorum obtulit non merenti .

¹ Ci-gît le cœur de Jacques de Hillerin, de son vivant, curé de la paroisse de Saint-Méry. Au moment où il prêchait l'Évangile aux applaudissements de tous ceux qui venaient l'entendre, se rappelant que le Christ avait fait précéder sa parole par des actes, et revenu à la source de la foi, il préféra, exemple bien utile et bien rare, faire pénitence que briller dans la chaire. Lorsqu'il eut entendu la voix de Dieu qui l'appelait au repos de la solitude, bravant le mépris des hommes, il abandonna plus de seize mille livres de rente, pour que, devenu pauvre par cette perte, si toutefois l'on peut appeler perte, l'abandon des biens périssables et qui peuvent empêcher notre salut ; son amour pour les malheureux lui fut méritoire. Le souvenir d'un

Charles de Hillerin ne s'est pas borné à édifier les fidèles par les longues années de sa pénitence. Avant de se retirer dans le prieuré de Saint-André, il avait composé un livre ayant pour titre : *Les Grandeurs du Verbe incarné*. Ce livre, au dire de Dreux du Radier, pourrait bien n'être qu'un abrégé de celui que son oncle avait publié sur le même sujet.

Nous avons interrompu notre récit au moment où l'orgueil de la naissance et de la richesse, faisant place, dans son âme, à l'ardeur de la foi, Baudry d'Asson renonçait au rang qu'il pouvait occuper dans le monde, pour venir, au sein d'une célèbre abbaye, s'humilier devant Dieu.

Pour lui, les biens de la terre n'avaient plus de prix ; il aspirait à la pauvreté comme d'autres aspirent à la fortune. Aussi, en entrant à Port-Royal, quitta-t-il un de ses bénéfices dépendant de l'abbaye de Geneston, dont il fit la remise aux chanoines réguliers de Sainte-Geneviève, au prix d'une modique pension de 800 livres. Quant aux deux chapelles qu'il possédait, il n'eût pas demandé mieux que de s'en démettre ; mais comme sa famille en nommait les titulaires et qu'il craignait qu'elles ne fussent données, contrairement à ses intentions, il se décida, bien à regret, à les garder, abandonnant aux pauvres leur revenu dont il ne voulut pas toucher une obole.

Port-Royal touchait à ses jours d'épreuves et de luttes.

si grand bienfait ne s'effaça jamais de son âme, et, dans l'ardeur de sa foi et de sa charité, il rappelait avec larmes combien il devait être reconnaissant envers Dieu, qui, satisfait d'un si léger sacrifice, lui avait ouvert, sans qu'il en fût digne, le royaume des Cieux.

Si la mort de Richelieu, en ouvrant à Saint-Cyran les portes de Vincennes, lui avait rendu une liberté dont il ne devait pas jouir longtemps, puisqu'il mourut quelques mois après sa délivrance, les colères allumées ne s'étaient point éteintes. J'ai déjà parlé du soulèvement que le livre de la *fréquente Communion* avait produit au sein d'un ordre célèbre et de toutes les attaques dirigées contre les doctrines d'Arnauld. Dominées par une compagnie qui ne cessait de répéter que Port-Royal était un nid d'hérésies, la Cour, la reine en particulier, étaient devenues, pour tout ce qui appartenait à cette maison, des adversaires aveuglément passionnés dans leur haine.

S'il comptait des ennemis puissants et nombreux, Port-Royal ne manquait pas non plus de chauds partisans. Les curés de Paris, et, à leur tête, le célèbre coadjuteur, n'avaient pas hésité à prendre hautement sa défense. En dehors du clergé, les hommes les plus distingués, parmi lesquels on rencontrait principalement des magistrats, ne craignaient pas de faire connaître publiquement toute l'estime qu'ils portaient à une maison qui renfermait dans son sein des personnages d'une grande vertu et d'un grand talent. Si l'on contestait la parfaite orthodoxie de leurs doctrines, personne, en effet, n'aurait osé nier que les solitaires de Port-Royal ne fussent des hommes convaincus, et qu'il ne se trouvât parmi eux des savants et des écrivains du premier ordre. Tous n'y étaient pas entrés dès leur enfance, ainsi que l'avaient fait Sacy et Nicolle ; avant de s'y rencontrer, beaucoup avaient suivi, dans le monde, des voies différentes. Les uns, comme Lemaître,

avaient été l'honneur du barreau ; d'autres comme d'Andilly , d'habiles politiques qui ne dépouillèrent jamais la robe de courtisan ; d'autres, comme Arnould, de célèbres docteurs en théologie ; de braves militaires, enfin, avaient quitté l'épée pour venir y porter la croix. D'ailleurs, ils ne conservaient aucune distinction propre à rappeler le rang occupé dans la société. On y voyait confondus des princes, des ducs, des gentilshommes de grande maison, des bourgeois et des enfants du peuple. Il en fut de même des plus grandes dames, dont quelques-unes ne rougirent pas, ainsi que le fit une princesse de sang royal, de porter des haillons, après s'être revêtues longtemps de brillantes parures. Désenchantés des vanités du monde, tous venaient chercher, dans une vie nouvelle, le calme de l'âme et le repos de la conscience. Ils ne devaient pas tarder à se voir poursuivis, avec un acharnement extrême, par ceux auxquels ils abandonnaient les grandeurs et les richesses.

Les heures de la prière, de l'enseignement et de l'étude, n'absorbaient pas tous les instants des solitaires de Port-Royal : ils consacraient leurs loisirs et leurs récréations à des travaux manuels. Le plus grand nombre se livrait à la culture des champs et des jardins. Ils faisaient les foins, coupaient les blés, émondaient les arbres, récoltaient les fruits, semaient les grains, labouraient la terre, *souvent vêtus d'un cilice et ceints d'une chaîne de fer* ¹.

Quelques-uns avaient des emplois plus humbles encore. M. Jenkins, gentilhomme anglais, était portier ;

¹ Nécrologe de Port-Royal.

M. de Gibrou faisait la cuisine ; M. Deschamps-Deslandes était garde ; M. Giroult de Bissé servait les hôtes ; le docteur Hamon, quand il ne soignait pas les malades, tricotait des bas.

Baudry d'Asson fut placé à Port-Royal des Champs, où il cumula, au dire de dom Rivet, l'état de menuisier avec celui de savetier. Il se fit construire, dans le jardin, un petit logis couvert de chaume, qu'en raison du nom qu'il portait, on appela le palais de M. de Saint-Gilles. Le châtelain y apporta sa gaieté, son entrain, sa bonne volonté et une rare aptitude à toute chose. Son activité fut mise à profit, et il ne tarda pas à être chargé de la direction de tous les travaux agricoles de l'abbaye, dont il devint comme l'intendant. En même temps il s'occupait des affaires particulières des religieuses, leur rendait mille services, était l'homme indispensable de la maison. Depuis 1636, les religieuses avaient quitté Port-Royal des Champs pour venir habiter Port-Royal de Paris. Quoique résidant d'ordinaire à son palais de Saint-Gilles, Baudry d'Asson venait à Paris toutes les fois que les intérêts de la communauté ou ceux des sœurs en particulier y rendaient sa présence nécessaire, c'est-à-dire fort souvent ¹.

Cette vie si occupée ne lui paraissait pourtant pas assez méritoire. Il croyait que, pour un pécheur tel que lui, la règle de la maison était trop douce et que sa pé-

¹ Le nom de Baudry d'Asson a été conservé à Port-Royal des Champs. On l'y trouve, dans la meilleure compagnie, à la maison des Granges, sur la façade du côté du jardin, où l'on peut lire l'inscription suivante :

nitence ne pouvait y être qu'imparfaite. Bien qu'il ne mangeât pas de viande et ne bût du vin que rarement, il lui suffisait d'y être autorisé pour penser que toutes les sensualités étaient à sa portée. Port-Royal n'était donc pas absolument la retraite suivant son désir ; il lui fallait des jeûnes plus longs que ceux qui lui étaient imposés, des privations plus grandes, des mortifications plus nombreuses, une soumission plus absolue. L'abbaye de Saint-Cyran, où la règle était plus sévère, lui convenant davantage, il fit des démarches pour y entrer. Mais l'abbé Barcos, directeur de cette maison, qui, d'abord, avait bien accueilli sa demande, ayant appris combien il serait difficile de le remplacer à Port-Royal, le détourna de l'idée qu'il avait de l'abandonner.

Ce n'était pas seulement comme régisseur de la maison des Champs et comme l'homme d'affaires des religieuses que Baudry d'Asson avait su se rendre utile ; la guerre sourde que depuis longtemps un certain monde faisait à Arnauld et à ses amis, venait d'éclater, et il devenait nécessaire d'avoir sous la main un homme actif, propre à tout, prêt à tout, un homme *au poil et à*

DE 1648 A 1679.

ONT HABITÉ CETTE MAISON SOLITAIRE :

A ARNAULD.	DESPINAY.	A. D'ANDILLY.
B. PASCAL.	VITARD.	DE LUZANCY.
L.-M. SACY.	D'ASSON.	DE PONTIS.
J. HAMON.	DE BELAIR.	DE GIBROU.
DE SÉVIGNÉ.	P. NICOLE.	JENKINS.
DE SERICOURT.	J. RACINE.	DE BESSY.
DE PONT-CHATEAU.	A. LEMAISTRE.	DESLANDES.
	C. LANCELOT.	

la plume, suivant l'expression de Fontaine. A Port-Royal, il n'y eut qu'une voix pour confier cet emploi à Baudry d'Asson.

De ce jour, il devint l'agent principal de la maison et rien ne s'y fit sans sa participation. Pour déjouer les recherches de la police dont les agents l'épiaient sans cesse, quand il sortait de Port-Royal, il quittait l'habit religieux pour reprendre l'épée de gentilhomme, et, si l'évêque de Luçon s'en plaignait, il répondait que de puissants intérêts lui faisaient un devoir d'agir de la sorte. Rompu aux affaires, il tenait tête aux procureurs, et lorsqu'un arrêt du Châtelet menaçait sa liberté, il ne s'effrayait pas pour si peu.

Jansénius était mort en 1638, laissant un livre fameux, l'*Augustinus*, livre publié seulement en 1640, et dont l'apparition fit naître tant d'orages au sein de l'Église. L'auteur expliquait, à sa manière, la doctrine de saint Augustin, touchant la grâce, le libre arbitre et la prédestination ; il prenait corps à corps le jésuite Molina, dont le nom passa à ses partisans, comme Jansénius donna le sien à ses adeptes.

Les molinistes trouvèrent dans ce livre cinq propositions hérétiques, propositions restées célèbres. Elles furent condamnées une première fois, en 1653, par le pape Innocent X, et une seconde, en 1656, par le pape Alexandre VII. Tous les évêques reçurent la bulle de condamnation, même le cardinal de Retz, qui, en raison de ses anciennes relations avec Port-Royal, avait d'abord hasardé quelques timides objections.

Jansénius avait été l'ami de Saint-Cyran ; presque tout Port-Royal, et en particulier Arnaud et Nicolle,

priront chaleureusement sa défense, niant avec énergie que les cinq propositions se trouvassent dans son livre, et cherchant à prouver que ce que la bulle condamnait dans l'*Augustinus*, avait été mal compris. Les jésuites maintinrent leurs accusations, et alors s'alluma cette guerre où se mêlèrent tant de passions, guerre dont les péripéties furent, pour les religieux et les religieuses, l'exil, l'emprisonnement, la persécution ; et qui, après une paix plus apparente que réelle, eut pour dénouement la démolition des bâtiments de Port-Royal, la violation des tombeaux et la dispersion des cendres qu'ils contenaient.

Arnauld, que le livre de la *fréquente Communion* avait déjà brouillé avec les jésuites, venait, par la publication de deux apologies de Jansénius, de soulever contre sa personne toutes les colères de la cour, que dominait Letellier. Ses ennemis se donnèrent tant de mouvement qu'ils obtinrent que l'affaire serait jugée en Sorbonne. Pendant que l'on instruisait son procès, les pamphlets les plus grossiers et les plus injurieux le dénonçaient à ses juges et à l'opinion publique. Un jour qu'il se trouvait avec ses amis de Port-Royal et qu'il était question, entre eux, de ces indignités : — Comment, lui dirent-ils, vous laissez-vous attaquer ainsi sans vous défendre ? — A l'insistance qu'ils y mirent, Arnauld promit d'entrer dans l'arène et de soutenir la lutte. Quelques jours après, l'auditoire était au complet. Arnauld donna lecture de sa réponse, et l'on pense avec quelle religieuse attention elle fut écoutée. Mais un personnage aussi grave ne convenait pas au genre de polémique qu'exigeait la circonstance. Cette arme si

puissante, en France, qu'elle reste presque toujours victorieuse quand elle est habilement maniée, l'ironie, ne lui était pas familière. Le grand théologien aurait cru déroger en s'en servant ; il ne voulait devoir son triomphe qu'à la froide raison. Il arriva que ses arguments en forme et sa logique un peu lourde laissèrent son auditoire froid et mécontent. Arnauld s'en aperçut, et, loin de s'en offenser : — Je savais bien, dit-il, que je ne ferais rien de bien. — Puis, se tournant vers Pascal : — Mais vous, qui êtes jeune, qui êtes *curieux*, vous devriez faire quelque chose.

Pascal ne faisait pas alors partie de Port-Royal ; mais il en était un des habitués, et, dans cette circonstance, il avait été appelé comme un écrivain puissant dont les conseils n'étaient pas à dédaigner. Pressé par les encouragements de chacun, il accepta la proposition qui lui était faite, se mit à l'œuvre, prit jour pour une autre réunion, et, à l'heure convenue, se présenta armé de sa première *Provinciale*.

Le style en était si nouveau à Port-Royal, que Singliu, dit-on, en fut presque scandalisé. Tous n'eurent pas les mêmes scrupules. Ils saluèrent de chauds applaudissements une œuvre où, sous la forme la plus heureuse, la raillerie fine et mordante s'alliait à la plus haute éloquence. Il n'entre point dans mon sujet d'examiner si, comme on l'a prétendu, Pascal, pour les combattre victorieusement, n'a point prêté à ses adversaires des doctrines qui n'étaient pas les leurs, s'il a toujours été d'une entière bonne foi et si ses attaques n'ont pas été passionnées. Voltaire, qui ne peut pas être suspect de partialité en faveur des jésuites, s'exprime ainsi en parlant

des *Provinciales*: « Il est vrai que ce livre portait sur un fondement faux, ou attribuait adroitement à la société des opinions extravagantes de quelques jésuites espagnols et flamands. On tâchait, dans ces lettres, de prouver qu'ils avaient un dessein formé de corrompre les mœurs des hommes, dessein qu'aucune secte, aucune société, n'a jamais eu ni pu avoir. Mais il ne s'agissait pas d'avoir raison, il s'agissait de divertir le public. » Ce dernier succès fut complet. Tous ceux qui les ont lues ne peuvent, en effet, s'empêcher de convenir que les *Lettres à un Provincial* sont un livre unique, le modèle du genre. Dès le premier jour, la fameuse satire Ménippée se trouvait bien distancée et, quoique depuis le pamphlet ait pris des allures vives et hardies, que les plus grands écrivains n'aient pas dédaigné d'y avoir recours, on ne trouve rien de comparable, ni sous la plume de Beaumarchais, ni sous celle de Courrier, ni sous celle de Proudhon.

Mais ce n'était pas tout que de les avoir composées, il fallait encore trouver un imprimeur qui voulût bien les publier, et des agents qui ne craignissent pas de les répandre. Ce soin fut confié, pour les trois premières, à Baudry d'Asson, à Pérrier, beau-frère de Pascal, et à Pontchâteau. Dans son curieux recueil manuscrit, M^{lle} Pérrier raconte qu'elles furent imprimées au collège d'Harcourt, aujourd'hui collège Louis-le-Grand, par les soins de M. Fortin, principal de cet établissement. Il est certain qu'elles le furent également ailleurs.

A l'immense succès qu'obtint la première lettre, on doit penser quel cri de colère s'éleva dans le camp des ennemis de Port-Royal. Tous les yeux de la police se

tournèrent de ce côté, car, bien que le pamphlet ne portât ni nom d'auteur, — le pseudonyme de Montalte ne parut que plus tard, — ni nom d'imprimeur, personne ne doutait qu'il ne sortît de la célèbre abbaye. Le chancelier jura qu'il en aurait raison, et que, plutôt que de ne pas mettre la main sur les coupables, il résignerait sa charge. Aussi, quand, après plusieurs jours, il vit ses recherches inutiles, il entra dans un tel accès de fureur, qu'il fallut le saigner, dit-on, jusqu'à sept fois.

Pourtant toute la police était sur pied, et le lieutenant criminel Tardif se multipliait pour saisir la presse d'où sortait une aussi audacieuse publication. Port-Royal avait trois imprimeurs ; la police courut chez Sabreux, l'un d'eux, sur lequel se portaient principalement les soupçons, et arrêta sa femme et ses ouvriers. Mais, ni son interrogatoire, ni les perquisitions faites dans son imprimerie, n'apprirent rien de ce que le chancelier tenait tant à savoir.

Pendant la visite que l'on faisait chez Sabreux, l'alerte avait été donnée chez les autres imprimeurs. Quand on se présenta chez Petit dont les presses étaient encore toutes fraîches de leur impression, les exemplaires avaient été mis en sûreté. Pas tous pourtant, car sa femme, au moment où la police pénétra dans sa maison, en cacha toute une liasse sous ses vêtements. Le président Bellièvre, que la lecture de la *Lettre à un Provincial* avait fort égayé, ne mit pas grande ardeur dans ses recherches ; il se contenta d'apposer les scellés sur les presses de Petit, et lorsque, le lendemain, un ouvrier lui apporta un exemplaire encore tout frais de la seconde lettre, exemplaire qu'avait sauvé la femme de Petit, il

ne demanda pas mieux que de croire qu'une presse, sous les scellés de la veille, n'avait pas pu fonctionner pendant la nuit, et il se hâta de les lever, ravi d'ailleurs qu'il était d'avoir eu la primeur d'un écrit aussi piquant et de rire aux dépens des bons Pères.

Si cette déconvenue augmenta l'irritation de la police, on pense bien qu'elle ne découragea pas l'auteur qu'on ne pouvait atteindre. Pascal continuait donc la composition de ses lettres, et, avant qu'elles fussent portées à l'impression, les communiquait à ses amis de Port-Royal qui lui avaient préparé la besogne en recherchant tous les matériaux dont il avait besoin. *Elles étaient relues et embellies par Arnauld et Nicolle*¹, avant d'être livrées à la publicité. Pascal prolongeait sa visite et le plus souvent dînait à Port-Royal. Parmi les personnes qui étaient dans le secret, Baudry d'Asson cite l'abbé de Rancé, *devant lequel on ne se gênait pas*. Ce ne fut que plus tard que de Rancé rompit avec Port-Royal.

Dans ses trois premières lettres, Pascal s'était principalement attaché à justifier Arnauld et Port-Royal ; mais, à partir de la quatrième, quittant la défense pour l'attaque, il avait traduit la morale des jésuites devant l'opinion publique ; et, pour que personne n'en ignorât, aussitôt qu'une lettre paraissait, elle était immédiatement, sous un nom étranger, traduite en latin par Nicolle. Quelques jours après, elle paraissait en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, et faisait ainsi le tour de l'Europe.

¹ Journal de Baudry d'Asson.

La Fontaine l'a dit :

La contrainte est un charme, on dit qu'elle assaisonne
Les plaisirs.

Ces plaisirs, nous les avons tous connus de nos jours. Rien ne sert de brûler les livres, ils renaissent de leurs cendres, et tel écrit, répandu en secret de la main à la main, a été plus recherché que s'il avait paru à l'étalage d'un libraire.

Baudry d'Asson, après avoir veillé à l'impression des lettres, ne se ménageait pas pour les répandre. Tel en recevait des paquets en Bretagne, tel en Poitou, tel encore à l'armée, comme le maréchal Fabert, sans qu'il pût deviner la main qui les lui envoyait.

Ce n'étaient pas seulement les gens du monde, les beaux esprits, M^{me} de Sévigné en tête, qui s'étaient déclarés favorables aux *Provinciales* ; le cardinal Mazarin en avait ri de bon cœur, pendant que les curés de Rouen et de Paris, prenant la chose plus au sérieux, demandaient que la morale relâchée des jésuites fût poursuivie et condamnée à l'assemblée générale du clergé

Cette manifestation sur laquelle on ne comptait pas, modéra un peu l'ardeur de la police. Baudry d'Asson, seul maintenant à s'occuper de l'impression des *Provinciales* et à en corriger les épreuves, nous a laissé à ce sujet une note assez curieuse.

16 août 1656.

« Depuis environ trois mois, c'est moi qui immédiatement ai fait imprimer par moi-même les quatre der-

nières au *Provincial*, savoir les 7^e, 8^e, 9^e et 10^e. D'abord il fallait fort se cacher, et il y avait du péril; mais, depuis deux mois, tout le monde et les magistrats eux-mêmes, prenant grand plaisir à voir, dans ces pièces d'esprit, la morale des jésuites naïvement traitée, il y a eu plus de liberté et moins de péril, ce qui n'a pourtant pas empêché que la dépense n'en ait été et n'en soit encore considérable.

« Mais M. Arnauld s'est avisé d'une chose que j'ai utilement pratiquée : c'est qu'au lieu de donner ces lettres à nos libraires Sabreux et Despretz, pour les vendre et en tenir compte, nous en faisons toujours de chacun douze rames qui font six mille, dont nous gardons trois mille. Nous les vendons aux libraires ci-dessus à chacun quinze cents, pour un sol la pièce, et ils les vendent, eux, deux sols six deniers et plus; par ce moyen, nous faisons cinquante écus, qui nous payent toute la dépense de l'impression et plus; et ainsi, nos trois mille ne coûtent rien et chacun se sauve. »

Les salons où les *Lettres au Provincial* étaient le mieux accueillies, étaient ceux de l'hôtel de Nevers, dont M^{me} du Plessis, la divine Amalthée, faisait les honneurs avec une rare distinction. Le Père Rapin nous apprend que, parmi les habitués de la maison, on remarquait Henri de Barillon, le futur évêque de Luçon. Ce prélat, sur son siège épiscopal, resta fidèle aux doctrines de Jansénius, et il y a lieu de penser qu'avant de s'y asseoir, les relations qu'il entretenait avec Port-Royal, le mirent en rapport avec Baudry d'Asson. Celui-ci n'avait dès lors aucune raison de lui cacher la part qu'il pre-

nait à la publication d'une œuvre dont on s'arrachait les pages.

Quelque adresse qu'eût mise Baudry d'Asson à déjouer les manœuvres de la police, ses démarches n'avaient pas été tellement secrètes qu'elle n'en eût appris quelque chose. Elle lui en gardait donc rancune et était bien décidée à prendre sa revanche à la première occasion. Il vint un jour où le lieutenant de police s'imagina qu'il tenait en main sa vengeance. Cette fois, c'était moins des *Provinciales* qu'il s'agissait que des relations que l'on supposait exister entre Port-Royal et le cardinal de Retz. A la mort de son oncle, des hommes influents, aujourd'hui religieux de la célèbre abbaye, avaient emporté pour lui l'archevêché de Paris. Retz s'en était toujours montré reconnaissant, et, en maintes occasions, il les avait défendus. Mais le cardinal Mazarin, si disposé à ne pas prendre au sérieux la colère des jésuites contre les *Provinciales*, n'entendait pas raillerie à l'endroit du fameux coadjuteur. N'ayant rien oublié des injures de la Fronde, il traitait en ennemis ceux qui, de près ou de loin, avaient tenu à cette faction et en particulier le fameux abbé de Gondî. N'était-ce pas ce prélat qui avait été un des premiers instigateurs de la guerre ? N'avait-il pas été, pour moitié, dans les railleries que ne lui avait pas épargnées le vainqueur de Rocroy, et si, réconcilié avec la cour, Condé était aujourd'hui trop haut placé pour qu'il pût s'en venger, l'*illustrissimo signor faquino* n'était pas sorti de sa mémoire, et, à défaut du prince, sa colère retombait sur le cardinal, qui, étant dans les bonnes grâces de Condé au moment où il lui avait adressé cette insolence, en partageait la res-

pensabilité. D'autres blessures mal cicatrisées lui saignaient encore au cœur. Il se souvenait de l'humiliation à laquelle il avait été en butte, quand, forcé d'ouvrir lui-même, au grand Condé, les portes de sa prison, il en avait été accueilli avec tant de dédain ; il se rappelait qu'au moment où, hué par la populace, bafoué par les grands seigneurs et le parlement, n'ayant que l'appui impuisant de la reine-mère, il avait été obligé de quitter Paris, trois cents voitures occupées par les courtisans stationnaient à la porte de son ennemi, pour lui faire honneur. Depuis, il est vrai, les choses avaient bien changé, sa rentrée à Paris avait été un véritable triomphe. Accompagné du roi et de la reine, qui étaient allés au-devant de lui, il était venu s'installer au Louvre où ses nièces l'avaient reçu avec une somptuosité royale, pendant que, par un de ces retours si fréquents de la fortune, le cardinal de Retz en sortait pour aller à Vincennes. Mais Mazarin avait le cœur d'un Italien, sa victoire ne l'avait pas désarmé, et quoique son ancien ennemi, parvenu à s'échapper, errât à l'étranger et dût être un objet de compassion plutôt que de haine, le vindicatif ministre ne lui pardonnait pas et sa colère s'étendait sur tous ceux qu'il supposait lui être restés fidèles.

Dans l'espérance de gagner Mazarin à leur cause, les jésuites et la police cherchèrent à lui persuader que les auteurs et éditeurs des lettres qui l'avaient trop fait rire pour le fâcher, n'étaient pas autres que les amis de l'ancien archevêque de Paris. Dans l'espérance de saisir des pièces à conviction, ils mirent donc, après quelques ralentissements, une nouvelle activité dans leurs recherches, et *apostèrent des mouchards à la porte de*

toutes les imprimeries ¹; ils apprirent, par eux, qu'une presse avait été achetée par des gens qu'ils supposaient dévoués à Port-Royal. De ce côté, on n'était pas sans inquiétude. — « Chaque matin les amis empressés de Port-Royal et, entre autres, le célèbre monsieur de Saint-Gilles, le jeune monsieur de Pontchâteau, alors âgé seulement de vingt-deux ans et dans tout le zèle d'un néophyte encore à demi-mondain, se multipliaient pour recueillir les bruits, pour épier les plans des adversaires, et ils donnaient l'alerte aux endroits menacés ². » C'est ainsi qu'ils surent prévenir leurs amis des agissements de la police, et que ceux-ci eurent le temps de mettre en sûreté toutes les pièces qui pouvaient les compromettre.

Se croyant certain, cette fois, de mettre la main sur la presse qui lui était signalée, le lieutenant du prévôt de l'île avec nombreuse cohorte d'agents, d'archers et de libraires, se présenta dès quatre heures du matin à l'hôtel Bonnier, pour y faire une perquisition. Cet hôtel appartenait à M. Lepelletier Destouches, qui, depuis longtemps, était retiré à l'abbaye de Saint-Cyran. Il servait de demeure à cet abbé quand il venait à Paris. Après en avoir gardé toutes les issues, le lieutenant y pénétra, mais il ne trouva point la presse qu'il y cherchait. Il courut, dans la même intention, à Port-Royal des Champs ; mais là on était prévenu et tout le monde se tenait sur ses gardes. A la demande du lieutenant, s'il n'y avait point une presse dans la maison, le religieux

¹ Journal de Baudry d'Asson.

² M. Sainte-Beuve, *Histoire de Port-Royal*.

auquel il s'adressait lui répondit avec un grand air de bonhomie qu'il allait lui montrer la seule que possédât l'abbaye ; puis, le conduisant au pressoir : — « Voilà, dit-il, nous n'en avons pas d'autre. »

En ce moment, Baudry d'Asson était absent de Paris ; il faisait, dans la compagnie de M. Lemaistre, un voyage à Clairvaux, pour y visiter le tombeau de saint Bernard ¹. A peine était-il de retour à la maison des Champs, qu'un huissier, accompagné d'un commissaire de police, se présentait à Port-Royal de Paris, demandant M. de Saint-Gilles. C'était en effet sous ce nom, beaucoup plus que sous celui de Baudry d'Asson, qu'on le connaissait à Paris. Le portier ayant répondu qu'il n'y demeurait pas, les gens de police firent une visite minutieuse, dressèrent un procès-verbal, et, avant que de s'en aller, remirent entre ses mains une assignation ou ajournement à comparaître à l'adresse de M. de Saint-Gilles.

Baudry d'Asson fut bientôt informé de ce qui venait de se passer. Il apprenait en outre, par ses amis, que l'on devait bientôt *trompeter celui pour lequel on*

¹ C'était une coutume, à Port-Royal, d'envoyer tous les ans une personne à Clairvaux, dans l'octave de saint Bernard, pour y porter un papier signé des religieuses, par lequel elles demandaient à Dieu, par l'intercession de saint Bernard, quelques grâces particulières, selon les différents besoins de la maison. On mettait ce papier sur l'autel, pendant la messe. On appelait cette dévotion *Vœu*, à cause de la promesse qu'elles y faisaient de dire tous les jours quelques prières particulières pour obtenir les grâces qu'elles demandaient. (Œuv. du doct. Arn., t. I, p. 187 ; c. f. Quilbertenem. Chron., t. II, p. 214, etc.; extrait de l'appendice de la *Vérité sur Arnauld*, par Pierre Varoi, t. II, p. 367.)

Le voyage de Baudry d'Asson était-il fait dans cette intention ?

avait laissé un ajournement, par trois jours de marché consécutif, et à la porte de Port-Royal ¹.

A cette nouvelle, Arnould d'Andilly, plus inquiet pour Baudry d'Asson qu'il ne l'était lui-même, s'empressa d'écrire à Monseigneur Claude Auvry, évêque de Coutances, pour l'informer de ce qui se passait, le priant, dans les termes les plus pressants, d'user de son influence, afin d'arrêter les poursuites, s'il en était temps encore. L'évêque de Coutances s'empressa de se rendre chez le lieutenant civil, et, après quelques paroles indifférentes, l'entretint de l'imprimeur des *Provinciales* et du libraire chez lequel on en avait trouvé un certain nombre d'exemplaires ; imprimeur et libraire que la police avait fini par saisir et qu'elle retenait prisonniers à la Bastille. Le lieutenant civil était fort animé contre les deux détenus ; il déclara à l'évêque qu'ils ne tarderaient pas à être jugés. — « Il ajouta qu'ils avaient enfin découvert le chef de tous les jansénistes, que c'était un nommé Saint-Gilles qui avait fait tous les imprimés, qu'il y avait quatre témoins contre lui, sur la déposition desquels ils allaient lui faire son procès ; qu'il était en fuite, mais *qu'ils le feraient trompeter sur les rues à trois briefs jours, et pendre en effigie devant la porte de Port-Royal* ². »

L'évêque se hâta de calmer cette colère, en se servant d'un de ces arguments tout-puissants sur les agents subalternes que tourmente toujours le désir d'arriver à des emplois supérieurs. — N'allez pas si

¹ M. Sainte-Beuve, *Histoire de Port-Royal*.

² M. Sainte-Beuve, *Histoire de Port-Royal*.

vite, lui dit-il, je vous le conseille dans votre propre intérêt. Ce monsieur de Saint-Gilles, contre lequel vous criez si fort, est un gentilhomme de fort bonne maison que vous ne connaissez pas et que moi je connais parfaitement. Que vous importe si le nonce ne lui pardonne pas d'avoir fait imprimer les *Provinciales*, ce n'est pas ce prélat qui dispose des places et des faveurs. Croyez-moi, vous ferez mal votre cour au cardinal, en attachant trop d'importance à une affaire qu'il regarde comme une bagatelle. Ah ! si vous aviez découvert une correspondance entre Port-Royal et le cardinal de Retz, ce serait bien autre chose ; mais je suis sûr qu'il n'en existe pas. Le lieutenant civil ayant répondu qu'en effet, il n'avait rien trouvé de semblable ; eh bien, reprit l'évêque, restez-en là, je parlerai moi-même de cette petite affaire à M. le cardinal et à M. le chancelier. Cette conversation dont l'évêque de Coutances rendit compte à d'Andilly, arrêta, pour le moment, les poursuites dont Baudry d'Asson était l'objet ; mais, sous l'influence d'incitations opposées, le lieutenant civil, peu de temps après, le décréta de prise de corps et le fit trompeter deux fois. — « Mais, avant le troisième cri, l'homme d'affaires de Port-Royal obtint un arrêt de défense au Parlement, et le fit signifier le jour même au lieutenant civil ¹. »

L'évêque de Coutances s'était beaucoup trop avancé, en affirmant qu'entre Port-Royal et le cardinal de Retz, il n'y avait aucune relation. Si Messieurs de Port-Royal affectaient, en toute occasion, les sentiments du plus

¹ Docteur Besoigne, *Histoire de Port-Royal*.

pur royalisme, est-il bien sûr qu'au fond du cœur, ils n'eussent pas un secret penchant pour la Fronde, et que la cause de Mazarin eût toutes leurs sympathies ? On pourrait en douter en lisant dans le journal de Baudry d'Asson, au milieu de notes presque toutes relatives à Arnauld, un article politique très curieux et fort édifiant à ce sujet. Il est à la date du 9 août 1656, et a pour titre : — *Levée du siège de Valenciennes et de trente-deux édits.*

« C'est une chose étrange, comme l'on s'est universellement réjoui en toute la France et surtout dans Paris, de la levée du siège de Valenciennes, où Monsieur le prince de Condé, à la tête de l'armée du roi d'Espagne, a forcé les lignes, presque sans résistance, a fait prisonnier le maréchal de la Ferté-Seneterre, gouverneur de Lorraine, grand tyran, défait entièrement le régiment des gardes, et pris très grand nombre de prisonniers, avec tout le canon et le bagage.

« Le clergé, la justice et tout le peuple a témoigné grande joie de cet accident, parce que les uns et les autres étaient menacés d'oppression. On disait publiquement que si nos troupes eussent eu l'avantage, on devait faire payer, au retour de la campagne, plusieurs édits, les uns disent trente-deux, les autres soixante, dont l'un était celui des aisés, qu'on disait déjà se monter à cinquante millions.

« Cela a donné lieu de faire, ou au moins de dire qu'on a fait un placard qu'on m'a assuré avoir été affiché la nuit à la porte de M. le chancelier, en ces termes qui font allusion au cri qu'ont fait des gazettes dans les rues :

Voici la défaite de trente-deux édits, par M. le prince, devant Valenciennes. »

N'oublions pas que nous sommes en 1656, et qu'à cette heure, M^{me} de Longueville compte déjà des amis à Port-Royal.

« La sœur du grand Condé, la reine de la Fronde, l'intrépide aventurière, celle qui prit plaisir à lutter contre Anne d'Autriche, et qui balança la fortune de la monarchie ¹, » — M^{me} de Longueville enfin n'avait pas attendu que les outrages du temps fussent venus lui faire connaître le néant des choses humaines. Cette beauté séduisante, pour les charmes de laquelle des hommes les plus illustres, oubliant leur serment de fidélité au roi, se déclaraient prêts à faire la guerre aux dieux, songeait à revenir vers celui qu'elle avait tant offensé et avait des aspirations toutes célestes. Dès l'année 1650, alors qu'elle n'a que trente ans et que sa beauté n'a encore rien perdu de son éclat, les lettres qu'elle écrit aux Carmélites du grand couvent de Paris, sont pleines de la confession de ses fautes. On y trouve, à chaque ligne, l'expression d'un profond repentir et le désir de faire pénitence dans l'humiliation et la retraite. La mort de sa mère, celle de sa fille, l'arrestation de ses deux frères, survenue presque en même temps, n'avaient pas été pour peu de chose dans ce commencement de renoncement au monde. D'après son aveu, elle avait été moins l'esclave des passions du cœur que de l'orgueil et de l'amour-propre. Après que le temps eût commencé à calmer la grande douleur des pertes qu'elle avait faites, elle son-

¹ Victor Cousin.

geait encore à entrer aux carmélites et continuait sa correspondance avec les religieuses de cette maison. Mais tout à coup une rupture éclate entre la cour et les princes, et la mondaine à demi convertie reparaît sur le théâtre de ses premiers exploits. Elle se jette avec plus d'ardeur que jamais dans les horreurs de la guerre civile et dans les intrigues amoureuses, quitte Laroche-foucault pour le duc de Nemours qui l'abandonne pour M^{me} de Montbazon, a de la peine à se défendre dans Bordeaux, où, aidée de son frère, le prince de Conti, elle cherche en vain à ranimer la Fronde qui s'éteint, et voit sa cause perdue, en même temps que la foule des adorateurs qu'elle avait tenue si longtemps enchaînée, s'éloigne de son char. Ce fut le dernier coup. A partir de ce moment, elle n'eut plus qu'une pensée, consacrer à la pénitence les jours qui lui restaient à passer sur la terre, et c'en est qu'à regret qu'elle reprit son rang de duchesse auprès du duc de Longueville qu'elle rejoignit dans son gouvernement de Normandie. Le duc mort, rien ne la retint plus. Aussi bien, depuis longtemps, les grandeurs l'importunaient. Elle vint donc à Paris, où désormais nous la trouverons pleurant ses fautes et partageant son temps entre les Carmélites et Port-Royal. Ce fut aux pieds de Singliu qu'elle se jeta pour obtenir l'absolution de ses péchés. Le directeur de Jacqueline Pascal, d'Agnès Arnauld et de tant de saintes filles, devint celui de la Madeleine repentante.

Aux yeux de Singliu, le repentir et une bonne résolution pour l'avenir n'étaient pas suffisants ; il fallait, autant que la chose était possible, réparer le mal dont on était coupable. Or cette guerre de la Fronde, si pleine

d'intrigues, de légèreté et de refrains, avait, comme toujours, tourné au préjudice du peuple au nom duquel elle était entreprise. Après quelques mois de disgrâce, les ducs étaient rentrés dans leurs gouvernements, et les grandes dames non repentantes, c'était le plus grand nombre, avaient retrouvé leurs amants ou en avaient fait de nouveaux. Le peuple seul n'avait pas pu se relever de sa ruine. Le confesseur de la duchesse de Longueville n'était pas un de ces prêtres indulgents qu'un acte de contrition désarme et qui n'en demandent pas davantage. Il savait le rôle qu'elle avait joué pendant la guerre, et si, dans les campagnes et en Bourgogne en particulier, les pauvres paysans avaient été horriblement pillés, il en faisait retomber sur sa pénitente une partie de la responsabilité ; il lui imposa donc, comme première pénitence, de venir largement, de ses deniers, au secours de ceux qui avaient le plus souffert. Mme de Longueville fit les plus grands sacrifices, portée qu'elle était à soulager les malheureux encore plus par le cœur que par l'ordre de son directeur, et peut-être aussi par l'exemple touchant que lui en avait donné un homme qui, bien loin d'avoir, comme elle, à expier des fautes, avait consacré toute sa vie qu'on ne saurait trop glorifier, au soulagement des misères humaines. Pendant que les grands seigneurs et les grandes dames, dévorés par la soif des honneurs et des richesses, en proie aussi à d'autres passions mondaines qui jouèrent un si grand rôle dans les guerres de la Fronde, ruinaient le peuple qu'ils avaient promis de protéger, — le peuple des campagnes en particulier, dont leurs troupes avaient pillé les maisons, détruit les récoltes, enlevé le bétail — Vincent

de Paul, n'écoulant que le cri de son cœur, abandonnait pour quelque temps les grandes œuvres dont on lui doit la fondation et apportait aux malheureuses victimes de cette affreuse famine que nous connaissons si bien par le lamentable récit qu'en a fait M. Alphonse Feillet, les substances alimentaires qu'il avait eu tant de peine à se procurer. S'oubliant toujours pour ne songer qu'à ses frères, quand il s'était trouvé en butte aux attaques ignobles qui, aux époques agitées, s'adressent de préférence aux âmes pures et honnêtes, il n'avait pas songé à répondre aux libelles calomnieux que ses ennemis — c'est-à-dire les ennemis du bien — avaient publiés contre sa personne ; mais lorsqu'il vit les pauvres paysans, mourant de faim, manger leurs chiens de garde et jusqu'à l'herbe des champs, il en fut autrement touché qu'il ne l'avait été par des injures dirigées contre lui. Pour les secourir, il fit un appel pressant aux missionnaires et aux sœurs de la charité qui ne demeurèrent pas sourds à sa voix. Bravant la mort dont le menaçait une soldatesque farouche et insensée, il parvint, avec leur aide, à faire des distributions journalières d'orge et de blé, et, pendant toute une année, à donner aux indigents des secours en argent, dont le montant s'élevait à quinze mille francs par mois. C'est ainsi que le père des enfants abandonnés devint la Providence des pauvres. De pareils actes étaient bien faits pour toucher l'âme sensible de la duchesse de Longueville.

Il est probable qu'à cette occasion, Vincent de Paul et Baudry d'Asson se rencontrèrent, marchant sur le même terrain, sur celui de la charité. Touchée de la détresse profonde de plusieurs de nos provinces, Marie

de Gonzague avait envoyé à la mère Angélique de Port-Royal une somme de douze mille livres, l'engageant à s'entendre avec Vincent de Paul pour en faire profiter les malheureux. A cet effet, le saint personnage aura certainement eu des relations avec Port-Royal, et comme Baudry d'Asson en était l'agent le plus actif, il y a lieu de croire que l'entente sur la distribution de cette somme aura été faite entre eux.

En ce qui concernait la duchesse de Longueville, il fallait un homme habile qui pût, à l'aide de renseignements certains, discerner, au milieu des demandes qui allaient surgir de toute part, les victimes de la guerre d'avec ceux qui, n'en ayant éprouvé aucun dommage, seraient les premiers à faire entendre des réclamations. Cet homme était désigné à l'avance ; nul plus que Baudry d'Asson n'était disposé à remplir les intentions de la duchesse et à en recevoir les instructions. Muni de ses pleins pouvoirs, il partit pour la chartreuse de Montdieu et n'en revint qu'après avoir fait entre ceux qui avaient souffert une juste répartition des aumônes dont il était le dispensateur.

Si les *Provinciales* avaient gagné des voix à la cause des jansénistes et à celle d'Arnauld, elles n'avaient fait qu'augmenter l'irritation de leurs ennemis. Il y eut, à cette époque, entre eux, une guerre de plume dont il serait trop long d'écrire l'histoire et d'énumérer les nombreux manifestes. Parmi les jésuites qui apportaient le plus de fougue dans leurs attaques contre Port-Royal se trouvait Chamillard, professeur à la Sorbonne. L'abbé de Pontchâteau voulut payer de ses deniers l'impression de la réponse que lui fit Arnauld, et ce fut encore

Baudry d'Asson qui fut chargé d'en surveiller la publication. Il en avait été de même des deuxième et troisième lettres apologétiques, en réponse au Père Hilariau, lettres envoyées d'abord à Rome à l'état de manuscrit et beaucoup augmentées depuis. Quoique imprimées peu de temps après, elles ne parurent que plus tard. Dans la crainte de soulever les colères de l'assemblée du clergé réunie dans ce moment et attirer sur la tête de leur auteur de violents orages, les amis d'Arnauld pensèrent qu'il était prudent d'attendre.

La tempête qui s'était déchaînée sur la tête d'Arnauld n'était point prête à s'apaiser. Ses ennemis ne lui laissaient aucun repos et publiaient contre ses doctrines de gros livres oubliés aujourd'hui, mais alors fort menaçants pour sa personne. Obligé de se cacher pour se soustraire à la colère de la cour, il avait été rejoint dans sa retraite par Baudry d'Asson dont il faisait son unique société. Un moment, les partisans qu'il comptait parmi les prélats du royaume avaient conjuré l'orage, en le faisant défendre à Rome par un docteur en Sorbonne.

Depuis, comme nous l'avons dit, les cinq propositions de Jansénius, dont Arnauld s'était constitué le défenseur, avaient été condamnées, et, peu de temps après, la censure de la Sorbonne était venue l'atteindre.

L'assemblée du clergé ne s'était pas encore prononcée. La cour ne crut pas devoir attendre sa décision pour frapper un grand coup sur Arnauld et sur Port-Royal qui le soutenait. D'après son invitation, le chancelier donna ordre à la police de faire sortir de l'abbaye des Champs tous les religieux et tous les enfants qui

s'y trouvaient. Quoique d'Andilly conservât toujours des intelligences à Versailles, il était impossible de ne pas le comprendre dans la proscription générale. Ses amis lui firent savoir qu'il désarmerait facilement le courroux de la reine, en ce qui le concernait personnellement, mais cependant qu'il ferait sagement de s'éloigner pendant quelque temps et de se retirer à Pomponne. Il s'y était rendu, quand il fut informé des mesures que la police venait de prendre contre les écoles des enfants, et de celles qui étaient projetées pour la ruine de la maison elle-même. A cette nouvelle, il s'empressa de prévenir ses chères filles de Port-Royal des trames ourdies contre l'abbaye et des démarches qu'il allait faire pour apaiser le courroux de la reine. C'est dans cette intention qu'il s'adressa à Baudry d'Asson comme à l'homme le plus sûr et le plus intelligent dont il pût se servir. La mission était si délicate, en effet, qu'Arnauld ne voulut pas en confier tous les secrets au papier et qu'il donna à son habile négociateur des instructions verbales pour l'évêque de Coutances. Les religieuses, ayant adressé au roi et à la reine un mémoire dont on craignait l'effet sur leur esprit prévenu, Baudry d'Asson devait prier l'évêque de voir le cardinal pour le prémunir contre les faux rapports qui pourraient lui être faits à l'endroit des religieuses, l'assurer qu'elles étaient pleines de respect pour la Majesté royale, et que si, par hasard, un mot un peu vif s'était échappé de leur plume, elles étaient prêtes à le désavouer.

Ce n'était pas le cardinal qu'il fallait redouter dans cette circonstance. N'ayant ni préjugés, ni esprit d'intolérance, Mazarin voyait les choses de sang-froid, et,

devant les querelles des théologiens, il eût volontiers répété le mot de Léon X : Querelle de moines !

Après l'assemblée du clergé, il y eut, pendant quelques années, comme une sorte d'apaisement entre les jansénistes et les molinistes. Port-Royal avait repris à peu près ses habitudes, et, dans les hautes régions où il comptait de puissants ennemis, le calme régnait, au moins à la surface. A des yeux attentifs, il devenait pourtant évident que, pour couvrir sous la cendre, le feu n'était pas éteint, et que la trêve serait de courte durée. Dans cette prévision, Port-Royal songea à recruter des alliés, et le premier qui se présenta naturellement à sa pensée fut le cardinal de Retz. En 1655, comme les évêques, le cardinal avait bien accepté la bulle du pape qui condamnait les cinq propositions de Jansénius ; mais, à Port-Royal, on avait quelque raison de croire que ce n'était pas un ennemi irréconciliable. De la Hollande, où il était alors, il ne cessait de revendiquer le temporel de son archevêché et trouvait un fort appui dans le clergé de Paris. Baudry d'Asson raconte qu'il y eut à ce sujet, parmi les membres qui le composaient, les scènes les plus orageuses. La question pour beaucoup présentait un intérêt général. Si l'on ne rend pas à l'archevêque de Paris le personnel qui lui appartient, qui peut être sûr de n'être pas dépouillé du sien propre ? disaient les plus nombreux ; c'est un acte de confiscation odieux, il faut s'adresser au roi pour qu'il fasse justice. Et comme une voix s'était élevée pour faire remarquer que le roi étant à la guerre, il serait peut-être plus à propos de présenter une requête au chancelier : Non ! non ! s'était-on écrié de toute part, avec un sentiment

qu'il était facile d'interpréter, c'est au roi seul qu'il faut aller parler. En même temps, les amis de Port-Royal et l'évêque de Châlons, toujours préoccupés d'intérêts plus élevés, écrivaient au cardinal de Retz des lettres un peu naïves, dans lesquelles ils l'exhortaient à suivre l'exemple donné par les saints évêques de la primitive Église, qui, pour échapper à la colère des hommes, se retiraient dans les cavernes au moment des persécutions. Ce travestissement en anachorète devait bien divertir l'ancien abbé Gondi. Pendant qu'il continuait à vivre de la façon la moins édifiante, il n'était pourtant pas fâché qu'on pût croire à Paris qu'il prenait les habitudes ascétiques d'un solitaire.

Baudry d'Asson fut chargé de négocier une entente entre lui et Port-Royal. Son Éminence, pour le moment, habitait Rotterdam. Mais ce n'était plus le héros de la Fronde, ce vaillant abbé qui portait fièrement l'épée, cet orateur de tant de ressources qui n'était pas embarrassé d'enrichir les discours de Cicéron, quand, pour le besoin de sa cause, il lui fallait une citation latine. A la place du lutteur intrépide, Baudry d'Asson trouva un prêtre cauteleux, songeant beaucoup plus à faire la paix qu'à livrer de nouveaux combats, et préoccupé, avant tout, de ses intérêts. Le cardinal de Retz, ne voulant point prendre d'engagement de nature à le compromettre, recommanda la prudence au négociateur de Port-Royal et lui donna un signe pour la sûreté de sa correspondance.

Baudry d'Asson ne se laissa pas décourager par un accueil aussi froid ; il se tourna du côté de l'abbé Charrier, qui, lui aussi, était venu trouver le cardinal de la

part de son maître, le roi d'Angleterre. Cromwell était mort et Charles II songeait à remonter sur le trône de ses pères ; mais, comme il lui fallait de l'argent, dans sa détresse, il s'adressait au pape pour en obtenir, promettant, dans le cas où la cour de Rome viendrait au secours de ses finances épuisées, de protéger les catholiques que Cromwell avait persécutés. C'est dans cette intention qu'il avait envoyé le duc d'Ormond et l'abbé Charier vers le cardinal de Retz, avec prière d'user de ses bons offices auprès du Saint-Siège, pour le rendre favorable à sa cause. Retz, qui voulait que l'abbé Charier s'occupât en même temps de sa personne, avait fait les plus belles promesses. Baudry d'Asson profita de l'occasion ; il lui recommanda vivement Port-Royal, employant, pour le convaincre, un argument presque toujours victorieux, c'est-à-dire une promesse d'argent. L'abbé Charier se rendit à Rome ; mais, malgré toute la bonne volonté qu'il y mit, il échoua dans ses deux négociations ¹.

¹ Ensuite le cardinal étant allé à Rotterdam, un nommé Saint-Gilles le fut trouver de la part des jansénistes, qui, se voyant fort pressés du côté de la cour de Rome et de celle de France, s'adressèrent au cardinal pour lui proposer de s'unir à eux, avec offre de tout le crédit et de la bourse de leurs amis qui étaient en grand nombre et fort puissants, lui conseillant fortement d'éclater et de se servir de toute son autorité, qui serait appuyée vigoureusement de tous leurs partisans. Cette offre aurait pu être acceptée et aurait peut-être produit son effet si elle eût pu être faite à propos ; mais ces messieurs n'ayant rien dit dans le temps et ne se mettant alors en mouvement que pour leurs intérêts particuliers, le cardinal, dont le courage était d'ailleurs extrêmement amolli et le crédit diminué, ne fit aucune attention à leurs propositions, comme s'il eût voulu rebuter tous ceux dont il pouvait espérer quelque secours. Ainsi l'abbé Cha-

Un ami de Baudry d'Asson, Deslandes, l'avait suivi en Hollande. Les deux compagnons de voyage s'embarquèrent sur le même navire pour retourner en France. Assaillis par une violente tempête qui porta l'effroi jusqu'au cœur des matelots, ils furent, pendant cinq jours et cinq nuits, dans l'attente d'une mort prochaine. Après avoir lutté contre les flots, ils se trouvèrent heu-

rier, voyant qu'il n'y avait rien à faire de ce côté-là, se résolut enfin d'aller à Rome pour Son Éminence, en faveur du roi d'Angleterre. Saint-Gilles, qui lui avait apporté des lettres du sieur de Bagnols, son parent, lui ayant fait comprendre que son voyage pourrait n'être pas inutile aux jansénistes et lui ayant promis quelques fonds pour sa subsistance, sans quoi il ne se serait pas embarqué, attendu qu'alors il ne comptait pas beaucoup sur les promesses du cardinal. Ainsi Saint-Gilles, étant retourné en France sans emporter avec lui autre chose qu'un chiffre, qui était la conclusion ordinaire des négociations qui se faisaient avec lui, l'abbé Charier se mit en chemin avec le cardinal de Retz, qui voulut le conduire lui-même jusqu'à Augsbourg, où il lui donna de plus une somme considérable qui acheva de le déterminer, et leva toutes les difficultés qu'il avait faites jusque-là.

Ce voyage, fait à contre-temps, fut tout à fait inutile : tout ce que put faire l'abbé Charier fut d'obtenir une audience secrète du cardinal Azzolin, qui, s'étant bien voulu charger de parler au cardinal Patron, lui dit pour toute réponse, peu de jours après, que les promesses du roi d'Angleterre n'avaient fait aucune impression ; que, quelque avantage qu'on pût se promettre de sa part, en faveur des catholiques anglais, on ne se résoudrait jamais à lui donner ou lui prêter de l'argent ; qu'à l'égard du cardinal de Retz, les parents du pape, ne songeant qu'à leur établissement, étaient plus éloignés que jamais de se brouiller en sa considération avec la cour de France ; qu'enfin, le jansénisme était une chose si odieuse, qu'il n'était pas permis d'en ouvrir la bouche, et qu'il serait non seulement inutile, mais même dangereux d'en parler ; qu'il avait dit au cardinal Patron que l'abbé Charier était à Rome, mais qu'il l'avait trouvé si froid et tellement éloigné de rien écouter sur aucune des propositions dont il était chargé, qu'il ne lui conseillait pas d'y songer davantage. (*Mémoires de Guy Joly.*)

reux de pouvoir rentrer au port de Brille, d'où ils étaient sortis. Baudry d'Asson et Deslandes se décidèrent alors à revenir par terre. Ils passèrent par Cologne, faisant un grand détour pour éviter l'armée du roi et celle de l'ennemi qui pouvaient leur être également redoutables.

Ce fut pendant ce voyage que les religieuses de Port-Royal, ayant besoin d'un homme intelligent et rompu aux affaires, qui voulût bien se charger de leur procuration, Pontchâteau prit sur lui de proposer son ami Baudry d'Asson. Comme il y avait des dangers à courir et des services à rendre, il était bien sûr de son acceptation. Elle ne se fit point attendre, en effet. Baudry d'Asson écrivit à Pontchâteau pour le remercier de n'avoir pas douté de lui, et, de ce moment, il redoubla de zèle pour bien servir les intérêts si chers qui lui étaient confiés. — « Il se prêtait, dit le docteur Besoigne, à tous ceux qui avaient besoin de lui ; il épousait les intérêts des pauvres veuves ; il ne s'épargnait pas même pour des inconnus que la Providence lui présentait, qui avaient par exemple un procès à solliciter ; il faisait lui-même ses factums. Mais rien-n'égale les services qu'il a rendus aux religieuses, surtout dans le temps de leur captivité. Il ne regardait point ni s'il exposait sa liberté, ni s'il s'épuisait de courses et de fatigues. »

En 1661, la cour, voulant en finir avec les jansénistes, s'imagina, sous le nom de formulaire, de faire rédiger, par des prélats dévoués à sa cause, une sorte d'ultimatum qui devait être présenté, non seulement aux ecclésiastiques, mais aussi aux religieux et religieuses

et jusqu'aux principaux de collège et aux maîtres d'école, avec injonction de le signer, sous peine de résiliation des fonctions qu'ils occupaient dans l'Église et dans l'enseignement. Ce formulaire était ainsi conçu : « Je me sou mets sincèrement à la constitution de notre Saint-Père le pape Innocent X, et je condamne de cœur et de bouche la doctrine des cinq propositions de Cornélius Jansénius, contenues dans son livre l'*Augustinus*, que le pape et les évêques ont condamnée, laquelle doctrine n'est pas celle de saint Augustin que Jansénius a mal expliquée contre le vrai sens de ce saint docteur. » Pascal sentit bien où devait porter le coup, et les vicaires généraux, loin de se montrer hostiles à Port-Royal, firent, d'accord avec lui, un mandement à cette occasion. Ce mandement, atténuant singulièrement la portée du formulaire, était de nature à lever les scrupules des signataires et à rassurer les consciences les plus timorées. La sœur de l'auteur des *Provinciales*, la célèbre Jacqueline Pascal, refusa pourtant d'accepter ce compromis ; elle écrivit à son frère pour lui déclarer qu'elle ne voulait point d'équivoque. Au reste, la cour aurait été désolée qu'on lui obéît, et, comme elle redoutait un accommodement, elle s'était empressée de déférer au Conseil d'État, qui l'avait annulé, le mandement en question. Les grands vicaires durent faire une autre ordonnance qui simplifia singulièrement la question et la réduisit à ces deux mots : Oui ou non. Il est tellement vrai que le formulaire n'était qu'un prétexte, que, dans son impatience, la cour avait pris les devants et commencé à agir contre les religieuses, avant même que le formulaire leur eût été

présenté. Deux mois auparavant, le lieutenant civil d'Aubray, accompagné du procureur du roi au Châtelet, avait fait deux visites à Port-Royal : la première, pour signifier l'ordre de Sa Majesté de renvoyer, sous trois jours, toutes les pensionnaires ; la seconde, pour étendre cette mesure aux novices et aux postulantes. Peu de temps après, l'abbesse elle-même et une partie des religieuses étaient enlevées et dispersées dans différents monastères.

Il serait trop long et hors de mon sujet de raconter, dans tout leur détail, les visites de l'archevêque à Port-Royal ; les scènes tantôt violentes, tantôt presque burlesques qui les accompagnaient ; l'interrogatoire des religieuses, déconcertant souvent Monseigneur par leur apparente douceur et la finesse de leurs réparties ; et puis, au moment où l'on commence à sévir, la douleur résignée de quelques-unes, la colère et la muniterie de plusieurs autres, les lamentations du grand nombre. Mais quand la persécution s'étendit des pénitentes à leur directeur ; quand Singliu eut fait place à un M. Bail, prêtre emporté, manquant de tact et de mesure et voulant s'imposer aux esprits plutôt que de les convaincre ; quand l'approche de la sainte table eût été interdite aux religieuses réfractaires, tous les cœurs s'émurent et la discorde pénétra jusque dans le sanctuaire. La plupart persistèrent dans leur refus, malgré les outrages qu'elles reçurent et les menaces de l'enfer dont on chercha à les effrayer. Quelques-unes, plus craintives, signèrent, non sans quelques remords et quelques hésitations ; deux enfin — dans quels cœurs l'ambition ne pénètre-t-elle pas ? — n'eurent d'autre mobile, en donnant leur signa-

ture, que de diriger le monastère et de commander au lieu d'obéir. Bien que toute relation eût été interdite entre les religieuses et leur ancien directeur, il avait été impossible à la police d'intercepter toutes les correspondances, d'empêcher les demandes de conseil et les réponses. Les lettres arrivaient par les voies les plus secrètes, par des voies que l'on n'aurait jamais soupçonnées, les récalcitrantes se trouvant ainsi soutenues par l'appui de ceux qui leur inspiraient toute confiance.

Au nombre des faibles, de celles que la crainte d'être privées de la communion avait amenées à signer le formulaire, se trouvait la sœur Madeleine de Sainte-Meltide. Son frère, Antoine du Fossé, avait résolument refusé sa signature, et, du lieu où il était caché, faisait savoir à sa sœur toute la douleur qu'il avait ressentie en apprenant l'acte de faiblesse dont elle s'était rendue coupable. Baudry d'Asson joignit ses instances à celles de du Fossé et écrivit à la sœur Meltide, la suppliant, dans les termes les plus pressants, de rentrer dans la voie de la vérité dont elle s'était écartée.

Combattue en sens opposé, la sœur Sainte-Meltide finit par se rendre aux exhortations de son frère et à celles de Baudry d'Asson. Un jour, comme on se mettait à table et que le *benedicite* finissait, elle se jeta à genoux, et, sans que la supérieure pût l'interrompre, fit la rétractation la plus explicite, à la grande joie de toutes celles qui avaient refusé leur signature au formulaire.

Ajoutons que la pauvre sœur, arrêtée à l'instant même avec deux de ses compagnes et mise au séquestre, revint sur sa déclaration. Mais plus tard, soutenue par ses

premiers guides, elle déclara de nouveau et sans qu'on pût l'en faire revenir cette fois, que sa conscience l'empêchait de donner son approbation à une doctrine qu'elle réprouvait du fond du cœur.

C'est à la date de la même année 1664, que Baudry d'Asson écrivit à la Mère Dorothee, abbesse intruse de Port-Royal, une lettre fort curieuse dont, après bien des recherches à la bibliothèque de la rue Richelieu, il m'a été donné de pouvoir prendre connaissance. J'en parlerai longuement tout à l'heure. C'est encore en 1664 que Baudry d'Asson présenta au roi un placet pour les abbesses, prieures et religieuses de Port-Royal, contre l'archevêque de Paris.

Il vint un moment, où, traqué de toute part, ce vaillant homme fut obligé d'interrompre ses services aux religieuses et qu'il dut redoubler de précautions pour échapper aux recherches de la police. Sacy et Fontaine avaient été conduits à la Bastille, et, comme si ce n'était pas assez de leur avoir ravi la liberté, on les avait séparés et soumis à cet affreux régime que depuis on a appelé la prison cellulaire. Deux mois se passèrent sans qu'il fût possible aux prisonniers, séparés l'un de l'autre par l'épaisseur d'une muraille, de se parler et de se voir. Fontaine ne put pas se faire à une pareille existence, il tomba malade et l'on eut des inquiétudes pour sa vie. Heureusement que le gouverneur de la Bastille était le meilleur des hommes. Compatissant au sort de ses prisonniers, il fit tant qu'il obtint le rapprochement des deux amis.

Dans une supplique adressée au roi, Pontchâteau avait demandé l'élargissement de Fontaine et de Sacy. Mais

quand il s'employait pour obtenir la liberté des autres, il allait être menacé dans la sienne. Ayant été informé que la police le recherchait pour l'arrêter, il se mit en quête d'une retraite bien sûre, dans le voisinage de la Bastille. Il la trouva au faubourg Saint-Antoine, rue Béfroy, près de l'église de Popincourt. Sainte-Marthe et Baudry d'Asson l'y suivirent. Tous trois prirent des noms d'emprunt et ne furent connus que d'un petit nombre d'amis. Comme ils redoublaient d'austérité, jeûnant tous les jours, ne mangeant pas de viande et ne buvant pas de vin ; comme ils donnaient aux pauvres jusqu'à leurs vêtements ; pour venir à leur secours, Baudry d'Asson avait vendu ce qu'il avait de plus cher les livres de sa bibliothèque, et que, dans le temple du Seigneur, ils édifiaient les fidèles par leur recueillement, il arriva qu'ils furent remarqués de tous, et qu'au jour de la Fête-Dieu, le bourgmestre du quartier et les marguilliers prièrent ces saints personnages de vouloir bien porter le dais, pendant la cérémonie de la procession Des fenêtres de la Bastille où ils se trouvaient, Fontaine et Sacy reconnurent leurs amis, au milieu d'une foule qui ne soupçonnait guère leur présence. Les deux prisonniers en éprouvèrent une grande joie et remercièrent Dieu de l'instant de bonheur qu'ils lui devaient.

Bien que Baudry d'Asson fût d'une vigoureuse constitution, sa santé s'était si fort altérée, pendant la prison de Sacy et de Fontaine, qu'il semblait, au dire de ce dernier, n'attendre plus que le moment de la délivrance, pour dire *Nunc dimittis*, et s'en aller ensuite à Dieu. L'attente ne fut pas de longue durée. Quelques jours après être sorti de prison, Sacy l'assistait à sa dernière

heure et lui montrait le ciel ouvert pour le recevoir. Baudry d'Asson mourut le 30 décembre 1668 ¹, au moment où la paix allait se signer entre la cour et Port-Royal, paix qui ne fut qu'une trêve, précédant de trois mois dans la tombe son premier guide, l'ancien curé de Saint-Mery. Son corps fut enterré à Sainte-Marguerite, sa paroisse, et son cœur fut porté à Port-Royal des Champs. Nous empruntons au nécrologe de Port-Royal son épitaphe :

Hic situm est cor Antonii Baudry de Saint-Gilles d'Asson, qui seculi nobilitatis oblitus, ut veram fidei nobilitatem compararet quæ sola de humanitate est, servum se fecit ancillarum Christi quas solas sponti nobilitate gloriosas dilexit, et utiliter miratus est, tantus in eo pauperum amor, ut verè in eis, et propter eum (amorem) egerit. Tantus amor justitiæ, ut quidquid alii injustè paterentur, poena esset servo dei, et patientiæ meritum. Pauper factus es de divite, cum negotiis careret, aliorum negotia, quæcumque pietati jungerentur sua fecit. Meliùs arbitratus est veritati et charitati laborare sequendo aliorum judi-

¹ Morery relève avec raison l'erreur du nécrologe de Port-Royal qui fixe la date de la mort de Baudry d'Asson au 30 décembre 1663. Ce ne peut être qu'une faute d'impression, un 3 au lieu d'un 8, autrement, l'erreur serait trop grossière. Mais Morery se trompe à son tour quand il prétend qu'il mourut au mois de novembre 1668 et non le 30 décembre, comme le dit Dupin, dans sa *Table des auteurs ecclésiastiques*. Baudry d'Asson est bien mort le 30 décembre 1668. On peut s'en assurer en consultant le journal tenu par les religieuses de Port-Royal qui se trouve à la bibliothèque de la rue Richelieu, département des Manuscrits.

cium , quam sibi privatim requiescere sequendo suum ¹.

Le correcteur des épreuves de Pascal, le dispensateur des aumônes de M^{me} de Longueville, le confident d'Arnauld, le défenseur infatigable des veuves et des religieuses, le négociateur dans toutes les affaires difficiles, Baudry d'Asson a une figure à part au milieu des hommes célèbres de Port-Royal. Le gentilhomme a beau se dépouiller de l'orgueil de sa race, il ne peut mentir à son origine ; c'est toujours le sang vendéen qui coule dans ses veines, et, pour avoir pris une autre direction que celle qu'elles avaient dans sa jeunesse, ses mâles vertus restent les mêmes. C'est par ses actes, par l'énergie de son caractère qu'il se recommande surtout à l'attention des hommes. Mais, pour braver la police, et, quoique religieux, porter l'épée, il n'était pas inhabile à tenir la plume et savait s'en servir au

¹ Ici repose le cœur de messire Antoine Baudry de Saint-Gilles d'Asson, lequel méprisant la noblesse de la naissance, pour acquérir la vraie noblesse de la foi qui consiste dans l'humilité, se rendit le serviteur des servantes de Jésus-Christ qu'il aima comme les seules en qui éclate la noblesse de l'époux et qui furent l'objet de son admiration et ses modèles. Il avait un si grand amour des pauvres, que pour eux et en raison de cet amour, il souffrait lui-même la pauvreté. Il était si passionné pour la justice, que toutes les injustices dont les autres avaient à souffrir, réfléchissaient sur le serviteur de Dieu et ajoutaient un nouveau mérite à sa patience. Devenu pauvre de riche qu'il était et dégagé des embarras du siècle, il épousa toutes les affaires des autres qui pouvaient s'allier avec sa piété, persuadé qu'il était plus avantageux de travailler pour la cause de la vérité et pour les offices de la charité, en suivant la volonté d'autrui, que de vivre en son particulier dans le repos, en suivant la sienne propre.

besoin. Il nous resterait donc à l'examiner sous cette nouvelle face. Malheureusement, dans deux ouvrages de longue haleine, *la Concorde de l'Évangile* à laquelle il travailla avec Arnauld, et la *Morale pratique des Jésuites*, à laquelle il eut part avec Pontchâteau, Claude de Sainte-Marthe et Varet, pour les deux premiers volumes seulement, les six derniers étant l'œuvre d'Arnauld ; comme écrivain, il est difficile de dégager sa personnalité de celle de ses collaborateurs. On ne le trouve tout entier que dans ses opuscules : *Lettre à l'archevêque de Paris* ; *Lettre à la sœur Meltide* ; *Lettre au Père Annat* ; *Lettre à la sœur Dorothee* ; encore de ces quatre pièces, n'avons-nous pu nous procurer que la dernière, la plus importante, il est vrai, au dire de dom Clemencet. Je ne parle pas de son journal. Ce manuscrit offre un grand intérêt de curiosité ; mais dans la composition de notes prises au jour le jour, Baudry d'Asson n'a pu avoir aucune préoccupation littéraire.

Avant d'arriver à la lettre à la sœur Dorothee, il nous est impossible de ne pas dire un mot de la *Morale pratique des Jésuites*, quand ce ne serait que pour faire connaître les sentiments dont Port-Royal tout entier était animé contre la célèbre compagnie.

Les auteurs de la *Morale pratique des Jésuites* eurent la prétention de faire un livre qui fût le complément des *Provinciales*. Pascal avait affirmé que les doctrines des jésuites pouvaient conduire à tous les crimes ; les auteurs de la *Morale pratique* prétendirent que, conséquents avec leurs principes, ils les avaient tous commis. Appelons les choses par leur nom ; pour

en écrire les pages, ils trempèrent leur plume dans le fiel, et, ce qu'il y a de vraiment incroyable, c'est qu'ils osent bien dire en commençant que, loin d'être animés de passions haineuses contre ceux qu'ils combattent, l'esprit de charité dicte seul leurs attaques. Elles furent telles, qu'Arnauld lui-même crut devoir se défendre d'avoir participé aux plus violentes et reconnut qu'elles renfermaient des calomnies contre les jésuites ; qu'ainsi le *Theatro jesuitico*, attribué à l'évêque de Malaga, n'était pas l'œuvre de ce prélat.

« Qu'ils ne s'imaginent donc point (les jésuites), disaient Baudry d'Asson et ses amis, avec cet esprit de charité dont ils faisaient parade, qu'on soit porté à ramasser les différentes pièces qui composent ce recueil, pour le dessein de les décrier et de leur nuire. L'on prend Dieu à témoin que l'on n'y a été poussé que par la charité que l'on a pour eux et que par la douleur sincère que l'on a de les voir dans de si malheureux égarements. »

Cette invocation du nom de Dieu est suivie des paroles prophétiques de saint Paul, que les quatre religieux de Port-Royal appliquent *charitablement* à ceux qu'ils veulent tirer de leurs *malheureux égarements*.

« Or, sachez que dans les derniers jours, il viendra des temps fâcheux, car il y aura des amoureux d'eux-mêmes avarés, glorieux, superbes, médisants, désobéissant à leur père et à leur mère, ingrats, impies, dénaturés, sans foi et sans parole, calomniateurs, intempérants, inhumains ; sans affection pour les gens de bien, traîtres, insolents, enflés d'orgueil et plus amateurs de la

volupté que de Dieu ; qui auront une apparence de piété mais qui renieront la vertu et l'esprit. Fuyez donc ces personnes, car de ce nombre sont ceux qui s'introduisent dans les maisons et qui traînent après eux, comme captives, des femmes chargées de péchés, et possédées de diverses passions, lesquelles apprennent toujours et n'arrivent jamais à la connaissance de la vérité. Mais comme Joannès et Mambrès résistèrent à Moïse, ceux-ci mêmes résistent à la vérité. Ce sont des hommes corrompus dans l'esprit et pervertis dans la foi ; mais le progrès qu'ils font aura ses bornes, car leur folie sera connue de tout le monde, comme le fut alors celle des magiciens. Tous ceux qui veulent vivre avec piété dans Jésus-Christ seront persécutés. Mais les méchants et les imposteurs se fortifieront de plus en plus dans le mal, séduisant les autres et étant séduits eux-mêmes. » Et, à l'appui de cette sortie, les charitables auteurs de la *Morale pratique* ramassent en Espagne, en Allemagne, en Angleterre, en France, aux Indes et dans le Nouveau-Monde, des preuves qui, selon eux, ne peuvent laisser aucun doute sur les abominations dont les jésuites se sont rendus coupables : preuves d'orgueil et de superbe ; preuves d'artifices et de violences pour enlever à d'autres ordres religieux des abbayes et des prieurés ; preuves de faux et d'indignes fourberies ; preuves de corruption de la justice par des présents ; preuves de recours à des officiers de guerre et de justice hérétiques ; preuves de soustraction de titres et de registres, preuves que, pour s'emparer de ce qui ne leur appartenait pas, les bons Pères ont poussé l'imposture plus loin qu'on ne l'aurait jamais imaginé. Puis viennent les cap-

tations de testaments, l'ambition, l'avidité, la tyrannie, l'enseignement aux Indes qu'il y a deux Dieux ; les persécutions qu'ils font souffrir à l'évêque de Manille ; leur commerce comme banquiers, marchands, voituriers ; les mœurs de leurs prêtres ; mœurs tellement et si généralement dissolues que, dans les provinces de Styrie, Carinthie et Carniole, il ne s'en est pas trouvé six n'ayant pas de concubines ; leurs mensonges pour faire croire à la sainteté du Père Cyprien qui n'était qu'un fourbe et un espion. Après les accusations générales, viennent les accusations particulières. Un Père est poignardé par la main d'une femme dont il était violemment épris, une dévote est corrompue par son confesseur, *avec des circonstances si abominables qu'on a cru devoir les supprimer* ; un pauvre homme de Malaga, pensant faire un testament, signe une donation en faveur d'un jésuite, et quand, quatre jours après, il veut rentrer dans sa maison, celui qui en a pris possession lui dit :

— C'est à vous d'en sortir.

J'en passe et des meilleurs ; l'histoire, par exemple, de dom Palafox, archevêque d'Angelopolis, et bien d'autres.

Voilà comment les auteurs de *la Morale pratique des Jésuites* entendent la charité ! On se demande ce qu'ils auraient dit s'ils avaient obéi à un sentiment opposé. J'imagine encore qu'ils n'étaient pas très difficiles sur la nature de leurs preuves et qu'ils ne se donnaient pas toujours la peine de remonter à la source de la vérité.

Au reste, voilà le jugement que M. Sainte-Beuve lui-

même porte sur ce livre. En tête de l'exemplaire trouvé dans sa bibliothèque, on lit la note suivante écrite de sa main :

« Mauvais livre : il me fait l'effet du mauvais *Constitutionnel* sous la Restauration, ou, au dix-huitième siècle, de ces grossiers pamphlets que les encyclopédistes mettaient sous le nom de Fréret, de Dumarsais. *La Morale pratique* et ses habitudes d'invectives anti-jésuitiques menaient là.

« Il y a eu la *queue* de Pascal, comme il y a eu la queue de Voltaire. »

Je ne suis pas sorti des deux premiers volumes dans la crainte de m'écarter de mon sujet. La mort, en effet, vint glacer la main de Baudry d'Asson, avant la composition des autres.

Passons sous silence la *Concorde de l'Evangile*. Pas plus que pour la *Morale pratique des jésuites*, nous ne pourrions dire quelle part en appartient à Baudry d'Asson, puisqu'il fit cet ouvrage en collaboration d'Arnauld, et arrivons à son journal. Il est compris dans un manuscrit, d'une beaucoup plus grande étendue, que l'on trouve à la bibliothèque Richelieu, sous le nom de *Mémoires de Beaubrun*.

Composé de pages inégales dans leur format, ce journal est écrit tout entier de la main de Baudry d'Asson. Il commence au 14 août 1656 et finit dans les derniers jours du mois de septembre de la même année, paraissant, par conséquent, n'avoir eu qu'une bien courte existence. Baudry d'Asson s'était-il arrêté là ? Après

avoir, pendant un mois, mentionné les événements qui s'accomplissaient, avait-il tout d'un coup cessé d'écrire ? La chose est peu probable. Il y a lieu de penser que Beaubrun a détaché d'un journal beaucoup plus considérable la partie ayant trait à l'assemblée du clergé dont il parle longuement. Ce qui donne une grande vraisemblance à cette supposition, c'est d'abord que Baudry d'Asson, dans ce que Beaubrun nous a donné de son journal, s'occupe principalement des questions qui s'agitèrent au sein de cette assemblée ; c'est qu'ensuite il commence brusquement et finit de même, sans qu'il y ait un mot d'introduction, sans qu'à la dernière page il s'y trouve un mot final. Je le répète, Beaubrun se sera emparé de ce qui lui était bon pour le besoin de sa cause et aura négligé le reste dont je n'ai pas trouvé de vestiges, mais que de nouvelles recherches pourraient peut-être faire découvrir.

Quoi qu'il en soit, le peu que nous avons du journal de Baudry d'Asson ne manque pas d'intérêt, et M. Sainte-Beuve a bien eu soin d'en faire son profit.

L'on a dit que, pour bien connaître les hommes, il les fallait aller chercher dans l'intimité de leurs correspondances. Est-il vrai qu'il ne s'y trouve jamais rien de dissimulé ? S'y montre-t-on toujours au naturel, et le besoin de se faire excuser ou absoudre n'ôte-t-il pas quelque chose de leur sincérité aux épanchements mêmes de l'amitié ? Si l'on peut craindre qu'il en soit quelquefois ainsi dans le commerce épistolaire, rien de semblable ne peut arriver à l'homme qui écrit pour lui-même un journal quotidien, memento bon à relire aux jours de la vieillesse, quand les souvenirs s'effacent de la mé-

moire, et auquel on peut recourir comme à un témoin fidèle.

Sur ce papier muet, qui n'est destiné à passer sous les yeux de personne, s'inscrivent, aussitôt qu'ils viennent de s'accomplir ou qu'ils se présentent à l'esprit, les faits, les pensées, les aspirations. Quel intérêt à se faire de fausses confidences et à mentir à sa propre conscience ? Baudry d'Asson songeait si peu à donner à son journal la publicité même la plus restreinte, qu'il l'a écrit sur des feuilles volantes, sur des chiffons de papier que le souffle du vent a dû emporter bien souvent, sans même se donner la peine de relire pour y corriger des négligences de style qui échappent à l'improvisation de la plume. C'est là que nous achèverons de faire sa connaissance et que nous le trouverons tel que nous l'avons vu, janséniste pur sang, ayant des colères vertueuses qui vont jusqu'à l'exagération et l'emportement.

L'assemblée du clergé vient-elle à décider que l'éloge de Saint-Cyran disparaîtra du *Gallia Christiana*, parce que cet abbé était suspect en sa foi, Baudry d'Asson jettera sur son journal ces lignes indignées : « C'est injurieux à sa mémoire et d'autant plus étrange que les évêques mêmes savent que c'est lui qui est auteur du célèbre *Petrus Aurelius*, le plus illustre défenseur de la hiérarchie et de l'épiscopat qui ait paru depuis plusieurs siècles, et que l'une des précédentes assemblées du clergé de France le fit imprimer à ses frais avec tous les éloges imaginables. C'est une marque déplorable de la prétention du clergé d'avoir témoigné une telle ingratitude et n'avoir pas daigné s'informer de rien, ni rien examiner, avant de flétrir ainsi la mémoire d'un des plus

grands personnages de piété et du siècle et des derniers siècles, qui est mort en odeur de sainteté et qui fut enterré pompeusement par six ou sept évêques. »

Un autre jour, il écrira : « Les jésuites qui sont les principaux et les plus sanglants ennemis de tous sont aussi ceux qui s'intéressent le plus pour faire agir le clergé contre M. Arnauld. »

Il ne pardonnera pas enfin à un curé qui avait permis à ses paroissiens de danser le jour du dimanche.

Toute autre est la lettre à la sœur Dorothée, Elle est irréprochable pour le fond et pour la forme, et la position d'abbesse intruse que cette religieuse n'avait pas craint d'accepter en justifie parfaitement la sévérité. En ce qui concerne les jésuites pourtant, on retrouve peut-être encore trop l'ami de Pascal et d'Arnauld.

Je veux bien croire, dit-il à la sœur Dorothée, que l'ambition du commandement n'ait pas été votre mobile, et que, sur la foi de ce que nous avait dit l'archevêque, vous avez espéré tout arranger, à la satisfaction générale. « Mais maintenant que la divine Providence, dont les voies sont des abîmes impénétrables, en use autrement à votre égard, et que non seulement cette réunion si désirée ne se fait pas, mais que la division des esprits et des cœurs s'introduit et s'augmente par celle des personnes, des biens et de la conduite ; que l'on voit les filles contre les mères, et en quelque façon autel contre autel, maison contre maison, et que les choses se portent à une telle extrémité de votre part et en votre faveur, que l'on prétend vous élever au comble du bonheur, par la ruine entière de vos mères et celle de vos sœurs, vous devez trouver bon que ceux qui vous honorent et

qui vous aiment sincèrement, comme je fais, sans nul autre intérêt que la miséricorde de Dieu, que de votre salut et de votre union avec vos mères, vous tendent la main pendant qu'il en est temps encore, pour vous empêcher de tomber dans le dernier précipice où l'on peut dire que vous avez déjà le premier pas, j'entends l'aveuglement et l'endurcissement du cœur, qui est le plus grand de tous les malheurs, parce que c'est un état où l'on est plus capable de voir la véritable lumière, ni d'entendre les plus salutaires avertissements, et cet état est souvent un juste châtiment du peu de soin que nous mettons à reconnaître nos devoirs et à corriger nos plus secrètes passions. »

« Le plus grand secours que je puisse et que je croie vous donner dans ce péril extrême, est de vous aider à faire devant Dieu, comme si nous étions tous les deux sur le point de comparaître devant son jugement redoutable, une sérieuse réflexion sur diverses choses que vous n'avez peut-être pas assez considérées, quoiqu'elles méritent infiniment de l'être, soit qu'elles ne se soient pas présentées à votre esprit, pour ne pas lui être un objet fort désagréable, soit que l'ennemi du salut, qui ne craint rien tant que ces saints retours sur soi-même, ait un soin particulier de vous les cacher. »

Quelle différence entre ce langage et celui que nous entendions tout à l'heure ! Ici, Baudry d'Asson reste toujours calme, toujours mesuré, toujours maître de sa plume et de lui-même. C'est qu'il ne s'adresse plus au public et qu'il ne cherche point un succès de scandale. Il s'agit bien moins aujourd'hui, en effet, d'ameuter

contre les jésuites, par un écrit dont on s'arrachera les pages, que desoustraire, par de bons conseils, la nouvelle abbesse à leur influence et à la ramener dans le sentier du devoir. Aussi, après avoir parlé à sa raison et à son cœur, après avoir cherché à remuer tous les sentiments honnêtes de son âme, il se servira d'une arme plus puissante encore, il lui montrera la main de Dieu prête à récompenser les justes et les humbles, prête à châtier l'orgueil et l'usurpation.

N'est-ce pas bien hardi, lui dira-t-il, de se mettre en opposition avec les plus savants docteurs et les prélats les plus vénérés ? Son cœur n'est-il pas ému à la vue des sœurs enlevées à main armée, emprisonnées et privées de sacrements ?

« Les religieuses les plus déréglées ne pourraient, pour des crimes les plus énormes, souffrir une plus grande indignité qu'est celle que souffrent à vos yeux et à votre occasion vos mères et vos sœurs des Champs, quoique l'on puisse dire que le sujet est si léger et le point dont il s'agit si peu important en soi, que je ne croirai point mentir en vous disant que dans l'Église il n'y a jamais eu de contestation moins importante dans le fonds que celle-ci. »

Il était bien difficile de passer sans faire une charge à fond contre ceux qui n'avaient d'autre but que de ruiner une maison détestée. Baudry d'Asson les signale à la sœur Dorothée comme les auteurs de tout le mal :

« Ce sont les jésuites qui ont fabriqué et conduit toute cette affaire du formulaire. »

« Mais, direz-vous, pourquoi attribuer aux pères jésuites tant de haine contre des personnes et croire qu'ils les aient en haine jusqu'à machiner leur ruine ? Pour répondre à cela et vous en éclaircir entièrement une bonne fois, il faut prendre la chose dans sa source et vous dire que, depuis cinquante ou soixante ans, il s'est introduit une telle licence et démangeaison d'écrire en plusieurs ordres religieux, et principalement dans la société des jésuites, que, comme ils se piquent d'érudition sur tous les autres et qu'ils peuvent impunément tout écrire et tout imprimer pour se rendre recommandables par quelques ouvrages, un grand nombre de leurs pères et de leurs professeurs ont voulu à l'envi se signaler par des ouvrages de cette sorte. Or, comme le sujet, de soi le plus vaste et que l'on peut dire être parmi eux à la mode, est la théologie morale qui traite des cas de la conscience, l'on a vu paraître en peu de temps une infinité d'auteurs auparavant inconnus, qui, ne marchant nullement sur les vestiges des anciens pères et de nos saints docteurs, mais favorisant la mollesse et la cupidité des hommes charnels, ont, comme un torrent, inondé toute l'Église. »

C'est pour cela qu'ils ont déclaré une guerre mortelle à des hommes dont la vie a toujours été sainte, qu'ils n'ont reculé devant aucune calomnie et qu'ils ont osé dire publiquement et écrire : « Que les vierges de Port-Royal étaient des filles folles, sans communions et sans sacrements, qu'on y était d'intelligence avec Charenton et avec Genève, qu'on n'y priait ni la Vierge ni les Saints, qu'on n'y avait point d'images ni d'eau bénite, et encore pis que cela. »

La première signature qu'avaient donnée les Sœurs était parfaitement suffisante, et la preuve, c'est que l'on n'en avait point demandé une nouvelle aux autres congrégations. Si elles avaient été dans un autre diocèse que celui de Paris, on les eût laissées parfaitement tranquilles.

« Ce n'est pas un petit sujet d'étonnement de voir de saintes filles traitées comme des hérétiques et des rebelles, par cette seule et unique raison qu'elles refusent d'attester sur les saints évangiles une chose qui, n'étant point de la foi, ne peut être fort importante, et qui non seulement est contestée par les plus savants docteurs et prélats du royaume, mais que plusieurs de ceux qui la signent déclarent hautement ne pas croire. »

Quoiqu'il soit facile de voir que Baudry d'Asson fait tous ses efforts pour se contenir, une indignation que justifie trop la rigueur inexorable avec laquelle la Mère et les Sœurs sont traitées, déborde quelquefois de sa plume. Quel cœur honnête, en effet, pouvait rester calme en présence d'une soldatesque effrénée faisant d'un lieu saint le lupanar de ses débauches ? Aussi trouve-t-il les accents les plus pathétiques pour protester contre cette indignité. — « Mais que déjà, depuis deux ans, leur maison soit abandonnée par leur propre pasteur à la garde et à la discrétion des gens de guerre comme sont des exempts et des gardes de corps, entre lesquels il y en a de blasphémateurs et de débauchés, qui menant publiquement, dans le pays, une vie scandaleuse, sont néanmoins les maîtres absolus de leur abbaye, qui en font un lieu de garnison et de bonne

chair pour eux et pour leurs compagnons, qui, en ayant toutes les clefs, peuvent faire entrer, quand bon leur semble, et y font entrer en effet des personnes infâmes, et qui enfin, par l'ordre de M. de Paris qu'on n'a jamais pu faire changer, couchent et font ronde la nuit jusque dans la clôture des religieuses, quoique ce soit un lieu sacré interdit par les saints canons à toutes ces sortes de gens, qui ne peuvent même y entrer sans excommunication et sans sacrilège.

« C'est, ma révérende mère, ce qui n'a point d'exemple et n'en aura peut-être jamais dans l'Église. C'est ce qui crie vengeance à Dieu et aux hommes. C'est ce qui demande vos larmes et vos cris vers le ciel et vers Monseigneur l'archevêque. C'est ce qui doit tirer de vos yeux des larmes de sang et vous faire trembler vous et vos compagnes. Mais ce sera sur quoi vous aurez toutes quelque jour un compte étrange à rendre à Dieu, si vous ne compatissez pas de tout votre cœur à une oppression si inouïe, et si vous ne tentez toutes sortes de moyens pour la faire cesser. »

Je multiplie à dessein les extraits de cette longue lettre. C'est une page peu connue de l'histoire de Port-Royal, un chapitre nouveau dont la lecture est instructive et édifiante. Après les paroles indignées qui se sont échappées de sa poitrine, Baudry d'Asson parle à la sœur Dorothée en ami dévoué. — « Je ne veux point vous flatter, parce que je vous honore et vous aime sincèrement. Ceux qui vous flattent dans vos séparations d'avec vos mères et vos sœurs, et dans votre nouvelle dignité, ne vous honorent ni ne vous aiment, mais vous déshonorent et vous haïssent en effet. Car, croyez-moi, ma

révérende mère, il ne vous est honorable ni devant Dieu, ni devant les hommes, d'avoir abandonné vos mères et d'avoir succombé à la tentation à laquelle elles ont si généreusement résisté. Mais il l'est encore moins de s'être élevée sur leur ruine, de servir d'instrument à leur privation et d'être liée particulièrement avec ceux qui en sont les véritables auteurs, et qui aggravent autant qu'ils peuvent dans le public et dans l'esprit de Monseigneur l'archevêque leur crime imaginaire, que la véritable charité, s'ils l'avaient, leur ferait plutôt excuser. »

Quant à la soumission à l'archevêque de Paris, question délicate qui pouvait jusqu'à un certain point justifier la conduite de la sœur Dorothée, voilà ce qu'il en pense : Je veux croire que M. de Paris a agi sans passion, mais je sais aussi qu'il n'est pas infallible. Je sais qu'il ne faut pas obéir en tout, sans examen et sans discernement. Je sais que ce n'est pas médire, ni proprement découvrir les défauts d'autrui, que de se justifier ou justifier d'autres personnes des accusations injustes dont on les charge, quoique cette justification ne se puisse faire sans découvrir des manquements dans le prochain ou dans les supérieurs.

« Ne nous trompons donc point, ma révérende mère, et ne nous abusons point par de faux raisonnements que nous condamnerions dans les autres, mais que nous approuvons dans nous-mêmes parce qu'ils flattent notre amour-propre. Ne disons pas qu'il faut obéir aveuglément à tout ce qui nous est ordonné par nos supérieurs, puisqu'il y a tant de rencontres autres que celle-ci, où nous ne le voudrions ni ne le devrions pas faire, et

disons par conséquent qu'en l'obéissance que nous devons à nos supérieurs, nous devons user de discernement et de prudence. Disons avec saint Paul, disons avec saint Pierre et avec tous les saints, que quand le commandement de Dieu et ceux des hommes se trouvent en concurrence, il faut plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes, et, bien loin de dire que nous ne saurions faillir en suivant la voix de nos pasteurs et de leurs évêques, disons que les pasteurs sont hommes, sujets à leurs passions et à se tromper comme les autres. Disons qu'ils ont des lois et des règles saintes qu'ils doivent suivre, et que quand ils s'en éloignent, ils sont plus à plaindre qu'à imiter, et qu'on n'est pas obligé de s'en éloigner avec eux. »

Baudry d'Asson n'exigeait pas que la sœur Dorothée rompît, pour cela, avec l'archevêque, il lui demandait d'obtenir des adoucissements pour les mères et pour les sœurs, et il ajoutait en insistant pour qu'elle revînt dans la bonne voie : « Il faut à la vérité une force extraordinaire, comme votre mal et votre péril est extraordinaire ; il faut mépriser tous les égards humains, pour n'avoir en vue que votre devoir et votre salut ; il faut tourner tous vos regards vers Dieu ; il faut aimer ses promesses ; il faut craindre ses menaces ; il faut haïr et perdre sa propre âme, selon les paroles de l'Évangile : il faut préférer à tous les biens la paix et la bonne conscience ; il faut s'abandonner à la Providence ; il faut se confier à Dieu ; il faut s'appliquer ce qu'on nous enseigne tous les jours de l'appui de sa protection et de la rigueur de ses jugements ; il faut moins considérer le

présent que l'avenir ; en un mot, il faut vivre à la foi ; il faut être animé d'espérances, il faut aimer Dieu et son salut plus que toute chose. »

Paroles éloquentes, cri d'un cœur plein de foi et d'aspirations toutes célestes, et pourtant efforts stériles qui ne ramenèrent point au bercail la brebis égarée !

Voilà bien le batailleur et l'homme généreux que nous connaissons, faisant de sa plume une arme de guerre, et trouvant dans l'élévation de son âme la grandeur de la pensée et la noblesse de l'expression ! N'est-il pas vrai qu'il aurait manqué un trait à la physionomie de Baudry d'Asson, si cette lettre était restée inconnue ? Les passages que je viens d'en citer la feront ressortir, je l'espère.

Quoique collaborateur du grand Arnould que Boileau était si fier d'avoir eu pour apologiste, quoique ayant participé aux deux premiers volumes de la *Morale pratique des jésuites* et ayant publié quelques lettres remarquables, ce n'est point l'écrivain qu'il faut chercher dans la vie militante de Baudry d'Asson. Le véritable Baudry se trouve à Port-Royal des Champs, toujours debout quand il y a des services à rendre à la cause dont il est le plus ardent défenseur.

Si, en parlant des religieuses de Port-Royal, l'archevêque de Paris avait pu dire avec une apparence de raison, elles sont pures comme des anges et orgueilleuses comme des démons, personne ne pouvait adresser ce reproche à Baudry d'Asson. Humble parmi les humbles, le menuisier de Port-Royal des Champs n'aurait jamais songé à quitter son métier, si ses supérieurs n'avaient pas reconnu en lui une aptitude rare à diriger les

affaires de la maison. Dès qu'il en est chargé, il se met à l'œuvre avec l'ardeur qu'il apportait à toute chose. Non seulement il prend en main les intérêts qui lui sont confiés, mais quand la guerre éclate, il soutient la lutte et fait tête à l'orage. S'il lui faut quelquefois reprendre l'épée, courir le monde, et, pour tromper la police, avoir recours à la ruse et au stratagème, en rentrant au monastère, il laisse à la porte les allures belliqueuses, les finesses diplomatiques et redevient l'homme qui déguise le moins sa pensée. Cette franchise lui attire l'amitié toute particulière de Singlin, qui le fait entrer dans les ordres pour qu'il puisse lui succéder un jour dans la direction des consciences. En attendant il lui confie le jeune abbé Pontchâteau, le charge de veiller sur cette âme chancelante et de la relever dans ses défaillances. Ce n'était pas trop d'un tel tuteur, car le pupille n'était constant que dans son inconstance. Au milieu des distractions qu'il se permettait quelquefois, il écrivait de la meilleure foi du monde à Baudry d'Asson : « Je soupire après ma patrie, mais je suis égaré *in regionem longinquam*. » Ayant ainsi sous l'habit mondain des aspirations vers le cloître et le retour aux idées du monde quand il était sous l'habit religieux.

J'ai parlé de la charité de Baudry d'Asson, mais on a pu voir qu'il ne pratiquait pas cette vertu dans toute son extension chrétienne. S'il était toujours prêt à se dépouiller pour les pauvres, il n'était pas animé de cet amour de l'humanité qui fait pardonner les plus cruelles offenses. Sévère pour soi-même, il n'entendait pas être indulgent pour les autres, pour ceux surtout qui, par leurs actes, leurs paroles ou leurs écrits, se mettaient

en opposition avec les doctrines dont il était l'un des plus ardents défenseurs. Il ne permettait pas qu'on doutât du miracle de la sainte Épine, et s'il apprenait la nouvelle de la mort de l'évêque de Langres, un des prélats les plus acharnés contre la mémoire de Saint-Cyran, son ressentiment ne s'éteignait pas devant un cercueil, et il écrivait dans son journal la note suivante où l'on trouve comme un reflet des *Provinciales* : « On vient d'assurer que Monseigneur l'évêque et duc de Langres, ci-devant abbé de la Rivière, longtemps favori du duc d'Orléans, et depuis peu pourvu de Saint-Eustache, qui est un des plus grands du royaume, est mort subitement après avoir dîné ¹ ; on n'en sait pas encore les particularités. Mais il est constant qu'il était un homme de nulle science et de nulle piété, qu'il avait une grande ambition, faisait une dépense prodigieuse, se faisait appeler au moins à Paris, il y a peu de mois, M. le duc de Langres. Il était venu de bas lieu, il avait été petit aumônier de M. le duc, et puis il le gouvernait entièrement. On m'a assuré que, pendant les troubles de Paris, il était pensionné du cardinal de Mazarin et de M. le prince, et on disait de lui que personne ne savait mieux ce que valait le duc d'Orléans, puisqu'il l'avait vendu trois ou quatre fois. »

En résumé, Baudry d'Asson était un grand cœur, un homme tout d'abnégation, toujours prêt à s'immoler pour la cause de Port-Royal qu'il regardait comme la cause de Dieu même. Un joûteur d'une pareille trempe

¹ Cette nouvelle était fausse. C'était le gouverneur de Langres qui était mort et non l'évêque.

ne se laissait pas facilement abattre et puisait dans la lutte des forces nouvelles. Mais quand le combat fut à sa fin ; quand les défenseurs de Port-Royal eurent été dispersés ou emprisonnés, et que lui-même, caché dans un faubourg de Paris, eût été obligé de déposer les armes, il se consuma bien vite dans un repos si opposé à sa nature guerroyante, et, comme ces braves soldats auxquels l'heure de la retraite est souvent fatale, il tomba quand il ne lui fut plus permis de combattre ¹.

Il est bien entendu qu'en faisant l'éloge de Charles de Hillerin et d'Antoine Baudry de Saint-Gilles d'Asson, nous ne nous sommes point constitué défenseur de la doctrine qu'ils soutinrent avec tant d'obstination et de conviction. Nous n'avons aucune autorité pour nous en faire juge. Mais un homme fort compétent en pareille matière, un grand écrivain dont personne ne contestera le mérite et l'impartialité, l'admirateur enthousiaste de Jacqueline Pascal, M. Cousin a prononcé cette sentence dont nous ne voulons point faire appel : « Disons-le

¹ Après la mort de de Hillerin et de Baudry d'Asson, le jansénisme ne s'éteignit pas dans le diocèse de Luçon ; Nicolas Colbert ne lui avait pas été hostile, Henri de Barillon lui fut favorable et Samuel-Guillaume de Verthamon s'en montra l'ardent adepte. Il y comptait encore quelques représentants au moment de la Révolution. La famille de Hillerin presque tout entière resta fidèle aux doctrines de Port-Royal. L'abbé commendataire de Belval, dans le diocèse de Reims, Guy de Hillerin, et de Hillerin, archidiacre d'Orléans, mort aumônier des dames de Saint-Denys, ne cessèrent pas d'en être partisans. Il en fut ainsi de Charles-François de Hillerin, avocat du roi au siège de Fontenay. Bien qu'élevé au Collège des Jésuites de cette ville, il n'en partagea pas moins les croyances de ses parents, les deux ecclésiastiques que je viens de nommer.

sans hésiter : Le jansénisme est un christianisme in-
considéré et intempérant. Par toutes ses racines, il tient
sans doute à l'Église catholique, mais par plus d'un en-
droit, sans le vouloir ni le savoir même, il incline au
calvinisme... Deux qualités éminentes lui ont manqué :
le sens commun et la modération, c'est-à-dire la vraie
sagesse. »

LAREVEILLÈRE-LÉPEAUX

Je ne suis point un panégyriste, et je ne me sens point pris d'une admiration banale pour tous les actes des hommes dont j'entreprends d'écrire l'histoire. Je dirai leurs fautes et leurs grandes actions, sans passion comme sans faiblesse, bien décidé à conserver ma liberté d'appréciation et à ne pas plus me laisser troubler par les diatribes que séduire par les apologies dont ils ont été l'objet. Je n'oublie pas que lorsque l'on doit porter un jugement, il faut s'abstenir de haine, d'amitié, de colère et de pitié ; et, à ce conseil d'un ancien qui fut aussi grand écrivain que grand capitaine, j'ajouterai qu'il faut aussi se reporter aux jours où vécut celui que l'on fait comparaître devant soi, pour se bien pénétrer des difficultés qu'il a rencontrées sur sa route. Juger du temps passé par le temps présent, d'une époque de troubles, d'agitation et de luttes, par des jours de calme et de tranquillité ; ne tenir aucun compte des entraînements et des résistances, s'obstiner à considérer les faits en eux-mêmes, en dehors des événements qui les ont

produits, c'est s'exposer à être peu équitable et souvent bien rigoureux. Il est facile, quand la mer est calme et que le ciel est serein, d'éviter les écueils et d'arriver au port ; mais quand le vent de la tempête souffle avec fureur, quel est donc celui qui peut se flatter de n'avoir jamais dépassé le but qu'il se proposait d'atteindre ? Eh bien, dans l'ordre moral, il y a aussi des orages qui obscurcissent la raison, la détournent de la voie de droiture et de modération dont elle ne devrait jamais s'écarter, lui font prendre de fausses et impitoyables doctrines pour le commandement du devoir, mettent enfin dans le cœur des meilleures natures, à la place des sentiments de mansuétude et de clémence, je ne sais quel farouche et inexorable patriotisme. C'est autant le malheur des temps que la faute des hommes. Que l'histoire garde donc toutes ses sévérités pour les lâchetés, les apostasies, la soif de l'or et du pouvoir ; qu'elle flétrisse ces adulateurs de la multitude, portant le bonnet rouge en attendant qu'ils portent l'habit brodé, dansant la carmagnole dans les carrefours, pour venir ramper plus tard dans les antichambres du despotisme, et changer leur nom d'emprunt, grec ou romain, contre le titre de comte ou de baron ; c'est justice, et je ne protesterai point contre la sévérité de ses arrêts. Mais garder les mêmes rigueurs à ceux qui, après un jour d'égarement que j'explique sans vouloir le justifier, se sont, avec un courage héroïque, retournés contre les hommes de sang et de meurtre, n'ont jamais transigé avec leur conscience, sont restés sourds à toutes les séductions du pouvoir, et, plutôt que de sacrifier leurs principes aux exigences du maître, ont préféré une

pauvreté honnête et indépendante à une opulence tarée et servile ; proscrire leur mémoire et fermer à leur nom le livre des illustrations de notre pays, parce qu'ils n'ont pas été toujours irréprochables ; voilà ce que je ne puis pas comprendre et ce que je ne veux pas faire. A ce compte, bien peu des hommes politiques qui ont traversé les orages de la révolution échapperaient à une sentence de proscription. Ne soyons pas si exclusifs. Qui donc dans les temps dont nous parlons n'a pas payé son tribut à l'erreur ; et ceux qui ont fait les plus belles actions n'en ont-ils jamais commis de coupables ? Telle nous apparaît, au milieu de beaucoup d'autres, la figure que nous allons essayer de peindre.

Louis-Marie Lareveillère-Lépeaux est né à Montaigu, le 24 août 1753, la même année que l'auteur de la *Théorie des lois de la monarchie française* : singulier rapprochement de deux vies si différentes dans leurs aspirations et dans les voies qu'elles ont parcourues ! Son père, conseiller du roi et sous-lieutenant, juge des tailles foraines du Bas-Poitou et du Bas-Anjou, fut pendant de longues années maire de sa commune. Les notes que nous avons sous les yeux nous le représentent comme un homme d'une âme droite et énergique, quelque peu imbu de la philosophie du XVIII^e siècle, ainsi que l'était alors toute la classe moyenne, et jouissant auprès de ses administrés d'une grande considération. Sa mère, femme d'une profonde piété, avait pour la monarchie des Bourbons une sorte de culte, et plus tard, quand, pour rester fidèle à ses convictions, le fils perdit, pour un instant, l'amour de cette mère qu'il ne cessa jamais de chérir et de vénérer, ce fut certainement le plus grand sacrifice qu'il

s'imposa dans sa carrière politique. De leur union naquirent trois enfants, deux fils et une fille. Comme il arrive souvent dans les familles, la fille suivit sa mère dans ses attachements et ses croyances, tandis que les deux fils prirent la direction d'esprit de leur père. Ajoutons que lorsque dans la Vendée la diversité des opinions politiques et religieuses donna naissance à des haines implacables, jamais le plus léger nuage ne vint troubler l'inaltérable amitié que se portèrent la sœur et les deux frères. Heureux les hommes formés à la vertu par les exemples du foyer domestique ! La route de l'honneur, tracée devant eux, leur est naturelle et facile à parcourir.

Persuadé qu'une bonne éducation est le meilleur des héritages, le maire de Montaigu s'attacha, avant tout, à cultiver le cœur et l'esprit de ses enfants. Le plus jeune, Louis-Marie eut le malheur de tomber entre les mains d'un prêtre sévère qui, comme il arrivait trop souvent alors, croyait difficile d'inculquer aux enfants les principes de la langue latine, sans avoir recours aux corrections corporelles les plus brutales. Il ne s'en fit pas faute avec son élève. Celui-ci né chétif et débile fut affecté, par suite des mauvais traitements dont il devint l'objet, d'une déviation de la colonne vertébrale, et resta contrefait toute sa vie. On sait combien restent vives les impressions de l'enfance ; cette dureté du maître n'est peut-être pas étrangère à l'esprit d'hostilité, dont par la suite Lareveillère-Lépeaux eut le tort de se montrer animé contre le clergé tout entier. Rétabli de ses longues souffrances, il fut placé par ses parents au collège de Beaupreau, et de là aux Oratoriens d'Angers où il acheva ses études de la manière la plus brillante.

C'est au collège d'Angers qu'il se lia d'une vive amitié avec Pilastre et Leclerc qu'il devait retrouver à l'Assemblée constituante et à la Convention.

Les deux Lareveillère-Lépeaux suivirent les cours de droit de l'école d'Angers, et se rendirent ensemble à Paris pour y prendre leurs derniers grades. Reçus avocats, ils entrèrent chez un procureur en qualité de clercs ; mais le style de la procédure avait peu de charmes pour le plus jeune. Son esprit le portait vers d'autres études, et si sa présence chez son patron n'équivalait pas à l'absence de deux clercs, comme il advint plus tard de celle de M. Scribe, il n'y faisait pas de bien grands progrès et ne s'y rendait pas très utile. Il se sentait entraîné d'une manière invincible vers l'étude des sciences naturelles et morales, en même temps que se développait chez lui le goût des arts, celui de la musique en particulier. Heureusement que son frère travaillait pour deux et pouvait lui fournir des moyens d'existence. Lareveillère-Lépeaux, dans ses Mémoires inédits, parle, en ces termes, de ces jours de sa jeunesse : « J'arrivai à Paris avec la ferme résolution de me mettre en état d'exercer la jurisprudence avec succès ; vains projets ! Il me fut impossible de prendre goût aux affaires du barreau et de m'y livrer. L'étude de la morale, de la politique, l'amour des beaux-arts remplissaient tous les moments que je pouvais dérober à une occupation dont, au surplus, je n'recueillais aucun fruit, malgré le désir sincère que j'avais de satisfaire en cela mes parents et de me procurer une existence indépendante, ce qui eût été pour eux un grand soulagement. En voyant mes condisciples qui étudiaient la médecine, je sentis trop tard que

cette étude et celle de l'histoire naturelle étaient celles qui m'eussent le mieux convenu. Je pris cependant le parti de redoubler d'efforts, mais le dégoût l'emporta. Un homme s'en aperçut ; celui-là, que cette circonstance de ma vie m'empêcherait seule d'oublier, c'était mon généreux frère, qui sera l'objet de mes éternels regrets, comme il est celui de ma plus profonde reconnaissance. Il vit avec peine que je perdais mon temps à paperasser, sans en tirer aucune instruction. Il se chargea seul de l'étude de M. Potel, procureur au parlement de Paris où nous avions été admis comme clercs, et, par son travail soutenu de jour et nuit, il gagna nos deux pensions et des appointements assez forts qui servirent à notre entretien, ce qui fut un grand allègement pour nos parents qui n'avaient que peu de fortune. Non content de cela, il fournissait à mon instruction et à mes plaisirs ; il me forçait à suivre mon penchant pour d'autres études qui m'étaient favorites et d'abandonner un travail stérile, afin que je me livrasse sans réserve à ces dernières, pour perfectionner ma raison et polir mon esprit. Il me mettait, souvent malgré moi, l'argent à la poche, pour aller à quelques bons théâtres, et l'on pense que cet amusement était fort de mon goût. Pourrais-je au surplus exprimer toute la sollicitude de sa part dont j'étais l'objet ? Frère unique en bonté, en générosité, en délicatesse, si jamais je venais à me consoler de sa perte, je serais le plus vil et le plus ingrat des hommes ¹.»

¹ Les mémoires de Lareveillère-Lépeaux ont été imprimés depuis que cette notice a été écrite, mais ils n'ont point été livrés à la publicité ; c'est à une communication particulière que je dois le passage que je viens de citer.

Touchant exemple d'amitié fraternelle, dans lequel on ne sait lequel le plus admirer, de celui qui oblige, ou de celui qui, obligé, exprime si vivement sa reconnaissance.

Ses nouvelles études avaient développé chez Lareveillère-Lépeaux une véritable passion pour l'émancipation des peuples ; aussi quand éclata la guerre d'Amérique, voulait-il faire partie de l'expédition française qui comptait dans ses rangs plus d'un grand nom de la monarchie, et aller avec eux faire au Nouveau-Monde l'apprentissage d'une liberté dont l'importation au sein de sa patrie devait soulever tant d'orages. Mais sa taille le rendant impropre au service militaire, il dut renoncer à mettre à exécution ce rêve d'une âme que passionnaient les idées de liberté et d'indépendance.

Détourné de cette voie, il revint à Angers où ses aspirations de réforme politique et d'émancipation sociale prirent un nouvel essor. Tous ses travaux d'alors, à quelque genre qu'ils appartiennent, témoignent en effet de sa passion pour les idées nouvelles.

Les principes politiques de Lareveillère lui avaient attiré de nombreuses sympathies dans la ville d'Angers. Il y vivait fort répandu, comptant un grand nombre de disciples et encore plus d'amis ; ce fut à cette époque qu'il fit la connaissance de M^{lle} Boyleau de Chandoiseau. Une grande réciprocité de goûts, de principes et d'études les attirait l'un vers l'autre : aussi, quoiqu'elle appartînt à une famille riche et considérée, qu'elle fût spirituelle, instruite et bien élevée, et dût être par conséquent fort recherchée, préféra-t-elle aux avantages extérieurs de la personne les qualités du cœur et de l'esprit

qu'elle-même possédait à un degré si éminent. En s'unissant l'un à l'autre, tous deux trouvèrent le bonheur que l'on peut attendre des alliances les mieux assorties. Mlle Boyleau avait cultivé la botanique, et elle en inspira le goût à son mari. L'on croira sans peine que les leçons et la personne du professeur avaient bien de l'attrait pour l'élève, aussi Lareveillère-Lépeaux fit-il de si rapides progrès dans cette branche des sciences naturelles, qu'il devint bientôt un des membres les plus distingués de la Société de botanique d'Angers.

Peu de temps après leur mariage, les jeunes époux étaient venus habiter Nantes où naquit leur fille aînée, mais le goût pour la campagne ne tarda pas à les conduire au village de Faye en Anjou, où ils allèrent reprendre avec une nouvelle ardeur leurs études favorites.

Comme presque toute la génération de cette époque, Lareveillère-Lépeaux se nourrissait de la lecture de Jean-Jacques Rousseau ; il faisait ses délices de ses pages éloquentes et paradoxales, et la *Profession de foi du vicaire savoyard* était devenue son catéchisme. Quoique dans ce moment le joug du pouvoir ne fût pas bien lourd en France, son imagination se plaisait à se transporter sur une terre étrangère, au milieu des institutions libres d'un peuple de mœurs douces et pures. Sa femme et ses deux amis, Pilastre et Leclerc, avec lesquels il était en parfaite communion d'idées, avaient comme lui ces aspirations vagues et chimériques. A force d'en parler, un projet sérieux d'émigration fut arrêté entre eux, et l'un des amis dut faire un voyage pour savoir quelle partie de la Suisse ou des États-Unis pourrait leur offrir un bonheur pur et sans mé-

lange. L'approche de la révolution vint les tirer de ce rêve bien innocent, et les transporter sur le terrain de la réalité. Mais avant qu'ils prissent part aux grands événements qui allaient s'accomplir, l'un d'eux Lareveillère-Lépeaux devait être appelé à une position à laquelle il était loin de prétendre, bien qu'elle pût être pour lui l'objet d'une légitime envie. Le goût des sciences naturelles était alors très répandu à Angers. Cette ville possédait une Société de botanophiles, composée d'abord de quarante membres, et dont le nombre fut ensuite porté à soixante. La mort du docteur Burolleau venait de rendre vacante la chaire de professeur de botanique au Jardin des plantes d'Angers. Malgré tous les titres qu'il avait à lui succéder, Lareveillère-Lépeaux ne s'en croyait pas digne ; il fallut que la Société botanique fît violence à sa modestie, pour qu'il acceptât un poste que nul ne pouvait remplir aussi bien que lui.

L'attention du jeune professeur se porta tout d'abord sur le Jardin des plantes. Le défaut d'eaux vives rendait indispensable sa translation sur un terrain qui présentât aux plantes de meilleures conditions de culture. Les Bénédictins possédaient une ferme où se trouvait en abondance ce qui manquait au Jardin des plantes. Lareveillère trouva ces religieux très disposés, dans l'intérêt de la science, à faire de larges concessions à la ville. Mais de ce côté, surgirent des objections inattendues, et l'affaire allait être abandonnée, quand Pilastre fit en son nom l'acquisition tant désirée par Lareveillère. Quelques jours après, Pilastre cédait son acquisition à la Société des botanophiles. Les Bénédictins, dans cette circonstance, s'étaient montrés si empressés

d'être agréables à la Société, que celle-ci, pour leur en témoigner sa reconnaissance, décida qu'elle comprendrait perpétuellement trois d'entre eux parmi ses membres, sans les assujettir à la moindre contribution.

Un magistrat distingué de la cour d'Angers, qui joint à un remarquable talent de style une modération parfaite dans le langage ¹, a dit de Lareveillère-Lépeaux, dans une étude d'ailleurs bien sévère, et sur laquelle je demanderai la permission de revenir, que ce fut l'époque la plus heureuse de sa vie. Pour ceux qui l'ont suivi dans sa carrière politique si agitée, il n'est guère permis d'en douter, à moins pourtant que la conscience du devoir accompli ne soit venue lui donner sa récompense. Tout en effet, dans ce moment, concourait à son bonheur. Son cours s'ouvrait avec un singulier éclat. Sa parole nette, vive, imagée, attirait à ses leçons de nombreux auditeurs, et les applaudissements des hommes les plus distingués venaient le trouver jusqu'au fond du jardin où il enseignait une des sciences les plus séduisantes de la nature. En quelques jours, il s'était acquis la réputation d'un orateur distingué, et toute la ville d'Angers parlait du jeune professeur de botanique, comme d'un homme réservé à de plus hautes destinées. Si modeste qu'il fût, Lareveillère-Lépeaux ne pouvait rester insensible à un pareil succès.

A la satisfaction de son amour-propre, venaient encore se joindre d'autres sujets de joie. Ce frère qu'il aimait tant s'était marié à Angers et était devenu juge au présidial ; sa digne mère, sa sainte sœur, M^{me} Belouard

¹ M. Bougler n'était pas mort quand ces lignes ont été écrites.

de la Bougonnière, habitaient la même ville, et il continuait à trouver au foyer domestique une compagne toujours prête à se passionner pour sa nature ardente et généreuse. Tous ses loisirs, tous les instants qu'il dérobaît à ses occupations et à ses amis, il pouvait donc les passer, avec bonheur, au sein d'une famille qu'il chérissait. Avec un peu d'égoïsme il eût été le plus heureux des hommes et n'en eût pas demandé davantage. Mais sa tâche ne devait pas se borner à décrire une fleur, à collectionner des plantes dans un herbier et à s'abandonner aux douceurs d'une vie paisible et tranquille. Les théories de perfectibilité humaine remplissaient son âme, et il pensait que tout homme devait prendre sa part de labeur et de peine dans le grand œuvre de rénovation sociale qui se préparait. Il se jeta donc dans la mêlée, non par ambition, jamais homme n'eût moins le goût des honneurs, de la richesse, mais pour obéir à la voix intérieure qui lui répétait : *Homo sum, et nihil humani a me alienum puto.*

La crise approchait, et la France allait avoir besoin de tous les dévouements et de toutes les bonnes volontés. La vieille société et la société nouvelle étaient en présence, la lutte allait commencer entre elles. A vrai dire, la première, celle qui aurait voulu rester cantonnée dans ses préjugés et ses privilèges, ne comptait plus que de rares défenseurs. La philosophie du XVIII^e siècle, trop glorifiée alors, trop décriée depuis, en avait pénétré toutes les couches. Ce serait être injuste de ne pas reconnaître que c'est elle qui proclama les grands principes de la morale, les droits et les devoirs du citoyen. Malheureusement, par une erreur impardonnable, elle

crut que le dogme chrétien qui s'accommode si bien des idées de liberté, était inconciliable avec elles, et, dans le cœur de nos pères, elle remplaça les vieilles croyances religieuses par le plus déplorable scepticisme. Le besoin de réformes n'était donc méconnu par personne, mais tous les ordres ne les demandaient pas dans la même mesure. La majorité de la noblesse entendait qu'on ne lui imposât que des sacrifices d'argent, tandis que le tiers état ne se contentait pas de si peu et réclamait la destruction radicale de tous les abus. Qu'à ce désir si légitime, se joignît chez quelques-uns le sentiment de l'envie, cela est trop ordinaire à la nature humaine pour que nous puissions le méconnaître.

Louis XVI s'était flatté qu'il trouverait dans la réunion des États généraux son salut et celui de la France. Ces vieilles et salutaires institutions que, depuis deux cents ans, le despotisme des rois avait laissées à l'état de lettre morte, allaient donc reparaître, et la royauté espérait trouver un appui dans le dévouement des trois ordres dont elles se composaient. Telle était alors l'illusion générale, que la nation entière croyait à la guérison prochaine des maux dont elle souffrait depuis si longtemps.

Les États généraux n'étaient pas encore convoqués, que partout déjà les escarmouches précédaient les grands combats. Avant les luttes de la tribune, commençaient celles de la plume, courtoises quelquefois, le plus souvent injustes et passionnées. Elles furent vives dans la province de l'Anjou. Lareveillère-Lépeaux y prit part sous le voile de l'anonyme. On a voulu voir dans son langage relativement modéré, et dans le soin qu'il prit de

cacher son nom, l'intention de ne pas se compromettre pour l'avenir. On a dit qu'il voulait plaire à tout le monde, qu'il allait à la messe de sa paroisse, fréquentait volontiers les châteaux, avait même quelque prétention à passer pour gentilhomme, puisqu'il ajoutait la particule à son nom et signait : Lareveillère de Lépeaux ; qu'enfin, quoique ostensiblement républicain, qu'il n'en protestait pas moins de ses sentiments les plus dévoués pour Louis XVI, suivant lui le meilleur des rois. Je regrette, je l'avoue, de trouver ces accusations sous la plume d'un écrivain du caractère de M. Bouglher. Comment se fait-il que, par une contradiction inexplicable, ce magistrat parle ensuite de Lareveillère-Lépeaux comme d'un homme péchant plutôt *par un excès de franchise que par la dissimulation*. Singulière franchise et singulier candidat que celui qui, en vue de son élection, voulant ménager tous les partis, hante les églises et les châteaux et fait parade de sentiments républicains devant le tiers, en mendiant ses suffrages avec un nom nobiliaire. Si les partis sont aveugles dans leurs accusations et dans leurs haines, ils sont très clairvoyants quand il s'agit de démasquer les hypocrites et, dans cette circonstance, les grosses roueries de Lareveillère-Lépeaux n'auraient excité que le rire et le mépris. La vérité est que Lareveillère-Lépeaux ayant signé, depuis son enfance, avec la fameuse particule, ne voulut pas la supprimer, comme tant d'autres le firent, devant la démocratie, dans la crainte que l'on crût qu'il s'en dépouillait pour se faire bien venir des gens du tiers. Ce fut en effet sous le nom de Lareveillère de Lépeaux qu'il fut appelé à les représenter aux États

généraux. Il n'est pas plus vrai de dire qu'il se glorifia alors d'être républicain ; dans ce moment, personne, en France, ne songeait à la république, et Lareveillère-Lépeaux eût été bien étonné, si quelqu'un lui eût révélé à quels entraînements il se laisserait aller un jour. Mettons donc de côté ces reproches immérités, nous en aurons par la suite de bien plus fondés à lui adresser, sans en forger d'imaginaires.

Lareveillère-Lépeaux jouissait à Angers d'une grande popularité. Il y aurait donc certainement été élu membre de l'assemblée baillargère ; il préféra laisser le champ libre à ses amis, et se présenta dans la petite paroisse de Faye, où il fut nommé sans contestation. Son élection définitive ne pouvait être douteuse à l'assemblée baillargère tenue à Angers ; l'éclat de ses cours, ses opinions libérales, son honnêteté à toute épreuve, le désignant naturellement au choix de la démocratie. Aussi fut-il nommé le premier de son ordre, dans la province d'Anjou. Quelques jours auparavant, il avait participé comme membre de la commission à la rédaction des cahiers et doléances.

Cette assemblée des États généraux, si impatiemment attendue, si désirée, allait donc avoir sa séance d'ouverture. Personne, dans ce moment, ne songeait aux déceptions que préparait l'avenir. La France était alors emportée par un mouvement sublime d'enthousiasme inconsidéré et l'explosion des idées généreuses, dont l'histoire d'aucun peuple n'a offert un pareil exemple, ne laissait pas de place au doute et à la réflexion. Les rêves de bonheur sans fin et de fraternité universelle remplissaient toutes les âmes. La destruction d'abus

séculaires, à laquelle le roi et la nation, d'accord pour la première fois, travaillaient de concert, allait opérer ce miracle. On prévoyait de la résistance, sans doute, mais on espérait en triompher par les moyens légaux, sans entraînements, sans colère, sans luttes sanglantes et fratricides. Qui aurait dit, à cette époque, que ces hommes si unis, pour marcher vers le même but, ne tarderaient pas à se proscrire et s'entr'égorger ?

Le mal vint précisément du remède ; l'abus de la liberté fit place plus tard à l'abus du despotisme. On pensait alors que ce noble attribut que nous tenons de la divinité, ne devait point connaître de frein. Quel danger pouvait naître de l'expression libre de la pensée ! La lumière ne jaillissait-elle pas du choc des opinions ; et la raison de l'homme, éclairée par la discussion, ne savait-elle pas distinguer le bien d'avec le mal, la vérité d'avec l'erreur et le mensonge ? On décrétait donc, au nombre des droits de l'homme, la liberté illimitée de la parole et la liberté illimitée de la presse. Personne ne s'imaginait alors que c'était créer une situation impossible. Pourquoi s'en étonner ? Ces théories de liberté absolue sont si séduisantes que, malgré une triste et cruelle expérience, beaucoup d'esprits systématiques les partagent encore.

Les retours de l'opinion, de nos jours si prompts à se manifester, ne furent point immédiats. Ni le pouvoir de la commune s'élevant à son côté, ni les motions des clubs, ni les cris de l'émeute en permanence sur les places publiques ne troublèrent l'Assemblée et n'interrompirent ses travaux. La Constituante commit de grandes erreurs sans doute, mais les hommes qui la

composaient furent souvent sublimes dans leur imprudence et admirables dans leurs fautes. Ils ne songèrent point à retirer des mains du peuple les armes qu'ils leur avaient confiées, armes que ce peuple ingrat tournait aujourd'hui contre leurs personnes ; et leur foi ne fut point ébranlée par les accusations dont ils devinrent l'objet. Quand on lit aujourd'hui les journaux de l'époque, les articles de Loustalot, de Camille Desmoulins, avant qu'il ne rédigeât *le Vieux Cordelier*, de Prudhomme, d'Hébert, et par-dessus tout, ceux de l'exécrable Marat ; quand on se rappelle que ce monstre dont on vient d'entreprendre la justification, désignait au poignard des assassins les poitrines les plus pures, celles de Bailly et de Lafayette, et que ces grands citoyens, dépositaires de la force publique, ne songèrent pas à exercer des représailles et à protéger leurs personnes ; qu'ils conservèrent toujours leur sérénité au milieu des horribles imprécations vomies par les clubs et par l'émeute, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer, de leur candeur ou de leur courage. Mais au moment où les États généraux s'assemblaient, rien de semblable n'existait encore.

Lareveillère-Lépeaux, seul de son ordre, se rendit à Versailles en habit de ville, refusant le costume que le cérémonial avait assigné aux députés du tiers. Cette affectation un peu puérile, qu'il mit à braver les lois de l'étiquette, ne fut point remarquée, et il put assister tout à son aise à la séance royale. On sait toutes les difficultés que présenta la réunion des trois ordres et les incidents qui la précédèrent. Très affligés de la scission qui s'opérait, dès les premiers jours, entre les représentants de la nation, les députés du clergé

n'avaient aucune répugnance à accepter la vérification des pouvoirs en commun, seulement ils ne voulaient pas rompre avec la noblesse qui s'obstinait à la repousser. Ils parlèrent donc pendant quelques jours, plutôt qu'ils ne résistèrent. Aussi, quand après le serment du Jeu de paume, ils virent la tournure que prenaient les choses, se montrèrent-ils disposés à une fusion qui avait toujours été dans leurs désirs. Choisi avec deux de ses collègues de la députation de l'Anjou pour engager les ecclésiastiques qui représentaient leur ordre dans cette province à faire œuvre de conciliation et à terminer un différend regrettable, Lareveillère-Lépeaux les trouva très accommodants sur cette question. Il ne devait rompre définitivement avec eux que dans une autre circonstance, où les torts ne furent pas du côté du clergé.

Lareveillère-Lépeaux vint s'asseoir sur les bancs de l'extrême gauche, et s'associa à toutes les mesures les plus radicalement libérales que prit l'Assemblée nationale. Pour ceux qui, comme lui, avaient étudié l'état de la France au point de vue politique et économique, il y avait beaucoup à faire pour détruire tous les abus et opérer toutes les réformes. Tout le monde pourtant en comprenait la nécessité. L'habitude de l'obéissance avait bien pu ployer longtemps le peuple sous le joug du pouvoir, mais le fardeau était devenu si lourd qu'il ne pouvait plus le supporter. Quelle longue énumération, en effet, ne faudrait-il pas faire pour mentionner tous les privilèges et toutes les entraves ! D'un côté, privilèges pour les provinces, les villes, les corporations ; privilèges dans l'armée, dans l'Église, dans la magistra-

ture ; privilèges pour la noblesse et le clergé dont les biens, formant les deux tiers du sol, étaient exempts de l'impôt ; privilèges pour les détenteurs des deniers publics ; de l'autre, entraves dans l'expression de la pensée, par les censeurs royaux ; dans la liberté individuelle, par les lettres de cachet ; dans le commerce, par les droits de barrière ; entraves dans l'industrie, la circulation, le métier de l'ouvrier, etc.

La nuit du 4 août 1789 ne laissa rien debout du vieil édifice social. A la voix du vicomte de Noailles et du duc d'Aiguillon, un enthousiasme de générosité s'empara des deux ordres privilégiés. C'est un gentilhomme qui monte à la tribune pour attaquer le régime féodal. Ce sont les possesseurs des plus hautes prérogatives qui, les premiers, en font le sacrifice. Une fois dans cette voie, on ne s'arrêta plus. Les Montmorency, les La Rochefoucault, les Liancourt, brûlèrent leurs titres sur l'autel de la patrie. Acte inconsidéré, car s'il était beau de renoncer aux avantages matériels que donnait la naissance, on pouvait rester fier d'un nom illustre, noblement porté. Dans cette nuit d'ivresse, on adopta presque sans discussion :

L'abolition de la qualité de serfs ; — la faculté de rembourser les droits seigneuriaux ; — l'abolition des juridictions seigneuriales ; — la suppression des droits exclusifs de chasse, de colombiers, de garennes, etc. ; — le rachat de la dîme ; — l'égalité des impôts ; — l'admission de tous les citoyens aux emplois civils et militaires ; — l'abolition de la vénalité des offices ; — la destruction de tous les privilèges de villes et de provinces ; — la

réformation des jurandes ; — la suppression des pensions obtenues sans titre.

Mais quand il fallut formuler en décrets ces dispositions générales, beaucoup, revenus d'un premier moment de surprise, ayant rencontré dans leur maison une famille peu disposée à renoncer à ses habitudes de luxe, au profit des citoyens, convinrent qu'en effet ils avaient été bien loin dans leur élan de générosité ; et le lendemain se montrèrent disposés à revenir sur les concessions de la veille. D'autres au contraire, et Lareveillère-Lépeaux fut de ce nombre, demandèrent que, loin d'y faire des restrictions, on les étendît davantage.

Ainsi fut perdu pour la réconciliation des partis un mouvement qui devait les rapprocher. Une discussion de détails mit fin à une paix qui ne devait pas durer plus de vingt-quatre heures. Le projet de constitution trouva Lareveillère-Lépeaux plus disposé à affaiblir la royauté qu'à établir une sage pondération entre les pouvoirs publics. Ainsi, après avoir demandé l'abolition du titre de prince pour les membres de la famille royale, il voulait que le roi lui-même rentrât dans le droit commun et qu'il lui fût défendu de clore des parcs, pour s'y livrer au plaisir de la chasse. Dans la fameuse séance où Mirabeau se montra si grand orateur, en demandant que le droit de paix et de guerre fût réservé au pouvoir exécutif, il se prononça pour l'opinion opposée et se rangea du côté de Barnave. Enfin, au lieu du veto absolu que demandaient pour le roi Malouet et ses amis, il ne voulut, avec la majorité, ne lui accorder que le veto suspensif.

Et cependant, avec une inconséquence dont nous connaissons d'autres exemples, personne n'était plus attaché à la monarchie, alors qu'il voulait en détruire tous les principes. Deux ans après, quand quelques-uns commençaient à en prévoir la chute, il pensait encore que la liberté ne pouvait fleurir qu'à l'ombre du trône, et dans la séance du 18 mai 1791, il protestait contre les accusations de ceux qui le représentaient comme l'ennemi de la royauté, par ces paroles : « Dans un pays aussi étendu que la France, les liens du gouvernement doivent être plus serrés qu'à Glaris ou à Appenzel, sans quoi l'État serait abandonné aux horreurs de l'anarchie, pour passer ensuite sous la domination de quelques intrigants. Aussi, je ne crains pas d'assurer, moi qui n'ai pas un grand penchant pour les cours, que le jour où la France cessera d'avoir un roi, elle perdra sa liberté et son repos, pour être livrée au despotisme effrayant des factions. » Il aurait pu ajouter, en attendant le despotisme d'un seul.

Lareveillère-Lépeaux, comme nous venons de le dire, ne comprenait pas que saper ainsi la royauté c'était la détruire, et que valait autant proclamer de suite la république.

Dans sa défiance de la cour, que justifiaient quelquefois trop bien ses allures, il proposa un jour à l'Assemblée de déclarer que le ministère qu'il lui croyait dévoué, avait perdu la confiance de la nation. Une autre fois, le 29 mars 1790, il s'opposa à ce que l'Assemblée délibérât sur une mission royale qui n'était pas contresignée par un ministre. Son opposition, cette fois, n'avait rien d'exorbitant, puisque depuis nous avons vu ce principe

consacré par nos constitutions. Très ombrageux enfin à l'endroit de la liberté et la considérant comme un bien sans lequel on ne peut pas vivre, il proposa de substituer à la devise *la nation, la loi, le roi*, inscrite sur nos drapeaux, celle-ci : *La liberté ou la mort*.

Sans avoir pris une position considérable à l'Assemblée Constituante, Lareveillère-Lépeaux s'y était pourtant fait remarquer de bonne heure par un talent de rédaction incontestable. Le 29 avril 1790, il fut nommé secrétaire-rédacteur du procès-verbal, et quelques jours après, membre du comité des finances. Par un mouvement irréfléchi de désintéressement, il vota, avec la presque unanimité de l'Assemblée, la non-rééligibilité de ses membres ; résolution malheureuse qui devait livrer les affaires du pays à des mains inexpérimentées.

De tous les actes de l'Assemblée constituante, il en est un sur lequel je dois m'arrêter, parce qu'il eut des conséquences désastreuses pour la France entière et pour la Vendée en particulier ; je veux parler de la constitution civile du clergé à laquelle Lareveillère-Lépeaux donna son adhésion. Briser le concordat de Bologne, rompre un contrat sans consulter une des parties contractantes, s'aliéner le Saint-Père et tout ce que l'Église comptait de plus honorable, tel devait être l'effet immédiat d'une résolution aussi impolitique qu'impardonnable. Qu'en d'autres temps, aux époques où les croyances religieuses étaient générales et dans toute leur vigueur, on eût laissé à l'élection du peuple la nomination des curés et même celle des évêques ; le danger n'existait pas, les suffrages allant toujours chercher les plus dignes et ceux dont la foi était la plus vive. Mais

nous n'étions plus au temps des Ambroise, des Anastase, des Chrysostôme. Agir ainsi dans un siècle d'incrédulité et d'erreurs, au milieu du bouleversement social et de la surexcitation des passions, c'était courir grand risque d'introduire le scandale au sein de l'Église. On ne le vit que trop, quand un évêque, un malheureux et pusillanime vieillard, pour un reste de jours que son apostasie ne put lui conserver, vint au sein de la Convention abjurer la religion catholique.

La réprobation ne fut pas unanime comme elle aurait dû l'être ; cependant, dans les rangs du clergé, ses représentants, la plupart si favorables aux grands principes de la Révolution, refusèrent en grande majorité de prêter un serment qui les eût déshonorés. Nous devons le proclamer à leur honneur, ils préférèrent au parjure l'exil ou la mort.

Telle est la véritable cause de l'insurrection de la Vendée ; ceux qui la cherchent ailleurs s'égarent, assurément. En 1788, les départements de l'Ouest n'étaient pas plus hostiles aux idées de la Révolution que ne l'était le reste de la France. Clergé et tiers état avaient envoyé aux Etats généraux des représentants très sincèrement partisans des réformes et des libertés publiques ; et, quant à la noblesse, il ne faut pas oublier que, près de quinze ans auparavant, un gentilhomme du bas-Poitou, le baron de Lézardière, avait colporté et fait couvrir de signatures une pétition demandant la répartition égale de l'impôt pour tous les biens territoriaux, à quelque ordre qu'ils appartenissent. Ce n'est donc ni les nobles pour reprendre leurs privilèges, ni les prêtres en haine de la Révolution, qui fomentèrent l'insurrection de la

Vendée. Si quelques-uns de ces derniers s'y associèrent et même la provoquèrent, ce fut seulement quand ils crurent que l'autel et le trône étaient menacés ; témoin l'abbé Babin, député de l'Anjou, qui, après avoir été presque fougueux dans son amour des réformes, refusa de prêter serment à la constitution civile du clergé, se joignit à la grande armée vendéenne lorsqu'elle passa la Loire et mourut dans ses rangs. Le mouvement se communiqua de bas en haut, sans passer par les couches intermédiaires. Les paysans vendéens étaient profondément religieux ; quand ils virent leurs prêtres dispersés, leurs églises fermées, l'exercice du culte proscrit, leur caractère naturellement pacifique se révolta ; ils prirent les armes, coururent chez ceux qu'ils savaient être en communion d'idées avec eux, et, quand ils ne les y trouvèrent pas disposés, les contraignirent quelquefois de se mettre à leur tête. La féodalité y fut pour si peu, que, au détriment des grands noms, ils choisirent pour les commander Stofflet et Cathelineau, un garde-chasse et un tisserand.

L'Assemblée constituante avait fini son œuvre ; Lareveillère-Lépeaux y était entré royaliste, il en sortit républicain. Après la fuite du roi, il crut que Louis XVI serait désormais en état permanent de conspiration contre les institutions nouvelles, et plutôt que de les voir exposées à de continuelles attaques, il conspira contre le trône ; heureux encore, s'il n'avait pas été plus loin !

Revenu dans sa province, Lareveillère-Lépeaux fut appelé par le suffrage des électeurs à d'importantes fonctions publiques. Il fut nommé juré près la haute

cour, membre de l'Administration centrale de Maine-et-Loire et adjudant général des gardes nationales de Vihiers. Nous venons de dire que déjà l'agitation commençait dans l'Ouest. Avant d'avoir recours à d'autres armes, Lareveillère-Lépeaux voulut essayer celles de la persuasion. Il fit donc plusieurs tournées dans les campagnes, s'efforçant de ramener au calme les esprits échauffés par certaines prédications, et prenant sous sa protection les curés constitutionnels très mal vus de populations rurales. Cette tentative de propagande n'eut pas, à ce qu'il paraît, un bien grand succès. M. Bougler en a raillé dans des pages qui ne pèchent pas par un excès d'indulgence.

Nous l'avons dit en commençant, il faut pour bien juger des actions des hommes se reporter aux temps où ils les ont accomplies. La France alors était menacée dans ses institutions, peut-être dans son existence ; au dehors, par les baïonnettes de l'étranger et l'émigration ; au dedans, par la réaction royaliste. A la voix de la patrie en danger, l'enthousiasme du patriotisme s'empara de tous les âges. En quelques mois, la France entière fut debout. Nous trouvons bien ridicules aujourd'hui ces fêtes populaires qui sont si loin de nous. Nous avons de la peine à nous empêcher de sourire au souvenir des *citoyens* jurant l'extermination des tyrans, et des *citoyennes* promettant de suivre partout leurs pères, époux et amants. Il est certain que, de nos jours, nous ne voyons rien de semblable. L'amour de la patrie et de la liberté ne va point jusqu'au délire ; le dévouement au pays, le mépris des honneurs et de la fortune sont des sentiments d'un autre âge ; on est devenu positif et

raisonnable. Mais en 92 on avait d'autres idées, on tenait un autre langage, et je doute fort que les spéculations de la Bourse eussent passionné les masses et leur eussent imprimé cet élan sous l'influence duquel elles accomplirent de si grandes choses. Que fit donc alors Lareveillère-Lépeaux de si reprochable et de si ridicule, que ne firent comme lui les citoyens les plus dévoués à leur pays ? Pour la défense du sol, une armée avait été improvisée, il fallait lui trouver des armes. En convertissant les cloches en canons, il ne fit qu'obéir aux ordres qu'il recevait, ordres qui furent exécutés par toute la France. Il s'adressa encore au peuple et aux élèves des collèges, dans des harangues non pas froides et compassées comme des discours académiques, peut-être bien exagérées et diffamatoires, à coup sûr chaleureuses et patriotiques ; assista à la messe d'un curé constitutionnel, et encourut enfin le reproche le plus grave que lui adresse M. Bougler. Mais ici, dans la crainte de ne pas rendre complètement la pensée de l'auteur, je vais la reproduire telle qu'elle est consignée dans son livre.

« M. Lareveillère nous apprend qu'au moment de l'apparition du drapeau, *les commissaires se prirent par la main et dansèrent une ronde autour*. Il fallait, ce me semble, porter un grand et imperturbable respect aux démonstrations patriotiques, pour ne pas être pris d'un sentiment profond et indicible de pitié à la vue de cette saltation publique et de ces chants tumultueux et retentissants qu'accuse ici un homme grave officiel, déjà avancé en âge, et qui avait des prétentions à l'austérité philosophique !... La ronde finie, on jugea conve-

nable d'aller faire une visite au collège, où l'on se présenta toujours en chantant, mais où ni maîtres ni écoliers ne répondirent au refrain : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille.* »

Je n'ai pas de goût pour les récriminations, et je ne voudrais pas être désagréable à M. Bougler en lui rappelant une circonstance où fut compromise la robe qu'il porte avec tant d'honneur et de distinction. Mais puisqu'il ne pardonne pas à Lareveillère d'avoir pris part à *une saltation publique*, je lui demanderai ce qu'il pense de la scène qui se passa à Orléans, dans l'année 1816 ; M. Bougler connaît trop bien son histoire pour l'avoir oubliée.

Je ne voudrais pas prolonger cette discussion, mais je le demande à tous ceux que n'aveugle pas l'esprit de parti, dans ces chants et ces danses de deux époques si différentes, quels furent les plus coupables, des commissaires prêchant la concorde, ou des magistrats qu'égarait le sentiment de la vengeance ? Complétons cette histoire de nos réactions, en rappelant que M. Bellart refusa d'admettre à prêter son serment d'avocat le fils de Lareveillère-Lépeaux, M. Ossian Lareveillère, parce que son prénom ne se trouvait pas au calendrier, et probablement encore en raison du souvenir de son père.

Faut-il, pour cela, que les partis ne se rapprochent jamais ; faut-il qu'ils conservent dans le cœur des sentiments d'éternelle rancune ? Non, mille fois non. Il faut au contraire, savoir se pardonner ; tous nous en avons besoin ; mais il ne faut pas oublier, pour que, dans des circonstances qui peuvent se produire encore, l'ensei-

gnement de l'histoire viennoise nous garantira de si fâcheuses exagérations.

Lareveillère-Lépeaux fut nommé membre de la Convention et vint y siéger avec ses deux amis, Pilastre et Leclerc. Quoique une année à peine les séparât, cette terrible Assemblée était bien loin de ressembler à l'Assemblée Constituante. La première, malgré des fautes que nous n'avons point cherché à dissimuler, laissera dans tous les cœurs des vrais amis de la liberté le souvenir impérissable des grands principes d'humanité qu'elle a proclamés. L'image de la Convention nous apparaît enveloppée d'une telle atmosphère de sang, qu'au travers du sombre nuage qui l'environne, on a peine à distinguer ses sauvages vertus. Dès le premier jour, deux partis puissants, la Montagne et la Gironde, se partagèrent l'Assemblée, le premier ayant plus particulièrement l'appui de Paris, le second celui des départements. Lareveillère-Lépeaux ne prit point part à leurs premières discussions, prélude de la lutte sanglante qui ne devait pas tarder à s'établir entre eux. Préoccupé avant tout du salut de son pays que l'étranger allait envahir, il voulut qu'on répondît aux manifestes de la coalition, en lui renvoyant ses menaces, et c'est sur sa proposition que la Convention rendit le décret par lequel le peuple français offrait de venir en aide à tous les peuples qui voudraient briser leurs chaînes et reconquérir leur indépendance.

Le procès de Louis XVI domine tous les autres actes de la Convention, et suffit, à lui seul, pour lui imprimer une tache de sang ineffaçable.

Après saint Louis, de tous les souverains qui ont

régné sur la France, je n'en excepte pas Henri IV, le plus honnête a peut-être été Louis XVI. Chaste, au sein de la cour la plus corrompue ; économe des deniers publics ; quand il avait eu l'exemple des dilapidations du trésor ; épris des sentiments de la justice et du droit, en face de l'arbitraire ; religieux, dans un siècle d'incrédulité ; il eût été, à une autre époque, l'idole de son peuple. Mais il vint dans un temps où toutes les notions du bien et du mal étaient confondues, où les meilleures intentions étaient dénaturées, où les événements étaient plus forts que les hommes. Que les lumières de son esprit n'aient pas été égales à la générosité de son âme ; que, sous des influences pernicieuses, il se soit laissé entraîner vers l'abîme ; qu'après avoir proclamé Turgot l'homme qui avec lui aimait le plus véritablement le peuple, il ait cédé aux intrigues de la cour, en le renvoyant du ministère ; qu'il se soit montré faible en présence de l'émeute, irrésolu quand il fallait prendre un parti décisif ; qu'il ait commis de grandes fautes et qu'il ait fini par haïr cette révolution à laquelle il avait donné les gages du plus sincère attachement, c'est ce qu'il est impossible de méconnaître. Il eût mieux valu sans doute, une fois engagé dans la voie des réformes, ne pas s'en détourner sitôt, mais il fût venu un jour où il eût fallu s'arrêter ; et ce jour, affaibli dans ses droits et ses prérogatives, il n'eût pas trouvé dans la constitution la force de résister au torrent révolutionnaire qui ne s'arrêtait pas. Mirabeau est mort en s'écriant : J'emporte avec moi les débris de la monarchie ! S'il eût vécu quelque temps encore, il eût été emporté avec elle. Louis XVI était donc la victime expiatoire, l'holocauste

fatalement réservé à la révolution. Ah ! justice des hommes ! Après un règne de dilapidations et de ruines, après une vie de scandale et d'orgies, Louis XV meurt sur le trône, n'ayant rien perdu du prestige attaché à sa couronne, et Louis XVI, cette âme si pure, ce cœur si généreux, meurt sur l'échafaud. Et ce qui prouve bien l'infirmité de la nature humaine, c'est que ceux qui le condamnèrent ne furent pas tous des monstres ou des lâches, et qu'il se rencontra parmi eux des âmes honnêtes et convaincues. Lareveillère-Lépeaux fut de ce nombre.

Comment se fait-il qu'un des hommes, à coup sûr, les plus honnêtes et les plus courageux de la Convention, se soit prononcé, dans cette circonstance, pour la peine la plus terrible ? Serait-il vrai que la vie de l'homme est pleine de contradictions et d'erreurs ; qu'il y ait des moments de vertige et d'égarement auxquels les meilleurs esprits ne peuvent pas se soustraire, et qu'il en est des entraînements politiques comme des maladies contagieuses qui s'emparent des natures les plus vigoureuses comme des natures les plus débiles ? Rien de cela ne peut s'appliquer à Lareveillère-Lépeaux ; il faisait partie de ce groupe qui, pour sauver la République, était bien décidé à ne pas reculer devant un moyen extrême. Croyant voir dans la personne de Louis XVI l'image de l'ancien régime, et pour quelques-uns l'attente de son retour, il résolut de leur ôter cet espoir, en faisant disparaître le dernier vestige de la royauté. Pour lui, la condamnation à la peine capitale était autant l'acte du politique que la sentence du juge ; le cœur faisait un douloureux sacrifice à la raison.

Quand on suit avec attention Lareveillère-Lépeaux, pendant ces fatales journées du procès de Louis XVI, quand on se rappelle ses votes impitoyables et qu'on lit ses discours à l'appui, on sent, à quelques cris qui s'échappent de son âme, quels combats durent s'y livrer. Ne trouve-t-on pas le sentiment de la pitié en lutte avec la rigidité de la conscience, dans ces paroles qui terminaient son discours contre l'appel au peuple ?

« Remplissez les fonctions dont vous êtes chargés et jugez Louis avec toute l'impartialité qu'exige la justice, mais en même temps avec toute la sévérité qu'elle comporte, et, lorsque je vous tiens un pareil langage, croyez, citoyens, que je ne suis guidé que par des vues d'équité et d'intérêt public. Certes, ce n'est pas moi que l'on verra jamais, entraîné par la plus odieuse lâcheté, ou par le désir immodéré de la vengeance, ou enfin par des desseins cachés et pervers, poursuivre avec un atroce acharnement un ennemi vaincu ou désarmé et lui refuser tout moyen de défense. Plusieurs fois juré, je n'ai jamais vu, sans une profonde commisération, celui sur le sort duquel j'avais à prononcer, pas même Louis, quoiqu'il ait été roi. Les hommes qui ont quelque vertu peuvent-ils se montrer altérés du sang d'un ennemi terrassé ? Non. Mais ils sont dévorés de la soif de la justice, et lorsque la voix du malheur a fait entendre son premier cri, ils savent l'étouffer avec courage, pour n'écouter plus que la voix de la justice, qui ne connaît ni les mouvements déréglés de la vengeance, ni les frémissements d'une pitié peu éclairée, ni les considérations d'une étroite et timide politique. » Ne semble-t-il pas que, son devoir

accompli, Lareveillère-Lépeaux eût désiré que la majorité se tournât contre lui ? Quand la Montagne demanda qu'il fût statué, séance tenante, sur la question de sursis à l'exécution, il trouva encore des accents d'émotion et de pitié. « J'ai voté contre l'appel au peuple, dit-il, j'ai voté la mort de Louis ; mais ce n'est pas sans horreur que j'entends invoquer l'humanité avec des cris de sang. Mon avis n'est pas d'éloigner une détermination définitive, mais il est incroyable qu'une question si importante, puisque la vie d'un homme et l'intérêt public y sont attachés, soit décrétée, sans désespérer, par une Assemblée épuisée par la longueur de ses dernières séances, sans qu'on puisse savoir quel degré de force l'Assemblée sera en état de conserver, pour suivre une question aussi délicate ; je demande donc que, sans rien précipiter, sans entendre ceux qui cherchent perpétuellement à porter la Convention à des démarches inconsidérées, on discute cette question importante, et que la discussion ne soit fermée que lorsque l'Assemblée se croira suffisamment éclairée. »

A travers cette phraséologie, qui était dans le langage du temps, ne voit-on pas l'homme qui déjà repousse la solidarité de la Montagne, et dont l'intrépidité ne tardera pas à combattre corps à corps ses membres les plus fougueux ?

Non, non, de ce drame sanglant, ne justifions pas ses auteurs, mais ne soyons pas également sévère pour tous. Ne plaçons pas surtout, comme l'a fait M. Bougler, Lareveillère-Lépeaux parmi les plus coupables, *parce qu'il n'est pas permis de penser qu'il ait cédé un*

instant au prestige de la peur, et qu'il est certain qu'il éprouva quelque attendrissement, en présence de la douce et sainte victime. S'il pouvait être complètement amnistié au contraire, ce serait précisément par les considérations dans lesquelles on veut trouver contre lui une circonstance aggravante.

Les grands coupables, puisque nous établissons des distinctions et des catégories, ce furent les furieux de la Montagne, qui condamnèrent parce qu'un roi ne pouvait pas être innocent ; ce furent les lâches de la Plaine, qui voulurent, pour conserver leur vie, donner des gages à la Révolution ; ce furent aussi les Girondins qui crurent, par ce sacrifice, rester maîtres de la situation, et qui ne firent que précipiter leur chute.

Dans un autre grand meurtre judiciaire, le plus coupable de tous, car celui-là ne céda ni aux entraînements des assemblées, ni aux passions populaires, et résista au contraire aux prières de ceux auxquels il était le plus cher, ce fut l'homme qui, armé de la toute-puissance, fit, au mépris du droit des gens, enlever sur le territoire étranger un prince innocent, le fit conduire à Vincennes, dicta d'avance le jugement qui le condamnait à mort, et fit fusiller la nuit, dans les fossés de sa forteresse, le dernier héritier de la branche des Condé.

Jetons, jetons un voile funèbre sur ces dates de nos annales, et, comme les anciens, inscrivons-les au nombre des jours néfastes de la patrie.

La mort de Louis XVI n'avait point désarmé les partis. C'était le premier sang que Lareveillère-Lépeaux avait contribué à répandre, ce fut le dernier. De ce jour, se retournant contre la Montagne dont il prévoyait le

despotisme et les horribles excès, il rentra dans la voie de modération qui lui était naturelle, avec un courage qui n'a été surpassé par personne, et qui n'a été égalé que par celui de Lanjuinais. Lanjuinais, Lareveillère-Lépeaux, deux noms que nous allons rencontrer désormais pour faire tête à tous les orages, et protester jusqu'à la fin contre la fureur et le crime.

La Commune dominait la Convention et lui dictait ses arrêts. Trois semaines seulement après l'exécution de Louis XVI, alors qu'elle était dans sa toute-puissance, Lareveillère-Lépeaux ne craignit pas d'attaquer ce pouvoir redoutable. Dans un article de la *Chronique de Paris*, il dénonça sous le nom de *Cromwellisme* cette faction qui, prodigue de l'insulte et de l'outrage, désignait la poitrine des honnêtes gens au poignard des scélérats. Son style, d'une extrême énergie, flétrissait ces théories sauvages d'aplanisseurs insensés que nous avons vues se reproduire de nos jours, menaçantes pour la vie des citoyens, leurs propriétés, leurs industries. Il demandait que l'Assemblée mît un terme à ces dangereuses folies, et jetait sur le papier ces paroles dont les dernières étaient prophétiques : « Oui, elle existe, dans la République, cette faction faible par le nombre mais forte par son audace, dont le projet est de dissoudre la représentation nationale ou de la dominer par la terreur..... Ce parti, s'il devenait maître, mènerait la France à un tel état de dissolution, qu'elle ne pourrait plus se réorganiser pour la liberté, et il ne resterait de ressource aux membres de cet État ruiné et complètement démoli que de se laisser empoigner sans retour par la main sacrilège d'un ambitieux despote. »

Le 10 mars vint offrir à Lareveillère-Lépeaux l'occasion de faire éclater l'indomptable fermeté de son âme. Pour donner une idée de la liberté de ses délibérations, il faut rappeler ce qu'étaient à cette époque les séances de la Convention. A peine les portes de la salle étaient-elles ouvertes, que l'on vit une foule compacte envahir les tribunes. C'est de là qu'elle attendait les orateurs pour les couvrir d'applaudissements ou de huées, suivant ses sympathies ou ses haines. Au charme des interruptions féminines, il faut ajouter les motions, tantôt ridicules, tantôt menaçantes, que des députations de citoyens admis le plus souvent aux honneurs de la séance, venaient y présenter. Mais ce jour-là, comme il s'agissait d'une représentation extraordinaire ; comme on voulait, au dire des Jacobins, faire une expédition, on avait pris des dispositions inaccoutumées et on avait éloigné des tribunes le sexe le plus faible pour ne les remplir que d'hommes seulement. Ce n'était pas justice, car une fois prises de vin ou gorgées d'eau-de-vie, les citoyennes se montraient dignes de marcher à côté des meilleurs ; il est vrai que dans la circonstance actuelle les hommes étaient armés de pistolets, et que la populace s'avancait avec des piques, des sabres et des poignards. La séance en effet en valait la peine ; il s'agissait de créer le tribunal révolutionnaire. Ce n'était pas assez pour Danton. « Après ce tribunal, disait-il, il faut organiser un pouvoir exécutif énergique, qui soit en contact avec nous. » Et il demandait que le ministère fût pris au sein de la Convention.

Danton occupait encore la tribune. Les forces de Lareveillère-Lépeaux, malade depuis quelques jours, ne

trahissent point son courage ; il s'y précipite, et le dialogue suivant, qui donne l'idée des mœurs du temps et du langage de l'époque, s'établit entre les deux représentants : Que viens-tu faire ici ? lui dit avec colère le fougueux tribun. — Te jeter en bas de la tribune, répondit Lareveillère. — Toi ! répliqua Danton, en faisant parade de ses formes athlétiques, je te ferais tourner sur le pouce ! — Nous allons voir, repartit Lareveillère, tu as pour toi l'audace d'un scélérat et j'ai pour moi la conscience d'un honnête homme. Puis, s'emparant de la tribune et s'y maintenant malgré les vociférations, malgré les clameurs de l'émeute qui enfonce les portes de la salle, il s'écrie : « Je n'ai pas l'audace de la tribune, mais je m'expliquerai avec le courage de la vertu, qui consiste toujours à marcher à son devoir, fût-on sûr de trouver la mort sur son chemin. Moi aussi, j'ai voté la mort du tyran, contre tout appel et tout sursis ; et si vingt tyrans étaient soumis à mon jugement, je voterais de la même manière. C'est par suite de ma haine contre la tyrannie que j'emploie tous les moyens que la nature m'a départis, pour m'opposer à la tyrannie nouvelle qui s'élève sur les ruines de l'ancienne ; et voilà pourquoi je demande l'ordre du jour sur la proposition de Danton, de prendre les ministres dans l'Assemblée. Si vous adoptez cette mesure, je dis que vous autorisez la plus épouvantable tyrannie. Faites attention aux circonstances qui vous environnent, voyez ce qui se passe autour de vous, et vous vous convaincrez que si votre choix tombe aujourd'hui sur quelques hommes d'une grande ambition et d'une grande audace, demain peut-être la Convention est dissoute. Et ces hommes, revêtus à la

fois de la puissance législative et de la puissance exécutive, exerceront alors la plus formidable dictature, surtout ayant à leurs ordres ce tribunal terrible que vous venez de créer. Les commissaires que vous envoyez dans les départements, intimidés par cette nouvelle puissance, ne doivent-ils pas exercer eux-mêmes tout naturellement les fonctions de ses propres commissaires, et d'autant plus aisément qu'ils auront été une émanation de la Convention nationale ? On vous parle de la nécessité d'une connexion plus intime entre la Convention et le pouvoir exécutif ; mais, ou l'on veut que des membres pris dans la Convention exercent directement le pouvoir exécutif, et alors toute la responsabilité est anéantie, et, je vous le répète, vous organisez la tyrannie ; ou l'on n'entend parler que de surveillance, et alors vos commissaires ne seront qu'un comité, et vos comités sont formés. Et lorsque l'on vous dit que la Convention nationale renferme tous les pouvoirs, l'on a raison sans doute ; mais doit-elle les exercer ? Croyez-vous que le peuple français vous laisserait la faculté d'exercer vous-mêmes les fonctions judiciaires ? Et de quel œil vous verrait-il cumuler la puissance législative et les fonctions exécutives, en même temps que vous venez de créer un tribunal terrible dont vous nommez vous-mêmes les membres, et que vous avez été forcés par les circonstances de choisir parmi les citoyens d'une seule section, et qui peut se trouver subordonné aux volontés de la puissance dictatoriale dont je vous ai parlé.

« Citoyens, je vous déclare que, quant à moi, tant qu'une goutte de sang coulera dans mes veines, je me ferai plutôt exterminer que de souffrir que la République

en général, et en particulier Maine-et-Loire, dont je suis l'enfant adoptif, qui deux fois m'a honoré de sa confiance à laquelle je ferai toujours mes efforts pour répondre ; pour empêcher, dis-je, que la République en général, et en particulier mon département, devienne le sujet très fidèle et le tributaire soumis d'une ville orgueilleuse, d'un dictateur insolent ou d'une oligarchie sanguinaire. Oui, je le déclare encore, je ne cesserai de poursuivre ces tyrans brigands qui, bien logés, bien nourris, bien vêtus, vivant dans les plaisirs, s'apitoient si affectueusement sur le sort du pauvre, s'élèvent avec fureur contre tout ce qui jouit de quelque aisance, et s'intitulent fastueusement du nom de sans-culottes. Je m'élèverai, je le répète, tant que je vivrai, contre ces tyrans brigands, avec la même énergie que j'ai employée à poursuivre les tyrans brigands couronnés ; car c'est la tyrannie que je hais et non pas le nom qu'elle porte. »

Discours ou plutôt acte d'un admirable courage, dans lequel on regrette la glorification d'un vote que je voudrais oublier, et la qualification de tyran appliquée à un prince qui détestait la tyrannie.

Le tyran bien logé, bien nourri, bien vêtu, c'était Danton dont les mœurs et les habitudes n'avaient rien de bien austère. L'allusion était si transparente, l'attaque si directe, que tous les yeux se tournèrent de son côté. Perdant pour la première fois cette odieuse assurance dont il faisait vanité, le démagogue intimidé s'embarassa dans une sorte d'excuse et vint se plaindre de n'avoir pas été bien compris.

L'Assemblée sut gré à Lareveillère-Lépeaux de son courage, et le 21 mars, elle le nomma secrétaire de ses délibérations. Le 24 avril, il monta à la tribune pour appuyer la proposition de mise en accusation de Marat. La Gironde dominait la Convention par l'éloquence et le nombre ; la Montagne résolut de l'écraser par la violence. Le 2 juin, la séance s'ouvrit au bruit du tocsin et du canon d'alarme, et c'est avec l'artillerie d'Henriot braquée contre ses portes, qu'elle commença à délibérer. Le décret d'accusation contre les Girondins ne fut arraché que par la peur, car, libre, la majorité ne l'eût jamais rendu. Mais il y eut deux hommes que ni les hurlements d'une populace furieuse, ni les cris des tribunes, ni les menaces de la Montagne, ne purent intimider.

« Tant qu'il sera permis de faire entendre ici sa voix, s'écria Lanjuinais, je ne laisserai pas avilir dans ma personne le caractère de représentant du peuple ! Jusqu'ici vous n'avez rien fait, vous avez tout souffert ; vous avez sanctionné tout ce qu'on a exigé de vous. Une assemblée insurrectionnelle se réunit, elle nomme un comité chargé de commander les révoltés, et cette assemblée, ce comité, ce commandant, vous souffrez tout cela ! »

Et comme les députés de la Montagne se jetaient sur lui pour l'arracher de la tribune, il s'y cramponna et regardant en face les insulteurs qui le menaçaient : « Le sacrificateur, dit-il, qui traînait jadis une victime à l'autel la couvrait de fleurs et ne l'insultait pas. »

Dans ce moment, un député prudent de la Plaine que le cri aux armes, parti du dehors, vient glacer de frayeur, demande que l'on vote le décret pour calmer l'irritation du peuple. — Nous irons tous, tous en prison, s'écrie Lareveillère-Lépeaux.

Ce n'était plus l'Assemblée qui régnait, c'était le crime et la peur ; le décret fut arraché et non rendu, la minorité ayant voté seule, pendant que la majorité s'abstenait. La voix de Lareveillère avait été étouffée, les clameurs d'une foule furieuse ne pouvaient pas arrêter sa plume. Dès le 4 juin, avec Pilastre, Leclerc et Lemaignan, ses collègues de la députation de Maine-et-Loire, il adressait à ses commettants une protestation énergique contre un décret que la violence seule avait pu arracher à la Convention. On y lisait : « Nous déclarons à la France entière que nous regardons tout ce qui s'est fait dans la Convention nationale depuis le 27 mai, comme le fruit de la plus criminelle violence, comme une usurpation de la souveraineté nationale de la part des factions qui ont dirigé les révoltés ; que nous nous y sommes opposés et que nous nous y opposerons toujours, en hommes qui ne connaissent de souveraineté que celle du peuple français tout entier, et disposés à toute espèce de sacrifices, pour renverser la tyrannie de plusieurs comme celle d'un seul.

« Nous déclarons qu'aucune des déterminations prises par la Convention nationale ne sera à nos yeux la volonté présumée du peuple français, tant que la Convention ne jouira pas d'une entière liberté et que la République n'aura pas obtenu réparation de l'outrage fait à la représentation nationale.

« Nous vous invitons, au surplus, à ne faire entrer pour rien notre salut individuel dans les mesures que vous croirez devoir prendre pour assurer la liberté et une égale prépondérance dans la balance publique, à toutes les sections de citoyens qui composent la République française. Notre vie n'est rien, la liberté est tout. »

De ce jour commença le régime de la terreur. Mais ce mot n'était pas fait pour Lareveillère-Lépeaux. Quoique dévoré par la fièvre, il continua à assister aux séances de la Convention, et pour protester contre une prétendue unanimité dans les votes qu'enregistrait avec soin le *Moniteur*, il demanda tous les jours l'appel nominal qu'il ne put jamais obtenir. Las de ce déni de justice, il déclara un jour que, plutôt que de paraître approuver les actes de l'Assemblée, il prenait le parti de ne plus assister à ses séances. Aussitôt le cri formidable : Au tribunal révolutionnaire ! éclate de toute part. Lareveillère-Lépeaux, comme nous venons de le dire, était épuisé par la maladie et paraissait ne pas pouvoir longtemps soutenir de pareils orages ; un montagnard qui le considérait, fit entendre ces mots que nulle circonlocution ne peut traduire et que je demande la permission de reproduire dans toute leur crudité. — Eh ! ne voyez-vous pas que le b.... va crever, crève donc b.... Cette apostrophe le sauva, la proposition n'eut pas de suite pour le moment et il put se retirer. Quelques instants après, la Montagne, regrettant d'avoir laissé échapper sa proie, mettait Lareveillère-Lépeaux hors la loi.

Il fallait fuir et trouver un refuge qui défiât les recherches de la police. Le naturaliste Bosc lui offrit un asile dans une maison de campagne qu'il possédait au fond de la forêt de Montmorency. A cette époque de terreur et d'épouvante, le sentiment de la pitié était un crime, et la loi punissait de la même peine le condamné et celui qui lui ouvrait sa maison. Mais, disons-le à l'honneur de l'humanité, la crainte de l'échafaud n'arrêta que les natures faibles, et le plus souvent le dévouement fut à la hauteur du danger. Bosc était un de ces hommes pour lesquels le titre seul de proscrit était une recommandation ; il cacha Lareveillère-Lépeaux, qu'alors il connaissait à peine et qui ne devint son ami que plus tard. Mais la forêt de Montmorency est bien près de la capitale, et Lareveillère ne pouvait pas tarder à y être découvert. Il se souvint alors que, aux jours de ses illusions, il avait promis à M. Pincebré de Buire, l'un de ses collègues à l'Assemblée constituante dont la confiance dans l'avenir n'égalait pas la sienne, d'accepter chez lui l'hospitalité, dans le cas où une proscription, qu'il était bien loin de redouter dans ce moment, viendrait jamais l'atteindre. La demeure de M. de Buire était à 35 lieues de la forêt de Montmorency. Dans l'état de faiblesse où l'avait laissé la maladie, Lareveillère-Lépeaux pourrait-il s'y rendre ? Dénudé à peu près complètement de vêtements et d'argent, il se mit en route, marchant la nuit, se cachant le jour, évitant la rencontre des commissaires qui sillonnaient toutes les routes. Après des fatigues inouïes et des dangers sans nombre, il arriva enfin au terme de son voyage et reçut de ses hôtes, M. et M^{me} de Buire, l'accueil

le plus empressé et le plus généreux. Il y resta caché plus d'une année, vivant dans la plus profonde ignorance des personnes qui lui étaient chères. Pendant ce temps-là, ses deux amis fidèles, Pilastre et Leclerc, étaient, l'un en prison, l'autre à Montmorency où il travaillait chez un menuisier en qualité d'ouvrier ; sa femme et sa fille, retirées à Angers, étaient exposées, comme appartenant à un régicide, aux colères des Vendéens qui assiégeaient la ville ; sa sœur, M^{me} Bellouard de la Bougonnière, restée fidèle à la cause des Bourbons et au culte catholique, cachait chez elle, au péril de ses jours, MM. d'Autichamp et Suzannet ; et son frère, ce frère dévoué dont il a parlé jusqu'à la fin de sa vie avec le plus profond attendrissement, montait à l'échafaud. Le fils de ce dernier, M. Victorin Lareveillère qui, dans des temps meilleurs, a fait partie d'une de nos assemblées, et dont la modération et le patriotisme rappellent la mémoire de son père, nous a laissé le récit de sa mort. Le crime de Lareveillère aîné, ainsi que celui des Angevins qui partagèrent son sort, avait été de protester contre le régime de la terreur et d'avoir voulu substituer dans les départements de l'Ouest une politique modérée à une guerre d'extermination. Il n'en fallait pas davantage pour être criminel aux yeux de Fouquier-Tinville. On inventa pour les perdre le mot de fédéralisme, et le tribunal révolutionnaire lança contre eux un acte d'accusation. Le fédéralisme n'était qu'un prétexte, on voulait se débarrasser du modérantisme, c'est-à-dire des citoyens recommandables dont l'ascendant sur des populations honnêtes mais exaspérées commençait à paraître redoutable.

Le 9 thermidor ne rouvrit pas immédiatement les portes de la Convention à Lareveillère-Lépeaux, mais il lui permit de revenir à Paris. Il y vivait dans un état voisin de l'indigence, quand il fut rappelé au sein de l'Assemblée, par un décret en date du 8 mars 1795. Lareveillère, loin d'y apporter le sentiment de la vengeance et le désir d'exercer de terribles représailles, se maintint toujours dans les limites de la modération et de la justice. Aussi, quand des cris de mort s'élevèrent contre les anciens terroristes, contre Barrère, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, s'opposa-t-il de toutes ses forces à ce qu'on retournât contre eux la peine dont ils avaient voulu le frapper. « Personne, dit-il, ne hait plus que moi ces hommes, d'abord parce que je hais les tyrans ; ensuite parce qu'ils ont fait périr mes meilleurs amis ; mais, avant de consulter mes affections, je cherche l'intérêt de la patrie. Il ne faut pas prendre de la fureur pour de l'énergie ; la véritable force admet les conseils de la sagesse. Vous avez cru que la déportation était la mesure que vous deviez adopter contre eux, vous devez vous y tenir. » Ah ! pourquoi, dans une circonstance plus mémorable encore, Lareveillère-Lépeaux s'était-il conduit autrement ?

La position de Lareveillère grandissait chaque jour dans l'Assemblée. Le 26 mars, il en fut nommé secrétaire, et, quelques jours après, il était appelé à faire partie de la commission chargée de présenter à la Convention le projet d'une constitution nouvelle ; tout le monde en connaît l'esprit. Le pouvoir ne résidait plus dans une assemblée unique qui, n'ayant aucun contrôle, s'enivrait de sa toute-puissance et devait fatalement

arriver au despotisme. Ici, deux assemblées se faisant contre-poids, présentaient par conséquent des éléments de pondération et participaient l'une et l'autre à la formation du gouvernement. Ce projet de constitution n'avait pas encore été soumis à la discussion, quand, le 19 juillet, Lareveillère-Lépeaux fut élu président de l'Assemblée. Le 1^{er} septembre, il était nommé membre du Comité de salut public.

Les actions violentes et emportées ont, dans l'ordre politique, des conséquences inévitables et forcées, elles amènent des réactions non moins violentes, non moins emportées. A ce point de vue, on peut dire que la conspiration de Vendémiaire fut la fille de la terreur. Le souvenir de cet abominable régime avait rendu la République odieuse à beaucoup de bons citoyens, et, plutôt que de s'accommoder d'une forme de gouvernement qui ne pouvait plus tomber dans les mêmes excès, une jeunesse inconsidérée avait résolu de le renverser. Le parti royaliste avait profité de cette disposition de quelques sections de Paris, pour les animer encore par les excitations et les amener à tenter un coup de main.

Lareveillère-Lépeaux était devenu un républicain modéré, mais sincère et convaincu. Chargé de veiller au salut de la République, il eût trahi les intérêts qui lui étaient confiés, si par une faiblesse coupable il eût encouragé les projets des factieux. Le 18 septembre, il les dénonça à la Convention. Interrompu, non pas cette fois par les sans-culottes, mais par les royalistes qui avaient envahi les tribunes, il jura qu'il saurait braver leurs menaces, comme au 31 mai il avait bravé les cris de l'anarchie.

Quand il n'y eut plus moyen d'éviter le combat, il prit une grande part aux dispositions de résistance qui furent faites par le Comité de salut public.

La lutte terminée, lui et ses collègues ne crurent pas que la répression dût aller plus loin que la victoire. Jamais pouvoir, attaqué les armes à la main, ne se montra plus débonnaire. Il se contenta de rire de certaines forfanteries, d'autant moins dangereuses pour leurs auteurs qu'il était bien décidé à ne pas les en punir. Ce fut à tel point qu'un des conspirateurs put répondre sans être arrêté, au cri de *qui vive* d'une patrouille : *Castellane contumax !*

La Convention nationale termina sa session le 26 octobre 1795. Le 27, le conseil des Anciens appela Lareveillère-Lépeaux au fauteuil de la présidence ; restait à nommer les cinq directeurs. Le conseil des Cinq-Cents, ne voulant faire tomber son choix que sur des hommes qui avaient donné des gages à la République, présenta, en première ligne, Barras, Rewbel, Siéyès, Lareveillère-Lépeaux et Letourneur. Les Anciens ne firent pas d'opposition à ces présentations et le pouvoir exécutif se trouva ainsi constitué. Lareveillère-Lépeaux avait réuni le plus grand nombre de voix. Sur deux cent dix-huit votants, il en avait eu deux cent seize.

Il faut bien que les détracteurs systématiques et les pamphlétaires en prennent leur parti, mais, dans une assemblée composée d'éléments nullement révolutionnaires, celui qui réunit la presque unanimité des suffrages ne peut être ni un homme violent, *ni une espèce d'idiot philosophique perdu dans les liturgies du*

Théisme et dans les mascarades de la philanthropie ¹, Lareveillère avait d'ailleurs si peu d'ambition, que, revenu aux études de sa jeunesse, il n'aspirait point aux honneurs, mais à passer ses loisirs au Jardin des Plantes, dans la compagnie de deux naturalistes pour lesquels il avait une grande affection. Il fallut bien insister pour lui faire accepter les hautes fonctions auxquelles l'appelait l'estime générale, et il ne se rendit aux prières de ses collègues, que quand ils lui eurent déclaré que son concours leur était indispensable. Ce n'était point flatterie, on en jugera par cette page de l'auteur de *l'Histoire de la Révolution* :

« Lareveillère, le plus honnête et le meilleur des hommes, joignait à une grande variété de connaissances un esprit juste et observateur. Il était appliqué et capable de donner de sages avis, sur tous les sujets ; il en a donné d'excellents dans les circonstances importantes. Mais il était souvent entraîné par ses illusions, ou arrêté par les scrupules d'un cœur pur. Il aurait voulu quelquefois ce qui était impossible, et il n'osait pas vouloir ce qui était nécessaire, car il faut un grand esprit pour calculer ce que l'on doit aux circonstances sans blesser les principes. Parlant bien et d'une fermeté rare, il était d'une grande utilité quand il s'agissait d'appuyer les bons avis, et il servait beaucoup le Directoire par sa considération personnelle.

« Son rôle, au milieu de collègues qui le détestaient, était extrêmement utile. Entre les quatre directeurs, sa préférence se prononçait en faveur du plus honnête et

¹ Mallet-Dupan.

du plus capable, c'est-à-dire de Rewbel. Cependant il avait évité un rapprochement intime, qui eût été de son goût, mais qui l'eût éloigné de ses autres collègues. Il n'était pas sans quelque penchant pour Barras, et se serait rapproché de lui, s'il l'eût trouvé moins corrompu et moins faux. Il avait sur ce collègue un certain ascendant par sa considération, sa pénétration et sa fermeté. Les roués se moquent volontiers de la vertu, mais ils la redoutent, quand elle joint à la pénétration qui les devine le courage qui sait ne pas les craindre. Lareveillère se servait de son influence sur Rewbel et Barras pour les maintenir en bonne harmonie entre eux et avec Carnot. Grâce à ce conciliateur et grâce aussi à leur zèle commun pour les intérêts de la République, les directeurs vivaient convenablement entre eux et poursuivaient leur tâche, se partageant dans les questions qu'ils avaient à décider, beaucoup plus d'après leur opinion que d'après leurs haines. »

On a beaucoup parlé des scandales du Directoire, de ses mœurs dissolues, de ses saturnales enfin ; l'on aurait été plus juste si l'on avait parlé du temps du Directoire plutôt que du Directoire lui-même, et si l'on n'avait pas compris dans la même accusation les cinq directeurs, tandis qu'il n'y en avait qu'un seul de coupable. Quoi qu'il en soit, l'installation du pouvoir exécutif ne fut pas bien fastueuse, à en juger par ce que nous en raconte l'historien que nous venons de citer.

« Les cinq directeurs, dit M. Thiers, en se rendant au Luxembourg, n'y trouvèrent pas un seul meuble. Le

concierge leur prêta une table boiteuse, une feuille de papier à lettre, une écritoire pour écrire le premier message qui annonçait aux deux Conseils que le Directoire était constitué. »

Voici dans quel état ils trouvaient la France : « La situation de la République était décourageante au moment de l'installation du Directoire. Il n'existait aucun élément d'ordre et d'administration. Il n'y avait point d'argent dans le trésor public. Les courriers étaient souvent retardés faute de la somme modique nécessaire pour les faire partir. Au dedans, l'anarchie et le malaise étaient partout ; le papier-monnaie, parvenu au dernier degré de ses émissions et de discrédit, détruisait toute confiance et tout commerce ; la famine se prolongeait, chacun refusait de vendre ses denrées, car c'eût été les donner ; les arsenaux étaient épuisés ou vides. Au dehors, les armées étaient sans caissons, sans chevaux, sans approvisionnements ; les soldats nus et les généraux manquaient souvent de leur solde de huit francs numéraires par mois, supplément indispensable quoique bien modique de leur solde en assignats. Enfin les troupes, mécontentes et sans discipline, à cause de leurs besoins, étaient de nouveau battues et sur la défensive ¹. »

Il y avait certes de quoi décourager des esprits moins résolus. Les directeurs se mirent à l'œuvre, travaillant jour et nuit, ne prenant pas toujours le repos qui était

¹ Mignet.

nécessaire pour réparer leurs forces, si bien qu'au dire d'un biographe de Lareveillère-Lépeaux, ses quatre collègues tombèrent malades en même temps, et pendant plusieurs jours, le poids des affaires pesa tout entier sur lui seul.

Naguère encore, on ne tenait aucun compte aux directeurs des difficultés qu'ils avaient rencontrées et du travail excessif qui leur avait été nécessaire pour les surmonter ; les invectives et le sarcasme les poursuivaient jusque dans leur retraite, et si une voix s'élevait pour leur rendre justice, elle était aussitôt couverte par celle des détracteurs. Je n'ai point à écrire l'histoire du Directoire. Si cette tâche m'était dévolue, je crois que je pourrais prouver que la postérité n'est pas toujours équitable, et qu'elle ne devrait pas faire re tomber sur ceux qui dirigent les affaires de l'État des situations dont ils ne sont pas les maîtres. Les hommes sont bien faibles en présence des événements et des institutions, et tel qui, dans des circonstances favorables, s'est acquis la réputation d'un grand homme d'État, aurait laissé, si elles avaient été contraires, celle d'un pauvre ministre.

Le Directoire a eu un autre malheur ; il a succombé sous une main puissante qui, à l'aide d'institutions nouvelles et de la lassitude des partis, a construit, avec les matériaux que lui avait apportés la Révolution, l'édifice social le plus admirable des temps modernes. Entre le Directoire et le Consulat, la comparaison, il faut bien le reconnaître, n'est pas à l'avantage du premier, et, aux esprits superficiels, il n'en fallait pas plus pour que, sans examen, ils décriassent un pouvoir qu'ils ne s'étaient pas donné la peine d'étudier. Aujourd'hui que les études

philosophiques ont pénétré dans l'histoire, une réaction s'opère en faveur du Directoire, et l'arrêt intéressé qu'en a rendu Napoléon n'est plus accepté sans appel. Au reste, je ne parle ici que de l'un de ses membres qu'il ne m'est pas toujours facile de dégager de ses collègues, puisque les résolutions se prenant en commun au sein du Directoire, on ne pouvait pas savoir, dans les premiers temps, la part afférente à chacun des directeurs. Cependant les circonstances devinrent telles, les divisions, disons mieux, la lutte entre les membres du pouvoir exécutif fut si ouverte, qu'il arriva un moment où le Directoire n'étant plus homogène, la personnalité de chacun d'eux put être étudiée séparément. C'est ainsi que nous connaissons parfaitement le rôle que joua Lareveillère-Lépeaux à deux des dates les plus importantes du Directoire, au 18 Fructidor et au 31 Mai ; les passer sous silence serait écrire bien incomplètement l'histoire de sa vie.

Mais avant que d'y arriver, le Directoire avait eu à combattre d'autres conspirations.

A moins d'être dans un état complet d'épuisement, les partis n'abdiquent jamais. Il restait encore, dans les bas-fonds révolutionnaires, des sectaires de Marat, cerveaux malades qui rêvaient d'un nouveau baptême de sang. Pour arriver à la réalisation de leurs chimères, ils préparaient une grande hécatombe et les premières victimes devaient être les cinq directeurs ; Babœuf se proposait de les faire égorger. Quoi qu'on en ait dit, le Directoire ne faillit point être surpris ; il tenait dès le commencement le fil de la conspiration, et le jour où la réunion des conjurés devait avoir lieu, ils furent tous

arrêtés. La conspiration de Babœuf avait échoué avant qu'elle n'eût éclaté ; l'attaque du camp de Grenelle par les Jacobins n'eut pas plus de succès. Ces deux échauffourées étaient les dernières convulsions d'une faction expirante.

D'un autre côté, si la journée du 2 vendémiaire avait dégoûté les royalistes des expéditions à main armée, elle ne les avait pas rendus plus sages. Ils espéraient bien, grâce aux élections qui allaient avoir lieu, former dans les Conseils une opposition formidable, capable de renverser le Directoire. Pendant qu'ils n'y étaient qu'en minorité, ils avaient déjà fondé un club composé d'éléments divers, mais qui tous travaillaient au profit de la royauté. En effet, les républicains de la rue de Clichy attaquaient avec fureur les directeurs, et venaient ainsi, à leur insu, en aide au parti royaliste.

Ce parti avait fait dans la personne de Pichegru une recrue importante. Le vainqueur de la Hollande entretenait des rapports journaliers avec les émigrés et les Vendéens et se montrait l'âme de tous les complots, en attendant qu'il en devînt le bras. En effet, des associations secrètes s'étendaient sur toute la France. Dès le 30 janvier, les impatients et les étourdis avaient devancé l'heure qui leur avait été marquée. Munis des pleins pouvoirs de Louis XVIII, ils s'étaient réunis chez un officier qu'ils croyaient avoir gagné à leur cause. Mais, lorsqu'ils se furent bien compromis et qu'ils eurent fait connaître leurs projets, la police, informée à l'avance, les arrêta.

Le résultat des élections n'avait point trompé l'attente des royalistes, le deuxième tiers sortant fut nommé sous

les mêmes inspirations que l'avait été le premier. Sans être tous dévoués à la cause royale, les nouveaux députés lui apportaient l'appui de leur haine contre le pouvoir exécutif. Celui-ci n'avait pas seulement perdu la majorité dans le conseil des Cinq-Cents, il trouvait encore une cause d'affaiblissement dans le désaccord qui régnait dans son sein. Lareveillère-Lépeaux avait pendant quelque temps maintenu l'union entre les membres du Directoire ; mais, par suite de causes qu'il serait trop long d'énumérer, la force de cohésion avait cédé à l'action dissolvante des éléments qui le composaient. D'un côté se trouvaient Barras, Rewbel, Lareveillère-Lépeaux ; de l'autre, Carnot et Barthélemy, ce dernier venant de remplacer Letourneur. Désormais les Clichyens, se voyant maîtres de la majorité, renoncèrent complètement aux attaques de vive force et mirent en usage la tactique parlementaire. Ils résolurent de susciter au Directoire toutes sortes d'embarras, bien décidés à ne mettre leurs véritables projets à exécution que lorsqu'ils l'auraient réduit à l'impuissance. La police avait connaissance de toutes ces menées et des espérances que le parti ne se donnait même plus la peine de dissimuler.

Le Directoire était donc sur ses gardes. Malheureusement, comme nous venons de le dire, l'accord était loin de régner dans son sein ; en toute circonstance, Carnot et Barthélemy votaient contre leurs trois autres collègues. La majorité n'en restait pas moins fidèle au système gouvernemental ; mais Rewbel ne voyant pas le moyen de punir les conspirateurs, parce qu'il était impossible d'obtenir du conseil des Cinq-Cents un acte d'accusation

contre eux, commençait à perdre courage. Ce fut alors que Lareveillère-Lépeaux songea à un coup d'État, et qu'il confia sa pensée à Barras et à Rewbel, qui l'accueillirent chaleureusement. Ils se trouvaient d'ailleurs poussés dans cette voie par l'armée qui, restée républicaine et plus habituée à l'obéissance qu'à la discussion, était prête, sur l'invitation de ses chefs, à leur offrir son concours. Déjà des adresses fort menaçantes pour les royalistes étaient arrivées de différents corps ; et ce n'étaient pas seulement des Jacobins comme Augereau, mais des républicains modérés comme Hoche, qui offraient au pouvoir exécutif le secours de leur épée. Vainement M^{me} de Staël avait essayé des moyens de conciliation entre les Conseils et le Directoire, la situation était trop tendue, pour que sa voix pût être écoutée. Les bruits les plus alarmants ne cessaient de circuler dans Paris. D'un côté, on disait que le Directoire voulait faire égorger par les faubourgs deux cents députés ; de l'autre, on assurait que les Clichyens avait résolu de faire assassiner Lareveillère. Rewbel avait peu de confiance dans Barras ; il croyait tout perdu, et proposait à Lareveillère de chercher leur salut dans la fuite. Celui-ci le rassura, et tous deux se rendirent chez Barras qu'ils trouvèrent très résolu, et déjà occupé, avec Augereau, à tout disposer pour le succès du coup qu'ils se proposaient de frapper.

On sait le reste, et je n'ai pas besoin de raconter les incidents de la journée connue dans l'histoire sous le nom du 18 fructidor. L'auteur principal, il faut le reconnaître, en fut Lareveillère-Lépeaux.

On a beaucoup discuté, on discute encore, à l'effet de

savoir si, dans les circonstances que nous venons de faire connaître, il était permis au Directoire de trancher avec le sabre le réseau d'intrigues dans lequel il était enveloppé. Cette question, comme on le pense bien, a été l'objet de nombreuses controverses. L'éloge et le blâme ont été tour à tour prodigués à Lareveillère et aux deux directeurs qui, dans cette circonstance, étaient d'accord avec lui, et les jugements qu'on en a portés sont ressentis de l'esprit qui les a dictés. Au nombre de ceux qui ne leur pardonnent pas, tout d'abord nous trouvons des âmes honnêtes, si éprises de la légalité, qu'elles n'admettent pas qu'il se rencontre jamais de terribles extrémités où la force doive se substituer au droit. Pour celles-là, le coup d'État du 18 fructidor ne peut pas plus se justifier que ceux qui l'ont précédé et que ceux qui l'ont suivi. Leur réprobation est générale et n'admet point d'exception. D'autres esprits, moins absolus, consentiraient à faire quelques concessions aux nécessités de la politique, mais, dans l'espèce, ils ne peuvent pardonner à la majorité d'avoir proscrit la minorité, et surtout d'avoir déporté des hommes aussi partisans de la liberté que l'étaient Camille Jordan, Barbé-Marbois, Boissy d'Anglas. Beaucoup enfin, se plaçant à un autre point de vue, et n'ayant point les préjugés d'une politique sentimentale, proclament que c'est non seulement un droit, mais un devoir pour tout pouvoir attaqué par des intrigues, de savoir se défendre, et, moins scrupuleux sur les moyens d'action, ils lui accordent volontiers l'emploi de la force quand la loi est impuissante à le protéger. Telle était à leurs yeux la position du Directoire au 18 fructidor. Ils soutiennent d'ailleurs que les

mesures qu'il prit alors n'eurent rien d'excessif et qu'elles sauvèrent la France de la guerre civile. Ils ne doutent pas que, unis pour renverser, les royalistes et les constitutionnels n'eussent pas manqué de se diviser le lendemain de la victoire ; que la nation, dans ce moment, n'eût point accepté une restauration monarchique, à laquelle Pichegru et les émigrés travaillaient de concert ; que l'armée et les faubourgs ne se fussent jetés sur ses imprudents amis ; et que les jours de la terreur n'eussent de nouveau ensanglanté la France. Quoi qu'il en soit de cette divergence dans ces appréciations, la participation de Lareveillère-Lépeaux au coup d'État du 18 fructidor fut exempte de tout sentiment d'ambition personnelle et de tout sentiment de haine. Il crut remplir un devoir, la postérité en jugera.

Les factions vaincues se résignent difficilement et ne pardonnent guère. Le Directoire avait eu à combattre les Jacobins, les royalistes, les constitutionnels ; il avait donc amassé sur sa tête la colère de tous les partis. Il n'y a pas de mobile plus puissant pour rapprocher les hommes d'opinions opposées, que le sentiment commun de la haine et de la vengeance. Il ne faut donc pas s'étonner si une coalition se forma de nouveau pour le renverser. D'ailleurs, dans les temps de révolution, par le fait seul du jeu des institutions, il ne faut pas être longtemps au pouvoir pour accumuler contre soi bien des inimitiés. Or le Directoire comptait déjà trois ans d'existence.

Lareveillère-Lépeaux, en particulier, avait soulevé contre son austère probité toutes les passions cupides et tous les instincts pervers. Barras n'avait pas pu vivre

bien longtemps en bonne intelligence avec un collègue dont la vie simple et modeste faisait un contraste si frappant avec la sienne. Du sein de ses orgies nocturnes il ne lui épargnait ni le sarcasme, ni la calomnie. C'était à lui principalement qu'il imputait les revers de nos armées, l'état malheureux de nos finances, et jusqu'aux pouvoirs extraordinaires accordés au Directoire par les Conseils, le lendemain du 18 Fructidor, pouvoirs maintenant excessifs au dire de ces Conseils.

De telles accusations trouvaient de l'écho parmi les mécontents de tous les partis, et le nouveau directeur Sieyès était loin de les repousser. Les élections de l'an VII n'avaient point modifié dans un sens favorable au Directoire la composition du conseil des Cinq-Cents ; enfin, la nomination de Treilhard qui, avec Merlin de Douai et Lareveillère-Lépeaux, aurait formé la majorité du Directoire, avait été annulée sous un vain prétexte. Lareveillère qui n'était entré au Directoire qu'avec une extrême répugnance et dont les goûts étaient ailleurs, Lareveillère, voyant tous les partis conjurés contre lui, pensait avec raison que c'était bien plutôt la République que sa personne qu'ils attaquaient, et se montrait en conséquence très résolu à braver leurs clameurs. Il alla trouver Treilhard et l'engagea à faire tête à l'orage ; mais Treilhard ne voulut pas suivre son conseil et envoya sa démission aux Cinq-Cents. Resté seul avec Merlin, il était bien décidé à résister encore. Ni les conseils doucereux de Sieyès, ni la voix amie de Bergoend, ni surtout les gros mots de Barras ne purent l'émouvoir. Comme après une vive altercation ce dernier s'écriait : « Eh bien ! c'en est fait, les sabres sont

levés ! — Misérable, répondit Lareveillère, que parles-tu de sabres, il n'y a ici que des couteaux, et ils sont dirigés contre des hommes irréprochables que vous voulez égorger, ne pouvant les entraîner à une faiblesse. » Impassible devant les menaces, il repoussait avec hauteur la démarche maladroite d'une députation des deux Conseils, qui, avec tous les dehors de la modération, venait lui promettre que, dans le cas où lui et son collègue Merlin consentiraient à se retirer, ils ne seraient pas mis en accusation. S'il céda à la fin devant l'insistance qu'y mirent ses amis, ce fut parce que ceux-ci cherchèrent à lui faire comprendre qu'il devait sa démission à la tranquillité de la République. Il ne voulait pas qu'on pût le soupçonner jamais d'avoir conservé le pouvoir dans un intérêt personnel. En s'en éloignant, il était bien loin de faire un sacrifice, mais il s'accusait de faiblesse, car il restait convaincu que ses ennemis étaient ceux de la constitution.

Il sortit du Directoire plus pauvre qu'il n'y était entré, refusant les cent mille francs qui lui appartenaient comme membre sortant, refusant la retenue sur ses appointements à laquelle il avait droit, et jusqu'à la voiture qu'il était d'usage d'offrir au directeur, à sa sortie du Luxembourg. Bien différent de son collègue Barras qui s'enrichissait des dons qu'on lui faisait de toutes parts, pour avoir son appui au sein du Directoire, il n'avait pas voulu, quelque temps auparavant, accepter les cadeaux désintéressés du président de la République cisalpine. De son long passage au pouvoir, il n'emporta qu'une chose, l'estime des honnêtes gens de tous les partis. Tels étaient les scrupules un peu exagés-

rés de sa conscience, qu'il ne croyait même pas qu'il lui fût permis de faire des économies sur le traitement qu'il recevait comme directeur. Aussi, n'ayant point les goûts de la dépense pour ses besoins personnels, il avait un salon ouvert et y recevait la société honnête et polie de la capitale. Chez lui, l'on n'entendait point les accords d'une musique énervante, l'or n'y brillait point sur les tapis verts, la danse même y était interdite ; en revanche, on y rencontrait des savants, des hommes de lettres, des artistes. On s'y livrait aux charmes d'une conversation instructive ; on parlait politique, morale, science et littérature. Tout le monde était reçu par les maîtres de la maison sur le pied d'une parfaite égalité. C'était un salon d'Athènes transporté à Paris.

S'il ne s'agissait pas d'un magistrat dont les sentiments de modération sont bien connus, je dirais qu'il faut que M. Bougler soit animé d'un grand esprit de dénigrement contre Lareveillère-Lépeaux, pour trouver dans ses réceptions matière à raillerie. Il est bien vrai que le mot *Monsieur* et *Madame* n'y avait pas encore remplacé l'appellation républicaine *Citoyen* et *Citoyenne* ; mais il me semble que ce crime était d'autant plus pardonnable, qu'à cette époque, il en était ainsi presque partout, et que plus tard, lorsque les tendances aristocratiques recommençaient à poindre, on écrivait encore : *Au citoyen Bonaparte, premier consul*.

M. Bougler eût-il préféré les salons de Barras où se trouvaient pêle-mêle les agioteurs, les tripoteurs d'affaires, les fournisseurs des armées, les journalistes achetés, tout ce que Paris comptait d'hommes déconsidérés et corrompus ; où l'on entendait l'amphytrion se

vanter avec des propos cyniques de ses exploits galants de Grosbois, devant des femmes demi-vêtues et qui avaient perdu l'habitude de rougir ; où enfin s'étalaient partout le faste d'un luxe effréné et le scandale de la débauche ?

En d'autres circonstances, M. Bougler a pu se montrer sévère pour Lareveillère-Lépeaux sans cesser d'être juste ; mais railler les délassements d'esprits cultivés qui préférèrent les entretiens sérieux aux bacchanales de l'orgie, c'est à ne rien comprendre à une pareille critique.

Je ne ferais pas connaître complètement Lareveillère-Lépeaux si je n'en parlais pas comme moraliste. Devant la corruption du jour, la dépravation des mœurs, la crudité des conversations et l'indécence de la toilette, son honnêteté et sa pudeur s'étaient révoltées. Ce sensualisme grossier lui était apparu comme un grand malheur social et il s'était étudié à en chercher la cause et le remède. La femme, à ses yeux, n'était pas restée étrangère à la perte du sens moral et des idées généreuses. Elle n'occupait pas la place à laquelle la nature l'avait appelée ; on en avait fait un être brillant et frivole, vivant d'intrigues et de désordres, et oubliant dans ses habitudes mondaines les devoirs de mère et d'épouse. Son rôle ne répondait pas à l'importance qu'il devait avoir, il fallait l'agrandir et donner un côté plus sérieux à son éducation.

Le dirai je ? bien que le rapprochement de ces deux noms soit fait pour exciter quelque étonnement, le système d'éducation des femmes, tel que le comprend Lareveillère, n'est pas autre que celui qu'a développé

avec un si admirable talent, dans le journal le *Correspondant*, Mgr Dupanloup.

« La jeune fille, disait Lareveillère-Lépeaux, devient épouse, un jour elle sera mère, et quelles vertus donnera-t-elle à ses enfants, que leur enseignera-t-elle à leur berceau si elle n'a rien lu de bon, rien appris, et si elle n'a réfléchi sur rien ? Si les seuls livres qu'elle achète ou qu'elle emprunte et qui l'amuse sont précisément de ceux qui faussent l'esprit, souillent le cœur, déflorent l'âme ; de ceux qu'il faudrait arracher de ses mains pour les livrer au bûcher et aux flammes ?

« Des femmes, continue-t-il, je ne veux pas faire des savantes et des prudes, à Dieu ne plaise ! et, sans adopter toutes les plaintes comiques de Molière, je crois pourtant à la moralité de ses peintures ; je ne veux pas de pédantes insupportables, et je fuis comme la peste les beaux esprits en cotillon ; mais le jugement formé, la raison exercée dans ce que ses facultés ont de plus noble, je ne vois pas ce qu'on y trouverait à reprendre, ou mieux ce qu'on n'aurait pas à y gagner. C'est à cela que je me borne, à cela que je vise ; je veux non pas des discoureuses, mais des citoyennes et de vraies femmes, sachant penser, parler, écrire, et destinées enfin à nourrir, à retremper non moins l'âme que le corps de nos enfants, dans cet âge si débile et si tendre qui entièrement est confié à leurs soins. »

Comment, quand on parle de Lareveillère-Lépeaux, ne rien dire de la théophilanthropie dont il a passé longtemps pour être le fondateur et le grand-prêtre ? Quoique l'histoire ait enfin rétabli la vérité des faits à

cet égard, il importe d'entrer dans quelques détails sur cette société religieuse dont il ne fut pas même un des membres et qui ne le compta qu'au nombre de ses partisans.

La philosophie, comme je crois l'avoir déjà dit, avait fait d'affreux ravages dans la foi de nos pères et dans le respect au culte catholique. Mais, tout en détruisant les croyances aux dogmes du christianisme, elle avait élevé le sentiment chrétien plutôt qu'elle ne l'avait abaissé. Ce sentiment, quant à son expression, n'était qu'un déisme vague et mal défini. Quelques cœurs honnêtes et vraiment philanthropes voulurent lui donner une forme ; de là naquit la théophilanthropie. En dépit de ce que l'on en a dit, ce n'étaient ni des idiots, ni des sectaires, ceux qui entreprirent de fonder la religion nouvelle. On assure que ce fut Valentin Haüy, frère du célèbre minéralogiste de ce nom, qui forma la première société de théophilanthropes.

Valentin Haüy s'était voué de bonne heure à l'enseignement des jeunes aveugles. En 1786, son école comptait vingt-quatre élèves. Le lieutenant de police Lenoir les présenta au roi à Versailles, et, par leur aptitude à certains travaux, ils firent l'admiration de toute la cour. La Révolution se montra très favorable à cette institution, seulement elle commit une grande faute en réunissant, dans le même local, deux institutions également recommandables, mais qui n'avaient rien de commun entre elles, celle des aveugles et celle des sourds-muets. L'école des aveugles fut ensuite transportée rue Saint-Denis, dans la maison des filles de Sainte-Catherine. En 1800, nous la trouvons aux Quinze-Vingts, toujours sous

la direction de Valentin Haüy. A cette occasion je demanderai la permission de citer de lui un mot charmant que je n'ai trouvé consigné nulle part, et que je tiens de quelqu'un qui en garantissait l'authenticité pour l'avoir entendu de ses propres oreilles, je veux vous parler du directeur des Quinze-Vingts, en 1829. Le premier Consul visitait un jour cet établissement. Émerveillé des connaissances des élèves et de l'enseignement du maître, il se tourna vers Valentin Haüy et lui dit : Les deux premiers bienfaiteurs de l'humanité sont l'abbé de L'Épée et vous, M. Haüy. — Me comparer à l'abbé de L'Épée ! s'écria Haüy, l'abbé de L'Épée a fait des âmes, je ne suis qu'un fabricant de lunettes. Ce qui n'empêcha pas le directeur des Quinze-Vingts qu'admirait tant le premier Consul, de tomber un jour dans la disgrâce de l'empereur. Après avoir ouvert une école particulière qui ne prospéra guère, il passa à l'étranger où il continua à se livrer à l'éducation des jeunes aveugles.

A la Restauration, l'institution des jeunes aveugles fut transportée rue Saint-Victor, mais Valentin Haüy qui était arrivé aux jours de la vieillesse n'en eut point la direction.

Cet homme modeste et un autre homme non moins recommandable, l'étranger Channing, furent les premiers apôtres de la théophilanthropie. Ils eurent des disciples, et plusieurs sociétés de théophilanthropes s'établirent à Paris. Lareveillère-Lépeaux n'en fit jamais partie, n'assista jamais, quoi qu'en ait dit l'abbé Grégoire, à leurs réunions fort innocentes d'ailleurs, car on n'y entendait que des exhortations morales

et des chants religieux. Une seule fois, sa fille, dans un sentiment de pure curiosité, assista à une de leurs cérémonies. Cette histoire, que Lareveillère-Lépeaux entreprit de convertir au nouveau dogme le général Bonaparte, quoiqu'elle se trouve consignée dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, est de toute fausseté. Elle a été démentie de la manière la plus catégorique par la famille de Lareveillère. Quel caractère de vraisemblance peut-elle d'ailleurs présenter, quand à une pareille proposition le brillant vainqueur de l'Italie avait cette réponse toute prête : Pourquoi ne me donnez-vous pas l'exemple ? Ce qu'il y a seulement de vrai, c'est que Lareveillère était favorable à la théophilanthropie. Imbu des doctrines de Rousseau, il n'admettait pas plus que l'auteur d'*Émile* des vérités révélées, et voulait tout soumettre aux lumières de la raison.

On pourrait même trouver dans un discours qu'il prononça à l'Institut, le 1^{er} mai 1797, quelques doctrines que les théophilanthropes n'auraient pas désavouées. Mais il y a loin de là au pontificat suprême qu'on a voulu lui attribuer. Les chefs de la secte furent les premiers à protester contre cette fabuleuse histoire. Quand après sa chute, quelques-uns lui en faisaient un crime, ils affirmèrent, dans une déclaration qui fut placardée sur les murs de Paris, que la chose était de toute fausseté, ajoutant qu'il n'avait rien fait pour l'institution ni pour les membres dont elle se compose.... (Voir l'*Histoire des sectes religieuses*, par l'abbé Grégoire.)

C'est parce qu'ils avaient la prétention de tout sou-

mettre aux lumières de la raison, que les théophilanthropes, malgré leurs vertus et leur ardent amour de l'humanité, n'ont rien fondé de durable et qu'ils n'ont réussi qu'à vouer leur nom au ridicule.

Voulez-vous un rapprochement instructif, et qui prouvera, entre mille exemples, ce que peut encore de nos jours le catholicisme qu'ils voulaient détruire ?

Dans les premières années du XVIII^e siècle, vivait dans le diocèse de Poitiers un pauvre prêtre du nom de Grignon de Montfort. Il n'avait ni la science, ni la puissance, ni la richesse ; mais il possédait la foi qui soulève les montagnes et la charité qui ouvre les cœurs. Les pauvres étaient pour lui l'objet d'une prédilection toute particulière, et leurs souffrances ne trouvaient jamais son âme insensible. Le désordre avait pénétré dans l'hôpital de Poitiers en même temps que le manque de soins y avait développé une maladie pestilentielle dont les ravages étaient affreux. Montfort vint se loger dans ce foyer d'infection, corrigeant les abus, quêtant par la ville des aliments pour les malades, bravant les rebuts et les plaisanteries dont il était l'objet. Dans les nombreux voyages qu'il faisait presque toujours à pied, il trouvait partout la misère, la maladie, le dénûment. Loin d'en détourner la tête comme beaucoup d'autres, il fit un appel à toutes les âmes secourables et à tous les cœurs compatissants. A sa voix, quelques saintes filles se réunirent, il leur donna une règle, et la congrégation des filles de la Sagesse fut fondée. Il écrivait à la supérieure : « C'est vous, ma fille, que Dieu a choisie pour être à la tête de cette petite communauté qui ne fait encore que de naître. Dans la lettre que je vous ai écrite

en commun, je n'ai fait que vous signifier, en vous nommant la mère supérieure, que c'est la volonté de Dieu qui l'a voulu ainsi. Il vous faut beaucoup de fermeté, mais la douceur doit l'emporter sur tout le reste. Voyez, ma fille, voyez cette poule qui a sous ses ailes ses petits poussins, avec quelle attention elle en prend soin, avec quelle bonté elle les affectionne ! Eh bien, c'est ainsi que vous devez faire et vous comporter avec toutes les filles dont vous allez désormais être la mère. »

Je sais que de telles paroles appelleront le sourire sur bien des lèvres ; eh bien ! que ceux qui dédaignent la semence regardent maintenant la moisson. La congrégation des filles de la Sagesse compte aujourd'hui plus de deux mille sept cents sœurs, desservant les hôpitaux, les salles d'asile, les bureaux de bienfaisance ; rien ne les rebute, ni la contagion de la maladie, ni la fétidité des plaies, ni l'ulcère de la débauche : les anges soignent les démons. C'est le sublime de la charité telle que la conçoit un de nos évêques les plus éloquents. Toujours prêtes ; au premier signal elles partent pour passer la frontière, suivre nos armées, pénétrer dans les lieux les plus insalubres, se porter partout où la voix de la souffrance et de la religion les appelle. Et quand elles meurent, nulle inscription sur leur tombe, une simple croix de bois vient nous apprendre qu'une âme s'est envolée au ciel. N'est-il pas vrai maintenant que les fondateurs de pareilles congrégations valent bien les utopistes et les ravageurs de la terre ?

La rancune des partis suivit Lareveillère-Lépeaux jusque dans sa retraite. Lui, naguère si populaire que pour entrer au Directoire il avait obtenu l'unanimité

des suffrages moins deux voix, se vit forcé de répondre, devant le conseil des Cinq-Cents, à une demande de mise en accusation. Ces retours de l'opinion sont communs dans tous les temps, nous devons y être préparés et ne pas nous en émouvoir. Lareveillère parut devant le Conseil avec le calme de la conscience et la fermeté de la vertu ; il n'eut point recours à ces précautions oratoires qu'emploie d'ordinaire la défense pour se concilier la bienveillance des juges ; loin de chercher à se disculper de ses actes, il les avoua hautement et s'en glorifia. Il aurait pu faire retomber sur quelques-uns de ses collègues la responsabilité de mesures qu'il n'avait pas approuvées ; il n'en eut pas la pensée, il ne parla d'eux que pour en faire l'éloge ; et c'est avec une fermeté un peu hautaine qu'il prononça ces paroles qui étaient bien dignes d'être gravées sur son buste : Dans aucune circonstance de ma vie je ne plierai mon langage et mes actions au gré des partis, ni pour obtenir leurs faveurs, ni pour sauver ma tête.

Nous avons vu, de nos jours, assez d'accusations monstrueuses et absurdes contre les pouvoirs déchus, pour ne pas nous étonner de celles qui furent dirigées contre Lareveillère-Lépeaux, Merlin et Rewbel, contre *ces monstres de triumvirs*, comme on les appelait. Entre autres énormités, leurs ennemis prétendaient qu'ils avaient voulu déporter et faire périr dans les sables du désert le vainqueur de l'Italie avec quarante mille Français, tandis que tout le monde savait que c'était Bonaparte qui avait provoqué l'expédition d'Égypte. Dans sa réponse, Lareveillère fit entendre ces mots prophétiques qui le lendemain allaient être une

réalité : « Dans quelque temps, peut-être, ceux-là qui voudraient nous traîner à l'échafaud, pour la prétendue déportation de Bonaparte et de quarante mille Français, seront les premiers adulateurs du vainqueur de la Syrie. » Puis, quittant le ton de la défense pour prendre celui de l'accusation : « J'entends, dit-il, qu'on nous objecte presque de toute part que nous devons faire punir les dilapidateurs. Parmi ce nombreux concert de voix, dont sans doute plusieurs s'élèvent pour le salut de la patrie, n'en distinguai-je pas quelques-unes qui ne poussent des clameurs si hautes que pour étouffer les cris d'une conscience qui n'est pas intacte, ou pour se féliciter de nous avoir mis dans l'impuissance de démontrer juridiquement une immoralité dont nous avons la conviction intime.

Vivement défendus par leurs amis dans un comité qui, pendant trois jours, resta continuellement en séance, les anciens directeurs furent renvoyés de la plainte qui avait été portée contre eux.

Rentré dans la vie privée, Lareveillère ne chercha plus à en sortir. Pendant les longues années du Consulat, de l'Empire et celles de la Restauration qu'il lui fut donné de parcourir, il se tint à l'écart, sans affecter des airs de frondeur, sans blâmer ceux de ses anciens amis qui se rapprochaient du pouvoir, mais aussi sans jamais dévier de ses principes. C'est ainsi qu'il préféra perdre sa place à l'Institut, que de prêter serment à l'Empire. Le ministre de l'intérieur lui avait écrit, *de par l'empereur*, qu'il eût à se présenter à un jour et à une heure déterminés pour remplir la formalité obligée. Une pareille invitation était un ordre. Bien qu'il le

comprît ainsi, Lareveillère n'en tint aucun compte. Quand tous courbaient la tête devant la volonté du souverain, une pareille résistance devait être remarquée. Elle fit si grand scandale aux Tuileries, que les amis de Lareveillère lui en témoignèrent leur inquiétude. « Il peut me briser, leur répondit l'inflexible académicien, car il est fort et je suis faible ; mais il est une chose au-dessus de sa puissance, c'est de me faire plier. » Le ministre fit savoir à la section à laquelle il appartenait, que Lareveillère ayant donné sa démission, il y avait lieu de pourvoir à son remplacement. Mais Daunou, Ginguéné, Camus, Pastoret, Quatremère de Quincy et quelques autres qui savaient probablement à quoi s'en tenir, demandèrent qu'avant de prendre un parti, la lettre du démissionnaire fût mise sous leurs yeux. La majorité passa outre, et à la place de Lareveillère nomma l'antiquaire Visconti.

Retiré dans la Sologne où il avait acheté une petite propriété, Lareveillère vécut heureux, au sein de sa famille, se livrant de nouveau à sa passion pour la botanique, et aussi à l'éducation de son fils auquel il apprenait les éléments de la langue latine. Il était quelquefois visité dans sa solitude par les amis qui lui étaient restés fidèles et en particulier par le poète Ducis, nature indépendante, fort sympathique à la sienne, dont on racontait une boutade comique. A son retour d'Italie, le général Bonaparte était venu habiter une petite maison de la rue Chantereine où il vivait fort retiré, ne recevant guère que des savants et des hommes de lettres. Dans ses conversations, il affectait un grand éloignement pour le pouvoir et les honneurs, et en fait de passions ne parais-

sait avoir que celle des études sérieuses. Les palmes de l'Institut qu'il venait de recevoir faisaient plus que suffire à son ambition, il ne demandait pas davantage. Ducis s'y laissa prendre, et devint un des familiers d'une maison dont les mœurs étaient si simples et les habitudes si peu fastueuses. Mais lorsqu'il se fut aperçu du jeu qu'on y jouait, il en sortit avec plus d'empressement encore qu'il n'y était entré, et comme le jeune général déployait toutes ses séductions pour l'y ramener : — Général, lui dit Ducis, avez-vous jamais été à la chasse des canards sauvages ? et prévenant une réponse qui se faisait un peu attendre : — Si vous y aviez été, vous sauriez qu'ils ne sont pas faciles à prendre ; eh bien ! je suis un vieux canard sauvage.

Ducis était un homme excellent, c'est tout son cœur que l'on trouve épanché dans sa correspondance avec l'ancien directeur devenu citoyen obscur. En la lisant, l'âme se repose doucement de toutes les agitations qu'il nous a fallu traverser à la suite de Lareveillère, avant d'arriver à son bonheur domestique. C'est au foyer de sa famille qu'il faut nous transporter maintenant, pour trouver dans le calme de la retraite l'heureux époux et l'heureux père dont la vie publique avait été si tourmentée. Ducis s'y était assis bien souvent ; aussi ne pouvons-nous mieux faire, pour avoir une image complète de Lareveillère, pour le contempler en dehors des affaires, comme nous l'avons vu au faîte des honneurs, que de nous y transporter à notre tour, en transcrivant de courts passages des lettres que lui adressait l'auteur de *l'Épître à l'amitié*. Ces quelques lignes achèveront de

faire connaître ces deux natures si bien faites pour se comprendre et s'aimer :

« 3 septembre 1806.

« Nous avons, ma sœur et moi, mené une vie si douce, si heureuse, si parfaitement libre, avec vous et votre charmante famille, que si nous eussions apporté à la Rousselière la moindre impression de chagrin, l'air de votre maison et votre compagnie nous auraient guéris. J'ai sous les yeux et M^{me} Lépeaux, et votre chère Clémentine et le petit Ossian. Toutes ces douces images nous ramènent près de vous. Je me promène dans l'enceinte des souvenirs, sur le bord des eaux, au milieu des fleurs et de ces peupliers chargés de noms qui vous sont chers. Je me dis avec attendrissement et reconnaissance : et moi, j'y ai le mien aussi. Ma sœur, de son côté, ne peut parler sans émotion de nos bons hôtes et de cette terre de calme et de bonheur, où elle s'est trouvée tout à coup si à son aise. Une idée consolante pour nous, c'est que, comme mari et comme père, vous êtes sûrement le plus heureux des hommes, et ce sont là, à proprement parler, les plus précieux dons du ciel. Tout ce que je désire du fond de mon cœur, mon cher et vénérable ami, c'est qu'il exauce vos vœux si simples et si modestes, que je connais ; et que je puisse voir votre âme satisfaite sur le bonheur des chers objets de votre affection, car, pour vous, qu'avez-vous à désirer, puisque vous êtes si loin de l'orgueil et de l'ambition ? »

« 11 septembre 1807.

« Je ne vous remercie pas, mon cher hôte, de la réception que vous m'avez faite. Nous y comptons. Nous n'avons eu qu'à en jouir, sans surprise et tout bonnement. Les bonnes choses sont si simples ! elles ne content rien. Voilà pourquoi le bon sens est si rare, et pourquoi, dans les affaires des nations et des empires, le point de maturité est si difficile à saisir et nous échappe si souvent.....

« Comment puis-je vous aimer autrement que ma femme, mes enfants, tout ce que j'ai eu de plus cher au monde ! Adieu, mon cher ami, tous les honnêtes gens vous aimeront. Je me rappelle toujours de quelle manière votre âme a touché la mienne. »

« 28 juillet 1810.

« Vous avez donc songé, très cher ami, dans notre pauvre et bonne Savoie qui est ma véritable patrie, le lieu de naissance de mon père et de tous mes ancêtres. Saint Paul disait de lui : *Hæbreus ex Hæbræis* ; et moi, je dis de moi : *Allobrox ex Allobrogibus*. Le haut Mont-Blanc a couvert nos humbles berceaux de sa taille gigantesque, il me semble qu'il existe dans mon âme des souvenirs confus et égarés d'une nature sauvage et bonne, et que toutes ces montagnes et moi nous sommes de connaissance. Je ne doute pas, mon cher et excellent ami, que, dans la Vendée qui vous a vus naître, s'il m'eût été permis d'y voyager, je n'y eusse rencontré votre âme et votre caractère. J'y aurais remarqué vos mœurs et votre courage sans faste et inébranlable et la mélancolique et profonde sensibilité de Mme Lareveillère qui est le trait principal de physionomie dans votre famille. Il y a de cela dans la mienne. »

Dès l'année 1805, il avait écrit à un homme fait pour le comprendre, à Népomucène Lemer cier :

« L'hôte de la Rousselière qui me donne le pain et le sel vous connaît et vous estime. J'ai eu le plaisir de lui parler de vous. Son portrait, par notre ami commun, est ici. Il l'a peint assis, tranquille, rêvant en botaniste sur une fleur que lui a donnée sa femme. Cette fleur, petite et charmante, a un nom allemand qui signifie *ne m'oubliez pas*.

« J'ai sous les yeux, dans cette famille, les mœurs d'Isaac et de Jacob ou une vie de Plutarque. »

Le portrait en question, peint par Gérard (les fleurs sont de Van Spaendonk), a été donné au musée d'Angers par M. Ossian Lareveillère.

Pendant six ans qu'il habita la Sologne, Lareveillère n'eut rien à envier à personne, car il trouvait dans l'éducation de sa famille, dans l'étude de la nature et le commerce d'une amitié sûre, les plus grands biens qu'il soit donné à l'homme de posséder, les jouissances du cœur et celles de l'esprit.

Obligé de retourner à Paris pour compléter l'éducation de son fils, il se logea près du Jardin des Plantes, et renoua avec la famille Thouin des relations que son absence avait pu seule interrompre. Recherché par ses anciens amis qui s'empressaient autour de lui, il fuyait le monde et partageait son temps entre eux et ses études favorites ; évitant par-dessus tout d'appeler l'attention sur sa personne. Nous avons tous connu dans notre jeunesse le professeur Andrieux, ce lecteur incomparable dont la voix était éteinte et que l'on entendait si bien à force de l'écouter. Lareveillère-Lépeaux se glissait quelquefois parmi ses auditeurs du collège de France. Il arriva un jour, je ne sais à quel propos, qu'Andrieux prononça quelques mots qui révélèrent sa présence ; il y eut un mouvement dans toute la salle, pour saluer ce modèle des vertus antiques. Mais Lareveillère qui, comme Phocion, n'aimait pas les applaudissements, s'empressa de s'esquiver, pour se dérober à l'ovation dont il craignait d'être l'objet.

Ses souvenirs le rappelaient souvent aux lieux où il avait passé les jours heureux de sa jeunesse. La Vendée,

cette terre, hier encore en proie aux plus affreuses discordes civiles, était calme maintenant, et, phénomène unique dans l'histoire des peuples, les passions politiques s'y étaient éteintes avec le dernier coup de canon. Lareveillère y fit plusieurs voyages et fut accueilli par ses anciens voisins, comme s'il eût été le défenseur de l'autel et du trône.

Le mariage de sa fille avec un homme qu'il aimait depuis longtemps avait comblé tous ses vœux, mais, au moment de la séparation, il y eut dans le cœur des parents de tels déchirements, que, quelque temps après, leur gendre les ayant pressés de partager sa maison, ils s'empressèrent d'accepter cette offre. Leur vie en commun ne fut pas de longue durée ; le village Domont où habitait la famille ayant été occupé par les étrangers qui avaient envahi la France, Lareveillère fut forcé de se réfugier à Paris.

La Restauration ne comprit point son nom dans les exceptions à la loi d'amnistie, et les événements politiques qui s'accomplirent ne troublèrent point les dernières années de sa vie.

Devenue veuve en 1821, sa fille revint habiter avec ses parents qui demeuraient alors rue de Condé. Lareveillère était vieux ; il se promenait pourtant chaque jour dans le jardin du Luxembourg, dont jadis il avait, comme directeur, habité le palais. Il s'éteignit le 27 mars 1824, à l'âge de soixante-dix ans passés. Sa veuve lui survécut quinze ans, et sa petite-fille, restée orpheline à douze ans, épousa le tatoueur David, d'Angers.

Lareveillère-Lépeaux a laissé quelques écrits de

morale et de philosophie qui n'ont pas été publiés, et un travail sur le département de la Vendée, dont il donna lecture à la section des sciences morales et politiques de l'Institut en l'an XI. Dans les *Mémoires de l'Académie celtique*, on en trouve un extrait que les amateurs de linguistique ne liront pas sans intérêt. Beaucoup d'érudits pensent que les divers patois qui se partagent l'ancien empire des Gaules conservent des fragments plus ou moins altérés de la langue celtique. Lareveillère en rencontre des traces dans les différents idiomes du patois vendéen. Après avoir réfuté cette assez singulière assertion de Dreux du Radier, prétendant que la langue espagnole et la langue italienne sont d'origine poitevine, Lareveillère s'attache à démontrer, contrairement encore à l'opinion de l'auteur de la *Bibliothèque historique et critique du Poitou*, que la langue romane du Nord n'a pas dû s'arrêter aux bords de la Loire, puisque, s'il existe dans notre patois quelques mots appartenant à la langue d'Oc, il y en a bien plus qui dérivent de la langue d'Oïl. Il donne ensuite une grammaire de ce patois, trois chansons qui lui appartiennent, dont deux se chantent encore de nos jours, et termine par un glossaire vendéen.

Lareveillère a également publié sa réponse aux dénonciations portées contre lui et ses anciens collègues. Mais son œuvre la plus considérable a pour titre : *Mémoires de ma vie politique et privée*. Ces Mémoires n'ont point vu le jour. Il ne m'a point été donné, comme j'avais eu quelque raison de l'espérer, d'en prendre connaissance, mais aux yeux d'un juge bien autrement compétent que moi, M. Thiers, ils offrent un grand in-

térêt. Espérons que les circonstances qui en ont reculé la publication ne tarderont pas à disparaître ¹.

Après en avoir fait une étude attentive, je me suis efforcé de rendre à la physionomie de Lareveillère-Lépeaux, altérée par l'esprit de parti, les traits qui lui appartiennent. Si cette image est fidèle, j'espère qu'on y reconnaîtra des vertus, en tout temps peu communes, aujourd'hui plus rares que jamais, le courage civil, le caractère, les principes. On peut contester sans doute qu'il possédât toutes les qualités de l'homme d'Etat, mais on ne peut pas nier qu'il eût toutes celles du citoyen. Tel il avait été sous la République, tel y fut sous l'empire, tel sous la restauration, c'est-à-dire inébranlable dans sa conduite politique, honnête, désintéressé, nullement ambitieux, préférant à tous les biens de la terre, l'honneur et l'indépendance.

¹ J'ai déjà dit qu'ils avaient été imprimés, mais que le public n'en avait pas eu connaissance. Toutes les démarches que j'ai faites pour me les procurer ont été inutiles. Je l'ai d'autant plus regretté que j'aurais certainement pu en détacher des pages bien intéressantes. On en jugera par les lignes suivantes, que j'emprunte au livre de M. Faure : *Récits et confidences sur un vieux palais : Le Luxembourg (1700-1882)*. Plus heureux que nous, l'auteur a eu entre les mains les mémoires de Lareveillère-Lépeaux dont il a reproduit ce passage :

« Un jour (c'était vers la fin de l'Assemblée constituante), j'eus une surprise en arrivant à Paris. Un riche menuisier, appelé Duplay, vint m'inviter à dîner, et passa la journée avec ma femme et mes enfants dans une maison qu'il possédait aux Champs-Élysées. J'acceptai et trouvai réunis les membres de la famille Duplay, qui étaient sa femme, ses filles et son fils, tous bonnes gens, mais exaltés, puis les convives, Petion, Robespierre, Gérard de Pouzol. Les Duplay furent aimables pour nous, et je retournai les voir rue Saint-Honoré.

« J'y allai un matin et fus introduit dans le salon, auquel attenait un petit cabinet dont la porte restait ouverte. Que vis-je, en entrant ?

Pendant que le philosophe Volney, son ancien collègue de la députation de Maine-et-Loire, ne dédaignait pas d'ajouter à sa superbe devise : *Posside animam tuam*, la possession d'autres biens plus palpables, et, se reposant mollement de l'austérité de ses anciens principes dans un fauteuil de sénateur, encaissait avec une scrupuleuse exactitude les trente-six mille francs attachés à sa place, montrant en toute occasion un tel goût pour l'épargne, que son économie touchait à l'avarice, Lareveillère répondait à l'offre d'une pension de dix mille francs que lui faisait l'Empereur : « J'aime mieux doter ma fille et élever mon fils du fruit de mes privations que de celui de mon déshonneur. » Je n'ai pas l'honneur de

Robespierre qui s'était impatronisé dans la maison, où il recevait des hommages tels qu'on en rend à une divinité. Le petit cabinet lui était consacré. Son buste y était enchâssé avec des ornements, des vers, des devises... Le salon était garni de petits bustes en terre bien cuite, tapissé de portraits du grand homme... Lui-même, peigné et poudré vêtu d'une robe de chambre des plus propres, s'étalait dans un grand, fauteuil devant une table chargée des plus beaux fruits, de beurre frais, de lait pur et de café embaumé. Toute la famille Duplay, père, mère et enfants, cherchait à deviner ses désirs, à les prévenir.

« Le dieu daigna me sourire et me tendit la main. La porte du salon était vitrée, les adorateurs, depuis l'entrée de la cour jusqu'à cette porte, s'avançaient avec lenteur et respect, et n'entraient dans le salon que lorsqu'un signe de tête de l'homme divin, aperçu au travers de la vitre, leur en donnait la permission. Je prévis dès lors toutes les lâchetés, toutes les folies, toutes les fureurs qui allaient déshonorer la plus belle des causes. »

Si Lareveillère-Lépeaux n'a pas été, comme quelques-uns l'ont prétendu, le grand-prêtre de la théophilanthropie, Robespierre, comme on le voit, non seulement a été le souverain pontife de la déesse Raison, lui-même a été une idole devant laquelle se sont inclinés les adorateurs.

connaître M. Ossian Lareveillère¹, mais d'après ce que je sais de son caractère, à l'opulence et au titre de duc ou de comte que son père aurait pu lui laisser, je suis certain qu'il préfère un héritage modeste, mais sans taches. Eh bien ! faisons comme lui. Les hommes de la trempe de Lareveillère ne sont pas si communs, que nous devions, quand nous les rencontrons sur notre route, passer outre, sans nous incliner avec respect. Souvenons-nous des fautes de nos pères pour n'y tomber jamais, mais n'oublions pas leur mémoire, car ils nous ont laissé de grands exemples à suivre, et si, dans un siècle où domine le culte des intérêts matériels, il se trouve des hommes qui jettent à ces grandes figures le dédain et le sarcasme, protestons de toute notre force contre leur ingratitude.

¹ Cette notice a été écrite en 1865, du vivant de M. Ossian Lareveillère.

MANDÉ-CORNEILLE LAMANDÉ

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES

Si la ville des Sables avait un livre d'or, le nom de François-Laurent Lamandé devrait s'y trouver inscrit en gros caractères. Elle, si fière aujourd'hui de la magnificence de ses quais, de son bassin à flot, de son chemin de fer, de l'affluence d'étrangers que ses bains lui attirent, de son port que de récents travaux ont creusé et agrandi, et que des travaux prochains rendront encore plus sûr et plus vaste, se trouva menacée, au milieu du dernier siècle, d'une destruction complète. Au XVI^e, son commerce avait été si prospère, que les protestants qui la pillèrent ployaient sous le poids du butin qu'ils en emportaient. Elle se releva bien vite de ce désastre. Quelques années après, grâce aux affaires que sa marine marchande faisait avec l'Espagne et la Flandre, elle était redevenue la ville la plus riche du Poitou. Mais il vint un jour où elle eut à lutter contre un

ennemi plus terrible et plus implacable que Lanoue et Soubise, que les flottes de l'Angleterre et de la Hollande, les flots de l'Océan menacèrent de l'engloutir. Bâtie sur une langue de terre fort étroite dont une des rives est tournée vers le large, tandis que l'autre, formant le port, est tournée vers l'intérieur, elle était protégée, comme elle l'est encore de nos jours, d'un côté, par des dunes épaisses ; mais de l'autre, sa plage, si belle et si unie, n'opposait aucun obstacle au courroux des flots. La ville n'avait pour sa défense que la main de Dieu, qui, s'étendant vers la mer, lui avait ordonné de ne pas aller plus loin. Cependant des courants marins s'étant établis du côté où elle leur était le plus accessible, ses jardins et une de ses rues se trouvèrent envahis par les eaux. « En vain, dit Bernardin de Saint-Pierre, on avait essayé de la défendre par des digues, des pieux, des murs, la ville voyait sa ruine s'avancer de jour en jour. Un habile ingénieur des ponts et chaussées, Lamandé, trouva enfin le moyen de faire rendre à la mer ce qu'elle avait pris à la terre. Après avoir observé que le courant destructeur venait frapper une partie de la côte d'où il se réfléchissait directement sur la ville, il construisit, à l'angle de réflexion, une digue qui détournait obliquement le courant de sa direction, de sorte que, loin de dégrader désormais la ville, il lui rendit en moins d'une année plus de grève qu'elle n'en avait perdu. Ainsi la science d'un homme attentif aux lois de la nature sauva une ville florissante des fureurs de la mer et força les flots à réparer leurs propres dommages, non en s'opposant directement à leur violence, mais en la détournant vers un autre objet. On ne peut opposer

à la nature que la nature même, c'est une maxime vraie en politique et en morale comme en physique¹. »

Le travail de la jetée commencé en 1767 ne fut achevé qu'en 1775. Sa construction en maçonnerie est revêtue de pierres de Saint-Savinien, à l'exception de la tête qui est en granit. Sa longueur est de 726 mètres et sa superficie offre une étendue de 6,500 mètres carrés. Créée pour, dans les gros temps, empêcher les vagues et les courants d'enlever les sables de la crique et de les porter dans la passe, pendant vingt ans, elle remplit parfaitement son but ; mais, en l'an VII, l'ingénieur des Sables signalait déjà à ses parements des dégradations telles qu'un grand nombre de blocs se trouvaient sortis de leur place d'une manière sensible. Depuis, l'ensablement de l'entrée du port a nécessité de nouveaux travaux.

La reconnaissance des Sablais pour l'habile ingénieur fut en proportion du service qu'il avait rendu à leur ville. L'un d'eux, M. Massé de la Rudelière, ajouta aux récompenses de l'État, en lui faisant un legs de quarante mille livres.

La Vendée lui doit d'autres travaux. Comme ingénieur de l'État, il exerça son contrôle sur la construction de l'étier qui va de Ponthabert à la mer. Les Archives de la Société du Marais en font foi et contiennent plusieurs de ses procès-verbaux.

Lamandé s'était attaché à la Vendée par d'autres

¹ *Harmonies de la nature*, livre iv. *Harmonies terrestres de l'eau*, tome II, page 357 de l'édition princeps, publiée en 1815, par Aimé Martin. — Méquignon Marvis.

liens. Le 7 septembre 1773, il avait épousé M^{lle} Angélique Jacobsen de Noirmoutier. De ce mariage, naquit aux Sables d'Olonne, en 1776, un fils, digne héritier de son nom et de sa science. C'est à lui que cette notice est consacrée.

Mandé-Corneille Lamandé n'était pas encore sorti de la première enfance, lorsque son père, grand partisan de l'éducation publique, songea à le mettre dans un des établissements de l'Université. Il l'envoya, à sept ans, au collège d'Harcourt, un des plus anciens et des plus célèbres de Paris, pour y commencer ses études. Bien qu'il l'eût placé loin de lui, il ne le perdait pas longtemps de vue, les fonctions qu'il remplissait l'appelant souvent à Paris. Sous la direction de maîtres habiles, les heureuses dispositions natives du jeune Lamandé se développèrent rapidement, et les succès de l'enfant présagèrent de bonne heure ce que l'homme serait un jour.

Il venait d'atteindre sa seizième année, lorsque, en présence des changements que la Révolution opérait dans le régime des collèges, ses parents se décidèrent à le retirer du collège d'Harcourt. Cette circonstance ne devait pas interrompre le cours de ses études. Le fils se proposant de suivre la carrière que son père parcourait si brillamment, n'avait pas besoin de s'éloigner du foyer domestique, pour recevoir de savantes leçons. Heureux qui peut trouver un tel maître ! La science ne se puise pas seulement aux heures de l'étude, dans la composition d'un devoir commandé ; ou aux heures de la classe, pendant les explications du professeur : dans des conversations intimes et familières, alors surtout que

l'application s'en présente à chaque instant sous les yeux, elle s'infiltré sans efforts, et reste d'autant plus profondément gravée dans la mémoire, qu'il s'y mêle le doux souvenir de celui qui l'a donnée. Voilà comment les connaissances du père se sont transmises aux enfants ; voilà comment se sont formées, dans la magistrature et dans la science, d'illustres familles ; comment les Lamoignon et les Cassini ont été, pendant quatre générations, les premiers, l'honneur de la robe, les seconds, la gloire de l'Académie.

L'École des ponts et chaussées avait été fondée par Trudaine en 1743. Confiée à un savant fort distingué qui, depuis sa création, n'avait pas cessé de la diriger, elle était devenue la pépinière des bons ingénieurs. Le jeune Lamandé y entra le 23 septembre 1793, il avait alors dix-sept ans. Mais, de quelque importance que fût l'École des ponts et chaussées, comme elle ne comprenait qu'une branche des services publics, de savants hommes songèrent à fonder une nouvelle institution qui pût donner satisfaction à tous les besoins. Carnot, Prieur et Fourcroy, comme membres de l'Assemblée Nationale, prirent l'initiative des mesures législatives nécessaires à la création de l'École polytechnique. Monge avait quitté le ministère de la marine, où son passage n'avait pas jeté un grand éclat, pour revenir entièrement à la science. Ce fut à lui que fut confié le soin d'organiser le système d'études destiné à être mis en pratique. Il pensa qu'un enseignement intermédiaire entre les professeurs et la masse des élèves pourrait, en stimulant les émulations, produire les plus heureux résultats. Le nombre des élèves s'élevait à quatre cents, Monge

les divisa en vingt brigades, chacune ayant à sa tête un jeune instructeur. Il ne se donna pas de repos que la nouvelle École qui, en grande partie, était son œuvre, ne fût tout ce qu'il en avait promis. Les plus savants maîtres furent chargés d'y donner des leçons, lui-même voulut exercer les élèves sur l'analyse et la géométrie, deux des branches de la science qu'il avait cultivées avec prédilection. Il apporta dans son enseignement toute l'ardeur que donne l'amour de l'étude. Il passait ses journées entières à l'École, ne s'en éloignant que lorsque, avec la nuit, l'heure du sommeil était venue. C'est ainsi qu'en quelques mois, l'École polytechnique devint ce qu'elle a toujours été depuis, la source la plus féconde et la plus savante du génie civil et du génie militaire.

Corneille Lamandé était sur le point d'obtenir le grade d'ingénieur ; mais avant d'avoir une position dans l'Administration des ponts et chaussées, il tenait à acquérir toutes les connaissances qu'elle comporte. La renommée de la nouvelle école, le nom de ses illustres professeurs le séduisirent, il voulut en faire partie. Admis après un concours, les portes lui en furent ouvertes le 3 nivôse an III, et il eut une position qui n'était accordée qu'aux élèves d'élite, le commandement d'une des brigades. Ainsi, il fut un des premiers et des plus brillants élèves de l'école fondée par Monge, comme son père avait été un des premiers et des plus brillants de celle fondée par Perronnet. De l'École polytechnique, il passa à l'École des ponts et chaussées, devenue l'École d'application. Il y entra le 15 nivôse an IV.

Le projet d'un pont biais en pierre avait été mis au concours, Lamandé obtint le premier prix. C'est ainsi que le jeune ingénieur préludait aux grands travaux qui devaient illustrer sa carrière. L'État était redevable à son père d'un projet pour la construction du port du Havre. Non seulement il en avait tracé le plan, il en avait même commencé l'exécution qui s'était toujours continuée suivant ses dessins. A vingt-deux ans, son fils fut envoyé pour continuer des travaux qui devenaient ainsi une œuvre de famille. Il y passa deux ans, sous les ordres du ministre de la marine, et donna une telle idée de ses connaissances et de son habileté pratique, qu'en l'an VIII, quoiqu'il n'eût que vingt-quatre ans, l'Administration n'hésita pas à l'appeler à Paris.

En attendant que l'érection de deux des plus grands monuments dont s'enorgueillit la capitale vînt recommander son nom à la postérité, Corneille Lamandé fut chargé d'un des arrondissements de la Seine et des travaux d'entretien des quais. Ce service comprenait, en outre, l'entretien des ponts et de la navigation de Paris. Comme de nos jours, deux ingénieurs lui avaient toujours été attachés. Seul à le remplir, Lamandé, grâce à une activité peu commune et à une étonnante facilité de travail, s'acquitta parfaitement de cette rude besogne.

Le trouble qui existait dans les finances de l'État et les besoins de la guerre avaient singulièrement ralenti les travaux publics. Non seulement, depuis dix ans, aucune voie nouvelle de communication n'avait été créée, mais celles qui existaient, les routes en particu-

lier, étaient dans un tel état de dégradation, qu'elles devenaient impraticables. Tous les soins que le Directoire avait mis à réparer les ravages dus aux injures du temps n'avaient abouti qu'à des efforts stériles, les fonds qu'il y consacrait étant tout à fait insuffisants pour les besoins de ce service. Aussitôt qu'il fut à la tête du gouvernement, le premier Consul s'occupa de donner une grande impulsion à une branche de l'administration si utile et si négligée. Non seulement il affecta une somme considérable à l'entretien des routes, mais il voulut qu'à Paris, dont il songeait à faire la capitale du monde entier, il fût exécuté de grands travaux, pour favoriser son commerce et faciliter ses moyens de communication. En même temps que la France et la Belgique allaient être liées par le canal Saint-Quentin, le chef de l'État décidait la construction de trois nouveaux ponts sur la Seine : le premier, en face du Jardin des Plantes, le second rattachant la Cité à l'île Saint-Louis, le troisième conduisant du Louvre à l'Institut. M. Dumoustier, alors ingénieur en chef, chargea M. Lamandé de présenter un projet pour la construction de ce dernier. Dans les premiers jours de l'année 1801, le Conseil des ponts et chaussées lui donna son approbation.

Le traité passé avec les concessionnaires permettait d'effectuer les travaux des ponts, sans qu'il en coûtât un sou à l'État. Comme indemnité de leurs frais, un droit de péage leur était accordé pendant vingt-cinq ans. C'était la mise en pratique d'une taxe dont l'usage, consacré en Angleterre depuis de longues années, avait puissamment contribué à la prospérité du

pays. La loi édictée au sujet de la construction de ces ponts portait qu'ils seraient construits en bois ou en pierre. Par mesure d'économie, il avait été décidé qu'ils le seraient en bois. Mais lorsque le premier Consul en fut instruit, il s'indigna de cette mesquinerie. Dédaigneux d'un pont dont un village se serait peut-être contenté, mais qu'il trouvait indigne de la grande cité, et voulant qu'un monument auquel on devait donner un jour le nom de sa plus grande victoire eût plus de solidité et présentât à l'œil plus de grandeur, il ordonna qu'il fût construit en pierre et en fer coulé. Lamandé dut faire de nouvelles études, suivant ce système, et la Compagnie concessionnaire obtint une prolongation du droit de péage. Si l'ingénieur n'était plus entravé par des considérations d'argent, cette décision lui créait des difficultés inattendues. C'était pour lui un travail à la confection duquel l'expérience manquait complètement. Il pouvait bien jeter les yeux sur l'Angleterre où des ponts en fer coulé, celui de Broodkarle et celui de Wearmouth près Sunderland, avaient été érigés, le premier en 1779, le second en 1796; mais ces ponts ne pouvaient pas lui servir de modèle, tous deux en effet n'avaient qu'une seule arche, et le pont dont il s'agissait devant en avoir plusieurs, il fallait, par un travail nouveau, les relier entre elles, et construire des piles à cet effet. Ce problème, Lamandé le résolut à la satisfaction de tous, et le succès vint couronner son entreprise. Mais ce ne fut pas sans peine qu'il triompha de toutes les difficultés qui se présentaient. Chez nous, l'art du fondeur étant encore à son enfance, il lui fallut commencer par former des ouvriers; il dut encore faire usage de

caissons foncés que les Anglais avaient employés, pour la première fois, au pont de Westminster, recourir tous les jours à des moyens inusités et à des procédés peu connus.

En même temps qu'il se livrait à un travail qui eût occupé tous les instants d'un esprit moins fécond en ressources, Lamandé exécutait les travaux du quai Desaix et projetait ceux du quai Bonaparte. La mort de M. Dumoustier arrivée sur ces entrefaites (7 nivôse an XI) n'apporta aucune interruption dans les constructions commencées. Avant cette mort, il avait fondé les piles du pont d'Austerlitz, et dressé, pour ses abords, un plan dans lequel se trouvait comprise la gare à construire, dans les fossés de l'arsenal et du boulevard, parallèle au mur d'escarpe, tel, à peu de chose près, qu'il fut arrêté plus tard, par le décret impérial du 25 février 1806. Quant au pont en lui-même, il fut terminé en 1805, et le Génie des ponts et chaussées put être fier d'une œuvre, nous ne dirons pas sans rivale, mais à laquelle nulle n'était supérieure.

Nous empruntons à une plume plus compétente que la nôtre, à celle de M. l'ingénieur en chef Homberg, gendre de Lamandé, les trois pages suivantes sur la construction du pont d'Iéna :

« Le Conseil des ponts et chaussées, dans sa séance du 24 juin 1806, donna son avis sur l'emplacement et les dimensions principales du pont à construire en face l'École militaire. Un décret impérial, rendu à Varsovie, le 17 janvier 1807, lui donna le nom d'Iéna. Il avait déjà été décidé qu'il serait construit en fer, avec files et culées en maçonnerie.

« Ce fut le 9 avril 1807, que M. Lamandé fut chargé, comme ingénieur en chef, de la construction de ce pont. La saison étant favorable aux travaux, M. Lamandé s'occupa de suite de les conduire avec activité, et, dès le 12 mai suivant, il adressa au directeur général un premier rapport dans lequel il proposait ceux qu'il croyait possibles et convenables d'exécuter pendant la campagne. Ils le furent en effet. Le 18 mars suivant, il envoya le projet d'un pont de cinq arches en fer fondu sur piles et culées en maçonnerie ; à ce projet était joint un mémoire fort remarquable dans lequel M. Lamandé exposait les motifs qui l'avaient dirigé dans le choix du système de construction proposé, et comparait tous les ponts en fer existant alors en Angleterre et celui qu'il venait lui-même de construire. Il terminait en proposant de substituer aux arches projetées des voûtes en pierres dures, offrant, avec peu de dépenses de plus, plus de solidité et moins de frais d'entretien. Le 27 juillet de la même année (1808), l'Empereur rendit à Toulouse un décret par lequel il approuva le projet général du pont d'Iéna, rédigé le 18 mars précédent, avec la construction de voûtes en pierres dures, en remplacement des arches en fer déjà adoptées. Le 5 septembre suivant, M. Lamandé présenta le projet définitif tel qu'il a été exécuté. Dans le mémoire qui s'y trouvait joint, il rendait compte des parties neuves et des changements à faire dans celles conservées. Une grave difficulté s'élevait, c'était, de relier la nouvelle maçonnerie à faire pour augmenter la dimension des culées avec celles déjà exécutées. Les moyens ingénieux que M. Lamandé proposa conciliaient, autant que possible, l'économie dans la construction

avec la plus grande solidité. Près de huit cents ouvriers y étaient employés à la fois. Non seulement ces travaux devaient donner à la France un des beaux monuments qu'elle possède, ils devaient encore faire avancer l'art de l'ingénieur. Ainsi de nombreuses expériences furent faites sur de nouvelles machines à épuiser, sur le battage des pieux, sur la composition des mortiers, ciments et bétons. C'est dans les chantiers du pont d'Iéna qu'on a commencé à fabriquer la chaux artificielle hydraulique employée depuis dans un si grand nombre de constructions ¹. C'est un des premiers travaux où le béton a été employé avec succès ; enfin les doubles chèvres inventées et mises en usage pour la pose des voussoirs de ce pont, sont connues de tous les ingénieurs et sont restées comme des modèles en ce genre. L'étude que fit M. Lamandé pour les cintres du pont d'Iéna l'a conduit à rédiger le mémoire sur les cintres fixes qu'il lut à l'Académie et qui peut être regardé comme le traité le plus complet qui existe sur cette matière.

« Le pont d'Iéna fut achevé, sauf les sabords, en 1811 ; les derniers voussoirs furent posés le jour de la fête de l'Empereur, et le décintrement s'opéra le 24 septembre suivant avec un grand succès.

« M. Lamandé s'occupa dès lors du projet qu'il avait

¹ La fabrication des chaux hydrauliques, suivant le procédé de M. l'ingénieur Vicat, a été établie au grand Meudon, par M. de Saint-Léger.

La craie de Meudon est mélangée avec 0, 2 d'argile de Vanves, dont la composition est :

Silice.....	0, 670
Alumine.....	0, 282
Oxyde de fer.....	0, 082

fait adopter, d'élever aux quatre angles du pont d'Iéna des statues équestres. Les piédestaux furent immédiatement commencés ; mais, jusqu'à ce jour, le pont d'Iéna a subi le sort de presque tous nos monuments qui restent inachevés, quoique M. Lamandé ait souvent, depuis, appelé l'attention de l'Administration sur cet objet.

« Pour achever l'histoire du pont d'Iéna, nous devons rappeler l'épreuve à laquelle il fut soumis en 1814. Heureusement l'ignorance de ceux qui voulurent détruire ce beau monument surpassait la science et l'habileté de ceux qui l'avaient élevé.

« Les armées alliées étaient entrées à Paris le 8 juillet, en vertu d'une capitulation dans laquelle elles s'étaient engagées à respecter les monuments publics. Dès le lendemain, cependant, une compagnie de mineurs prussiens attaqua le pont d'Iéna dont le nom rappelait une de leurs défaites. On s'étonna d'abord d'une violation si prompte du traité, et bientôt de la manière étrange dont ils entreprirent une opération qui s'exécute ordinairement par des moyens très simples.

« L'officier du génie prussien, jugeant sans doute les arches hors de proportion avec les piles qui les supportent, s'imagina que celles-ci, une fois affaiblies, ne pourraient plus les porter. Il fit donc percer dans les piles des trous de trépan de sept centimètres de diamètre et de un mètre quatre-vingts centimètres de profondeur, dépassant par conséquent l'axe des piles de quinze centimètres environ. On introduisait dans chacun de ces trous trois ou quatre livres de poudre, et on faisait souvent partir plusieurs de ces mines en-

semble. A chaque explosion, les Prussiens, s'imaginant sans doute que le pont allait s'écrouler, prenaient toutes leurs mesures en conséquence et s'éloignaient à plus de deux cents mètres. Cependant, souvent la mine ne produisait aucun effet ou déplaçait seulement quelques pierres. Ce qui montre surtout l'ignorance des Prussiens, c'est qu'au lieu de concentrer tous leurs efforts sur la première pile, ils attaquèrent aussi les deux piles voisines, s'imaginant qu'elles faisaient culées et supportaient les arches qui reposent dessus. Cette ignorance, au reste, fut le salut du pont ; car si une seule pile eût éprouvé toutes les dégradations faites aux autres, pendant deux jours et demi et deux nuits, il est hors de doute que le pont eût été très endommagé, et peut-être même fût-il tombé. »

Complétons cette page en rectifiant l'anecdote qui, longtemps, a passé pour une vérité historique. Jusqu'en 1866, tous les écrivains de la Restauration ont affirmé qu'au moment où il allait être détruit, Louis XVIII ayant déclaré qu'il était décidé à se faire porter sur le pont pour sauter avec lui, cette menace avait arrêté les vandales dans leur tentative de destruction. Cet acte d'héroïsme ainsi que le mot de Charles X : — « En France il n'y a qu'un Français de plus, » ont fait fortune. On y croirait encore si les *Mémoires* de M. Beugnot n'avaient pas été publiés. Il faut pourtant bien rendre à chacun ce qui lui appartient, à M. de Talleyrand le mot du comte d'Artois, et à l'imagination de M. Beugnot la résolution de Louis XVIII. Il est inutile d'en raconter les détails ; aujourd'hui, ils sont assez connus.

Avant que le pont d'Iéna fût complètement achevé,

un travail d'une grande importance vint appeler Lamandé à Rouen. L'ingénieur en chef Lemasson avait donné le plan d'un pont dont l'exécution rencontrait des difficultés inattendues. Les fondations n'avaient aucune solidité et ne pouvaient pas servir d'appui à des travaux ultérieurs. Des sondages ayant fait reconnaître à Lamandé que des roches très dures étaient superposées à d'autres moins résistantes, il se trouva obligé de changer le mode ordinaire de fondations, celui que M. Lemasson avait mis en pratique. Il répartit la charge d'après la dureté minimum des couches inférieures, ce qui exigea la combinaison de deux moyens employés pour la fondation ordinaire des piles, à savoir l'établissement d'un massif en béton et d'un pilotis avec enrochement, et l'immersion préalable d'un grand châssis, pour empêcher le déversement des pièces. Ce nouveau procédé, auquel le Conseil des ponts et chaussées avait donné son approbation, eut un plein succès.

Les travaux qu'il faisait exécuter à Rouen n'avaient pas complètement distrait Lamandé de ceux qui lui avaient été confiés à Paris. Il y venait souvent et présidait à l'achèvement du quai de Billy et des abords du pont d'Iéna. La ville de Paris lui dut encore le quai Bonaparte, le quai et le port Napoléon ou d'Orsay, des travaux de consolidation des piles du pont Notre-Dame et du pont au Change. L'ingénieur Dillon avait fait des études pour l'établissement de deux fontaines, l'une sur la place de la Concorde, l'autre sur celle de la Bastille ; la mort étant venue le surprendre avant qu'elles fussent achevées, Lamandé en fut chargé.

Le Corps des ponts et chaussées ne comptait pas dans

son sein un membre plus distingué ; par le nombre et par la nature de ses travaux, il s'y était placé au premier rang, la reconnaissance de l'État l'y avait suivi. Ingénieur en chef à trente ans, c'est-à-dire longtemps avant l'âge où cette position est ordinairement acquise, il fut nommé membre du Conseil des travaux publics, par arrêté du 31 décembre 1809. Comme tel, il eut à s'occuper de la conservation et de l'embellissement des monuments de Paris. Il avait dressé plusieurs projets, au nombre desquels on remarque les plans de ponts de trois ou de cinq arches, avec piles en pierre et arches en fer coulé. Le concours de plusieurs circonstances qu'il est inutile de rappeler en empêcha l'exécution.

En 1815, il revint à Paris occuper la place d'ingénieur en chef du département de la Seine. Pendant six ans qu'il en remplit les fonctions, il termina plusieurs travaux importants commencés par ses prédécesseurs et en entreprit de nouveaux. Le pont de Sèvres, le canal Saint-Maur, une partie des quais neufs de Paris, furent faits sous sa direction. Le pont de Sèvres avait été commencé en 1809, par M. Becquey de Beaupré, il ne fut terminé qu'en 1818. En rappelant la part qu'avait prise à sa construction Lamandé à *qui nous étions redevables déjà de la composition et de l'exécution du quai d'Austerlitz, du pont des Invalides et du pont d'Orsay*, le *Journal des Débats* s'exprimait ainsi : — « Cette construction n'a pas la hardiesse des ponts de Neuilly, de la place Louis XV et des Invalides, composés seulement de cinq arches, et où les vides sont au plein, dans le rapport de six à un ; mais il a un caractère de solidité plus grande, qui est aussi un mérite considérable dans les

monuments de cette espèce. L'uniformité de mesure des arches et le plan horizontal de la chaussée sont une beauté. »

De pareils travaux étaient bien faits pour appeler sur leur auteur l'attention du gouvernement ; aussi, quand, le 11 avril 1821, il fut nommé inspecteur-divisionnaire, nul ne songea à attribuer à la faveur un avancement qui n'était accordé qu'au mérite. Personne mieux que lui, en effet, n'était apte à remplir cet emploi. Dans le Corps des ponts et chaussées, l'inspection ne ressemble point à celle de certaines branches de l'Administration, sorte de sinécure souvent donnée comme une retraite à un fonctionnaire recommandé ; surcharge non justifiée au budget des députés, qui ne profite qu'à celui qui l'occupe, dont un roman bien connu nous a fait la spirituelle critique. Ici, au contraire, il faut, à des connaissances spéciales, joindre l'habitude du travail, la rectitude du jugement, un coup d'œil prompt et sûr. Toutes ces qualités, Lamandé les possédait à un haut degré. Elles étaient si bien appréciées, que, dans les commissions, c'était presque toujours lui qui tenait la plume. Ses rapports ont un ordre, une méthode, une netteté, une logique qui en font les modèles du genre. Quand un projet était mis en discussion, sa parole claire et sobre avait aussi une grande autorité. De la 11^e inspection, dont il avait été chargé d'abord, il passa à la quinzième et, en 1825, à la première. Dans les fonctions publiques, il n'est pas rare de rencontrer de hauts dignitaires, qui sont très disposés à faire sentir à leurs subordonnés la supériorité de grade qu'ils occupent. Lamandé n'avait rien de cette infatuation ridicule. Si, dans ses tournées,

rien n'échappait à son regard, s'il s'empressait de signaler à ceux qu'il inspectait les erreurs qu'ils pouvaient avoir commises, il le faisait toujours avec un grand ménagement et une extrême bienveillance, et tous ont conservé des rapports qu'ils ont eus avec lui le meilleur souvenir.

En dehors de ses fonctions d'ingénieur, Lamandé fut appelé à s'occuper des intérêts de la Sarthe. Membre du conseil général de ce département, nous l'y trouvons remplissant les fonctions de secrétaire à la session du mois d'août 1827.

La même année, il fut élu député par le collège départemental de la Sarthe. De ce jour, commença sa carrière politique qui ne dura guère que deux années ; nous allons l'y suivre.

Devant une chambre dont la majorité appartenait aux idées libérales, le ministère de M. de Villèle s'était retiré pour faire place au ministère de M. de Martignac. Le premier projet de loi que présenta le gouvernement eut pour but de donner satisfaction à l'opinion publique et au corps électoral. La vérification des pouvoirs des membres de la Chambre des députés avait prouvé qu'en matière électorale, le dernier ministère n'avait pas reculé devant les mesures extra-légales. Les préfets, administrateurs dociles et dévoués, avaient porté sur les listes électorales des noms qui ne devaient pas s'y trouver, et ils en avaient rayé plusieurs remplissant toutes les conditions requises pour y être inscrits, sans compter un grand nombre d'autres irrégularités qu'une exagération de zèle leur avait fait commettre. Le nouveau projet de loi avait pour but la revision annuelle

des listes électorales et du jury. Elle devait être faite dans de telles conditions, que désormais toute fraude devînt impossible. Lamandé fut nommé, par le sixième bureau, membre de la commission chargée de son examen. Le projet du gouvernement et le rapport de la commission entraînèrent une longue discussion et donnèrent naissance à un grand nombre d'amendements. L'adoption de plusieurs imprima à sa loi un caractère plus libéral et plus sincère que celui du projet.

L'art. 10 autorisait tout individu qui croirait devoir se plaindre d'avoir été indûment inscrit ou *omis* sur les listes électorales, à présenter ses réclamations. Elles devaient être faites au secrétariat de la Préfecture, à partir du 15 août, jour de la publication des listes, jusqu'au 30 septembre de la même année. Le mot *omis* ne parut pas comprendre tous les cas pouvant donner lieu à réclamation, et, sur la proposition de la commission, il y fut ajouté les mots *ou rayés*. M. Daunant, pensant que ce n'était pas encore assez, avait proposé un article additionnel, dans un sens beaucoup plus étendu. Sa rédaction, aux yeux de Lamandé, laissant à désirer, le représentant de la Sarthe proposa celle-ci : *tout individu qui croirait devoir se plaindre d'avoir été indûment inscrit, omis ou rayé, soit de toute autre erreur commise à son égard dans la rédaction des listes.*

M. Daunant se rallia à cet amendement qui fut adopté.

Les lois du 31 mars 1821 et du 27 mars 1822 n'avaient pas seulement apporté de nombreuses entraves à la liberté de la presse ; en laissant entre les mains du pouvoir la censure facultative, elles lui avaient donné le

droit de l'abolir complètement. Ce droit, le gouvernement en avait usé après la manifestation de la garde nationale. Entre l'arbitraire et la licence, il y avait un terrain qu'il eût été sage de ne pas abandonner. Le nouveau ministère le comprit ainsi ; il présenta un projet de loi qui demandait aux journaux des garanties pécuniaires et édictait des peines sévères contre les délits de la presse, mais qui n'abandonnait plus aux caprices d'un ministre une liberté précieuse dont on a tant de fois abusé, et qu'un gouvernement vraiment libéral devrait toujours chercher à contenir, sans vouloir jamais la supprimer.

Ainsi qu'il arrive toujours, le projet fut attaqué par les partis extrêmes, la gauche se plaignant de ses exigences, la droite le taxant de faiblesse.

Comme disposition financière ce projet demandait, pour tout écrit périodique, le versement d'un cautionnement, versement devant être effectué en même temps que serait faite la déclaration également exigée. Les deux formalités remplies, le journal pouvait paraître immédiatement.

Lamandé applaudissait à l'abolition de la censure facultative et félicitait le ministre de l'avoir demandée.

« Je me plais à reconnaître les intentions louables qui ont dicté la loi qui vous est proposée, disait-il, nous devons savoir gré au ministère d'avoir voulu sortir des lois d'exception pour entrer franchement dans le régime légal. Loin de nous, messieurs, la pensée de chercher à embarrasser la marche du gouvernement du Roi par la menace d'une opposition systématique, les ministres ont un moyen infaillible d'obtenir nos suffrages ; c'est

de nous présenter des lois qui soient en harmonie avec l'esprit de la charte, et de rester fermes et invariables dans les principes hiérarchiques que M. le garde des sceaux et M. le ministre de l'intérieur ont si noblement défendus dans le cours de cette discussion, car assurément l'auguste auteur de notre loi fondamentale, en proclamant la liberté de la presse, a voulu que des mesures fortes et tutélaires garantissent la monarchie contre les attaques de la licence. » Il ne voulait pas atteindre la presse sérieuse et honnête, quelles que fussent les idées qu'elle représentât, mais les écarts d'une presse malfaisante et subversive. Pour cette dernière, il eût été sans pitié.

« Quant à ceux qui vivent de scandale, qui spéculent sur les impressions que pourraient laisser dans les esprits des calomnies qu'ils sont souvent forcés de rétracter le lendemain, si la loi proposée pouvait tous les atteindre, la France vous bénirait de l'avoir délivrée de ce fléau, car, comme nous l'a dit notre honorable collègue, M. Benjamin Constant, dans la séance du 13 mars, *si les Sommités de la classe lettrée sont ce qu'il y a de plus respectable, les rangs inférieurs sont ce qu'il y a de plus abject.* » Aussi, trouvant insuffisant un article de loi qui permettait à un journal frappé de suspension par les tribunaux, de paraître le lendemain sous un autre nom, par le versement d'un nouveau cautionnement, proposait-il de n'accorder cette autorisation qu'un mois après qu'il aurait été fait. Combattue par M. Pelet de la Lozère, cette proposition ne fut pas adoptée.

Lamandé reprit la parole dans le courant de cette

importante discussion. Il aurait voulu que les poursuites à diriger, soit contre les gérants responsables, soit contre l'auteur ou les auteurs des passages incriminés, pussent être faites indistinctement devant l'un des tribunaux dans le ressort duquel le journal ou écrit périodique aurait été distribué.

Dans sa réponse, le garde des sceaux ayant affirmé que, dans son application, la loi offrait des garanties sérieuses de répression, Lamandé retira sa proposition.

M. Salverte avait demandé la suppression de l'allocation accordée jusque-là à l'École militaire de la Flèche. Comme député de la Sarthe, Lamandé prit vivement sa défense. Il rappela que l'école militaire de la Flèche était une fondation de Henri IV et que les cendres de ce grand roi reposaient encore dans ses murs ; que plusieurs de nos plus illustres généraux avaient commencé leur carrière dans cette maison ; il affirma que les enfants y recevaient une éducation morale et religieuse, qu'ils étaient astreints à une discipline sévère. L'établissement n'était-il pas, d'ailleurs, parfaitement approprié à sa destination et pouvait-il, sous ce rapport, encourir le moindre reproche ? S'il y avait des économies à faire sur les dépenses de l'état-major, économies déjà commencées, fallait-il, pour cela, adopter une mesure radicale qui amènerait nécessairement la ruine d'une école où l'armée faisait d'excellentes recrues. Il pria la Chambre de n'ajouter aucune foi à ce que l'on disait de la sévérité excessive de sa discipline. On ne devait voir, dans ces bruits, que des calomnies répandues

par des maîtres qui en avaient été justement renvoyés, calomnies dont la presse s'était faite l'écho complaisant.

Si Lamandé ne restait pas muet dans la discussion des questions politiques, il ne manquait jamais de prendre la parole, quand il s'agissait des travaux publics. La Chambre savait si bien ce que l'on pouvait attendre de ses connaissances spéciales, que, dans le bureau dont il faisait partie, il était toujours nommé membre des commissions chargées de les examiner.

Au moment de la discussion du budget de 1828, M. Salverte avait attaqué la direction générale des ponts et chaussées, disant que l'Angleterre, qui faisait de si grands travaux, savait bien s'en passer. Lamandé lui répondit en rappelant toutes les attaques auxquelles, depuis 1790, cette institution avait été en butte, attaques toujours victorieusement repoussées. Quant au dernier argument, l'exemple de l'Angleterre qu'invoquait M. Salverte : « Messieurs, disait Lamandé, la France est plus étendue que l'Angleterre, le système de ses communications intérieures est bien plus important pour elle, parce qu'il n'y a qu'un petit nombre de départements qui aient la mer pour y suppléer. Il est donc essentiel que chaque partie de ce système ne soit pas livrée aux vues et aux intérêts de localité. Ainsi le Gouvernement doit conserver la direction supérieure des travaux des routes.

« Il lui faut à cet effet des agents habiles, c'est-à-dire des ingénieurs, et vous reconnaîtrez, messieurs, que cette administration centrale est trop importante

pour n'être pas spécialement confiée à un directeur général. »

Dans la discussion du budget des dépenses, nous le trouvons encore à la tribune, pour demander que la somme de 13,724,000 fr., proposée pour l'entretien des routes, soit considérablement augmentée; le besoin de nouvelles voies de communication et les travaux de réparation qu'exigeaient les anciennes, rendaient, à son avis, ce chiffre dérisoire. Le ministre des finances avait bien promis d'y ajouter une somme importante, mais cette somme n'étant pas disponible immédiatement, et les détériorations s'augmentant avec les délais, il y avait tout intérêt à ne pas différer davantage. Il combattait donc la proposition faite par un membre d'ajourner l'allocation des crédits extraordinaires pour l'entretien des routes.

Des propositions de la Commission, il en adoptait plusieurs, et en repoussait quelques-unes. Il ne voulait pas, par exemple, que les ponts à bascule fussent supprimés, et demandait seulement que leur surveillance passât des communes à l'administration des Contributions indirectes. Il n'était pas d'avis de supprimer complètement le droit de péage sur les rivières, mais de le réduire seulement. Il démontrait que les droits de navigation sur les cours d'eau pouvaient offrir à l'État des ressources financières considérables, en même temps qu'elles donneraient au commerce des moyens de transport précieux. Pour arriver à ce résultat, il suffisait d'achever les canaux et de rendre les rivières plus navigables. Dans l'état actuel, les droits rapportaient

3,813,000 fr. et leur perception n'en comptait que 201,000. Que ne devait-on pas espérer, dans l'intérêt du budget des recettes, d'une mesure qui rendrait la navigation beaucoup plus facile ?

A M. Salverte, l'adversaire obstiné de la direction des ponts et chaussées, qui, en ce point seulement, prenant parti pour l'ancien régime, prétendait que les travaux faits par le Génie des ponts et chaussées étaient des travaux de luxe beaucoup plus dispendieux que ne l'avaient été ceux faits sous Louis XV, il répondait encore que si les dépenses de l'État, pour cet objet, étaient moins considérables au XVIII^e siècle que de nos jours, il fallait aller en chercher la cause dans une obligation que la révolution avait abolie, obligation que l'honorable député de Paris, moins que tout autre, n'était disposé à regretter, c'est-à-dire la corvée employée à l'entretien des routes. Revenant à l'Angleterre que M. Salverte prenait pour modèle, il rappelait qu'en France, l'État ne donnait pour l'entretien de la même étendue de route que les $\frac{2}{5}$ de ce que donnaient nos voisins, que chez eux encore, les transports se faisaient généralement par eau; qu'enfin les matériaux étaient de meilleure qualité. Il s'élevait aussi contre l'idée de confier à l'industrie particulière les travaux des routes, n'était pas très favorable au droit de péage accordé aux compagnies, mode d'impôt fort lourd dont l'État ne bénéficiait pas, et repoussait d'une manière absolue les concessions à perpétuité.

En 1830, il fut réélu membre de la Chambre des députés. Quelques jours après éclata la Révolution de

juillet. *Les événements qui venaient de s'accomplir ayant changé les conditions sous lesquelles il avait reçu mandat de ses concitoyens, Lamandé ne crut plus devoir exercer les fonctions de député de la Sarthe* ¹.

Il continua à servir l'État en qualité d'inspecteur divisionnaire du Génie. Le 15 avril 1835, il fut nommé inspecteur général. Le Gouvernement songeait, dans le moment, à donner une grande extension au port du Havre, et une commission dont Lamandé était le rapporteur avait pour mission de coordonner les divers projets présentés à ce sujet. Non seulement François-Laurent Lamandé avait laissé des marques durables de son passage au Havre, mais encore tous les travaux exécutés à son port depuis un demi-siècle, l'avaient été d'après ses plans. C'était une douce joie pour le fils de poursuivre l'œuvre paternelle. Il s'était donc mis au travail avec une ardeur toute juvénile, et se préparait à donner lecture à la Commission du rapport qu'il venait d'achever, quand une maladie mortelle vint l'en empêcher. Il mourut à Paris, le 1^{er} juillet 1837. Les sentiments religieux qu'il avait eus toute sa vie lui firent endurer ses souffrances avec patience et adoucirent ses derniers instants.

Lamandé était arrivé à une des plus hautes positions dans l'administration des ponts et chaussées et avait obtenu des distinctions bien méritées. Chevalier de la Légion d'honneur en 1814, il avait été nommé officier du même Ordre en 1829. Entouré, comme homme privé, de l'estime de tous ceux qui le connaissaient, il jouissait,

¹ Termes de la lettre de démission de Lamandé.

comme savant, d'une grande considération. Il tint à peu de chose qu'il n'en reçût un éclatant témoignage. En 1827, il fut candidat à l'Académie des sciences. M. Cassini présenté avec lui en deuxième ligne, tandis que M. Daru était présenté en première, l'emporta sur tous ses concurrents. En 1829, Lamandé obtint, pour la place d'académicien libre, 25 suffrages, pendant que le général Rogniat en réunissait 31. A l'élection suivante, il allait se remettre sur les rangs quand il apprit qu'il aurait pour concurrent M. le baron Costan, ancien directeur général des ponts et chaussées. Un sentiment de déférence, inspiré par leurs anciennes relations, l'empêcha de produire sa candidature. Même chose lui arriva quand, à une autre vacance, il se trouva en présence d'un de ses amis les plus intimes, M. de Bonnad. D'autres considérations l'engagèrent ensuite à se tenir à l'écart. Il allait pourtant céder aux instances de ses amis, qui lui assuraient que cette fois les portes de l'Académie lui seraient ouvertes, et se présenter de nouveau ; la mort vint l'en empêcher.

Lamandé a légué à ses successeurs de précieux travaux de cabinet. Parmi les nombreux rapports et projets laissés par lui, on remarque surtout le travail qu'il présenta pour l'achèvement des quais et ponts de Paris et pour la construction d'une nouvelle gare. Ce mémoire ne traite pas seulement de questions d'actualité, c'est un travail d'ensemble où se trouvent aussi projetés les travaux d'avenir, ceux qui lui paraissaient devoir être un jour exécutés. Pour qu'il n'y eût pas discordance dans ces travaux, pour que ces monuments fussent en parfaite harmonie, il avait dressé un plan général où

l'on remarque la pureté du goût et la fécondité d'idées qui le distinguaient. Le plan où se trouvent, avec de grands détails, les alignements des quais à construire, l'emplacement et les abords des ponts à élever, et plusieurs dessins particuliers, n'a point été enfoui, pour être oublié, dans quelque carton poudreux ; il a survécu à son auteur ; il a servi, il sert encore de guide aux ingénieurs chargés de mettre à exécution les projets dont il avait fait une étude attentive.

RENÉ LAUDONNIÈRE

Avant de commencer à écrire cette notice, il importe d'établir, puisque cela a été contesté, que René Laudonnière appartient bien au Bas-Poitou, et qu'en comprenant son nom dans nos biographies vendéennes, nous ne nous emparons pas du bien d'autrui. Longtemps sa naissance a été entourée de ténèbres, ceux qui se sont occupés de sa personne disant simplement qu'il était gentilhomme poitevin. M. Léon Guéraud et l'historien de la marine, M. Léon Guérin, ont prétendu qu'il appartenait à la famille de Goulaine. « Nous devons, a dit ce dernier, au collège héraldique de Paris, d'avoir été mis sur la voie de restituer à un capitaine fameux ses véritables noms qui avaient été défigurés par l'histoire....

« Depuis l'an 1440, on la voit (la famille de Goulaine) en possession de la seigneurie de Laudonnière, située paroisse de Vieille-Vigne, en Poitou ; le nom de Laudon-

nière ne se trouve dans aucun titre généalogique, ni dans aucun document géographique, et est évidemment la défiguration de Laudouinière.... de plus le prénom de René, qui était celui du capitaine célèbre aux événements de la Floride, lui était très commun. On trouve quatre René de Goulaine et de Laudonnière, ainsi que plusieurs René dans le *Nobiliaire* de M. de Saint-Alais. Deux de ces René appartiennent à l'époque dont nous nous occupons. Tout cela forme un ensemble de preuves plus que suffisantes. »

Ainsi, parce que la famille de Goulaine possédait, paroisse de Vieillevigne, un fief du nom de Laudouinière et que plusieurs de ses membres ont porté le nom de René, il n'en faut pas davantage à M. Léon Guérin pour affirmer que le capitaine René Laudonnière en soit issu. En vérité, M. Léon Guérin n'est pas difficile sur la nature de ses preuves. Entre la Loire et la Gironde, il y a bien cinquante fiefs du nom de Laudonnière, et s'il veut faire un voyage aux Sables d'Olonne, on lui en montrera un, situé à une lieue de cette ville, qui porte le nom de Laudonnière. On pourra encore mettre sous ses yeux des manuscrits du XVI^e siècle, dans lesquels il trouvera, habitant à l'île d'Olonne, une famille Bourdigalle, de noblesse de robe, dont plusieurs ont porté le nom de René, et parmi eux, ce qui commence à devenir significatif, *un René de Bourdigalle, sieur de Laudonnière, capitaine au service du Roi, sous le règne de Charles IX.*

Sans sortir de son cabinet, M. Léon Guérin, s'il veut bien jeter les yeux sur l'*Histoire des protestants du*

Poitou, pourra y lire, tome III, p. 47, les lignes suivantes écrites sur des notes fournies à l'auteur par M. Benjamin Fillon : « Le sieur de Laudonnière avait pour père René de Burdigale qui envoyait des navires à la pêche de la morue et s'enrichit à ce négoce. Sa mère, Marie Bouhier, appartenait aussi à une famille d'armateurs des Sables René se fit donc tout naturellement marin, et, dans un acte du 10 avril 1562, il est qualifié capitaine d'un navire de guerre au service du Roi, ce qui le tenait hors du royaume. Cette date concorde avec le premier voyage de Jean Ribaut en Amérique, voyage dans lequel ce navigateur était en effet accompagné de Laudonnière. René Burdigale était protestant, ainsi que son père, sa mère et plusieurs de ses parents maternels, et lorsque, deux ans après le retour de Ribaut, on songea à envoyer à la recherche des Français qu'il avait laissés dans le Nouveau-Monde, Coligny, qui, en qualité d'amiral, avait la direction de ces entreprises et la confiait de préférence à ses coreligionnaires, jeta les yeux sur notre Poitevin, pour conduire la nouvelle expédition. »

Nepourrions-nous pas dire à notre tour que tout cela forme un ensemble de preuves plus que suffisantes pour affirmer que le capitaine dont nous parlons n'est pas né, ainsi que l'affirme M. Léon Guérin, dans la paroisse de Vieille-Vigne, mais bien aux Sables d'Olonne ou dans ses environs. Personne donc ne m'accusera de vouloir déshériter une famille au profit d'une autre, si je prétends que le chef de l'expédition à la Floride est un membre de la famille Burdigale de Laudonnière et non un membre de la famille de Goulaine. Quoi qu'il en

soit, après la célèbre expédition dont il fut le chef, nous ne savons plus rien de Laudonnière ¹.

Est-ce à lui que Béréau adressait un sonnet ² ? Était-il un des convives que Nicolas Rapin comprenait dans un toast ³ ? Nous ne saurions le dire. Comme nous ne voulons point nous épuiser en recherches inutiles, nous ne nous en occuperons point en dehors de l'expédition de la Floride. Les relations de cette expédition sont

¹ Nous lui conservons le nom sous lequel il est généralement connu.

² Il semble à voir que Dieu, Bourdigalle, irrité
Encontre les humains les laisse à l'aventure
Errer à la merci du vent, et que la cure
Il a du gouvernail et le timon quitté. •

Car hors du droict chemin ilz sont, et d'un costé
Un vent tempestueux repousse le navire,
Un autre vent après d'austre costé le vire
Et ne le peut tenir contre eux l'ancre arrêté.

Par l'abisme des eaux le veult faire nager
L'est, et, en un destroit le veult l'oest ranger.
Que ferons-nous afin d'éviter le naufrage,

En ce danger ? Prions que le gouvernement
Dieu veuille derechef prendre, car autrement
Parvenir à bon port ne peult notre voyage.

³ Salvete, culmen inclitum Fontenice,
Tiraquelle, major patre, non avo minor,
Sidus recenter additum senatui.
Et tu, Goguete, gloriâ vincens patrem
Patrium qui bina juris olim lumina,
Et tu, Vieta, cujus insignis spiritus
Majus paterno spirat et sperat solo.
Salvete quoque, tu, *Burdigalle Candide*,
Brito relictâ mox future Auloniâ.

.....

nombreuses. Pour en tracer un aperçu, nous avons donné la préférence à l'*Histoire de la Floride, contenant les trois voyages faits en icelle, par des capitaines et pilotes français, en 1562, 1564 et 1565, décrite par le capitaine Laudonnière, plus un quatrième fait par le capitaine Gourgues, mis en lumière par Basanier. Paris, 1586.*

Les guerres religieuses qui, depuis le règne de François II, désolaient le royaume, avaient détourné la France des expéditions lointaines et des tentatives d'établissement au Nouveau-Monde, et cependant l'esprit d'aventures, l'amour des voyages et l'attrait des découvertes y restaient aussi vivaces que sous les règnes de François I^{er} et d'Henri II. Les récits qu'en faisaient tous ceux qui avaient abordé aux rivages américains, récits que l'imagination embellissait encore, étaient de nature à éveiller tous les appétits et à surexciter toutes les convoitises. Un mobile bien puissant y poussait encore. Les discordes civiles, en accumulant les ruines, avaient détruit bien des fortunes, avaient changé bien des existences. Pour combien la disette n'avait-elle pas succédé à l'abondance et la pauvreté à tous les plaisirs que donnent le luxe et l'opulence ? Que faire pour réparer tant de désastres ? Abandonner, pendant quelque temps, une patrie en proie au fléau de la guerre, passer dans un autre hémisphère, et, quand la paix serait venue fermer les plaies de la France, y revenir chargé d'or et de pierres précieuses. Tous les yeux étaient donc tournés vers un pays dont on vantait si fort les richesses. Pour les Huguenots surtout, la tentation était grande, d'abord parce que, plus que tous les autres, ils étaient animés de

l'esprit d'investigation et de recherche, et qu'ensuite, la France, loin de se donner à eux, comme avait fait l'Allemagne, les tenait en suspicion et les écartait de tous les emplois. Aussi quand l'amiral de Coligny vint proposer à Catherine de Médicis d'agrandir les États de son fils, en fondant une colonie en Amérique, vit-on accourir de tout côté, pour prendre part à l'expédition, les hommes appartenant à la religion réformée, et, parmi eux, bon nombre de gentilshommes dont quelques-uns avaient été familiers de la cour.

Coligny mit à leur tête un capitaine qui lui inspirait toute confiance, le Dieppois Jean Ribaut. Sous ses ordres se trouvait René Bourdigale de Laudonnière, qui, avant de servir l'État, comme marin, avait servi dans les armées de terre, où il s'était acquis la réputation d'un brave soldat.

Ribaut mit à la voile le 18 février 1562, et deux mois après, arriva en vue de la Floride, ainsi appelée par Juan Ponce de Léon, parce qu'il l'avait découverte le jour de Pâques fleuries.

En 1534, les Espagnols, conduits par Ferdinand Sottus, avaient tenté de s'y établir, bien plus dans l'intention d'exploiter ses mines que d'y fonder une colonie. Ferdinand Sottus y mourut sans avoir trouvé les trésors qu'on lui avait signalés.

Dix ans après, des missionnaires dominicains, animés d'un esprit tout différent, crurent que l'Évangile serait une arme de civilisation toute-puissante, et firent entendre la parole de Dieu à ces peuplades sauvages, mais leurs prédications n'eurent aucun succès et plusieurs d'entre eux furent massacrés.

Jean Ribaut était en force pour repousser une attaque, et en garde contre toute surprise. Après avoir longé la côte et doublé un petit promontoire auquel il donna le nom de cap Français, il arriva à l'embouchure d'une rivière qu'il appela rivière des *Dauphins*. A quinze lieues au delà, il en trouva une seconde plus large et plus profonde qu'il nomma rivière de *Mai*, parce qu'il y pénétra le premier jour du mois qui porte ce nom ; c'est aujourd'hui le fleuve de *Saint-Marys*. A peine y étaient-ils entrés, qu'un spectacle tout nouveau se déroula aux yeux des Français. Des forêts vierges, abondantes en gibier et en bêtes sauvages, plantées de sassafras dont l'odeur balsamique pénétrait l'atmosphère à deux lieues de distance, de grands arbres chargés de fruits, des plantes éblouissantes de fleurs, tout ce que peut offrir de beautés une nature luxuriante vint surprendre et charmer leurs regards. Bientôt les naturels du pays, grands hommes au teint olivâtre, à la chevelure abondante, agréablement relevée sur la tête, tatoués et ayant pour armes un arc et un carquois plein de flèches, parurent sur les bords du rivage.

Ces peuplades vivaient presque à l'état sauvage. L'état de nature, quoi que en aient pensé certains philosophes du XVIII^e siècle, est bien loin de constituer une vie de bonheur et de douce innocence. Dissimulés, vaillants, habiles à tous les exercices auxquels ils se livraient dès l'enfance, n'ayant de goût que pour la chasse et la guerre, ne vivant presque jamais en paix avec les tribus voisines, les Indiens étaient terribles dans le combat et féroces après la victoire. Jamais ennemi vaincu ne trouvait grâce devant le vainqueur, jamais la terre ne

recevait son cadavre sans que le scalpel eût détaché de sa tête un sanglant trophée. Adorateurs du soleil et superstitieux, ils croyaient à la magie et à la sorcellerie. Leurs prêtres exerçaient la médecine et cherchaient les moyens de guérir bien plus dans les invocations faites aux esprits, que dans les plantes médicinales qui se trouvaient partout sous leurs pas. Comme tous les peuples envers qui la nature a été prodigue de ses dons, ils ne s'adonnaient guère à la culture de la terre, et se contentaient le plus souvent de ce qu'elle produisait spontanément. Quelquefois pourtant ils semaient du mil, des fèves, des citrouilles dont ils faisaient deux récoltes par an. Il régnait chez eux une sorte de communisme. Les produits de la terre étaient portés dans la maison publique et partagés suivant la qualité de chacun. L'hiver, leur nourriture se composait de glands, de poissons, de gibier. Pour tout abri, ils n'avaient que quelques misérables cabanes construites en bois, cabanes tout à fait insuffisantes pour les garantir des intempéries des saisons. Leurs cérémonies étaient nombreuses ; quand un roi venait à mourir, c'était un grand deuil, non seulement pour ses sujets, mais pour tous les rois ses amis. La coupe dans laquelle il avait l'habitude de boire était mise sur sa tombe, et le lieu de sa sépulture entouré de flèches. Les femmes et les hommes sacrifiaient la moitié de leur chevelure qu'ils y apportaient ; pendant trois jours et trois nuits l'on n'entendait que sanglots et gémissements.

Après quelques moments d'hésitation, les Indiens, croyant remarquer des dispositions pacifiques chez les étrangers dont ils recevaient la visite, n'attendirent pas

leur débarquement : ils s'avancèrent dans la rivière, au-devant d'eux. Des témoignages de la plus vive amitié furent échangés, et lorsque Ribaut mit pied à terre, de nombreuses acclamations se firent entendre sur tout le rivage. Le premier soin du capitaine français fut de s'avancer vers un monticule voisin, pour y prendre possession du pays, au nom du Roi, et y construire une colonne sur laquelle il grava les armes de France. Ribaut ne resta pas longtemps à cette première étape. Après les cadeaux donnés et reçus et la promesse de se revoir, il continua son voyage. La même affluence d'Indiens l'attendait sur l'autre côté de la rive. Les rois du voisinage, prévenus de son arrivée, s'y étaient transportés pour le haranguer et l'assurer de leurs bonnes dispositions à son égard. La réception fut des plus cordiales. Les Indiens apportèrent aux Français des fruits et du poisson ; ceux-ci leur donnèrent des étoffes, et l'on ne se quitta pas sans s'être prodigué les plus vives assurances d'amitié.

De nombreuses rivières arrosent la Floride. En souvenir de la France, Ribaut donna le nom de Seine, de Somme, de Loire, de Charente, etc., à celles qu'il rencontra. Une, bien plus grande et bien plus profonde que toutes les autres, s'étant offerte à ses regards, il l'appela Port-Royal et résolut d'en explorer les rives. La rivière abondait en poissons, ses bords étaient couverts de gibier, le pays qu'elle traversait paraissait d'une admirable fertilité, tout conviait à y fonder une colonie. En remontant la rivière, Ribaut trouva un grand nombre d'Indiens qui s'enfuirent d'abord à son approche. Mais quand on leur eut fait comprendre, en leur montrant

des présents, que l'on arrivait en amis, leur frayeur se changea en grandes démonstrations de joie. Il y eut encore là échange de bons procédés, les Indiens promettant aux Français de leur donner à leur retour, pour prix de quelques cadeaux, une grande quantité de perles et d'argent. Bien que le lieu parût très propice pour y fonder un établissement, Ribaut voulut pourtant pousser encore plus loin et s'assurer s'il n'en trouverait point de plus favorable. En suivant la côte, il aperçut une rivière sur les bords de laquelle il construisit une colonne semblable à celle qu'il avait élevée en abordant aux côtes de la Floride. Plus loin, il découvrit une petite île ombragée par des cèdres, et que, pour cette raison, il appela l'île aux Cèdres. Il avait promis à une reine qu'il avait visitée quelques jours auparavant, de prendre à son bord deux Indiens dont le plus grand désir était de voyager avec lui. Pour tenir sa promesse, il revint sur ses pas. Enchantés de se trouver avec Ribaut et fort reconnaissants des attentions qu'il avait pour eux, ses deux nouveaux amis lui dirent qu'il y avait, vers le nord, une contrée appartenant au roi Chicola, où l'or, l'argent et les pierres précieuses se trouvaient en abondance. Mais, chez eux, le goût des voyages fut de courte durée. Dans la crainte sans doute que les Français ne vinssent à reconnaître tout ce qu'il y avait d'exagéré dans leur récit, ils demandèrent à être débarqués, et comme on n'accédait pas à leur désir, ils s'emparèrent du canot et s'enfuirent. Ribaut, persuadé que les trésors du roi Chicola étaient un leurre, choisit la côte de Port-Royal, pour y fonder une colonie, nulle autre partie de la Floride ne lui paraissant offrir plus d'avantages. Il

réunit ses hommes, les harangua en style de l'époque, c'est-à-dire en empruntant ses modèles aux Grecs et aux Romains. et fit appel aux gens de bonne volonté. Il s'en présenta beaucoup ; mais tous ceux qui voulurent en tenter l'entreprise, le supplièrent de construire un fort avant son départ, et d'y laisser des munitions pour qu'ils pussent se défendre, s'ils venaient jamais à être attaqués. C'était aussi la pensée de Ribaut. On fit choix du lieu le plus facile à fortifier, et les travaux, dirigés par Laudonnière et le capitaine Salle, furent poussés avec une telle activité, qu'ils se trouvèrent terminés en quelques jours. Cette petite citadelle fut appelée Charles-Fort, du nom du roi Charles IX. Tout étant prêt pour le départ, Ribaut fit ses adieux aux compagnons qu'il laissait loin de lui, leur recommanda de se montrer toujours obéissants aux ordres de leur chef, le capitaine Albert, et de vivre en bonne intelligence entre eux, leur promettant de ne pas les oublier. Il espérait que Charles IX, heureux de ses découvertes, lui viendrait en aide et qu'il pourrait revenir bientôt avec tous les éléments propres à fonder une puissante colonie.

Dans les premiers mois, tout se passa bien à Charles-Fort. Le capitaine Albert ayant fait bon accueil à un Indien qu'il avait rencontré à la chasse, celui-ci lui proposa de le conduire chez le roi son maître qui serait enchanté de faire sa connaissance. La proposition fut acceptée, et les relations des Français avec les Indiens s'étendirent rapidement. Cinq rois du voisinage se disputèrent leur amitié et les invitèrent à toutes leurs fêtes. Malheureusement les plaisirs et l'espoir du prochain retour de Ribaut les rendirent imprévoyants ; ils ne

songèrent ni à ensemençer les terres, ni à faire des approvisionnements. Quand ils s'aperçurent que les vivres commençaient à leur manquer, ils s'adressèrent à leurs voisins. Ceux-ci donnèrent ce qu'ils purent, mais, habitués eux-mêmes à ne pas s'approvisionner et à vivre de peu, ils ne purent fournir à tous les besoins des Français. Touchés de leur détresse, les Indiens leur procurèrent des guides pour les conduire auprès d'un roi puissant, nommé Covecxis, dont les magasins étaient bien pourvus, et auparavant, chez son frère Ouadé qui, lui aussi, était fort en état de les secourir. Après quelques jours de navigation, ils arrivèrent près du roi Ouadé, dont ils reçurent une quantité de mil et de fèves suffisante pour en remplir une barque. Ouadé leur donna en outre des couvertures et se montra disposé à les assister en toute circonstance.

De retour à Charles-Fort, les Français dormaient tranquilles sur l'avenir, quand, pendant la nuit, le feu prit à leurs habitations et les détruisit complètement ainsi que les grains qu'ils y avaient apportés. Sans vivres, sans abri, leur position devint affreuse. Les Indiens vinrent bien à leur secours et les aidèrent à reconstruire ce que l'incendie avait dévoré ; mais ce n'était pas tout que d'être à couvert, un besoin plus impérieux, la faim, se faisait sentir de nouveau. Les Français tournèrent encore un regard suppliant du côté du roi Ouadé qu'ils trouvèrent dans les mêmes dispositions bienveillantes où ils l'avaient laissé. Comme il avait lui même épuisé ses ressources, il s'adressa à son frère Covecxis qui mit des vivres à sa disposition. Ses bons offices ne s'arrêtèrent point là, il retint tout un jour

les Français pour les fêter et leur faire cadeau de perles précieuses. En outre, il leur donna des indications sur une contrée située à dix jours de marche de ses États, où ils devaient en trouver en abondance. Ces récits, en éveillant l'ambition de plusieurs, mirent la discorde dans la petite colonie, les uns voulant aller sans retard à la recherche des trésors, les autres trouvant qu'il était plus sage de retourner à Charles-Fort. En paix et en bonne amitié avec leurs voisins, ils se divisèrent entre eux. Au lieu de chercher à ramener la concorde, le capitaine Albert, par une sévérité excessive, vint tout perdre. Il fit pendre un homme pour une faute qui ne comportait pas un pareil châtement, et en jeta un autre sur une île déserte où il serait mort de faim, si ses camarades ne fussent pas venus à son secours. Les choses en vinrent à ce point que les soldats se mutinèrent, s'emparèrent de leur chef et le mirent à mort. Ils élurent à sa place un Français du nom de Nicolas Barré qui se montra digne de leur confiance.

Les secours de la France se faisaient toujours attendre, et rien n'annonçait leur prochaine arrivée. Chaque jour, les malheureux Français demandaient aux flots si Ribaut n'allait point revenir et nulle voile ne paraissait à l'horizon. Cette maladie, pleine de tristesse et d'abattement, que l'on appelle la nostalgie, s'empara de toutes les âmes, et, plutôt que de différer plus longtemps, ils préférèrent braver les dangers d'une longue traversée. Avec quelques outils imparfaits, ils construisirent un navire, empruntèrent aux arbres une mousse parasite pour en faire les cordages, disposèrent du peu de linge qui leur restait pour fabriquer des voiles,

et, avec le secours de leurs bons amis les Indiens, vinrent à bout de compléter les agrès. Ce ne fut pas sans attendrissement et sans la promesse de se revoir un jour, que l'on se sépara de ces populations dont les habitudes féroces s'alliaient à des instincts généreux.

Dans leur impatience et leur ardent désir de revoir la France, les malheureux avaient oublié qu'ils en étaient séparés par quinze cents lieues et qu'ils s'exposaient à toutes les horreurs de la faim, en ne s'approvisionnant pas d'une quantité suffisante de vivres. Ils emportèrent ce qu'ils purent, sans calculer toutes les heures qu'il leur faudrait passer sur la mer. Un long calme y ajouta encore, et les approvisionnements, si fort au-dessous des besoins, ne tardèrent pas à être consommés. Ils en vinrent à manger le cuir de leurs souliers, et bientôt cette nourriture même leur manqua. Alors, l'abattement succéda à l'espérance et devint tel qu'ils ne prirent plus la peine de vider l'eau que la construction imparfaite du navire laissait pénétrer dans la cale. La mort devait être la fin prochaine de leurs maux, quand l'un d'eux, nommé Lachèze, le même qu'ils avaient délivré de son cruel exil, ranima les courages en assurant que la terre ne pouvait pas être éloignée et que, dans trois jours tout au plus, ils y seraient arrivés. Ce temps s'étant écoulé sans que la terre eût été signalée, il fut résolu qu'un homme serait sacrifié pour nourrir les autres. On allait demander au sort une victime, quand Lachèze se dévoua et tendit la gorge au fer de ses camarades.

Cette scène horrible aurait été suivie de plusieurs autres du même genre, si enfin on n'avait pas aperçu, en

même temps, la terre si désirée et un navire qui s'avancait. Le navire appartenait à l'Angleterre, et à son bord se trouvait un matelot français qui, dans un précédent voyage, avait accompagné Ribaut à la Nouvelle-France. Les Anglais prirent en pitié les pauvres affamés, leur donnèrent à boire et à manger et mirent à terre ceux dont la faiblesse du corps exigeait un repos absolu. Ils conduisirent les autres auprès de la reine d'Angleterre, qui, dans ce moment, méditait une expédition contre la nouvelle France.

La guerre civile avait retardé l'envoi des secours promis à la petite garnison de Charles-Fort. Coligny ne l'avait pourtant point perdue de vue ; aussi profita-t-il d'un moment d'apaisement, pour faire accepter à Charles IX une tentative sérieuse de colonisation, là où il n'y avait encore qu'une prise de possession.

Laudonnière avait fait ses preuves dans la campagne précédente, la nouvelle expédition lui fut confiée. Le roi mit à sa disposition trois navires et une somme de cent mille francs qu'il lui promit de renouveler chaque année. Le nouveau chef s'entoura d'une jeunesse aventureuse et entreprenante. Ses soldats furent tous des hommes aguerris et endurcis aux fatigues. Comme il s'agissait non pas d'un voyage de curiosité et d'agrément, mais de la fondation d'une colonie, il prit aussi à bord de ses navires des pères de famille avec femmes et enfants.

Comme en 1562, tous ceux qui composaient l'expédition appartenaient à la religion réformée. Parti du Havre, le 22 avril 1564, Laudonnière fit voile vers les Canaries, s'arrêta à Ténériffe pour faire de l'eau et

arriva sans accident aux Antilles. Là, il prit terre de nouveau pour s'approvisionner de fruits que les Indiens lui apportaient. Malheureusement un acte de maraudage faillit amener une collision entre les Français et les gens du pays. Surpris par les Indiens au moment où ils pillaient un jardin, deux des hommes de l'expédition furent poursuivis par les propriétaires, et l'un d'eux ayant été atteint, fut frappé si violemment qu'il resta sur place. Les Français en ressentirent une grande colère, et le lieutenant d'Ottigny en aurait tiré une vengeance éclatante, si Laudonnière, craignant avec raison que les représailles ne prissent des proportions de nature à retarder l'expédition et peut-être à en faire manquer le but, n'avait pas donné l'ordre de lever l'ancre et de partir sans plus de retard. Il arriva à l'embouchure de la rivière Saint-Jean le 22 juin. Les premiers Indiens qui l'aperçurent poussèrent de grands cris de joie et firent de tels efforts pour le retenir qu'il lui fallut presque leur faire violence pour continuer sa route. Le lendemain, il arriva dans la rivière de Mai. Ayant remarqué sur les bords un lieu qui lui parut propre à s'y établir, il descendit à terre avec ses officiers pour l'examiner de plus près. Les Indiens le reconnurent et se pressèrent autour de lui. Le paraousi Satouriona s'étant avancé à la tête de ses sujets, s'empressa de montrer encore debout la colonne qu'avait élevée Ribaut. Non seulement il l'avait respectée, mais elle était devenue l'objet d'une sorte de culte dans le pays. Satouriona était accompagné de ses fils qui, avec toute la vivacité de la jeunesse, témoignèrent du plaisir qu'ils avaient à voir les Français. Sur l'ordre de son père, l'un d'eux donna à Laudonnière un

lingot d'argent et en reçut en échange une serpe dont il parut très satisfait. La nuit étant venue, il fallut rentrer sur les vaisseaux. Le lendemain, Laudonnière retourna auprès du roi qu'il trouva entouré de quatre-vingts Indiens et revêtu de son costume cérémonial. Il était enveloppé dans une peau de cerf peinte de différentes couleurs, affectait une grande dignité et paraissait plein de l'importance de son rôle. Laudonnière lui fit comprendre que son intention était de remonter la rivière, mais qu'il comptait y mettre une telle diligence, qu'il serait bientôt de retour auprès de lui. Le roi ne fit aucune opposition à son départ et ne parut nullement voir d'un mauvais œil la reconnaissance que les Français faisaient du pays. Laudonnière, toujours accompagné d'Indiens qui le suivaient le long du rivage et ne cessaient de faire entendre le mot *ami*, mit pied à terre après avoir remonté la rivière. Quelques-uns de ses hommes, à la tête desquels était d'Ottigny, ayant pénétré dans un bois, se trouvèrent en présence de cinq Indiens qui, en les voyant, parurent d'abord avoir quelque inquiétude. Les Français les rassurèrent, et ayant remarqué à son costume que l'un d'eux paraissait supérieur aux autres, ils lui firent comprendre que d'Ottigny était leur chef. Tous deux s'abouchèrent alors et furent bientôt dans les meilleurs termes. Le paraousi donna l'assurance à d'Ottigny qu'il serait flatté de le recevoir, lui et ses gens, pour sceller une alliance éternelle ; et, comme gage d'amitié, il lui fit présent de la peau dont il était revêtu. L'invitation était faite de trop bonne grâce pour être refusée. Les deux nouveaux amis s'acheminèrent ensemble vers la demeure royale dont la splendeur n'égalait pas tout à fait celle des pa-

lais de l'Europe. Les avenues n'en étaient pas sablées, et comme pour ceux qui ne connaissent pas le terrain, il y avait danger d'enfoncer jusqu'au cou, les Indiens le portèrent sur leurs épaules. A son approche, un concours extraordinaire d'hommes et de femmes se porta au-devant de lui, fêtant les Français et les accueillant comme des frères. Le premier soin du paraousi fut de conduire d'Ottigny auprès de son père pour lequel il paraissait avoir une grande vénération. Ce vieillard aurait pu dire à sa fille ce que, plus tard, la marquise de Créquy disait à la sienne ¹, car la famille dont il était entouré ne comprenait pas moins de cinq générations. Il fit à d'Ottigny une réception princière et voulut qu'un de ses petits-enfants, avec une nombreuse escorte, le reconduisît jusqu'auprès de Laudonnière. Les Français redescendirent ensuite la rivière et retrouvèrent le premier paraousi qui attendait leur retour. On débarqua, et après force compliments, Laudonnière reçut en cadeau la peau de cerf peinte dont nous avons parlé. Mais le chef de l'expédition française tenait beaucoup plus aux lingots d'argent qu'à toutes les peaux de cerf de la Floride; aussi demanda-t-il à son généreux hôte de quelle contrée venait celui qu'il lui avait donné. Le roi lui répondit qu'il l'avait enlevé à Thémogona, l'un de ses plus grands ennemis. Dans l'espoir d'en faire une ample moisson, Laudonnière lui offrit de l'aider de ses troupes pour l'aller combattre, ce que l'autre n'eut garde de refuser; il lui promit, en retour, autant d'or et d'argent, qu'il en pourrait souhaiter.

¹ Ma fille, allez dire à votre fille que la fille de sa fille pleure.

On a pu voir que les Français n'avaient trouvé dans la Floride que des amis. Mais, pour être sincères, les protestations des Indiens n'étaient pas complètement désintéressées. En guerre avec leurs voisins, il leur importait de se ménager de puissantes alliances, et celle des étrangers n'était pas à dédaigner. Les avances qu'ils nous faisaient avaient donc un but qu'il était facile d'apercevoir. D'un autre côté, tous ceux qui avaient accompagné Laudonnière n'avaient entrepris un si long voyage que dans l'espoir de faire fortune. Peu scrupuleux sur les moyens qui devaient y conduire, la meilleure cause, à leurs yeux, était celle qui leur offrait le moyen de s'enrichir davantage. Au lieu donc de vivre en paix avec tout le monde, ce qui était le plus sage, ils se laissèrent entraîner à prendre parti dans des guerres auxquelles ils auraient dû rester étrangers.

Laudonnière, comme nous venons de le voir, avait quitté son dernier allié en lui faisant et en recevant de lui les plus magnifiques promesses. Avant de les mettre à exécution, il voulut continuer le cours de ses explorations. Arrivé à la rivière de la Somme, il rencontra le paraousi de la contrée, qui s'avavançait au-devant de lui. Ses cinq filles, toutes également belles, et sa femme l'accompagnaient. La reine offrit à Laudonnière quelques boules d'argent, et son époux, en signe d'alliance éternelle, lui fit don de son arc et de ses flèches, comme il avait fait à Jean Ribaut.

Le roi indien ne connaissait point les armes à feu et se montrait très curieux de savoir quelles pouvaient être leur puissance et leur portée. Quand il eut vu l'effet qu'elles produisaient, il en fut tout attristé ; il ne s'était

pas imaginé qu'il y eût au monde des armes supérieures aux siennes.

Il fallait pourtant s'occuper d'un établissement. Laudonnière assembla ses hommes et les consulta sur une question aussi importante. En faisant de nouvelles explorations, on découvrit une vallée délicieuse à laquelle les soldats donnèrent le nom de Laudonnière; et, après mûr examen, on tomba d'accord sur l'emplacement le plus favorable pour s'y loger et y construire un fort. On le choisit entre les rivières Saint-Jean et de Mai, à deux lieues à peu près de la mer. Laudonnière voulut qu'en l'honneur du roi de France, il fût appelé *la Caroline*. Avant toute chose, de ferventes prières furent adressées à Dieu, pour qu'il bénît les travaux et assurât le succès de l'entreprise. On se mit ensuite à l'œuvre avec un tel entrain, qu'au bout de quelques jours, les retranchements s'élevaient déjà au-dessus du sol. Loin d'en prendre ombrage, le paraousi de la contrée vint, avec ses enfants, présider aux travaux. Il aida les Français autant qu'il le put, et ce furent ses sujets qui firent avec des palmiers la couverture de la grange. Les choses n'allèrent pourtant pas toujours aussi bien que Laudonnière l'avait espéré. Le fort était construit et la maison d'habitation allait être achevée, quand un coup de vent la renversa. Il fallut la relever, et pour n'être pas exposé à un autre accident de même nature, on lui donna moins d'élévation.

Il tardait à tout le monde d'en avoir fini de ce côté, car personne n'avait oublié l'or et l'argent de Thimogona que son ennemi le paraousi Satouriona avait fait miroiter aux yeux éblouis de d'Ottigny. Laudonnière préférerait

arriver à ses fins par des moyens pacifiques plutôt que par la guerre. Il confia la nouvelle expédition à son lieutenant, lui donnant pour instruction d'agir de ruse auprès de Satouriona, de demander des guides sous prétexte d'aller combattre son ennemi, mais en réalité pour s'entendre avec lui, le réconcilier avec ses voisins, et, pour prix de sa médiation, obtenir la concession de mines que les Français pourraient exploiter tout à leur aise, pendant le calme de la paix. Satouriona donna les guides qu'on lui demandait. Ceux-ci ayant rencontré un parti ennemi, l'auraient attaqué, si d'Ottigny, à leur grand étonnement, ne les en avait pas empêchés. Ils ne comprenaient rien à cet ordre, si contraire à leur attente ; mais d'Ottigny, comme nous venons de le dire, devait faire ses conquêtes par la persuasion plutôt que par les armes. Il avait entre les mains tout ce qu'il fallait pour cela. C'étaient des marchandises européennes dont les Indiens se montraient aussi avides que les Français, des métaux précieux. A leur vue, les plus hostiles et les plus craintifs revinrent sur leurs pas et entourèrent de nouveau le séducteur. Aux demandes des Indiens, d'Ottigny opposait toujours la même réponse. Conduisez-moi où il y a de l'or, et je vous donnerai tout ce que vous voudrez. Les indigènes alors lui parlèrent du roi Myrrha, riche par dessus tous les autres, en or et en argent, dont ils offraient de lui faire la connaissance. Sur leurs indications, un de ses soldats consentit à se rendre auprès de Myrrha, pendant que d'Ottigny retournait à la Caroline rendre compte à Laudonnière du résultat de sa mission. Quinze jours après, le chercheur d'or n'ayant pas reparu, Laudonnière, pour savoir ce qu'il

était devenu, dépêcha Vasseur, capitaine d'un de ses navires, avec un sergent et quelques hommes. Informés par les Indiens que le soldat dont ils cherchaient la trace ne se trouvait point chez le roi Myrrha, mais bien chez Molona, vassal d'Outina, ils dirigèrent leurs pas de ce côté. Vasseur l'y rencontra, occupé de ses propres affaires, et ayant recueilli par son trafic cinq ou six livres d'argent. Molona reçut très bien les nouveaux venus, leur donna les fêtes les plus brillantes auxquelles parurent neuf rois de son voisinage, tous vassaux du puissant Outina qui en comptait plus de quarante. Outina étant aussi en guerre avec des souverains jaloux de sa grandeur, Molona entama avec les Français des négociations, dans l'intention d'une alliance avec son suzerain, affirmant qu'il recevrait en retour plus d'or qu'il n'en pourrait porter. Vasseur ne voulut point demeurer en reste. Il répondit que Laudonnière, dont il exagéra beaucoup les forces, enverrait certainement à Outina tous les secours dont il pourrait avoir besoin. On se sépara avec de belles paroles et des promesses trompeuses. Comme Vasseur descendait la rivière pour retourner à la Caroline, un coup de vent le jeta sur les terres de Satouriona que d'Ottigny avait trompé en lui donnant l'assurance qu'il combattrait son ennemi Thimogona. Satouriona pensant que Vasseur revenait de cette expédition, celui-ci n'eut garde de le détromper, seulement il lui dit qu'il n'avait pas pu, ainsi qu'il se le proposait, exterminer tous ses ennemis, parce qu'à son approche, les soldats de Thimogona s'étaient jetés dans les bois où il lui avait été impossible de les aller chercher. A cette nouvelle le contentement du paraousi éclata en trans-

ports joyeux, et pour que rien ne manquât à la fête qu'il donna à Vasseur, un Indien, pendant les danses, en frappa un autre de deux coups de poignard. Fidèles aux termes du programme, les femmes ne manquèrent pas de pousser de grands gémissements, accompagnement ordinaire de ces sortes d'exécution. Elles ne se contentèrent même pas d'arroser la victime de leurs larmes ; l'ayant étendue sur une natte de roseaux, aux pieds du roi, elles se précipitèrent sur son corps et cherchèrent à le ranimer par des frictions énergiques. Les Français croyaient au châtiment d'un grand coupable, ils apprirent que c'était un accessoire obligé de la cérémonie, que cela ne se passait jamais autrement quand le roi ou ses alliés revenaient d'une campagne, sans rapporter la tête de leurs ennemis.

Le frère du Paraousi ne paraissait pas avoir une confiance sans borne dans les récits de Vasseur, il lui demanda même à voir son épée, pour s'assurer si elle était bien teinte de sang. Comme la lame se trouvait être d'une entière blancheur, Vasseur lui dit qu'il s'était conformé aux usages de la France, en l'essuyant après le combat. L'Indien n'en demanda pas davantage, mais parut médiocrement satisfait de sa réponse.

Deux mois après, Satouriona envoya vers Laudonnière, pour le mettre en demeure d'exécuter ses promesses et lui demander des secours. Laudonnière eut recours à des faux-fuyants, il déclara qu'il lui fallait du temps pour les préparatifs, promettant que dans deux lunes il serait prêt à marcher. De ce jour, dans le cœur de Satouriona, le sentiment de l'amitié fit place à celui de la défiance, il se décida à faire seul l'expé-

dition contre Thimogona. Après des invocations au soleil, pour lui demander la victoire, ses troupes entrèrent sur le territoire ennemi. Elles se divisèrent en deux corps, l'un se rendant par eau, l'autre par terre, à l'attaque d'un village qu'elles espéraient surprendre. Le succès répondit à leur attente. Assailli, au moment où ils s'y attendaient le moins, les soldats de Thimogona furent presque tous tués et les vainqueurs ne manquèrent pas de scalper leur tête. Toutes les chevelures furent plantées sur des piques, comme des trophées, devant la tente de Satouriona, au milieu d'un étrange mélange de danses, de cris de joie, de prières, de pleurs et de gémissements.

Quoiqu'il n'eût pris aucune part à cette campagne, Laudonnière, en qualité d'allié, n'en demanda pas moins à Satouriona deux de ses prisonniers qui se trouvaient être des sujets d'Outina avec lequel il désirait entretenir de bonnes relations. A une demande aussi inattendue, le paraousi opposa un refus net et presque outrageant. Laudonnière ne se contenta plus. A la tête de vingt hommes, il s'avança au milieu des Indiens, exigeant impérieusement la remise des deux prisonniers. Intimidé par son attitude, le paraousi répondit qu'ils s'étaient enfuis. Mais Laudonnière insista en tels termes, qu'ils lui furent amenés. Satouriona, dissimulant sa colère, envoya des fruits et des vivres aux Français, tout en se promettant bien de tirer vengeance de l'offense qui lui était faite. Laudonnière le remercia de ses présents, et lui fit connaître que son désir était d'arriver à une pacification générale. Le paraousi n'y fit aucune objection, et parut même approuver ce projet.

C'était du côté d'Outina qu'allaient maintenant se tourner les Français. Laudonnière, dans l'espoir de trouver en lui un aide puissant pour la découverte des mines d'or, objet unique de ses préoccupations, lui renvoya ses deux prisonniers. Le capitaine Vasseur, après les lui avoir conduits, remonta la rivière jusqu'à quatre-vingts lieues du Fort de la Caroline, et arriva à un village où les Indiens lui montrèrent les dispositions les plus amicales. Outina attendait les Français à leur retour. Quand il les aperçut, il s'avança à leur rencontre, les suppliant de demeurer et de l'aider à faire la guerre à un de ses ennemis appelé Potavou. Il n'est pas besoin d'ajouter qu'il promit de récompenser magnifiquement leurs services. Les Français voulaient quelque chose de plus positif que des promesses, ils se laissèrent pourtant encore prendre à celles-ci. La paix ne leur ayant pas donné les trésors, objets de tous leurs rêves, ils ne demandèrent pas mieux que de les chercher dans la guerre. Pendant que Vasseur retournait auprès de Laudonnière, pour l'informer de l'état des choses, l'enseigne d'Arlac, avec ce qu'il avait de monde, se mettait à la disposition d'Outina. Les gens de Potavou que l'on croyait surprendre étaient sur leur garde, mais le bruit de la mousqueterie, nouveau pour eux, vint porter la terreur dans leurs rangs. Dès le commencement de l'action, un de leurs chefs étant tombé comme frappé par la foudre, ils prirent la fuite, et la victoire d'Outina fut complète. Huit jours après, Laudonnière envoyait une barque au-devant de d'Arlac et de ses soldats. Quelques rares lingots d'or et d'argent, des peaux peintes, des vivres et des protestations sans fin de dévouement, ce fut tout ce

qu'il recueillit d'une expédition qui promettait de si magnifiques résultats.

Comment donc arriver aux trésors que ni la paix ni la guerre n'avaient pu procurer aux Français ? Un d'eux nommé Laroquette, persuada à ses camarades que rien n'était plus facile. Il leur dit que la nature n'avait point de secrets pour lui, et qu'à l'aide de la magie, il les enrichirait tous. Séduits par sa promesse, des soldats à la tête desquels était un nommé Le Genre dans lequel Laudonnière mettait toute sa confiance, décidèrent qu'il fallait, de gré ou de force, obtenir son consentement et, s'il se refusait à leurs désirs, élever un autre chef à sa place. Le Genre fut chargé de lui en faire la signification. A cette sommation, Laudonnière répondit qu'avant de s'aventurer ainsi au milieu de peuplades dont quelques-unes commençaient à devenir hostiles, il fallait mettre le fort en bon état de défense, et que les intérêts de l'État devaient passer avant les intérêts particuliers. Les conjurés ne l'entendaient pas ainsi. Cependant, comme ils ne voulaient pas mettre immédiatement à exécution leur projet criminel, ils se mirent à l'ouvrage. Laudonnière donnait l'exemple du travail ; il y mettait même une telle ardeur qu'il en tomba malade. Comme il était loin de supposer que Le Genre fût capable de trahison, il continua à l'appeler dans son intimité. Celui-ci pourtant n'avait pas cessé de diriger le complot ; mais, craignant que des moyens violents n'amenassent une collision qui pourrait ne pas tourner à son profit, il préféra se défaire de son chef, sans bruit, et pour cela avoir recours au poison ; l'apothicaire auquel il s'adressa

n'ayant pas voulu lui en livrer, il cacha sous le lit de Laudonnière un baril de poudre, dont l'explosion devait le délivrer de celui qui gênait ses desseins. Cette fois encore, son projet échoua. Un gentilhomme auquel il avait remis, pour être publié en France, un écrit plein de calomnies contre Laudonnière et d'Ottigny, dénonça le traître. Laudonnière alors rassembla tous ses hommes, leur donna connaissance de l'infâme libelle qu'il avait entre les mains, et, pour rétablir la vérité des faits, invoqua leurs témoignages. Convaincu de mensonges et de machinations infernales, Le Genre s'enfuit dans les bois, et manifesta par la suite un grand repentir de son crime.

Les excursions recommencèrent. Un gentilhomme nommé Laroche-Ferrierei se rendit chez Outina pour tâcher de découvrir les fameuses mines dont on parlait toujours, sans jamais les rencontrer. Il y resta cinq ou six mois, bien reçu dans les villages où il se présentait, mais sans recueillir autre chose que des promesses dont les Indiens se montraient toujours prodigues. Pendant ce temps, de sourdes menées continuaient au fort de la Caroline. Le capitaine Bourdet qui retournait en France, prit à son bord, sur la prière de Laudonnière, sept ou huit des plus mutins qu'il emmena avec lui. Il en laissa un plus grand nombre qui étaient tout aussi dangereux. Comme il leur fallait de l'or à tout prix et que, jusque-là, ils marchaient de déceptions en déceptions, ils résolurent d'enlever les barques que Laudonnière avait construites, dans l'espoir de faire un grand butin, en parcourant les mers des Antilles. S'étant adjoint deux charpentiers, ils profitèrent de l'ordre

qu'ils avaient reçu d'aller chercher de la pierre à une ou deux lieues du fort, pour mettre leur projet à exécution. Ils s'emparèrent en effet d'une barque, et coupèrent les amarres des autres, pour qu'elles dérivassent et que toute poursuite contre eux devînt impossible. Le succès couronna d'abord cette coupable entreprise. Les pirates s'emparèrent d'un bâtiment espagnol où ils trouvèrent beaucoup d'or et beaucoup d'argent, mais les vivres leur ayant manqué, ils furent obligés de relâcher à la Havane.

Cet événement arriva précisément au moment où Laudonnière se disposait à s'embarquer lui-même. Il se hâta de faire construire de nouvelles embarcations, mais elles n'étaient pas encore achevées, qu'une nouvelle conspiration éclatait parmi les soldats et les matelots. Sous prétexte d'aller chercher des vivres qui commençaient à leur manquer, mais dans une toute autre intention, ils présentèrent une requête à Laudonnière, tendant à en obtenir l'autorisation. Leur projet était de croiser sur les côtes du Pérou et des Antilles, pour s'emparer de quelque riche cargaison. Laudonnière ne s'y laissa pas prendre. Il leur répondit d'être sans inquiétude, qu'il était sûr de trouver dans le pays des ressources suffisantes pour subvenir à tous les besoins. Les conjurés firent semblant de se soumettre, mais huit jours après, profitant d'une maladie qui l'empêchait de sortir, ils résolurent de s'emparer de sa personne. Averti, par son lieutenant, du complot qui se tramait contre lui, Laudonnière manda aux soldats qu'ils eussent à lui faire connaître leurs intentions. Cinq d'entre eux entrèrent alors dans sa chambre et lui déclarèrent qu'ils exigeaient ce qu'ils lui avaient d'abord demandé sous la forme d'une

supplique, à savoir : la liberté d'aller chercher des vivres. Aucune observation, aucune remontrance, ne put les ramener au sentiment du devoir. Comprenant bien qu'il n'en pourrait rien obtenir, Laudonnière voulut les faire accompagner du capitaine Vasseur et d'un sergent. La révolte éclata aussitôt. Les mutins se démasquant, mirent la main sur tout ce qu'ils rencontrèrent, arrêtaient Laudonnière et l'envoyèrent prisonnier sur un des deux navires qui se trouvaient dans la rivière. En même temps, ils désarmèrent tous ceux qu'ils savaient lui être restés fidèles. Quinze jours se passèrent ainsi, sans qu'ils pussent obtenir de Laudonnière l'autorisation qu'ils lui demandaient. Le seizième jour enfin, ils lui présentèrent un congé à signer, le menaçant de le mettre à mort, en cas de refus. Il ne céda que le couteau sous la gorge. Les révoltés ne furent pas plutôt munis de cette pièce, qu'ils s'emparèrent de deux embarcations, les chargèrent d'armes, de munitions, de vivres, et prirent la mer.

Après avoir fait plusieurs prises de peu de valeur, l'une de ces embarcations s'empara d'une patache où se trouvaient le gouverneur de la Jamaïque, ses deux fils et une somme considérable en or et en argent. Les flibustiers étaient insatiables. Dans l'espoir d'avoir une grosse rançon du gouverneur, ils consentirent, pour qu'ils la rapportassent ainsi que des vivres dont ils commençaient à manquer, à laisser les fils se rendre auprès de leur mère. Le premier soin de ces jeunes gens, quand ils furent à terre, fut d'informer les capitaines de ce qui venait de se passer. Au lieu de la rançon qu'ils

attendaient, les déserteurs de la Caroline s'aperçurent bientôt qu'ils allaient être faits prisonniers, s'ils ne se hâtaient pas de prendre la fuite. Ils se jetèrent pêle-mêle dans un brigantin qu'ils avaient capturé quelques jours auparavant, coupèrent les cables et prirent chasse devant les vaisseaux qui les poursuivaient en leur envoyant des volées de mitraille. Ceux qui étaient restés dans la patache avec le gouverneur furent pris, et les autres se sauvèrent à grand'peine dans la rivière de Mai. Le pilote Trenchant qu'ils avaient emmené malgré lui, avait profité de la confusion qui régnait à bord, pour revenir au point de départ. La surprise des révoltés ne fut pas médiocre quand ils se virent près du port qu'ils avaient abandonné. A quel expédient recourir dans la position critique où ils se trouvaient ? Les vivres leur manquaient complètement, et reprendre la mer, c'était s'exposer à tomber entre les mains des ennemis ou à mourir de faim. Il fallut se résigner. Laudonnière, que d'Ottigny avait délivré de sa prison flottante, informé qu'un navire venait de mouiller dans la rivière, crut d'abord que des secours lui arrivaient de France ; quand il sut la vérité, il envoya le capitaine Vasseur, avec trente soldats, pour amener le brigantin au port. L'équipage opposa bien quelque résistance, mais il fallut céder à la force. Un détachement de soldats restés fidèles pénétra à bord et en ramena prisonniers ceux qui le montaient. Quatre des plus coupables furent condamnés à mort. Ils devaient être pendus. Sur leur prière, Laudonnière consentit à ce qu'ils fussent fusillés. Les autres, rappelés au sentiment du devoir, ne s'en écartèrent plus.

Sur ces entrefaites, Laudonnière fut informé qu'à quarante lieues du port de la Caroline, se trouvaient deux étrangers, depuis longtemps fixés dans cette contrée. Curieux de connaître le motif qui les y avait conduits, il fit savoir aux Indiens qu'il donnerait une forte récompense à ceux qui voudraient leur servir de guides jusqu'au fort de la Caroline. Quelques jours après, les deux étrangers arrivaient auprès de lui. Ils racontèrent qu'ils étaient Espagnols, et que, jetés sur les côtes de la Floride, à la suite d'un naufrage, ils habitaient ce pays depuis quinze ans. Leurs récits se ressentaient d'ailleurs de leur contact avec les Indiens, ils en avaient toutes les exagérations hyperboliques, et brillaient bien plus par l'imagination que par la réalité. A les entendre, le roi auprès duquel ils avaient demeuré longtemps était possesseur de trésors immenses, et les femmes de ses sujets étaient tellement couvertes d'or et d'argent quand elles dansaient, qu'elles en courbaient sous le faix. Ils ajoutaient que le roi était adoré de son peuple qui le regardait comme un enchanteur.

Les alliances chez les Indiens, comme chez presque tous les peuples, reposaient uniquement sur l'intérêt. Nous avons laissé Satouriona plein de ressentiment contre Laudonnière, nous allons le trouver lui prodiguant toutes ses tendresses. Ce changement s'expliquait par ses préparatifs de guerre contre Outina, et le désir d'avoir les Français pour auxiliaires.

Laudonnière ne se laissa point entraîner ; il entreprit, au contraire, de réconcilier les deux rois qui feignirent de l'accepter pour arbitre. Les Espagnols le prévirent qu'il ne fallait pas s'y fier, les Indiens étant passés

maîtres en fait de dissimulation. En attendant que leurs desseins cachés se traduisissent par des actes, il profita du moment de trêve dû à son intervention, pour envoyer le capitaine Vasseur à la découverte. Les Français remontèrent la rivière plus haut qu'ils ne l'avaient fait encore, rencontrèrent un lac si grand qu'ils ne pouvaient pas en voir les contours. Ils ne trouvèrent d'ailleurs chez tous les peuples qu'ils visitèrent que des dispositions amicales.

En revenant, ils ne manquèrent pas d'aller voir leur ancien ami Outina. Ils en reçurent un accueil si empressé qu'un gentilhomme et six soldats consentirent à rester six mois avec lui. Quant à Vasseur, il continua sa route, et vint faire son rapport à Laudonnière.

De tout côté, l'alliance des Français était recherchée toujours aux mêmes conditions et toujours avec les mêmes promesses. Deux puissants souverains, Hostaqua et Outina, se la disputaient plus que tous les autres promettant tous les deux de les conduire à une montagne célèbre par ses richesses. Après avoir pris l'avis de ses officiers, Laudonnière se décida pour Outina et lui envoya trente arquebusiers commandés par d'Ottigny. Pendant que les troupes de l'expédition étaient en marche, le magicien qui les accompagnait fit de si affreux présages, qu'Outina serait certainement revenu sur ses pas, si d'Ottigny et ses arquebusiers n'avaient pas fait qu'en rire. Peu de temps après, la bataille s'engagea avec Potavou. Outina l'aurait probablement perdue sans le secours des Français. Grâce à eux, sa victoire fut complète ; mais, au grand mécontentement de d'Ottigny, il ne voulut pas la poursuivre. Le lieutenant

français laissa alors auprès de son allié douze arquebusiers, dans la crainte que Potavou ne voulût prendre une revanche, et revint à la Caroline. Il y trouva une grande affluence d'Indiens. Tous les voisins d'Outina le détestaient, et ils étaient venus auprès du chef français pour exposer leurs griefs. Laudonnière les écouta, mais il ne voulut pas leur prêter assistance contre un roi qu'il venait de défendre.

L'année 1564 s'était écoulée toujours à la poursuite de chimériques trésors et sans qu'il eût été fait la moindre tentative de colonisation. Les trois premiers mois de l'année 1565, Laudonnière ne put obtenir de vivres des Indiens, cette saison étant pour eux exclusivement consacrée à la chasse ; il en avait assez cependant pour attendre le mois d'avril, époque où les secours promis par la France devaient arriver. Au mois de mai, aucune voile n'ayant été signalée, la disette d'abord et ensuite la famine firent sentir à la malheureuse garnison de Charles-Fort leurs cruelles atteintes.

On était arrivé au 15 juin, sans avoir encore reçu aucune nouvelle. Alors l'idée du retour s'empara de tous les esprits. Laudonnière, persuadé que quelque grand événement était arrivé en France, puisqu'il n'en recevait point de secours, ne demandait pas mieux que d'abandonner une terre où il n'avait eu que des déceptions ; mais, pour cela, il fallait deux choses : construire un navire, le seul qui était disponible étant insuffisant, ce qui devait entraîner des lenteurs, et, chose plus difficile encore, se pourvoir de vivres pour la traversée. Les charpentiers s'engagèrent à livrer le navire, à la fin du mois d'août, et, en attendant, Laudonnière se mit en

quête de subsistances. Les recherches et les demandes qu'il fit n'ayant pas abouti, la garnison, dont le dénue-ment augmentait tous les jours, proposa comme expédient de s'emparer d'un des rois du pays et d'exiger des vivres pour sa rançon.

Laudonnière ne voulait point en venir à cette extrémité ; il espérait qu'en échange de vêtements et de marchandises, les Indiens consentiraient à lui livrer quelques grains. Mais les exigences de ces derniers croissaient à mesure que la détresse des Français augmentait, et ils demandaient des prix excessifs de la moindre denrée alimentaire. La faim est une terrible conseillère. L'irritation des soldats devenait tous les jours plus difficile à contenir. Laudonnière envoya vers son allié Outina, qu'au jour où il l'avait aidé à triompher de ses ennemis, il avait trouvé si prodigue de belles promesses. Mais les bonnes dispositions du paraousi s'étaient singulièrement refroidies. Pour quelques glands et un peu de miel, il exigea beaucoup de marchandises, en promettant toujours une ample provision dans le cas où Laudonnière voudrait lui venir en aide dans l'expédition qu'il préparait contre un de ses vassaux révoltés. Laudonnière lui envoya des secours, mais au lieu de marcher contre Outina, le vassal en question, il les employa à une autre expédition. Le mécontentement devint tel parmi les soldats que s'ils n'avaient pas été retenus par la crainte de déplaire à Laudonnière, ils auraient traité leur allié en ennemi. De retour au fort, ils racontèrent comment ils avaient été joués. En les entendant, tout le monde cria vengeance, et cette fois, Laudonnière ne résista plus. Pénétrant sur le territoire

d'Outina, au moment où il s'y attendait le moins, il s'empara de sa personne, ainsi que de celle de ses fils. Il fit savoir en même temps au beau-père du paraousi et à ses principaux sujets, qu'il ne relâcherait ses prisonniers que lorsqu'il aurait reçu des vivres pour leur rançon. Les Indiens voulurent encore user de subterfuges, mais voyant que les Français ne s'y laissaient pas prendre, ils élurent pour roi un des petits-fils d'Outina.

Outina avait des amis et des ennemis. Parmi les premiers, deux apportèrent des vivres à Laudonnière, pour qu'il lui laissât la vie, pendant qu'un grand nombre des seconds lui en offraient s'il voulait le mettre à mort. Un des rois ses voisins, entr'autres, s'engageait, si on voulait le lui livrer, à en donner un bon prix et à le payer comptant. Laudonnière rejeta toutes les propositions dont l'enjeu était la tête de son prisonnier.

La famine cependant devenait extrême. Non seulement on ne trouvait plus de vivres pour la traversée, mais les ouvriers qui construisaient le navire en manquaient également. Il fallut vivre de racines et du peu de gibier que l'on put se procurer. Affaiblis par les privations, les Français n'auraient pas été en état d'opposer une vigoureuse résistance, s'ils avaient été attaqués dans ce moment. Les Indiens leur rendirent l'espoir, en leur disant que dans le haut pays, les mûls devaient être en pleine maturité. Laudonnière se dirigea sur le point qu'on lui indiquait. Quatre jours durant, il fallut vivre de poissons et de chiens. Enfin on arriva à un village où demeurait la sœur d'Outina. Elle fit grande chère aux Français, et comme les mûls étaient effectivement mûrs, les pauvres affamés en mangèrent tellement que

plusieurs faillirent mourir d'indigestion. Le lendemain, Laudonnière se dirigea sur l'île Edelano, pour venger la mort d'un des siens tué par le roi de ce pays. Celui-ci, informé du danger qu'il courait, se sauva avec tout son monde. Les Français brûlèrent son village sans en tirer aucun profit. Ils reprirent ensuite leur chemin et arrivèrent au fort avec quelques provisions recueillies sur leur passage. Il était temps qu'ils parussent, les malheureux auxquels la garde en avait été confiée mouraient de faim. Les vivres furent bien vite épuisés, et il fallut recommencer à fouiller tous les villages des alentours, pour s'en procurer de nouveaux. Pendant ces courses, deux charpentiers qui avaient dérobé quelques poignées de mil furent tués par les fils du roi Emola. Laudonnière ne put en tirer vengeance, parce que les Indiens redoutant sa colère s'enfuirent à son approche.

En même temps que la saison avançait, les blés mûrissaient partout. Outina promit d'en procurer une grande quantité, si on lui rendait la liberté. Laudonnière voulut le reconduire lui-même dans ses Etats. A la vue des Français, les indigènes effrayés se sauvèrent sans qu'il fût possible de leur faire comprendre qu'on se présentait devant eux avec des dispositions pacifiques. Un soldat, accompagné du fils d'Outina, étant pourtant parvenu jusqu'au beau-père et à la femme du roi, leur fit comprendre qu'il dépendait d'eux de le revoir. Ils s'avancèrent aussitôt vers les Français avec une provision de pain. Mais, pendant qu'ils leur faisaient des semblants d'amitié, ils cherchaient à les surprendre. Voyant que Laudonnière se tenait sur ses gardes, ils déclarèrent qu'il leur était impossible de satisfaire à sa

demande, parce que les blés n'étaient pas encore récoltés. Il fut donc obligé de revenir avec son prisonnier, qu'il lui fallut défendre contre la colère des soldats indignés de la perfidie indienne. Quinze jours après, Outina suppliait qu'on le ramenât dans son village, promettant des blés, et, dans le cas d'un refus, se soumettant à tout ce que l'on voudrait faire de sa personne. Les Indiens en apportèrent en effet, mais en très petite quantité. Cherchant toujours à surprendre les Français, ils disaient que si le roi leur était rendu, si quelques soldats le conduisaient au milieu de ses sujets, la reconnaissance leur ferait faire ce que l'on n'obtiendrait ni par la menace ni par la force. Laudonnière ne consentit à le relâcher qu'après qu'on lui eut remis deux otages ; les Indiens devaient les reprendre quatre jours après, en apportant une quantité de blé déterminée à l'avance. Les quatre jours se passèrent sans que l'on entendît parler de rien. Laudonnière alors donna l'ordre à son lieutenant de marcher contre une peuplade qui le trompait toujours, lui recommandant bien de prendre les plus grandes précautions. D'Ottigny s'avança droit à la maison du roi où les principaux du pays se trouvaient réunis. Pris à l'improviste et craignant pour leur vie, ils apportèrent une grande quantité de blé, mais, pendant ce temps, ils cherchaient à couper la retraite aux Français. Outina ne paraissait pas, caché qu'il était au fond d'une cabane. D'Ottigny alla l'y trouver et lui reprocha de manquer à sa parole. Le paraousi répondit qu'il ne pouvait rien sur des sujets insoumis ; qu'il avait même à s'en défier, parce qu'il avait cru remarquer, à certains signes, qu'ils voulaient l'attaquer à son retour. L'officier

français ne voulut pas en entendre davantage ; il commença à effectuer sa retraite, chacun de ses hommes emportant un sac de mil. Trois cents Indiens l'attendaient dans une embuscade ; quelques coups de fusil suffirent pour les disperser. Plus loin, de nouveaux ennemis se présentèrent encore. Ceux-là paraissaient plus familiarisés avec les armes à feu. Quand ils voyaient un fusil s'abaisser, ils se couchaient à terre, pour se relever aussitôt que le coup était parti. Harcelé continuellement pendant sa retraite, d'Ottigny eut deux hommes tués et vingt-deux blessés. Il arriva enfin au navire qui l'attendait, mais sans vivres. Il avait fallu les abandonner pour combattre.

Laudonnière se tourna d'un autre côté. Informé qu'il s'en trouvait dans le village d'Emoloa, il fit toute diligence pour y arriver avant que les gens du pays eussent été instruits de sa marche. Cette fois, il ne fut pas complètement trompé dans son attente. A l'abri des premiers besoins, il n'eut plus désormais qu'une pensée, achever la construction du navire qui devait le ramener en France.

Le 3 août 1565, tout était prêt pour le départ. Avant de dire adieu à la Floride, Laudonnière avait voulu qu'on brûlât les constructions qu'il avait faites, dans la crainte que les Indiens ne vinssent s'y établir. Ses ordres allaient être exécutés quand quatre voiles parurent à l'horizon. On pense quels transports de joie éclatèrent dans tous les cœurs. C'étaient enfin les Français si désirés, si longtemps attendus, et, avec eux, le bonheur et l'abondance. A ce premier sentiment en succéda un autre d'une nature tout opposée. N'étaient ce

pas plutôt des navires espagnols ? Et, dans cette supposition, ne fallait-il pas se préparer à combattre ? L'incertitude ne fut pas de longue durée. Les Français ne devaient ni tant se réjouir, ni s'abandonner si fort à la crainte ; les bâtimens en vue n'appartenaient ni à la France ni à l'Espagne, mais bien à l'Angleterre ; Jean Hawkins, guidé par un ancien pilote de Ribaut, commandait l'expédition. Les Anglais demandèrent à faire de l'eau, et Laudonnière ne s'y étant pas opposé, Hawkins le remercia en lui envoyant du pain et du vin que les Français depuis longtemps ne connaissaient plus que de nom.

Les Indiens avaient cru que c'étaient des renforts qui arrivaient aux Français, et fidèles à leurs habitudes cauteleuses et prudentes, ils s'étaient empressés de nouveau autour de ceux dont ils redoutaient la puissance.

Hawkins ayant appris que Laudonnière avait le dessein de revenir en France, s'offrit à l'y conduire. Il chercha à lui faire comprendre que c'était s'exposer à de grands dangers que de s'embarquer sur un navire aussi frêle que le sien, offrant de prendre avec lui une partie de la garnison et de réserver un de ses bâtimens au reste de son monde.

Laudonnière hésitait à accepter cette offre. Elle était si belle qu'il avait peine à croire qu'elle fût sincère. Quels étaient en ce moment les rapports entre la France et l'Angleterre ? Les deux nations n'étaient-elles point en guerre et Hawkins ne lui tendait-il pas un piège ? Ne voulait-il point faire les Français prisonniers, pour s'emparer de la Floride sans coup férir ? Ces questions

le laissaient dans une perplexité d'autant plus grande que s'il s'entêtait à partir avec ses propres navires, il encourait une terrible responsabilité. Il rassembla donc ses officiers, et, après un exposé de la situation, demanda leur avis. Tous répondirent qu'il fallait accepter les offres d'Hawkins, c'est-à-dire lui acheter un de ses bâtiments. Le marché fut conclu moyennant sept cents écus, payés non en argent, mais en pièces d'artillerie dont on estima la valeur à ce prix. Avant de les quitter, Hawkins envoya aux Français des vivres, des vêtements, des souliers, fit des présents aux officiers suivant leur grade, se conduisit enfin, dans toute cette circonstance, avec la plus grande générosité.

Afin d'être prêt à prendre la mer au premier signal, Laudonnière fit faire des biscuits avec la farine que les Anglais lui avaient donnée. On en était aux adieux avec les Indiens dont on voulait emmener quelques-uns, autant comme objets de curiosité que pour qu'ils pussent donner un jour à leurs compatriotes une idée de la puissance de la France, quand on aperçut sept voiles qui approchaient. Laudonnière, redoutant toujours l'arrivée des Espagnols, donna ordre à une barque armée d'aller en reconnaissance, en même temps qu'il fit monter des sentinelles sur les arbres les plus élevés, pour savoir à quelle nation il avait affaire. Les sentinelles signalèrent une grande barque qui se détachait des navires, mais sans qu'ils pussent en dire davantage. Cette barque semblait donner la chasse à celle que Laudonnière avait envoyée à la découverte. On crut donc que c'était l'ennemi, et dans cette pensée, toute la garnison prit les armes. L'appréhension des Français dura tout un jour,

leur barque ayant été retenue par les navires arrivants.

Le lendemain, plusieurs barques entrèrent dans la rivière, ceux qui les montaient étant armés jusqu'aux dents. Une des sentinelles, au *qui vive* de laquelle il n'avait pas été répondu, fit feu, sans en obtenir davantage. Au fort, tout le monde se préparait à combattre, quand enfin un homme mettant pied à terre, s'écria que c'était le capitaine Jean Ribaut qui arrivait.

Jean Ribaut ne se présentait pas précisément en ami. Trompé par les traîtres que Laudonnière avait renvoyés en France, l'amiral de Coligny avait ajouté foi à leurs rapports perfides. Suivant eux, le chef de l'expédition française à la Floride ne se conformait nullement à ses instructions ; il tranchait du despote, correspondait avec des seigneurs de la cour et ne tenait aucun compte des ordres qui lui enjoignaient d'agir autrement. En lui ôtant son commandement, Coligny y mettait pourtant des formes. Il ne voulait pas que cette mesure ressemblât à une disgrâce, et, dans sa lettre de rappel, pas un mot ne témoignait de son mécontentement. Il lui écrivait : « Capitaine Laudonnière, par ce qu'aucun de ceux qui sont revenus de la Floride, parlent indifféremment de la terre, le roi désire votre venue, afin que selon votre effect, il s'y résoude d'y faire une grande dépense, ou tout laisser. Et, pour ce, j'envoie le capitaine Jean Ribaut, pour y commander, auquel vous délivrerez tout ce que vous avez en charge, et l'instruirez de tout ce que vous pourrez avoir découvert. »

La lettre se terminait ainsi :

« Ne pensez pas que je vous envoie quérir soit pour malcontentement et méflement que j'aye de vous, mais c'est pour bien et honneur, et vous assure que toute ma vie, vous aurez un bon maître en moi ¹. »

Sans ce que lui en dirent Jean Ribaut et ses officiers, au lieu d'être victime d'odieuses calomnies, Laudonnière se serait donc cru plus avant que jamais dans les bonnes grâces du roi. Il n'eut pas de peine à rétablir la vérité des faits, et sa justification parut si complète à Ribaut, qu'il voulut partager le commandement avec lui. Mais Laudonnière avait trop hâte de confondre ses lâches calomniateurs, pour différer davantage à partir.

A l'arrivée du capitaine Ribaut et de ses troupes, les rois indiens qui le reconnaissaient pour l'avoir vu, lors de l'expédition de 1562, vinrent de toute part solliciter son alliance. Il va sans dire qu'ils lui firent les mêmes promesses qu'ils avaient faites à Laudonnière, à savoir de le conduire dans des montagnes où se trouvaient de riches mines d'or et des pierres précieuses.

Ribaut ayant pris le fort de la Caroline, un peu démantelé par Laudonnière, qui voulait le ruiner complètement avant de partir pour la France, s'occupait à y loger ses vivres, quand il fut prévenu de l'arrivée en rade de six grands navires espagnols. Ceux-ci ne firent d'abord aucune démonstration hostile. Ils demandèrent au contraire des nouvelles des officiers français, en appelant plusieurs par leur nom. Ces démonstrations amicales parurent suspectes à Ribaut. Trois de ses navires

¹ *Histoire de la Floride.*

étaient dans la rivière ; craignant d'y être pris, ils coupèrent leurs câbles, abandonnèrent leurs ancres et gagnèrent le large à toute voile. Les Espagnols se démasquant alors, lâchèrent sur eux quelques bordées et se mirent à leur poursuite, mais ils ne purent les atteindre.

Informé de ce qui venait d'arriver, le capitaine Ribaut résolut d'en tirer vengeance. Il alla trouver Laudonnière, dans ce moment retenu au lit pour cause de maladie, et appela en même temps les officiers et les principaux gentilshommes faisant partie de l'expédition. C'était pour la forme seulement, car la résolution de combattre immédiatement était parfaitement arrêtée dans son esprit. Quand il eut proposé d'aller, avec ses quatre vaisseaux qui étaient en rade, attaquer les Espagnols, Laudonnière s'y opposa vivement. Il lui fit observer que ces parages étaient dangereux, que de terribles tempêtes y éclataient soudainement, qu'il s'exposait donc à un grand désastre. Il tâcha de lui faire comprendre qu'il était bien plus sage d'attendre que toutes ses forces fussent réunies, et, pendant ce temps, se fortifier du côté de la terre. Tous les officiers furent de cet avis, mais Ribaut ne voulut rien entendre, surtout lorsqu'il eut appris que les Espagnols étaient descendus à terre avec des nègres et qu'ils élevaient des retranchements. Il demanda à Laudonnière son lieutenant et un enseigne, lui donnant en échange un autre officier chargé de veiller à tout pendant son absence qui ne devait pas durer plus de vingt-quatre heures. Laudonnière n'avait qu'à se soumettre à son chef. Il allait pourtant lui faire des remontrances, quand la communi-

cation de lettres de l'amiral ordonnant de ne pas souffrir que les Espagnols fissent un établissement en Floride, vint lui fermer la bouche. Presque tous les hommes valides du fort furent embarqués pour aller attaquer l'ennemi.

Les craintes de Laudonnière n'étaient que trop fondées. Une violente tempête éclata et dispersa les bâtiments français. Deux jours après, craignant pour l'expédition dont il n'entendait pas parler et pour lui-même, il manda le seigneur du Lys¹, cet officier que Ribaut lui avait

¹ CHARLES DE MOUILLEBERT, DIT LE CAPITAINE DU LYS.

Charles de Mouillebert, sieur du Lys, fils d'André de Mouillebert, sieur du Deffens, et de Françoise Duvernault, nièce d'un notaire de Fontenay, appartenait à la noblesse d'arrière-sief du pays. Il épousa très jeune Marie de Burdigale, fille d'un armateur des Sables-d'Olonne, qui mourut au bout de quelques mois de mariage, le 10 mai 1554. Redevenu libre de ses actions, du Lys embrassa la carrière des armes, servit sous Coligny, dont il partageait les croyances religieuses, et prit part aux premiers troubles de 1560 à 1567. Au mois de juin 1562, il était lieutenant du château de Fontenay. A la date du 13 avril 1563, il tenait la campagne avec sa compagnie aux environs de Talmond. A partir de ce moment, on ne le retrouve plus en bas-Poitou, et tout porte à croire que, l'année suivante, il accompagna à la Floride le capitaine Laudonnière, parent de sa femme, (on croit que le véritable nom de Laudonnière était René de Burdigale) car il est question d'un sieur du Lys dans la relation que ce dernier a laissée de son expédition en Amérique. D'après cette relation, il aurait été massacré par les Espagnols, en septembre 1565, lors de la prise de la forteresse française. Ce qu'il y a de certain, c'est que, le 30 mars 1566, le curateur de René Mouillebert, son neveu, alors mineur, était mis, au nom de ce dernier, en possession de ses domaines et de la maison dite le *Logis-des-Duvernault*, qui lui était échu du chef de sa mère, à Fontenay. Cette maison était située dans la rue qui conduisait de la porte du Pont-aux-Chèvres au *Carrefour-des-Fourbisseurs*.

L'acte du mois de juin 1562, cité plus haut, n'est signé que de son

laissé, et l'engagea à se tenir sur ses gardes, à se fortifier de son mieux. Tout manquait au fort, même les vivres. Ribaut qui comptait y retourner promptement, avait emporté ceux que les Anglais y avaient laissés. On se mit à l'œuvre néanmoins, mais l'orage éclata avec une telle violence, qu'il fut bien difficile de se livrer à un travail profitable. La position de la garnison devenait lamentable. Elle se composait en grande partie de maçons, de domestiques, de femmes et d'enfants; seize ou dix-sept hommes seulement étaient en état de porter les armes. Le 20 septembre, au moment où les sentinelles, transpercées par une pluie torrentielle, se mettaient à l'abri, le trompette qui se trouvait sur les remparts ayant aperçu une troupe espagnole descendant d'une petite montagne, s'empressa de donner l'alarme. Laudonnière se jeta hors de son lit, et, l'épée à la main, entouré du petit nombre d'hommes assez valides pour combattre s'avança pour faire tête à l'orage. Mais il ne put tenir contre le nombre des assaillants, et les premiers ouvrages furent promptement emportés par les Espagnols. Réfugiés dans le corps de la place, Laudonnière voulait résister encore, un transfuge qui servait de guide à l'ennemi, s'élança pour le frapper de sa pique. Il allait être pris avec tous ses gens, si, au lieu de le poursuivre,

nom de terre : *du Lys*, ce qui est contraire aux habitudes du temps, tandis que son nom patronymique figure dans le corps de la pièce.

(Généalogie manuscrite de la famille de Mouillebert, rédigée en 1670 par Charles Auguste de Mouillebert, sieur du Lys. — Documents de la coll. B. Fillon. — *Histoire notable de la Floride*, par le capitaine Laudonnière.)

Extrait de *l'Indicateur*, du 7 mars 1872.

les Espagnols ne s'étaient pas arrêtés à piller le pavillon construit dans le fort. Trouvant une brèche ouverte, il s'y précipita et gagna la campagne. Il n'y avait plus qu'une voie de salut, rejoindre, à travers les bois et les marais, les navires qui devaient se trouver à l'embouchure de la rivière et y chercher un refuge. Les plus valides prirent les devants et servirent d'éclaireurs. Laudonnière épuisé par la maladie, ayant de l'eau jusqu'aux épaules, eût succombé à la fatigue, si un homme dévoué, nommé Jean Lechemin, ne lui avait pas servi de soutien et d'appui. Prévenus de la prise du fort, les marins des navires français avaient mis à la mer des barques qui longeaient la côte pour recueillir ceux qui auraient pu échapper. Laudonnière y fut transporté presque mourant, par cinq ou six des siens. Dix-neuf de ses compagnons furent sauvés de la même manière. Le capitaine Jacques Ribaut, neveu de Jean Ribaut qui joua dans toute cette affaire un singulier rôle, parlementant avec les Espagnols et donnant lieu de penser qu'il trahissait les Français, vint s'aboucher avec lui. Il fut convenu entre eux qu'on retournerait en France, et Laudonnière auquel les hommes manquaient pour manœuvrer le bâtiment qu'il avait acheté des Anglais, le lui donna avec une partie de son artillerie, et en choisit un plus petit. Cet échange avait été fait à la condition que Jacques Ribaut lui fournirait un pilote dont il avait grand besoin, mais, au dernier moment, celui-ci lui manqua de parole. Les deux navires ne voyagèrent pas longtemps de conserve, vingt-quatre heures après le départ ils se séparèrent.

Pendant que des événements aussi déplorables se

passaient du côté du fort, que devenait l'expédition commandée par Jean Ribaut? Le chef des Espagnols, Ménendez, averti de l'approche des Français, et redoutant d'être attaqué au moment où la plus grande partie de ses forces était à terre, s'empessa d'abandonner son campement, donna ordre à deux de ses vaisseaux de profiter des ombres de la nuit pour s'esquiver, se jeta dans une barque, en arma une autre pour le suivre, et alla mouiller à l'embouchure de la rivière, attendant avec impatience que le flux lui permît de partir. Dans ce moment, les navires français parurent. Ménendez était perdu sans un événement auquel il était loin de s'attendre. La cause qui l'empêchait de partir paralysait aussi, pour une heure ou deux, les efforts des Français. La marée trop basse les empêchait d'avancer, de façon que si les Espagnols ne pouvaient pas sortir de la rivière, il était impossible aux Français d'y entrer. Mais cette situation ne devait pas se prolonger longtemps. La mer qui commençait à monter glaçait d'effroi Ménendez et comblait de joie Ribaut et ses compagnons. Encore une heure, et Ménendez était leur prisonnier. Pendant que d'un côté on se croyait perdu et que de l'autre on entonnait des chants de victoire, voilà que tout à coup la tempête éclate et change complètement la situation des deux partis. Pour ne pas être brisé sur la côte, Ribaut est contraint de prendre le large, et Ménendez voyant la main de Dieu dans ce qui vient d'arriver, ne manque pas de dire à ses soldats que le ciel se déclare pour la cause sainte, et livre aux vrais croyants les ennemis de la religion catholique. Il donne aussitôt l'ordre de descendre à terre, et, marchant nuit et jour,

il arrive au fort de la Caroline qu'il surprend et dont il s'empare.

Le premier acte de ce drame avait été bien triste, le dénouement en devait être bien plus lugubre encore. Poussé par des vents furieux, Ribaut avait vu ses vaisseaux se perdre sur des rochers, à cinquante lieues de la rivière d'où ils étaient partis. Pas assez heureux pour périr dans le naufrage, tous les hommes, à l'exception d'un seul, avaient pu gagner la côte. Mais que devenir, dans un pays inconnu, sans armes, sans munitions, sans vivres ? Ribaut se décida à retourner à la Caroline, ne se doutant pas de ce qui était arrivé sur la côte. Après des fatigues inouïes, toute sa troupe arriva sur les bords du Mai. Une chaloupe abandonnée qu'il y trouva fut remise à flot, et Vasseur prit le devant pour avoir des nouvelles du fort. Il ne tarda pas à reparaitre, et son rapport vint glacer tous les cœurs. Il avait vu en effet les couleurs espagnoles flotter sur les remparts, et l'on ne pouvait plus douter que l'ennemi ne se fût rendu maître de la place. Il n'y avait que deux partis à prendre, se cacher au milieu des bois et mourir de faim ou se rendre. Ribaut députa vers Ménendez le capitaine Verdier et le sergent Lacaille, pour savoir quel sort leur serait réservé, dans le cas où ils se rendraient prisonniers. Ménendez répondit qu'ils seraient bien traités, qu'il ferait pour eux ce qu'il avait fait pour Laudonnière et les siens, c'est-à-dire qu'il leur fournirait les moyens de retourner en France. Verdier et Lacaille revinrent avec ces paroles rassurantes, persuadés, par le serment qu'en avait fait Ménendez, qu'il aurait pour eux les égards que l'on doit au malheur.

Les Français arrivèrent au nombre de huit cents. Pas un seul ne trouva grâce devant le monstre de dissimulation et de perfidie auquel ils s'étaient livrés. Tous périrent par le poignard. Jean Ribaut fut écorché vif et sa peau envoyée à Séville. Philippe II en fit un trophée, comme si c'eût été un drapeau conquis sur l'ennemi. Ménendez se réserva la tête qu'il exposa sur quatre piquets après l'avoir partagée en autant de morceaux. Enfin, pour que rien ne manquât à cette scène de cannibales, tous les cadavres furent livrés à des outrages sans nom. On en fit des amusements, on les pendit à des arbres, on profana la mort même. Enfin, après avoir brûlé leurs corps, les Espagnols placèrent cette inscription au-dessus du terrain où furent déposées leurs cendres : *Ceux-ci n'ont pas été traités de la sorte comme Français, mais comme hérétiques et ennemis de Dieu.*

Laudonnière s'éloigna à jamais de ces rives ensanglantées avec quelques-uns des siens, seuls restes de deux grandes expéditions. Il vint, après avoir essuyé bien des tempêtes, aborder au pays de Galles en Angleterre. Là il fut assez heureux pour trouver des compatriotes. Des marchands de Saint-Malo lui prêtèrent de l'argent et lui donnèrent ainsi qu'à ses gens ce qui leur manquait. L'un d'eux se chargea de conduire son navire en France. Quant à lui, il se rendit à Londres, retardé dans son voyage par la gracieuse hospitalité que lui offrit le seigneur de Morgan. Arrivé auprès de l'ambassadeur de France, il en fut bien accueilli, et reçut de sa main tous les secours qui lui étaient nécessaires pour gagner la ville de Calais. Aussitôt qu'il eut touché le sol

de la France, il se hâta de se rendre à Paris, pour demander une audience au roi. Charles IX était, en ce moment, à Moulins, et l'histoire ne nous apprend pas s'il put jamais arriver jusqu'à lui. Il est à croire que, loin d'une cour ingrate, il alla, au fond de sa province, passer ses derniers jours dans le calme de l'oubli et la tranquillité de la retraite.

C'est là qu'il dut composer la relation de son expédition qui fut éditée par Bosanier, en 1586. Probablement qu'il ne survécut pas longtemps aux tristes événements dont il avait été l'acteur principal et l'historien, ou que l'épuisement de ses forces arrêta, dans leur exécution, les projets de vengeance que devait renfermer son cœur. Si, en 1567, il eût été en état de porter les armes, il n'eût pas manqué en effet de prendre part à une glorieuse expédition dans laquelle les Espagnols payèrent chèrement l'abominable crime qu'ils avaient commis.

A défaut du roi resté sourd aux suppliques des veuves et des orphelins, du roi dont le cœur avait probablement battu d'une joie secrète, à la nouvelle d'un massacre qui lui donnait un avant-goût d'une journée plus affreuse encore, il se trouva un généreux citoyen assez dévoué à l'honneur de son pays, pour aller relever le drapeau de la France au fort de la Caroline, et demander compte aux Espagnols du sang qu'ils avaient répandu. Deux ans après, un gentilhomme bordelais, bon catholique, mais dont la foi n'avait pas étouffé le sentiment de la pitié pour ses frères de la religion réformée, indigné qu'une pareille violation du droit des gens restât impunie, résolut de faire, à ses frais, ce que le roi n'avait pas voulu faire avec les trésors de la France. Le capitaine

Dominique de Gourgues vendit ses propriétés, emprunta sur parole, et, avec les ressources qu'il se procura ainsi, arma trois bâtimens de guerre et choisit des équipages composés d'hommes déterminés. Le 21 août 1567, il mit à la voile. Après avoir essuyé plusieurs tempêtes, il aborda aux côtes de la Floride. Les Indiens apprenant que c'étaient les Français, les accueillirent avec des transports de joie, promettant de les aider de toutes leurs forces, dans les attaques qu'ils pourraient entreprendre contre les Espagnols. La domination castillane était devenue insupportable pour eux, et ils en avaient reçu tant d'injures et de vexations, que cette fois leur dévouement aux Français était sans arrière-pensée d'intérêt personnel. De Gourgues ne demandait pas mieux que de recruter de tels alliés. Comme preuve de sa bonne foi, Satouriona, qui se trouvait à leur tête, voulut, pendant le temps qui lui était nécessaire pour assembler ses gens, que le chef de l'expédition française prît, comme otages, son neveu et celle de ses femmes qu'il aimait le plus tendrement. De Gourgues avait été rejoint par le seul Français qui eût été assez heureux pour avoir échappé à Ménendez. Toutes ses forces étant réunies, les Indiens, avant que l'on se mît en marche, jurèrent de ne jamais abandonner les Français. Les soldats des deux nations confondirent leur haine contre les Espagnols et s'avancèrent ensemble vers une rivière qu'il fallait traverser pour arriver au fort de la Caroline. De Gourgues savait que l'ennemi, au nombre de quatre cents hommes, occupait la place, et avait en outre, à deux lieues en avant, deux fortins défendus par de l'artillerie et cent vingt hommes de garnison. Un roi du pays offrit de

le faire passer par un chemin détourné, plus long mais beaucoup plus sûr que celui qu'il suivait. Ce chemin le conduisit à une petite rivière. Comme elle n'était pas bien profonde, elle n'arrêta personne. De Gourgues arriva jusque sous les fortifications sans être aperçu ; elles se composaient de trois forts en bon état de défense. Après avoir rappelé en quelques mots à ses compagnons l'horrible trahison dont leurs compatriotes avaient été victimes, de Gourgues attaqua le premier fort avec une telle impétuosité, qu'il ne donna pas le temps aux Espagnols de se reconnaître. Quelques-uns accoururent cependant et firent feu avec deux couleuvrines que Laudonnière avait laissées dans le fort. Les Indiens tenant tout ce qu'ils avaient promis, s'élancent sur les remparts et tuent les canonniers à coups de pique. De Gourgues les appuie et les Espagnols, surpris et tremblants, au lieu d'opposer de la résistance, fuient éperdus au travers de la campagne. Mais tout était prévu pour leur couper la retraite. A peine sortis du fort, ils sont entourés par les Indiens qui les égorgent sans pitié. On court au second fort sur lequel les assaillants dirigent le feu de quatre pièces trouvées dans le premier. Jugeant, au nombre de leurs ennemis, qu'ils ne pourront pas tenir longtemps, ceux qui l'occupent l'abandonnent pour gagner le grand fort situé un peu plus loin ; mais avant d'y arriver, ils sont tous tués ou faits prisonniers. Restait le grand fort renfermant à lui seul trois cents Espagnols. Son attaque fut remise au lendemain. Un des chefs indiens, Olotocara, demanda comme une grâce à de Gourgues de vouloir bien lui permettre d'être le premier à l'attaque, le priant seulement, dans le cas où il viendrait

à être tué, de remettre à sa femme. pour qu'elle l'enterrât avec lui, une somme d'argent qui le fît bien recevoir au royaume des esprits.

Pendant que de Gourgues prenait ses dispositions pour l'attaque, les Espagnols faisaient feu de leurs couleuvrines. Une imprudence les perdit. Pour repousser les Français qui s'avançaient en se mettant à couvert, ils firent une sortie au nombre de soixante. Un officier français caché dans une embuscade les laissa s'avancer, et quand ils l'eurent dépassée, il se jeta, avec le détachement qu'il commandait, entre eux et le fort, au moment où de Gourgues les attaquait en tête. Pas un n'échappa. Effrayé du sort qui l'attendait, le reste de la garnison abandonna la place et chercha son salut dans la fuite.

Les Indiens ne leur donnèrent ni trêve ni repos. Traqués dans les bois où ils s'étaient réfugiés, ne sachant où porter leurs pas, ils revinrent en arrière et tombèrent entre les mains des Français ; le plus grand nombre périt. Ceux qui restèrent prisonniers furent réservés à une exécution expiatoire. De Gourgues se montra impitoyable. Après les avoir assemblés et leur avoir reproché leur abominable conduite, il les fit pendre, et à l'inscription gravée par eux, il substitua celle-ci : *Je ne fais ceci comme à Espagnols, mais comme à marauds, comme à traîtres, voleurs et meurtriers.*

On sait comment l'héroïsme de de Gourgues fut récompensé. Le roi lui devait une statue, il voulut l'envoyer à l'échafaud. Sans un ami qui sauva sa tête en le

cachant d'abord, et en le faisant ensuite passer à l'étranger, l'histoire de Charles IX compterait un crime de plus. Dans le nombre il n'y paraîtrait guère.

LEUDASTE, COMTE DE TOURS

Avant de prendre possession de mon bien, je dois, puisqu'on me le conteste, établir la légitimité de mon droit, en produisant mes titres. Commençons par une étude géographique. Ses données ne laisseront, je l'espère, aucun doute dans les esprits. Elles établiront, sans qu'on puisse désormais le mettre en doute, le lieu de naissance de Leudaste, que presque tous les auteurs ont méconnu et qu'ils ont prétendu être l'île de Rè.

Grégoire de Tours, dans son *Histoire des Francs*, s'exprime ainsi : — *Cracina pictavensis insula vocitatur, in quâ a fiscalis vinitoris servo leocadio nomine nascitur.* — Loin de pouvoir être invoqués contre nous, ces mots vont tout à l'heure revenir sous notre plume, à l'appui de notre thèse. Ce sont les annotateurs de Grégoire de Tours qui, en changeant une lettre au mot *cracina*, lui ont donné une fausse interprétation. Ils se sont trompés et ont trompé le lecteur, lorsque, s'appuyant sur Hauteserre, ils ont écrit : *Gracina, Alteserra legendum esse censet : Eracina. Quo nomine designaretur*

Radina insula (l'île de Ré), *ut scripsit Papérius Mammonus in descriptione fluviorum. Hinc Valesius mallet legi Cratina, aut Ratina, olim dicebatur Herus, seu Herio insula, quæ oriæ pictavensi adjacet.*

Que penser d'un écrivain qui confond *Cracina*, la prétendue île de Ré, avec Noirmoutier, *insula Herio* ?

Voilà pourtant l'étrange autorité que l'on invoque.

Les traducteurs de Grégoire de Tours, MM. Guadet et Taranne, n'ont eu garde de révoquer en doute la science des annotateurs ; M. Guizot et Augustin Thierry l'ont acceptée, et jusqu'à ces derniers temps, il était admis que l'île de Ré n'était pas autre que l'ancienne *Cracina*.

Si *Cracina* est l'île de Ré, nous demanderons alors ce qu'était *Ratis*. — « Je terminerai ce qui concerne l'Aquitaine, dit M. Walkenaer, dans sa *Géographie ancienne des Gaules*, en observant que l'île d'Oleron, qu'on doit considérer comme une dépendance des Santons, est, pour la première fois, mentionnée par Pline, sous le nom d'*Uliarus* ¹; Sidoine Apollinaire surnomme les lièvres de cette île *Olorionensis*. Quant à l'île de Ré, il n'en est parlé dans aucun auteur ancien, mais le géographe de Ravenne copiait sans doute un ancien, lorsqu'il ajoute le nom de *Ratis* ou *Radis*, à la suite d'*Ollorione*. »

Quelle autre île en effet que l'île de Ré peut, en raison de sa position topographique, être placée à la suite de l'île d'Oleron ? Si *Ratis* est une dénomination ancienne

¹ C'est la même que *Sidonius Apollinaris*, liv. 8, p. 6, appelle *Olorionensis insula*, aujourd'hui l'île d'Oleron. (Annotation 46, au 4^e liv. de l'*Histoire naturelle de Pline*, édition Desaint, année 1771.)

reproduite par l'anonyme de Ravenne, l'île de Ré aurait donc, au VI^e siècle, changé ce nom contre celui de *Cracina*, pour reprendre celui de *Ratis*, qui lui est donné au milieu du VIII^e.

Comment se fait-il encore qu'au VI^e siècle, l'île de Ré ait appartenu aux Pictons : *Eracina pictavensis insula*, pendant qu'Oleron appartenait aux Santons ? S'il en a été ainsi, comment est-elle retournée à ces derniers ? Dans quelle charte, dans quel traité se trouve consigné le fait historique qui en témoigne ?

Mais où donc alors est située cette île *Cracina*, aujourd'hui introuvable, et cependant mentionnée par Grégoire de Tours comme étant la patrie de Leudaste ? MM. Cardin et Benjamin Fillon nous l'ont appris. « Le mamelon portant le nom de Grues formait, dit M. Fillon, une île baignée, jusqu'au X^{me} siècle, par les eaux de la mer, et entourée ensuite, la plus grande partie de l'année, par celles du Lay qui l'enceignait de ses deux bras ; l'un passant entre elle et les coteaux de Saint-Denis et allant se perdre dans le golfe de l'Aiguillon ; l'autre, appelé la rivière de Saint-Benoît, se déversait dans le canal de Moric. C'est ce qui fait que la plupart des titres antérieurs aux dessèchements des marais opérés par les moines de Saint-Michel lui conservent le nom de l'île de Grues, tombé seulement en désuétude à la fin du XVII^{me} siècle. » Or dans l'île des Grues, aujourd'hui commune de Grues, se trouvait la villa royale de Craines, *Cracina*.

Maintenant qu'il est suffisamment établi qu'en nous emparant du nom de Leudaste pour le comprendre dans nos biographies vendéennes, nous ne nous rendons

point coupable d'usurpation, suivons ce singulier personnage dans la carrière si tourmentée qu'il a parcourue. Grégoire de Tours et Augustin Thierry seront nos guides. Nous allons nous trouver en présence d'un de ces ambitieux vulgaires qui n'ont dû qu'à de basses intrigues la grande position où ils sont arrivés, et qui, non contents d'une fortune et d'honneurs inouïs, ont prétendu à des destinées princières et duciales. Né au dernier degré de l'échelle sociale, Leudaste s'est élevé jusqu'au premier, et c'est parce qu'il a voulu monter encore, que, ne trouvant plus d'appui, il a été précipité dans l'abîme.

Leudaste était fils de Léocadius, régisseur gaulois de vignobles situés dans la commune de Grues. Sa qualité de serf de la villa royale de Craines le soumettait à la réquisition du maître, sans qu'il lui fût permis de discuter sur l'emploi qu'il devait à son bon plaisir. Cet emploi fut des plus modestes, le futur comte de Tours commença par être marmiton dans les cuisines du roi Haribert.

Il paraît que sa vocation ne l'entraînait pas précisément vers l'art culinaire, et que, dans ses rêves d'avenir, il aspirait à un emploi plus élevé. D'ailleurs il avait une raison toute particulière pour ne pas aimer la broche et le fourneau. Ses yeux, presque toujours malades, s'enflammaient sous l'action de la fumée, et cette considération était une excuse à l'esprit d'indiscipline et de désobéissance dont il se montrait animé. En raison d'une disposition naturelle incompatible avec l'exercice de sa profession, il fut fait droit à la requête qu'il présenta pour en changer, et de la cuisine il passa au pétrin. La

transition n'était pas brillante, mais comme il ne pouvait plus arguer de l'incommodité de la fumée, il lui fallut bien accepter, sans se plaindre, une position pour laquelle il n'avait pas un goût bien prononcé. Sa résignation ne fut pas de longue durée. En y mettant une bonne volonté beaucoup plus apparente que réelle, il parvint à endormir la vigilance de ses gardiens, s'échappa de leurs mains et prit la fuite. Ramené à sa chaîne, il la rompit une seconde fois, sans pouvoir jouir longtemps de la liberté. Après une troisième escapade, il fut encore arrêté, et comme les corrections ordinaires, le fouet et le cachot, n'y pouvaient rien, on imprima à son signalement une marque indélébile, on lui fendit une oreille. Cette mutilation lui rendit si odieuse la vie qui lui était faite, qu'au risque d'encourir des peines plus sévères encore, il s'enfuit pour la quatrième fois. Errant à l'aventure et le plus souvent caché dans les forêts, n'ayant d'autres compagnons que les bêtes fauves, il ne put se faire à cette triste existence, et prit alors un parti désespéré.

Dans ce moment, il y avait, au faîte de la puissance, une femme dont la naissance avait été aussi peu brillante que la sienne. La reine Markowefe, épouse du roi Haribert, était fille d'un cardeur de laine. Leudaste qui l'avait peut-être connue lorsqu'elle était servante du palais, pensa que le souvenir de sa première condition pourrait la rendre compatissante à sa propre infortune. Son espoir ne fut point trompé. Étant parvenu à l'aborder sans témoins, il la toucha par ses larmes et par le récit de ses malheurs. Markowefe le prit à son service et lui confia le soin de ses chevaux, avec le titre

de Mariskalk. La porte des honneurs allait s'ouvrir devant lui. La direction des haras de la reine était alors la place la plus éminente de la domesticité, Leudaste y prétendit et l'obtint plus tard, avec le titre de comte qui s'y trouvait attaché.

L'humble valet, qui ne devait son élévation qu'à l'astuce et à la bassesse, fut, pour ses inférieurs, ce que sont ordinairement ses pareils, dur et méprisant. Avidé de richesses, étalant un luxe insolent, ne reculant devant aucun moyen pour arriver à ses fins, il abusa de la confiance de la reine, et, par des manœuvres frauduleuses, parvint à amasser de grands trésors. A la mort de Markowefe, arrivée trois ou quatre ans après, se trouvant assez puissant pour briguer auprès du roi l'emploi qu'il avait auprès de la reine, il l'emporta sur tous ses compétiteurs. Heureux d'occuper une charge alors fort recherchée, il se consola bien vite de la mort de sa bienfaitrice, et devint un des favoris du roi qui le nomma comte de Tours.

Le titre de comte donnait à ceux qui en étaient nantis des attributions considérables. Une des plus importantes, celle dont Leudaste se réservait de tirer un grand profit, consistait à rendre ou plutôt à vendre la justice dans les affaires criminelles. Le sceptre de la loi remis en de pareilles mains, c'était une véritable profanation. Le comte de Tours s'appliqua à susciter des difficultés dans les familles riches, difficultés qui, entraînant quelquefois des collisions, devaient se dénouer devant son tribunal ; il en faisait un commerce très lucratif, ses jugements s'achetaient au poids de l'or. C'est par ce moyen qu'en peu de temps, il devint immensément

riche. Sa fortune et la dignité dont il était revêtu lui donnant accès dans les maisons les plus opulentes, il en profita pour choisir une épouse qui lui apportât de grands biens. Les liens du mariage ne changèrent rien à la dépravation de ses mœurs et au scandale de sa conduite ; il continua à se livrer, comme par le passé, au libertinage le plus éhonté. Le luxe effréné du parvenu, le commandement brutal du valet devenu maître, la débauche sans retenue et sans frein, enfin tous les vices d'une société barbare et d'une société décrépète étaient réunis sur cette figure grossièrement sensuelle. Dans les rares familles où il se trouvait encore quelques restes de respect et de dignité, s'il était tombé en grand mépris, il ne s'en inquiétait guère. Pourvu que la faveur royale, par les largesses qu'elle lui prodiguait, le mît à même de satisfaire ses appétits bestiaux, que lui importait le reste?... Tant que vécut le roi Haribert, tout alla bien pour le comte de Tours ; mais, à la mort de ce prince, les choses changèrent de face. Loin de partager pour Leudaste les sentiments de son frère, Sigebert lui était profondément hostile. L'ancien favori ne l'ignorait pas, aussi n'attendit-il pas que le roi fût venu s'installer dans son gouvernement de la ville de Tours. Il s'enfuit au plus vite, sans même prendre le temps d'emporter ses richesses, tant il redoutait sa colère, et alla demander asile au roi Hilpérich auquel il prêta serment en qualité de leude. Déchu de son ancienne puissance, il lui fallut se contenter d'une existence plus modeste. Il suivit pendant cinq ans le roi de Neustrie dans les visites qu'il faisait à ses domaines, partageant la table des vassaux et recevant l'hospitalité royale. Le fils de

Léocadius, en se rappelant sa naissance et ses premiers métiers, n'avait pas trop à se plaindre, mais l'ancien comte de Tours ne pouvait se faire à l'humiliation de sa position nouvelle, et, rêvant le retour à son ancienne fortune, était bien décidé à saisir la première occasion de la reconquérir.

Après une longue attente, elle vint enfin s'offrir à son ambition. Hilpérich et Sigebert se disputèrent la possession de la ville de Tours, qui plusieurs fois fut prise et reprise par les deux compétiteurs. Leudaste avait grand intérêt à ce qu'elle restât entre les mains du premier ; aussi quand, l'année suivante, Théodebert, fils aîné de Hilpérich, rouvrit la campagne et dirigea ses opérations sur la cité, objet de tant de convoitises, s'enrôla-t-il sous son drapeau. Vainqueur de son ennemi et définitivement maître de Tours, Théodebert voulant récompenser Leudaste de ses services, le rétablit, au nom du roi son père, dans ses anciennes fonctions. Il le présenta aux habitants, sans que ceux-ci fussent bien convaincus de la vérité de ses paroles, comme une victime injustement arrachée à la haute magistrature qu'il avait toujours occupée avec une grande dignité et un esprit de justice irréprochable.

Leudaste allait se trouver en présence d'un prélat avec lequel l'entente lui était impossible. Depuis cinq ans, Géorgius Florentius était évêque de Tours, sous le nom de Grégoire qui lui avait été donné à son avènement à l'épiscopat.

Issu d'une grande famille de l'Auvergne, Georgius Florentius, avant de prendre possession de son diocèse, en avait conquis tous les suffrages, dans un voyage qu'il

avait fait à Tours, quatre mois auparavant. Le tombeau de saint Martin était alors, comme il l'est encore de nos jours, l'objet d'une grande vénération et de nombreux pèlerinages. Par sa piété, par son éloquence, par la distinction de son esprit, le futur évêque avait, en s'y agenouillant, trouvé de grandes sympathies; aussi, quand le siège métropolitain devint vacant, y fut-il appelé par les voix enthousiastes des clercs et des laïques du diocèse. Cette élection avait été confirmée par le roi et les évêques suffragants. Depuis, la considération dont il jouissait dès ce moment n'avait fait que s'accroître.

A cette époque de notre histoire, l'épiscopat ne possédait pas seulement l'autorité spirituelle, des droits politiques considérables lui étaient attachés. Grégoire en usa avec modération et fermeté. Pendant les guerres qui mirent la ville de Tours aux mains de différents maîtres, on le vit plus d'une fois exposer sa personne pour sauver des horreurs du pillage le troupeau qui lui était confié. La sainteté de son caractère en imposa toujours aux vainqueurs, qui pourtant n'avaient encore rien perdu de leurs habitudes barbares. Patricien, d'un esprit cultivé et d'une nature élevée, sa personne formait un grand contraste avec celle de l'ancien esclave dont le titre de comte n'avait pu relever la bassesse ni effacer le stigmate. C'était donc, d'un côté, avec une répugnance facile à comprendre, de l'autre, avec le sentiment de l'envie, que les relations allaient s'établir entre les deux grands dignitaires de la ville de Tours. Mais Grégoire savait allier la prudence aux autres qualités qui le distinguaient. Dans l'intérêt de ses diocésains, et pour qu'ils ne ressentissent pas le contre-

coup de la colère de Leudaste, il fit, pour l'adoucir, violence à ses sentiments les plus intimes, et se montra plein d'égards pour un homme qu'il méprisait au fond du cœur.

Le diplôme d'investiture qui conférait de grands pouvoirs à Leudaste nous est resté comme un monument de mensonge, et comme la marque du peu de confiance que devaient inspirer les formules officielles de cette époque. Nous le reproduisons tel que nous le trouvons dans les *Récits des temps mérovingiens* :

« S'il est des circonstances où la clémence royale fasse éclater plus particulièrement sa perfection, c'est surtout dans le choix qu'elle sait faire, entre tout le peuple, de personnes sages et vigilantes. Il ne conviendrait pas en effet que la dignité de juge fût confiée à quelqu'un dont l'intégrité et la fermeté n'auraient pas été éprouvées à l'avance. Or, nous trouvant bien informé de ta fidélité et de ton mérite, nous t'avons commis l'office de comte dans le canton de Tours, pour le posséder et en exercer toutes les prérogatives, de telle sorte que tu gardes envers notre gouvernement une foi entière et inviolable ; que les hommes habitant dans la limite de ta juridiction, soit Franks, soit Romains, soit de toute autre nation quelconque, vivent dans la paix et le bon ordre sous ton autorité et ton pouvoir ; que tu les diriges dans le droit chemin, selon leur loi et leur coutume ; que tu te montres le défenseur spécial des veuves et des orphelins ; que les crimes des larrons et des autres malfaiteurs soient sévèrement réprimés par toi ; enfin que le peuple, trouvant sa vie bonne sous ton gouverne-

ment, s'en réjouisse et se tienne en repos, et que ce qui vient au fisc du produit de ta charge soit, chaque année, par tes soins, exactement versé dans notre trésor. »

De tous les larrons, le premier et le plus dangereux était celui qui était chargé de juger les autres. Pour commettre ses exactions, la présence de Grégoire le gênant, il avait bien résolu de le perdre ; mais, pour ne pas se compromettre, il ne voulait y mettre ni trop d'ardeur, ni trop de précipitation. Il eut donc recours à la dissimulation et à la ruse. C'est ainsi qu'il se montra accommodant avec le sénat et presque humble vis-à-vis de l'évêque. Rien ne lui coûtait pour chercher à se concilier sa bienveillance. Les flatteries, les offres de service et jusqu'aux serments sur le tombeau de saint Martin étaient les moyens ordinaires que mettait en usage cet astucieux hypocrite. Ce jeu dura jusqu'au jour où l'armée de Théodebert ayant été anéantie, Hilpérich abandonna la partie et s'enferma dans Tournai. Aussitôt après l'événement dont nous venons de parler, les habitants s'empressèrent d'ouvrir de nouveau leurs portes à Sigebert, et lui firent acte de soumission. Leudaste, sentant bien qu'il ne pourrait pas gagner les bonnes grâces du roi de Neustrie dont il avait combattu les troupes deux ans auparavant, s'éloigna sans attendre davantage, et sans l'intervention de l'évêque de Tours, ses biens eussent été confisqués. Le comte se retira dans la Basse-Bretagne qui jouissait alors d'une complète indépendance, et dont les États offraient un asile inviolable aux malfaiteurs et aux proscrits des royaumes franks.

Depuis un an, Leudaste s'abandonnait aux passions haineuses qui tourmentaient son âme et au dépit de son impuissance, quand un événement inattendu vint le tirer de sa retraite. Sigebert mourut assassiné, et Hilpérich reprit le gouvernement de la Neustrie. A cette nouvelle qui le comble de joie, Leudaste n'attend pas à être rétabli dans ses fonctions, il accourt et s'y installe en toute hâte. Cette fois, dans la persuasion que sa position est devenue inébranlable, il ne ménage rien et donne l'essor à tous les mauvais sentiments que, jusqu'à-là, il n'avait comprimés qu'à grand'peine. Les ennemis avec lesquels il s'était cru obligé de dissimuler deviennent ses victimes, sans que personne puisse arrêter sa vengeance. Entouré d'assassins dont les bons services lui étaient acquis, il prend sur son siège une autorité dictatoriale à laquelle l'esprit de justice ne préside jamais. Loin de conserver la dignité du magistrat, il se laisse aller à des accès de fureur et à des paroles outrageantes contre ceux de ses justiciables qui montrent quelque esprit d'indépendance. Le scandale quelquefois allait si loin que l'auditoire éclatait en murmures. Alors il ne se contenait plus. Rugissant de colère, menaçant la foule du geste et de la voix, il faisait entendre les invectives les plus grossières. Devant son tribunal personne n'était respecté. Il semblait même qu'il prît un malin plaisir à humilier le haut rang et la naissance.

Les prêtres ainsi que les guerriers d'origine franke qui, jusque-là, avaient joui de certaines immunités étaient, plus que tous les autres, l'objet de ses mauvais traitements. Ses procédés de nivellement social étaient,

pour les premiers, les menottes, pour les seconds, les coups de bâton.

Quelles que fussent sa puissance et son audace, il n'avait pourtant pas osé attaquer de front un homme qu'il haïssait d'autant plus que le respect et la considération publique l'entouraient, tandis que lui n'y pouvait pas prétendre. Malgré la terreur qu'inspirait son nom, il comprenait bien que la force morale dont jouissait l'évêque le mettait à l'abri de ses coups. Ce fut donc aux machinations et à l'intrigue qu'il demanda des armes pour s'en débarrasser. Sachant que Grégoire avait conservé de bons souvenirs à la mémoire de Sigebert et qu'il entretenait encore des relations amicales avec des membres de sa famille, il espéra pouvoir exploiter, au profit de sa vengeance, les sentiments de défiance que ces relations avaient jetées dans l'esprit de Hilpérich. Il s'étudia dès lors à donner une couleur criminelle aux faits les plus innocents, à faire arriver aux oreilles du roi, assez bien disposé pour y ajouter foi, le bruit de trames et de complots imaginaires. Lui-même, tantôt par des menées souterraines, tantôt par le déploiement de forces militaires propres à faire croire qu'il avait besoin de protéger sa vie menacée, s'efforçait de pousser à bout l'évêque de Tours, dans l'espérance de le compromettre en faisant pénétrer dans son âme des accès d'impatience qu'il lui serait impossible de réprimer. C'est ainsi que lorsque ses affaires l'appelaient à l'évêché, il se présentait armé de pied en cap, comme si des embûches dressées contre lui l'obligeaient à prendre de grandes précautions.

A cette époque, la soif de l'or était telle, parmi les

grands, qu'ils la satisfaisaient souvent aux dépens de leurs propres amis. Lorsque, en 576, Mèroweg passa par Tours, il enleva au comte ses trésors et tout ce qu'il avait de précieux. Leudaste prétendit que cette spoliation n'avait eu lieu qu'à l'instigation de Grégoire, et fit entendre contre ce prélat les propos les plus violents. Puis, par un retour soudain et inexplicable, il lui en témoigna tous ses regrets, lui affirmant par serment, sans que pour cela ses sentiments fussent changés, que dorénavant il serait son défenseur le plus fidèle. En même temps qu'il lui donnait de telles assurances, il s'abandonnait, pour refaire sa fortune, à tous les genres d'exactions et de rapines.

Tant que sa personne seule avait été attaquée, Grégoire avait gardé le silence ; mais quand Leudaste en vint à dépouiller ses amis, il n'hésita pas à s'opposer à ses méfaits, et se montra aussi résolu en prenant leur défense, qu'il avait paru indifférent lorsqu'il s'était agi de repousser des attaques qui ne s'adressaient qu'à lui.

Les preuves des exactions du comte abondaient. Une commission instituée par l'évêque, après avoir recueilli celles qui étaient le plus irrécusables, partit secrètement pour les mettre sous les yeux du roi. Dans une audience qu'elle en obtint, la vérité devint si évidente pour le Monarque, que sa confiance dans le comte de Tours se changea en sentiments tout opposés et qu'il jura, sans que les créatures de Leudaste pussent le faire revenir sur sa décision, que, dans l'intérêt du peuple qu'il ruinait, dans l'intérêt des fidèles dont il spoliait les églises, l'administration de la justice ne lui serait pas confiée plus longtemps. En conséquence, le roi Hilpérich

fit accompagner la députation, à son retour, par son conseiller Answald auquel il donna l'ordre de déposer Leudaste de sa charge et de la remettre en des mains plus pures.

Answald s'acquitta fidèlement de sa mission. Après avoir prononcé la déchéance de Leudaste, il laissa à l'évêque et aux citoyens de la ville le soin de pourvoir à son remplacement. Leur choix s'arrêta sur Eunomius qui prit possession de son siège à la satisfaction générale.

Ce fut pour Leudaste un coup de foudre. Il en fut d'autant plus atterré qu'il était loin de s'y attendre. Dans son désespoir, il s'en prenait à tout le monde, à ses amis qu'il accusait de l'avoir trahi, et, avant tous les autres, à la reine Frédégonde sur laquelle il avait cru pouvoir compter, ayant toujours été son instrument complaisant et servile. De ce moment, il la considéra comme une ennemie implacable, et l'accusa hautement de mauvaise foi et de perfidie. Le sentiment de la vengeance et l'espoir d'un retour de la fortune lui faisant perdre la tête, il résolut de renverser, du même coup, la reine, toute-puissante qu'elle parût, et l'évêque de Tours que jusque-là il n'avait osé attaquer en face. Pour arriver à ses fins, il ne trouva rien de mieux que d'éveiller la jalousie dans le cœur du roi, et de lui présenter Grégoire comme le dénonciateur public des désordres de la reine.

Leudaste avait sous la main un complice sur lequel il pouvait compter en toute circonstance. De basse naissance comme lui, Rikulf était un prêtre ambitieux qui, se croyant appelé aux plus hautes destinées, ne rêvait rien moins que la dignité épiscopale et considé-

rait la position que lui avait faite dans l'Église le prédécesseur de Grégoire, beaucoup trop modeste pour son haut mérite. Dans la pensée que la passion de Hilpérich pourrait bien n'être pas éternelle, et que Frédégonde rentrerait un jour dans l'humble condition d'où elle était sortie, pour rendre sa place à l'épouse légitime, il avait tourné les yeux du côté de la reine répudiée, et s'était mis au service de Clodowig, espérant le voir un jour assis sur le trône qu'occupait son père.

Frédégonde, dans l'intérêt de ses fils encore bien jeunes — l'aîné n'avait guère que quinze ans — s'était débarrassé des deux fils aînés de sa rivale, mais celui qui restait l'inquiétait encore et lui portait ombrage. La Cour était partagée entre deux partis, et, en dehors de ceux que leur amitié ou leur reconnaissance attachaient à une des factions, se trouvaient les esprits flottants, les indécis, les calculateurs, sorte de gens qui, ne songeant qu'à leur fortune, se tournent toujours du côté qui leur paraît avoir le plus de chances de triompher.

Jusque-là, Leudaste avait été attaché à Frédégonde comme Rikulf à Audowère, et par conséquent, entre ces deux hommes, il n'y avait eu que les plus mauvais rapports. Mais la fidélité de Leudaste n'ayant pu résister aux épreuves qu'il avait traversées, il s'était abouché avec Rikulf, son ennemi de la veille, dont il avait fait son allié du lendemain. Les deux nouveaux amis s'adjoignirent un sous-diacre également appelé Rikulf, émissaire habile, ayant déjà joué un rôle important auprès de Gonthram Bosc, le roi des intrigants.

Tous trois tombèrent d'accord pour mettre à exécution le plan imaginé par Leudaste. Ils ne doutaient pas

que la colère du roi serait terrible, et qu'elle aurait pour effet la proscription de l'épouse infidèle et celle de ses deux fils. Comme conséquence naturelle, il leur paraissait évident que Clodowig allait revenir au pied du trône, en attendant qu'il y montât, et que les faveurs ne manqueraient pas à ceux qui l'auraient servi. Chacun se fit sa part à l'avance. Leudaste, plus puissant que jamais, redevenait comte de Tours, le prêtre Rikulf était nommé évêque, et le sous-diacre de même nom, archidiacre, en remplacement de Platon, un des amis de Grégoire. Pour plus de sûreté, avant d'agir, ils voulurent qu'un engagement formel de Clodowig leur assurât les places qu'ils s'étaient distribuées. Le jeune prince ne se fit pas prier. En présence d'un projet qui flattait son ambition et son orgueil, il promit tout ce que l'on voulut.

Il n'y avait pas de motif de différer plus longtemps la mise à exécution des trames ourdies dans le silence et les ténèbres. Rikulf promit d'ameuter contre Grégoire les esprits ombrageux, ceux qui, animés d'un faux patriotisme, n'admettaient pas qu'un prêtre étranger au diocèse de Tours, pût en être l'évêque. Le sous-diacre, pour être informé de tout, pour capter la confiance du prélat et l'entraîner à quelque démarche compromettante, se rapprocha de sa personne, en affectant le dévouement d'un serviteur fidèle. Leudaste se chargea du rôle le plus périlleux et le plus délicat ; il prit le chemin de Soissons dans l'intention de dévoiler au roi Hilpérich l'inconduite de la reine, et lui dire que l'évêque Grégoire n'avait pas tenu la chose cachée.

Cette dernière accusation était une abominable ca-

lomie. Grégoire était un saint évêque, incapable de flatter les puissants de la terre et de s'humilier devant le vice triomphant, mais il n'avait rien de la fougue de saint Jean Chrysostome, qui, du haut de la chaire, attaquait l'impératrice Eudoxie, à laquelle on élevait des statues, et se constituant le défenseur de la fille du peuple, la nourrissait de ses charités. Il n'avait rien de la véhémence du grand orateur chrétien, et, devant les désordres de Frédégonde, son respect pour l'autorité lui fermait la bouche. A ses yeux, le silence étant la seule leçon des rois, il ne se croyait pas le droit d'aller plus loin, et restait dans les sentiments de réserve et de discrétion qui lui étaient naturels.

Leudaste n'en accusa pas moins Grégoire d'une grande intempérance de langue et de trahison. — Tant que j'ai été comte de Tours, dit-il au roi, j'ai gardé le silence, parce que je ne voulais pas, par une dénonciation, troubler ton repos, et que je me croyais assez fort pour déjouer les manœuvres d'un évêque qui conspire contre son roi en cherchant à livrer la ville de Tours au fils de Sigebert. Mais aujourd'hui qu'il t'a plu de me disgracier, je veux, en sujet fidèle, te servir encore et t'ouvrir les yeux sur des machinations ténébreuses et coupables. — Le roi ne le laissa pas achever, il lui déclara qu'il n'était pas sa dupe et qu'il voyait bien à quel mobile il obéissait en lui dénonçant un complot imaginaire. Leudaste ne se déconcerta pas. Faisant usage de l'arme terrible qu'il avait réservée pour le dernier coup : — Grégoire, s'écria-t-il, est plus coupable encore ; il dit tout haut que la reine entretient des relations criminelles avec l'évêque Berthram.

En entendant une pareille accusation, le roi bondit de colère. Blessé dans ses sentiments les plus chers, il ne put se contenir, et, se précipitant sur Leudaste, il le frappa du pied et du poing, et lui déchira le visage. Leudaste ne perdit rien de son calme et de son assurance. Quand le roi eut repris un peu de sang-froid et qu'il lui demanda quels témoins il pourrait produire à l'appui de sa dénonciation, sa réponse, préparée à l'avance, ne se fit pas attendre. — Qu'on mette à la question Galiénus et Platon, dit-il, et l'on saura la vérité. — En parlant ainsi, il espérait que, ne pouvant résister aux souffrances de la torture, l'ami de l'évêque et son archidiacre diraient, pour s'y soustraire, tout ce que l'on voudrait. — Hilpérich lui ayant demandé s'il ne pourrait point produire d'autres témoins, Leudaste désigna Rikulf, le sous-diacre, ajoutant qu'il n'était pas besoin d'appliquer la torture à celui-là, la vérité devant sortir de sa bouche à la première sommation.

Le roi ne voulut point de cette instruction judiciaire. N'ayant pas sans doute une confiance entière dans Leudaste, il le fit mettre aux fers et ordonna l'arrestation de Rikulf.

Ce fourbe consommé était parvenu à se faire bien venir de son évêque dont il était le commensal. Quand il pensa, au temps écoulé depuis le départ de Leudaste, que le dénouement de l'intrigue approchait et qu'un insuccès pouvait le compromettre, il songea à se mettre à l'abri contre une éventualité menaçante. Il se jeta aux pieds de Grégoire, et lui confessa qu'il avait commis une grande imprudence en répétant les propos outrageants que Leudaste avait fait entendre à l'endroit de

la reine, propos qui pouvaient le faire arrêter lui-même et le faire condamner à la peine capitale. Il supplia donc son évêque de lui accorder un sauf-conduit, au moyen duquel il pût trouver un asile à l'étranger.

Ce calcul était fort habile et véritablement machiavélique. En même temps que Rikulf se mettait en sûreté, il compromettait gravement Grégoire dont la conduite, par l'intérêt qu'il allait paraître porter à un coupable, devait nécessairement devenir suspecte.

L'évêque de Tours ne s'était encore douté de rien. Les étranges paroles de Rikulf, la nature de sa confiance, le retard qu'il avait mis à lui faire ses aveux, éveillèrent des soupçons dans son âme et le mirent sur ses gardes. Au lieu de céder aux supplications du sous-diacre, il lui répondit : — « Si tu as manqué à tes devoirs, que la faute en retombe sur ta tête. Je ne veux point te donner un sauf-conduit pour un autre royaume, de peur de paraître ton complice aux yeux du roi ¹. »

Arrêté peu de jours après, Rikulf fut conduit à Soissons. Dans l'interrogatoire qu'on lui fit subir, il affirma avec un tel ton d'assurance ce qu'il avait avancé, à savoir les propos insultants de Grégoire contre la reine, propos tenus, jura-t-il, non seulement devant lui, mais aussi en présence de Gallienus et de Platon, que Hilpérich ajouta une foi entière à sa déposition. Il le maintint pourtant en état d'arrestation, puis, par une résolution bien illogique, il relâcha Leudaste et lui donna une mission toute de confiance : il le chargea de se

¹ Grég. de Tours, *Hist. des Francs*, lib. v.

rendre à Tours, pour procéder à l'arrestation de Platon et de Galliénu.

Pendant que ces choses se passaient à Soissons, le peuple, assemblé dans l'église cathédrale de Tours, était témoin des scènes les plus étranges. L'emprisonnement du sous-diacre Rikulf n'avait en rien diminué la confiance que son homonyme avait dans la réussite de ses projets ambitieux. Croyant que le moment d'agir était venu, il ne gardait plus aucun ménagement vis-à-vis de l'évêque qu'il avait tant flatté jusque-là. Passant des plus basses adulations à des provocations inouïes, un jour, il profita du moment de repos que l'usage accordait aux officiants pendant la célébration du sacrifice de la messe, pour narguer le prélat et lui dire, en présence de la foule étonnée, qu'il était temps d'en finir avec les Auvergnats usurpateurs et de les renvoyer dans leurs montagnes. Grégoire, méprisant d'aussi grossières injures, se contenta de répondre que tous les évêques de Tours, cinq seulement exceptés, ayant été alliés de sa famille, il ne pouvait pas être considéré comme un étranger. Ce sang-froid et ce dédain irritèrent tellement Rikulf que, ne se contenant plus, il adressa à son évêque les plus grossières insultes. Devenu fou furieux, il allait joindre le geste à la voix et frapper le prélat au visage, quand ceux qui l'entouraient, indignés de tant d'audace, se ruèrent sur lui et retinrent son bras.

Le lendemain, Leudaste arriva à Tours muni de pleins pouvoirs pour l'arrestation de Platon et de Galliénu. Il fit son entrée dans la ville sans aucun appareil, et comme s'il y était appelé par ses affaires personnelles. Cette conduite, si fort en opposition avec ses habitudes

fastueuses, n'inspira aucune défiance ; puis, quand il se fut assuré que personne ne soupçonnait rien, et que les deux prêtres qu'il avait l'ordre de saisir étaient tranquilles dans leur demeure, il s'y transporta avec une escorte, se jeta sur eux et les chargea de chaînes. Dans la crainte sans doute que cette arrestation ne soulevât le peuple, il prit, avec ses prisonniers, un chemin détourné pour sortir de la ville, faisant, sur sa route, répandre le bruit qu'avant longtemps il serait également procédé à une arrestation plus importante, ce qui voulait dire que l'évêque aurait bientôt le même sort.

Grégoire s'occupait paisiblement, dans son palais épiscopal, des affaires du diocèse, quand la nouvelle de ce qui venait d'arriver parvint à son oreille. Très vivement affecté de l'arrestation inique de deux prêtres qu'il aimait et qu'il estimait, il comprit, aux propos de Leudaste qui lui revinrent de tous les côtés, que lui-même ne devait pas rester libre longtemps. Se jetant à genoux, il eut recours à la prière, cette force du faible, et demanda à Dieu sa protection contre les méchants. Puis, ouvrant le livre des psaumes de David, ses yeux tombèrent sur ce verset qui fut pour lui une consolation pour le présent et un gage de tranquillité pour l'avenir : — « Il les fit sortir pleins d'espérance, et ils ne craignirent point, et leurs ennemis furent engloutis au fond de la mer ¹. »

Peu s'en fallut que l'événement ne donnât à ces paroles une application immédiate. Monté, avec ses prisonniers, sur une embarcation dont il prétendait diriger les manœuvres, Leudaste, marin très inexpérimenté, fit si

¹ Augustin Thierry, *Récits mérovingiens*, cinq. récit.

bien que l'avant sur lequel il s'était placé pour donner ses ordres s'enfonça dans le fleuve et qu'il y fut précipité. Il parvint pourtant à gagner la terre à la nage, pendant que les prisonniers enchaînés, et par conséquent privés de la liberté de leurs mouvements, auraient péri infailliblement, si l'arrière sur lequel ils se trouvaient n'avait pas été soutenu par un radeau. Aidés d'une autre barque, ils finirent par s'en tirer sans encombre. Cette expédition qui, au moment du départ, avait failli avoir un dénouement si tragique, ne fut pas suivie d'autres accidents. Le reste de la route se fit paisiblement, et Leudaste, ne perdant pas un instant de vue sa proie, arriva sain et sauf à Soissons.

Il s'était dit qu'il fallait profiter de la colère du roi pour obtenir de lui la sentence la plus sévère, dans l'espérance qu'une fois engagé dans la voie des rigueurs inexorables, il n'en reviendrait pas. Il fit donc tous ses efforts, avant même que l'instruction à peine commencée fût poursuivie, pour lui arracher une condamnation à mort, qui devait être suivie d'une prompte exécution. Mais Leudaste connaissait mal celui dont il voulait faire l'instrument de sa vengeance. Comme chez toutes les natures faibles, les grands emportements dans le cœur de Hilpérich ne tardaient pas à être suivis d'un retour à des sentiments tout opposés. Pendant l'absence de Leudaste, avec la réflexion, le doute était venu assiéger son âme. Il s'était demandé si la reine était bien coupable, et aussi si Grégoire, qu'on lui avait dénoncé pour en avoir mal parlé, avait bien tenu les propos qu'on lui prêtait. D'ailleurs, comme il avait la prétention d'être un criminaliste consommé, il donna ordre de

poursuivre la procédure commencée contre Platon et Gallienus et de ne rien précipiter.

Frédégonde elle-même, si irritée qu'elle fût au fond, dissimulait avec soin sa colère. Voulant, avant tout, reconquérir la confiance du roi, elle affectait un grand calme, disait avec assurance que sa réputation n'avait qu'à gagner à ce que le jour se fît sur cette affaire, et réclamait avec instance la continuation de l'enquête commencée. Hilpérich se trouva tellement ébranlé, et si peu disposé à croire Rikulf sur parole, que pendant qu'il continuait à le tenir dans les fers, il laissa une demi-liberté aux deux amis de Grégoire, Platon et Gallienus.

D'ailleurs, le grand coupable, en supposant qu'il le fût, n'était pas sous sa main. L'évêque Grégoire restait toujours à la tête de son diocèse, et malgré un petit nombre d'intrigants qui lui étaient hostiles, la considération publique lui servait de sauvegarde. Arrêter un aussi grand personnage, sans y mettre plus de façon qu'il n'aurait fait pour un simple clerc, c'était s'exposer à la colère du peuple, c'était attirer sur sa tête bien des orages. Au lieu d'employer la force qui pouvait tout perdre, le roi se décida à recourir à la ruse. Avant de procéder contre sa personne à un acte de rigueur, il voulut qu'une démarche compromettante, faite par l'évêque lui-même, vînt le justifier, que sa fuite de Tours, par exemple, ne laissât guère de doute sur sa culpabilité.

Le moyen auquel il s'arrêta fut longtemps et mûrement médité. Le duc de Bérulf avait, dans ce moment, le gouvernement de Tours, de Poitiers et de plusieurs autres villes situées au sud de la Loire, villes que les

armes du roi avaient récemment conquises. Il le fit venir à Soissons et lui recommanda de se rendre à Tours, sous le prétexte bien naturel d'en visiter les fortifications. Une fois arrivé dans la place, il devait y faire entrer des soldats, sous le prétexte que, la ville étant menacée par l'ennemi, il fallait bien veiller à sa garde ; mais en réalité pour mettre la main sur l'évêque, à l'heure où il chercherait à s'évader. Ces premières dispositions prises, le duc trouverait facilement, par des moyens sur la nature desquels il ne devait pas se montrer très scrupuleux, des gens complaisants, de prétendus amis de Grégoire, qui viendraient le prévenir du danger dont le courroux du roi le menaçait, et qui lui conseilleraient de s'y soustraire en prenant la fuite. C'est alors que les soldats l'arrêteraient, et que lui, Hilpérich, roi de Neustrie, en raison de circonstances en apparence si graves, donnerait facilement à un acte de prudence personnelle le caractère de la trahison.

Si les premières scènes du drame furent parfaitement jouées, le dénouement fut tout autre que le roi l'avait imaginé. Aux supplications qui lui étaient faites de se mettre promptement en sûreté, le prélat opposa sa conscience qui lui faisait un devoir de braver le danger, et, fort de son innocence, il résolut de rester à son poste. Impassible devant les attaques de la calomnie, il ne voulut pas faire acte de faiblesse pour sauver sa vie menacée.

C'était bien moins d'accusations mensongères que de la conduite, aussi digne que ferme, tenue par Grégoire dans le synode devant lequel saint Prétextat avait été condamné à l'exil, que Hilpérich et Frédégonde voulaient

tirer vengeance. Ils ne pouvaient pas en effet lui pardonner l'opposition qu'il leur avait faite dans cette circonstance.

Les finesses de Hilpérich, pour le faire tomber dans le piège qu'il lui avait tendu, ayant tourné à sa confusion, il ne lui restait plus qu'à le traduire devant le synode, à raison des propos que lui prêtaient Leudaste et ses complices. Paris avait été le siège du synode qui, en 577, avait jugé saint Prétextat ; Soissons fut choisi pour être celui devant lequel Grégoire devait paraître. Au mois d'août 580, tous les citoyens d'Australie reçurent des lettres de convocation. L'évêque de Tours ne se fit pas attendre, il fut un des premiers à répondre à l'appel.

Sa réputation de sainteté l'avait devancé : aussi, quand il parut devant le peuple, portant sur son visage toute la sérénité d'une âme pure et tranquille ; quand on le vit visiter de préférence les lieux saints et se prosterner devant le tombeau des martyrs, le respect qu'il inspirait se traduisit en acclamations enthousiastes. Dans les hautes classes, comme dans les rangs les plus infimes de la société, il n'y eut qu'une voix pour proclamer son innocence, pour flétrir ses misérables accusateurs. L'opinion publique lui devint si favorable, que, s'il ne se fût pas soustrait aux transports de la foule, il en aurait reçu une véritable ovation. Cependant Rikulf conservait la même attitude et continuait ses dépositions calomnieuses. En attendant la réunion du synode, l'instruction se poursuivait, et chaque fois qu'il allait au palais pour être interrogé, et qu'il en revenait pour rentrer en prison, il levait audacieusement

la tête, provoquant, par ses allures insolentes, les murmures du peuple.

Il arriva, un jour, qu'à la vue de tant d'effronterie, un ouvrier en bois dont l'histoire a gardé le nom, Modestus, ne put pas se contenir et que, s'avancant de quelques pas, il lui dit avec colère : — « Malheureux, qui poursuis avec tant d'acharnement les machinations que tu as ourdies contre ton évêque, tu devrais garder le silence ¹. » — Ces mots avaient été prononcés en langue latine, et les gardiens du prisonnier qui appartenaient à la nation tudesque ne les avaient pas compris. Rikulf leur en donna une traduction suivant laquelle Modestus lui aurait conseillé de ne pas dire la vérité. Les soldats, voyant dans cet honnête ouvrier un ennemi de la reine, l'arrêtèrent malgré les protestations d'une foule indignée, puis se rendirent auprès de Frédégonde, pour lui faire connaître ce qui venait de se passer et lui demander ses ordres. En entendant le récit qui lui fut fait, Frédégonde eut un de ces emportements qui lui étaient si habituels. Elle ordonna que le fouet fût donné à Modestus, qu'on l'enchaînât et qu'il fût jeté en prison. Modestus était un chrétien plein de foi et de ferveur, prêt à subir le martyre sans murmurer. Mais, espérant que Dieu, dans sa justice, viendrait briser ses chaînes, il se jeta à genoux, invoquant le secours céleste de toutes les forces de son âme. Pendant le sommeil de ses gardiens, il tenta de se débarrasser de ses rudes entraves ; soit que les attaches n'eussent pas été solidement rivées, soit qu'une exaltation nerveuse eût

¹ Grég. de Tours, *Hist. des Francs*.

décuplé ses forces, il parvint à rompre ses fers et à s'évader. Cette même nuit Grégoire veillait à l'église de Saint-Médard. Sa surprise fut grande quand Modestus se précipita à ses pieds et lui demanda sa bénédiction.

L'affaire fit grand bruit, tout le monde à Soissons cria au miracle. Aux yeux de la foule, l'intervention divine se manifestant d'une manière si éclatante en faveur d'un des partisans de Grégoire, il ne pouvait rester aucun doute sur son innocence. Il faut répéter que la considération attachée à son nom allait tous les jours en s'étendant, que le respect qu'inspirait sa sainteté avait rayonné au loin, et que plusieurs membres du synode, avant même l'examen de son affaire, paraissaient partager les sentiments du public. Dans la crainte d'une pression des masses, le roi ne voulut pas que la réunion du synode eût lieu à Soissons, une maison de la villa royale de Braine fut choisie pour le lieu des séances. Le roi, sa famille et tous les évêques présents à Soissons s'y transportèrent.

Le synode s'ouvrit par la lecture d'une longue pièce de vers que le poète Fortunat, ce bel esprit chrétien auquel sainte Radégonde faisait manger de si bonnes confitures, lui avait adressée. Fortunat avait voulu célébrer dans la langue des dieux une assemblée qui réunissait tant d'esprits d'élite. Pas un mot d'ailleurs en faveur de Grégoire dont pourtant il était l'ami. Le dithyrambe étant uniquement consacré à la louange de prélats éminents ne pouvait pas apparemment aborder un autre sujet. Après avoir beaucoup admiré l'œuvre poétique dont le bon goût était contestable, le synode s'occupa de la question pour laquelle il avait été réuni.

Grégoire rencontrait peu d'esprits hostiles, beaucoup au contraire étaient prévenus en sa faveur.

Contrairement à ce qui s'était passé au moment du jugement de saint Prétextat, le visage des guerriers franks, loin de respirer la colère, s'était empreint d'une douce bienveillance qui se répandait sur celui des vassaux réunis en foule aux portes de la salle où siégeait l'assemblée. Quant à la population gallo-romaine dont on avait voulu éviter les manifestations, en transportant le synode à Braine, elle s'y trouvait nombreuse, donnant à l'illustre accusé, par son attitude, les marques les plus éclatantes de sa sympathie. Seul le roi Hilpérich, drapé dans sa dignité royale, affectait une impartialité qui n'était pas dans son cœur.

En entrant, il salua les évêques et s'assit, après avoir reçu leur bénédiction. La parole fut donnée à Berthram, évêque de Bordeaux, qui, disait-on, savait mieux que personne à quoi s'en tenir sur la fidélité conjugale de la reine Frédégonde. Lorsqu'il eut achevé la lecture des différentes pièces de la procédure, il se tourna du côté de l'évêque Grégoire, et lui demanda s'il était vrai qu'il eût enveloppé la reine et lui dans les mêmes outrages. — « En vérité, je n'ai rien dit de semblable, répondit-il; on a pu m'en parler, je n'y ai ajouté aucune foi ¹. »

Le public n'attendait qu'une occasion pour faire entendre sa voix. La réponse de Grégoire la lui fournit. Malgré la présence du roi qui interdisait toute manifestation de cette nature, des applaudissements prolongés se firent entendre. Puis, chacun se mêlant aux débats,

¹ Grég. de Tours, *Hist. des Francs*.

des interruptions et des cris partirent de tous les côtés. — « Pourquoi adresser de tels reproches à un prêtre de Dieu ? pourquoi le roi donne-t-il suite à une telle affaire ? est-ce que l'évêque dirait des choses semblables, même d'un esclave ? O Dieu, notre Seigneur, viens au secours de ton serviteur ¹ ! » Devant ces acclamations que rien désormais ne pouvait contenir, le roi resta maître de lui-même, et, prenant un faux semblant d'indifférence, il éleva la voix assez haut pour être entendu du dehors. — « Le crime imputé à la reine était un opprobre pour moi, dit-il ; si vous pensez que des témoins sur le fait imputé à l'évêque doivent être entendus, ils sont là. Si vous croyez au contraire que cela n'est pas nécessaire et que le témoignage de l'évêque suffit, parlez, je suis prêt à en passer par ce que vous aurez ordonné ². »

Les évêques demandèrent que l'on entendît les témoins à charge. Il ne s'en trouva qu'un seul, le sous-diacre Rikulf. Platon et Galliënus persistèrent dans leurs dénégations, et le roi n'osa pas proposer qu'on les soumît à la question. Quant à Leudaste, voyant la tournure que prenaient les choses, il ne s'était pas présenté et on ne savait où le trouver. Seul Rikulf, poussant l'audace jusqu'au cynisme, allait de nouveau faire entendre ses calomnies, quand les membres du synode, qui voyaient dans la déposition d'un simple clerc contre son évêque une atteinte portée à la dignité épiscopale, l'arrêtèrent.

Restait l'interrogatoire de Grégoire. Le roi, à cet

¹ Grég. de Tours, *Hist. des Francs*.

² *Idem*.

égard, eut une singulière prétention. Il voulut, pour qu'on y ajoutât foi, que l'évêque fît son serment à trois reprises différentes, chaque fois devant un nouvel autel. L'évêque et le synode souscrivirent à une exigence aussi étrange. Après la prestation du serment et la déposition de Grégoire, il ne restait plus au synode qu'à rendre son jugement. Il rentra en séance, et le roi Hilpérich ayant repris sa place, le président se leva et prononça cette sentence : — « O roi, l'évêque a accompli ce qui lui était commandé. » — Et comme la juridiction était formelle, qu'en pareil cas la pénalité qu'ils demandaient devait être appliquée aux accusateurs, il se tourna vers Hilpérich et ajouta : — « Que nous reste-t-il à faire, sinon à te priver de la communion, ainsi que Berthram, l'accusateur d'un de ses frères¹ ? »

Ce fut un coup de foudre pour le malheureux roi. Devant une pareille menace, il resta confondu et s'écria, dans son désespoir : — « Mais je n'ai fait que répéter ce qui m'a été dit. » — Les rôles étaient bien changés. Le président, lui parlant cette fois comme à un accusé, insista pour savoir de la bouche de qui émanaient tous ces bruits. De Leudaste, — s'empressa de répondre le triste monarque qu'effrayait la peine de l'excommunication.

Leudaste, comme nous venons de le dire, avait pris ses précautions. Toutes les recherches que l'on fit pour le trouver furent vaines, et le synode le condamna, par contumace, à l'excommunication. Après avoir donné lec-

¹ Grég. de Tours, *Hist. des Francs*.

ture de la sentence, le président se leva et prononça l'anathème formulé par l'Église ¹.

Pour le sous-diacre Rikulf, la sentence ne pouvait pas être douteuse, la loi romaine étant précise à cet égard. La peine capitale qu'entraînait le crime de lèse-majesté imputé à Grégoire, fut donc prononcée contre

¹ « Par le jugement du Père, du Fils et du Saint-Esprit, en vertu de la puissance accordée aux apôtres et aux successeurs des apôtres, de lier et délier dans le ciel et sur la terre, tous ensemble, nous décrétons que Leudaste, semeur de scandales, accusateur de la reine, faux dénonciateur d'un évêque, attendu qu'il s'est soustrait à l'audience pour échapper à son jugement, sera désormais séparé du giron de la sainte Mère-Eglise et exclu de la communion chrétienne, dans la vie présente et dans la vie à venir. Que nul chrétien ne lui dise salut, et ne lui donne le baiser, que nul prêtre ne célèbre pour lui la messe et ne lui administre la sainte communion du corps et du sang de Jésus-Christ, que personne ne lui fasse compagnie, ne le reçoive dans sa maison, ne traite avec lui aucune affaire, ne boive, ne mange, ne converse avec lui, à moins que ce ne soit pour l'engager à se repentir. Qu'il soit maudit de Dieu le père qui a créé l'homme, qu'il soit maudit de Dieu le fils qui a souffert pour l'homme, qu'il soit maudit de l'Esprit-Saint qui se répand sur nous au baptême; qu'il soit maudit de tous les Saints qui, depuis le commencement du monde, ont trouvé grâce devant Dieu. Qu'il soit maudit partout où il se trouvera, à la maison et aux champs; sur la grande route ou dans le sentier. Qu'il soit maudit vivant et mourant, dans la veille et dans le sommeil, dans le travail et dans le repos. Qu'il soit maudit dans toutes les forces et tous les organes de son corps. Qu'il soit maudit dans toute la charpente de ses membres, et que, du sommet de la tête à la plante des pieds, il n'y ait pas sur lui la moindre place qui reste saine. Qu'il soit livré aux supplices éternels avec Dathan et Abiron, et ceux qui ont dit au Seigneur : Retire-toi de nous. Et de même que le feu s'éteint dans l'eau, qu'ainsi la lumière s'éteigne pour jamais, à moins qu'il ne se repente et qu'il vienne à donner satisfaction.»

Amen, que cela soit, que cela soit, qu'il soit anathème. Amen, amen, crièrent, à plusieurs reprises, tous les membres du Synode.

(Augustin Thierry, *Ve Récit des temps mérovingiens.*)

lui. L'exécution ne s'en serait pas fait attendre longtemps, si Grégoire n'avait pas demandé au roi la grâce du condamné. Hilpérich, heureux de voir se terminer ainsi une affaire dans laquelle la réputation de la reine n'avait pas été épargnée, affaire dont il n'avait pas d'abord compris toutes les conséquences, ne demanda pas mieux que d'être agréable à l'évêque qui sortait de cette accusation plus puissant qu'il n'avait jamais été. Il fit donc au dénonciateur remise de la peine capitale. Mais il voulut qu'il fût soumis à la question, employant cette rigueur, non comme un châtiment, mais comme un acte de procédure.

Frédégonde, au moment de la réunion du synode, avait passé par de cruelles angoisses. Si, au sein de cette assemblée, les terribles accusations qu'elle redoutait ne s'étaient pas produites ; si, à cet égard, elle devait éprouver un grand soulagement, tigresse altérée de sang, elle ne voyait pas sans peine un dénouement plein de mansuétude et d'indulgence. Puisque tout devait se terminer par une simple torture, au moins voulut-elle qu'on l'appliquât avec un raffinement de cruauté. Elle fut servie à souhait par les fidèles serviteurs du palais. — « Aucun objet matériel, aucun métal ne pourrait résister à tous les coups que supporta ce malheureux. Depuis la troisième heure du jour, il resta suspendu à un arbre, les mains attachées derrière le dos ; détaché à la neuvième, il était étendu sur une roue, et frappé à coups de bâton, de verges, de courroies mises en double, et non par une ou deux personnes, mais tous ceux qui pouvaient approcher de ses misérables membres étaient pour lui autant de bourreaux. »

(Grég. de Tours, *Histoire des Francs*, liv. V, p. 359. Traduction de MM. Guadet et Taranne.)

Les tourments de la torture arrachèrent à Rikulf des aveux complets. Il raconta comment et à quelle fin le complot avait été ourdi ; il avoua que les conspirateurs avaient eu pour but la disgrâce de la reine, celle de ses deux fils et le retour du fils d'Audowère à la cour ; il déclara enfin qu'en agissant comme ils l'avaient fait, ils avaient l'espérance, pour Leudaste, du titre et des privilèges de duc ; pour le prêtre Rikulf, de l'évêché de Tours ; pour lui-même, de la charge d'archidiacre de ce diocèse. Frédégonde garda le silence, mais, quoiqu'il ne fût pas directement incriminé par Rikulf, de ce jour, elle inscrivit le nom du jeune Clodowig sur le livre de ses vengeances.

Pendant que Grégoire sortait victorieux du synode de Braine, le prêtre Rikulf triomphait à Tours. Ne doutant pas du succès des intrigues auxquelles il avait pris une si grande part, il n'avait pas attendu que la nouvelle de l'événement, dont l'issue ne lui paraissait pas douteuse fût arrivée jusqu'à lui, pour s'installer au palais épiscopal, en qualité d'évêque et s'en attribuer les pouvoirs. Dans son omnipotence, il avait été jusqu'à disposer des biens de l'Église métropolitaine, en faveur de ses amis. Aux uns, il avait fait des cadeaux d'argenterie et de meubles précieux ; aux autres, il avait donné des prés et des vignes. Quant à ceux des membres du clergé dont il ne croyait pas avoir besoin, ou qu'il pensait lui être hostiles, il les traitait de la façon la plus brutale, ne leur ménageant ni les injures ni les coups, les frappant même quelquefois de sa propre main. Infatué de sa

puissance, il se vantait d'avoir, par son esprit, purgé la ville de Tours des gens venus d'Auvergne qui infestaient ses murs. S'il se trouvait, parmi ses familiers, quelques esprits prudents qui, avant de faire tant d'éclat, auraient voulu attendre la décision du synode, il leur disait qu'il était trop prudent lui-même pour ne pas agir en parfaite connaissance de cause.

Voilà ce qui se passait à Tours, au grand scandale de toute la partie honnête de la population, quand Grégoire y reparut. Les décisions du synode ne l'avaient pas devancé, aussi lorsqu'il les fit connaître, des cris de joie s'échappèrent de toutes les poitrines. Obligé d'évacuer le palais épiscopal pour le laisser à son légitime possesseur, Rikulf se refusa à une formalité de préséance à laquelle tout membre du clergé était obligé, il n'alla pas saluer son évêque. Prenant des airs ridicules de supériorité, il affecta d'abord de garder un dédaigneux silence, puis, la rage débordant de son cœur, il fit entendre des propos furieux, et, dans sa frénésie, n'eut à la bouche que des menaces de mort.

L'évêque Grégoire était trop calme et trop prudent pour recourir à la force contre un pareil insensé. Il ne voulut pas sortir des voies légales, et appela les suffragants de la métropole à un synode provincial auquel il voulut que le règlement de cette affaire fût confié. Rikulf trouva, devant cette assemblée, le châtiment qu'il avait si bien mérité. Le synode le condamna, pour cause de rébellion à son évêque et de troubles de l'État, à être enfermé dans un monastère dont, plus tard, il parvint à s'échapper.

Grégoire de Tours assure que Félix, évêque de Nantes,

qui n'avait pas été étranger à toute cette intrigue, ne se contenta pas de favoriser l'évasion de Rikulf, qu'il accueillit même dans son diocèse *cet homme vraiment exécrable* ¹.

¹ En ce temps, Félix, évêque de Nantes, m'adressa des lettres outrageantes; il allait jusqu'à m'écrire que mon frère avait été tué parce que, ambitieux de l'épiscopat, il avait tué son évêque. Son motif pour m'écrire de pareilles choses, c'est qu'il avait désiré une terre de mon diocèse, et comme je la lui refusais, il vomit contre moi, dans sa fureur, mille outrages, ainsi que je viens de le dire. Je lui répondis un jour : « Souviens-toi de la parole du prophète : *Malheur à ceux qui ajoutent maison à maison et joignent un champ à un champ ! Seront-ils les seuls habitants de la terre ?* Oh ! si Marseille t'avait eu pour évêque ! ses vaisseaux t'auraient apporté non de l'huile ou d'autres épices, mais seulement du papier pour que tu puisses plus à l'aise écrire contre la réputation des gens de bien ; mais le manque de papier met des bornes à ton bavardage. » Il était d'une avidité et d'une jactance extrême. Mais je m'arrête pour ne pas lui ressembler.

Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*,
livre 5. Traduction de MM. Guadet
et Taranne.

A mon retour, il (Rikulf) continua de me regarder avec surprise et ne vint pas me saluer comme les autres citoyens ; et comme il menaçait encore plus haut de me tuer, j'ordonnais, d'après l'avis des évêques de ma province, qu'il fût gardé dans un monastère. Il y était étroitement renfermé ; mais, grâce à l'intercession de certains envoyés de l'évêque Félix, qui avait été un des instigateurs de l'affaire précédente, et à leurs parjures pour circonvenir l'abbé, il parvint à s'échapper, et se retira auprès de Félix, qui accueillit avec empressement un homme vraiment exécrable.

Idem, livre 5.

Grégoire de Tours, justifié de cette horrible accusation, eut, par la suite, une affaire avec Félix, évêque de Nantes, son suffragant. Celui-ci n'avait tiré le second ecclésiastique (Rikulf) de la prison claustrale que pour mortifier Grégoire, dont il était devenu l'ennemi. Voici quelle en fut l'occasion : « Félix, dit l'évêque de Tours, dont l'orgueil

Passons sans nous arrêter davantage sur les divisions qui malheureusement éclatèrent entre deux des plus grands prélats du sixième siècle, et reconnaissons en gémissant que nul, parmi les plus saints, ne peut soustraire entièrement son âme à la violence des passions.

Pendant que Rikulf trouvait un asile inespéré, Leudaste, errant à l'aventure, n'avait pas une heure de repos. La loi ne permettant pas à ceux qui l'auraient pris en pitié de lui offrir un abri et même de lui donner une bouchée de pain, toutes les maisons lui avaient été fermées. Il avait quitté Braine pour venir à Paris chercher un refuge dans la basilique de Saint-Pierre, mais cette église qui ouvrait ses portes aux criminels ordinaires, les fermait à ceux qui étaient frappés d'anathème. Il allait se décider à implorer la commisération d'un ami, quand un nouveau malheur lui fit prendre une autre

et la cupidité étaient extrêmes, avait voulu s'approprier une terre de mon église ; je m'y opposai. Mon opposition l'irrita si fort, qu'il vomit contre moi cent paroles injurieuses ; il m'écrivit une lettre pleine d'invectives ; il me rappelait le nom de mon frère ; il disait qu'il avait été tué pour le punir du meurtre qu'il avait commis dans la personne d'un évêque dont il ambitionnait la place.

« Je lui répondis qu'il devait savoir que ceux qui joignent champ à champ, maison à maison, comme si la terre était à eux seuls, sont menacés par le prophète ; que s'il eût été évêque de Marseille, on n'aurait vu décharger au port de la ville que des vaisseaux chargés de *papyrus* ; que peut-être en aurait-il eu assez pour faire ses libelles diffamatoires ; qu'il n'avait mis fin au sien que parce que le papier lui avait manqué. » Si les libelles dont l'évêque de Tours se plaignait, étaient du même style que la réponse, on peut pardonner à Grégoire l'aigreur qu'il y fit paraître.

Vie de saint Grégoire, évêque de Tours,
par Levesque de la Ravalière.

résolution. La mort de son fils, survenue dans ce moment, le plongea dans une profonde douleur, et, pour se rapprocher de sa famille, il se décida à revenir à Tours, bravant le danger auquel l'exposait ce retour et faisant peu de cas de sa sûreté personnelle. Caché sous un déguisement, il parvint, sans être reconnu, à pénétrer dans la maison conjugale, et put, avec son épouse, se livrer à toute son affliction de père. Bientôt cependant les intérêts matériels reprenant la première place dans son cœur, il fit ample provision des richesses qu'il devait à ses exactions et les mit en lieu sûr.

Chez les Germains, les lois de l'hospitalité étaient sacrées ; nul, pour quelque cause que ce fût, n'avait le droit de s'y soustraire. Elles étaient une obligation dans le cas même où l'Église élevait la voix contre ceux qui en réclamaient le bénéfice. Leudaste ayant conservé, dans le pays de Bourges, des amis d'origine germanique, songea à leur confier tout ce qu'il avait pu sauver de Tours, avant que la sentence d'excommunication dont il était atteint eût été promulguée. Quand les messagers royaux chargés de la mettre à exécution arrivèrent, Leudaste et sa fortune voyageaient d'un autre côté. Sa femme seule tomba entre leurs mains. Ils l'emmenèrent à Soissons, d'où, par ordre du roi, elle fut exilée à Tournai.

L'ancien comte de Tours ne perdait pas de vue les fourgons qui portaient ses richesses. En les accompagnant, il parvint sur les terres du roi Gonthram où toute poursuite contre sa personne était interdite. Il touchait à l'asile qu'il devait trouver, quand alléchés à la vue de ses bagages, les habitants du pays, le juge du canton en tête,

se ruèrent sur ceux qui les conduisaient et s'en emparèrent, ne laissant à Leudaste que les vêtements qu'il avait sur le corps, et lui ordonnant, sous peine de mort, de quitter les lieux à l'instant même. Dans cette extrémité, Leudaste prit conseil du désespoir. Pour reprendre ce qui lui avait été enlevé, il revint sur ses pas, et, quand il eut mis le pied sur les États du roi Hilpérich, il organisa son plan d'attaque. Dans ce temps de barbarie, l'appât du pillage entraînait toutes les classes de la société. Leudaste eut bientôt sous la main une troupe nombreuse à laquelle il promit une large récompense, si elle voulait s'engager avec lui dans une expédition qui en valait la peine. Ceux qui la composaient ne se le firent pas dire deux fois, ils acceptèrent sa proposition avec empressement et se mirent en marche, l'ayant à leur tête. Parvenu à son point de départ, Leudaste s'abattit sur la maison où il avait vu emmagasiner les objets qui lui avaient été enlevés et parvint à les reprendre, après avoir mis en fuite les brigands dont un des chefs perdit la vie.

Il tint sa promesse et ses compagnons n'eurent pas à se plaindre de sa générosité. En échange de ses largesses, ils lui promirent, au premier appel, le concours le plus empressé et un dévouement sans bornes.

Cet événement rendit à Leudaste toute sa confiance. Se croyant une puissance avec laquelle il faudrait désormais compter, il revint fièrement, et la tête levée, faire sa résidence dans les environs de Tours. Bérulf en ayant été informé, répondit à cette bravade en envoyant un piquet de soldats pour s'assurer de sa personne.

Leudaste ne parvint à leur échapper que par une fuite

précipitée qui l'obligea d'abandonner tout ce qu'il possédait. Le voilà donc encore une fois réduit au plus profond dénuement ! Pendant que le fisc, après en avoir fait l'inventaire, dirigeait vers Tours ses richesses tant de fois prises et reprises, Leudaste prenait le chemin de Poitiers où il espérait trouver un asile dans la basilique de Saint-Hilaire.

Nous venons de dire que sa position d'excommunié ne le mettait nulle part à l'abri des poursuites. Cependant, soit que l'église de Poitiers, sous l'influence d'une femme vénérée dont le monastère était dans le voisinage de Saint-Hilaire, fût moins sévère, soit qu'elle prît en considération l'origine poitevine du proscrit, elle ne fut pas inexorable, et l'accueillit comme elle aurait fait d'un condamné ordinaire. Leudaste en abusa étrangement. Ne pouvant, avec ses propres ressources, satisfaire ses appétits sensuels et ses goûts de dépense, il ne trouva rien de mieux que d'organiser une bande de brigands choisis parmi les plus abjects de ses compagnons. Avec eux, il détroussait les voyageurs, pillait les maisons et trouvait, dans la basilique de Saint-Hilaire, un lieu sûr pour y mettre son butin et y abriter sa personne.

Rentrée dans le saint temple, la bande se livrait au jeu de dés, buvait, mangeait, s'abandonnait à tous les excès. Grégoire de Tours assure que l'église devint une maison d'orgies, un lupanar de prostituées.

Les choses en vinrent au point que Leudaste reçut l'ordre de quitter, pour n'y rentrer jamais, l'asile qu'il avait profané.

Il se retourna alors vers ses amis du Berry chez lesquels, contrairement aux lois de l'Église, il reçut

l'hospitalité. Ils lui restèrent fidèles en effet et lui firent bon accueil. La vie douce et tranquille qu'on y menait ne pouvait convenir à une telle nature. Il lui fut impossible de rompre longtemps avec ses goûts et ses habitudes et il revint à son métier d'aventurier et de vagabond. Pendant ce temps-là, comme la justice antique, la vengeance de Frédégonde marchait d'un pied boiteux, mais d'un pas sûr.

Leudaste ne s'en occupait guère. A la cour du roi Hilpérich, il comptait encore quelques partisans parmi les guerriers de la race franque dont les mœurs ressemblaient si bien aux siennes. Grâce à leur appui, grâce à celui de quelques évêques du synode de Braine, il obtint un édit royal, aux termes duquel il était autorisé à revenir, avec sa femme, à son ancien domicile et à rentrer dans la possession de ses biens. Il reparut à Tours avec ses allures arrogantes d'autrefois. Les évêques, la reine elle-même qui dissimulait ses projets de vengeance, avaient travaillé à le relever de sa sentence d'excommunication. Un manifeste revêtu de la signature d'un grand nombre de prélats, auquel manquait cependant celle de l'évêque de Tours, lui rendait la paix de l'Église et l'admettait dans la communion chrétienne.

Quelle ne fut pas la surprise de Grégoire, lorsqu'il vit son ennemi le plus acharné reparaître, non pas honteusement et comme le condamné qui demande grâce et pardon, mais muni d'un acte qui lui rendait sa liberté et lui accordait une sorte de réhabilitation. Elle devint bien plus grande encore, quand un messenger, envoyé par Leudaste, lui demanda d'apposer sa signature à côté de

celle des autres évêques, pour la levée de l'excommunication dont il avait été frappé.

Ne comprenant rien à ce qui se passait, Grégoire se demanda s'il n'y avait point dans tout cela une manœuvre dirigée contre lui, et, avec cet esprit de prudence dont il ne se départait jamais, il voulut savoir de l'envoyé, si la reine y avait donné son assentiment. Sur sa réponse négative, l'évêque répondit qu'il attendrait les ordres de la cour avant de prendre une détermination. Il écrivit en effet à la reine, pour connaître ses dispositions. Frédégonde répondit qu'en ne s'opposant pas au retour de Leudaste dans la ville de Tours, elle avait obéi à une sorte de pression exercée sur elle, mais qu'elle priait Grégoire d'attendre pour lui accorder sa paix et lui donner les *eulogies*. On appelait eulogies le pain bénit qu'à la fin de la messe, le prêtre distribuait aux fidèles, distribution à laquelle les excommuniés ne pouvaient prendre part.

Grégoire connaissait trop bien Frédégonde pour ne la pas comprendre à demi-mot. Sa restriction et ses réserves ne lui laissèrent aucun doute sur ses intentions. Elles furent pour lui aussi claires que si elles avaient été complètement explicites. Quoiqu'il eût les griefs les mieux fondés contre Leudaste, quoique l'ancien comte de Tours eût longtemps travaillé à sa perte, il se prit d'une grande compassion pour ce misérable. La bonté de son cœur lui faisant oublier tout le passé, il se mit en communication avec le beau-père de son ennemi, et, lui montrant le billet de la reine, il lui fit comprendre que son gendre ayant tout à redouter de sa colère, devait se tenir sur ses gardes, jusqu'à ce qu'il fût complètement

édifié sur les intentions de Frédégonde, intentions qui, pour lui, n'étaient guère douteuses.

Leudaste, jugeant par ses propres sentiments de ceux de son évêque, ne voulut jamais croire que le conseil qui lui était donné fût inspiré par un sentiment de pitié ; il se dit que c'était une ruse de guerre et un piège que lui tendait un homme qui voulait son éloignement. Au lieu donc de se tenir à l'écart, il résolut de se présenter hardiment à la cour.

Dans ce moment, le roi Hilpérich faisait le siège de Melun, Leudaste partit de Tours pour se rendre devant cette ville.

Les leudes, ses anciens compagnons d'armes, de jeu et de débauche, le reçurent de leur mieux ; mais lorsqu'il voulut obtenir une audience du roi, il rencontra des difficultés auxquelles il était loin de s'attendre.

Hilpérich oubliait facilement les injures, et sa colère contre Leudaste eût certainement cédé aux prières de ses amis, si son âme n'eût pas été entièrement maîtrisée par une femme qui avait tout empire sur lui. Dominé par Frédégonde, il ne voulait à aucun prix blesser celle dont il était l'esclave. Aussi, dans la crainte de lui déplaire, resta-t-il sourd aux sollicitations des chefs et des grands seigneurs. Leudaste voyant que cette voie lui était fermée, travailla à s'en ouvrir une autre. Ce qu'il n'avait pu obtenir par la faveur des courtisans, il pensa que, la multitude étant aussi une puissance, il pourrait l'obtenir avec l'appui des masses.

On le vit donc courir après la popularité, usant de toute sorte de moyens pour se faire un parti dans les derniers rangs de l'armée. Le succès combla ses espé-

rances. Un jour que le roi passait la revue de son armée, des cris partirent de tous les rangs, et des voix nombreuses demandèrent, sur un ton impératif, qu'il fût fait droit à la requête de Leudaste. Les demandes venant de bandes dont on n'était pas bien sûr, furent d'un grand effet sur l'esprit de Hilpérich qui parut les accueillir de bonne grâce. Leudaste se jeta alors à ses genoux, implorant son pardon pour les fautes dont il avait pu se rendre coupable, et lui jurant qu'à l'avenir, il n'aurait pas de serviteur plus fidèle et plus dévoué. Le roi le fit relever, lui assura que, de sa part, tout était oublié, mais qu'il devait se conduire avec une grande prudence, jusqu'à ce que la reine justement offensée eût consenti à l'admettre auprès d'elle. Pour arriver à cette fin désirable, il lui promettait d'ailleurs son intervention d'époux et de roi.

Sur ces entrefaites, le roi Gonthram avait levé des troupes pour marcher au secours de Melun. A la suite d'une sanglante bataille dans laquelle son armée fut taillée en pièces, Hilpérich se vit obligé d'abandonner ses projets de conquête et de conclure la paix. Aux termes du traité, les deux souverains s'obligeaient à rentrer dans leurs États respectifs, sans qu'à l'avenir, il y eût de part et d'autre aucune tentative d'agrandissement aux dépens des parties contractantes. Hilpérich se retira à Paris avec ses troupes, Leudaste l'y suivit.

L'ancien comte de Tours allait se trouver en présence de la femme qu'il avait si cruellement outragée. Le temps n'avait point calmé son courroux, et elle attendait avec impatience l'heure de la vengeance. Avec la légèreté qu'il apportait dans tous les actes de sa vie,

Leudaste s'était dit que la reine ne pourrait pas lui refuser un pardon que le roi lui avait accordé, et au lieu d'éviter sa présence, il la recherchait avec empressement. Un jour qu'avec le roi elle entendait la messe dans la cathédrale, l'excommunié de Braine se présente à l'église, fend la foule qui s'ouvre devant lui, et vient se jeter aux pieds de Frédégonde, la priant de faire comme le roi, de lui pardonner le passé.

A la vue d'un homme qu'elle haïssait si profondément, Frédégonde se crut bravée jusque dans sa majesté royale. Des pleurs de colère inondèrent son visage, et, jetant un regard de dédain sur le roi qui ne manifestait aucun étonnement de cette scène : — « Puisque je n'ai plus de fils, s'écria-t-elle, qui puisse punir les crimes commis contre ma personne, c'est à toi, Seigneur Jésus, que je m'en remets de ma vengeance ¹. »

Ne comptant pas trop cependant qu'à son invocation, la colère céleste répondît à la sienne, et pensant qu'il ne fallait pas négliger les moyens humains, après ce premier mouvement de dépit, elle se tourna vers le roi, se précipita à ses pieds, et, avec l'accent de la plus vive douleur, fit entendre cette plainte : — « Malheur à moi, qui ne peux rien contre mon ennemi que j'ai devant les yeux ². » — Hilpérich ne résista pas plus aux larmes de son épouse qu'il ne résistait à ses caresses. Se reprochant d'avoir laissé impunis les outrages que Leudaste avait faits à celle qu'il aimait, il ordonna qu'il fût chassé de l'église, bien décidé à ne plus le couvrir de sa pro-

¹ Grég. de Tours, *Histoire des Francs*.

² Grég. de Tours, *Histoire des Francs*.

tection. Ce fut un grand tumulte quand les gardes mirent à exécution l'ordre qu'ils venaient de recevoir. La cérémonie religieuse, profondément troublée, s'acheva au milieu des exclamations de la foule.

Les gardes s'étaient bornés à expulser Leudaste, sans procéder à son arrestation. Encore plus que les anciens le conseillaient en présence de la peste, il eût dû mettre en pratique cette maxime : *Fuge cito, fuge diu, fuge longe*. Il n'en fit rien. S'imaginant que ce courroux de la reine se calmerait sous une pluie d'or, ou devant l'offre d'un cadeau précieux, il se décida à faire précéder d'un riche présent la nouvelle requête qu'il se proposait de lui présenter. Loin donc de suivre le conseil que lui dictait la prudence la plus vulgaire, il ne voulut pas quitter Paris, et, dans l'intention que nous venons de dire, il se mit à la recherche de pièces d'orfèvrerie rares et de draperies splendides.

A la porte de la cathédrale se trouvait précisément ce qu'il cherchait. Une place, que le commerce et l'industrie avaient couverte de leurs produits, touchait à l'église. Elle offrait aux regards du public les curiosités dont Leudaste était en quête ; aussi se mit-il à visiter toutes les boutiques, marchandant les plus belles étoffes, faisant mettre de côté celles qu'il trouvait de son goût, parlant de son opulence avec sa vantardise habituelle, faisant parade de ses titres et qualités.

Cependant la messe était finie, et le roi, accompagné de la reine, regagnait sa demeure en traversant la place. Sur leur passage, s'écartait la foule respectueuse. Quant à Leudaste, il ne s'en inquiétait pas autrement et continuait à débattre avec les marchands le prix des

objets qu'il voulait acheter, ni plus ni moins que s'il eût été en présence de simples particuliers. Tant d'audace vint ajouter encore à la fureur de Frédégonde. Elle dissimula pourtant, dans la crainte que Leudaste en fût informé et qu'il cherchât à se soustraire au châtement qui l'attendait. Mais à peine rentrée, elle fit venir ses gardes, leur ordonna de se saisir immédiatement de l'insolent qui semblait la braver, et de le lui amener garrotté.

L'exécution de cet ordre ne se fit pas attendre. Afin qu'il ne pût pas leur échapper, les gardes s'entendirent pour lui couper la retraite. Ils cachèrent leurs armes derrière un pilier qui se trouvait non loin de là, les ayant toujours sous la main et prêts à les saisir s'il en était besoin. Cependant, l'un d'eux, dans son empressement, n'attendit pas pour agir que chacun fût à son poste ; il se précipita sur Leudaste avant que les autres l'eussent complètement cerné. Comprenant enfin le danger, Leudaste qui était aussi brave que téméraire, tira son épée, et, à son tour, attaqua son agresseur. Les gardes coururent alors prendre leurs armes, et, revenus en grand nombre, fondirent sur Leudaste qui se défendait vaillamment. La partie était trop inégale pour que la lutte se prolongeât longtemps. Grièvement blessé à la tête, Leudaste cependant se fit jour à travers les assaillants, et parvint jusqu'à un pont de l'autre côté duquel se trouvait une des portes de la ville. Malheureusement pour le fuyard, ce pont était en bois, et par sa vétusté n'offrait pas un point d'appui bien solide. Comme Leudaste le traversait d'un pas précipité, un de ses pieds s'enfonça entre deux poutres, et, jeté à la

renverse par cet accident, l'infortuné se brisa la jambe. Dès lors, il fut facile aux soldats de s'en emparer. Ils lui attachèrent les mains derrière le dos, le jetèrent sur un cheval et le conduisirent en prison, ne pouvant le présenter à la reine dans l'état où il se trouvait.

En apprenant cette bonne nouvelle, le roi s'ingénia du genre du supplice qui pourrait être le plus agréable à Frédégonde, très disposé qu'il était, si elle lui en faisait la demande, à lui servir sur un plat d'argent la tête de son insulteur, comme il avait été fait de la tête de saint Jean à Hérodiade. Après y avoir songé longtemps, il s'arrêta à la pensée que rien ne pourrait lui plaire davantage que de savourer plus longuement sa vengeance. Au lieu donc d'appeler le bourreau, Hilpérich fit venir des médecins et les chargea de prolonger une existence dont la reine avait besoin, pour l'application de tous les tourments que son imagination avait rêvés.

La médecine n'y put rien. Bien qu'il eût été transporté de sa prison dans une villa royale où il trouvait une bonne hygiène et des soins habiles, la fracture était tellement grave que la gangrène se manifesta dans la déchirure des chairs, et, de là, s'étendit à toute la jambe. Informée que son état était désespéré, et qu'il ne tarderait pas à succomber à sa blessure, Frédégonde ne voulut pas que la mort s'en emparât sans qu'il fût soumis à de nouvelles souffrances. Au lieu du lit où il reposait doucement, Leudaste fut étendu sur le pavé, la nuque appuyée sur une barre de fer. Dans cette position, un homme ayant à la main une autre barre du même métal, l'en frappa à la gorge, jusqu'à ce qu'il eut rendu le dernier soupir.

Fort peu attachant dans les phases diverses de sa vie, le triste personnage qui fait l'objet de cette notice n'est pas sans intérêt au point de vue de l'histoire. Ainsi que le fait observer Augustin Thierry, elle nous apprend qu'au VI^e siècle, le fils d'un serf pouvait arriver aux plus hautes dignités de l'État, et qu'une fois affranchi du servage, aucune carrière ne lui était fermée. Les curieux incidents dont la sienne fut semée ajoutent aux connaissances que nous possédions déjà sur les attributions des évêques réunis en synode ainsi que sur l'étendue du pouvoir royal. Si les croyances au christianisme, en pénétrant les masses, n'avaient encore transformé qu'incomplètement une société où la transition de la barbarie à la civilisation ne marchait qu'à pas lents, nous sentons pourtant déjà le souffle de Dieu dans bien des âmes, et nous voyons l'Église debout, seule protectrice de la vertu contre les passions sauvages des puissants de la terre.



TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Le vice-amiral de Grimouard... ..	
René Guiné	61
Le comte d'Hector, lieutenant-général de la Marine....	89
Monseigneur Hillereau, archevêque de Petra, vicaire apostolique.....	165
Charles de Hillerin et Baudry de Saint-Gilles d'Asson, religieux de Port-Royal.....	229
Lareveillère-Lépeaux.....	311
Mandé-Corneille Lamandé, inspecteur général des ponts et chaussées.....	389
René Laudonnière	417
Leudaste, comte de Tours	471

